

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE DROIT DE LA VENDETTA ET LES PACI CORSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

J. BUSQUET

Docteur en droit

Directeur de Conférence à la Faculté de Droit de Lyon

Président : M. LAMBERT, professeur.
Suffragants : MM. HUVELIN, professeur.
PIC, professeur.

PARIS

A. PEDONE, Editeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1919

LE DROIT DE LA VENDETTA
ET LES PACI CORSES

Université de Lyon — Faculté de Droit

DOYEN

M. JOSSERAND (*, I. ☞), Quai Gailleton, 29.

ASSESEUR

M. HUVELIN (I. ☞), Quai Claude Bernard, 13.

PROFESSEURS

MM. GARRAUD (I. ☞), Correspondant de l'Institut, Professeur de Droit criminel, rue de l'Hôtel de Ville, 79.

APPLETON (Charles) (*, I. ☞), Professeur de Droit romain, rue Victor Hugo, 24, Oullins (Rhône).

COHENDY (O. *, I. ☞, ✱), Professeur de Droit commercial, place de l'Abondance, 9.

PIC (Paul) (*, I. ☞), Professeur de Droit international public, place Ollier, 2.

APPLETON (Jean) (*, I. ☞, ✱), Professeur de Droit administratif, Quai des Brotteaux, 26.

LAMBERT A. (☞), Professeur d'Histoire générale du Droit français, rue Sully, 24.

BOUVIER (I. ☞), Professeur de Science financière et de Législation française des finances, Avenue de Saxe, 186.

LAMEIRE (I. ☞), Professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif, rue de l'Orangerie, 14 (Clos Bissardon).

JOSSERAND (*, I. ☞), Professeur de Droit civil, Quai Gailleton, 29.

BROUILHET (*, I. ☞, ✱), Professeur d'Economie politique, place Ollier, 2.

HUVELIN (I. ☞), Professeur de Droit romain, Quai Claude Bernard, 13.

LEVY (I. ☞), Professeur de Droit civil, rue Pierre Corneille, 61.

GONNARD (I. ☞), Professeur d'Histoire des doctrines économiques et d'Economie politique, rue Vaubecour, 34 bis.

BOUVIER-BANGILLON (I. ☞), Professeur de Procédure civile, Quai Claude Bernard, 28.

PICARD (A. ☞), Professeur de Droit civil, rue de la République, 65.

DIRECTEURS DE CONFÉRENCES AGREES PAR LA FACULTÉ

MM. GALLAND (A. ☞), Docteur en Droit, Quai des Célestins, 5.

AMIEUX (A. ☞), Docteur en Droit, Quai de Rotz, 8.

COHENDY (Georges), Docteur en Droit, rue du Plat, 4.

CONDOMINE, Docteur en Droit, rue Bonnel, 19.

BUSQUET (✱), Docteur en Droit civil, rue de la République, 65.

SECRETARIAT

MM. BECQ (I. ☞), Secrétaire, rue Rabelais, 24

PECQUOIS (A. ☞), Expéditionnaire, rue Vendôme, 274.

Mlle. BECQ, Intérimaire, rue Rabelais, 24.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE DROIT DE LA VENDETTA ET LES PACI CORSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

J. BUSQUET

Docteur en droit

Directeur de Conférence à la Faculté de Droit de Lyon

Président : M. LAMBERT, professeur.

Suffragants : MM. HUVELIN, professeur.
PIC, professeur.



PARIS

A. PEDONE, Editeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1919

PRÉFACE

PRÉFACE

Ma première impression profonde de la Corse date du mois de juin 1917, en Méditerranée. Le modeste navire qui nous emmenait par cette nuit d'été marchait tous feux éteints à cause de l'insécurité sous-marine.

Sur le pont en dessous de moi, des masses d'ombre étaient entassées : soldats permissionnaires qui, descendus peu de temps avant des tranchées, s'en allaient passer quelques jours au pays. La mer était plate, l'air louré, et plus lourde en nous la pensée des grands événements mondiaux où se jouait la fortune de la France.

Soudain, du groupe des soldats jusqu'alors muets, une voix, puis vingt à l'unisson rompirent le pesant silence qui était sur nous. C'était un chant triste et grave où peu de notes revenaient sans cesse ; chaque strophe se terminait par une finale très basse, ample, prolongée. Et cet air paraissait si bizarre, son rythme et sa technique tellement étrangers aux temps modernes, qu'il semblait venir vers nous du fond des âges. Quelqu'un murmura que c'était un vocero. Alors, des bribes de lectures faites plusieurs années avant, me revenant à l'esprit, je songeais à l'antiquité de ces thrènes funèbres. Mais le sens de ceux que j'entendais me restait encore inconnu.

J'ai su, plus tard, les paroles de deuil et de bataille, contenues dans ces chants : expression à la fois de la plus forte affection pour la famille, du sentiment surélevé de son honneur, de la pensée qu'un outrage est intolérable plus que la mort. Alors, j'en ignorais la signification, et je cherchais seulement à percevoir dans la tragique et douloureuse monotonie de leurs notes, une première révélation du cœur fermé et ardent de la Corse.

Dans la suite, j'ai parcouru cette île qui, avec la Sardaigne, dont elle diffère pourtant, a été comme un pont brisé, jeté entre l'Europe latine et l'Afrique de Massinissa. Mais ce n'est pas seulement de ces deux continents qu'elle tient des caractères remarquables et tranchés. Cette terre que les Grecs ont appelé Cynos, mais dont le nom le plus ancien et véritable, est celui recueilli par le monde romain : CORSICA, (1) est avant tout méditerranéenne. Depuis la préhistoire peut-être, en tous cas depuis les premiers siècles historiques, elle a été visitée par toutes les races riveraines de la grande mer intérieure.

Lybiens et Ligures, Phéniciens, Etrusques, Carthaginois, Romains ont défilé dans l'île au cours des siècles, chassés les uns par les autres, obligés d'ailleurs par la résistance des peuples autochtones retranchés dans les montagnes hautes, à limiter leur occupation aux rivages. Rome elle-même paraît s'être longtemps bornée à gouverner la côte orientale, et le Cap se contentant d'exiger tribut des hommes des monts (2).

(1) DIODORE DE SICILE. « Ile que les Grecs appellent Cynos les Romains et les indigènes Corsica ». L. V. c. 13.

(2) Au iv^e siècle, son influence semble pourtant avoir pénétré jus-

Depuis, la Corse rit venir tour à tour les Vandâles, les Byzantins, les Lombards. Mais en fait, l'intérieur semble avoir continué à rester en grande partie inaccessible aux envahisseurs du littoral. Le christianisme, selon toute vraisemblance, a apporté pour la première fois dans le centre de l'île, et par des moyens pacifiques, des éléments véritables de civilisation.

Dans l'histoire de cette terre, il y a ensuite comme un grand trou noir : la domination sarrazine. Puis commencent les rivalités de Pise, de Gènes, d'Aragon; longues et sanglantes disputes où les Corses se divisent. Mais à toute époque, une portion de cette île, jamais tout à fait soumise, a lutté pour l'indépendance, et même lorsque la République de Gènes aura établi de façon à peu près stable son administration médiocre, les périodes seront courtes où elle pourra complètement poser l'épée. Jusqu'au gouvernement national de Paoli, et jusqu'à la réunion postérieure de la Corse à la France, il ne cessera d'en être ainsi.

Quelle meilleure preuve, s'il en était besoin, que ce peuple, qui s'est accroché si âprement et désespérément à son sol, est avant tout d'une race guerrière (1). Quelle meilleure raison aussi pour expliquer son caractère. De père en fils, depuis des millénaires, les hommes de l'île ont vécu les armes à la main.

Certes, ils n'ont pas été soustraits en entier aux charmes de la vie pacifique. L'Eglise a exercé sur eux une sorte de haute administration qui leur fût apaisante, et ceux d'aujourd'hui se redisent encore de génération

qu'à Venaco et à Corte. Il y a aussi à ce moment plusieurs bourgs sur la côte occidentale.

(1) PINELLO. *Annotazioni*. « Sono di natura armigeri e bellicosi ».

en génération ce que fut la douceur Pisane (1). Gènes elle-même, dont la domination reste en la mémoire de tous, la plus odieuse, Gènes, pour un but intéressé sans doute, n'en a pas moins favorisé l'agriculture. A elle est due en partie la multiplication du châtaignier qui est, dans l'île, l'arbre à pain.

Enfin la République fondée par Paoli a établi durant un temps la paix intérieure. Mais dans l'ensemble des siècles, c'est la guerre dont nous voyons le règne presque ininterrompu. Lutttes pour l'indépendance, compliquées à l'infini par les dissensions intestines et les inimitiés de familles.

De là le cœur combattif des Corses. De là aussi chez eux l'aspiration et la réelle aptitude au commandement qui sont des traits de leur tempérament national.

Aussi ne doit-on pas s'étonner de ne trouver sur leur sol qu'un nombre assez restreint de monuments du passé. L'histoire des Corses, pendant des siècles, est celle d'une race en perpétuel cantonnement d'alerte. Ce peuple fier et batailleur n'a guère eu le temps de construire.

C'est en eux-mêmes, et non sur la pierre, qu'ils conservent avec une force incomparable le souvenir des temps révolus. C'est en eux qu'il faut chercher surtout la mémoire toujours vivante et agissante des coutumes de leurs pères. Nul plus qu'eux ne réalise cette union des contrastes : être à la fois d'esprit indépendant et de cœur traditionnel.

Des différences toutefois sont à noter au point de vue des mœurs. La Corse est partagée par un sillon géo-

(1) « Fra Toscana e Corsica non e vicinanza di luoghi soltanto, ma più intima colleganza ». TOMMASEO.

graphique qui court du nord-ouest au sud-est, et qui correspond aussi à une antique séparation ethnique. La Banda di Dentro qui s'étend au nord-est de cette ligne, et au territoire de laquelle il faut ajouter le promontoire Cap-Corsin, a été en tous temps profondément imprégnée par la civilisation italienne. La mer Thyrrénienne est si étroite, qui la sépare de la Péninsule, que les échanges ont été constants. Les usages en ont acquis dans cette région plus de douceur, mais aussi plus d'effacement peut-être. Au sud-ouest de la même ligne, la Banda di Fuori au contraire, qui est la partie la plus montagneuse de l'île, se trouvait par sa situation moins exposée aux influences qui soufflaient de Toscane. Les vieilles coutumes sont restées plus rudes, mais aussi mieux gardées.

Mais ces différences sont surtout en surface. Au fond, dans la totalité de l'île, on trouve une unité de tradition qui ne manque pas d'impressionner. Même dans les villes du bord de la mer, même à Bastia ou à Ajaccio, qui par leur place et le rôle historique qu'elles ont joué, ont été large ouvertes aux apports extérieurs, se maintiennent dans une mesure atténuée beaucoup des règles d'autrefois.

Pourtant, ce n'est plus dans les cités de la côte qu'on doit chercher la Corse d'antan.

Il faut monter la marche granitique d'où la très vieille et guerrière Sartène semble toujours prête à défier les bandes pillardes, jetées jadis par les felouques barbaresques aux rivages du Valinco. Il faut, dans quelque vieille demeure, goûter le charme et la noblesse d'accueil réservés à l'étranger. Aux heures de fin du jour, sur la grande place où s'ouvre la route qui con-

duisait à la Lieutenance Gènoise, il faut, guidé par la courtoisie d'un Sartenais, écouter quelque récit d'histoire locale. Des groupes de notables, abordés de temps à autre par un client de leur famille, se croisent à pas lents, causant des affaires publiques. Ainsi ont fait leurs pères, et la vie moderne continue de couler ici sous des arches anciennes.

Mais, pour trouver tout à fait la Corse, il est meilleur d'aller jusqu'au modeste bourg perdu dans la forêt ou le maquis, ou même jusqu'au hameau des vallées hautes.

Là se gardent, avec un soin pieux, les souvenirs et les rites. Là, l'hospitalité conserve son sens vénérable et profond. Le touriste bruyant et pressé ne les connaîtra point. Mais celui qui sait regarder avec un amical intérêt, et dont la lèvre n'est pas plissée par cette ironie que donne l'ignorance; celui surtout que recommande et annonce quelque parent du bourg voisin, sera l'hôte choyé et sacré que couvre en toute sa force l'antique protection du foyer.

Ainsi, j'ai été reçu sous des toits de village et j'ai dormi chez les bergers. Partout, dès le seuil franchi, la meilleure place m'était réservée. Chacun s'ingéniait avec un soin touchant à me faire honneur. C'est en laissant derrière moi des amis que je quittais au matin cet abri d'une journée, accompagné sur le chemin jusqu'au delà des habitations par le cortège accoutumé des hommes de la maison.

Peut-être ai-je pu au cours de ces randonnées comprendre un peu l'âme jeune de ce vieux Pays, — si bien close à qui n'a pas confiance, — mais qui se livre volontiers à qui se met à l'unisson. Rien n'égale le senti-

ment d'amour fervent qu'ont pour lui ses fils, de près ou de loin (1). Certains jours, dans quelque localité éloignée des routes, après m'être reposé chez mon hôte, je m'asseyais avec lui, au soleil tombant, sur le banc de pierre de la porte. Alors venaient de bons vieillards pour faire cercle autour de nous. Le voyageur que j'étais : ils le supposaient parfois arrivé de régions lointaines et mal définies. Ils s'en enquéraient courtoisement; mais ce qui leur tenait au cœur, c'était de savoir ce qu'il pensait de la Corse. Et quand je leur disais ma sympathie sincère, je voyais fleurir sur leurs visages une joie silencieuse et discrète. Soulain, ils devenaient plus loquaces. Rapprochés les uns des autres, nous nous plaisions à deviser des vieux usages.

Des femmes passaient dans le soir, allant aux fontaines, robes sombres, cheveux voilés par le mesaru, visages grâces, et sur la tête le vaisseau de terre ou de bois de forme ancienne, destiné à puiser l'eau pour les besoins domestiques. Leurs mains cependant s'activaient à quelque humble besogne de tricot. Et leur démarche était sereine et balancée, telle que la donne aux filles de l'île l'habitude, dès leurs jeunes ans, d'avoir presque sans cesse en équilibre sur le front quelque charge lourde ou légère.

Alors de plus de quatre siècles en arrière, montaient à ma mémoire les très simples mots, par lesquels le

(1) « Si jamais l'amour de la Patrie a exercé en quelque pays une puissance irrésistible sur les habitants, on peut bien dire que nulle part cette puissance, ne s'est manifestée avec plus de force que dans notre île ». Ainsi parle FILIPPINI le chroniqueur (1529-1594). L'affection pour leur île est restée aussi vive chez les Corses d'aujourd'hui.

rieux chroniqueur Pierre Cyrnée éroquait les mœurs de son temps, et dont aucun n'est à changer pour dire celles d'aujourd'hui :

« Aux fontaines vont elles-mêmes les épouses et les filles, car il est rare chez les Corses de trouver des servantes. Tu les verrais, lorsqu'elles vont chercher l'eau, un rase sur la tête, ayant au bras la laisse d'un cheral, et marchant en filant le lin... Elles sont amies du labeur... Tant celles du menu peuple que celles de la noblesse s'attachent aux travaux de leur sexe. Elles sont très chastes, et leur sommeil est court ». (1)

Ainsi, à voir vivre les Corses chez eux, m'est venu le goût de découvrir dans les actes de leur passé l'origine et l'expression des traditions qu'ils conserrent. Ainsi m'est venue la pensée d'écrire ce modeste ouvrage où j'ai tâché de fixer un peu de leur Droit ancien.

C'est dans un esprit objectif et scientifique que je me suis efforcé d'en conduire l'examen. Puis-je dire que c'est aussi d'un cœur affectueux. On ne peut espérer bien comprendre les coutumes d'un peuple qu'en se penchant d'abord sur elles avec sympathie (2).

(1) PIERRE CYRNÉE. *De rebus corsicis* « Viros a feminis praecipue in conviviis, semovendi consuetudo est. Ad fontes aquarum pergunt uxores filiaeque : nulla enim ullis fere Corsis mancipia sunt. Corsae feminae, tam plebeiae tam nobiles, opera muliebriū faciliunt sunt que laboriosae, et de virtute certant inter se. Videres eas, si ad aquas eunt, vas capite continentes : ubi perveniunt ad aquam, jumento satisfaciunt, vas aqua implent : his actis, eadem via regrediuntur, aquam capite sustinentes, jumenta e brachio trahentes, ac fustum versantes et pudicissimae sunt, somnique breves es sunt ». C'est l'exact tableau des traditions actuelles.

(2) J'ai à acquitter bien des dettes de reconnaissance envers diverses personnalités de l'île ou du continent, qui se sont mises à ma disposition pour aider mes recherches. Ma première dette et l'une

des plus grandes est envers M. Graziani, Archiviste départemental de la Corse. Le concours incessant de son amitié et de sa science ne m'ont pas fait un instant défaut. Ma gratitude est vive également envers M^e Samuel Pietri, de Sartène, et M^e Portafax, de Bonifacio, auxquels je suis redevable de plusieurs bons documents sur les Paci. M. le Bibliothécaire de la Ville d'Ajaccio, M. l'Archiviste de Bonifacio, M. Serveille, Principal du collège de Calvi, et indirectement M. Rossi de la même ville, m'ont apporté d'utiles renseignements, ainsi que M. Ollagnier, sous-bibliothécaire de Bastia. M. Pugliesi Conti, Député, Maire d'Ajaccio, a mis une spéciale bonne grâce à me faciliter l'accès des archives de la ville. Des notes originales et d'un vif intérêt m'ont été communiquées par M. Commandant de gendarmerie Maitrot. Au grand savoir de M. Ambrosi et de M. Colonna de Cesari Rocca, deux historiens de la Corse, je dois plus d'une heureuse indication. M. Colonna de Cesari Rocca a pratiqué longuement les archives de Gênes, et il est, comme on sait, l'auteur de nombreux ouvrages. Quant à M. Ambrosi, ses titres historiques l'ont, entre autres, désigné pour être secrétaire de la *Société des sciences historiques de Corse*. Rappelons à cet égard que cette Société, qui a publié déjà un nombre considérable d'anciens actes, a eu pour fondateur feu M. l'abbé Letteron, aux travaux duquel tous ceux qui écrivent sur la Corse devront le plus grand hommage.

Enfin, l'amabilité de plusieurs personnes particulières m'a permis de consulter leurs bibliothèques privées : qu'il me soit accordé de citer les noms de Mme Ilari et de M. Nicoli, de M. Cuneo d'Ornano, de M. Casalonga.

Du pont de vue du rôle de l'Eglise en Corse, j'ai d'abord des remerciements tous spéciaux à adresser à S. E. Mgr Siméone, Evêque d'Ajaccio, pour la haute courtoisie avec laquelle il a bien voulu m'ouvrir sa remarquable bibliothèque. Il convient pour moi de rendre grâce aussi à M. le Chanoine Aubert, Supérieur du Grand Séminaire, qui m'a aimablement communiqué de curieux manuscrits, à M. le Chanoine Bacciochini, d'Ajaccio ; à M. l'Archiprêtre Ricci, de Calvi ; à M. l'abbé Zattera, Directeur de la bibliothèque de Bastia ; à M. l'abbé Accis ; aux RR. PP. Blanchet, Coste, Gleize ; au R. P. Augustin ; au R. P. Ortolan, historien ; au R. P. Marini, le savant Bénédictin. Des renseignements des plus utiles m'ont été aussi donnés par M. l'abbé Dudon, dont les grandes connaissances historiques m'ont été précieuses sur divers points.

INTRODUCTION

« Quoique je n'aie ni assez de talent, ni assez de confiance en moi-même pour traiter à fond les événements dont la Corse a été le théâtre, cependant, comme nous devons à la Patrie non seulement tous nos biens, mais nos personnes mêmes, j'ai voulu du moins publier un récit qui, sans nuire à aucun, puisse être profitable à plusieurs... »

(Extrait des Chroniques du corse
Pierre Cynée. — De rebus Corsicis.
Année 1506.)

INTRODUCTION

Le but que se proposent ces pages est de tracer l'histoire des règles coutumières de la Vendetta et de dire les institutions qui furent employées à la réduire.

Les conditions qui gouvernent en Corse cette guerre entre familles, les traditions qu'elle suppose, les préceptes qui régissent la conclusion des traités de paix entre les belligérants, les moyens mis en œuvre par l'Etat au cours des siècles pour la répression de la vengeance privée forment ensemble l'objet de cet ouvrage.

Sur un tel sujet, une série d'études a déjà été publiée pour un grand nombre de pays. Mais au regard de la Corse, jusqu'à ce jour, un tel travail ne paraît pas avoir été tenté.

Certes, les livres ne se comptent plus où il est question de la vendetta dans l'île, mais beaucoup sont des récits de touristes de passage.

Il semble que quiconque débarque sur les quais de Bastia ou d'Ajaccio devienne la proie du démon d'écrire. Tant d'impressions surgissent qui semblent particulières et nouvelles à un homme non averti. Ce n'est pas seulement le parfum prodigieux de son maquis dont la qualité est personnelle à cette terre, et qui forme *l'odor di Corsica*, précieuse

au souvenir de Napoléon. C'est celui de ses usages dont la saveur dès l'abord se révèle originale. Rien d'étonnant que ce pays ait inspiré tant de descriptions où la vengeance tient une place anecdotique souvent assez ample.

Mais l'esprit qui anime la plupart d'entre elles semble surtout orienté vers la recherche du pittoresque, ou vers une pensée de polémique. Parfois les deux préoccupations sont mêlées : de menus faits sont d'abord contés qui visent à l'imagination, puis viennent des jugements souvent sommaires (1) sur les mœurs et les habitudes.

Peu d'auteurs (2) ont envisagé la situation des sommets de l'histoire. Ici cependant, plus qu'en tant d'autres domaines où leur utilité est grande, les données du passé sont d'abord à dégager. Elles seules permettent de nouer entre les faits un lien intelligible.

Mais les notions d'histoire générale sont elles-mêmes insuffisantes. Jusqu'à ce jour, la vendetta en Corse n'a pas été examinée d'un point de vue pourtant capital : *le point de vue du droit*. Mis à part quelques exposés assez brefs et fragmentaires des moyens préconisés ou essayés pour sa repression, elle n'a pas encore été aperçue sous cette face du problème.

Dans un tel champ, la recherche juridique a pourtant sa place bien marquée.

C'est à elle peut-être qu'il appartient surtout de défricher

(1) Dans plus d'un cas, des auteurs qui ont fait preuve d'ailleurs de talent et de pensée consciencieuse réalisent le paradoxe d'être véridiques en tous les détails et inexacts dans l'ensemble. Tel le livre écrit en 1887 par BOURDE, observateur judicieux et épris de vérité, mais desservi par son insuffisante connaissance des coutumes.

(2) De ce petit nombre est M. DE CESARI ROCCA.

l'enclos. Car l'ensemble des préceptes et des usages constitue ici des règles impératives quoique non écrites, véritables lois qui s'imposaient aux hommes et s'affirment encore pour partie malgré bien des obstacles.

SECTION I

L'Etude de la Vendetta est au premier chef une question de Droit

A. — La Vendetta est une guerre privée entre Groupes familiaux et son but a un caractère juridique

Les annales de l'humanité nous révèlent qu'à des moments divers et qui ont été parfois dans certaines contrées comme des phases alternées, la famille a joué un rôle particulièrement développé et original. Ce rôle faisait d'elle, toutes proportions gardées, une sorte de petite société politique (1). Une telle situation s'est produite chez les peuples les plus variés. Le groupe familial ne se borne pas à être pour les individus qui le composent un lieu traditionnel d'entraide limitée à quelques nécessités économiques de la vie, à la protection de l'enfant et à un commerce sentimental entre gens du même sang.

Il est un organisme social complet, une machine de combat, un mur d'abri contre les risques quotidiens de la lutte

(1) L'expression *politique* ne donne qu'un sens approché, puisque sa racine suppose l'existence de la cité (Polis) qui précisément n'existait pas à ces époques ou était très imparfaite.

armée ou sournoise dont rien autre ne peut alors garantir ses membres avec efficacité. Les hostilités en effet sont continues avec les groupes étrangers.

Un pareil état de chose est réalisé quand la nature et l'organisation d'Etat sont encore absentes. Il se prolonge après leur apparition tout en reculant et rétrécissant de plus en plus ses limites, au fur et à mesure que l'Etat accroît sa force et son prestige et remplit davantage ses fonctions essentielles de défense et de justice. Jusque là ces fonctions primordiales, c'est la famille qui doit s'efforcer d'y pourvoir. Tel fut par exemple le Genos antique, communauté de parents réels et fictifs. D'autre part, des familles devenues plus puissantes grâce à la réputation, à l'énergie, à l'habileté d'un des leurs, ou à leur richesse, ou pour tout autre motif, s'agrègent par des procédés divers d'autres familles et des isolés qui forment sa clientèle. — A ce degré, on se trouve en présence du clan.

A l'intérieur du groupe, le droit est disciplinaire et coercitif : il est assuré par voie d'autorité. Le chef, et, dans une mesure difficile à déterminer, le Conseil des parents veillent à prévenir et réprimer les conflits qui pourraient bouleverser l'ordre établi et compromettre la force et la vitalité de la petite société. Les membres ont leur rang marqué par la tradition et ne doivent pas empiéter sur la place d'autrui : entre eux des droits et des obligations existent que rien ne saurait rompre. Ces liens puissants trouvent leur force et leur origine dans le principe exalté de la communauté du sang, ou de la communauté élargie que crée la clientèle. La justice à l'intérieur du groupe s'inspire d'idées analogues à celles qui régiront les hommes d'un même Pays dans les époques postérieures.

Bien différente au contraire est la situation dans les rapports entre groupes étrangers les uns aux autres.

Tout d'abord, il n'existe à ces époques entre les familles et entre les clans aucun organe commun ou supérieur susceptible de trancher les conflits par la voie pacifique. Force est donc de recourir aux armes. La guerre privée règle les différends.

Mais les idées qui animent celle-ci présentent des particularités remarquables. Une brève comparaison avec les guerres entre nations de notre temps mettra ces caractères en plus grand relief.

a) Dans les temps modernes, la plupart des conflits internationaux sont fondés surtout, en dernière analyse, sur une question de maintien ou de rupture *d'équilibre* entre les Puissances. — Malgré quelques apparences, on peut dire qu'il en a été ainsi même et surtout pour la dernière guerre.

C'est pour éviter une rupture d'équilibre dans les Balkans que le Russie est intervenue aux côtés de la Serbie. — C'est dans une pensée d'équilibre qu'avaient été conclues l'alliance russe et d'ailleurs toutes les grandes alliances européennes. C'est encore cette idée qui inspire le traité de garantie franco-anglo-américain. C'est elle qui explique tous ces traités de délimitations de zones ou de partages coloniaux hors d'Europe qui ont été en tel usage dans les dernières années du XIX^e siècle et le début du XX^e. A l'inverse, c'est l'idée antithétique d'hégémonie qui a sans cesse entraîné à la guerre un Etat devenu puissant. Le président Wilson a dénoncé dans un de ses messages la politique de l'équilibre comme étant à la base des guerres modernes.

Or, l'idée d'équilibre est *une notion politique*. Il s'agit

d'éviter qu'un Etat ne s'accroisse au point de devenir dangereux pour ses voisins. et le moyen employé sera tantôt de faire la guerre au premier pour réduire sa force menaçante, tantôt de consentir à son agrandissement en procédant à des agrandissements parallèles auxquels il consent de son côté. Ce dernier système est celui que Bismarck appelait le « système des pourboires ». Mais quel que soit le moyen employé, il tend au même but : éviter qu'un Etat n'augmente de façon périlleuse pour les autres, l'ampleur de ses moyens d'action. — *Ce n'est pas une idée juridique.*

b) A l'opposé c'est bien une *notion de droit* qu'on rencontre à la base de la vendetta. — Ce caractère ne saurait être mis trop en évidence. —

Vengeance et revendication ont d'abord la même racine. Cela donne déjà à penser —; mais ce n'est pas seulement dans les mots qu'on trouve l'aperçu d'identités juridiques. La conception qui se dégage avec le plus de force de l'étude du droit comparé et de celle que nous avons tentée pour les anciennes coutumes corses, c'est que les vengeurs poursuivent avant tout *un but de justice*. Ainsi, il y a deux justices : (1) celle qu'exerce à l'intérieur le groupe lui-même sur ses membres, celle qu'à l'extérieur il exerce par la guerre privée vis-à-vis des groupes adverses. Or, qui dit but de justice dit : *but juridique*. Mais précisons cette assertion. Dans la vendetta, l'idée fondamentale est celle de *compensation* du meurtre par le meurtre, de l'offense par l'offense.

(1) Cette différence a été mise souvent en lumière et notamment par GLOTZ. *La solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce*, p. 21.

C'est encore celle de « dette », « d'obligation du sang », de revendication de l'honneur perdu à la suite d'un outrage ayant privé l'offensé « de ce qui lui appartient (1). » Compensation, obligation, revendication ; il n'y a pas à s'y tromper : la vendetta repose sur des idées de droit (2). Si une pensée d'équilibre à rétablir intervient ici, c'est au sens

(1) V. notre premier chapitre.

(2) Il ne faut pas déduire avec trop de rigueur de l'exposé qui précède qu'à notre avis l'idée de droit est entièrement absente des guerres internationales modernes. On pourrait nous objecter notamment que celle de 1914 s'est même appelée chez les alliés « la Guerre du Droit ». Mais si l'on met à part la notion de légitime défense contre un agresseur, et les observations qu'évoque la violation de la neutralité belge, on considérera peut-être que les conceptions juridiques qui pouvaient se trouver sous l'expression de *Guerre du Droit* étaient assez vagues. Il s'agissait surtout du Droit au sens idéal du mot. Dans la vendetta, il s'agit au contraire d'un droit positif et précis. D'autre part, il n'est pas douteux comme nous l'avons vu, que la notion de maintien d'équilibre et l'idée inverse, mais de même ordre d'hégémonie aient été de beaucoup les causes principales dans le déclenchement du conflit mondial de 1914.

Peut-être, si la Société des Nations, créée par le traité de Versailles, se révèle viable et arrive à se réaliser plus pleinement, verrons-nous des conceptions juridiques positives entrer en action dans les guerres futures, devenues de véritables mesures d'exécution d'une juridiction internationale. Jusqu'à présent, de tels espoirs méritent d'être accueillis avec prudence. Mais des observations développées sur ce point sortiraient du cadre de notre étude.

Un rapprochement plus intéressant, peut-être, serait à faire entre la notion juridique qui est au fond de la vendetta, et les idées, juridiques également, qui se trouvaient à la base de la doctrine des canonistes du Moyen-Age et de la Renaissance. D'après eux, la guerre est *juste* ou *injuste*. C'est pour faire *justice* que le Prince fait la guerre : celle-ci n'est que l'application de sa juridiction criminelle. St Augustin, St Thomas, Victoria, Suarez, ont émis des idées semblables. Or c'est bien aussi un droit de justice, *sa justice*, que le groupe familial en vendetta entend exercer.

juridique où il peut être entendu dans les rapports entre débiteur et créancier.

B. — La violation du droit et ses réparations ont en matière de vendetta un caractère collectif.

Le groupe familial, agrandi des clients, « des adhérents » comporte entre ses membres une étroite solidarité. Il inspire à ceux-ci, d'ailleurs, un sentiment de fierté et d'affection collectives dont on pourrait trouver une image amplifiée dans l'amour de la patrie chez les nations modernes. Ce sentiment, c'est celui de l'honneur du groupe. En un sens, l'amour de la famille et du clan a même plus de force que le patriotisme. Soit parce qu'il est soutenu par l'excitation de dangers quotidiens, soit parce qu'il enveloppe un plus petit cercle d'individus et garde ainsi une base plus concrète, il est d'une grande intensité (1).

Dans ces conditions, toute offense adressée à un individu du groupe retentit en principe jusqu'au centre. Chacun dans le cercle de l'offensé s'en trouve atteint, et d'ailleurs de son côté l'offenseur n'a été lui-même, la plupart du temps, lorsqu'il a commis une violence ou un outrage, que l'exécuteur de la volonté, le traducteur en acte du sentiment commun de son propre groupe. Au sens actif et passif, l'injure est globale : l'individu qui la lance et celui qui la reçoit, ne sont que les premiers combattants des deux forces armées qui vont s'affronter.

(1) Glotz, *op. cit.*, a bien noté ce caractère en ce qui concerne le Genos antique.

De là une première conséquence. Si des deux côtés l'offense a un caractère collectif, elle sera vengée par une collectivité sur l'autre collectivité.

Pour exercer sa justice, la famille offensée n'aura pas à se préoccuper de frapper l'auteur même de l'outrage. Les coups peuvent tomber sur n'importe qui dans la famille adverse. C'est ce qu'en Corse on a appelé la *vengeance transversale*.

De même dans les guerres internationales, quand deux armées sont en présence, aucune ne se soucie pour rendre les coups de viser l'individu qui les a donnés.

Mais la solidarité du groupe familial est telle qu'elle ne se borne pas à des liens entre les vivants. Les morts continuent d'exercer leur action sur les membres actuels de la parentèle. Les haines anciennes ne cessent pas d'être ressenties et chaque génération lègue à la suivante un héritage, dont les créances à réaliser, si cette expression peut être risquée, sont les offenses anciennes encore impayées. Le nouveau-né les trouve en son berceau (1). De la *vendetta héréditaire*.

C. — Les violations du droit qu'entraîne la vendetta et les réparations qu'elle recherche ne sont pas en principe d'ordre matériel.

Le mot de créance a été employé à plusieurs reprises pour désigner le droit de vengeance appartenant au groupe

(1) G. BELLIN. *Description géogr. et hist. de l'île de Corse*, p. 50.
« Le père élève ses enfants dans ces idées : dès que les garçons sont en âge de raison, ils ne les entretiennent que des maux que leurs parents ont soufferts... Ils leur parlent sans cesse de leurs parents ou de leurs amis qui ont péri... Il leur fait connaître tous ceux qu'ils doivent

offensé. Mais c'est une créance bien originale. Les préoccupations matérielles sont, à l'origine du moins, inexistantes en matière de vendetta ou tout à fait secondaires. Le bien pour lequel on lutte est l'honneur du groupe qui a été souillé ou diminué. C'est son sang répandu, c'est son honneur terni auxquels est due réparation. Et cette réparation ne pourra avoir lieu, *toujours en principe*, que par des lésions de même nature infligées au groupe familial adverse, par des meurtres ou par des outrages proportionnés. L'offense appelle l'offense et la compense. L'acte qui la constitue peut avoir ou non pour effet un préjudice matériel causé aux biens : mais ce n'est pas celui-ci qui de beaucoup est l'essentiel. La notion d'injure est celle qui domine tout.

Notons encore, au passage, qu'une telle idée a longtemps trouvé un large champ d'application dans les guerres entre Etats. Elle y garde encore un emplacement, bien qu'en fait celui-ci semble maintenant réduit.

Dans les vieux traités du Droit des Gens et dans le plus célèbre, celui de Grotius, des développements importants étaient consacrés à la notion d'offense comme motif de guerre. Mais aujourd'hui un tel *casus belli* devient plus rare dans la pratique (1).

craindre ou haïr et par là les exaltent à avoir des sentiments conformes aux leurs ». Glotz, *op. cit.*, en ce qui concerne la Grèce ancienne, insiste de son côté sur ce point que la mort de la victime ne rompt pas la solidarité familiale, mais au contraire l'exalte.

(1) Ou n'est plus, souvent, qu'un prétexte apparent. Il n'empêche que c'est pour un soufflet donné à son agent consulaire que la France a fait la guerre au Dey d'Alger.

**D. — La vendetta n'est pas une faculté mais
une obligation.**

On se tromperait étrangement si l'on croyait que l'exercice de la vendetta n'est que l'expression de caprices sanguinaires, même collectifs. D'abord la remarque doit être faite que vouloir obtenir justice pour un droit violé ou supposé tel, n'est pas l'effet d'une fantaisie. Mais la poursuite d'un tel but n'est même pas une simple faculté. Pour le groupe offensé, la vendetta est impérative, c'est plus qu'un droit, c'est un devoir. Défendre l'honneur de la famille est une obligation qui présente, avons nous dit, quelque analogie avec celle qui se manifesta plus tard, de défendre son Pays lorsque les Etats furent apparus. Celui qui se dérobe à un tel devoir est l'objet de la réprobation du groupe et en est moralement et parfois matériellement retranché. Toute une série de prescriptions règlent la façon dont sera remplie l'obligation de vengeance.

E. — Satisfactions juridiques par voies amiables.

La guerre dure jusqu'à ce que les groupes familiaux en présence estiment avoir fait justice. Mais il peut arriver aussi aux belligérants d'être las de la lutte au bout d'un temps plus ou moins long. Alors l'offenseur cherche à obtenir une trêve et parfois la paix, et l'offensé s'y prête. De là des promesses solennelles échangées, et aussi de véritables traités, qu'en Corse on a nommés des *paci*. Ces conventions ont charge de régler la situation réciproque des parties de façon que les meurtres et d'une façon générale, les offenses

restées impunies par les moyens violents, reçoivent une satisfaction d'autre nature. Dans un très grand nombre de pays et à diverses dates de l'histoire cette satisfaction comportait entre autres formes une composition arbitraire ou coutumière en argent ou en bétail (1). Le bannissement du coupable a été aussi un des procédés les plus fréquemment employés. Mais ceux-ci sont assez nombreux.

Si la question des satisfactions à accorder ne paraît pas capable d'être tranchée de manière directe par les parties, celle-ci peuvent tomber d'accord pour s'en remettre à l'arbitrage de tiers. Une sentence est alors rendue qui règle les droits de chacun.

F. — Persistance du droit de vendetta après l'apparition de l'Etat.

L'exposé ci-dessus des très grandes lignes du Droit de Vengeance correspond à des époques primitives où l'Etat n'est pas encore réalisé chez les peuples. Mais son établissement même, par la suite, ne suffit pas à supprimer la guerre privée. D'abord l'Etat se développe souvent de façon très lente et progressive. Il laisse ainsi longtemps un certain rôle,

(1) GLOTZ, *op. cit.*, en donne de nombreux exemples pour la Grèce ancienne. V. en outre PETIT DUTAILLIS, *op. cit.*, p. 75, 76, 154, etc... « La réparation comprend l'amende *profitable* ou *pécuniaire* et l'amende *honorable* » (cérémonie d'expiation). A Saint-Omer l'amende *profitable* comprend elle-même « une somme variable comme prix du sang... et une somme fixe de 24 livres payée comme rachat du droit de vengeance ». V. une lettre de rémission du 19 octobre 1450 entre plusieurs autres : « ...ledit suppliant (l'offenseur) fit offrir certaine somme de deniers laquelle lors les parents et amis dudit defunct receurent pour agréable (eux consentant à ladite paix) ».

une certaine utilité au droit de la vendetta, avec lequel pourtant il est entré aussitôt en lutte. Sa conception qui se réalise peu à peu de façon plus complète est qu'à lui seul appartiennent la fonction de justice et le droit de paix et de guerre.

Mais cette notion est longue à construire ses assises et à voir son règne incontesté (1).

SECTION II

La vendetta n'est pas spéciale à la Corse. — Coup d'œil sur le Droit comparé

S'il est des coutumes dont le caractère ne soit pas particulier à un peuple. C'est bien assurément celles de la vendetta. On peut dire sans doute qu'elle ont été universelles.

Vengeance transmise, vengeance transversale, (2) traités

(1) GROTIUS écrivait encore au XVII^e siècle que «... selon le droit de nature, la guerre est quelquefois permise de particulier à particulier ». D'ailleurs, il y avait encore de fréquents cas de vendetta à cette époque en quelques régions de l'Europe Occidentale. Cf. aussi LOCKE, *Essay on civil Government*. Chap. I, n^{os} 12, 13. Il appelle la vengeance privée : « le pouvoir exécutif de droit naturel ».

(2) Cf. GLOTZ, *La solidarité de la famille dans le Droit criminel en Grèce*. « La vengeance est transversale (dans la Grèce homérique), de même qu'elle frappe les collatéraux et les armes », p. 165. — Bien plus de deux mille ans après on la retrouve dans les Flandres (Coutume primitive de Bruges à l'époque de Philippe le Bon. Elle s'étend aux parents et alliés jusqu'au 3^e degré. — PETIT-DUTAILLIS, *Documents nouveaux sur le Droit de vengeance dans les Pays-Bas*, p. 58.

A la même époque, la règle est pareille en Corse. Pour l'Italie V. PERTILE, *Storia del diritto italiano*. V. 5, p. 18 et par ex. *Bundo Bologn.* 30 nov. 1596.

de paix entre familles : toutes ces institutions que nous allons trouver en Corse ont existé chez les races les plus diverses à des époques déterminées. Bien plus : l'analogie ne s'arrête pas à ces grandes lignes, elle descend au détail. Le *rimbecco*, cette offense si particulièrement grave dans l'île : la haute antiquité héllénique l'a connu. Le *déchevèlement*, cette autre injure, faite celle-ci à l'honneur des femmes et qui entraîne de si nombreuses inimitiés en Corse, les *Leges Barbarorum* leur consacrent des dispositions. Ce ne sont là que deux exemples entre vingt.

Une revue complète, ou faite même d'une façon approchée, du Droit comparé en matière de vengeance privée, ne saurait entrer dans notre cadre, notre étude actuelle entendant se placer uniquement sur le terrain du droit corse. Il convient donc seulement ici de marquer par quelques indications très sommaires la généralité du phénomène de la vendetta.

Tacite nous a donné plusieurs détails sur l'existence de la guerre entre familles chez les Germains de son temps. Toutefois le Pouvoir public intervenait déjà, mais modestement, à cette période pour promulguer un tarif de compositions à payer par le coupable, si l'adversaire consentait à la paix. Dans ce cas le roi prélevait sa part pour ses bons offices de médiateur. Les partis pouvaient préférer la poursuite de leur vengeance. C'était leur droit strict.

Pleine légitimité est reconnue à la guerre privée par plusieurs *Lois Barbares*. — La vengeance porte un nom : c'est la *faida*. On la trouve par exemple chez les Saxons, les Frisons — et notons-le pour la suite — chez les Lombards. Ces derniers en effet ont eu par leur législation, une influence

sur l'Italie, et dans diverses mesures considérable, sur les îles de la mer Thyrenienne. Nous aurons à y revenir.

Déjà pourtant dans les lois précitées, des règles limitatives sont fixées : en certain temps, en certains lieux les hostilités sont interdites. Les limitations vont être accrues dans les Capitulaires de la Monarchie franque. Ceux-ci obligent d'une façon plus ou moins indirecte la victime d'une violence ou ses parents à accepter le *wergeld*, ou composition dont le tarif est nuancé selon la condition sociale et parfois selon le sexe ou la race de l'offensé. Pour le paiement de cette composition, la famille de l'agresseur se voit imposer une solidarité pécuniaire. Celle-ci apparaît visiblement comme la transformation de la solidarité qu'avait la parentèle au regard de la guerre privée et qui se manifestait à son encontre par la vengeance transversale. Cependant la *faida* ne disparaît pas.

La survivance des coutumes de vengeance continuera à s'affirmer en Europe au Moyen-Age, et dans certaines régions, parfois fort au-delà du ^{xvi}^e siècle. En Bohême, en Pologne, dans les Pays Scandinaves, en Allemagne, dans les Flandres, dans certaines régions de la Suisse, en Italie (1), ces coutumes se manifesteront avec une persistance plus ou moins grande. Dans les Comtés de Hainaut et de Namur, au ^{xv}^e siècle, le meurtre d'un parent oblige son parent le plus proche à prendre les armes. Il devient « le chieftain pour faire paix ou guerre de la mort dudit ». L'autorité publique n'a pas à intervenir : la seule obligation est de la prévenir (2).

Les inimitiés sévissent encore en 1657 dans le Pays de Bra.

(1) V. *Storia del diritto italiano*, Pertile (V: 5, p. 7 et 9).

(2) PETIT-DUTAILLIS, *op. cit.*, p. 131.

« Les Maisons sont pleines de fusils et de gens armés, on se massacre jusque dans les églises et ils (les gens en vendetta) sont tellement envenimés les uns contre les autres qu'ils appliquent des échelles aux maisons pour y entrer d'assaut et que chacun se retranche chez soi de manière à repousser l'attaque et à tuer quiconque y pènerait » (1). De sanglantes haines de familles nous sont d'autre part signalées près de Lucerne en 1687. A la même époque à peu près, elles exercent leurs ravages dans de nombreuses localités du Piémont (2). Qu'on y pense, c'est à ce moment, en France, le règne du Grand Roi. Là s'épanouit alors la fleur de la civilisation européenne. Mais la Monarchie Française a depuis longtemps supprimé chez elle jusqu'à la trace de la vengeance privée.

La vendetta n'a pas disparu au XIX^e siècle. Si on la trouve en Corse, on la rencontre aussi en Sardaigne (3) : — et Bennett, visitant les deux îles précitées, peut marquer la ressemblance des coutumes à cet égard avec les Highlands d'Ecosse (4) d'il y a cent cinquante ans. Elle se révèle encore aujourd'hui en Albanie et si l'on cherche en dehors des peuples européens on peut constater par exemple que les Arabes et les Berbères — n'ont pas cessé de la connaître.

De même que les traditions de vendetta proprement dites,

(1) *Notice sur les prêtres, clercs et frères défunts de la congrégation de la Mission*, p. 290.

(2) *Id.* p. 289 «... on ne voyait que des meurtres et de part et d'autre le sang des proches coulait pour assouvir les inimitiés ».

(3) VALÉRY, *Voyage en Corse... et en Sardaigne*. Spécialement dans la région des villages de Bono et de Bitti, mais elle est plus rare qu'en Corse. V. aussi BESTA, *La Sardegna medievale*.

(4) BENNETT, *La Corse et la Sardaigne*, p. 190.

celles qui consacrent les trêves et les traités de paix entre familles sont tout à fait répandues.

Dans la Grèce homérique, l'*aidesis* (sorte de pardon qui comporte une trêve accordée par l'offensé) se transforme souvent en un traité de paix véritable (philotès) (1).

Chez les Kabyles, le pardon de l'offense est accordé par la famille entière de celui qui a subi l'agression (2). « Dans le vieux droit de la Norvège et de l'Islande, le meurtrier et le plus proche parent de la victime échangent en public de solennelles promesses de paix » (3). Les femmes et les enfants, en Hongrie, se joignent à l'offenseur pour jurer l'oubli des inimitiés (4).

Sous les rois Mérovingiens, le coupable obtenait de sa victime ou de ses parents une charte de sécurité (5). Des peines sont souvent portées contre ceux qui, au mépris de la parole donnée, recommencent les hostilités. Les Capitulaires de Charlemagne contraignent les parties à faire la paix et punissent d'amende et de la perte de la main celui qui la rompt (6). Les Capitulaires de Strasbourg de 1019 contien-

(1) GLOTZ, *op. cit.*, p. 137. La paix a lieu « avec le consentement unanime du groupe lésé ». P. 122.

(2) HANOTEAU LETOURNEAUX, *La Kabylie*, p. 69.

(3) POST *Geslechtsgenossenschaft der Urzeit und die Entstehung des Ehe*, p. 167. Cité par GLOTZ.

(4) GLOTZ, *op. cit.*, p. 136.

(5) THONISSEN, *Le Droit de vengeance dans la législation mérovingienne*, p. 45.

(6) « Et si aliter pacificare nolunt, adducantur ad nostram presenciam. Et si aliquis, post pacificationem alterum occiderit, componat illum et manum quam periuraverit perdat et insuper bannum dominicum solvat. » (Cap. de 805; Boretius, C. F. I. p. 123.)

De même les statuts génois et corses comporteront des dispositions contre les *rompitori di pace*.

nent des constitutions italiennes édictant des mesures semblables : « infra treuam vel datum pacis osculum aliquem hominum interfecerit. manum amittat (1) ». Mêmes dispositions enfin en vieux droit Néerlandais (Ordonnance de Middelbourg de 1217) (2).

Dès lors le Pouvoir public ne cesse d'intervenir dans toutes les occasions possibles. Il multiplie son action notamment pour provoquer directement la conclusion des paix entre tous ceux qui sont en inimitié. En 1268, le Comte Guido (Veit) autorise les échevins de Furnes « pour tous les contens et les désordres... dont pais n'est encore faictes... à prendre bonnes trieuves et loiaus » (3). Les illustrations de telles mesures sont innombrables. Les magistrats chargés de conduire aux réconciliations et de les établir, sont souvent spéciaux. Ils portent des noms divers, mais dont plusieurs sont caractéristiques de leurs fonctions. En France, ce sont les Paiseurs, Prudhommes, Echevins, Jurés de Paix. Ce sont dans les coutumes catalanes ou aragonnaises les *Conseillers*, les *Paciarii*. A Venise : ce sont les *Anciens de la Paix* (4).

(1) *Const.* I N° 32, par. 3. Cité par His, *Gelobter und gebotener Friede*, p. 149. In einem italienischen Reichsgesetz Köning Heinrich II. dem Strassburger Kapitulare von 1019. La pratique du baiser de paix se retrouve en Corse.

(2) His, *op. cit.*, p. 203. «... steht das altere jeclandische Recht wie es in der Middelburger Handfeste von 1217 (Van den Bergh I, Nr 261. Zum Ausdruck kommt: quicumque... manu pepigerit pacem et ipsemet fregerit, solvet comiti 2..., oppido 1...; insuper omne malum, quo ibi fecerit... emendabit ».

(3) Cité par His, *op. cit.*, p. 150 (Warköning 2 Nr 162) pour les Flandres. V. aussi DEFAQZ, *De la paix du sang ou paix à partie*, p. 90 et s.

(4) a) *Paiseurs*. In *statuto Caroli*. V. Reg. Franc. année 1364 pro

Mais à côté de ces magistrats, subsistent les pacificateurs privés dont l'institution est de beaucoup la plus ancienne. Par exemple, dans les Pays-Bas au ^{xv}^e siècle, « la paix ou *soène* peut être conclue soit par l'intermédiaire de *bonnes gens*, soit par l'Autorité publique (1) ; dans le premier cas elle est dite amiable : *vriedenlicke* ; dans le second elle est dite légale : *wettelieke* (2).

Nous rencontrerons en Corse ces deux sortes de paix et de médiateurs ; mais dans ce pays, le rôle fécond et bienfaisant a toujours été rempli par les *paceri* privés. Nous trouverons aussi dans l'île, même à une époque récente, une autre pratique fort répandue ailleurs : c'est la coutume de prendre des otages parmi les membres des familles en inimitié, quand celles-ci se refusent à la réconciliation ou à la

electione scabinorum Insulensium, t. 4. Ordinatio, p. 461. b) *Juré de paix*. In *Consuetudine Valentinianensi*, Art. 130, 132, 136, 138, 141. Id. In *Consuetudine Tornacensi*, Cap. 2. In Gallo Flandr. Lib. 3. C. 15. P. 512. c) *Scabini*. Libertates Villae S. Desiderio in Campania, année 1228. Ms. « Si dissensiones aut gerrae aut aliquod aliud malum inter probos viros exoritur, unde ad aures scabinorum clamor perveniat, salvo jure, domini Scabini illud componere et pacificare poterunt. d) *Paciarum* Charta Jacobi I. Regis Aragon. — Et encore : Curia generalis Barcinonensis, ann. 1283 sub Petro II, Rege Argon cap. 28. e) *Consiliarii*. Curia generalis Catalonia acta in villa Montisalbi sub Alpho 0 ms. Andrea Danduli anno 1205. DU CANGE, *Glossar*, t. VI. V^o *Paciarum*. Rege Arag. ann. 1333. — f) *Anciani Pacis*, apud Venetos. Chronique PERTILE, *op. cit.*, p. 17.

(1) PETIT DUTAILLIS. *Documents nouveaux sur le Droit de vengeance dans les Pays-Bas*, p. 66.

(2) «... Selon la Grande Charte des Gantois, la paix peut être conclue, non seulement grâce à l'intervention des paiseurs, mais aussi à celle des bonnes gens, *goede liede*, que les parties auront acceptées, et celui qui briserait une paix amiable, encourrait les peines ordinaires qui punissent le *soendinbraken*, le *bris de paix* p. PETIT-DUTAILLIS, *op. et loc. cit.* — A Lille, les traités de paix font l'objet d'un acte écrit. (Même auteur, *op. cit.*, p. 58).

trêve. Or c'est là un usage qui se rencontre un peu partout (1). A Alost, à Bourbourg, au ^{xv}^e Siècle, on recourt aussi au bannissement contre ceux qui s'obstinent à repousser la paix (3). Par contrepartie, nous verrons qu'en Corse, la paix entraîne la remise du bannissement prononcé.

Ainsi, pour résumer : la vendetta et ses règles, les traités de paix qui la terminent, les moyens mêmes employés par les pouvoirs publics pour enrayer la première en s'efforçant d'amener à la conclusion des seconds, sont connus d'un nombre considérable de races et de pays.

Mais si à cet égard, au point de vue de l'armature générale du droit de vendetta, et parfois même de certaines institutions spéciales, la Corse ne peut être considérée comme exceptionnelle, elle n'en présente pas moins sur certains points, qui seront mis en lumière des caractères tout à fait originaux.

SECTION III

Conditions historiques de l'apparition de la vendetta en Corse et du droit répressif qui lui a été opposé

Le plus grand nombre des auteurs qui ont écrit sur la vendetta Corse, ont attribué son origine à la mauvaise administration de Gênes durant de longs siècles. Pas de

(1) En ce qui concerne l'*Otagement dans les Flandres* : « On prend dans les deux familles des otages (ghiseles) ». Ils sont tenus soit en geôle soit en chartre privée. PETIT-DUTAILLIS, *op. et loc. cit.*

(2) PETIT-DUTAILLIS, *op. et loc. cit.*

croissance plus répandue dans l'île et même au dehors, pas d'opinion qui soit en même temps plus erronée.

La vérité est que la mauvaise justice de la Sérénissime République a prolongé en Corse la survie des traditions de vengeance privée, dont une justice meilleure aurait sans doute coupé les racines. Mais le gouvernement de la Seigneurie n'a pas provoqué la naissance de ces traditions. Bien avant qu'elle ait établi sur l'île sa domination, la vendetta sévissait en Corse aussi bien d'ailleurs que dans les Riviere (1).

La recherche de ses sources plus lointaines présente donc un réel intérêt.

Mais les sources du droit répressif qui a été opposé à la vendetta ne paraissent pas moins utiles à déterminer.

Avant de tenter toutefois de trancher ce problème délicat des origines, il est indispensable de jeter un rapide regard sur l'histoire de la Corse. Ce coup d'œil permettra non seulement d'essayer de faire le départ entre les influences qui ont pu agir, mais de fixer en outre, le cadre chronologique nécessaire où viendront se placer les institutions dont nous aurons à faire l'étude.

A. — Aperçu général de l'histoire des Corses

La Haute Antiquité. — Si l'on néglige la préhistoire (2), dont les hypothèses ne sauraient apporter des clartés à notre

(1) Rappelons puisque cette dénomination est destinée à être souvent employée, qu'on appelait *Rivière* les territoires de la République correspondant aux rivages maritimes qui, à partir de la Ville, s'étendaient vers l'ouest et l'orient. Il y avait la Riviera du Ponent et celle du Levant.

(2) Elle révèle seulement l'existence d'hommes ayant construit des

sujet, le premier point à retenir est que l'île a été l'objet d'une ou peut-être de plusieurs grandes invasions venues d'Afrique. Les envahisseurs appartenaient selon toute vraisemblance à des groupes ethniques originaires de la Lybie. La puissance lybienne était arrivée, vers le ^{xvi}^e siècle avant J.-C., à un haut degré d'expansion en Méditerranée. Elle avait un important caractère maritime. Des inscriptions égyptiennes nous révèlent que sous son égide, s'était formée pour conquérir le pays des Pharaons au temps de Thoutmès III, une confédération « des peuples des îles de la Grande Mer ».

Parmi les hommes de la Méditerranée, qui remontaient du sud au nord par les îles, figuraient les *Shardana* qui occupèrent la Sardaigne, une partie des rives italiennes et des rivages entre les Pyrénées et le Rhône. Sans doute, ils pénétrèrent en Corse. La logique de leur itinéraire pousse à le croire : et plusieurs noms de lieu semblent même manifester leur séjour prolongé.

Les *Corsi* constituaient-ils une de leurs tribus ou un peuple différent ? M. Poli (1) incline à la première hypothèse, mais la part de supposition est forcément considérable.

dolmens et au sujet desquels l'opinion la plus assise est qu'ils venaient sans doute des côtes de France. POLI. *La Corse dans l'Antiquité...* passim.

(1) POLI, *op. cit.*, p. 30. Cet ouvrage est largement à consulter. « Les Ligures ont occupé et peuplé la Corse, c'est incontestable, mais l'île tient des Lybiens son nom de *Corsica*, et les *Corsi* à notre avis étaient des Lybiens et non des Ligures ». D'autres auteurs ont attribué le nom de *Corsica* à la langue phénicienne. (En ce sens, AMBROSI, *op. cit.*)

Le point capital à retenir en tous cas, est celui d'une profonde pénétration africaine (1). Elle eut lieu sans doute par vagues successives, entre lesquelles s'écoulèrent parfois des siècles. Des peuples de race Ibère vinrent aussi dans l'île. Mais Shardaña, Corso-sardes, Ibères, Lybiens appartiennent d'après des appréciations assez concordantes à la même souche ethnique.

A l'inverse, et suivant un rythme qui se renouvellera plusieurs fois dans l'histoire de l'île, un peuple venu du Nord, les Ligures, s'établit à son tour en Corse. Il semble que les deux régions géographiques appelées encore aujourd'hui l'*Au-delà* et l'*En-decà des monts* correspondent en même temps de façon approximative à l'habitat respectif des deux catégories d'occupants primitifs (2). Au Nord Est se serait installée la race ligurienne ; au Sud-Ouest, celle venue du continent africain. Mais au fond, la différence entre elles serait fort atténuée, du moins quant à leur origine. Les Ligures eux-mêmes en effet et d'après des opinions nombreuses, appartiendraient à une lointaine souche africaine. Jadis ils seraient venus du sud par l'Espagne jusque dans le pays qui depuis a gardé leur nom : Ligurie. — De là une partie d'entre eux, passant dans l'île, se seraient arrêtés dans l'*En-decà des Monts*. « Après avoir accompli par l'Ouest le périple de la mer, ils retrouvèrent ainsi leurs frères arrivés jadis du Sud et dont ils se distinguaient par une civilisation plus brillante (3)... »

(1) Pausanias appelle Lybiens au moins une partie des habitants de l'île. Sur ce point, v. MÉRIMÉE, *Voyage en Corse*, p. 306.

(2) En ce sens, AMBROSI, *Hist. des Corses* et beaucoup d'autres auteurs.

(3) V. AMBROSI, *op. cit.*, p. 31 qui expose les opinions favorables à

Telles sont en tous cas les populations les plus anciennes, celles qui se sont véritablement implantées dans l'ensemble du territoire.

Les migrations qui vont suivre semblent toutes avoir borné aux rivages leur influence réelle, sinon leur occupation, parfois plus étendue.

Antiquité. — Les Phéniciens ont tenu un certain temps une partie de la côte. Il est probable qu'ils ont seulement réussi à y posséder des comptoirs (1).

Puis sont venus les Etrusques. Vers le ^{vi}e siècle, ils sont au sommet de leur puissance et ils ont à ce moment en Corse un établissement assez développé (2). Mais à partir du ^ve siècle leur déclin s'annonce comme rapide. Leurs anciens alliés les Carthaginois vont les chasser de l'île et y prendront pied à leur tour. Il est peu probable d'ailleurs que Carthage ait poursuivi ses avantages à l'encontre des populations indigènes de l'intérieur. Elle mit seulement la main sur les terres voisines de la mer et elle allait du reste les abandonner dès la première guerre punique.

Entre temps l'influence hellène a pu aussi se manifester.

cette thèse et ajoute : « Le peuplement de la Corse aurait donc été fait par une même race africaine dont un rameau ibère apparenté aux Sardes serait venu du sud-ouest et un rameau ligure au nord-est aurait débarqué d'Italie ».

(1) Trace de leur passage a été retrouvée à Propriano.

(2) DIODORE DE SICILE. « Les Etrusques fondèrent Nicée lorsqu'ils avaient la maîtrise de la mer... Durant que des villes de Corse étaient soumises à leur pouvoir, ils exigeaient comme tribut des habitants, la résine, la cire et le miel. » (Trad. C. V. L. 13. éd Teubner-Dindorf. v. II. p. 17).

quoique dans une proportion réduite, Au dire de Diodore, les Phocéens édifièrent en Corse une ville (1).

La première colonie fondée par Rome le fut en 418 avant J. C. Elle fut abandonnée en 306 à la suite d'une convention avec Carthage. Accord précaire. Dès 261 L. Cornélius Scipion s'empare d'Aléria sur la rive orientale. C'est le premier pas dans la conquête. Celle-ci pourtant, jusqu'à l'Empire, devait avoir des résultats assez réduits et plusieurs échecs furent même dans les débuts infligés aux Légions par les Corses des hautes vallées (3).

L'Empire étendit davantage son administration, mit en valeur la côte orientale, le Cap Corse, la plaine de la Balagne. Mais son action fut loin de pénétrer de façon efficace dans les montagnes, et il faut ne pas oublier que celles-ci forment la majeure partie de l'île. Il convient donc de ne pas s'illusionner beaucoup au sujet des trente-trois *civitates* dont

(1) Probablement à l'emplacement d'Aléria. Le nom de Calaris donné par Diodore pour cette ville phocéenne s'appliquerait à Cagliari en Sardaigne et paraît donc erronée.

(2) MOMMSEN. *Hist. romaine*, t. II, p. 234.

(3) Sur les diverses phases de la conquête, v. LIMPERANI. *Istoria della Corsica*. — MATTEI. *Annales de la Corse*. — *Chronologie de la Corse*. — *Domination romaine*. — MOMMSEN et MARQUARDT. *Manuel des Antiquités romaines*, t. IX. *Organisation de l'Empire romain* (MARQUARDT), t. 2, p. 57 et s. — La Corse fut longtemps réunie à la Sardaigne au point de vue de l'administration. A partir d'une certaine date, l'organisation fut distincte. Cf. MICHON. *L'administration de la Corse*. Mélanges d'Arch. et d'Hist., 1888, t. 8, p. 419. Il rapporte une inscription trouvée à Montfalcon (près d'Aix-les-Bains) et d'où il semble résulter que la Corse formait une Préfecture et donc une province distincte dès avant Dioclétien. *Præfectura Corsicae*. Sur les colonies romaines d'Aleria et de Mariana « quam cives... Maranam appellat », v. aussi PIETRO CYRNEO dans sa chronique, trad. italienne Grégorj, p. 94.

nous parle Pline et des autres indications que fournit Ptolémée. A part Mariana et Aleria, colonies situées au bord de la mer Thyrrhénienne, à part quelques bourgades, Rome n'a eu, semble-t-il, que des points d'appui militaire comme Centurinum et Lurinum dans le Cap, et quelques centres d'exploitation agricole peu éloignés des rivages. Ce n'est guère qu'au ^{vi}^e siècle qu'elle paraît avoir pénétré jusqu'à Venaco et à Corto. Tout ceci paraît assez modeste.

Les Invasions. — Durant des centaines d'années, les invasions vont se succéder après la chute du Grand Empire d'Occident. *Les Vandales* débntent en 455 et demeurent dans l'île jusqu'en 534, année où Bélisaire envoyé par Justinien les en chasse définitivement. Après une très brève incursion des *Goths*, la domination *byzantine* semble s'asseoir quelques temps. Elle se signala surtout par de lourdes exactions.

Vers la fin du ^{vi}^e siècle la Corse fut en partie administrée par la *papeauté* qui avait dans l'île un haut Délégué. La correspondance de Grégoire le Grand montre toute l'activité déployée dans ce pays par ce Pontife. L'Eglise aura d'ailleurs, dans la suite, d'autres occasions d'exercer à nouveau sa magistrature.

C'est en 725 que les *Lombards* s'emparent de la Corse. Ils devaient la gouverner pendant juste cinquante ans. Leur domination a été empreinte d'une civilisation assez douce. Mais la chute de leur puissance en Italie, lorsqu'ils eurent été battus par les Carolingiens, entraîna la fin de leur établissement dans l'île.

A ce moment, la Papauté semble bien avoir reçu de Pépin le Bref et en tout cas de Charlemagne, la Corse en

donation. A plusieurs reprises, elle invoqua plus tard des titres à cet égard.

Mais elle n'eut guère alors de loisir pour en assurer l'administration, car dès 807 l'île connaît les premières horreurs des incursions sarrazines. A partir de 850 les Maures sont installés à demeure, et jusque vers le début du ^x^e siècle rien ne viendra sérieusement troubler leur occupation désastreuse. Tous les éléments de civilisation semblent avoir disparu.

A partir du ^x^e siècle la reprise de l'île est commencée. Le Comte de Provence, Gênes, Pise (1) font des expéditions qui se signalent par des succès progressifs, mêlés de quelques revers. En tous cas dès 1050 (2) une partie de la Corse est délivrée (3). Il faudra toutefois attendre jusqu'en 1185 pour

(1) PIERRE CYRNÉE. *De rebus Corsicis*, p. 96.

(2) Il n'empêche qu'à cette date, les Maures conservent en Corse des établissements importants, puisque Pise est obligée de traiter pour la libre admission de ses vaisseaux dans des ports de l'île avec le roi musulman de Valence. *Historiae Patriae monumenta*, t. II, p. 269, CCXXVIII. 1150 « Promessa di pace del re di Valenza. Aboabdel Mel Semet Ab-Elsalt a Communi di Pisa per anni dieci avanti... » C'est une trêve pendant la lutte.

3) En 1175, Gérard de Lorraine, vicomte de Strasbourg, fut envoyé en Egypte, en ambassade, par l'empereur Frédéric I^{er}. Il passa par la Corse et la Sardaigne et nous a laissé un témoignage sur les mœurs des habitants à cette époque « In Corsica vero sunt homines utriusque sexus compositi, curiales, habiles, hospitales, viri militare et bellicosi. In Sardinia autem e contrario sunt homines incompositi rusticani, sylvani, tenaces; viri effeminati et deformes, etc. ». *Chronica slavorum seu Annales Helmodi presbyteri Bazoviensis*. C. VII, C. 10, p. 200. Francofurti, 1580. A cette époque, les parties de la Corse conquises par les chrétiens et qui devaient se trouver au nord de la ligne Paomia Carbini Aleria, (En ce sens, POLI *op. cit.* p. 180) étaient gouvernées principalement par des seigneurs pisans.

avoir la certitude que les conquérants arabes ne conservent plus aucune fraction de territoire.

Le Moyen-Age **La féodalité Corse**

Il convient de marquer un temps d'arrêt pour examiner la situation interne de l'île au Moyen-Age. Des vues précises sont ici difficiles, car les documents sont très rares et les chroniques pleines de légendes. Il y a eu certainement en Corse une sorte de régime féodal, en ce sens que le pays a été gouverné par une série de petits seigneurs locaux. Mais il est très douteux que ce système ait comporté les liens rigoureux de vassalité et la hiérarchie des tenures qui constituaient ce régime sur le continent. Les seigneurs Corses paraissent plutôt avoir eu le caractère de *chefs de clans*, entourés d'une clientèle et exerçant sur tous les habitants un pouvoir en général immédiat, et d'ailleurs fort instable. « Aucune hiérarchie, dit M. de Césari Rocca (1), aucun ordre social ne faisant de la féodalité un corps constitué, la Corse échappe aux progrès inhérents à toute organisation même défectueuse... Relisons les chroniques : nous y verrons que le vassal, à la fois soldat et pasteur, ignore la glèbe, car le seigneur et rarement assez puissant pour l'y maintenir. La seule loi est la force qui se manifeste surtout par le nombre des clients accourus volontairement ou attachés au chef *par les liens du sang* (2) ».

(1) DE CESARI ROCCA, *op. cit.*, p. 65. V. aussi ce passage « En Corse, le droit héréditaire à l'autorité est presque toujours contesté. Le fief passe difficilement à ses héritiers naturels, l'autorité suprême ne se transmet jamais ».

(2) DE CESARI ROCCA, *op. cit et loc. cit.*

De ces chefs, quelques uns s'élèvent. Plus entreprenants ou favorisés par les circonstances, ils arrivent durant quelques années à assujettir les autres et établissent dans l'île un début d'organisation. Tel fut Arrighi Bel Messere, tel Giudici de Ciparca, et plus tard Vincentello d'Istria, pour ne parler que des plus grands. Ils ont tenté un instant de remplir en Corse, toutes proportions gardées, la mission d'union nationale et la fonction de pacification interne par voie de justice, pour lesquelles besognait en France, puis triomphait la Monarchie.

Mais le succès des Chefs Corses qui ont réussi un instant à rassembler l'île en faisceau est si précaire, qu'en général l'écroulement de leur œuvre commence dès leur vivant.

Le conflit entre Pise et Gènes. — En 1077, Landolfe, Evêque de Pise avait été chargé par Grégoire VII de faire revivre en Corse les droits du St. Siège et de rétablir l'administration de l'Eglise. A peine libérées du joug Sarrazin, les populations chrétiennes avaient sollicité le Pape, nous dit la Chronique (1) de replacer l'île « sous la domination juste et glorieuse du Gouvernemet apostolique ». Une telle nomination devait avoir pour effet de mettre la Corse sous l'influence prépondérante de la Commune de Pise. Celle-ci avait d'ailleurs depuis longtemps sur ce pays des prétentions (2). Elles étaient surtout fondées sur la part principale qu'elle avait prise dans sa récupération sur les Maures.

(1) GIOVANNI DELLA GROSSA.

(2) D'après les chroniques pisanes, la soumission de la Corse à la Commune de Pise aurait eu lieu en 1050. Mais nous avons vu plus haut qu'à cette date une partie importante de l'île était encore Sarrazine.

La situation de la Commune se trouva renforcée quant à ses desseins sur l'île à partir de 1090, date à laquelle cette dernière fut formellement donnée en fief par la Papauté à l'Evêque de Pise, bientôt élevé au rang d'Archevêque. Ce fut une des origines de la longue et douloureuse guerre qui bientôt devait mettre aux prises Gènois et Pisans. Cette lutte, coupée de trêves, devait s'étendre sur plus de deux siècles.

La Seigneurie Gènoise, dont la puissance s'était déjà fort accrue, ne pensa pas en effet pouvoir supporter l'établissement de sa rivale sur cette terre. La Corse représentait une position d'une valeur considérable du point de vue de la liberté de la mer et par suite du commerce en Méditerranée.

Elle était trop proche de chacune des deux Républiques. Elle constituait trop facilement un réduit et une base maritime pour exploiter ou entraver les échanges avec le Levant. Sa possession était donc capitale. En vain les Papes essayèrent d'arrêter le conflit en procédant à un partage d'influence entre les rivales, Cette solution ne satisfit ni l'une ni l'autre, et l'île devint un champ de bataille.

En 1312, à la mort de Giudice de Cinarca, Chef insulaire qui avait rassemblé la Corse un instant dans sa main, sous le Protectorat Pisan, et qui avait soutenu la politique de la Commune, celle-ci penchait vers un complet déclin (1).

Triomphe de Gènes. — Gènes la Superbe sortait triomphante de la guerre et la Corse allait tomber pour plus de

(1) GIOVANNI VILLANI. *Chron. Fior.*, 21, 139. « E del detto mese e anno (12 di agosto 1347) i Genovesi hebbono la signoria dell' Isola di Corsica con volontà quasi di tutti i baroni, e signori di Corsicà e fu loro un bell' acquisto, colla terra di Bonifacio ch' ellino teneno ».

quatre siècles sous sa domination d'ailleurs sans cesse contestée.

L'Office de St. Georges. — Durant longtemps, la Seigneurie n'administra pourtant sa nouvelle acquisition que de façon souvent directe. Elle traita parfois avec certains feudataires. En 1359, un mouvement communal dirigé par Sambucuccio d'Alando, ayant chassé plusieurs membres de la féodalité insulaire dans l'en-deçà des monts, elle s'appuya sur ce parti populaire (1). Entre temps, elle eut à lutter contre les tentatives de conquête aragonaise et sa domination fut précaire. (Soulèvement suscité par Vincentello d'Istria). Enfin, à deux reprises, la République Sérénissime donna l'investiture de l'île, contre une redevance et certaines obligations, à des sortes de sociétés de commerce. La 1^{re} en date fut la *Maona* (1378) dont la durée fut courte. La seconde fut la puissante Banque de St.-Georges (2) dont les droits furent particulièrement étendus. Les fonctions publiques étaient à sa nomination, à commencer par celle du Gouverneur de l'île. Les impôts étaient prélevés par elle, et d'une façon générale tout ce qui constitue les organes de l'Etat était entre ses mains. Sa puissance à Gênes était considérable. Elle avait l'exploitation de plusieurs colonies autres que la

(1) Le pays qui fut le théâtre de ce soulèvement d'origine populaire s'appela dans la suite *Terre du Commun* ou, suivant une traduction plus exacte *Terre de la Commune*. Cette révolte avait abouti ensuite à une certaine organisation. Les chefs du peuple s'appelaient *Caporaux*. Plus tard, ils tendirent à former une nouvelle catégorie de seigneurs.

(2) La domination de l'Office en Corse dura de 1453 à 1562.

Corse, et l'Evêque Giustiniani nous dit qu'elle était dans la République comme un Etat dans l'Etat (1)

Le Gouvernement de l'Office fut aux prises avec de constantes difficultés. Il dut lutter contre la turbulence de Seigneurs locaux qui essayèrent de secouer son joug et contre des soulèvements généraux pour l'indépendance. En outre les Protecteurs de St-Georges virent leur administration dans l'île subir deux intermèdes.

Le duché de Milan. — Le 1^{er} de ceux-ci eut lieu en 1464. A cette époque la Corse passe sous le gouvernement du Duc de Milan qui maintient sa domination jusqu'en 1478.

L'Action de la France. — Le second correspond à une occupation de l'île par la France au xvi^e siècle. Cette période

(1) La République ayant de mauvaises finances, quelques Gênois eurent l'idée de fonder un *Magistrat* de 8 citoyens pour sauvegarder les intérêts financiers de la République. La commune vendit à ces particuliers le droit qu'elle avait sur les gabelles. Chaque actionnaire (si on peut lui donner ce nom), titulaire d'une part ou *Iuogo* (vote) avait une voix. V. GIUSTINIANI dans les chroniques de FILIPINI. Trad. Letteron, t. I, p. 78-79. « L'Office (de St-Georges), signalé par son administration juste et prudente vit bientôt beaucoup de pays se soumettre à son autorité, sans que le Gouvernement de Gênes entrât pour rien dans l'exercice de sa juridiction. La puissance de l'Office devint si grande qu'il y eut dans la ville de Gênes comme deux Communes et deux gouvernements dont l'un était entre les mains de la Signoria et l'autre entre les mains de l'Office. L'une des Communes comprend la ville entière... C'est celle-là que gouverne aujourd'hui du moins la Signoria. L'autre, qui ne comprend que les associés ou *luogatarij*, est administrée par l'Office de St-Georges. L'Office ne nomme Officiers dans les pays qui lui appartiennent que des hommes qui font partie de l'association. » La Banque de St-Georges a son origine lointaine au xii^e siècle, mais elle fut réorganisée et prit sa forme définitive en 1407 sous l'impulsion du maréchal Boucicault, alors Gouverneur de Gênes pour le Roi de France.

fut brève, mais sur le moment même, l'organisation française arriva à un grand développement. Quelques mots sont nécessaires pour analyser cette page des annales insulaires.

Depuis 1396 et non sans interruption, il est vrai, la France exerçait sur la Seigneurie une sorte de Protectorat. Des Gouverneurs royaux (1) furent nommés à plusieurs reprises à Gênes : ils étaient tantôt français, tantôt Gênois (celui dont le rôle se révéla peut-être le plus marquant, fut le Maréchal de Boucicault. Leur influence en Corse ne se manifesta pourtant que faiblement : quelques nominations de *governatori*, la concession de l'île en fief noble (2) qui eut lieu une fois et pour un temps assez bref sont les seuls faits qui soient dignes d'être relevés.

A partir de 1453 d'ailleurs, l'Office de St-Georges possède sur le territoire Corse *des droits quasi absolus*. Le Protec-

(1) En 1397 : Gouverneur pour le roi : le Doge Adorno — même année : le comte de St-Pol — 1398 : Colard de Calleville — 1400 : pas de gouverneur, mais un lieutenant — 1401 : Boucicault (Jehan, Le-meingre) — 1458 : Jean, Duc de Calabre, fils du roi René — 1460 : Lavallée — 1485 : le duc de Milan, à titre de vassal du roi de France — 1499 : Philippe de Clèves-Ravastein — 1502 : le roi (alors Louis XII) entre à Gênes — 1506 : même événement — 1512 : Rochechouart, Gouverneur de Gênes, est obligé de l'abandonner — 1516 : le doge Octavi en Frégose est nommé Gouverneur de Gênes pour le roi (François I^{er}) — 1523 : Théodore Trivulce, Gouverneur — 1544 : traité de Crépy. François I^{er} renonce à tous droits sur Gênes. Cette espèce de long protectorat a été constamment coupé par des révoltes et a été en fait, sauf durant de rares périodes, assez inopérant. Sur la bonne administration du M^l de Boucicault « qui ne croyait rien de fait tant qu'il restait à faire », v. *Historiae Patriae monumenta*, t. XVIII. *Leges Genuenses*, vol. Magn. Capit. Civ. Januae, 1403-1407, partie inaugurale.

(2) En 1403, Léonello Lomellino reçoit à ce titre des droits sur l'île.

torat français sur Gènes devait lui-même disparaître en entier en 1544 (Traité de Crépy entre François 1^{er} et Charles-Quint).

Mais des événements considérables allaient bientôt se produire qui amèneraient un instant la réunion de la Corse à la France. Dans la lutte entreprise par cette dernière contre la maison d'Autriche, la République figurait au nombre des alliés de l'Empereur. Une expédition française dirigée par le Maréchal de Thermes, puis par Jourdan des Ursins fut envoyée dans l'île par le roi Henri II. A ce moment même, un soulèvement suscité par le Corse Sampiero, l'un des plus remarquables hommes de guerre de l'époque, rendait singulièrement aisée la tâche des armées royales. De fait le succès fut entier.

Une organisation très complète, arrêtée d'accord entre le roi et les ambassadeurs corses fut donnée à l'île en 1557. Elle fonctionna jusqu'en 1559, date du traité de Cateau-Cambrésis qui nous obligeait à restituer à Gènes son ancienne possession. Durant cette courte occupation française, l'administration de la justice avait été l'objet d'un soin particulier.

Elle laissa aux populations un tel souvenir que sa mémoire contribua dans une importante mesure au XVIII^e siècle à la constitution d'un parti français dans le pays. La politique suivie plus tard par Louis XV et qui devait amener l'annexion de l'île à la France en fut d'autant facilitée.

Gouvernement direct de la Seigneurie. — Peu de temps après l'évacuation des troupes royales, la Banque de St-Georges résigna ses droits entre les mains de la Seigneurie (1562). Celle-ci exerça donc à partir de cette date un

gouvernement direct sur la Corse (1) et son administration ne fut pas très heureuse. Sa faiblesse et son arbitraire dont les conséquences devinrent de plus en plus intolérables pour les populations sujettes, entraînèrent en 1729 la Grande Révolte qui a reçu le nom de *Rivoluzione di Corsica* (2). Le soulèvement devait se prolonger avec des intermittences, jusqu'à la réunion du Pays à la Couronne de France.

Les gouvernements nationaux. — Durant le XVIII^e siècle, il y eut dans l'île, à côté des représentants de la République et en lutte avec elle, une succession de gouvernements nationaux. Ils ravivaient et dirigeaient l'insurrection et leurs pouvoirs s'exerçaient, suivant le succès de celle-ci, sur une fraction plus ou moins importante du territoire. Les chefs Corses tels que Giafferi, Ceccaldi, Gaffori qui assumaient la direction du mouvement étaient surtout des chefs de guerre, mais ils pourvoyaient de façon au moins élémentaire à l'admi-

(1) Un service spécial fut créé à Gênes auprès du Gouvernement et prit le nom de *Magistrat de Corse*. Cf. MOLARD. *Rapport sur les bibl. de Gênes*, p. 48. L'auteur tire ce renseignement d'un manuscrit du XVIII^e siècle. Composé de 5 membres pris parmi les *Procuratori*, qui constituaient l'un des Collèges de la Seigneurie, ce Magistrat avait la haute direction des affaires civiles et criminelles dans l'île.

(2) Ce rapide exposé entraîne forcément à négliger des faits même d'une certaine importance. Parmi ceux-ci, il faut citer l'établissement à Paomia en 1676 d'une petite colonie grecque, composée d'émigrés qui, lassés de l'oppression turque, vinrent à Gênes, sollicitèrent et obtinrent des terres en Corse. Mais l'histoire de cette colonie est très particulière et n'a eu aucune influence sur l'histoire de la Corse au point de vue du droit et des coutumes formant l'objet de notre étude. Sur la colonie de Paomia, qui s'établit ensuite à Cargèse, v. notamment B. S. S. H. C. 1918-1919. *Une colonie grecque en Corse*, un article très documenté de M. COMNÈNE STEFANOPOULI.

nistration des régions qui leur étaient soumises, et même à leur législation.

Un Allemand, coureur d'aventures, doué d'ailleurs d'assez de talent et d'habileté, réussit un temps à se faire proclamer roi de Corse sous le nom de Théodore. Mais la tentative la plus importante d'organisation nationale fut celle qui fut entreprise et menée à bien pendant de longues années par le Corse Paoli. Il se révéla un remarquable administrateur et son renom fut immense non seulement dans l'île, mais dans l'Europe entière. Son œuvre que nous examinerons partiellement au point de vue de la répression de la vendetta fut importante et féconde.

La réunion à la France. — Au cours de ce siècle, la France et l'Autriche (1), puis la France seule, étaient intervenues à plusieurs reprises à titre de médiatrices entre les insulaires révoltés et la Seigneurie Génoise. Des occupations partielles des côtes avaient eu lieu, notamment par les troupes de Sa Majesté Très Chrétienne. La Corse était alors très convoitée par l'Angleterre. Il en résultait un danger pressant pour la navigation française en Méditerranée. Cette considération entre plusieurs, conduisit le Ministre Choiseul à négocier avec la République Sérénissime la cession de ses droits sur un Pays qu'elle n'avait d'ailleurs jamais su gouverner.

Le traité de Versailles du 15 Mai 1768, consacra cet abandon. Mais l'annexion de l'île n'eut véritablement lieu qu'en 1769.

Si la France s'était sans nul doute créé un grand nombre

(1) La première intervention a même été le fait de l'Autriche seule.
1731-1733.

d'amitiés parmi les Corses, beaucoup d'entre eux, gardaient cependant au cœur le désir peut-être chimérique, mais à coup sûr légitime, de demeurer un peuple libre parmi les nations. Ils voulaient résister, mais les derniers héros de l'indépendance devaient tomber à la bataille de Ponte-Nuovo.

La Monarchie s'appliqua, par un gouvernement ferme et juste, surtout à partir du règne de Louis XVI, à développer la prospérité de la nouvelle province française, et à y faire naître l'apaisement. Elle parut y réussir assez bien. Lorsque la Révolution éclata, les députés de l'île furent les premiers à solliciter pour que leur pays fut assimilé de façon entière et uni sans restriction au territoire français.

Le royaume Anglo-Corse. — L'application des lois révolutionnaires amena sous la Convention, la sécession de l'île et la constitution par les Anglais, qui guettaient depuis longtemps l'occasion, d'un royaume anglo-corse en 1794. Mais la durée en fut très précaire. Dès 1796, le pays était reconquis par les troupes détachées de l'armée française d'Italie.

La Corse Française. — Dès lors, les Corses furent fidèles à leur nouvelle Patrie. Leur histoire n'est plus distincte de l'histoire de France, et l'épopée de l'ajaccien Napoléon devait en inaugurer de façon inoubliable les premières pages au XIX^e siècle.

Nous avons ainsi terminé le rapide tracé des annales de cette île. Il nous reste à en dégager les grandes lignes du point de vue qui nous occupe.

**B. — Esquisse générale des origines qui peuvent être
attribuée aux coutumes corses de la vendetta,
et au droit répressif qui concerne
la vengeance privée**

Le bref exposé qui va suivre, ne peut constituer à tous égards qu'une simple esquisse. Des recherches approfondies sur les influences qui ont eu, dans l'île, une action déterminante pour la formation des coutumes de vendetta, en particulier des recherches complètes sur les influences lombardes et sarrazines, dont l'importance fut capitale, présenteraient le plus haut intérêt. Mais elles nécessiteraient par leur étendue un exposé spécial, que le développement de cet ouvrage nous oblige pour l'instant à réserver. D'autre part, il nous est apparu qu'avant de les aborder dans leur ampleur, il était nécessaire d'avoir établi en premier lieu de façon objective, et sans nous assujettir à la préoccupation de similitudes, le mécanisme de la vengeance privée dans l'histoire du droit corse. C'est donc le but limité que nous nous sommes proposé.

Sous ces réserves, il est pourtant nécessaire pour l'intelligence de la présente étude, de donner ici un aperçu très général des antécédents qui peuvent être attribués aux institutions dont il sera fait plus loin l'examen.

Pour tout ce qui concerne les origines lointaines des peuples corses, et par conséquent de leurs coutumes, il n'est guère possible d'arriver à des notions arrêtées. Des conjonctures sont à cet égard seules permises. Mais dès la basse antiquité, des données plus abondantes nous sont apportées, et bien qu'elles comportent de graves lacunes, elles auto-

risent quelques précieux. C'est dans l'ordre de la certitude progressive que nous examinerons la question.

a) Influences dont la portée fut sans doute assez faible.

— L'esquisse historique donnée plus haut permet de penser qu'un certain nombre des envahisseurs de la Corse, dans les temps reculés, ont dû avoir sur les populations indigènes, une influence tout à fait réduite. De ce nombre furent d'abord les Phéniciens et les Carthaginois. Les premiers ont eu des comptoirs sur les terres avoisinant la mer Tyrhénienne, et même la mer Ibérique. Les seconds, selon toute vraisemblance se sont bornés à occuper la rive orientale. Sans doute, une petite quantité des hommes des monts, ont dû se mêler à eux. Des Corses notamment, ont combattu contre Rome, dans la première guerre punique. Mais les contacts ont dû être restreints dans l'ensemble à la condition la plus exigüe.

La situation a été très probablement la même en ce qui concerne les Phocéens, qui paraissent d'ailleurs avoir été chassés après vingt ans à peine d'occupation de la côte. Il y a lieu cependant de remarquer que le droit de la vendetta présente dans les très anciennes traditions helléniques et dans les traditions Corses un certain nombre de points frappants d'identité. Les quelques indications de droit comparé, que nous avons données plus haut à cet égard, suffisent malgré leur brièveté, à faire apparaître cette analogie. La ressemblance entre les thrènes de la Grèce antique et les voceri Corses est aussi à retenir (1). Il convient toutefois de ne

(1) N'est-ce pas une pensée très ancienne qui est exprimée dans ce lamento moderne sur la mort d'une jeune fille: « Duv' ell' ha d'

pas s'exagérer la filiation possible. De tels usages sont loin en effet d'avoir été uniquement la propriété du monde hellénique.

Les Etrusques paraissent avoir étendu davantage leur domination sur l'île. Elle ne dut pas avoir pourtant des racines bien rayonnantes. Le texte de Diodore semble indiquer surtout une main mise sur le plat pays qu'on appelle aujourd'hui la plaine orientale. Il faut noter que l'intérieur, hérissé de montagnes, était couvert d'impénétrables forêts. Au temps de l'empereur Claude, Sénèque exilé en Corse nous montre encore, dans des termes peut-être un peu exagérés par l'amertume de l'exil, le caractère sauvage et inaccessible de l'intérieur du pays. L'influence des Etrusques, peuple maritime qui dut voir surtout dans la Corse une base pour sa navigation, a donc dû être assez superficielle (1). Au surplus l'absence presque complète de documents sur la civilisation tyrrhénienne rend toute comparaison quasi impossible de leurs coutumes avec les usages Corses.

C. — Influence dont l'exacte portée est discutable :

Depuis le moment où le premier colon latin a pris pied en Corse, jusqu'à la chute de l'Empire Romain d'Occident qui livra cette île aux invasions Barbares, de longs siècles se

anda Chilina. — Or este un pessimu locu, — Cula un ci nasce mai Sole, — Un ci s'accende mai focu ». Là où Chilina doit aller, — C'est un triste lieu, — On n'y voit jamais naître le soleil, — Et l'on n'y allume pas de feu ».

(1) A noter cependant que la coutume des pleureuses dans les veillées mortuaires a existé chez les Etrusques. Mais cette coutume était très répandue dans l'antiquité et il est difficile d'en déterminer l'origine pour la Corse avec certitude.

sont écoulés. Il semblerait donc que Rome ait dû exercer sur les mœurs et les coutumes, une action prééminente.

Rien au contraire n'est plus douteux.

On ne peut manquer d'être en effet frappé de l'absence presque totale des traces de la domination romaine. Aucun monument véritable dont il reste le plus léger vestige. A peine quelques ruines dans les basses vallées et sur les côtes, débris de constructions dont l'importance devait être tout à fait médiocre. Alors que l'Afrique romaine est encore fleurie de villes antiques que les fouilles entreprises mettent à jour sans cesse en plus grand nombre, en Corse sous un ciel élément entre tous, en un pays où la pierre granitique qui entre dans les édifices a toutes les raisons de résister au temps, l'œuvre de Rome apparaît infime. Certes Pline et Ptolémée nous parlent de nombreuses *civitates*. Mais, en fait une seule route a été créée, longeant le bord de la mer, de Mariana à Pala (1). Et comment expliquer cette pénurie, si les centres urbains avaient été si nombreux. « Les Corses (romanisés) de cette époque (2), parvenus à un haut degré de civilisation, auraient certainement laissé quelques traces de leur existence. »

En tous cas la pénétration romaine est certainement à peu près nulle durant toute la République. Elle se limite à l'occupation du Cap (Promontorium Sacrum) et des plaines près de la mer. Elle se borne à tirer tribut des populations à proximité. C'est surtout par des exactions commises par les fonctionnaires de la Métropole et dont le plaidoyer de *Cicéron*,

(1) Emplacement approximatif du Bonifacio actuel.

(2) ROBIQUET. *Recherches... sur la Corse*, p 16.

Pro Scauro nous donne une idée, que paraît s'être manifestée l'administration du conquérant. Encore ces abus n'ont-ils pu matériellement s'exercer que dans les régions accessibles dont le nombre était alors restreint, (1)

L'Empire devait modifier en partie cette situation et élargir le cercle de la civilisation latine. Mais au total, celle-ci ne dut jamais se développer très sensiblement. Sans doute, on pourrait remarquer que la langue Corse est pour la majeure partie de ses mots l'une de celles qui se rapproche le plus du latin. Mais sans nier l'influence directe de Rome à cet égard, on peut penser que les infiltrations italiennes et notamment toscanes, qui devaient se produire dans la suite, ont eu sans doute une bien plus grande part dans la formation du dialecte insulaire actuel. Il paraît donc permis de conclure comme M. Winowa (2). « La circonstance que sauf dans les Temples (de dépôts) on n'a pas trouvé dans l'île vingt inscriptions latines montre combien peu la culture romaine y avait pénétré » (3).

(1) POLI, *op. cit.*, p. 87. « La république romaine a négligé la Corse ». Et plus loin : « Dans l'île nous ne trouvons aucune trace de cité libre ou de cité fédérée... rien que des cités sujettes *civitates stipendiariae* ». Il faut y ajouter pourtant Mariana et Aleria qui sont des colonies.

(2) WINOWA. *Real Encyclopaedie V^o Corsica*, p. 1659. — Le nombre des inscriptions retrouvées est aujourd'hui un peu plus grand.

(3) Sous les empereurs byzantins, il y eut un regain d'influence romaine. Le Digeste et les Pandecte furent appliqués à la partie réoccupée des îles. Mais en Corse, ce territoire doit être de faible étendue. Les populations de l'intérieur gardaient leur indépendance. Il y a lieu de noter cependant qu'au xv^e siècle, le chroniqueur Pierre Cynrée parle avec fierté de l'origine romaine des Corses. Mais il y a là une suggestion de lettré. « Fuit namque Corsis.. origo Romana civitas, quae totius orbis terrarum nobilissima civitas est ».

C. — Influences certaines :

1 — *Les origines africaines.* — L'influence qui dut être la plus vigoureuse et la plus ancienne est celle des *races venues d'Afrique.*

Les Lybiens, ces Berbères dont on retrouve les inscriptions et la langue des confins de l'Égypte aux bords de l'Océan et dont la puissance fut un instant considérable dans la très haute antiquité, ont eu à ces lointaines époques l'une des civilisations les plus développées de la Méditerranée, De la Cyrénaïque au Sous Marocain et aux Canaries (1), on en rencontre encore des signes.

Or Pausanias nous a parlé de Lybiens qui peuplaient au moment où il écrivait (II^e Siècle) une certaine partie de l'île, et tout concourt aujourd'hui à faire penser qu'ils figuraient alors parmi les hommes implantés sur cette terre depuis un temps déjà immémorial.

Il a été exposé d'autre part qu'un peuple différent, les Ligures, descendit d'Italie en Corse pour en habiter les régions septentrionales, longtemps après que les Lybiens en eurent occupé le sud-ouest. Mais les Ligures seraient, croit-on, eux aussi venus d'Afrique après un long circuit autour de la Méditerranée.

(1) GASTON BOISSIER. *L'Afrique romaine*, p. 8. Les courtes inscriptions qui subsistent et qui souvent sont tracées à l'ocre ou au goudron sont de nature funéraire ou religieuse. V. aussi PHILIPPE BERGER. *Hist. de l'écriture dans l'antiquité*, p. 324 et s. — Près de Bonifacio se trouve une pierre portant une inscription non encore décrite et qui pourrait peut-être présenter des caractères d'écriture berbère. Il serait utile qu'elle attire l'attention des savants compétents.

La vendetta corse aurait-elle donc une origine Lybienne ?

Il est très hasardeux d'émettre une opinion sur les coutumes insulaires à ces lointaines époques. Sans doute, il y aurait une ressource pour s'éclairer. Les Lybiens ont aujourd'hui des descendants chez les tribus berbères dont les mœurs ont pu être observées, et l'on sait que la vendetta est au nombre de leurs usages (1). Mais ces tribus ont maintenant subi l'influence musulmane. Comment pouvoir faire chez elles le départ entre les traditions qui leur viennent des âges reculés et celles qui datent de l'Hégire ?

Force nous est donc de nous tenir aux renseignements qui nous viennent de l'antiquité, et ils sont fort brefs. Diodore de Sicile et Sénèque, attestent l'existence d'une race inconnue et très ancienne. Sénèque a remarqué chez elle plusieurs traits de mœurs, rappelant les usages des Cantabres d'Ibérie (2). Strabon trace des indigènes un tableau poussé au noir, où il les accuse de vivre de brigandages. Mais il parle par ouï dire et Diodore nous fait d'eux, tout au contraire, une description flatteuse. « Ils se comportent entre eux avec justice et humarité. Ils ont de justes coutumes et les observent merveilleusement. »

Cependant la vendetta existe déjà, s'il faut en croire du moins le distique célèbre attribué à Sénèque et dans lequel.

(1) ORTOLI, *Voceri*, p. xxix sur la similitude entre les voceri et les chants funèbres berbères. — CERTÈUX et HENRI CURNON, *L'Algérie traditionnelle*. — HANOTEAU LETOURNEUX, *op. cit.*, etc...

(2) Diodore relève la pratique de la *Couvade*. Au XVIII^e siècle, Rossi, faisant allusion à ce passage, dit que cette coutume n'a jamais existé à sa connaissance, mais il ajoute que cependant il y est parfois allusion sous forme d'une plaisanterie, dans l'île de Caprara, qui est proche de la Corse.

parlant des usages locaux, qu'il a pu connaître lors de son exil, il se serait ainsi exprimé : « Prima est ulcisci lex. »

De très longs siècles vont s'écouler après le premier établissement dans l'île des races anciennes, originaires d'Afrique. Et voici qu'une nouvelle vague arrive de ce continent, au x^e siècle de notre ère, avec l'invasion sarrazine. Elle roule pêle-mêle dans son flot, avec les Arabes, bien d'autres races, mais surtout des Maures, c'est-à-dire des hommes chez lesquels coule le sang berbère, des descendants sans doute des anciens Lybiens. Or, il faut noter ce point : dans le pays, les Maures vont rester plus de trois cents ans. Sans doute, ils ne pourront soumettre tous les Corse^s christianisés, dont beaucoup s'étaient réfugiés sur les pics les plus élevés. Mais sous l'empire de la violence et par suite aussi du contact prolongé, une très grande partie de la population a dû forcément adopter leurs coutumes. D'ailleurs, de lointaines affinités de sang rendaient celles-ci plus vite assimilables.

Circonstance étrange : alors qu'en Espagne et en Afrique, la civilisation Maure eut une si brillante floraison, elle n'amena en Corse que ruines et désolation. D'aucuns ont même accoutumé de dire qu'elle n'a apporté à cette île que le palmier et le figuier de Barbarie.

Elle y a enraciné bien autre chose, car les Sarrazins ont marqué d'une forte empreinte une série d'usages. D'un tel fait, on trouve bien des indices.

Un Evêque de Sagone, estimant en 1574 devoir édicter des peines contre ceux qui avaient l'habitude de pleurer les morts, en se livrant à des manifestations diverses, ajoutait

que celles-ci révélaient : « l'usanza moresca (1) ». Au XVII^e siècle, dans la région de l'Au-delà, on conservait encore l'habitude de porter le turban (2).

Enfin, c'est à l'occupation maure qu'il faut attribuer, pensons-nous *pour une part*, les coutumes de vengeance privée, si longtemps persistantes et non encore tout-à-fait disparues. On sait que de telles traditions ont existé, et restent en pleine vigueur chez les Arabes et les Kabyles. Ils n'ont (3) donc pu faire moins que de les apporter en Corse, lors de l'invasion.

2°. — *Origines Européennes.* — Mais ce serait une vue bien incomplète, qui n'apercevrait dans la vengeance privée qu'un fruit africain. Elle a existé chez les nations barbares, dont le flot s'est étalé sur l'empire romain d'occident, et ce flot est arrivé jusqu'à la Corse.

Sans doute la plupart des opinions autorisées, s'accordent à dire que l'invasion successive des Vandales, des Goths, des Lombards dans l'île, n'a pu exercer sur elle qu'une influence directe très faible. D'une part, chaque occupation n'a eu qu'une durée assez médiocre : d'autre part et surtout elle n'a

(1) *Registro delli editti, visita e sinodo ms.*, p. 208.

(2) *Annotazioni* « Bensi gli abitanti del di là dâ Monti nel vestire al turbante le loro donne nelli funerali de loro defunti, nel danzare, nel oscuro sembiante, ed in simili altre cose hanno del moresco ».

(3) POLI. *op. cit.*, p. 169, 185, 189 : « L'influence sarrazine fut d'autant plus sensible qu'une partie de la population, celle qui avait résisté avec le plus d'énergie à la civilisation romaine, était d'origine lybienne... La hideuse vendetta est une tare lybienne et non génoise. Le néfaste esprit de clan est un legs sarrazin ». Sur ces derniers points l'opinion de Poli, nous le verrons, est infiniment trop absolue. L'influence lybienne et sarrasine n'est qu'une des origines de la vendetta. — V. pour l'origine arabe de certaines coutumes corses. *Kinship and marriages in early Arabia.* — ROBERTSON SMITH, p. 12, 24-27.

pas dû s'étendre fort avant dans le pays. Cependant, elle a pu marquer les mœurs de quelques traits.

Mais c'est d'une façon détournée, que les coutumes et la législation des envagisseurs, au moins en ce qui concerne les Lombards, a pu fortement agir et a agi sur le Pays.

Les lois de ces derniers ont eu en Italie, une pénétration profonde, surtout en Toscane et en Ligurie. Pise et Gênes, transporteront dans l'île ces traditions, en même temps qu'elles installeront leur domination.

Ce point a été très bien mis en lumière par Grégorj (1). Ainsi le droit Lombard s'est, en Corse, déposé en deux couches, entre lesquelles s'est placée l'alluvion sarrazine (2).

1. — LA VENDETTA DANS LES LOIS LOMBARDES. — Il n'est pas douteux en effet que la guerre privée, les trêves, les traités de paix, les sanctions contre les violateurs de la réconciliation (*rompitori di pace*) : toutes ces particularités des coutumes insulaires figurent déjà dans la *lex longobardica* (3). La paix s'appelle *la suna*.

(1) GREGORJ, Préface de son édition des *Statuti di Corsica*, p. LXXXIII. Cette préface, malgré de légères erreurs que les recherches historiques ultérieures ont fait apparaître, reste un monument remarquable. Elle est indispensable à consulter sur les origines du Droit Corse.

(2) POLI, *op. cit.*, p. 140. CESAR CANTU. *Hist. univers.*, t. VII, p. 376 : « Les lois lombardes restèrent en vigueur (en Italie) plus longtemps que toutes les autres législations barbares ; cela est si vrai qu'on les trouve citées jusqu'en 1457 ».

(3) *Historiae Patriae monumenta. Edicta regum longobardicorum*, p. III, Luitpr., vol. quint. 42 : « Si quis iudex aut actor publicus in qualicumque civitatem aut locum inter homines qui aliquam discordiam habent trewas tolerit, et unus ex ipsis trewas tulta sunt ruperit : medietatem de ipsas trewas componat in puplico » etc...

La vengeance privée, en principe n'est pas interdite, le Pouvoir public n'intervient en général qu'en cas de plainte de l'offensé ou de ses héritiers.

Toutefois, lorsqu'il y a lieu à paiement de la composition (wergeld) pour homicide volontaire, il est fait deux parts des biens du meurtrier. L'une va aux parents du mort, l'autre au roi (1).

2°. LA VENDETTA DANS LA LÉGISLATION PISANE. — Avec les législations de Pise et de Gènes, nous allons voir l'Etat prendre davantage position contre le vieux droit de la vendetta. Il s'efforce de le faire reculer, mais il conserve toutes les institutions, inhérentes aux coutumes de la vengeance, qui ont pour but de mettre fin de façon temporaire ou définitive à la guerre privée. Le système, qui dans la loi gènoise apparaîtra avec encore plus de relief, peut tenir en ces termes : la vendetta est interdite, mais si en fait elle a lieu, il suffira aux parties de conclure la paix pour que l'Etat, dans une mesure importante, n'ait plus la liberté d'intervenir et d'infliger aucune peine corporelle. Dans les deux législations, l'influence lombarde est très marquée.

L'auteur de la *Dissertazione del dominio antico pisano* (2) rapporte que dans la partie inaugurale du recueil des lois de Pise, compilées en 1160, on peut lire ce passage : « Pisana civitas a multis retro temporibus vivendo lege... romana, retentis quibusdam de lege Romana, retentis quibusdam de lege Longobarda ». De la conjonction latine et lombarde était née sur les bords de l'Arno une civilisation assez douce.

(1) Luitpr. leg. lib. 4. C. 1. — V. aussi DEL GIUDICE, *La Vendetta nel diritto longobardo*.

(2) P. 13 — publiée en 1760.

Les marquis et les soldats toscans, qui avaient reconquis une partie de la Corse sur les Sarrazins, commencèrent de l'y importer. Mais l'Eglise y contribua davantage. Outre ses traditions particulières, elle devait naturellement introduire beaucoup des traditions pisanes. Il ne faut pas oublier en effet que c'est l'Archevêque de Pise qui eut longtemps la primatie du Pays, et qu'en outre il tint celui-ci du Pape à titre de fief. Or ses intérêts étaient étroitement confondus au point de vue temporel avec ceux de la Commune.

De fait, l'empreinte toscane a porté sur une grande partie de la Corse, surtout dans l'En deça des Monts. Les souvenirs laissés par Pise dans le cœur des habitants ont été de telle nature que jusqu'aux deux tiers du XIX^e siècle, après cent ans d'union à la France, précédée de quatre siècles et demi de domination génoise, c'est dans cette cité et à son Université que la jeunesse de l'île continuait d'aller étudier les lettres.

D'après les anciennes lois de Pise, le droit d'exercice de la vendetta n'est pas reconnu. Des peines publiques sont appliquées en cas de violence. Mais elles pourront être atténuées ou supprimées, s'il y a réconciliation.

Les statuts rassemblés en 1286 (1) contiennent des prescriptions très complètes en ce qui concerne les *paci*. Dans les dix jours de l'accusation, de la dénonciation ou de la poursuite d'office, la paix pourra utilement intervenir pour provoquer l'adoucissement de la sanction, mais en matière

(1) Breve Pisani Communis cui adiecitur Breve Pisan^e Popul^r et Compagniarum. LVI. « De pena mitiganda propter pacem... Salvo quod pro homicidio, non diminuat^r pena pro pace facta. — Toutes ces citations sont extraites des *Statuti inediti della città di Pisa*, vol. I et II. BONAÏNI.

d'homicide, la peine ne devra pas être diminuée, malgré la réconciliation des parties. Cette importante exception marque une supériorité remarquable des lois de Pise sur les lois de Gênes, ainsi qu'il apparaîtra plus loin.

Examinons quelques autres dispositions :

Si la sanction encourue n'est que l'amputation d'un membre, la paix aura pour résultat de transformer la peine corporelle en peine pécuniaire. (1)

S'il n'a pas été possible de saisir le coupable, il sera banni et tous ses biens confisqués. Mais en outre, *la paix ne pourra ne lui être accordée* ni la remise de son bannissement. (2)

Le traité doit être entouré d'un vrai luxe de précautions : « *Appareat publica scriptura* ». Et même le texte doit être rédigé par notaire, s'il y en a un, ou encore par la main d'un clerc (*manu sacerdotis*), et en présence « de bons témoins ». — Mais les Pisans sont un peuple maritime. Beaucoup d'entre eux restent entre ciel et eau pendant de longs mois, lorsqu'ils vont aux Echelles. On ne peut, pour ceux-là, exiger dans les actes l'intervention d'un notaire. Des formalités plus simples ont toujours été admises à bord des navires. Mais on exigera pourtant de bons témoins. (3)

(1) Addition de 1317. LXV.

(2) Statuts de 1286. VIII. « *Exbannimus cum perpetuo de civitate pisana et eius districtu, et omnia bona sua publicabimus Communi Pisano, et ipsum reconciliari vel rebanniri non permectimus toto tempore regiminis* ». Il résulte des derniers mots cités que ces prescriptions n'étaient valables que durant les fonctions du magistrat qui les édictait. Mais la permanence du droit était obtenue de la façon suivante que nous indique la fin de l'article : « *Et successorem nostrum illud idem iurare faciemus, et hoc teneatur facere et observare; et sic iuretur de successore in successorem.* »

(3) L'acte sera alors rédigé « *per scribanum ligni* ». On traduirait

Enfin, la paix, consentie par l'offensé principal, oblige ses enfants, ses parents et ses alliés, à moins qu'elle n'ait été conclue à l'article de la mort (1).

Cette exception est assez curieuse — Toutefois même dans ce cas, si les fils et les parents (consanguineï) ont participé à la convention, ils seront liés eux aussi, comme il est logique.

Quiconque rompra une paix valablement conclue dans les conditions susdites sera puni dans sa personne et dans ses biens.

Telles sont les lois pisanes qui, combinées avec les traditions locales préexistantes en Corse, ont contribué à former les bases des futurs *Statuti di Corsica*.

Mais, sur ceux-ci, l'influence des lois Gênoises devait se faire sentir d'une façon toute particulière.

3^o — LA VENDETTA DANS LA LOI ET LES MŒURS GÉNOISES. Les statuts gênois sont très anciens comme ceux de Pise. Nous ne savons rien de leur première rédaction. Ils furent refondus en 1229 par le Bolognais Jacques Baldini qui remplissait à Gènes les fonctions de Podestat, et subirent depuis à plusieurs reprises une retouche. Au xvi^e siècle, la grande réforme d'André Doria, bien que d'un caractère surtout constitutionnel, eut des répercussions sur les statuts criminels.

Une première observation s'impose :

Les violences même mortelles, même exercées au cours aujourd'hui « par le commissaire du bord ». Les additions de 1305 confirment toutes ces dispositions (VIII).

(1) Statuts de 1286. XXV. De offensione facta post pacem. «... nisi facta fuerit pax in articulo mortis... »

d'un guet-à-pens et avec préméditation (1) n'entraîneront cependant aucune peine, à part le paiement de l'amende ou le Fisc est intéressé, pourvu que la paix intervienne entre les parties. « Si pacem interea cum offenso habebit, poena soluta (l'amende), liber sit ab exilio et tiremibus (2).

Une autre remarque générale est nécessaire.

La paix est faite avec l'offensé principal, ses héritiers, les membres de son parti. Pour le maintien de la paix, la solidarité de la famille ou du parti est ensuite rigoureusement mise à contribution. Il y a à cet égard, responsabilité collective de chaque groupe. Si même un seul individu vient à rompre la pace, tous les siens, tous ceux de son clan (*eius partis*) sont tenus de l'arrêter et de le livrer aux Magistrats sous peine de payer au Fisc la somme d'argent prévue pour le cas de rupture de paix (3).

On retrouvera dans le droit corse des dispositions analogues pour ce qui concerne : les paci, leur violation, la solidarité de la famille à cet égard et à d'autres points de vue.

(1) *Criminalium Jurium Civitatis Genuae* 1626. Cap. XII. De percussantibus, « ...si vulnus erit mortiferum, doloque et ex proposito illatum, solvat centum usque ad mille, et amplius quinquennij exilio extra urbem Genuam et districtum mulctetur et tiremibus in triennium mancipetur ».

(2) Même article. — Il en est de même à l'égard de celui qui a frappé quelqu'un au visage, de manière qu'il en reste cicatrice, ou même sans ce résultat, à l'exception du cas où la victime du délit est une femme (*praesertim si in mulierem honestae conditionis id facinus erit admissum*). — La paix, sauf cette exception, entraînera la remise des sanctions (à part l'amende).

(3) Cap. LIII. «... Solvant qui pacem servare tenebantur, omnes in solidum, «am poenae nummariae quantitatem, quam, qui pacem rupit, pro ea rupta solvere debuisse... »

Si des principes généraux ci-dessus exposés, on descend au détail, la ressemblance très souvent s'affirme encore davantage entre la législation insulaire et celle des *Rivière*.

De même que dans les statuts de l'île, nous trouvons en effet dans ceux de Gênes :

a) La responsabilité de la parentèle pour le paiement des dépens, et de tous dommages occasionnés du fait des crimes et délits d'un parent (1).

b) La possibilité de tuer impunément un banni capital (c'est-à-dire ayant encouru certaines peines graves) (2).

c) Les peines contre ceux qui embrassent les femmes sur la voie publique dans le but de les compromettre pour les obliger à les épouser, etc.

En Corse, on rencontre un délit du même genre que cette dernière infraction : l'*attacar*. Mais il se présente dans l'île avec des attributs très spéciaux. Toutefois des deux côtés de la mer, il comporte cette conséquence commune d'être une grave offense à la famille de la femme outragée et de constituer une source abondante de la vendetta (4).

Les traits d'identité (5) pourraient être multipliés et il paraîtrait en conséquence certain, comme il est naturel d'ailleurs,

(1) Cap. LXXXII, approuvé par le Consiglietto et par le Grand Conseil, 7-29 décembre 1610.

(2) Cap. LXXIII.

(3) Cap. LXIII. «... seu libidinis impetu incitati, seu bonorum adipiscendorum cupiditate ducti, mulieres, virgines et viduas, — praeter earum voluntatem in viis publicis et conspectu adstantium praetextu matrimonij amplexari vel deosculari, ut mulieres istae tam insigni nota adfectae... invitae tandem nubere cogantur ».

(4) « Grave animadversione » disent les statuts de Gênes.

(5) Nous signalerons en notes plusieurs autres rapprochements au cours de notre étude.

que la pénétration du droit officiel génois dans les statuts corses a été profonde.

Mais il n'y a pas similitude que dans le domaine ressortissant à ce qu'on peut appeler le droit d'Etat ; les vieilles traditions de guerre privée, que combat alors ce droit officiel dans une limite d'ailleurs modeste, sont enracinées à Gênes de temps immémorial, bien que sa situation de grande cité marchande ait modifié quelque peu chez elle le caractère de telles coutumes.

L'histoire intérieure de la République est celle de luttes perpétuelles et sanglantes, au moins jusqu'au XVIII^e siècle, entre familles et entre clans.

Parfois pendant des périodes de cinquante ans, on n'a pas pu voir un seul Chef d'Etat, qu'il s'appelât Doge, Consul ou Capitaine du peuple, pouvoir arriver aux termes de ses fonctions (1). Et pourtant son mandat normal était d'ordinaire limité à deux ans. Les Corses reprochent non sans raison à la Seigneurie de n'avoir pas su les bien gouverner. Remarque fort juste. Mais comment Gênes l'aurait-elle pu ; elle n'arrivait pas à se gouverner elle-même.

Les luttes de clans étaient tellement fréquentes, la justice était si partielle qu'à plusieurs reprises, pour tâcher de l'améliorer, les Génois firent appel à des juges étrangers dont on supposait l'indépendance plus grande par rapport aux grandes familles de la République.

(1) Quelques exemples entre d'innombrables faits : En 1169, lutte sanglante dans les rues entre les familles Castello et Volta d'une part et la famille des Avocati d'autre part (la même dont une branche devait s'installer au cap Corse sous le nom de Gentile). Un peu plus tard, les consuls sont obligés d'exiger des citoyens le serment qu'ils

C'est ainsi qu'on trouve dans les *Riviere* des podestats étrangers dès 1189. On en rencontre encore en 1376 et au-delà (1). Quelle que soit leur intégrité d'ailleurs, et qu'ils viennent de Bologne, de Florence ou de Milan, ils ne peuvent rendre aucune justice véritable d'une façon suivie. Impartiaux ou partiaux, ils sont chassés de leurs sièges au bout de peu de temps par quelque faction, rappelés par une autre, puis chassés à nouveau. Au xvi^e siècle, certains de ces magistrats furent mis à la torture pour avoir pris trop au sérieux leurs fonctions de justiciers.

Les coalitions de grandes familles plébéiennes et aristocratiques continuent à se succéder au pouvoir, s'exterminant et incendiant leurs quartiers respectifs à chaque changement de fortune.

porteront dorénavant leurs querelles au Consulat, seul qualifié pour ordonner « paix ou guerre ». Leur décision ne provoque aucun résultat durable. Vengeances transversales, meurtres jusque dans les églises, alliances de parenté transformées en alliance de factions : toutes les plaies de la guerre de familles aggravées de dissensions politiques se rencontrent à la fois.

Une telle situation se prolonge de siècle en siècle. Au xiv^e, au xv^e, au xvi^e et au delà même du temps de la Réforme de l'Etat par André Doria, la guerre privée continue à sévir dans les rues de Gênes à toute occasion. Elle a un caractère mixte de vendetta et de guerre civile. Cf. VINCENS. *Hist. de la Rép. de Gênes*, t. I, p. 227, 229, 234, 343, 345 ; t. 2, p. 472, 486 ; t. 3, p. 3, 40, 100. — CASONI. *Annali della Repubblica de Genova*, p. 9. « Grand' inimicizie fra le private famiglie ». — ROCCA-TAGLIATA. *Bellum Cynicum*, p. 107. — JARRY. *Origines de la domination française à Gênes*, p. 20, etc...

(1) En 1413 par exemple, voici la substance de la loi votée : Le podestat, (qui est un haut magistrat de justice), doit être étranger, docteur en droit, de maison princière ou du moins de famille patricienne, n'avoir pas d'alliances de parenté à Gênes. Il est défendu à quiconque de manger avec lui, etc. — *Leges antiquae Januenses*, ms. des Arch. de Gênes, cité par SERRA et VINCENS.

Les podestats étrangers ne suffisant pas à maintenir la paix intérieure, on a parfois recours à des offices publics de conciliation pour les familles en vendetta. C'est ce rôle qui est attribué aux *Huît de Balie* en 1401. L'institution donne quelques résultats qui restent sans lendemain.

À la fin du xvi^e siècle, André Doria, lors de sa Réforme, essaiera de reprendre cette idée. — Les « Lois nouvelles de la République » comportent l'institution de magistrats nommés « *Conservatores Pacis* ». — Ils sont chargés d'établir la paix entre les citoyens —, et l'un des moyens qui leur est recommandé, et qui est bien intéressant à relever pour montrer le caractère familial des inimitiés à Gênes, est de s'efforcer à conclure des mariages entre personnes de groupes ennemis (1).

On peut arrêter ici la liste des preuves. Comme à Pise et peut-être plus longtemps qu'à Pise, comme dans toute l'Italie, la guerre privée et les institutions et coutumes qu'elle comporte ont été largement développées dans les *Rivière* Gênoises.

(1) *Leges novae reipublicae Januenses, etc.* — Annexes aux *Gestarum historiarum atque Annales* de PETRO BIZARRO, 1579. — « De Conservatoribus pacis. Cap. XL. Postquam Dei Optimi Maximi beneficio, novis legibus promulgatis, et aequo animo receptis, ac inter cives sincera et inviolabili pace sancita, amplius de bello agendum non est, cum maxime eius Magistratus iam sublatus sit, visum fuit constituere ordinem civium, quos Conservatores pacis appellamus. Horum praecepta cura erit, matrimonia tractando, et stabiliendo civium animos, quoad fieri poterit, vincere et coniungere etc... » Les mêmes lois, Cap. LIIII contiennent des mesures contre les « gladiatores, sicarii, quos vulgus Bravos seu scavezzos appellat », et que certains citoyens ne craignent pas d'employer dans leurs différends pour susciter des rixes, et des séditions.

Mais la vendetta était implantée en Corse avant la domination de la Seigneurie (1). Elle existait dès l'antiquité, elle existait à l'époque de l'invasion Lombarde, et du temps des Sarrazins, et du temps du Gouvernement Pisan. Il n'y a pas dans cette situation le moindre caractère anormal : il suffit pour s'en rendre compte de penser que le droit de vengeance sévissait plus ou moins aux mêmes époques dans la plupart des régions de l'Europe occidentale.

Il est vrai, par contre, que la vendetta aurait selon toute vraisemblance disparu depuis longtemps en Corse, si cette île n'avait pas subi la longue domination de la République Sérénissime.

Non seulement la justice de celle-ci fut toujours arbitraire, mais elle fut d'une déplorable faiblesse. C'est la critique la plus sérieuse qui puisse être présentée à l'encontre de l'administration gènoise, et comme on le verra, elle doit s'adresser au Gouvernement de la Seigneurie beaucoup plus qu'à l'Office de St-Georges, dont à plusieurs reprises les chroniqueurs corses font certains éloges.

Si un pouvoir fort et équitable avait pu s'enraciner dans l'île, si par exemple la France au temps d'Henri II et du héros Corse Sampiero, avait pu maintenir son occupation, selon le vœu de l'immense majorité du Pays, la paix publique aurait établi beaucoup plus tôt son règne. La justice rigoureuse

(1) La croyance que la vendetta a été causée par la domination gènoise est très répandue, même chez certains historiens modernes de la Corse. Dans le passé, on trouve cette opinion exprimée sans cesse. V. par exemple *Memoria apologetica sull' ultima rivoluzione ai Corsica*, 1760, p. 17. Même opinion dans la *Giustificazione...* etc... de l'abbé SALVINI. V. aussi *Voyage dans les îles de France. Ile de Corse, an X*.

mais impartiale des magistrats du roi au XVIII^e siècle a laissé des souvenirs si forts et si appréciés que Salvini deux cents ans plus tard les invoquait encore, et se servait d'eux comme d'une arme dans son célèbre réquisitoire contre la République.

Et cependant, il convient de ne pas être trop dur dans le jugement qu'on porte sur celle-ci.

Il y a d'abord, peut-on dire, des circonstances atténuantes en sa faveur. Elle ne pouvait donner que ce qu'elle avait elle-même, et son gouvernement, sans cesse balancé entre les factions, était d'une déplorable débilité. Comme tous les faibles, qu'il s'agisse d'hommes ou de gouvernements, elle passait alternativement du laisser-faire à la brimade. Même au temps de sa plus grande puissance, Gênes n'a été qu'une façade splendide de palais, derrière laquelle il n'y avait que désordre et délabrement. Resserrée entre les montagnes et la mer sur une étroite bande de terrain, elle n'avait à proprement parler chez elle ni sol ni population dont l'importance pouvait lui permettre d'être assise et stable. De fait, elle subit de tous temps l'influence plus ou moins dure de ses voisins, et son histoire est celle d'une perpétuelle et douloureuse diplomatie, pour essayer de sauver les parcelles de son indépendance. Or on ne peut que gouverner mal au dehors, quand au dedans on est la proie de tant de difficultés.

Mais ce n'est pas là une cause suffisante pour que les Corses qui ont souffert et souffrent encore des conséquences de sa mauvaise administration, se montrent inclinés pour elle à l'indulgence.

Il est une autre raison qui doit la faire juger avec quelque

douceur. C'est qu'au fond et malgré tout, elle garde une part à la diffusion dans l'île de la culture latine.

C'est d'Italie qu'est venue d'abord la civilisation. D'Italie, c'est à dire de Rome, celle de l'Empire et celle de l'Eglise et de cette dernière surtout, non seulement par l'introduction du christianisme, mais par la magistrature pacifique qu'à plusieurs reprises elle exerça. D'Italie, c'est à dire de Pise et de Toscane, dont les Corses eurent pour agréables le gouvernement, les traditions et la pensée. D'Italie enfin, c'est à dire quand même de Gènes et de Ligurie.

Mais c'est de France que devait venir à la Corse dès la fin du ^{xviii}^e siècle la possibilité et la force d'épanouir enfin, dans la discipline publique instaurée, les qualités véritables des on caractère personnel, trop longtemps étouffées par la tyrannie impuissante de la Seigneurie. C'est de France aussi, qu'à partir de la Révolution, allait être importé un Droit nouveau, qui devait changer sensiblement les données du problème juridique pour la répression de la vendetta.

SECTION IV

Plan de cette Etude.

L'exposé précédent, malgré ses lignes sommaires, a fait entrevoir l'opposition progressive entre le Droit de l'Etat qui tend à développer de plus en plus son domaine d'application et le très ancien Droit de la vengeance privée. L'étude qui va suivre marque les phases de cette lutte à partir de la domination Gênoise et en particulier depuis le ^{xv}^e Siècle.

Or, la succession des faits nous révélera que l'antagonisme entre le Droit répressif et les traditions de vendetta a passé par deux phases qui paraissent très distinctes. Dans la première qui s'étend jusque vers 1789, cet antagonisme n'a pas le caractère d'intégralité qu'il présente au regard de la Législation moderne. L'Etat n'a pas encore poussé très loin ses conquêtes. Si son hostilité est quasi absolue sur certains terrains, sur d'autres il se prête au compromis.

Par exemple, s'il ne reconnaît en principe qu'à lui-même la faculté de faire justice, il admet néanmoins qu'après s'être fait justice eux-mêmes et malgré lui, les particuliers échappent en grande partie à ses sanctions par suite d'un simple accord qu'ils passent entre eux.

D'autre part, même dans les domaines où il dresse des obstacles à la guerre privée et où il cherche à détruire ses disciplines, il combat avec les mêmes armes et les mêmes principes qui sont à son usage. Ainsi nous savons que le caractère collectif familial est à la base des actes issus de la vendetta : de même, nous verrons l'Etat appliquer de son côté en droit pénal le principe de la responsabilité collective de la parentèle.

Toute différente au contraire se révélera la situation, lorsque la Corse sera appelée à subir de manière effective l'influence de la législation française émanée de la Révolution. Ici plus de transactions, plus de terrain neutre. L'Etat entend être seul Maître de la Justice. En outre il édicte en matière pénale l'axiome nouveau de la responsabilité individuelle. Il n'y a donc plus désormais ni communauté, ni similitude entre lui et les coutumes de vengeance privée ; et

les réactions qu'il exerce sur celle-ci sont, comme il est logique, de toute autre sorte que dans la première phase.

Il résulte de ces constatations la nécessité, pour procéder de façon utile et méthodique à l'examen des faits, de distribuer ceux-ci en deux grandes époques. C'est à cette distribution que répondent les deux premières parties de cette étude.

Cependant ces pages auraient présenté une très sérieuse lacune, s'il avait été fait abstraction du rôle particulier de l'Eglise, en ce qui concerne la lutte entreprise contre la vendetta par des moyens pacifiques. L'autonomie des procédés que l'Eglise a mis en œuvre, et la continuité de ses traditions nous a conduit à leur réserver dans le cadre de cet ouvrage une place spéciale, sans qu'il soit nécessaire de distinguer cette fois entre plusieurs périodes. C'est la raison de notre troisième partie.

Mais si, pour les motifs qui viennent d'être énumérés, une division tripartite semble s'imposer pour ce livre, quelque chose en fait l'unité. C'est l'extraordinaire permanence des coutumes de vendetta qui y sont décrites. Des siècles ont passé sur elles sans qu'elles se modifient sensiblement dans leur armature essentielle. Leurs moyens d'arriver à leur but a pu se transformer dans une certaine mesure, au cours des siècles, mais non point leur structure ni leurs idées fondamentales. Ainsi d'une époque à l'autre, on leur retrouve même visage, et les actions des arrières petits-fils apparaissent comme inspirés encore souvent par les disciplines d'antan.

PREMIÈRE PARTIE

La Vendetta et les Traités de Paix
avant l'Epoque contemporaine

LIVRE I

LE DROIT DE LA VENDETTA

CHAPITRE PREMIER

Le droit de la Vendetta du XV^e au XIX^e siècle

C'est du xv^e siècle que datent les documents dont il est d'abord possible de faire état pour l'étude des règles de la vendetta.

Sans doute, ces actes contiennent l'expression de coutumes en grande partie bien plus anciennes. Mais comme il est difficile, à part certains cas exceptionnels, de faire le départ entre les diverses couches d'alluvions, on est contraint de les exploiter dans l'ensemble qu'elles forment à cette époque.

Malgré tout, les renseignements qui se présentent à l'examen restent assez fragmentaires. Au xv^e siècle, le vieux Droit de la Vendetta est déjà combattu par l'Etat depuis fort longtemps. Pise et Gènes ont connu la vengeance privée sur leur territoire métropolitain, et ont adopté à son égard des mesures de répression. Il est logique de penser qu'elles les ont transportées sur le sol Corse dès le début de leurs successifs établissements, dans l'île, et ceux-ci remontent fort avant dans le passé. Ainsi, quand nous sommes appelés pour la première fois à l'observer, le Droit de la Vendetta est déjà un Droit pourchassé, un Droit battu en brèche.

Seulement il se défend, et avec une énergie qui ne se ralentira guère, du moins jusqu'au Gouvernement national de Paoli, c'est-à-dire jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle. La Sérénissime République de Gènes a toujours manqué de la force suffisante pour le réduire sensiblement. (1)

C'est la raison qui permet de restituer aujourd'hui quelque chose de ses formes et de son organisation.

Il y a lieu de grouper les observations qui peuvent être faites, sous les chefs suivants :

a) Conceptions générales qui sont à la base du Droit de la Vendetta.

b) Règles de la Vendetta.

c) Causes particulières.

d) Formes spéciales.

e) Le Clan et la Vendetta.

f) Le caractère corse dans son milieu social.

A. — CONCEPTIONS GENERALES QUI SONT A LA BASE DU DROIT DE VENDETTA

L'idée fondamentale qui est à la base de la Vendetta est une idée de *compensation*. Compensation pour les offenses faites à l'honneur du groupe familial — *compensation pour le sang répandu d'un de ses membres*. La seconde proposition rentre d'ailleurs dans la première comme un cas particulier dans la règle. Le meurtre est en effet lui-même une offense et la plus grave de toutes. Ce premier point, comme il apparaîtra, n'est pas douteux. Mais on peut se demander si indé-

pendamment de l'idée d'offense, la vengeance que déclanche l'effusion du sang ne dérive pas aussi de certaines conceptions religieuses appartenant à la très primitive humanité, et dont le sens est d'ailleurs en grande partie perdu.

a) Voyons d'abord cette notion de *compensation*.

L'abbé Rossi (1), observateur aigu des coutumes CorSES, qu'il a toutes les raisons de bien connaître, nous a laissé à cet égard de très précieuses indications. La « Parentèle », nous dit-il, est en Corse prise à une haute valeur, et elle est l'objet d'une grande affection. D'où il résulte que la perte d'un parent y est particulièrement ressentie.

Or si la mort arrive par homicide, et « si l'Etat ne prend pas fait et cause (pour la famille offensée) avec assez de rapidité et d'impartialité... voici la coutume nationale ». Rossi décrit ici les règles diverses de la Vendetta, puis il ajoute ces importantes conclusions : « Ainsi les CorSES, pour revendiquer *ce qui leur appartient*, s'ils ne peuvent l'obtenir ni par la justice, ni par le traité de paix ont pour usage de *faire entre eux compensation*. C'est un abus, enseignent les théologiens, mais il est difficile de faire remise d'une injure. Telle est la Vendetta Corse » (2).

Ce texte est tout à fait digne d'attention. Le terme *Com-*

(1) La majeure partie de sa vie s'est écoulée à la fin du XVIII^e siècle. Il a eu en mains un nombre considérable de documents historiques, et a fait de précieuses observations par lui-même sur les mœurs de son temps.

(2) Rossi, *Osservazioni Storiche*, liv. I, p. 311 et s.

« Anche per rivendicare il proprio, se non possono ne per giustizia ne all'amichevole, vi è uso di compensarsi; e abuso come insegnano li teologi, ma difficilmente si rilascia l'ingiuria. Ecco che cosa è la vendetta in Corsica ».

pensarsi, d'abord, y est inscrit en toutes lettres ; et il s'éclaire lui-même par la phrase précédente où il est question pour les Corses en vendetta d'une véritable revendication de leur bien (il proprio). Le meurtre, ou d'une façon générale l'offense dont leur famille a souffert, constitue à leur profit une sorte de créance sur le groupe adverse. Elle sera éteinte par une offense équivalente et contraire de la part des offensés (1).

Si un doute restait sur la signification et le mécanisme d'une telle opération, il serait levé entièrement par un passage de Pinello. Ce Gênois fut un administrateur assez malheureux de la Corse et c'est durant son gouvernement qu'éclata la grande révolte contre la République Sérénissime au xviii^e siècle. Mais il fut un observateur perspicace et nous a laissé d'intéressantes *Annotazioni*. Il remarque que, dans la vendetta, toutes les offenses n'ont pas égale valeur. Le même fait peut constituer notamment un outrage d'un ordre supérieur, suivant la qualité de la personne qui en est atteinte. « Si, écrit-il, ce sont des prêtres (séculiers) (2) ou des chefs qui sont tués, *les Corses comptent* (ce meurtre) *pour deux* et il s'ensuit que lorsqu'au cours de la vendetta, la mesure est outrepassée quant à la qualité des offenses, quant à leur forme, à leur nombre, ou quant aux personnes (qui en sont l'objet), ils veulent rétablir l'équilibre au moyen d'autres offenses. Tant et si bien que souvent il

(1) V. aussi PIERRE CYRNÉE, *De rebus corsica*, éd. du B.S.S.H.C. p. 50 : « blessure pour blessure, meurtre pour meurtre. » — Cf. aussi Echyle dans les *Choéphores* : « Que le meurtre compense le meurtre : mal pour mal, dit la sentence des vieux âges. »

(2) Nous verrons plus loin que la question ne peut se poser pour les Réguliers, qui sont considérés comme neutres dans les guerres entre familles.

en résulte une longue chaîne. Et ils en tiennent une comptabilité mentale (1). »

Ainsi, pour être exacte, l'équivalence doit avoir ses degrés.

b) Et elle doit consister dans une compensation *des offenses faites à l'honneur* du groupe familial (ou du clan) qui en est une force extensive (2). Rossi et Pinello ne sont pas moins nets à cet égard. Le premier déclare : « Si la mort (d'un parent) est le fait d'un homicide (à moins que l'Etat n'intervienne avec promptitude et justice) *entre en jeu la question d'honneur, et, par suite, la vendetta* (3). » Et Pinello : « La vendetta, c'est un diabolique point d'honneur ; les Corses tiennent pour règle, dont on ne peut se dispenser, le devoir de se venger de toute offense, et contre l'auteur de celle-ci et contre ses parents, etc. (4). »

c) Il est probable, quand il s'agit d'un meurtre, que la vengeance privée, ainsi que nous l'avons dit plus haut, comporte non seulement l'idée d'une offense, mais encore celle d'une compensation du sang par le sang (5).

Tout d'abord, certaines expressions populaires encore employées aujourd'hui donnent à cet égard à réfléchir, soit par

(1) PINELLO, *Annotazione particolari per il Governo di Corsica*: « Questi (preti) e simili capi se sono uccisi, li contano per due, e segue che se nel fare la vendetta si eccedesse nella qualità dell'offesa, nel modo, nel numero, o nella persona, vogliono equilibrarla con altra offesa, talmente che spesse volte se ne fa longa catena, e ne tengono come un mentale cartulario. »

(2) Inutile de dire que cette proposition ne préjuge en rien de la question délicate de l'origine du clan.

(3) Rossi, *op. et loc. cit.* « Se cio accade per omicidio allora vi entra l'onore ; e perciò la vendetta... »

(4) PINELLO, *op. cit.* « Un diabolico puntiglio. »

(5) V. aussi sur ce point notre chap. sur la vendetta dans la période contemporaine, et un curieux passage de FEYDEL à propos de la nécessité de *l'égalité du nombre des morts*.

leurs termes mêmes, soit par la signification traditionnelle qui leur est donnée. Telle est par exemple l'expression : *il debito di sangue*. Telle est encore cette autre : « *Non achju debiti* » qui pourrait se traduire de façon littérale par : « il n'y a pas de dû », mais avec un sens très particulier. Le Corse Falcucci, qui a écrit un très curieux et trop bref dictionnaire des dialectes de l'île, donne à cet égard cette explication fort intéressante : « L'expression *non achju debiti* est relative, là où sévissent les vendetta, au *debito di sangue*, c'est-à-dire au *devoir de verser le sang de l'offenseur...* (1). » On retrouve ici une idée très antique. Cette assertion de Falcucci reçoit confirmation d'autres côtés. La plupart de ceux qui ont écrit sur la vendetta ont constaté cette règle coutumière, d'après laquelle la compensation du sang versé ne peut en principe avoir lieu qu'avec du sang. L'axiome est : le sang ne se vend pas.

Rossi, entre autres, nous signale que lors d'une amnistie (indulto) accordée en 1724 par la Seigneurie à des bannis (banditi) qui étaient coupables de meurtre, l'opinion des Corses fut froissée parce que l'une des conditions de l'indulto était ainsi formulée : « Que (les coupables) compensent *en argent* les dommages causés (2). » Expliquant sa pensée, Rossi poursuit : « Si l'on tient compte du caractère national, on s'aperçoit de la grande délicatesse que montrent les Corses en ce qui regardent leur honneur. Que les particuliers fassent la

(1) FALCUCCI, *Vocabolario dei Dialetti della Corsica*. V° Debiti «...il detto di sangue ossia il debito di versare il sangue dell' offensore... » L'ouvrage de FALCUCCI, précieux à consulter, a été publié par M. GUARNERIO, professeur à l'Université de Pavie. Cagliari, 1915.

(2) ROSSI, *op. cit.*, liv. VI, p. 18. L'autre condition était que les bandits aient obtenu la *pace* de l'offenseur.

paix entre eux ou s'occupent d'être indemnisés : il y en eut des exemples de tous temps, *bien qu'en ce qui concerne l'article d'argent*, il y ait besoin de procéder *avec un grand tact*. En effet, il est dans la coutume de dire : *le sang ne se vend pas à deniers comptant* (1).» Mais l'intervention du Gouvernement ne peut qu'être maladroite et entraîner des haines encore plus irréconciliables. Seuls les paciers ou médiateurs privés savent avoir le tact et la dextérité nécessaires pour éviter en ce domaine de graves faux pas. Ainsi parle Rossi. Le principe est donc bien certain.

Lors de l'examen ultérieur que nous ferons des traités de paix, nous verrons d'ailleurs que quand ils comportent au nombre de leurs clauses l'énoncé d'un versement d'argent, une telle convention ne paraît pas avoir le vrai caractère de prix du sang ou même de modernes dommages intérêts (2).

Une dernière observation doit être faite. L'offense, ainsi que nous l'avons noté d'un point de vue général dans notre introduction, est faite au groupe familial tout entier. Et celui-ci comprend les vivants et les morts. Il comprend même les descendants.

Deux conséquences en résultent. La première, c'est que la vendetta est généralement *transversale*. La compensation, due au groupe offensé, peut être poursuivie à l'encontre de

(1) Rossi, *op. et loc. cit.* « ...Solendo (les Corses) dirsi di non vendere a danaro contante il proprio sangue. » Le Corse, qui ne respecterait pas cette règle s'exposerait au *rimbecco* (Nous verrons plus loin ce qu'il faut entendre par ce mot). Il y a chez les Arabes certaines idées semblables. Cf. HANOTEAU-LETOURNEUX. *La Kabylie et les coutumes kabyles*, t. III, p. 61 et s. — Pour l'Italie du XIII^e au XVI^e siècle, v. PERTILE, *op. cit.*, vol. V, p. 17 et note.

(2) Sauf exceptions.

n'importe quel membre ou de l'ensemble des groupes adverses. Solidaire dans l'exercice de la vengeance, toute famille est solidaire aussi pour en supporter les effets.

La deuxième conséquence, c'est que la vengeance est en principe *héréditaire*. Il y a là un fait dont l'existence est constatée en Corse à toute époque, mais surtout avant le XIX^e siècle. La vengeance transmise constitue une satisfaction offerte aux morts en même temps qu'aux vivants ; elle est un devoir pour ceux qui vont naître (1). Ce lien entre les pères disparus et les descendants se manifeste très vivement dans les vocerî. Rossi marque dans une de ses pages que nous retrouverons plus loin à quel point l'esprit de ces chants révèle de façon intense l'union entre les parents qui survivent et ceux qui viennent d'entrer au tombeau.

Falcucci, dont tout à l'heure nous n'avions qu'en partie donné la phrase citée, la termine par ces mots significatifs : « ...il debito di sangue, c'est à dire le devoir de verser le sang de l'offenseur, *pour apaiser les mânes de celui qui est tué* (1), ou pour venger son propre honneur ». Si cette explication rend compte, comme on peut le penser, non d'une opinion purement personnelle de l'auteur, mais d'une observation

(1) Cf. Glotz, *op. cit.*, p. 78, en ce qui concerne la Grèce ancienne : « Si jeune qu'il été le fils au moment où son père succombait, ne fût-il pas encore né, le devoir de vengeance pèse sur lui, et les années qui s'écoulent ne l'en dispensent pas : qu'on se rappelle l'Orestie » et l'auteur rapporte : « l'exclamation menaçante de l'Odyssée : quel bonheur pour l'homme tué de laisser un enfant ! » Ainsi que nous l'avons indiqué dans notre introduction, la présente étude se limite au droit corse. Les quelques citations de droit comparé qu'on y rencontrera ne figurent donc qu'à titre d'illustrations.

(2) « ... per placare i mani dell'ucciso ».

qu'il a recueillie sur certaines croyances insulaires, elle jette un jour complémentaire sur les conceptions qui sont au fond de la vengeance privée. « Ainsi, ce n'est pas seulement aux membres restés vivants qu'est due compensation, mais c'est aussi et peut-être d'abord à la victime.

Dans les temps très anciens la pensée qui anime la vendetta héréditaire conduisait à l'extermination de tous les membres de la famille ennemie, y compris les enfants. Les enfants déjà nés ou peut-être à naître étaient en effet de futurs vengeurs qu'il était urgent d'empêcher de grandir : « Les massacres d'innocents, a écrit Glotz en parlant de la haute antiquité hellénique, ont pour cause principale non une bestialité sanguinaire, mais la crainte du châtiment à venir (1). On trouve les traces de tels faits dans la Corse des xvi^e et xvii^e siècles. Toutefois ils sont déjà considérés comme contraires aux règles coutumières qui épargnent, comme on le verra, les non combattants. Au xviii^e et au xix^e siècles, on trouve encore quelques exemples de ce genre, mais ils apparaissent tout à fait raréfiés.

La vengeance transmise aboutit à une compensation prélevée par les morts sur les vivants du groupe adverse. — Mais ne peut-il arriver aussi que les vivants tentent d'élargir la compensation qu'ils poursuivent jusqu'à la faire supporter à leur ennemi, même au-delà de la vie terrestre ? C'est sans doute un tel but qui est recherché dans cette forme de vendetta, encore non étudiée pensons-nous, et qu'on pourrait peut-être appeler *la vengeance éternelle*. Il est difficile d'en

(1) Cf. *Les Chants Cypriens* : « Insensé qui, ayant tué le père, laisse vivre les enfants ». Cité par Glotz, *op. cit.*, p. 78.

retrouver les vestiges aujourd'hui, mais elle nous est très nettement signalée au XVIII^e siècle. C'est sans contredit, au point de vue des croyances des individus en cause, l'invention la plus atroce qui se puisse imaginer. Il s'agit d'exercer par delà la tombe, sur l'ennemi tué, des représailles qui n'auront pas de fin. Une telle pensée suppose un emploi dévié de la doctrine chrétienne sur l'éternité des peines encourues dans le cas de fautes très graves. Gaury de Champgrand (1), qui écrit en 1749 une *Histoire de la Corse*, nous donne de très curieux renseignements. Certains hommes, nous apprend-il, n'hésient pas à épier des années l'occasion favorable jusqu'au moment où ils seront sûrs de trouver leur ennemi en état de péché mortel. Ils le tuent alors à l'improviste afin d'avoir la certitude que, mort sans contrition possible, il sera voué de toute nécessité aux peines éternelles.

B. — RÈGLES DE LA VENDETTA. RITES. ÉTENDUE ORGANISATION

1^o Les Rites

a) — *Cheveux et barbe non taillés.* — Quand un membre d'une famille vient de trouver la mort par suite de vendetta, tous les parents (on verra plus loin jusqu'à quel degré) se soumettent à un certain nombre de rites, qui apparaissent à la fois comme l'expression de leurs sentiments de deuil et comme un signe de représailles prochaines ; non seulement ils adoptent des *vêtemens sombres* (*si vestono a bruno*), mais

(1) Ed. de 1749, p. 150 et s.

ils ne prennent plus de soins de leurs cheveux et ils ne se taillent plus la barbe (1).

Ces deux signes sont tout à fait importants à retenir. On retrouvera au XIX^e et au XX^e siècles leur survivance à peu près intacte.

b) — *Retraite préliminaire*. — Il semble en outre que dans ces journées qui précèdent immédiatement l'entrée en campagne de la famille offensée, la prise des armes soit pour elle précédée d'une sorte de *retraite* morale.

« Les affaires de la maison sont laissées au soin des femmes, la nourriture est rendue plus frugale que d'habitude : du pain, peu de viande, et de l'eau claire ; plus de nappe ou de serviettes » (1).

c) — *Suppression des funérailles*. — Enfin le cadavre est enterré sans funérailles (1).

Il y a là une coutume assez curieuse et qui subsistait encore à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. Il est assez délicat de se faire une opinion sur ses origines et sa signification. Un tel usage peut en effet trouver ses racines dans des croyances antiques sur lesquelles il est difficile d'édifier aujourd'hui

(1) Rossi, *op. cit.*, liv. I, p. 311 et s. Cf. pour la Grèce ancienne GLOTZ, *op. cit.*, p. 54. « Pour s'imposer une contrainte plus efficace, le vengeur du sang fait parfois un vœu, il se condamne de plein gré à une privation qui ne doit finir que par l'accomplissement de la vengeance. C'est l'*emprise* si fréquente au Moyen Âge. Les Grecs ont longtemps pratiqué cette coutume en temps de guerre. — Les Argiens jurent de ne pas laisser pousser leurs cheveux avant d'avoir pris leur revanche. » Ces rites corses présentent une ressemblance saisissante avec ceux que révèlent les chants de la littérature arabe préislamique et islamique.

(2) Rossi, *op. et loc. cit.*

(3) Rossi, *op. et loc. cit.*

autre chose que des hypothèses. Il peut aussi avoir sa source dans des conceptions appartenant à l'Eglise : on sait qu'aujourd'hui encore celle-ci refuse les funérailles à l'homme mort au cours d'un duel. N'a-t-elle pu assimiler la vendetta à cette situation ? Il y a lieu pourtant de remarquer que nous n'avons trouvé aucune allusion à des idées de ce genre dans les édits et les constitutions synodales d'évêques Corses que nous avons pu consulter. Ces actes s'occupent pourtant, à de nombreuses reprises, de la vengeance privée, et quelques-uns d'entre eux remontent jusqu'à 1574.

d) — *Veillée funèbre* — *Voceri*. — Quand il est dit qu'aucune cérémonie n'a lieu en cas de mort par vendetta, il faut entendre par là : aucune cérémonie extérieure.

Mais la *veillée funèbre* n'est pas supprimée : au contraire elle acquiert une importance exceptionnelle.

Tant de fois l'aspect de cette veillée a été décrit qu'il est convenable de s'en tenir ici aux points essentiels. Avec des caractères plus atténués aujourd'hui, elle reste dans ses grandes lignes, nous le verrons, ce qu'elle était aux âges précédents dont nous faisons ici l'examen.

Cette réunion de la famille, autour du cadavre exposé dans la maison, diffère suivant que la mort a été naturelle ou violente ; ou plutôt dans les deux cas, il y a des traits communs et d'autres qui sont originaux.

Traits communs. — Le cadavre est étendu sur la table. (taula en dialecte de Corte, tola à Sartènes et Ajaccio). Les parents même d'un degré éloigné, sont rassemblés dans la maison. Les femmes se trouvent dans la chambre mortuaire.

Au fur et à mesure qu'entre un nouveau parent, il va baiser le mort sur la bouche et parfois lui parle. Quant à leur rôle, les femmes sont partagées en deux catégories. La moins nombreuse comprend : la mère, la femme, la sœur du mort, ou des parents très rapprochés, parfois une personne étrangère mais renommée pour son talent d'improvisation. Ces personnes chantent les louanges du mort (1). Cela s'appelle *ballatare* (2).

L'autre groupe, qui se compose du reste de l'assistance, fait fonction de chœur. Quand s'arrête la *ballata*, ou qu'entre les strophes est faite une pause, il exprime son sentiment par des cris et des gémissements.

Ces signes de douleur étaient même jadis accompagnés d'autres beaucoup plus graves. On voyait notamment les femmes s'arracher le cheveux et se griffer la figure, soit dans

(1) Rossi, *op. cit.*, liv. I, p. 328. « E notabile ancora che di queste donne vi sonno alcune che fanno da poetesse, nel paese dicono *ballatare*... e sempre in rima assai fiebile. Alle volte si ascoltano delle cose bellissime in lode del morto ove vogliono unirvi anche li vivi, come avendovi qualche aderenza... » A noter qu'un usage semblable a existé en Sardaigne. Mais il y a dans cette île une différence marquée sur un point : à côté des membres de la famille se trouvent des pleureuses salariées pour la cérémonie. Une telle pratique a toujours été inconnue en Corse.

(2) On peut, par ce qui se passe aujourd'hui, juger de ce qui se faisait jadis, car tous ceux qui, à diverses époques, ont écrit à cet égard, s'accordent à noter l'invariabilité des traditions transmises de générations en générations. Les strophes de ce chant funèbre se présentent parfois comme alternées, quand plusieurs parents y prennent part. Il est alors formé, la plupart du temps, de demandes et réponses. Les couplets sont en général de 6 ou 8 vers de 8 pieds. L'air se compose de notes hautes et très basses qui se succèdent, mais avec prédominance des notes basses et traînées. La finale est particulièrement prolongée. Cette psalmodie a un caractère tout à fait tragique et étrange.

la maison, soit même dans la rue ou à l'Eglise au cours des funérailles.

L'édit d'un évêque de Sagone au xviii^e siècle nous marque l'existence de telles coutumes. Il prohibe : « l'usage de se mutiler et déchirer le visage et de s'arracher les cheveux tant à l'Eglise qu'au cimetière, tant à la maison que dans la rue, le tout sous peine de dix lire et « della privazione della messa ». Ce qui est particulièrement remarquable, c'est qu'il semble résulter du texte qui ne fait à cet égard aucune distinction que les hommes aussi bien que les femmes se livraient à ces manifestations (1).

Cette coutume existait même à Bonifacio, ville entièrement gènoise. Et il faut en déduire ou que ces rites n'étaient pas exclusivement Corses, ou que la coutume Corse avait influé sur eux. On trouve en effet dans le cartulaire de Bonifacio (Cartulaire A. ms.) l'interdiction pour les femmes d'aller en public « *capillis extensis relugendo*. » — Cette défense se trouve insérée dans une série d'actes dont les dates varient entre 1446 et 1477 (1).

(1) *Registro delli editti visita e sinodo*; reg. ms. p. 208. — « XXVI. Del piangere e sepellir de' morti. — Item ordiniamo che... non sia alcuno di qualsivoglia condizione ardischi piu piangere li morti all' *usanza moresca* nululando (?) probablement *mutilando*) et sgrificandosi il volto, et capelli, tanto in chiesa nelli cimetieri come in casa o per strada... » Banchero nous confirme l'existence de ces traditions qui donnaient lieu souvent à des désordres. Le Gouverneur Agostino, Pallavicino, de l'administration duquel il est fait le plus vif éloge, « *prohibi con editti rigorosi li disordini che si facevanno nella Bastia nel piangere i morti, sopra che fu gran difficoltà per trattarsi di abuso continuato per tempo immemoriabile*. BANCHERO. *Annales*, p. 124, Pallavicino fut Gouverneur de Corse en 1606.

(2) Le cartulaire de Bonifacio fait, dans le même passage, allusion

— *Traits particuliers de la cérémonie funèbre en cas de mort violente.* — S'il y a homicide, la veillée funèbre présente en un point des caractères différents. Le chant, qui dans les cas normaux s'appelle *le lamento*, prend le nom de *vocero*. Ce sont les mêmes personnes que dans la cérémonie ordinaire qui remplissent le devoir de *bociarare* (1) — (*Vocerare*), mais le fond de la psamodie est très différent. Son caractère est infiniment plus tragique. Aux louanges du mort se mêlent des excitations à la vendetta (2) adressées aux hommes de la famille. Souvent le mort lui-même est pris à parti pour avoir mal défendu l'honneur des siens.

c) — *La chemise sanglante.* — « Parfois, dit Rossi (op. cit.) l'usage est de conserver une chemise ou un habit pour se souvenir. » Ce linge ou cette étoffe porte les traces du sang du mort. — Au besoin, on en touche ses blessures pour imprimer davantage dans ce tissu la marque sanglante. Les *voceri* contemporains sont pleins d'allusions à cette tradition. Elle est extrêmement ancienne selon toute vraisemblance. On la trouve rapportée en 1637 dans une relation faite au Pape par un évêque de Sagone et il est indiqué qu'un tel vêtement (*sanguine conspersam verstem*) est conservé, pour entretenir chez les fils, le souvenir de la mort de leur père « *ad vindictam producturam* » (3). (sans doute *producendam*).

à l'usage qu'ont aussi les femmes, de s'arracher les ongles avec les dents pour exprimer leur douleur.

(1) Rossi, *op. et loc. cit.*

(2) Rossi, *op. et loc. cit.* « Alle volte, invice di lodare il morto, danno dei rimproveri orribili ed a'vivi ed ai morti con satire mordaci. » Nous retrouverons ce texte à propos du *rimbecco*.

(3) *Regestum I Sancte* (sic) *Visitationis*, ms. p. 306 et 307. Cf.

f) — *Serment de vengeance*. — On trouve très souvent des allusions à ces « *terribili giuramenti* » prononcés par ceux qui déclarent assumer le devoir de vengeance. Ces serments s'accompagnent souvent de gestes rituels (1) ; par exemple se toucher le nez d'une façon spéciale. Un exemple nous en est donné par un *pacere* qui s'engage à exercer la vengeance contre quiconque rompra la paix établie : « *Io perseguitero sino alla morte qualunque rompe la parola, e mi tocco il naso* » (2).

g) — *Declaration di guardarsi*. — Enfin, il y a généralement une déclaration de guerre (3), et si l'examen en est ici placé au cours de celui d'autres rites, c'est qu'elle comporte en principe une formule spéciale. Cette formule, c'est l'intimation *di guardarsi*. Garde-toi, dit ou fait dire à son ennemi celui qui entend exercer sa vengeance. C'est une proclamation d'ouverture des hostilités. La phrase consacrée dont on trouve de multiples relations à l'époque contemporaine, nous a été conservée pour le passé notamment dans l'exposé des motifs des « Nouvelles Lois » repressives, édictées en 1635 par les Collèges de la Sérénissime République. — Il est in-

d'autre part en ce qui concerne par exemple la Grèce ancienne, Glotz, *op. cit.*, p. 56 à propos d'un passage des *Choéphores* d'Eschyle où il est question de « linges tachés de sang » que l'on garde et montre aux enfants de la victime pour les exciter à la vengeance. La coutume existerait aussi paraît-il en Sardaigne. PERTILE, *op. cit.*, vol. V, p. 19, n. 37.

(1) V. plusieurs exemples dans notre chapitre sur la vendetta dans les temps modernes.

(2) Rossi, *op. cit.*, liv. I, p. 313.

(3) Rossi, *op. cit.*, liv. I, p. 311. Percio prima di venire alle ostilità, gli offesi intimano nemicizie non solo all' offensore ma a tutti li suoi parenti sino, etc... »

dicté dans ce préambule (1) que l'usage s'étend pour les offensés de poursuivre leur vengeance non seulement contre les offenseurs, mais encore contre leurs parents. Or, la vendetta est beaucoup plus meurtrière en ce qui concerne ces derniers, parce qu'ils n'ont pas d'avertissement suffisant de l'ouverture des hostilités, tandis que les premiers « grâce au *guardarsi* » peuvent se sauver très souvent.

2^e Organisation de la vendetta

a) *Etendue quant aux personnes à qui s'impose le debito di sangue.* — Ortolì a écrit au xix^e siècle, mais en parlant des époques antérieures, que « quand un homme venait à succomber sous les coups de son ennemi, ce n'était pas seulement le père, le fils ou le frère de la victime qui étaient chargés de tirer vengeance du meurtre commis, mais encore toute la *razza*, toute la parenté, aussi loin qu'elle pouvait s'étendre (2). »

Quelle que soit la précision d'un pareil texte, il nous semble élargir d'une façon excessive l'obligation de se venger, pour la parentèle. La base de notre opinion se trouve surtout dans ce fait qu'aucun des actes conservés aux Archives du Civile Governatorato, et dont quelques-uns remontent à la fin du xv^e siècle, ne parle jamais, en matière de vendetta, que du troisième degré (3). Qu'il s'agisse de traités de paix où figurent les parents en inimitié, ou de cautions que le gouvernement génois demande aux familles de fournir comme garanties de leurs pro-

(1) V. *Annales de Banchemo*, p. 165 et s. et MORATI. *Prattica manuale*, t. 2, p. 214.

(2) ORTOLI. *Voceri*. En note, p. 276.

(3) Un seul fait allusion au quatrième degré.

messes de ne pas s'offenser, c'est le troisième degré qui est indiqué comme limite extrême. Peut-être, Ortolani a-t-il fait allusion à un état de droit très ancien. Rien n'est plus probable en effet qu'aux origines le droit de vendetta ait comporté en Corse comme ailleurs, des devoirs pour la *stirpe* toute entière. Mais le point certain, encore une fois, c'est que la masse considérable de documents adressés pendant quatre siècles au Gouverneur de l'île, et qui nous sont parvenus, semble nettement établir une obligation plus restreinte à la charge des parents (1).

b) *Etendue de la vendetta quant aux personnes qui y sont exposées. Vendetta transversale.* — Ce qui confirme, s'il en est besoin, l'argumentation précédente, c'est que c'est bien, selon l'apparence jusqu'au troisième degré seulement que d'autre part les membres de la famille sont exposés à la vendetta du fait de leurs adversaires.

Or la logique paraît imposer qu'en cette matière, il y ait symétrie complète entre les deux camps aussi bien au point de vue actif qu'au point de vue passif.

Mais voyons les preuves que nous avons de cette limitation, au troisième degré de parenté en ce qui concerne des risques entraînés par la vendetta.

A cet égard, il faut d'abord examiner d'assez près un texte de Pierre Cynée qui pourrait à première vue induire en erreur. Il dit en effet qu'en cas de meurtre, « tous les parents du meurtrier prennent les armes *pour se défendre* » contre les coups de la famille offensée. L'expression « tous les parents »

(1) V. aussi l'affirmation d'un missionnaire en 1652. Chap. sur *l'Eglise et les paci*.

paraît absolue, mais elle voit sa portée singulièrement réduite; quand on lit à peu de lignes de distance, que c'est le meurtrier lui-même ou *l'un quelconque de ses proches* qui sont exposés à la vengeance du groupe offensé. Ainsi les *proches* seulement sont susceptibles de subir les risques de la vendetta et appelés en conséquence à s'armer. Or une telle expression ne paraît pas viser un degré de parenté aussi éloigné que le quatrième. Admettons pourtant que la difficulté ne soit point encore tranchée par les données de Cyrnée (1). Mais nous trouvons une indication fort nette dans les *Annotazioni* de Pinello : Les Corse, dit-il, considèrent comme une loi dont leur dignité ne peut être dispensée « di doversi vendicare d'ogni offesa, o contro chi l'ha fatta o contro de'loro parenti di consanguinità *in terzo grado inclusive*. » Les termes rendent sans utilité toute nouvelle discussion : le point est cette fois tout à fait établi.

Sous tous les régimes en Corse, jusqu'en 1789, la vendetta transversale a fait, on le verra, l'objet de mesures diverses et plus ou moins heureuses de répression.

C. *Organisation de la Vendetta. Ordre d'appel, mesures de guerre, Immunité des non combattants et des étrangers.*
— Tous ceux qui ont écrit sur la vendetta sur d'accord pour

(1) PIERRE CYRNÉE, *op. et loc. cit.* Les *Additions aux Statuts corses* faites en 1581 s'occupent bien de la question, mais en des termes trop vagues pour qu'aucune conclusion soit possible : *Statuti di Corsica*. Ed. de 1602, cap. XXVIII, add. de 1581 : «... Chi offenderà alcuno per vendicare offesa di parenti. » Trop générale est d'autre part l'expression employée par les « Nouvelles Lois » de 1635 pour qu'il puisse en être fait état au point de vue qui nous occupe : *Prattica Manuale de Morati*, p. 214 et s. « Che ammazerà, o farà ammazzare per vendetta alcuno parente *in qualsivoglia grado*. »

reconnaître que les parents qui sont les premiers tenus de prendre les armes sont les plus rapprochés : fils, frère, père, etc. (1) Mais plus on remonte le cours des siècles plus on voit qu'en fait « la mobilisation » de la famille, si ce terme nous est passé, a de force et d'étendue. Il suffit de lire les chroniques corses, pour rencontrer à tout instant des illustrations de cette proposition. Les vendetta entraînaient alors la mise en campagne de troupes nombreuses, surtout quand il ne s'agissait pas seulement d'une seule famille entrant en guerre privée, mais de ces ligues de familles soit temporaires (2) soit devenues définitives sous la forme du clan ou de l'albergho. Parentèle et clientèle réunies constituaient alors de petites armées. Les hostilités étaient précédées d'une délibération des chefs dont Rossi nous a fait la description : « Tout s'y passe comme en un conseil de guerre où délibèrent des militaires, car en vérité, il s'agit d'une guerre au petit pied dans laquelle s'emploient des règles et une tactique. » (3)

Ensuite est faite la déclaration d'inimitié (*guardarsi*).

Mais tout individu, dans la limite du troisième degré de parenté, est-il exposé aux risques de la lutte. Dans les très

(1) ORTOLI, par ex. *op. et loc. cit.* V. des confirmations dans notre chap. relatif à la vendetta dans les temps modernes. Glotz a écrit à propos de la Grèce ancienne : « La victime d'un meurtre a pour vengeurs avant tout les hommes de la famille qui habitent dans la même maison. *Op. cit.*, p. 77. Pour la vendetta chez les Arabes, v. ROBERTSON SMITH, *Kinship and marriages*, p. 12, 24, 27.

(2) ORTOLI, *op. cit.*, p. 276.

Dans certains cas même, des familles qui n'avaient aucun lien de parenté par le sang, mais qui étaient sujettes à avoir des vendette formaient entre elles des ligues offensives et défensives.

(3) ROSSI, *op. cit.*, liv. I. p. 311 et s.

vieux âges, il dut en être ainsi. Le droit comparé nous incline à cette conclusion, même en ce qui concerne la Corse, sur laquelle nous n'avons pas de données précises pour ces époques reculées. Les femmes, les enfants devaient être sujets au massacre par application de la vendetta transversale. (1). Et cela s'est produit encore parfois, mais à titre assez exceptionnel, depuis le xv^e siècle. Seulement, ce n'est plus le droit. De tels faits soulèvent la réprobation. La règle est que les femmes et les enfants doivent être épargnés.

Le chroniqueur Cyrnée est formel à cet égard (2). La raison qui s'est fait jour, sans doute est que, seuls, les combattants sont à supprimer. Pinello est plus complet que Cyrnée dans l'énumération des cas d'immunité. (3). Il cite en outre comme couverts par celle-ci, les Religieux Réguliers Religiosi claustrali), mais non les prêtres séculiers qui sont parfois d'ailleurs des chefs de clan. Il en est de même, nous dit-il, des alliés. (Il s'agit ici du sens familial du terme, car les alliés au sens de la gurrre, c'est-à-dire les clients de la famille ou du clan font naturellement partie des gens aptes à subir la loi des combats.)

(1) Nous avons déjà vu au début du chapitre, que les enfants, à l'origine, étaient déjà exposés à être tués, par suite des conceptions dérivant de la vengeance héréditaire.

(2) PIERRE CYRNÉE, *op. cit. et loc. cit.* « ...les parents prennent les armes... aucun ne peut vivre en sécurité en dehors de ces luttes sanglantes, *excepté les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de puberté et les femmes.* » Le motif est, disons-nous, qu'ils ne sont pas des combattants. Pour les enfants, cela va de soi. Mais il en est de même pour les femmes, sauf exception.

(3) PINELLO, *op. et loc. cit.*

Enfin il est constant que juridiquement, si l'on peut dire, des parents même très rapprochés peuvent rester en dehors de la lutte (1) s'ils déclarent ne pas vouloir y prendre part et à la condition de faire admettre leur bonne foi sur ce point à leurs adversaires.

Ils s'exposent d'ailleurs par là à d'autres risques de la part de leur groupe familial dont ils ont ainsi renié la cause. Mais c'est un point qui sera plus loin examiné.

Les étrangers et les parents au-delà du degré déterminé (2) par la coutume sont considérés comme neutres si cette expression moderne nous est permise; pourvu qu'ils aient soin de ne pas perdre parti.

C. CAUSES PARTICULIÈRES DE LA VENDETTA.

Les offenses les plus diverses peuvent déchaîner la vengeance : les violences à tous les degrés et les plus graves : le meurtre, les outrages par paroles et même par gestes, etc.

Mais seules certaines causes d'un caractère tout à fait original présentent un intérêt véritable pour cette étude.

a. *Le rimbecco* (Exactement : *rimbeccu* ou *rumbeccu*), C'est le reproche adressé par un parent ou un étranger à l'homme qui n'a pas rempli le devoir de vengeance, imposé par la tradition soit en suite d'une offense personnellement reçue, soit pour une offense faite à sa famille. (3)

Au xv^e siècle, Cyrnée révélait dans ces termes l'existence

(1) Rossi, *op. et loc. cit.* V. aussi pour les temps modernes le premier chap. de la seconde partie de cet ouvrage.

(2) PINELLO, *op. et loc. cit.*

(3) Sur l'existence du rimbecco dans la Péninsule italienne, v. les textes de divers statuts cités par PERTILE, *op. cit.* V. 5, p. 17, n. 35.

de la coutume : Le Corse ne saurait laisser un affront impuni, dit-il. « Et non ulcisci se, habetur turpissimum et ei objectatur. »

Il est assez difficile de préciser le sens littéral du mot *rimbeccu*. Prosper Mérimée a cherché des lumières parmi les significations du verbe italien *rimbeccare*, et il conclut que *rimbeccu* exprime l'idée de renvoyer, riposter, rejeter. Cette traduction ne nous semble pas exacte. Celui qui lance le *rimbecco* n'a rien à rejeter ni à renvoyer : aucune injure ne lui a été préalablement adressée, il n'est l'objet d'aucun grief qu'il ait à repousser.

Nous pensons qu'il appartient à une étymologie peut-être meilleure, et, en tous cas, d'un sens plus clair, de traduire *rimbeccu* par le mot *remboquer*. (1). C'est l'homme qui est l'objet du *rimbecco* qui, au contraire de l'opinion de Mérimée, a fait l'acte de rejeter : il a rejeté le sentiment de son devoir, le souvenir de la vengeance à accomplir. Et c'est celui qui lui rappelle cet abandon qui lui remet en la bouche l'amertume de la honte. Ortoli qui est Corse, et a en cette matière sur Mérimée la supériorité d'une meilleure connaissance de la langue insulaire, donne un sens qui se rapproche de celui que nous proposons. « Reprocher à un homme de n'avoir pas tiré vengeance... c'est ce qu'on appelle un *rimbecco* : lui dire sur le bec une cruelle vérité. » (2).

(1) Ou encore par *repiquer*, (redonner un coup d'épéron). V. PETROCCHI. *Dizionario*, V° *Becco* « *Elim, incerta mia pare affine a Picco* : la sua radice vale *Punta* ». — *Piccare* a le sens de *pungere* : *pungere il cavallo*.

(2) ORTOLI, *op. cit.*, p. 188.

Quoi qu'il en soit du sens littéral (1), le fait délimité par ce mot est parfaitement connu. La formule juridique la plus ancienne qui le fixe, à notre connaissance, se trouve dans les statuts criminels de la Seigneurie de Nonza, Brando et Canari. (Cap. XXI antérieur à 1449) (2) « Se alcuna persona ricordassi (a rappelé) nemicitie per rimbecco... » y est-il dit. Mais le texte du cap. XIX des *Statuti Criminali di Corsica*, imprimés pour la première fois en 1571, est beaucoup plus précis et explicite. « Si quelqu'un a fait reproche, ou a dit rimbecco à autri, en sa présence, alléguant qu'il n'a pas vengé la mort de son père, de son frère ou d'autres parents, ou qu'il n'a pas tiré vengeance d'autres injures, ou outrages personnels, qu'il soit condamné, etc. »

Plus tard, en retraçant l'histoire de la répression de la vendetta, il sera montré que tous les gouvernements, tant celui de Gènes que celui des chefs nationaux, et que celui de Théodore, jusque dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, n'ont cessé de se préoccuper de ce genre d'outrages.

C'est qu'en effet, il est une des causes très fréquentes de la vendetta. « Non si lavà che col sangue » nous dit Rossi. (3) Son caractère est très particulier. En somme, c'est un reproche de lâcheté et de trahison. Celui qui en est l'objet est accusé d'avoir renié son sang en ne faisant pas justice

(1) *Falcucci Vocabolario dei dialetti.. di Corsica* V^o *Rimbeccu*, ne tranche pas la question. Il se borne à donner la signification générale : « ...Consiste nel rampognare chi ha tollerato in pace un'ingiuria, di non avere fatto ciò che dovere estimasi, secondo il volgare pregiudizio, cioè aver fatto il debito suo ». et V^o *Debitu*.

(2) B. S. S. II. C., 1884.

(3) *Op. cit.*, liv. I, p. 309. « Un rimprovero, che nel paese si dice rimbecco fa lo stesso di procursari un archibusata, etc... »

de l'offense faite à lui ou sa famille. Le résultat est de le pousser à exécuter enfin ce que chacun considère autour de lui comme un devoir auquel il a jusqu'à ce jour failli.

Des tiers quelconques peuvent lancer le rimbecco. Mais il est naturel de le voir décocher par un des membres de la famille. Et dans celle-ci, nul n'est plus ardent que les femmes à adresser de mordants reproches. Les *voceri* en sont souvent remplis. (1)

En 1665 (8 février), le Doge et les Excellentissimes Collèges de la République gènoise édictant certaines aggravations de peines par addition aux « Nouvelles Loïs » de 1635, font dans l'exposé des motifs des observations d'un particulier intérêt à cet égard : Tout d'abord, il est notre connaissance, y est-il dit, que les coupables sont venus le plus souvent à de telles vendette (transversales), par l'effet de la haine invincible de leurs femmes qui chaque jour augmentent la naturelle propension des hommes à se venger en leur faisant le reproche de couardise pour les pousser plus rapidement à laver leurs outrages (2)... »

(1) Le rimbecco a existé dans la Grèce ancienne. Et précisément il se produisait aussi à l'occasion, sous la forme de thrènes funèbres, analogues aux *voceri* corses. Cf. Glotz, *La solidarité de famille en Grèce*, p. 83. — En ce qui concerne le rôle de la femme d'une façon générale, quant au rimbecco, v. aussi : Arch. départ. Civile Governat., série C. 123, 6 mars 1589. Requête de Vincente de Piédicorte. L'exposant déclare que la plupart des inimitiés proviennent de la femme : « conoscendo il più dell' inimicizie di questa isola esser seguite per donne. »

(2) MORATI, *Prattica Manuale*, t. II, p. 214 et s. « ...Sapendo noi che il più delle volte ricevono costoro impulso di venire a tali vendette dall' odio invicibile delle loro donne che tutto giorno aggiungono alla naturale propensione delli huomini rimproveri di *codardia*, per indurli con maggior celerità a vendicare le loro offese. » V. aussi

De fait, la Seigneurie alla jusqu'à rendre contre les femmes de la famille du coupable des mesures pénales.

b. *Lès offenses à l'honneur des femmes. — L'attacar et ses principales formes.* — Les Corses ont été toujours fort chatouilleux en ce qui concerne l'honneur des femmes de leur parenté. Leur « gelosia » se manifeste même à propos de faits qui peuvent paraître d'abord insignifiants. C'est dire qu'il y a eu là au cours des siècles une des causes de vendetta les plus graves et les plus meurtrières.

Les vieux chroniqueurs, puis Rossi, et une infinité d'autres auteurs insistent sur ce point de façon spéciale. De fait, les outrages à l'honneur féminin ont été sévèrement punis à toute époque, non seulement à cause de l'acte lui-même, mais en considération de tous les meurtres qu'il entraîne.

Il y a un délit très particulier à cet égard dont l'examen doit nous retenir quelques instants. C'est l'*attacar*. Le mot se rencontre en italien, mais l'expression est corse quant à la signification originale dont il sera ici question.

Son sens littéral présenté d'autant plus de difficultés à être déterminé que le terme est aujourd'hui tombé en désuétude dans l'île (1). Une cause de doute provient en outre de ce que le verbe italien *attacare*, toujours en usage, peut tantôt se traduire par l'idée d'*attaquer*, (aborder ou entamer une af-

PINELLO. *Annotazioni*. Il conseille en cas de meurtre par vendetta « di far carcerare e frustare le donne loro (des meurtriers), tanto più quando vi concorra la probabilità s'avere esse formentato il marito, o figlio come è solito, et se ben una tale pena è transversale, pure è consentanea al delitto... »

(1) Le terme n'est plus en usage, mais le fait qu'il désigne continue de se produire.

faire), *faire assaut* (assalire una fortezza), — tantôt par l'idée d'*attacher*, de *lier*.

Or, ces deux sens, on va le voir, paraissent ici l'un et l'autre susceptibles d'adaptation. Celui qui commet en Corse l'*attacar* au préjudice d'une jeune fille accomplit en effet un acte qui constitue (parlant au figuré), une sorte d'offensive, et qui a pour résultat de compromettre irrémédiablement la femme qui en est l'objet, même si l'acte s'est réalisé contre sa volonté la plus nette. Ainsi, suivant qu'on considère le fait lui-même ou sa conséquence, il s'agit bien d'une *attaque*, ou d'une *attache* (la compromission).

Les formes de l'*attacar* étaient sans doute multiples. Mais celles qui présentent le plus d'intérêt, qui sont aussi les plus fréquentes, et qui à ce double titre ont été l'objet d'une mention spéciale dans les textes juridiques, paraissent avoir une sorte de caractère rituel d'où découle de façon infaillible le déshonneur pour celle qui en a subi l'atteinte. De fait, elles semblent d'origine infiniment ancienne.

Le premier texte où, croyons-nous, se rencontre le mot, est une loi (*legge*) édictée par le Doge et le Sénat de la Sérénissime République à la date du 13 mai 1709. Ce texte précise dès le début que la coutume vicieuse contre laquelle il apporte des sanctions s'est établie depuis fort longue nps.

« Ayant eu connaissance, dit l'Excellentissime Collège, que dans notre Royaume de Corse, va toujours en s'accroissant l'abus si ancien d'embrasser sur la voie publique (1) et d'*at-*

(1) Le baiser sur la voie publique est déjà prévu et puni par le cap. XIII des *Statuti criminali di Corsica* de 1571. « Ceux qui, dans la rue ou autres lieux publics, contre la volonté des femmes, jeunes filles, veuves, ou femmes mariées « le abbraccieranno o bascieranno overe li faranno altro atto dishonesto, etc... »

tacare, selon le mot employé dans ce pays, c'est-à-dire de décoiffer des jeunes filles ou de porter la main sur elles, ou de faire d'autres actes de familiarité ; (étant donné que) le but de tels actes est de mettre, par le jugement qu'ils provoquent dans l'opinion d'autrui, ces jeunes filles dans l'impossibilité de se marier dorénavant avec quiconque, et de les contraindre ainsi à épouser les auteurs de ces actes ; (étant donné que) le résultat de ceux-ci est d'entraîner la nécessité de conclure, pour éviter un plus grand mal, des unions mal assorties quant au rang et à la fortune des personnes, et de susciter de graves inimitiés dont les effets sont bien souvent funestes et sanglants... etc. » (1) (suit la sanction).

Deux autres documents nous apportent des confirmations ou des précisions complémentaires.

C'est d'abord un des édits rendus par le roi Théodore le 20 et le 21 avril 1736, à la suite d'une Consulta qu'il avait réunie à Alesani le 15 du même mois. Le mot *attacar* n'est pas prononcé, mais de toute évidence, c'est bien cette catégorie d'actes qui est visée :

« 7° E d'ingiurie a donne, anche di bacio, *toccare il volto o le mani* (2). (Pour les outrages faits aux femmes : le baiser, le toucher du visage ou des mains), etc. (suit la peine).

C'est enfin une disposition insérée dans une sorte de code

(1) *Libro Rosso d'Ajaccio* Ed. Grégorj, p. 171 : « Avendo avuto notizia che se vada sempre più addimesticando nel Regno nostro di Corsica l'abuso già da tanto tempo introdotto di baciare in istrada pubblica e di *attacare secondo il vocabolo di quel paese*, cioè di *levare la scufia, o dar di mano*, e di fare altri di famigliarità alle giovani... etc... »

(2) *Osservazioni storiche de Rossi*, liv. VII, p. 171.

qui fut promulgué sous le gouvernement national de Paoli au mois de mai 1766.

« Qui enlèvera la coiffure ou le mouchoir (que les femmes portent sur les cheveux); ou pour prendre l'expression vulgaire : qui *attachera*, ou soit par des menaces publiques ou secrètes, soit par tout autre violence empêchera une jeune fille ou une veuve de se marier, encourra la peine... etc. » (1)

Ainsi l'énumération nous est donnée des principales formes d'*attacar*. Ce sont :

a) *il baciare* : le baiser.

b) *toccare il viso* : toucher le visage.

c) *toccare le mani* : toucher ou serrer les mains,

d) *dar di mano* : c'est-à-dire, d'une façon générale, *toucher de la main sur*

e) *togliere, levare la scuffia* : décoiffer, « décheveler ».

Le *baiser* ne demande pas d'explications particulières. Le *toucher du visage ou des mains* est sans doute une forme d'origine ancienne. N'aurait-il pas le sens d'une espèce de prise de possession? Il semble bien avoir l'allure d'une sorte de rite juridique, dont seuls les caractères peuvent expliquer comment un fait, assez insignifiant en soi, à cette conséquence à première vue disproportionnée : compromettre une femme au point de lui rendre le mariage impossible dans la suite avec tout autre que l'auteur de l'*attacar* (2).

(1) *Lettres de Paoli*, 3^e série pub. B. S. S. H. C., 1890, p. 136 et s. « Estrazione fatta et approvata dalla Suprema General Consulta del Regno di Corsica... per l'intelligenza di alcuni leggi criminali del Regno... : Che toglierà scuffia o fazzoletto o come volgarmente dicesi, attacherà o pure con minacce pubbliche o segrete o in altra maniera violenta, impedirà alcuna fanciulla, o vedova di maritarsi, etc... »

(2) Les dossiers de procédure de l'époque génoise nous livrent entre

coiffure, du « déchevèlement », nous est révélée ailleurs qu'en Corse par des documents nombreux. La loi Salique, pour ne prendre que cet exemple, vise le cas de la « mulier excapillata » et la peine encourue est de quinze sous, si l'auteur du délit s'est borné à découvrir les cheveux en sortant le béguin (ou bandeau) qui les couvrait. Elle est de trente sous si le fait d'enlever ou de dénouer le bandeau, a pour effet de décheveler complètement la femme qui est l'objet d'un tel attentat. (1).

Le but de tels actes en Corse était, on l'a vu, pour l'homme

autres un exemple de compromission féminine par *viso toccato*. Brigidine, fille de 17 ans, allait un matin du mois de janvier 1652 au marché aux poissons de la ville de Bastia. Elle est, comme le dit une des pièces du procès « una povera giovine honorata ». Or, étant en la place du marché, le fils aîné de Pierre Montescioro lui a donné un baiser (una beccata) et lui a pincé la joue (prendendomi la guancia). Une scène très vive s'en est suivie. « Que le cancer te dévore » a dit la jeune fille au jeune homme entreprenant. Et celui-ci, furieux et brutal, l'a alors traitée en termes peu galants, et lui a donné deux coups de pied. Mais ce n'est point par ces derniers actes que Brigidine est considérée comme le plus gravement atteinte, et dans une lettre qui est jointe à l'enquête, l'attention de l'Autorité est attirée de façon spéciale sur le fait que l'agresseur « ha toccato il viso » de la jeune fille, et qu'un tel fait constitue une atteinte à son honneur. Arch. départ. Pièces non encore classées. Enquêtes. L'une des pièces commence ainsi : « 1652. Sabato 13 gennajo alla sera ».

(1) GEFKEK, *Lex Salica*, p. 67. Cap. III—LXXVI. De muliere cesa vel excapillata. « 1 — Si quis mulierem excapillaverit, ut ei abbonis ad terra cadat, solidos XV culpabilis indicetur. 2 — Si vero vitam suam solverit ut capilli in scapulam suam tangant, XXX solidos culpabilis indicetur. 3 — Si servus mulierem ingenuam percusserit aut excapellaverit, aut manum perdat aut solidos V reddat ». Sur ces textes Geffeken donne l'explication suivante (*op. cit.*, p. 246) : « Einer frau das Haar entblößen, sodass ihr der abbonis (Haube, Binde...) herunterfällt; erscheint als ein entfernter Versuch rechtswidrigen Beischlafs ». Cette explication serait à examiner en comparaison du but poursuivi en Corse par l'*attacar*.

qui s'en rendait coupable, d'obliger la famille de la jeune fille compromise à lui donner celle-ci en mariage. En thèse, c'était malgré la volonté de la jeune fille que l'*attacar* se réalisait. Mais, en pratique, il arrivait souvent que les deux jeunes gens s'étaient entendus au préalable et trouvaient là un moyen de faire fléchir une opposition irréductible de la part des parents de la jouvencelle.

C'est ce que nous expose dans ses *Mémoires* un officier du régiment de Picardie vers 1774. Il y avait, nous dit-il, « un usage qui subsistait encore lors de l'arrivée de M. le comte de Marbœuf et qui occasionnait le plus d'assassinats. Lorsque les parents d'une fille la refusaient à un garçon, de telle condition qu'il fût, pour peu que cette fille consentit à ce mariage, et souvent même sans son approbation, le garçon l'embrassait ou la *décoiffait* un jour de fête, au sortir de la messe. Aussitôt tous les enfants, souvent postés exprès, se mettaient à crier « Disonorata... Dès ce moment, il fallait, de toute nécessité, accorder cette fille ou bien venger cette injure dans le sang du garçon. Ce meurtre en occasionnait dix autres, » (1)

Une requête adressée au Gouvernement, en 1690, va nous

Mais cela nous entraînerait hors du cadre que nous nous sommes fixés pour l'étude actuelle : Notons que le toucher ou la pression de la main ou du doigt que nous avons rencontrée dans la coutume corse comme étant une des formes de l'*attacar*, se rencontre également dans les lois barbares. GEFFCKEN, *op. cit.*, p. 19-XX. De eum qui ingenua muliere manum vel brachio aut digito extrinxerit — et l'explication de GEFFCKEN, *op. cit.* ERLAUTERUNGEN, p. 131. Des dispositions relatives à la *discapillatio* se rencontrent aussi dans la loi des Burgondes DE SALIS, XXXIII, 1, p. 67, dans celle des Alamans, etc.

(1) L'auteur cite ensuite un exemple récent de vendetta produite par un semblable motif. *Mémoires historiques d'un officier du régiment de Picardie*, p. 221.

montrer un cas de ces *attacar* accomplis par consentement mutuel. Ici, à en croire du moins l'exposant, l'accord aurait existé même avec la majeure partie de la famille de la jeune fille. Cet acte présente d'autant plus d'intérêt qu'il nous révèle la nécessité, pour qu'une jeune fille se marie, d'obtenir en l'absence de son père décédé, le consentement non seulement de son aïeul, mais de tous ses parents assez rapprochés, et même d'un cousin. C'est de ce cousin, peut être jaloux, que vint tout le mal. C'est lui qui, seul de la famille, déposa une plainte quand le jeune homme eut, suivant une des formes de l'*attacar*, publiquement embrassé celle qu'il voulait pour femme. Le résultat de cette plainte fut l'incarcération du prétendant entreprenant et c'est le recours en grâce, conçu en termes émouvants, qu'il adresse de sa prison au Gouverneur, dont le texte nous a été conservé (1). Il faut espérer que le Gouverneur se montra touché d'une telle infortune et accorda sa relaxe à l'amoureux persécuté.

Les aventures de ce genre se terminaient rarement par des solutions pacifiques. La famille de la femme entraînait en vendetta, la plupart du temps. Il en résultait beaucoup d'inimitiés meurtrières.

Aussi nous verrons que les peines portées contre l'*attacar* par toutes les législations qui s'en sont préoccupées en Corse allèrent parfois jusqu'à un degré remarquable de gravité. La sévérité était justifiée, puisqu'il y avait là une des sources les plus abondantes de la vengeance privée. (2)

(1) Arch. Départ. Civile Governat. C. 522, 1690. « Très illustre et Excellent Seigneur, Angelo Franco Valio, fils de Giovanni Bariera de Corte, expose humblement à votre Excellence qu'étant tombé amou-

(2) Sur l'*attacar* par enlèvement de la coiffure en Italie, v. PERTILE, *op. cit.*, V. 5, p. 618, n. 13. Stat d'Aviano.

c) *La mauvaise justice du Gouvernement Génois.* — L'arbitraire dans la reddition de la justice, la vénalité trop fréquente de celle-ci, l'impunité pour les criminels qui avaient des protecteurs bien placés, et par contrepartie les condamnations prononcées sans preuves suffisantes, *ex informata conscientia*, ont été de tous temps, en Corse, pendant la domination génoise une des causes les plus douloureusement fécondes de la vendetta.

Ne pouvant compter sur la justice de l'Etat, les familles atteintes dans l'honneur ou la vie d'un de leurs membres ont continué comme aux anciens âges à se faire justice elles-mêmes.

Il n'est pas utile de donner ici l'exposé détaillé de la situation : il résultera de l'histoire qui sera faite ultérieurement du droit répressif de la vendetta sous le gouvernement de la

reux (*essendosi innamorato*) de Lucie, fille de feu Battista Santucci de ce lieu, et son affection existant déjà depuis plus de six ans, il la fait demander en mariage à Stéfano Santucci son aïeul et aux parents les plus proches, qui furent d'avis d'accorder le consentement, à l'exception d'un cousin. Les parents consentants promirent d'agir auprès de ce cousin pour faire donner satisfaction à l'exposant. Mais, comme après un assez long temps, ils ne purent rien obtenir, ils conseillèrent au dit Angelo Franco d'embrasser la jeune fille, pensant ainsi qu'on parviendrait au résultat cherché (*credendo con ciò che si sarebbe acquisitato*). C'est ce que fit l'exposant, avec le consentement de la fille susdite. Mais le cousin susdit a adressé une plainte au sujet du baiser ainsi donné. Aussitôt une enquête a été ordonnée, des témoins entendus, et le procès a suivi son cours contre l'exposant. C'est pourquoi il supplie très humblement votre Excellence de lui accorder sa grâce, puisque dans des cas semblables, on a accoutumé d'user de compassion (*in casi simili sogliono compatiosi*), le mariage ayant d'ailleurs suivi avec le consentement de tous, excepté dudit cousin... »

Seigneurie. Bornons-nous pour l'instant à marquer, de façon générale, la gravité de la question.

Les conséquences de cette impunité ont été marquées avec un particulier relief par l'abbé Salvini dans son fameux libelle (1). « Un homicide impuni, écrit-il, était toujours le germe de beaucoup d'autres qui suivaient. En premier lieu, les offensés, voyant l'offenseur absous, n'ayant reçu eux-mêmes aucune satisfaction, voyant au contraire leur ennemi passer d'un air triomphant et arrogant, se faisaient directement la justice qui leur avait été déniée par l'Etat. La pareille leur était rendue. Ils ripostaient à leur tour. Ainsi les offenses alternant des deux côtés, il arrivait parfois que, d'un homicide impuni, en sortaient trente ou quarante... »

Le 2 novembre 1749, le Marquis de Cursay, alors en Corse, avait, dans une lettre à *Chauvelin*, ministre plénipotentiaire français à Gènes, émis son opinion sur ce point : « Toutes les inimitiés en Corse sont nées dès le principe de l'impunité. C'est pourquoi les parents de la victime jusqu'au troisième degré se sont vus dans l'obligation de se faire justice. » (2)

A la veille de l'annexion de l'île par la France ce sont de semblables expressions qu'on trouve encore sous la plume du *Comte de Buttafoco*, écrivant à Jean-Jacques Rousseau. (3)

(1) *Giustificazione della Rivoluzione di Corsica*. Ed. 1758 Oletta, p. 103. « ...facevansi da loro medesimi quella giustizia, che dal governo era stata loro negata. Era resa lor la pariglia. Essi la restituivano, ed alternandosi in tal guisa le offese, succedeva, talvolta, che un omicidio impunito se ne tirava diètro trenta, e quaranta... »

(2) Cité par SALVINI, *op. cit.*, p. 106.

(3) De BUTTAFOCO. *Fragments pour servir à l'histoire de Corse*, p. 157. La lettre est du 31 août 1764. « Des personnes qui n'examinent que les apparences des choses reprochent aux Corses des vues qui ne

D. — FORMES SPECIALES DE LA VENGEANCE PRIVÉE

La vendetta judiciaire. — La vendetta est la guerre. Mais la guerre peut se poursuivre parfois sous d'autres espèces que la manière violente. La vengeance peut essayer de se servir de moyens judiciaires. (1) C'est toujours l'anéantissement de l'ennemi qui est le but cherché.

Ce sont les témoins qui sont alors les instruments de l'ini-mitié des partis.

De tout temps a été placée en particulière évidence la difficulté d'obtenir en Corse la vérité des témoins qui déposent dans les affaires criminelles. Cette constatation était ainsi mise en forme en 1637 par un évêque de Sagone au cours d'un rapport qu'il adressait au Pape : « L'affirmation ou la négation sont appréciées non pas du point de vue de la vérité,

leur sont pas propres, mais qui sont celles de tous les hommes abandonnés à eux-mêmes : les homicides continuels qui désolent la Corse sous l'administration génoise donnent lieu à ces imputations. Mais vous savez mieux que personne, Monsieur, que les hommes ont le funeste droit de tirer par eux-mêmes la vengeance qui leur est refusée par ceux qui ont le pouvoir légitime de l'exercer, etc... » V. encore en 1774 le sentiment de l'officier du régiment de Picardie (*op. cit.*) « Les fondements de la révolte avaient été les abus dans l'exécution de la Justice et la faiblesse dans la punition des crimes ». Cf. encore ABBÉ DE GERMANES, *Histoire des Révolutions de Corse*, 1771. « C'est le désir de justice et l'impunité des assassinats qui ont rendu en ce pays la vengeance si commune et si sanguinaire. » De telles assertions sont innombrables.

(1) Cf. l'Ordonnance du Gouverneur G. VENEROSO, 27 mai 1730. *Raccolta...* de BUTTAFOCCA. L'Ordonnance parle de certaines personnes qu'on voit, « tentando la vendetta con strade illicite per mezzo della giustizia ».

mais bien de celui de quelque affection ou de quelque haine. » (1)

Pinello nous a montré comment les déposants étaient embrigadés et conduits devant le juge par des chefs et des serrefiles ainsi qu'une troupe au combat.

« Les témoins, dit-il, ont accoutumé de ne pas dire la vérité, tant ceux de l'accusation que ceux de la défense... Quand les témoins à charge viennent au tribunal pour l'enquête, ils sont presque toujours accompagnés par celle des parties dont ils sont les tenants (delle quale sono parziali). Leur habitude est d'aller d'abord chez leur Conseil ou leur *pacere* pour prendre des instructions (per prender regola) soit pour dissimuler et alléger les charges des coupables, soit pour en augmenter le nombre. » Au moment de l'enquête des surveillants secrets tournent autour des déposants « pour les maintenir dans les dispositions convenues. » (2)

Pinello, qui a donné cette description, est un gènois et par suite, lorsqu'il parle des Corses, son impartialité n'est pas à l'abri de toute suspicion. Mais il peut être crû sans doute quand les renseignements qu'il donne sont confirmés de toutes parts.

Cette situation a été exposée en bonne lumière par *Banchero* qui fut Podestat de Bastia au xvii^e siècle. (3).

(1) *Regestum I Sancte Visitationis*. Reg. ms., p. 307.

« ...Affirmare ...quicquam aut negare non ex veritate sed ex amore quisque aut odio metitur. »

(2) PINELLO, *Annotazioni*.

(3) BANCHERO. *Annales*, p. 49. « Il Corso prima di procedere alla vendetta dell' offesa, procura col mezzo della giustizia destruere non solo il nemico suo principale, ma ancora, tutto il suo parentado. Unde imputa rei del commissso delitto oltre li veri deliquenti tutti li parenti

« Le Corse avant d'en venir à la vendetta (proprement dite) pour les offenses (qu'il a subies) cherche par des moyens judiciaires à anéantir non seulement son ennemi principal, *mais encore tout la parenté de celui-ci*. C'est la raison pour laquelle il désigne comme coupables outre les vrais délinquants, tous leurs parents les plus proches. » Et *Banchero* conclut, avec quelque mélancolie, que dans des conditions semblables, l'innocent accusé n'a qu'une chance de se tirer d'affaire, c'est de faire entendre à son tour de faux témoins qui, ne sachant rien des faits, n'en viendront pas moins déposer en sa faveur. « E perciò conviene ricorrere allè falsità per provar la verità. » (Ainsi, on est obligé d'avoir recours au faux pour faire la preuve du vrai.)

Un tel état de choses s'explique de lui-même. Sous les apparences d'un litige procédurier, c'est en réalité à des opérations de guerre déguisée qu'on assiste. Des deux côtés d'ailleurs est employée la même tactique.

Si paradoxale que l'affirmation en puisse paraître, c'est par souci de justice, — la justice qu'il estime devoir être rendue à sa famille, — qu'un témoin cherche à fausser le cours de la justice. Sa famille, son clan ont été lésés par une offense : il leur est dû réparation ($\overline{I}$), et celle-ci sera obtenue en lésant à son tour la partie adverse. Dans cette conception, l'individu disparaît. Il n'y a plus que des groupes en présence.

Sans doute, par la force des choses, c'est l'individu qui ré-

più propinqui... etc. » Comme on le voit, c'est la vengeance trans-
versale par des moyens judiciaires.

(1) Cf. GLOTZ, *La solidarité de famille en Grèce*, p. 68. « A l'époque classique, accuser un meurtrier, c'était, suivant l'idée courante, « se porter au secours de la victime » et la condamnation du coupable était « une vengeance offerte à l'offensé ».

çoit les coups directs. Mais ces atteintes particulières n'ont un sens, une valeur qu'au point de vue de la famille qui en reçoit le contre-coup.

Il faut comprendre qu'avec de telles idées de base, la notion du témoignage individuel prend un sens tout à fait différent de celui qui lui est attaché par les codes modernes. (1)

E. — LE CLAN ET LA VENDETTA

Les nécessités de la guerre privée exercée pour se faire justice ont trouvé pour leur donner satisfaction, au-dessus du groupe familial, un organe supérieur, le clan. Son existence nous est révélée à de nombreuses reprises par les chroniqueurs et les historiens, mais il porte le nom de *Ligue* (léga). (2)

Constitué pour la meilleure défense des droits de ses membres, il n'est tenu, à l'égard des groupes adverses par aucune considération, sinon par la crainte des représailles qui l'oblige à s'abstenir d'actes abusifs. (3) Il défend et protège ses mem-

(1) Dans son traité *De Principatibus Italiae*, 1628, THOMAS SEGETTUS nous dit : « Supra modum vindictae sunt cupidi, ita ut in proverbiam abierit apud Italos: Corso infenso neque vivo, neque mortuo credendum esse ».

(2) ROSSI, *op. cit.*, liv. I, p. 311 et s.

(3) N'est-ce pas la trace d'un état de choses tout à fait ancien où n'existaient pas encore d'obligations sociales même entre les familles d'un même village, que nous découvrons dans une très curieuse requête du 28 août 1703 dont voici le passage essentiel : « La coutume a toujours été dans le village de Rutali qu'au moment où se fait l'élection des gardiens de vignes, toute la population ait l'habitude de prêter serment à l'église, après la sainte messe, de ne faire aucuns dommages, c'est à dire de ne voler ni figues ni raisins. (E stato sempre solito nel paese di Rutali in occasione che si fanno i guardiani delle vigne sogliono tutti del popolo, alla chiesa doppo la Santa Messa, giurare di non far danni cioè de non rubbare ne fichi ne uva, etc...) Cette coutume

bres, et c'est naturellement au préjudice d'autrui. C'est d'un clan ennemi qu'au xv^e siècle le chroniqueur Pierre *Cyrnée*, qui raconte longuement ses malheurs, nous dit avoir eu à se plaindre. Le chef s'en appelait *Bondiuccio de Chiatra* et l'annaliste nous indique le titre qui lui était donné : *Bondiuccio* est chef de parti ; *princeps factionis*. (1)

Ce terme est fréquemment employé. (2)

Parfois on trouve dans les actes de procédure la réclamation d'un des adversaires d'une *lega* qui prétend avoir été brimé. Tel ce *Giovanbattista Alessandri* (3) qui en 1713, déclare ne pouvoir exercer ses fonctions de *pacere* (équivalent du mot français paiseur) et qui demande que soit châtié pour ses méfaits ce « *Pietro che fa il caporione* » afin que la punition serve d'exemple à ceux qui songeraient à l'imiter.

Rossi, à l'occasion d'inimités particulièrement violentes qui sévirent en 1745, nous montre quelle est la composition de ces clans. Ils se réalisent à l'origine, nous dit-il, à l'occasion d'offenses (*ingiurie particolari*) que les familles avaient eu à subir : « Ces familles avaient accoutumé de s'unir alors en *leghe* de plusieurs parentèles ». Des villages et des pièves en-

est d'autant plus intéressante à relever qu'on trouve son expression dans une requête par laquelle le Padre del Comune di Rutali se plaint de « quatre habitants qui, après l'élection des gardiens des vignes, ont refusé de prêter le serment de ne commettre aucun vol ». Arch. départ. C. 594. Ces quatre habitants prétendaient évidemment s'en tenir à un état de droit plus ancien où il n'y avait pas encore de pacte entre tous les gens du village.

(1) *De rebus corsicis*. Trad. Letteron, p. 310.

(2) P. CYRNÉE, *op. cit.*, p. 354, etc..

(3) Arch. départ. Civile Governat. Série C. 657, 22 mai 1713. (La plainte est en réalité du 28).

tières y étaient intéressés, et « on observait des règles militaires. » (1).

« Dans certains cas, nous rapporte d'autre part *Ortoli*, des familles qui étaient sujettes à avoir des vendette, formaient entre elles des ligues offensives et défensives... En temps de guerre, ces ligues se soutenaient mutuellement par des secours en hommes, en poudre et en balles, en fusils et en argent. (2)

Ainsi qu'on le voit, il ne s'agissait pas seulement d'une coalition occasionnelle. Il s'agissait d'une organisation permanente. Sa constitution en groupement était antérieure à la guerre.

Ces *leghe* ont pris parfois une forme particulière, qu'on a appelée l'*albergho*. Le but spécial de l'organisation était alors de donner au clan une allure de parentèle artificielle. Plusieurs familles n'ayant entre elles aucun lien du sang décidaient d'abandonner leur nom individuel pour prendre toutes, soit le nom de l'une d'entre elles, soit un nom entièrement nouveau. Cette institution a été fréquente à Gênes (3) et il

(1) « Ed usando certe regole militari. » Rossi, *op. cit.*, liv. VIII, p. 307 et s.

(2) ORTOLI. *Voceri*, p. 276, note.

(3) Sur les *alberghi* à Gênes, v. VINCENS, *op. cit.*, t. I, p. 485. Vincens ne prononce pas le nom d'*albergho*, mais décrit l'institution : L'île de Chio, dit-il notamment, « était devenue la propriété d'une famille *Giustaniani*. Celle-ci était composée de six races qui étant étrangères l'une à l'autre par leur origine, s'étaient alliées en une sorte de parenté ». On peut citer encore à Gênes les *alberghi* Franchi, Doria, Spinola. V. encore VINCENS, *op. cit.*, t. II, p. 442. « Des familles, sans lien de parenté, s'étaient unies par une adoption réciproque. Chacune avait sacrifié le nom de ses pères pour ne plus porter que le titre adopté par toute l'alliance ».

est très probable que c'est de cette cité qu'elle a passé en Corse. Souvent l'albergho se constituait entre familles nobles. Mais souvent aussi, elle avait une composition plébéienne. D'ailleurs, en Corse, il n'y a jamais eu, à cet égard de distinctions de classes bien tranchées.

Les *Gentile* qui ont été seigneurs du Cap (1) étaient les chefs de l'albergho *Gentile* dont l'une des principales parentèles portait autrefois le nom d'*Avvogari*. (2).

F.—LE CARACTERE CORSE FORMÉ PAR LE MILIEU SOCIAL

Une telle organisation sociale, forgée pour la guerre et par la guerre, a donné, avant tout aux habitants de l'île un particulier esprit militaire. « Ce qu'ils estiment le plus, disait le chroniqueur *Cyrnée*, ce sont les chevaux de guerre et les armes. » Et *Pinello* : « Sono di natura armigeri e bellicosi ». De fait, ils ont d'ailleurs fourni de soldats les armées de tous les princes d'Europe.

L'incertitude du lendemain, l'impression de ne pouvoir compter sur aucune justice assurée, à part celle qu'on se fait soi-même, ont formé la rude école à laquelle, de génération en génération, le Corse n'a cessé d'être enseigné. Si l'impression du continuel danger où se trouvaient lui et les siens, et cette espèce de sensation de perpétuel campement n'étaient point de nature à favoriser l'épanouissement des arts et de l'agriculture, elles développaient par contre, chez ce peuple, une remarquable force d'âme. Le Gènois *Pinello* nous en a averti : si des Corses sont capturés (et qu'on les interroge),

(1) DE ROCCA SERRA. *Histoire de la Corse*, p. 37.

(2) Sur la clientèle et les ligues chez les Arabes, v. ROBERTSON SMITH, *Kinship*, etc. p. 45, 47, 50 et s. — Chez les sémites en général même auteur : *The Religion of the Semites*, p. 32.

ils nient jusque dans les tourments. *Ce n'est pas la peine de les mettre à la torture*, « perche pasi mai il Corso confessa » (1).

L'esprit militaire se manifeste encore par une sensibilité particulière au point d'honneur. Mais il convient de ne pas oublier que ce point d'honneur est familial (2) (ou en rapport avec le clan). La fidélité et le dévouement aux parents et aux amis est extrême. Elle impose à tous une discipline impérative.

Le sens de la justice est également fort aigu (3) et il est toujours à la base de la vendetta. Mais ici encore, il s'agit d'abord pour chacun d'un sentiment en rapport avec le groupe auquel il appartient. Le Corse se soucie de faire rendre justice aux siens.

Pourtant il a une notion très vive du juste et de l'injuste, même en ce qui concerne autrui, à la condition bien entendu que les siens ne soient pas en cause. L'amour de la famille a une force qui touche presque à la violence et qui emporte tout.

S'il estime le bon droit, il ne saurait par conséquent souffrir l'offense, ou il la pardonne difficilement. « I Corsi siano d'un umore assai fervido, puntiglioso », (4) reconnaît l'abbé Salvini. Et la plus légère injure est intensément sentie. Tous ceux qui ont écrit sur le caractère corse ont insisté sur sa fierté véritable, même lorsqu'elle se diminue de vanité ou s'inspire du goût du panache. Sur ce dernier point, Rossi a

(1) *Annotazioni*.

(2) POLI. *La Corse dans l'antiquité et le haut Moyen Age*, p. 187-8-9.

(3) PINELLO. *Annotazioni*.

(4) *Giustificazione della rivoluzione di Corsica*, p. 114. Sur le caractère corse en général, v. aussi Rossi, *op. cit.*, liv. I, p. 308 et s.

tracé quelques lignes très curieuses de comparaison entre le tempérament de ses compatriotes et le tempérament gascon.

Enfin, tous les observateurs, après avoir noté les sentiments d'hospitalité et de politesse envers les étrangers qui fleurissent dans l'île, insistent sur ce trait qui complète la physionomie insulaire : l'ardente affection pour le pays.

« Si jamais l'amour de la patrie, nous dit le vieux chroniqueur *Filippini*, a exercé dans quelque pays une puissance irrésistible sur les habitants, on peut bien dire que nulle part cette puissance ne s'est manifestée avec plus de force que dans notre île. » (1)

Ce sentiment s'est révélé dès les époques anciennes et a inspiré en des temps même reculés des soulèvements d'un caractère vraiment national. (2).

L'officier du Régiment de Picardie qui a tenu garnison dans l'île vers 1774 et nous a laissé des mémoires, nous a tracé un portrait du Corse de son temps qui garde beaucoup de relief.

« En général, ils sont graves, sérieux, et mélancoliques au milieu de leur vivacité, et ils ne rient pas. Les malheurs de leur pays semblent les occuper entièrement et leur donnent une humeur sombre et farouche. Leur physionomie n'a pourtant rien de désagréable, quoiqu'elle ait quelque chose de

(1) *Chroniques*, trad. Letteron, t. III, p. 105.

(2) La plupart des vieux écrivains corses ne peuvent d'autre part s'empêcher de commencer leurs œuvres par une déclaration patriotique. On peut constater le fait presque à tout coup, de PIERRE CYRÉE à Rossi. Rossi, *op. cit.*, liv. I, p. 21. « Mentirei crudelmente a me stesso se dicessi di non amar la mia patria sopra qualunque altra che non e la mia ». Pour l'expression de ce sentiment, v. encore le *Testament politique de Fabiani*, B. S. S. H. C., 1889, p. 576 et s.

dur... Presque tous montrent de la vivacité et beaucoup de finesse dans le regard... Ces peuples me paraissent glorieux sans ambition. Ils exigent des politesses des étrangers et ils ne trouvent pas au-dessous d'eux de garder leurs bestiaux. On n'en voit peu demander l'aumône, et ceux qui font ce métier aimeraient mieux mourir de faim que de faire celui de domestique ou se louer à la journée pour travailler la terre d'autrui. Le dernier habitant s'estime autant que le premier... » (1)

Or, qu'on y songe, l'esprit militaire et le sens de l'équité, la fierté ombrageuse, l'amour sans mesure de la famille, du clan, de la patrie : il n'est pas un de ces sentiments, même le dernier, qui n'ait pu être et qui n'ait été à bien des occasions une cause de vendetta.

Ils n'en constituent pas moins de remarquables qualités sociales, auxquelles il n'a longtemps manqué que d'être orientées et dirigées. C'est là malheureusement une œuvre à laquelle ne songeait ni ne pouvait songer le gouvernement gènois.

(1) *Mémoires*, p. 205.

LIVRE II

L'ETAT CONTRE LA VENDETTA

LIVRE II

L'ETAT CONTRE LA VENDETTA

Par un droit répressif et des institutions restées médiocres jusqu'à la fin de la domination génoise, par une politique de gouvernement sans cohérence et sans fermeté, par un choix souvent maladroit des hommes affectés aux fonctions publiques, la Justice d'Etat a, en Corse, été mal servie.

Sa concurrente, la Justice privée de la Vendetta, en a profité pour persister dans son être, et continuer à se manifester de façon d'autant plus vigoureuse qu'elle avait des racines plus anciennes. En face de la défaillance des pouvoirs publics, son maintien ne cessa d'apparaître au grand nombre comme légitime et nécessaire.

L'examen de la répression de la vendetta oblige à porter tour à tour le regard sur les questions suivantes :

a) L'organisation d'Etat dans ses rapports avec la répression.

b) Les sources du droit répressif corso-génois.

c) Le système juridique exprimé par ce droit.

d) Les moyens de police et les procédés préventifs employés contre la vendetta.

e) L'appréciation de la Justice génoise en Corse.

CHAPITRE II

L'Organisation d'Etat Corso-Gènoise et les sources du droit repressif

SECTION I.

EXPOSÉ SOMMAIRE DE L'ORGANISATION D'ETAT DANS SES RAPPORTS AVEC LA RÉPRESSION

La Corse est considérée par Gênes comme une sorte de colonie. Il ne faudrait pas déduire de ces prémisses que les Corses n'ont absolument aucune action sur l'administration et même la législation de leur pays. Leur part est réduite, mais il n'empêche qu'une place est réservée aux hommes et aux institutions insulaires, à côté de l'organisation purement gènoise qui s'est, comme il est naturel, accordé la part du lion.

Depuis que Gênes a pris pied en Corse, et surtout qu'elle y a consolidé son établissement, l'île a eu à subir l'emprise de deux régimes successifs : celui de la Banque de Saint-Georges, puis celui de la Seigneurie.

Un mot a été dit déjà de l'organisation de la Banque, société d'actionnaires à qui appartiennent, sur de nombreux

pays, des pouvoirs régaliens et qui est dirigée par un Conseil de huit *Protecteurs*. Souvent celui-ci est qualifié, dans les actes relatifs à la Corse, du nom d'*Office de Corse* ou de *Saint-Georges*. Parmi ses membres, certains furent sans doute désignés pour se consacrer de façon plus spéciale à la haute administration de l'île. L'Office règle et dirige les affaires de celle-ci, et pourvoit aux besoins nouveaux de sa législation en prenant des mesures pour compléter, le cas échéant, ou réformer son droit particulier.

Quant à la *Seigneurie*, — terme qui s'applique au Gouvernement même de la S^{me} République, sa constitution a varié sans cesse sous l'action des innombrables petites révolutions qui ont été la monnaie courante de l'histoire de Gênes. Ses chefs d'Etat ont été tour à tour, et parfois de façon alternative, des Consuls, des Capitaines du Peuple, des Doges. Après la réforme de Doria dont la date précède l'époque où la Seigneurie établit sur l'île son administration immédiate, l'organisation est, dans ses grandes lignes, la suivante : *Un grand Conseil*, composé des représentants des principales familles ou alberghi de la République. Dans son sein est pris le Petit Conseil ou *Consiglietto* qui assiste de façon continue le Doge dans le gouvernement. Le Doge est le chef de l'Etat : il a le pouvoir exécutif. Il possède, mais non de façon exclusive l'initiative des lois. Deux *collèges*, celui des *Governatori* ou Sénat, et celui des *Procuratori* (1), détiennent le pouvoir législatif, au regard de toutes les questions dont la compétence n'a pas été réservée au *Grand Conseil*. La durée de la plupart des charges ne dépasse pas deux ans. Les *Governotari* consti-

(1) Les *Procuratori* dont le collège s'appelle aussi parfois Chambre aux deniers (*Camera*) ont une compétence surtout financière.

tuent un *Sénat* ayant parmi ses attributions certaines hautes fonctions judiciaires. D'autre part, il est bon de noter, en ce qui concerne la Corse, que c'est des Collèges qu'émane à tout instant la législation destinée à pourvoir aux nécessités nouvelles.

Quand la Seigneurie reprit le gouvernement direct du pays après la renonciation de l'Office à ses droits, un *Magistrat de Corse* fut créé, sorte de conseil formé de Procuratori. Il fut délégué à l'expédition des affaires courantes, et son avis était toujours demandé et en général suivi par le Doge et les Collèges, sur toutes les questions où l'île était intéressée.

Le haut représentant de la Banque en Corse portait le nom de *Generale Governatore*. Il garda ce titre sous l'administration de la République, du moins jusqu'en 1733, date à partir de laquelle il fut appelé *Commissaire général*. Sa mission durait deux années. Il a résidé très anciennement à Biguglia, puis d'une façon presque continue à Bastia, sauf certains séjours plus ou moins longs que, sans doute à deux reprises il dut faire à Calvi. Ses pouvoirs sont militaires, administratifs et judiciaires. Il est assisté à Bastia de deux *Vicaires*, l'un pour le *civil*, l'autre pour le *criminel*. A Ajaccio, à Sartène, etc., et dans un temps relativement récent à Calvi, il possède des *Luogotenenti* ou des *Commissaires*. Au point de vue de la justice, il se réserve pour lui ou ses délégués, les Vicaires, la compétence en matière de crimes graves. Les infractions d'un moindre degré sont tranchées par des juges gènois de circonscriptions régionales, sous réserve d'appel au Gouverneur. De même, les appels des juridictions seigneuriales, là où elles subsistent, viennent à Bastia.

Enfin toutes les décisions judiciaires des Gouverneurs sont

elles-mêmes soumises à un recours qui fut porté, suivant les cas et les époques, soit devant le Sénat de Gênes, soit devant des magistrats spéciaux : les *Syndicateurs*, dont la mission était surtout de contrôler les fonctionnaires de l'île à leur sortie de charge. — Tous les recours en grâce étaient adressés à la Seigneurie, mais passaient naturellement entre les mains du Gouverneur qui y joignait son avis.

L'île est divisée en *Pièves* (1) (sorte de district cantonal) et en *capelle* ou paroisses. Les *Pièves* ont, au xiv^e siècle, leurs Podestats, surtout dans la Terre de Commune. Ils sont assistés de *Ragioneri*. Les uns et les autres s'occupent de l'administration locale sous le contrôle plus ou moins effectif des fonctionnaires génois, et rendent une justice, limitée aux affaires de faible importance (2). Leur tribunal s'appelle *Arringo*. Plus tard, les Podestats et leurs Conseillers perdirent, puis reprirent, dans des proportions diverses, leurs attributions judiciaires. Aux *Ragioneri* succédèrent les *Padri del Commune*. Tous les magistrats municipaux sont tantôt nommés par le Gouverneur, tantôt élus par les habitants, suivant des modes variés. Le mode électoral semble avoir en Corse des racines anciennes.

Les villes avaient un conseil dirigé par des *Anziani*. Il se recrutait en général suivant un système où l'élection et la

(1) Cyrnée donne de la piève une définition : « Ad duo enim et sexaginta habet civitates muro immunitas, quas plebes appellant. » La piève est aussi une circonscription ecclésiastique. A sa tête est un Piévan sous la direction duquel se trouvent placés au xvm^e siècle de deux à douze recteurs. (V. *Catalogus ecclesiasticorum diocesis Marianensis et Acciensis*, 1743, pub. B. S. S. H. C., 1890).

(2) Longtemps ce furent les affaires d'une valeur inférieure à 4 lire.

coopation étaient mêlées (1). A côté du Conseil de ville, figuraient parfois un nombre assez considérable d'officiers municipaux (2).

La police est partout dirigée par des chefs génois qui portent, la plupart du temps, le nom de *barigelli* (3).

Deux grandes régions géographiques assez distinctes constituent, nous le savons, l'ensemble de l'île : *la Banda di Dentro*, dont la grande ville est Bastia, *la Banda di Fuori*, dont les principaux centres urbains sont Ajaccio et Sartène. Elles s'étendent des deux côtés de la ligne la plus élevée des monts : de là cet autre nom qui leur est encore attribué : *Di quà et Di là da' Monti*. Or, cette séparation correspond aussi à une espèce de division administrative. Depuis longtemps (4) leurs populations ont chacune auprès du Gouverneur une sorte de représentation dont l'ensemble constitue les *Nobles Douze*, ainsi appelés à cause de leur nombre originaire (5).

(1) A toute époque les opérations électorales, surtout dans les villages, ont donné lieu à des troubles graves qui ont amené souvent leur interdiction par les Gouverneurs.

(2) Ministrali, Compari, Loseri, Estimatori, Officiers du service de la santé, etc.

(3) Ce nom figure déjà dans les lois barbares. D'autre part en Sardaigne au xiv^e siècle on trouve des Barracelli. Des *Barricelli* existent aussi à Gênes. V. Liber Jurium Criminalium Civitatis Januae. — Acte du 11 janvier 1625.

(4) La première allusion à l'existence des Douze semble se rencontrer dans les *Capitoli* accordés à la Corse en 1468 par le Duc de Milan. Mais l'institution est sans doute bien plus ancienne.

(5) Plus tard, ils furent en réalité 18 : douze pour l'En deçà, six pour l'Au delà des Monts. Quand on voulait désigner seulement les représentants de l'Au delà, on disait : les Six. Mais quand on voulait désigner l'ensemble des représentants de l'île, on continuait par habitude ancienne à dire : les Douze.

Ils ont pour charge de faire valoir près du haut magistrat génois les intérêts de leur pays. Ils nomment eux-mêmes des *Orateurs* qui s'en vont résider à Gênes auprès du Gouvernement et sont là-bas leurs porte-paroles.

Les Douze jouissent de divers privilèges et notamment de celui de porter les armes et de rester couverts devant le Gouverneur.

Leur organisation est loin d'avoir été toujours maintenue. En 1546, elle est supprimée, et les Corses trouvent dans cette abolition d'une institution nationale qui leur tient au cœur un sérieux sujet de grief. On la rétablit en 1573. Mais elle subira dans la suite plusieurs éclipses, puis disparaîtra totalement.

Par leurs doléances, leurs requêtes, dont un grand nombre nous a été conservé, nous pouvons voir que les Douze ont exercé une influence, toujours subordonnée sans doute et souvent dédaignée, mais cependant certaine. Leur action s'est fait sentir sinon sur le détail du Gouvernement dans l'île, du moins sur la législation relative à la Corse, émanée de la Banque ou de la Seigneurie, mais souvent provoquée par leurs demandes et leurs avis. Leur collaboration a été modeste, mais non niable, en particulier du point de vue du droit criminel. Ils ont été en outre et dans la mesure possible les conservateurs naturels des institutions insulaires. Mais une défiance réciproque qui n'a guère cessé d'exister entre eux et les gouvernements génois, a paralysé leurs efforts et par trop réduit leur attitude au geste alternatif de la sollicitation et de la résistance passive. Peut-être leur rôle eût-il été plus fécond du point de vue des intérêts de l'île, si leur organisation, au lieu d'être suspecte à la République génoise, avait été améliorée et élargie.

SECTION II

LES SOURCES DU DROIT RÉPRESSIF
DE LA VENDETTA

Sous l'administration gènoise, le Droit répressif de la vendetta relève dans l'île d'une double origine : d'une part, il a une source corse, il exprime alors directement les traditions insulaires. D'autre part, il a une source ligurienne, et émane des divers gouvernements auxquels la Corse fut soumise : Office de St-Georges ou Seigneurie. Ces deux sources ont souvent mêlé leurs eaux de telle façon qu'il est difficile de s'y reconnaître. Il est possible pourtant d'établir une certaine distinction, à la condition d'admettre que les limites n'en sont pas rigoureuses.

Le droit insulaire s'est déposé en couches sédimentaires surtout dans les coutumes qui furent mises en forme à diverses époques sous le nom de *Statuti*. Ces Statuti ont été confirmés à plusieurs reprises par les Gouvernements Gènois. C'est dans ces recueils qu'il convient d'aller chercher les règles juridiques les plus anciennes qui aient été applicables dans l'île au point de vue de la répression. Toutefois, il est nécessaire d'observer qu'elles ne sont ni ne peuvent être pures de tout alliage Gènois.

A ce premier domaine du droit, un autre est juxtaposé : c'est celui de la législation directe de l'Office ou de la Seigneurie. Mais une remarque inverse de celle que nous avons faite à propos des Statuts doit trouver ici sa place. Si cette législation directe est en principe entièrement gènoise, en fait elle doit tenir un certain compte des coutumes insulaires,

et elle subit aussi l'influence corse, par l'effet des observations et des requêtes si souvent présentées par les Nobles Douze.

I. LES STATUTS

a) — *Statuti di Corsica*. — C'est le 12 Août 1347 que la Sérénissime République établit sur l'île sa domination de façon officielle. On sait qu'à cette époque une convention fut passée par elle avec les « barons et seigneurs Corses », suivant l'expression du Chroniqueur Villani (1). Ces termes pourraient laisser croire que Gênes se borna d'abord à une sorte de Suzeraineté ; mais ce serait une erreur. En fait elle possède déjà en ce temps-là Bonifacio, où une colonie gènoise est installée depuis 1195, et elle exerce des droits immédiats sur une partie assez notable de l'île.

L'imperani suppose qu'en 1347 le contrat conclu avec les feudataires du pays stipulait le maintien et la confirmation des « lois locales » (2).

Mais nous avons d'autres renseignements. La chronique fait en effet mention d'une assemblée de délégués de l'île qui se serait tenue vers cette date, et nous indique qu'à cette occasion les coutumes corses (où tout au moins celles de la Terre de Commune) furent réunies et mises en un corps (3).'

Les *statuts civils et criminels* de 1347 subirent une révision environ cent ans plus tard, en 1453, au moment de la prise de possession de l'île par la Banque de Saint-Georges.

1. GREG. VILLANI. *Chron. Fior.* II, 134.

(2) LIMPERANI. *Istoria della Corsica*, t. II, p. 121.

(3) FILIPPINI. *Chroniques*, t. II, p. 197, éd. Gregorj.

Le recueil, à la coordination et à la modification partielle duquel collaborèrent des députés Corses, portait peut-être le nom de « Somme de l'Office de St-Georges » (1). Après l'approbation de la Banque, les Statuti révisés reçurent l'adhésion des habitants du Pays dans une assemblée tenue à Biguglia (2).

Mais au mois de juin 1562, lassés par les soulèvements continuels des Corses qui rendaient leur possession de plus en plus onéreuse, les Magnifiques protecteurs de l'Office rétro-

(1) Cette appellation n'avait pas été encore signalée. Nous l'avons rencontrée dans une Ordonnance très intéressante dont nous donnons ci-dessous la traduction. Arch. départ. C. 5. 19 janvier 1498. Défense à *Vincentello Teramo Martinetti*.

« De la part du Magnifique Seigneur *Rolando de Ferrari* (2) Gouverneur de Corse, il est ordonné au Noble *Vincentello Tiramo Martinetti* et à *Baptista de Casta* et aussi aux fils dudit *Vincentello*, aux frères, neveux et chacun des autres parents du susdit *Baptista* et à qui que ce soit des leurs jusqu'au 3^e degré... de faire aucune « rixa ni brega, ni questioni tra loro » ni avec d'autres personnes... et s'ils ont connaissance que qui que ce soit des leurs fassent « rixa, brega o questioni » entre eux, ils ne doivent aller à ladite « brega » ni « dare alchuno aducto ni favore ad alchuno ni ad alchuna parte di la dicta brega » etc... sotto pena chi se contene in la *Summa del Magnifico et Prestantissimo Officio di Sto Giorgio* et oltre a ogni altra pena in arbitrio de lo prefato Magnifico Domno Gubernatore... etc...

Cette défense est faite, comme la date l'indique au surplus, par un Gouverneur de Corse pour la Banque. Le nom de *Somme de l'Office de St-Georges*, donné dans l'acte précité au Recueil des pénalités qui s'y trouve visé ne peut, suivant nous, que désigner les Statuts corses, puisque ceux-ci constituaient alors le droit applicable dans l'île. D'autre part, nous savons qu'un des exemplaires de ces Statuts (et peut-être l'original), avait été confié comme il est naturel aux Archives de l'Office. *Filippini le Chroniqueur* les y a en effet consultés (*FILIPPINI*, t. III, p. 324, éd. Grégorj). Ce dépôt fait aux Archives de *St-Georges* donne une explication toute naturelle du nom donné au recueil des Statuts déposés.

(2) *FILIPPINI*, *op. cit.*, t. III, p. 323 et s., éd. Grégorj.

cèdent tous leurs droits à la Seigneurie. Après la mort du Corse Sampiero et l'échec du grand mouvement national qu'il avait suscité contre Gênes avec l'aide temporaire de la France, l'île étant pacifiée, la République se préoccupe d'une nouvelle refonte des *Statuti*. Elle y fut d'ailleurs invitée de manière expresse par les ambassadeurs corses qui vinrent lui apporter en 1569 la soumission de leurs compatriotes. Ces députés demandèrent en effet dans leurs requêtes que les *Capitoli di Corsica*, rédigés il y avait plus de cent ans, reçussent une confirmation de principe sous réserve de modifications de détail devenues utiles (1). Le Doge et les Collèges répondirent favorablement, mais firent remarquer qu'un certain temps serait nécessaire pour la nouvelle revision.

En attendant, la Seigneurie édicta de sa seule autorité une réglementation répressive, dont les dispositions, que nous retrouverons dans la suite, et qui posent une question assez importante, ne furent pas reproduites dans le recueil des *Statuti* enfin promulgués en 1571. Ce recueil a fait l'objet de la première édition imprimée (2). La seconde est de 1602 et ne diffère de la précédente que par l'addition de quelques actes nouveaux édictés par la Seigneurie dans l'intervalle. La plupart de ces actes se présentent en la forme comme des ad-

(1) *Pièces diverses concernant l'histoire de la Corse de 1560 à 1572*. pub. par le B. S. S. H. C., 1884, p. 163 et s. Une copie de ces pièces faites par MOLARD aux Archives de Gênes se trouve à Paris à la Bibl. Nat.

(2) Bien que la page de garde porte la date de 1571, l'impression n'a pas dû être terminée avant 1573, car le volume contient des actes additionnels portant cette date. Un exemplaire de cette édition que nous croyons fort rare et que Gregorj lui-même ne semble pas avoir connue figure à la Bibliothèque de Bastia.

ditions aux divers Capitoli, et au fond comme des aggravations dans l'échelle des pénalités.

Depuis 1602, un nombre considérable d'éditions des *Capitoli* de Corse a vu le jour. Mais elles se reproduisent presque entièrement les unes les autres. Dorénavant, ce n'est plus dans les statuts qu'il faut chercher la floraison juridique.

Une observation générale doit être faite. Les trois promulgations des *Statuti* dont nous venons de parler correspondent essentiellement à des *confirmations*. C'est l'application d'une règle fort répandue alors, aux termes de laquelle quand une population passe sous la domination d'un autre Prince, il lui faut obtenir du nouveau Maître une reconnaissance explicite de son droit civil et criminel aussi bien que de tous privilèges antérieurs. Sans cette approbation, les uns et les autres cesseraient d'être valables. Une *confirmation* fut donc nécessaire en Corse chaque fois qu'il y eut changement de souveraineté (1). En 1347, quand la République s'établit officiellement dans l'île ; en 1453, quand elle passa la main à l'Office de St-Georges ; en 1571, après qu'elle eut repris le Gouvernement direct de la Corse. Elle l'avait repris en 1562, mais n'avait pu à cause de la guerre contre Sampiero l'exercer réellement qu'à partir de 1569.

b) — *Statuts des villes*. — A côté des *Statuti di Corsica* qui s'appliquent à la quasi totalité de l'île, des Statuts particuliers ont été accordés à certaines villes.

1^{re} *Bonifacio* a les siens et leur origine est très vieille.

Il a été ainsi en 1468, lors de la brève domination du Duc de Milan. Il est à penser qu'une confirmation des statuts eut lieu en 1378, lors du Gouvernement de la Maonà.

Les premiers *Capitoli* datent évidemment de 1195, moment où la Colonie gènoise prit possession de la Ville. Nous n'avons aucune trace de ce texte original. Mais le Cartulaire (1) inédit, qui vient d'être récemment acquis par les Archives Départementales de Corse, contient des actes remontant déjà à 1371. En 1619 (2) le Bonifacien Marzolaccio, sur l'ordre du Sénat Génois, procéda à la réforme des anciennes coutumes. Il leur fit subir des modifications assez considérables dans le sens d'une certaine unification par rapport aux Statuts corses.

2° *Calvi*, dont les habitants sont aussi d'origine gènoise,

(1) Cartulaire A. V. notre bibliog. Le second cartulaire ms. que nous avons désigné sous le nom de Cartulaire B, et qui était de même resté jusqu'ici inconnu, contient un acte de 1378. Les deux recueils qui se reproduisent en partie semblent dater de la même époque.

Voici un très rapide et très incomplet exposé du contenu des statuts bonifaciens du xvi^e siècle. (Nous suivons l'ordre établi dans le cartulaire A.) a) Dispositions constitutionnelles pour l'élection du Podestat. — Serment qu'il doit prêter. — Condamnations qu'il peut prononcer; b) Série des peines contre le blasphémateur, contre les coupables de conjuration, contre quiconque franchit les murs de la ville autrement que par les portes, contre quiconque sort la nuit après l'heure du couvre-feu, contre le port d'armes dans la ville, contre les diffamateurs, et calomniateurs des *Anciens* et des Officiers communaux, contre ceux qui disent des injures, contre ceux qui frappent avec le fer ou sans le fer (toute une série de cas). — Dispositions relatives à ceux qui frappent les esclaves d'autrui, au délit de recel, à l'interdiction de recevoir une chose qui vous est apportée par l'esclave ou le domestique d'autrui, à l'interdiction de faire sortir de Bonifacio l'esclave ou le domestique d'autrui, etc. Dispositions relatives à l'interdiction pour les femmes d'aller *ad rumores*..., l'interdiction pour les riches de proférer des injures contre les pauvres, etc... mesures relatives aux barques qui entrent de nuit dans le port de Bonifacio, etc...

Le recueil contient en outre de très curieux et minutieux statuts de corporations.

(2) Le recueil a été imprimé en 1625.

possède également son droit local, qui diffère peu de celui de Bonifacio (1). Fondée en 1268, la ville (2) appartient à la Seigneurie depuis 1294. Sous la domination de St-Georges, son droit pénal paraît avoir été contenu dans un *Libro Negro* (3). Plus tard, elle eut des *Statuti civili e criminali* (4).

Toutes ces coutumes, particulières à des villes d'origine et de populations spécialement génoises, étaient, comme il est naturel, fort imprégnées de droit ligurien (5).

3° *Saint Florent*, Gaïéas de Campo Fregoso (6) accorda à

(1) GREGORJ. *Coup d'œil sur l'ancienne législation corse*, p. 133. — FILIPPINI, t. IV, p. 106-107, éd. Gregorj.

(2) La ville a été à plusieurs reprises, on le sait, la capitale de l'île. Les Gouverneurs s'y transportèrent pour des raisons de sécurité en certaines périodes troublées. Cette cité était par sa situation plus facile à défendre en effet que Bastia, siège ordinaire du Gouvernement. Le Haut Représentant de Gênes vint à Calvi une première fois en 1544. (MORATI, *Prattica Manuale*, p. 127). Il y revint en 1653 (d'après les documents des Arch. départ.)

(3) C'est la première fois qu'est signalé ce *Libro Negro*. Nous avons trouvé son indication dans le ms. qui constitue une copie du *Libro Rosso de Calvi*. Voici le passage intéressant : *Requête adressée en 1523 par les Députés de la ville aux Magnifiques Protecteurs de St-Georges*. « Che si possa procedere come nel *Libro Negro*, cap.^a 19 ». Le contexte que nous citons plus loin montre qu'il s'agissait d'un recueil de statuts criminels.

(4) Le livre qui les contenait existait, paraît-il, encore en 1884. A cette époque, leur propriétaire, M. Xavier de GIUBEGA les déposa aux Archives de la ville. d'où ils ont depuis disparu.

(5) En ce sens, l'appréciation personnelle de JEAUSSIN. *Mémoires*, t. I, p. 99.

(6) B. S. S. H. C. 1883, p. 567 à 610. V. plusieurs pièces intéressantes. Les Campofregoso ont donné plusieurs doges à la République de Gênes. Cette famille eut à un certain moment l'intention de se constituer en Corse un domaine seigneurial particulier dans la région de St-Florent (notamment vers 1440).

St-Florent des privilèges spéciaux. Mais nous ignorons si les franchises municipales qui furent alors octroyées étaient accompagnées de *Capitoli* relatifs au droit civil ou criminel. Du reste, à partir du xvi^e siècle, l'autonomie relative des trois villes dont il vient d'être parlé fut très sensiblement amoindrie (1). Elles n'en conservèrent pas moins, même dans la suite, quelques coutumes locales.

c) *Statuts des Seigneuries*. — Une mine très précieuse de textes juridiques serait constituée par les Statuts des Seigneuries. Par malheur, nous n'en pouvons juger que par un seul exemple : les *statuts de la Seigneurie de Nonza, Brando et Canari* (2) au cap Corse. C'était le domaine des Avvogari, famille qui perdit plus tard son nom en entrant avec d'autres dans l'albergho Gentile (3). Le reste du Cap a longtemps appartenu à la famille Da Mare, dont les statuts seigneuriaux ne nous sont pas parvenus.

(1) GREGORJ. Préface à son édition des *Statuti di Corsica*, p. cXLVI.

(2) Ils comprennent une partie civile et une partie criminelle. Cette dernière a 77 capitoli. Les textes que nous possédons paraissent avoir été réunis en corps à la fin du xiv^e siècle. En effet, ils débutent par la phrase suivante : « Questi sono li capitoli criminali posti et ordinati per li nobili et savij et possenti Signori Dominiij messer Francesco et messer Thomaso et messer Luchino et messer Giovanni Avvocari et con lo consiglio de vinti hominij di segreti delle sue signorie et affirmati per molti homini et universitate de tutte le sue terre in publico parlamento di tutte le sue communiità ». Or, le Luchino Avvocari dont il est parlé vivait en 1378, d'après un passage des Chroniques de Filip-pini. Les Statuts de la Seigneurie de Nonza sont conservés aujourd'hui à la bibl. de Bastia. Ils ont été publiés par l'abbé Letteron B. S. S. II. C., 1884.

(3) Les Avvogarij sont d'origine génoise, mais il est probable que les coutumes qu'ils consacrent dans les statuts précités ont été surtout influencés par le droit pisan, importé et implanté par les marquis toscans qui les avaient précédés dans l'île.

D'autre part, nous ne possédons jusqu'ici aucune indication certaine sur les coutumiers qui ont pu exister pour les domaines des feudataires de l'*Au-delà des monts* (Cinarchesi, etc...)

II. — LA LEGISLATION DIRECTE DE GENES

A toute époque, les gouvernements génois ont édicté pour la Corse des dispositions législatives. Les décrets rendus par les Protecteurs ou par la Seigneurie étaient promulgués par les Gouverneurs de l'Ile, chargés d'en faire l'application : ils disposaient à cet égard d'un pouvoir règlementaire qui se manifestait par des ordonnances (*gride*).

Banchero nous a conservé un certain nombre de décrets de l'Office de Saint-Georges. En 1500, en 1512 (2), en 1538 notamment, des mesures de législation répressive relatives à la vendetta ont été prises par les hauts administrateurs de la Banque. L'Office envoya même en Corse en 1538, deux Commissaires avec le pouvoir de légiférer : beaucoup de règlements comportant une aggravation des peines (contenues aux statuts) furent adoptés par eux (2).

Nouveau décret de la Seigneurie en 1569. Cet acte dont il a déjà été fait mention, comportera plus loin, à propos des paci un particulier examen. Nouvelles ordonnances encore en 1595. Elles élèvent les pénalités et paraissent d'ailleurs

(1) BANCHERO. *Annales*, p. 45.

(2) BANCHERO, *op. cit.*, p. 77 à 79 »... molte costituzioni e accrescimenti di pene... come si legge negli decreti posti nelli Statuti antichi di Corsica scritti a mano ». Les décrets génois furent, surtout jusqu'en 1602, insérés pour partie à la suite des statuts dans le recueil qui contenait ceux-ci.

avoir été le résultat indirect de requêtes faites en 1593 par les Orateurs de Corse (1).

L'énumération pourrait être poursuivie sans grand intérêt. La Seigneurie ne cessera pas dorénavant, soit d'une façon spontanée, soit en suite des demandes formulées par les Nobles Douze d'apporter à toutes occasions aux Statuts des adjonctions ou des modifications ou même de rendre des édits sans rapport aucun avec ces codes.

L'un des plus importants parmi ces actes législatifs fut promulgué en 1635 sous le nom de *Nouvelles Lois* (2). Il constituait la réunion en un corps séparé de mesures diverses et renforcées contre la vendetta. Il fut d'ailleurs très mal appliqué.

Libri Rossi. — Tous les décrets et ordonnances tant civils que criminels, qui sont émanés de la Seigneurie, figuraient

(1) Ces ordonnances de 1595 ont été insérées dans l'édition des statuts de 1602 comme additions. En ce qui concerne la requête des Orateurs de 1593 (1^{er} Sept.) V. *Libro Rosso di Corsica*. Les Orateurs demandaient notamment à la Seigneurie d'autoriser le Gouverneur à procéder contre les homicides, commis avec préméditation, « con autorità e braccio reggio ».

(2) MORATI, *Prattica Manuale*, t. II, p. 214 à 222 : « Leggi nove contro chi ammazza per vendetta o sotto pace. » Elles comprennent : a) un intéressant exposé des motifs ; b) mesures contre les meurtres accomplis sotto pace, au moyen de l'arquebuse et par vendetta ; c) id. contre la vengeance transversale ; d) la grâce ne sera jamais accordée dans ces cas, même avec la pace, sinon par le Sénat aux 4/5 des voix ; e) interdiction de délivrer des sauf-conduits aux bandits dans ces cas, de les admettre dans l'armée ou les services publics de la République ; f) destruction des biens des coupables bannis pour ce motif ; g) peine contre les auteurs de violences non mortelles commises par vendetta avec une autre arme que l'arquebuse ; h) récompense aux bandits qui en tuent d'autres, etc...

dans un *Libro rouge* dont l'original était conservé à Gênes (1).

Mais chaque cité Corse possédait aussi son *Libro Rosso*, exemplaire particulier et local du *Libro Rosso* général. On y trouvait recueillies toutes les décisions d'intérêt collectif pour l'île entière, et aussi toutes celles qui concernaient de façon spéciale, la ville intéressée. Ces recueils sont un véritable grenier de renseignements. On y peut rencontrer avec les édits de la Sérénissime République, et les arrêtés des gouverneurs (gride) de très nombreuses requêtes adressées aux Collèges de la Seigneurie par les Orateurs de Corse.

Le *Libro de Bastia* est de tous le plus complet et pour cette cause sans doute est appelé en général *Libro Rosso di Corsica* (2). Il a été commencé en 1571 (3) ou 1572 (4), celui d'Ajaccio a débuté en 1561. Enfin Calvi (5) a possédé un recueil

(1) MOLARD, *Rapport sur les bibl. de Gênes*. Le manuscrit est à Gênes, bibl. Brignoles « Leggi e decreti per il buon governo del Regno di Corsica, sì universali per tutta l'isola che perbicolari per le provincie di essa, volgarmente detto il Libro Rosso ».

(2) MORATI. *Prattica Manuale*, t. I, p. 101, « E detto Libro Rosso si dice Rosso dalle cartine rosse con quali e coperto ».

(3) MORATI. *op. et loc.* L'exemplaire qui existe actuellement à Bastia contient des pièces datées de 1572 à 1730. A ce *Libro Rosso* fait suite en quelque sorte, au point de vue, du moins, de la chronologie des actes, la *Raccolta* composée au XVIII^e siècle par les soins de Buttafoco et qui va de 1730 à 1752.

(4) GREGORJ, *op. et loc. cit.*

(5) Les originaux des Libri Rossi d'Ajaccio et de Calvi ont disparu. Par bonheur, Grégorj nous a conservé des fragments importants du premier et l'abbé Letteron avait pu copier le second avant sa disparition. C'est cette copie encore inédite, faite par l'abbé Letteron que nous avons pu consulter, grâce à l'amabilité de M. Ambrosi, qui en est le dépositaire.

du même genre ; la copie moderne qui nous en a été conservée contient des actes remontant jusqu'à 1382 (1).

Telles sont les principales sources de la législation représentée sous les divers gouvernements gènois, et particulièrement du ^{xv}^e siècle jusqu'à l'annexion française à la fin du ^{xviii}^e siècle (2). Il convient maintenant de dégager les grandes lignes de ce droit quant à sa partie la plus originale et la plus importante, celle relative à la lutte contre la vengeance privée.

(1) V. des indications intéressantes sur ce dernier recueil dans Rossi, *Oss. Storiche*, liv. XIV, p. 47.

(2) Du point de vue documentaire, il faut dire que plusieurs des actes officiels de la Banque ou de la Seigneurie figurent aussi dans des recueils privés (*Annales de Banchemo*), dans des manuels de praticiens (*Prattica Manuale de Morati*), dans les Mémoires (*Mémoires de Rostini, Observations Historiques de Rossi*). D'autre part, c'est dans les *Observations de Rossi* qu'on peut surtout retrouver la législation des gouvernements nationaux du ^{xviii}^e siècle.

CHAPITRE III

Le Droit répressif de la Vendetta et son application

1^{re} SECTION

LE SYSTÈME JURIDIQUE DE RÉPRESSION

Le Droit répressif de la Vendetta présente un double aspect ou a une double base. D'une part, il punit personnellement l'auteur du meurtre ou des délits commis. Il met ainsi en jeu, comme dans nos législations modernes, le principe de la Responsabilité individuelle.

D'autre part, — et c'est de beaucoup son caractère remarquable — il exerce une coercition de nature collective sur les divers groupes sociaux auxquels appartient l'auteur du crime. Il met en jeu pour les membres de ses groupes le principe d'une responsabilité solidaire.

Ce trait est essentiel. Il est donc établi que dans certaines conditions, le fait d'autrui peut vous être imputable, et que vous pouvez être appelé à partager avec lui les conséquences pénales d'un acte qu'au point de vue matériel il est seul à avoir commis.

La famille, la commune, peut-être en quelques circonstances les voisins, supporteront aussi au regard de l'Etat la charge de réparer les dommages issus du délit, si l'auteur principal ne s'est pas acquitté de cette obligation.

Ce système est général : il s'applique à toutes les infractions. Mais on conçoit qu'en matière de vendetta, il ait pris un particulier relief, parce qu'en elle se trouve la source la plus abondante de la criminalité dans l'île.

Ainsi la Justice d'Etat ne procède pas autrement que la vengeance privée. Cette dernière s'exerce non seulement sur l'offenseur, mais sur tous les siens. La Justice d'Etat s'attaque de son côté non seulement au coupable, mais à la famille, et même à la communauté de village ou de canton. Comme l'autre vindicte, la vindicte publique est transversale.

A. — LA RESPONSABILITE INDIVIDUELLE

Le système du Droit Corso-Génois peut être ainsi analysé au regard de la responsabilité individuelle :

1° *Si le coupable est capturé* : peine corporelle, peine privative de liberté, ou peine pécuniaire, suivant la gravité du délit.

2° *S'il n'a pu être arrêté* : bannissement perpétuel ou à temps.

Mais ce schéma ne montrerait pas la réalité sous son vrai jour s'il n'était complété par l'observation suivante : pour une série de raisons, la capture du coupable est un fait exceptionnel. Ainsi, des deux hypothèses énumérées plus haut, la seconde est celle qui présente un intérêt pratique.

Il convient cependant d'examiner chacune d'elles.

1^o Cas de capture.

a) *Violences, meurtres, délits divers, non spéciaux à la vendetta, mais souvent inspirés par elle.* — Les peines corporelles sont, suivant les cas, la mort par étranglement (*impicatti por la gola*) ou par décapitation, l'estrapade, la fourche, le supplice qui consiste à être traîné « *a coda di mulo o di cavalo* » etc.

Les peines qui visent la liberté sont : l'emprisonnement et les galères. En outre de ces sanctions, peut intervenir la pénalité d'infamie, qui porte une atteinte à l'honneur, et se traduit en particulier par la privation de tous grades ou dignités, et l'interdiction de leur accès dans l'avenir.

Les peines pécuniaires s'expriment sous forme d'une échelle graduée. Les textes des statuts de 1571 se préoccupent de la question d'effusion ou de non effusion du sang, du caractère mortel ou non mortel de la blessure, et enfin de certaines circonstances aggravantes comme la préméditation (1) ou l'intention de donner la mort (2).

Des modifications assez nombreuses  faites dans la suite aux Statuts. Mais elles ne présentent, sur le point qui nous occupe, aucun intérêt théorique véritable. Toutes en effet ont porté, non sur le système même des pénalités, mais seulement sur leur aggravation.

Un point spécial doit être mis en lumière en ce qui concerne les sanctions pécuniaires. Dans les Statuts de 1571, l'amende infligée est perçue par l'Etat dans son intégralité.

(1) *Statuti criminali di Corsica*, éd. de 1602, cap. XXVIII. V. Résumé annexe n° IV.

(2) Id. cap. XXXII. V. annexe n° V.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Les Statuts de Bonifacio du xiv^e siècle nous révèlent que l'amende est partagée en plusieurs parts, dont l'une revient à la partie offensée, ou à l'accusateur, l'autre au Podestat, l'autre à la Commune (1). Une telle pratique est à noter. Elle suggère irrésistiblement l'idée de la composition, c'est-à-dire d'une compensation en argent donnée à la victime ou à ses ayant droit, et sur laquelle l'Etat prélève sa part. Elle évoque des conceptions qui figureraient notamment dans les *Leges Barbarorum*. La Corse entière a-t-elle connu très anciennement ce partage de l'amende? Ce n'est pas impossible, — bien que rien ne permette de l'affirmer, — puisqu'elle a pu subir certaines influences barbares, conséquences des invasions intervenues sur son sol, du v^e au ix^e siècle. En tous cas, en 1569, peu de temps avant la première impression de ses Statuti, elle connaît le système pénal précité. Il apparaît même avec une spéciale netteté. Dans une réponse faite à une requête des députés de l'île (2), nous voyons en effet la Seigneurie édicter à cette date:

1^o Que les bannis pourront obtenir la remise de leur bannissement, s'ils ont la pace de l'offensé, ou s'ils versent au Trésor 100 à 400 lire.

2^o Que dans le dernier cas, les sommes versées resteront appliquées pour les deux tiers à la partie offensée, quand cependant elle aura remis postérieurement l'injure, et pour un tiers à la Chambre (Trésor).

Mais ce partage disparaît deux ans après, dans les *Statuti*.

(1) Cartulaire de Bonifacio (A).

(2) *Pièces diverses concernant l'histoire de la Corse de 1560 à 1572*.
V. annexe n^o II.

L'amende est intégralement acquise à l'Etat (1). Les parties lésées du fait d'un délit peuvent demander des dommages-intérêts (2). C'est déjà la pratique moderne.

b) *Crimes et délits particuliers à la vendetta*. — Certaines infractions sont tout à fait spéciales à la vendetta.

Il convient en premier lieu de citer le *Rimbecco* et l'*Attacar*. Tous deux font l'objet d'une disposition des Statuts de 1571 (3), mais ont provoqué par la suite une série de mesures nouvelles de plus en plus graves.

Le *Rimbecco* (4), qui n'est sanctionné d'abord que par une amende de 25 à 50 lire, est puni en outre en 1585 d'une estrapade. Plus tard seront prises des dispositions successives de plus en plus sévères contre ce délit.

Ce sont très souvent des femmes qui le commettent. En 1691, nous voyons trois parentes, condamnées pour *Rimbecco* et enfermées en même temps dans la prison de Sartène depuis plusieurs années. Elles n'avaient pu payer une amende de 100 lire qui leur avait été infligée (5).

(1) Cette question de composition dans le droit répressif corse soulève un problème délicat que nous trouverons lieu d'examiner dans notre chap. sur les paci.

(2) Cap. XXX des statuts « Delli danni, spese et interessi che deveno essere pagati a quelli che sono stati feriti o percossi ».

(3) Bien que le mot « attacar » n'y soit pas encore prononcé.

(4) Cap. XIX des *Statuti di Corsica*. V. annexe n° III et *Statuti de la Seigneurie de Nonza*. Cap. XXXI. « De non ricordare nemicitie ».

(5) Arch. dép. C. 530, 1691. Ordre de mise en liberté de trois femmes condamnées à cause d'un *Rimbecco*. L'une des femmes, exposant dans sa requête qu'elle a perdu « in prigione » depuis son incarceration, plusieurs jeunes enfants qui avaient été enfermés avec elle, demande sa mise en liberté pour elle et ses compagnes. Elle s'engage à travailler pour gagner de quoi payer l'amende.

L'attacar est frappé dans les statuts de 25 à 100 lire d'amende ou du bannissement à temps — ou encore de deux années de galère. Ce délit présente en Corse beaucoup d'importance (1) et a fait l'objet de textes répétés du xv^e au xviii^e siècle.

D'autres infractions encore relèvent à titre spécial de la vengeance privée. Il faut en premier lieu citer :

La vendetta transversale. Elle est visée dans une Addition de 1581 et marquée d'infamie, sans préjudice des peines intrinsèques portées contre le crime ou le délit dont elle a été l'inspiratrice. « Li condannati d'haver offeso per vendetta d'altri... siano publicati e in perpueto tenuti infami... (Addition au cap xxviii de Statuti) » (2).

La vendetta soto pace o sotto specie di amicitia comporte également la sanction d'infamie, outre les peines particulières qui relèvent directement du délit ou du crime par quoi elle s'est manifestée. Si ce crime est un meurtre, le coupable ne sera étranglé ou décapité qu'après d'avoir été tiré à la queue d'un cheval (3). Cette espèce de vendetta s'appelle ainsi, parce que son caractère essentiel est de se produire malgré l'exis-

(1) Statuti di Corsica, cap. XLII. « Coloro che in via o altri luoghi publici contra volontà delle donne... le abbraccieranno o bascieranno... etc... » (suit l'indication des peines précitées. Ces peines furent singulièrement augmentées par décret de la Seigneurie du 13 mai 1709 qui punit l'*attacar* de 100 à 300 lire et de 3 à 5 ans de galère. *Libro Rosso d'Ajaccio*, éd. Grégorj, page 171. Cf. aussi Ordonnance du 28 juin 1733, figurant dans les *Concessions* accordées après la première révolte du xviii^e siècle. ROSTINI, *Mémoires*, p. 195. Peine analogue.

(2) Les peines furent augmentées dans la suite, notamment par les *Nouvelles Lois*.

(3) Addition au cap. XXVIII et cap. XXXIII.

tence d'un traité de paix (1) ou en dépit d'une promesse *di non offendersi*. Les Orateurs de Corse, demandent le 3 juillet 1572, le 15 janvier 1578, le 2 juin 1586 qu'un tel crime ne puisse jamais faire l'objet de mesures de grâce, même si le coupable obtient à nouveau la pace de la famille de l'offensé (2). En 1635, des lois encore plus rigoureuses que par le passé furent édictées contre la vengeance croisée et les violences commises *sotto pace*. Le supplice de la tenaille fut ajouté aux autres sanctions ainsi que diverses peines accessoires (3). Ces dispositions répressives sont celles qui sont connues sous le nom de *Nouvelles Lois* : elles ont été confirmées à nouveau en 1665 et 1733 (4).

Enfin, il convient de ne pas oublier que la *seule rupture de la paix* est punie en elle-même par des dispositions qui renvoient aux Statuts de Gênes (Cap. LIII De Rumpente pacem et inducias. — Peine de 300 à 1.000 lire). La rupture de la paix, c'est un point à noter, n'est pas forcément constituée par une violence, quoique ce dernier cas soit le plus général. Elle peut résulter de la seule inexécution des conditions du traité (5) si cette inexécution a lieu de propos délibéré.

(1) Une requête de l'Orateur des Douze, le 7 mars 1578, nous donne une claire définition de l'offense *sotto pace*. L'homme qui la commet est celui « Che dopo d'haver fatta la pace offendesse coloro con quali la pace havesse fatta ». *Libro Rosso di Corsica*, date précitée.

(2) *Pièces diverses concernant l'Histoire de la Corse*. B. S. S. H. C., 1884, p. 183. — *Libro Rosso d'Ajaccio*, ed. Gregorj.

(3) *Prattica Manuale*, t. II, pp. 214 à 222.

(4) ROSTINI. *Mémoires*. p. 195. L'acte est du 23 juin.

(5) Un document nous montre même un de ces cas de rupture de paix par un acte dépourvu de violence. Voici quelle était l'hypothèse. La sentence rendue par les *Arbitri* de paix comportait, comme nous le

2^e Cas de non capture du coupable

Dans cette hypothèse, qui est beaucoup la plus fréquente, le Juge prononce le bannissement (1). Cette mesure comporte pour celui qui en est l'objet l'obligation de quitter l'île. Mais il aura la faculté de s'embarquer ouvertement et sans risque pourvu qu'il sollicite un sauf conduit qui ne lui sera presque jamais refusé. Bien au contraire l'Etat emploie tous les moyens pour l'amener à cet embarquement.

Le banni s'en va en terre ferme. Rien ne l'empêche, à part des cas exceptionnels, de s'établir sur le territoire continental de la République, et même d'entrer comme soldat à son service. Il pourra même parvenir aux plus hauts grades, et les exemples de telles élévations furent fréquents. A l'inverse, d'ailleurs, la Seigneurie laisse venir dans l'île les bandits Génois condamnés dans la Métropole. C'est un chassé-croisé(2).

Mais le *recel* dans l'île d'un bandit corse, et l'aide qui lui est apportée sous une forme quelconque, a été à toute époque

verrons plus loin, l'obligation pour les parties de la respecter quelle qu'elle soit. Une conséquence entré autres en résultait au premier chef, c'est que cette décision était sans appel. Faire appel pouvait donc constituer un individu en état de rupture de pace avec toutes les suites qu'entraînait pour lui cete situation. — C. 149, 20 août 1597. Requête d'Antommaria Bernadini... pour que *Teramo* et *Recaldino*, qui, par le fait d'avior interjeté appel devant le Sénat d'une sentence arbitrale de réconciliation avaient violé la paix jurée soient condamnés conformément à la loi à 100 livres d'amende, etc... » A cette pièce sont joints des Mémoires justificatifs des adversaires, qui ne contestent pas en droit la thèse de *Bernardini*, mais plaident l'erreur d'un de leurs mandataires, qui aurait fait appel à tort et contre leur volonté.

(1) Dans certains cas, seulement la relégation.

(2) Décret du 12 janvier 1563.

L'objet de mesures rigoureuses. C'est un corollaire de l'obligation pour le bandit de quitter le pays (1).

B. — LA RESPONSABILITE COLLECTIVE

1^o Responsabilité des parents

a) *Sanction contre les femmes de la famille pour délit de mauvaise intention, en cas de vendetta.*

C'est seulement vers 1665 que paraît s'être introduite cette mesure draconienne. L'exposé des motifs du décret pris à cette date (8 février) par la Seigneurie (2) a été déjà cité par nous. Il suffit de rappeler qu'il fonde les pénalités promulguées sur la présomption que les femmes sont presque toujours les principaux artisans de la vendetta. C'est elles en effet qui, par leurs propos, poussent les hommes de leur parentèle à commettre les meurtres qui répareront à leurs yeux l'honneur de la famille. Le texte de 1665 est à plusieurs points de vue d'une rigueur singulière. Il faut remarquer que ces lourdes sanctions s'appliqueront surtout aux femmes de la famille offensée. C'est en effet chez celles-ci que logiquement le Rimbecco a le plus de chance de se produire. Ainsi le Décret de la Seigneurie aboutit en cas de meurtre à frapper de pénalités la famille de la victime.

Sans doute, les termes mêmes employés par les Sérénissimes

(1) Cap. LVIII des Statuti. — La peine du reçel fut d'abord assez légère. Elle augmenta dans la suite. Cf. dans le *Libro Rosso d'Ajaccio*, le décret du 19 mars 1607, élevant la peine à 10 ans de galère. Il y a lieu de rappeler que l'expression *Bandit* doit être entendue au sens corse qui est celui de *banni*, et dans la pratique, de banni armé qui tient la campagne. Banditisme ne veut pas dire brigandage.

(2) MORATI, *op. cit.*, t. II, p. 214 à 222.

Collèges ne rendent pas les femmes de la famille responsables *de plano* lorsqu'il se commet un meurtre. Mais la formule qui détermine légalement le délit est si vague et si générale qu'elle équivaut en vérité au bon plaisir du magistrat et aboutit en fait à condamner les femmes de la parentèle pour la seule raison de leurs liens familiaux. En effet, il suffit, pour qu'elles soient considérées comme coupables, « qu'elles aient coopéré à la vendetta transversale » (Par quels actes?), ou « qu'elles aient montré de la joie, après l'accomplissement d'un meurtre « exécuté par un des leurs, ou enfin : « qu'elles donnent des *indices* de mauvaises intentions » (Quels indices ?).

Pas d'autres exigences de la Loi. On voit quelle est la marge de l'arbitraire. Pourtant, on n'est pas au bout, car ces femmes seront jugées par le Gouverneur ou son Délégué *ex informata conscientia* (c'est-à-dire sans qu'une preuve judiciaire soit nécessaire).

Les peines sont la prison, la relégation, le pilori (berlina), appliquées « sans aucune forme juridictionnelle ».

b) *Sanctions contre les épouses, les fils et les parents au premier degré du banni, pour vendetta.* — Mais voici une autre application de la responsabilité collective. Les Sérénissimes Collèges, sur la proposition du Magistrat de Corse, approuvent en 1658 (1) un Décret aux termes duquel « les femmes, les fils et les parents au premier degré peuvent être relégués pour trois ans par le Gouverneur; lorsqu'un des leurs a tué ou tenté de tuer par vendetta et pour ce fait a été banni (2) ».

(1) 10 mai 1658. *Libro Rosso di Corsica*.

(2) « Che il Sig. Govern. ancora possa relegare sino in tre anni in quel luogo del Regno che megli parera la moglie, figli e parenti in

c) *Obligation des Parents de faire embarquer le banni et sanctions qu'elle comporte.* — Le banni a quinze jours pour purger sa contumace à dater de la décision qui le condamne. Passé ce délai, il doit s'embarquer pour la Terre Ferme. Or, ses parents de la ligne paternelle comme de la ligne maternelle sont tenus de l'amener à quitter l'île dans un bref délai sous peine de 50 lire par personne et d'être retenus en prison durant le temps qu'il paraîtra bon au Gouverneur ou au Juge (1).

d) *Obligation des parents d'empêcher le banni de rompre le ban.* — La disposition se trouve dans le même article des Statuti. Une promesse leur est demandée à cet égard par le juge (2).

La sanction est d'abord pécuniaire. A titre accessoire, elle peut être l'emprisonnement (3).

e) *Obligation des parents de contribuer à l'entretien d'un des leurs, condamné aux galères, et de payer les frais de poursuite.* — La famille qui a la malchance d'avoir un des siens

primo grado di quelli che in appresso saranno banditi alla forma dellé Nuove leggi fatte contra quelli che ammazzano... di vendetta ».

(1) Cap. LVIII des *Statuti di Corsica* «... che fra giorni quindici debbano fargli imbarcare et uscìr dell' Isola, sotto pena, etc. »

(2) « Debbano promettere que detti banditi e confinati (relégués) osserveranno il bando ».

(3) Arch. dép. C. 109, 2 fév. 1585. Procuration donnée par divers habitants de Tarrano. V. aussi C. 110, 25 sept. 1587. Requête présentée... au nom de plusieurs habitants du Niolo... afin qu'il leur soit accordé un délai pour le paiement de l'amende à laquelle le Lieutenant de Corte les a condamnés, parce que des parents refusent d'observer le ban qui les frappe (Les requérants font remarquer qu'il y a des parents plus proches qu'eux).

condamné à ramer sur les galères de la République, devra pourvoir aux frais de sa nourriture (1).

Si la police envoie, pour arrêter un inculpé, une troupe de cheval-légers qui cantonnera peut-être plusieurs jours dans le village, la famille doit payer son entretien (2).

f) *Obligation d'assurer le maintien de la paix. Otages pris parmi les parents. Amendes pour rupture de paix.* — L'obligation s'impose aux parents d'assurer que la paix ne soit pas rompue par un des leurs.

Le Gouvernement n'hésite pas, pour arriver à ce résultat, et tenter en tout cas d'enrayer le cours de la vendetta, à user entre autres moyens, de celui qui consiste, lorsque une inimitié s'est élevée, à prendre des otages dans les deux camps.

L'ordonnance de 1730 du Gouverneur Geronimo Veneroso fait mention des abus provoqués par cette pratique des « ostaggi » (3).

Pourtant, elle produisait parfois de bons résultats, de façon au moins temporaire, s'il faut en croire Bianchiero (4). Mais les inconvénients débordaient en général largement les avantages.

Les parents, quasi certains d'être arrêtés, dès qu'un des leurs avait commis quelque violence, gagnaient tous le ma-

(1) C. 566. 8 nov. 1698. Requête d'Ottilio... pour ne pas avoir à contribuer aux frais d'entretien de Malaccio qui est aux galères, attendu qu'il n'a aucune parenté avec celui-ci.

(2) C. 371, 26 juin 1642. Sentence. Arch. dép.

(3) 27 mai. *Raccolta* etc. de Buttafoco.

(4) Il rapporte que le Gouverneur *Stefano Rivarola* arriva à une complète pacification de l'île par sa justice rigoureuse, en refusant aux bandits tous sauf-conduits, en les traquant sans cesse, et « en incarcérant leurs parents ». *Annales*, p. 133.

quis et augmentaient ainsi, au préjudice de la paix publique, l'importance numérique des bandes qui tenaient la campagne.

Outre le risque d'incarcération ci-dessus décrit, les parents en couraient un autre, dans le cas de *rupture* par un membre de la famille *d'une paix ou d'un trêve* antérieurement souscrite. En effet, si le *rompitore*, comme c'est le cas général, ne paye pas lui-même les sommes dont il va être parlé, ce sont ses parents qui seront obligés de les acquitter. Ils devront en effet régler :

D'abord l'amende conventionnelle qui, nous le verrons, est toujours inscrite dans les traités.

Ensuite l'amende d'Etat, fixée par les Statuts de Gênes (cap. LIII. De rumpente pacem vel inducias, et Cap. LIIII. Si unus ex pluribus obligatis pacem ruperit) qui sont applicables en Corse (1). Une peine pécuniaire et supplémentaire de 100 à 300 livres leur est en outre infligée, si c'est par un *meurtre* (per occisionem) que la paix ou la trêve a été rompue (2).

g) Enfin les obligations et les responsabilités légales des parents sont presque toujours doublées du fait qu'on les oblige à se porter cautions dans une série de circonstances. — Cautions d'embarquement (3) du bandit, cautions de ne pas molester les parents du groupe adverse, même en l'absence

(1) *Lettera circolare per chi darà parola in verbo reggio*. Date incertaine, mais peu postérieure à 1709. *Libro Rosso di Corsica*.

(2) Cap. LIIII des Statuts criminels de Gênes, éd. 1625.

(3) C. 109, 15 fév. 1585. Procuration donnée par Padivantonio à l'effet de fournir en son nom caution pour Giuliano condamné au bannissement. V. aussi C. 136. 1594. 14 mai. Annexe n° XIV.

de promesse *di non offendersi* (1), cautions accompagnant les promesses *di non offendersi* (2) que nous étudierons plus loin.

Ces cautions (3) étaient tantôt constituées par un simple engagement (*sigurtà giuratoria*), tantôt par une obligation arrêlée à une certaine somme (*sigurtà in verbo reggio*). Enfin, il pouvait y avoir encore un dépôt d'argent à la Trésorerie (*Camera*), ce qui constituait l'acte qu'on appelle aujourd'hui un cautionnement. C'est dans cet effroyable réseau de liens juridiques qui s'entrecroisent, qu'est prise toute la parentèle. Encore les textes légaux sont-ils emplis souvent d'une dangereuse obscurité sur plus d'un point. Par exemple on ne sait pas toujours à quelle limite de parenté s'arrête l'obligation. L'Orateur de Corse en 1581 demande au gouvernement de la Sérénissime République de donner au moins des précisions à cet égard (4).

h) *Sanctions collectives par leur répercussion indirecte sur la famille.* — C'est d'abord la confiscation des biens, toujours prononcée contre le coupable, en cas de meurtre. Comme un nombre important des membres de la famille vit en Corse

(1) Arch. dép. C. 120. 16 jany. 1588. Requête de Giovandrea dont le frère avait été assassiné et que le Commissaire d'Ajaccio contraignait à s'engager sous une forte caution à ne pas inquiéter les parents des meurtriers.

(2) C. 221. 1612. Requête de Francesco Rossi. La caution exigée par le Commissaire d'Ajaccio des parents jusqu'au 3^e degré est de 1,000 écus. Il est déjà parlé des cautions *di non offendersi* dans le décret de la Seigneurie du 30 juin 1569. *Pièces diverses concernant l'histoire de la Corse*. B. S. S. H. C., 1884, p. 169, etc.

(3) V. sur les cautions : *Prattica Manuale*, t. II, p. 246. Tarif criminel de 1625. XXXVII.

(4) Requête du 19 mai 1581. *Libro Rosso di Corsica*.

dans l'indivision (1) avec son chef, une telle mesure (2) édictée à l'encontre du meurtrier frappait en réalité tous ceux du même « fuoco ». Cette confiscation fut transformée par les *Nouvelles Lois* de 1635 en une destruction complète. Toutefois les droits de la femme, de la bru et des créanciers demeurerent réservés (3).

i) *Autres sanctions d'une répercussion collective sur la famille. — Destruction des récoltes et stérilisation de la terre. — Arrachage des arbres. — La maison rasée.*

Dans le cas de meurtre sotto pace, et même de simple tentative de meurtre par vendetta, si dans cette dernière hypothèse l'arme employée est l'arquebuse, le coupable, outre les peines personnelles sous le coup desquelles il tombe, verra en outre, comme il vient d'être indiqué, tous ses biens anéantis.

Mais parmi les moyens employés, il en est plusieurs de très remarquables. Nous en retrouverons l'indication à d'autres occasions, dans les coutumes corses, avec un certain caractère rituel qui semble comporter une marque d'infamie (4).

(1) Il en est même encore ainsi à l'époque actuelle.

(2) *Statuti*, Cap. XXXIII, etc.

(3) *Prattica Manuale*, t. II, p. 214 à 222. *Leggi nove*: «... Subito passato la sentenza in giudicato, debba il Governatore, o il giudicante... farli dare il guasto a beni... Salve le ragioni delle moglie, nuore e creditorî.

(4) Et donc, on l'a vu incidemment, le droit comparé offre plusieurs exemples.

Ce sont notamment les *mutilations d'arbres*, et la démolition *de la maison* (1).

Et d'abord les vignes et les arbres devront être arrachés, disent les *Nouvelles Lois*, et les terres du coupable rendues entièrement stériles (2).

Ensuite l'habitation et ses dépendances seront rasées en totalité (3). On songe en lisant les termes rigoureux de ces textes juridiques à l'antique anathème : « Il ne restera pas pierre sur pierre » (4).

Sous la réserve des droits pécuniaires que peuvent posséder la femme ou la bru, la famille du meurtrier est donc jetée hors de tout abri. Elle n'a plus dorénavant ni toit pour la couvrir ni fruits de la terre pour la nourrir.

Cette destruction de la maison est d'ailleurs étendue à toute construction d'où est tiré un coup d'arbalète ou un coup d'arquebuse, même s'ils n'ont eu aucun résultat, et même si

(1) Les coutumes du rasement et de l'incendie de la maison, de la destruction des moissons étaient particulièrement vivantes dans les coutumes germaniques et dans celles qui ont subi leur influence. Les *Deutsche Rechtsgeschichte* de BRUNNER, et ses *Forschungen* etc. sont spécialement à consulter. (V. notre bibliog). — Pour certains peuples antiques. v. GLOTZ, *op. cit.* p. 476. Même coutume dans le Daghestan à l'heure actuelle. Et chez les Kabyles (HANOTEAU-LETOURNEUX, III, p. 70).

(2) «... Spiantare, estirpare le viti e l'arbori, e rendere il terreno infruttuoso, sterile di tutto... ». MORATI, *op. et loc. cit.*

(3) « ...Spianare le case, edifici... »

(4) La destruction de la maison par incendie est souvent d'autre part le résultat de la vendetta. De tels faits se produisent parfois même à l'époque contemporaine. On est frappé de retrouver aujourd'hui dans bien des agglomérations rurales un certain nombre de maisons brûlées qui n'ont jamais été relevées de leurs décombres. Beaucoup de ces incendies ont eu lieu au cours de vendette durant le XIX^e siècle ou à des dates plus anciennes. Un jour, dans un village, comme nous considérons un groupe de ces habitations en ruines, une femme nous

la maison appartient à d'autres personnes qu'aux coupables. Ainsi en disposent les statuts corses (1).

Ce n'est plus seulement dans ce cas l'habitation du meurtrier qui est anéantie. C'est celle, quelle qu'elle soit, d'où a été lancé le coup de feu ou l'arme de trait. Sans vouloir aucunement prendre parti sur un point aussi délicat, on peut dire que tout se passe ici comme si c'était la maison même qui était punie d'avoir récélé l'agresseur.

2^o Responsabilité de la Capella et de la Piève

La pieve, la paroisse (ou capella) sur le territoire desquelles le délinquant a commis son délit ou s'est caché, sont obligées de régler tous les frais de procédure et de poursuite exposés par les juges, à moins bien entendu que le coupable ou ses parents aient pu payer ces dépens. Il en est de même pour les bourgs (Terre murate) (2).

Les mêmes communautés encourent d'autre part une amende, lorsque sachant qu'un bandit est sur leur territoire, elles n'ont pas fait sonner les cloches à toute volée pour réunir les habitants, et lorsque ceux-ci ne se sont pas mis

aborda, étonnée de l'attention que nous paraissions apporter à un fait qui lui paraissait si accoutumé : « Il n'y a donc pas de maisons brûlées dans votre pays, nous dit-elle ? »

(1) *Cap. XXVIII des Statuti*. Les bâtiments seront rasés « spianati ». Au XVIII^e siècle, des atténuations furent envisagées. V. Consultation adressée par un avocat à l'Illustrissime Sénat en juillet 1708. L'avocat estime que, pour satisfaire à la loi, il suffit d'enlever la toiture. *Libro Rosso di Corsica*. L'application de cette mesure a donné lieu à des actes officiels multiples conservés aux Archives départ. V. entre autres : C. 131, 20 mars 1592. Requête de Danèse d'Olezza pour obtenir la démolition d'une tannerie d'où était parti un coup d'arquebuse. D'utiles comparaisons seraient à faire entre la législation corso-génoise sur ce point et les coutumes germaniques.

(2) *Statuti di Corsica*, cap. XLV et cap. LI.

aussitôt en campagne pour donner la chasse à l'indésirable et si possible l'arrêter (1). Enfin le dommage causé par tout délit commis dans leurs circonscriptions peut être imputé aux pièves et capelle, dans l'hypothèse de la carence des parents (2). Les procès qui leur sont faits pour ce motif sont innombrables.

3^e Responsabilités des voisins

Les voisins peuvent voir leur responsabilité indirectement mise à contribution au point de vue pénal, du seul fait de l'habitation contigüe. Grâce à la solidarité qu'on établit entre eux, dans certains cas, ils auront peut-être à subir la nécessité de régler des frais de justice ou des amendes qui ne les concernent pas, de même qu'ils devront payer les impôts pour l'insolvable (3).

Le recours de l'Etat paraît même devoir être exercé contre eux avant de l'être contre la *Capella* (4).

Dans l'ensemble, on le voit, un large appel est donc fait à

(1) Cap. LXII.

(2) C. 114. 31 janv. 1587. Procès de Durziano contre la communauté de Farniole pour être indemnisé de sa barque et de ses filets brûlés par des malfaiteurs inconnus. C. 98, 4 mars 1583, assignation aux « populi e comunità e università de la capella e parochia de Santa Reparata delle Pente etc. » pour jurer qu'ils ne connaissent pas l'auteur des blessures mortelles faites, etc., etc. Cette délation du serment à une communauté est un des incidents du procès en responsabilité.

(3) C. 736, 1725, 12 janvier. Protestation des Pères de la Commune de Morosaglia.

(4) Même pièce. En droit civil, les voisins sont appelés souvent à jouer un rôle important : par exemple, donner leur consentement pour un mariage ou assister une femme ou un mineur dans la passation d'un contrat. Bien entendu, ces cas se réalisent en l'absence de parents rapprochés. Ils n'en démontrent pas moins l'importance des liens juridiques de voisinage.

la responsabilité collective. Mais ceux qui en subissent les conséquences les plus dures et les plus nombreuses sont, sans conteste, les parents. La conception qui se trouve à la base d'une telle organisation est ancienne. C'est l'idée de la solidarité des gens du même sang, dont la manifestation est apparue avec vigueur dans les règles mêmes du droit de la vendetta.

Mais ce système s'appuie encore sur la présomption, souvent conforme à la réalité, que l'acte de vendetta est le fait de la famille entière. Nous verrons au XVIII^e siècle, et à deux reprises, cette théorie juridique exposée par des Corses avec une grande clarté.

SECTION II

LES MOYENS DE POLICE ET LES PROCÉDÉS PRÉVENTIFS

A — MOYENS DE POLICE

Dans un pays aussi accidenté que la Corse et où des territoires immenses restaient sans habitations, et souvent sans routes, la poursuite des meurtriers était un problème ardu. Gênes ne disposait pas des forces suffisantes pour le résoudre, même si son Gouvernement avait eu la fermeté et la stabilité nécessaires.

Elle a essayé néanmoins, en se servant de procédés qui ont entraîné de lourds abus et qui n'ont donné que des résultats utiles assez insignifiants.

1^o Les Commissariati

Le plus typique des moyens de police a été l'institution des *Commissariati*.

Lorsque des crimes par vendetta avaient été commis, et en particulier en cas de meurtre *sotto pace*, le Gouverneur envoyait dans les villages où s'étaient passés les événements certains officiers de justice portant le nom de *Commissaires de campagne* (1) et suivis d'une compagnie nombreuse de soldats et de *sbires*. Ils installaient leur quartier général dans le pays, logeaient leurs hommes chez les parents du meurtrier, envoyant des expéditions, procédaient sur place à des enquêtes.

Il était fort rare de voir l'arrestation des coupables. Avertis de très loin, de l'arrivée d'une telle troupe, grâce à son importance, les inculpés prenaient aussitôt du champ (2). Aussi bien, les *Commissariati* avaient surtout pour conséquence et même pour but, nous dit Pinello, de réprimer l'audace des parents du coupable, de les empêcher d'assister le bandit, de mettre un frein à la tyrannie qu'ils exerçaient sur les adversaires terrorisés et de produire sur tous un effet salutaire d'intimidation. Mais pour ce qui concerne les meurtriers eux-mêmes, ajoute cet auteur, il n'y a guère à espérer qu'on

(1) Morati, *Prattica manuale*, t. I, p. 102.

(2) « Non e sperabile far catturare rei nelli Commissariati, perche non se spediscono con segretezza ». PINELLO, *op. cit.* En 1653, la Seigneurie avait enjoint aux Gouverneurs de Corse de se montrer prudents dans l'envoi des *Commissarii*. « Li quali andando con apparecchio di campana e soldatesca » donnent l'éveil aux gens qu'ils poursuivent. (*Libro Rosso di Corsica*, acte du 19 novembre 1653). Mais il n'en avait été tenu aucun compte, pas plus que d'une lettre dans le même sens adressée par le Gouvernement génois le 11 mars 1711. (*Libro Rosso*).

puisse les prendre, à moins qu'on arrive à s'entendre à cet égard avec leurs ennemis personnels. (1)

De fait, la méthode se résumait en l'installation de garnisaires avec toutes les vexations qu'entraîne un pareil procédé. En outre, de véritables otages étaient pris dans les familles (2). Enfin, les frais considérables qui étaient exposés dans une telle procédure devaient être payés par les parents jusqu'au 3^e degré. Encore cette brève description ne donne-t-elle que le compte rendu officiel des actes accomplis. En fait, les officiers de police gènois profitaient de ces missions pour faire leur main (3). Loin de s'apaiser, l'esprit de vengeance était redoublé, les parents brimés prenant le maquis dès qu'ils le pouvaient et multipliait les représailles vis-à-vis de leurs adversaires. Jeaussin nous donne le chiffre énorme de 1.800 meurtres, accomplis par vendetta sous l'administration d'un seul gouverneur de l'île.

Seul, le Commissaire général de Corse, Geronimo Vencroso mit pendant un temps une limite à ces abus. Il déclare dans une ordonnance du mois de mai 1730 « que non seulement les Commissariats ne donnent aucune terreur aux méchants, mais que ce sont exclusivement les innocents qui supportent de leur part tous les préjudices. » (4). En 1733, l'interdiction

(1) JEAUSSIN, *Mémoires historiques*, t. I, p. 167 et s.

(2) BANCHERO, *Annales*, p. 133, donne l'usage de ces incarcérations de parents, comme antérieur au xviii^e siècle. Elles ont dû exister de tous temps.

(3) Ce point apparaît jusque dans l'Ordonnance du Gouverneur Vencroso du 27 mai 1730 qui relève divers abus à la charge des Commissaires. *Libro Rosso di Corsica*.

(4) 27 mai. *Libro Rosso di Corsica*. Une requête qui provoqua cette Ordonnance avait été présentée auparavant au Commissaire général par les nobles Douze. Rossi, *op. cit.*, liv. VI, p. 43.

de principe de cette procédure extraordinaire figure parmi les *Concessions*, arrachées à Gênes par la médiation de Louis XV et de Charles VI d'Autriche (1). — Mais tout continua dans la suite comme par le passé, et l'on voit encore les Corses révoltés demander la suppression de cet abus dans les doléances qu'ils adressent au Roi de France en 1738.

2^e Récompenses aux bandits qui abandonnent l'île

Gênes ne pouvant que rarement arriver à la capture des meurtriers par vendetta, du moins par des moyens directs, s'est efforcée d'en débarrasser le pays par deux procédés. Le premier a consisté à amener ces indésirables à quitter l'île de leur propre volonté. Déjà, nous l'avons vu, des moyens de pression étaient employés vis-à-vis de la famille pour conduire à ce résultat. Mais Gênes essaya d'intéresser le bandit lui-même par une sorte de prime, à ce départ. Non seulement, elle le lui facilita en lui donnant un sauf-conduit (2), mais elle en vint jusqu'à lui offrir du service dans ses armées (2).

Le second système employé pour purger l'île, a été d'offrir une récompense à quiconque tuerait ou livrerait un banni.

Quelques développements sont nécessaires à ce sujet :

(1) ROSTINI. *Mémoires*, p. 195. Les *Concessions* sont du 28 juin 1733.

(2) Le fonds du Civile Governatore contient un nombre considérable de ces sauf-conduits. Nous en donnons un exemple aux annexes n° IX.

(3) Les Orateurs de Corse, le 7 mars 1578, puis le 25 octobre 1580, sollicitent même la Seigneurie de faire de cet usage une règle officielle, afin d'éviter que les bandits corses n'aillent se mettre au service de princes étrangers (*Libro Rosso di Corsica*). Mais plus tard, les Corses mieux éclairés sur leurs intérêts généraux, demandèrent à plusieurs reprises la suppression de cette pratique, qui consistait à encourager le meurtre.

3^e La double prime au meurtre ou à la capture des bandits

Sitôt que sont écoulés quinze jours après la condamnation d'un coutumæe au bannissement, il doit s'embarquer. S'il se trouve dans l'île quinze jours après, il est mis hors la loi (1). Quiconque le rencontre peut l'occire impunément. Ainsi, en disposent en principe les Statuts (cap. LVIII); mais l'art. LXXX renchérit sur cette mesure, en y intéressant quiconque par l'appât du lucre.

Celui qui tuera un bandit ou le livrera vivant aux mains de la justice aura d'abord une récompense en argent: cent à deux cents lire. Cette prime est la même, quel que soit le moyen employé : le meurtre ou la capture sont payés au même taux. Au xviii^e siècle, la prime s'élèvera parfois jusqu'à quatre cents lire (2).

Parmi les abus graves que suscitait une telle organisation, l'un des plus remarquables était que, sous prétexte de persécuter la vendetta, elle lui donnait au contraire un aliment. En effet, c'était les ennemis du bandit qui le tuaient la plupart du temps, pour exercer leur vengeance. Le mal engen-

(1) Il en est du moins ainsi pour les *banditi capitali*, c'est-à-dire ceux qui ont encouru un bannissement perpétuel ou de longue durée. Ce sont les bandits « per alcuno delitto che meritasse pena capitale ». Cap. LVIII des Statuti. « Possino esser offesi et ammazati da ogniuno, senza incorrere in pena alcuna ».

(2) Lettre du Sénat au Gouverneur de Corse et Arrêté consécutif du Gouverneur, 28 juin 1706. *Libro Rosso di Corsica*. Il y a lieu de noter que la même coutume a existé en Sardaigne. On l'y rencontre encore en 1773 du temps du roi Victor Amédée, et probablement au-delà de cette date.

draît le mal. Le Gouvernement Génois le constate lui-même avec mélancolie en 1714 (1).

La prime en argent n'est pas le seul bénéfice pour la mise à mort du bandit. Son exécuteur acquerra en outre le droit de « nommer » à la Seigneurie un autre bandit à son choix, pourvu que ce dernier n'ait encouru qu'une peine égale ou inférieure (2) à celle du bandit occis. Le résultat de cette nomination sera de procurer la grâce de l'homme désigné (3). Cette désignation doit se faire dans les quatre mois.

Personne n'est exclu de la faveur ainsi attachée par la loi (4) à la suppression d'un banni, et même les autres bannis peuvent en profiter. De telle sorte qu'en pratique, c'est souvent entre eux qu'ils se tuent (5).

(1) « Li detti omicidij (sur la personne des bandits), seguono il più delle volte non per zelo di estinguere banditi, ma bensi son prodotti dalla vendetta e odio intestino... » *Libro Rosso di Corsica*.

(2) « Bandito di pari o minor delitto ». *Statuti*, cap. LXXX.

(3) Banchemo nous rapporte ce trait singulier. (*Annales*, p. 127). Un bandit étant mortellement blessé par accident engagea ses deux compagnons, bandits comme lui, à lui trancher la tête après sa mort et à la porter à Bastia, en disant qu'ils l'avaient tué, « per conseguirne la liberazione ed il taglione ».

(4) MORATI, *Prattica Manuale*, t. II, p. 379 et 504 et Arch. départ. C. 90, 22 septembre 1580. Sentence libérant du bannissement Pietro Paolo d'Alesani en retour de ce qu'un autre banni contumace a été tué par les parents dudit Pietro Paolo. V. encore C. 50, 29 nov. 1567. C. 66, 19 août 1574. C. 71, 7 avril 1575, etc... Les officiers de police eux-mêmes pouvaient obtenir la faveur, en arrêtant ou tuant un bandit, d'en faire gracier un autre. V. C. 122, 1^{er} mars 1589. Requête de deux barigels qui avaient capturé un bandit pour obtenir la remise de bannissement d'un autre bandit.

(5) Notons que, comme pour la prime en argent, la prime par moyen de grâce ne suppose pas forcément la mise à mort d'un bandit. La faveur est accordée aussi bien à celui qui le livre vivant. Mais c'est

Les survivants obtiennent la remise de leur peine (1).

C'était là une politique répressive à courte vue, pour n'en rien dire de plus, car elle aboutissait surtout à légitimer un certain nombre de crimes. L'aversion pour le meurtre, comme on peut penser, n'en était pas diminuée. Au contraire, elle recevait ainsi un encouragement officiel.

Mais du point de vue objectif, une telle institution est curieuse à observer. Elle équivaut en effet à une démission de la Justice d'Etat entre les mains de particuliers chargés d'exécuter ses arrêts.

Ce n'est pas son seul caractère. Au regard du justicier privé, l'acte qu'il a accompli lui donne un véritable droit de grâce. Car c'est un droit formel qu'il a ainsi obtenu. L'Etat ne peut le lui contester. Ce droit spécial entre dans le patrimoine de celui qui en bénéficie, et peut être même un objet de commerce. C'est ainsi, par exemple, que nous voyons le Capitaine Antonfrancesco Costa obtenir cession par acte notarié du droit de grâce, appartenant à un destructeur de bandit (2), et dont il usera à son tour au profit d'un de ses protégés personnels.

une hypothèse rare. En général, il n'est guère possible de capturer un bandit en vie.

(1) La Sardaigne a, de son côté, connu assez tard cette institution juridique consistant à faire grâce aux criminels qui en capturaient d'autres et les livraient à la justice. MEAUT (*Hist. de la Sardaigne*, t. II) nous rapporte qu'au temps du roi Victor Amédée (1773) tout contumace « avait la faculté de se présenter au vice-roi pour lui offrir l'arrestation d'un criminel condamné à la même peine que lui, et obtenir à cet effet un sauf-conduit par le moyen duquel il pouvait voyager dans tout le Royaume sans crainte d'être arrêté ». Il employait cette liberté sous condition à tendre à un autre bandit divers tequards pour s'emparer de lui.

(2) C. 123, 26 juillet 1589. Requête du C^{me} Antonfrancesco. V. annexe n° VII.

B. MOYENS PREVENTIFS

Ces moyens ont consisté notamment dans l'*interdiction du port d'armes*, et dans des procédés de contrainte pour imposer des trêves aux partis en vendetta, et même les pousser à des traités de paix.*

1^e Interdiction du port d'arme

Le droit de port d'armes, et surtout d'armes à feu a toujours été considéré comme une des facultés qui facilitaient le plus l'exercice de la vendetta. Il serait hors de cadre de faire ici un exposé complet de son histoire en Corse. (1).

Il convient seulement de dégager les idées générales qui ont présidé aux diverses mesures édictées dans l'île à ce propos.

(1) A cet égard on trouve une série considérable d'actes officiels : Loi édictée par les Collèges de la Seigneurie, 4 avril 1655, interdisant en Corse le port et la possession d'arquebuses même dans la maison d'habitation. BANCHERO, *Annales*, p. 187. — V. aussi : Décision de la Seigneurie du 5 juillet 1629. — Rapport du Magistrat de Corse au Sénat à propos des arquebuses « a ruota (rouet), a focile (briquet) e a miccia (mèche) ». 2 déc. 1701. — Nouvelle prohibition des Sérénissimes Collèges, 27 mai 1715. — Id., 16 oct. 1715. Des peines graves sont portées. — Lettre du Doge au Gouverneur de Corse pour interdire les armes à feu, même aux « magnifici cittadini » et aux gentilhommes, et même aux soldats et aux gens de police, excepté durant leur service, 1717. — Décision du Sénat du 15 mars 1717 interdisant la fabrication, le port et la détention de certaines armes blanches. — Id. 13 sept. 1718. — Toutes ces pièces : *Libro Rosso di Corsica*. — D'autre part, les sanctions étaient augmentées dès 1595 (2 juin) pour tous meurtres ou violences commis à l'aide d'armes à feu (*Libro Rosso*). L'usage d'arquebuse est une circonstance aggravante de l'infraction. L'énumération qui vient d'être faite ne donne qu'une faible idée de la littérature législative sur ce sujet.

Ces idées, tant chez les Collèges de la Seigneurie, que chez les Nobles Douze, se rattachent à des préoccupations divergentes.

En ce qui concerne la Seigneurie, elle était mue, sans doute, par le désir de supprimer le port d'armes dont elle savait les dangers au point de vue de la paix publique. Mais d'autre part, il constituait pour elle une ressource financière importante à cause des patentes. (1). Ce bénéfice était d'autant plus élevé qu'il n'était presque personne en Corse qui ne fut prêt aux plus grands sacrifices pour avoir le droit de détenir une arquebuse. (2) « Il n'est pas de Corse si pauvre qu'il soit qui n'ait la sienne, écrit Filippini.... Celui qui n'en a pas vend sa vigne, ses châtaigniers,, comme s'il ne pouvait vivre sans arquebuse. »

Du côté corse, même chez les hommes les plus sensés, deux pensées contraires accaparent aussi et tour à tour, à ce sujet, le champ de leur volonté. Ils se rendent fort bien compte des maux infinis qu'entraîne la circulation des gens en armes. Mais l'amour de celles-ci est tel chez les Corses qu'il emporte presque à tous coups les autres considérations. Aussi voit-on les Nobles Douze suivre une politique peu cohérente, réclamant tantôt le désarmement de la population, tantôt demandant la restitution des armes enlevées. (3).

(1) La patente est d'un peu plus de 13 sous en 1715. V. le décret de la Seigneurie du 27 mai de cette année. Rossi, *Osservazioni storiche*, liv. VI, p. 10, 11, 12.

(2) En 1590, le chroniqueur Filippini estime à 7000 le nombre des patentes d'arquebuses. *Op. cit.*, trad. Letteron, t. III, p. 361.

(3) Par exemple les Douze demandent cette restitution en 1730. Rossi, *op. cit.*, liv. VI, p. 43-45. Il est à noter d'ailleurs que la paix publique n'était pas assurée par la faible justice de la Seigneurie,

Partagé entre ces influences contraires qui s'exerçaient sur lui de l'intérieur et de l'extérieur, le Gouvernement Génois a eu en cette matière, plus peut-être qu'en aucune autre, une conduite sans cesse contradictoire. Les prohibitions ont succédé aux autorisations, et ainsi de suite, à telles enseignes que jamais les interdictions, alors même qu'elles étaient en vigueur, n'ont été sérieusement observées.

2^e Les trêves imposées

La Banque de Saint Georges, comme la République, se sont inquiétées à toute époque de faire établir des trêves entre les familles en vendetta. Le procédé employé consistait à amener les représentants de ces familles, par la contrainte ou la persuasion, à échanger entre eux des promesses *di non offendersi*. Souvent, ces engagements étaient, pris de façon spontanée, dans les contrats de réconciliation définitive que les parentèles adverses concluaient entre elles. Alors, la clause *di non offendersi* figurait comme un accessoire et un complément de l'acte principal : *la pace*.

Mais, en dehors d'un traité de paix, la promesse *di non offendersi* apparaît avec le caractère temporaire d'une trêve. Les parties ne renoncent point par là à la vendetta. Elles s'engagent seulement à ne pas se molester pendant un certain temps.

Cette question de durée posait un problème assez curieux dont une circulaire du Gouvernement de Corse au début du xvii^e siècle nous révèle les termes. (1) Il précise d'abord que les gens les plus pacifiques avaient un intérêt légitime à posséder des armes, pour leur défense.

(1) *Lettera circolare per chi darà parola in verbo reggio*. Sans date. Mais les actes qui la précèdent et qui la suivent dans le *Libro Rosso*

que la violation d'une promesse *di non offendersi* doit être considérée, du point de vue de la répression comme une rupture de *pace*, et tombe en conséquence sous le coup du titre qui s'y rapporte dans les Statuts de Gênes. Puis il ajoute : « On devra (les juges qui font faire la promesse) faire exprimer dans l'engagement le temps qu'il durera et qui devra toujours être le plus grand possible. Il ne devra, en tous cas, pas être inférieur au temps des fonctions du Gouverneur en charge, augmenté de deux mois, afin que son successeur puisse avoir la facilité de remédier aux troubles qui se produisent habituellement lors de l'entrée en fonctions d'un nouveau Gouverneur, sous le prétexte que les promesses *di non offendersi* sont expirées (sul motivo che già sj spirata la parola.)

Il semble résulter de ce texte, qui a l'air d'innover à cet égard, que la coutume était auparavant de faire des trêves, seulement pour la durée des fonctions du Gouverneur qui en avait recueilli d'engagement des *parties*. Antérieurement la parole donnée par celles-ci était donc peut-être exprimée *intuitu personae* par rapport au haut magistrat qui l'avait reçue.

Ces promesses *di non offendersi* étaient presque toujours accompagnées de garanties, sous forme de constitution de cautions (*sigurtà di vita*). Les Statuts de 1571 (cap. LXVIII et LXIX) contiennent déjà une réglementation à cet égard. La question fit d'ailleurs l'objet d'innombrables ordonnances ultérieures. (1).

C'est par voie de contrainte, quand il était nécessaire,

di Corsica permettent d'indiquer que la lettre a été adressée entre 1709 et 1711.

(1) Pour le XVIII^e siècle, v. Ordonnance du Gouverneur du 10 août. *Raccoltà de Buttafoco*.

que procédait l'administration génoise pour obtenir des familles ennemies la stipulation réciproque de ne pas se molester (1). Les adversaires étaient convoqués à Bastia ou devant un juge local, et détenus s'il y avait lieu jusqu'à l'obtention de leur consentement et des sécurités accessoires.

La Seigneurie eut même la pensée d'aller plus loin, et d'exiger par des moyens de coercition la conclusion de traités de paix proprement dits.

Dans un manuscrit (2) consulté à Gênes par Molard on trouve une ordonnance des S^{mes} Collèges relative à certains magistrats nommés *Syndicateurs*, qui venaient périodiquement en Corse exercer un contrôle sur les actes des fonctionnaires locaux. Or, dans cet acte, qui détermine leurs pouvoirs, figure un article ainsi conçu : « *Faculté de faire arrêter ceux qui s'opposent à la paix...* » (3). D'autre part, les actes de procédure nous révèlent un certain nombre d'exemples de pression exercée par les Gouverneurs pour obliger les adversaires à signer la pace (4). Mais, en général, si les par-

(1) C. 110. (fin du xvi^e siècle). Requête de Paolo de Zuani dont le neveu Sampiero s'était querellé avec Borchisciano pour obliger celui-ci à se réconcilier avec Sampiero, et, en cas de refus, à ne pas se molester ainsi que ses parents jusqu'au troisième degré. C. 276, 10 juin 1624. Annexe XIX. Ordre au patron Virgilio et au sergent Pierbattista Cuttanco, ainsi qu'à leurs parents respectifs, de s'engager sous caution à ne pas se molester. V. encore C. 649, 6 oct. 1712. Requête de Pietro.

(2) MOLARD. *Rapport sur les bibl. de Gênes*. Bibl. du marquis Spinola. « *Istruzioni per gli Illmi Sindicatori* ».

(3) On voit parfois les syndicateurs présider à la conclusion de traités de paix. V. annexe n° XXI. Pace du 1^{er} juin 1676.

(4) C. 194, 6 juin 1606. Citation de divers habitants de Pietricaggio d'Aleseni à comparaître devant le Gouverneur pour une réconciliation *per conto di pace*. C. 461, 3 oct. 1669. Requête de Loviso Gugnardo et

ties résistent avec énergie, l'autorité publique ne pousse pas les choses plus avant (1). Les ⁸mes Collèges, sollicités par les Nobles Douze, dans une requête du 4 novembre 1619, de donner au Gouverneur de l'île les pouvoirs nécessaires pour contraindre des familles ennemies à faire un traité de paix, s'y refusèrent même formellement. (2).

En bonne logique, ils n'avaient pas tort. Un contrat, quel qu'il soit, signé sous une menace, est pour tous une duperie. Les parties n'y attachent aucune valeur et ne se croient pas liées. Au moyen de la force, quand elle est nécessaire, on peut imposer la paix publique, mais non un traité de paix, entre particuliers.

Par la persuasion, les Gouverneurs de l'île aboutirent davan-

consorts *pour ne pas être obligés* de faire la paix avec des adversaires qui la demandent avec menaces.

(1) C. 281, 2 nov. 1625. Requête d'Ascanio et de ses parents, mandés à Bastia pour conclure un traité de paix avec Brasilio, qui avait blessé ledit Ascanio et avait été condamné pour ce fait à trois ans de relégation, à l'effet d'être autorisés à quitter ladite ville, le traité ne pouvant se faire. Les requérants exposent qu'ils sont retenus depuis sept jours à Bastia, et qu'il apparaît cependant que le traité ne peut se conclure, car le principal d'entre eux, Ascanio, celui qui a été blessé, « non si ritrova così di fresco disposto » à faire la paco. Ils ajoutent que c'est le temps des semailles, que leur présence est urgente en leurs villages, et qu'ils supplient, en conséquence, le Gouverneur d'autoriser leur départ « attendu que la paco doit être obtenue du bon vouloir de la partie offensée et non d'autre manière ». Le Gouverneur permet le départ à la condition préalable que les parties fassent promesse *di non offendersi*.

(2) Requête des Douze, du 4 nov. 1619. « ...Terzo. Che si concessa all' Illmi Si Governatori dell' Isola di Corsica... autorità, compresa la straordinaria di poter astringere qualsivoglia persona a far quelle paci... » Réponse du Magistrat de Corse, confirmée par la Seigneurie : « Che non si cconsenta, anzi si riprovi richiesta ».

tage à obtenir des conventions de réconciliations. Du moins en fut-il ainsi, quand ils y mirent quelque zèle et quelque adresse, et il faut l'ajouter, quand ils jouirent auprès des populations du prestige de l'impartialité. Banchemo nous a gardé le nom du Gouverneur Agostino Centurione comme celui d'un homme qui arriva, grâce à son crédit moral, à accommoder bien des inimitiés. (1)

Les Orateurs des Douze, à de nombreuses reprises, demandèrent à la Seigneurie que les Magistrats qui avaient la charge de la Corse s'attachassent en particulier à l'œuvre de pacification. La Seigneurie « est suppliée, en 1569, afin que l'établissement des paci entre particuliers, conformément aux coutumes chrétiennes, soit favorisé. » (Requête du 30 juin) (2). Elle est sollicitée (3 juillet 1572) d'ordonner « que tous les Gouverneurs et juges de l'île prennent soin avec toute diligence de procurer... toutes les paci, etc. » Une telle formule finit presque par devenir de style dans les doléances des Douze. (3) Les parties elles-mêmes s'adressent parfois spontanément au Haut représentant de la République dans l'île. (4)

Par l'institution des Pacieri officiels, qui sera examinée plus loin, nous verrons, d'autre part, le Gouvernement local

(1) BANCHEMO. *Annales*, p. 170. Centurione était Gouverneur en 1619.

(2) *Pièces diverses concernant l'histoire de la Corse*, p. 169, 183.

(3) Même demande en 1584 (18 janvier), en 1604 (1^{er} juin), etc. *Libro Rosso di Corsica*.

(4) V. notamment C. 49, 1568, 1569. Soumissions de 41 pièves ou communautés d'Alesani, Ampugnani, Antisanti, etc., lesquelles demandent : 1^o... 6^o la sécurité dans le pays, c'est-à-dire l'établissement de paci entre les familles.

tenter à un certain moment de favoriser les *paci* par une autre méthode.

SECTION III

APPRÉCIATIONS SUR LA JUSTICE GÉNOISE

L'opinion la plus générale s'est montrée très dure pour l'administration génoise dans tous les domaines, et en particulier pour son administration de la justice. Il est certain au surplus, que, dans sa lutte contre la vendetta, elle a abouti à un échec à peu près complet (1). La plupart des griefs invoqués contre la République ont été réunis dans le célèbre réquisitoire dressé par Salvini au xvm^e siècle, et qui porte le titre de « Justification de la Révolution de Corse ». Sans doute, tout ce que dit Salvini doit être apprécié, compte tenu de l'esprit national qui l'anime, et qui, comme il est naturel, lui fait apercevoir chaque chose, sous l'angle le plus défavorable à la Seigneurie. Mais beaucoup d'autres écrivains, qui n'avaient pas les mêmes raisons de sentiment, ont porté des jugements semblables, ou peu s'en faut (2).

(1) « Le Père Cancellotj, jésuite missionnaire, qui avait voyagé en Corse, fit un calcul par lequel il apparaissait qu'en quarante années de gouvernement génois, la Corse avait perdu 28.000 hommes par les assassinats, et d'autre part qu'en 47 années de guerre, elle n'en avait perdu que 10.000, y compris ceux qui avaient quitté le pays dans les temps de trouble », *Mémoires d'un officier de Picardie*, p. 198. Salvini, de son côté, nous donne les renseignements suivants : « Dans les registres... extraits de la Chancellerie génoise en 1715, à l'occasion de la prohibition des armes à feu, on releva que durant les 32 années précédentes : 28.715 homicides avaient été commis. » *Giustificazione...* éd. d'Oletta, p. 99.

(2) Par exemple M. de Cursay. Lettre rapportée dans ses *Mémoires*,

Il convient pourtant d'examiner la question d'assez près. Quelques reproches qu'on puisse lui adresser, le Gouvernement de Gênes n'a pas été entièrement mauvais.

Il y a lieu d'établir une balance :

1. Ce qui peut être dit au bénéfice de Gênes

a) Tout d'abord il semble nécessaire de faire un départ entre l'administration de l'Office de Saint-Georges et celle de la République S^{me}. Il faut à cet égard se garder d'un préjugé. La Banque, n'étant après tout qu'une grande société commerciale, on pourrait croire qu'elle a gouverné la Corse dans une pensée purement mercantile, et que le résultat en a été une justice plus que médiocre. Or, il semble bien au contraire, que sa justice fut meilleure que celle de la Seigneurie. D'abord son gouvernement s'efforça de combattre et réduire les feudataires, qui opprimaient assez durement les populations (1), et étaient par leur turbulence une cause continuelle de troubles et d'effusion de sang. Les chroniqueurs, sans épargner certaines critiques, constatent cependant à plusieurs reprises les bons effets de l'administration de St-Georges (2) Pierre Cynrée entre autres, qui est un Corse pur sang peut-on dire, et dont le jugement est d'autant plus

p. 9 par l'officier du régiment de Picardie : « Les fondements de la révolte (la grande révolte des Corses au XVIII^e siècle) avaient été les abus dans l'exécution de la justice et la faiblesse dans la punition des crimes ». V. aussi ABBÉ GAUDIN. *Voyage en Corse et vues politiques sur l'amélioration de cette île*, 1787.

(1) V. GREGORJ. Préface à son éd. des *Statuti di Corsica*, p. cxxxiv.

(2) CYRNÉE. *De Rebus Corsicis*, p. 354, 360, 362, éd. Letteron.

impartial qu'il a eu à souffrir des Gênois (1), nous rapporte « que beaucoup de nobles et gens du peuple soutenaient leur parti et avaient pris les armes en leur faveur, *pour combattre les perturbateurs de la paix.* »

Il ajoute qu'en 1490, « sur 100.000 familles corses, 18.000 paient volontairement un impôt aux Gênois *pour qu'ils maintiennent la paix dans l'île.* » Ainsi l'office apparaissait alors aux pacifiques comme un Gouvernement capable d'apporter aux populations le bienfait de l'ordre, de la justice et de la tranquillité intérieure. *Ceccaldi* tient le même langage. « Ceux qui (en Corse) avaient l'expérience des hommes disaient hautement que les Corses étaient mieux traités par leurs maîtres que n'importe quel autre peuple. (En 1545). Et plus loin : « Les Protecteurs (de l'Office) avaient... toujours, avec une équité rigoureuse, surveillé leurs officiers pour les empêcher de rien faire qui fut contraire à leurs bonnes intentions. (2) » *Monteggiani* dans les premières années du xvi^e siècle, fait aussi l'éloge de la justice de l'Office et de sa bienfaisante rigueur (3).

b) *La Seigneurie* elle-même a manifesté souvent de bonnes intentions, et les a quelquefois réalisées. On a gardé le nom

(1) Le Gouverneur de l'île fit jeter Cynée dans une fosse au retour d'un voyage qu'il venait de faire en Italie, sous prétexte qu'il se livrait à l'espionnage au préjudice de Gênes. Cynée passa plusieurs jours dans cette situation et ne put s'en tirer sans dépens.

(2) *CECCALDI*. V. *FILIPPINI*, éd. de Tournon, p. 226 ; éd. Letteron, t. II, p. 17 : « Il fallait reconnaître que toutes les fois qu'on s'adressait à eux, on obtenait satisfaction, en tout ou partie, à moins que la justice s'y opposât ».

(3) *MONTEGGIANI*, dans *FILIPPINI*, *op. cit.*, p. 212. éd. Tournon p. 466. t. I. éd. Letteron.

de trois ou quatre Gouverneurs, qui furent de bons Administrateurs de Corse et qui y firent régner un droit équitable (1).

En outre, les Sérénissimes Collèges se sont souvent efforcés d'encourager l'agriculture. Cette question n'intéresserait pas notre étude, si l'un des moyens employés pour favoriser la culture, ne touchait pas à l'application même du droit répressif. En effet, il consistait à accorder aux bandits leurs grâces ou diverses faveurs à la condition pour eux de planter un certain nombre d'arbres utiles à la vie humaine (2). C'est à la Seigneurie, par cette mesure, — et sans doute aussi par d'autres — que doit être attribué dans une importante proportion le développement dans l'île des bois de châtaigniers dont les fruits forment encore aujourd'hui là-bas le fond de la nourriture pour la population (3).

(1) AGOSTINO PALLAVICINO par ex. V. Req. des Orateurs du 29 mai 1610. *Libro Rosso di Corsica*.

(2) C. 360, 8 nov. 1639. Sauf-conduit valable pour 4 mois, accordé à *Anton Bastiano*, bandit capital, à condition qu'il s'engage sous caution à planter 50 châtaigniers. — C. 355, 1638. Requête du Cne *Saliceti*, condamné à 10 ans de galère. — Sa grâce lui est accordée à condition qu'en trois ans, il plante 150 châtaigniers et greffe 100 oliviers sauvages. — C. 368, 1641. Recours en grâce du Cne *Tommaso* « attendu qu'il a rempli toutes les conditions imposées... parmi lesquelles était celle de planter 1200 pieds de vignes et plus de 500 arbres fruitiers (figuiers, oliviers). — De tels faits sont nombreux surtout au début du XVII^e siècle.

(3) Et aussi pour plusieurs sortes d'animaux domestiques.

2. Ce qui reste à la charge de l'Administration génoise

A. FAIBLESSE DE LA REPRESSION

a) *Clientèle*. — Gênes, en proie elle-même aux factions (1), a toujours été incapable d'adopter de façon suivie une ferme politique répressive. L'esprit de clientèle, qui régnait en Corse, n'était pas moins puissant dans les Riviere. Il suffisait à un meurtrier de se créer des protecteurs influents, soit auprès du Gouverneur de Bastia, soit surtout dans les Collèges de la Seigneurie, pour être à peu près assuré de l'impunité. A plusieurs reprises, le Gouvernement Génois essaya de réagir contre ce système de favoritisme en matière judiciaire. On voit à certains moments les Protecteurs (2) ou les Collèges se condamner eux-mêmes sur ce point, si l'on peut dire, en décidant que dorénavant aucune grâce ne pourra être accordée par eux qu'aux quatre cinquièmes des voix. Vains efforts: le mal ne fait que croître (3).

(1) V. VINCENS. *Histoire de la République de Gênes* passim. — D'autre part, en Corse, elle pratique la maxime : *divide ut imperes*. A plusieurs reprises et notamment en 1730, les insulaires lui en font le reproche: ils l'accusent « di mantenere sempre vive fra i popoli le diccordie, accioche in questa maniera l'uno coll' altro si distrugge ». Rossi, *op. cit.*, liv. VI, p. 34.

(2) BANCHERO. *Annales*, p. 51. L'Office constate, le 11 septembre 1516, que beaucoup de contumaces viennent le supplier de leur faire grâce et qu'ils arrivent à leurs fins par le moyen suivant: « Opera amicorum ipsorum, uno modo vel alio, curant taliter quod de dictis ipsorum delictis nullam habeant punitionem ». En conséquence, l'Office s'impose à lui-même de ne plus accorder de grâces qu'aux 4/5 des voix. GECCALDI souligne aussi ces abus. (FILIPPINI. *Chroniques*, éd. Tournon, p. 215, éd. Letteron, t. I, p. 473).

(3) Cf. par ex. *Nouvelles lois* de 1635. MORATI, t. II, p. 214 à 222... « Il ne pourra (le meurtrier sotto pace) jamais être gracié ou absous de sa peine... sinon par les Sérénissimes Collèges aux 4/5 des voix, etc... »

b) *Abus des grâces.* — L'abus des grâces fut parmi les plus graves défauts du régime, Nul moyen ne pouvait davantage énerver toute répression de la vendetta. Sans doute, les Noble Douze y sont pour quelque chose, car, à bien des reprises, ils furent les premiers à solliciter sans mesure les *Indulti* de la Seigneurie. Mais il n'y a pas là une excuse pour la Sérénissime République de n'avoir pas rempli le rôle de Gouvernement, qu'elle prétendait assumer en Corse, puisqu'elle y maintenait sa domination. D'ailleurs, il est arrivé assez souvent aux Douze de demander au contraire que les amnisties soient refusées, en particulier pour le cas de *meurtre sotto pace* (1).

c) *Abus des sauf-conduits.* — Non seulement, comme il a été montré, il est accordé des sauf-conduits aux meurtriers

(1) Le nombre des actes officiels relatifs aux demandes de grâces est considérable. Voici quelques indications, encore incomplètes, sur la question :

a) En 1572, l'Orateur des Douze demande la remise des peines corporelles à tous ceux qui ont obtenu la paix. Réponse du Sénat : il renvoie à l'application des Statuts.

b) En 1578, 7 mars, l'Orateur des Douze demande à la Seigneurie que la grâce ne puisse être accordée, même s'ils ont obtenu la paix, à celui qui a exercé une vengeance transversale et à celui qui a rompu une première fois la *pace*. Approuvé par le Sénat, le 16 juin 1579. Mais il n'est pas donné suite.

Ces pièces figurent au *Libro Rosso di Corsica*. Voir encore :

a) Requête des Orateurs de Corse, le 25 octobre 1585, ayant pour but de demander à la Seigneurie d'autoriser les bandits Corses à rentrer chez eux, pour obtenir la paix des offensés, et par ce moyen la remise de leur bannissement, afin d'éviter qu'ils aillent au service d'autres princes.

b) Réponse favorable de la Seigneurie, 2 juillet 1586. Faculté accordée pour trois ans.

c) 5 avril 1589. Demande de prorogation de cette faculté faite par les Orateurs de Corse, « attendu que la précédente concession, faite par la Seigneurie, a permis d'éteindre un grand nombre de haines que ja-

bannis pour quitter l'île (1), mais, fait plus grave, il leur en est accordé ensuite pour y retourner, sous prétexte de faire la paix (2). Parfois, on va jusqu'à leur donner en même temps le droit de port d'armes. En cet appareil, ils rentrent

mais personne n'avait pu arracher des poitrines les plus endurcies par la vendetta et a permis d'unir plusieurs parentèles, etc... »

d) Demande précédente accordée par la Seigneurie, 10 mai 1589.

e) Juillet 1590. Nouvelle demande des Orateurs pour l'apaisement du peuple et pour que « si fanno parentele ».

f) Réponse favorable de la Seigneurie, 20 juillet 1590.

g) Demande de l'Orateur de Corse, 1597 (3) pour que la mesure accordée par la Seigneurie soit prorogée, afin « di non levar totalmente la speranza ai poveri banditi ».

h) Avis du Magnifique Office de Corse, 3 décembre 1598. Il estime qu'il n'y a pas lieu de donner une autorisation générale aux bandits de revenir pour faire les paci. Les cas particuliers seront examinés favorablement, etc...

Toutes ces pièces figurent au *Libro Rosso d'Ajaccio* publié par Grégorj (Additions aux *Statuti di Corsica*).

En novembre 1619, nouvelle requête des Douze, demandant la grâce globale des bandits à perpétuité ou à temps « qui auraient obtenu la paix de la partie offensée ». Le magistrat de Corse donne un avis mitigé. Il s'en remet à la prudence de la Seigneurie. Nous n'avons pas la décision de celle-ci (Cette dernière pièce est extraite du *Libro Rosso di Corsica*). Mais plus tard dans l'exposé de leurs doléances au roi de France en 1738, les Corses insistent par contre pour que la République « ne puisse pas accorder des amnisties générales, ou des grâces particulières, afin que les scélérats, par l'espérance de les obtenir, ne se portent plus à commettre des crimes. Cf. JEAUSSIN. *Mémoires* t. 1. P. 247.

(1) A Gênes, les bandits arrivent souvent, aux plus hauts emplois. L'orateur de Corse, le 7 mars 1578, est assez mal inspiré pour demander que l'accès des bandits aux divers postes, dans l'armée de la Seigneurie, soit officiellement consacré. Mais dans la suite, les Corses ne cessèrent de protester contre cet état de choses, qui faisait du meurtre un motif de récompense.

(2) Il en était de même dans les Flandres au temps de Philippe-le-Bon. v. Petit Dutaillys op. cit. p. 137 et 210.

au pays, et par leur attitude et souvent leurs actes, ils insultent les parents des victimes qu'ils ont faites autrefois, et ils provoquent de nouvelles vendette (1).

d) *Mauvais recrutement des Sbirri et Famagli* (Police). — Tous les renseignements montrent, surtout au XVIII^e siècle, les agents des services de police, comme recrutés de façon déplorable. En outre, les Gouverneurs de l'île se révèlent sans cesse à leur égard d'une déplorable timidité.

En 1729, par exemple, deux sbirri ayant été punis et incarcérés, leurs camarades employèrent la force pour les mettre en liberté, et vinrent en troupe se livrer à des manifestations inconvenantes sous les fenêtres du Gouverneur. (2).

D'autres abus sont signalés à tout instant. Il arrive par exemple que les officiers de police n'hésitent pas, le cas échéant, à enrôler des bandits parmi leurs agents (3). On devine quelle sécurité devait donner aux particuliers une telle milice.

e) *Vénalité des officiers de justice*. — Il y a beaucoup de vrai dans les griefs invoqués contre la probité des officiers de justice envoyés en Corse. En général, ceux-ci étaient le produit d'un choix fort médiocre. Plus médiocre encore était leur rémunération. Il est aisé de comprendre comment, dans ces conditions, ils se procuraient des moyens d'existence.

On connaît la boutade fameuse adressée aux Génois (4).

(1) SALVINI. . ., *Giustificazione* ed. d'Oletta, p. 118 et s.

(2) C'était PINELLO, qui fut un très médiocre magistrat, s'il fut un bon observateur. ROSTINI *mémoires* p. 30.

(3) O. 376. 1643. Instance du Magnifique Alessandro Paoli.

(4) SALVINI. *Giustificazione*. ed. d'Oletta, nous rapporte un autre mot d'ironie à ce sujet. Faisant allusion à l'habitude des fonctionnaires

Une loi punissait la prévarication de la perte de la main. La peine n'était jamais appliquée, car, disaient les Corses, si elle l'avait été, il n'y aurait eu à Gênes, que des manchots. (1). Salvini nous a laissé une description pleine de verve de ces mœurs judiciaires (2).

B. FAIBLESSE DU DROIT REPRESSIF

Les peines furent longtemps trop peu élevées, ce qui d'ailleurs ne présentait qu'un inconvénient relatif, étant donné la rareté de leur application (3). En 1520, les six ambassadeurs de Corse envoyés en députation à l'Office, demandent vaine-

Génois de dépouiller la Corse de tout ce qu'ils pouvaient emporter, quelqu'un demandait « Est-ce qu'il y reste encore des montagnes ? »

(1) « Quanti manimozzi ci sareberro statì a Genova ».

(2) Passage de Salvini, trad. par de CESARI ROCCA. *La Vendetta* p. 53. « Dès qu'un homicide se commettait, les parents du mort recouraient à la justice contre l'assassin, les parents de l'assassin accouraient pour empêcher l'action de la justice. Il y avait entre les parties une première lutte devant le greffier pour en obtenir un procès-verbal favorable, une seconde devant le juge qui émettait son avis, une troisième devant le gouverneur de qui émanait la sentence. Si les parties avaient quelques moyens pécuniaires, on profitait de l'occasion pour faire une moisson abondante ; les plus offrants gagnaient toujours leurs procès ; mais si c'étaient les parents du mort, on ne condamnait l'assassin qu'à une peine légère et simplement pour leur donner une sorte de satisfaction ; tandis que si c'était les parents du meurtrier, le meurtrier lui-même était exempté de toute peine afflictive ou infamante etc »...

(3) Au xvin^{ème} siècle, cette faiblesse du droit repressif fera l'objet des remarques du M^{rs} de Cursay : « Il est bon de se représenter que presque tous les crimes punis par les lois de la République (en Corse) n'emportent point de peines capitales, mais de simples peines pécuniaires que les ministres augmentent encore pour leur intérêt. » *Lettre justificative* de Cursay, pub. par l'Officier du R. de Picardie, *Mémoires* p. 17.

ment l'aggravation des pénalités (1). Les orateurs, en 1593, font aux Collèges une description de l'île, vraiment dramatique. « Elle est réduite, Serenissimes Seigneurs, à ce point, qu'on voit commettre journellement d'innombrables homicides, exécutés par embuscade et de sang-froid, sans que les auteurs de ces meurtres encourrent le moindre châtement. La paix publique est bouleversée. Il n'y a plus désormais de sécurité dans aucune partie de la Corse (2). » Et ils sollicitent plus d'énergie des autorités et un renforcement des sanctions. Mêmes doléances en 1610 « Il y a, dit l'Orateur, à cette époque, plus de 800 bandits » qui vivent en liberté dans l'île. Le droit répressif n'est pas assez sévère. Enfin les pénalités sont augmentées par la Seigneurie, en particulier contre les meurtres sotto pace. Il faut croire cependant que les mesures sont insuffisantes, et d'ailleurs mal exécutées, car dans les *Concessions*, faites par Gênes en 1738, sur les sollicitations des insulaires, la République s'engage à ce que « les assassinats et les meurtres soient désormais toujours punis de mort », sans rémission possible. Cette promesse ne fut pas mieux tenue d'ailleurs que les autres (3).

(1) BANCHERO. *Annales* p. 56. Il est vrai qu'en 1581 et en 1589, les Orateurs demandent au contraire la modération des statuts. *Libro Rosso d'Ajaccio*. Mais ces faits paraissent isolés.

(2) *Libro Rosso di Corsica*. En 1587, le procureur des anciens d'Ajaccio exposait que la campagne était infestée par des bandes d'hommes en armes, et que peu de mois avant, un malheureux, tué par une de ces bandes, avait été donné en pâture aux chiens. Le requérant demande l'aggravation de la répression. *Libro Rosso d'Ajaccio*.

(3) Rapporté par BELIN, *Description historique*, etc., p. 36 et 37.

C. MAUVAISE PROCÉDURE CRIMINELLE

Deux institutions ont soulevé de façon spéciale les protestations des Corses :

L'une est l'instruction criminelle *ex informata conscientia*, l'autre le système des ordonnances de *non procedatur*.

L'information *ex conscientia* consistait à ne se préoccuper, pour aboutir au jugement, d'aucunes preuves judiciaires, et à faire trancher les questions de culpabilité par la seule intuition du juge. (1) Patiemment, pour établir sa conviction, il devait se servir de rapports secrets de police, qui n'étaient ni révélés aux inculpés ni même visés par la sentence, Pinello a soutenu la légitimité de cette procédure, surtout en matière de faux témoignage, (2) parceque, dit-il, à cause de l'esprit de parti, il n'est pas possible d'obtenir la vérité des témoins. Il ajoute que, par suite de la difficulté de saisir les preuves matérielles du délit, le faux témoignage resterait impuni si ce moyen n'était pas employé.

Un tel raisonnement n'est guère admissible au point de vue d'une exacte justice. Les jugements *ex informata conscientia* aboutissaient au pur arbitraire, et en conséquence, ils entraînaient de nouveaux désordres. Mais il convient de dire, à la décharge de Gênes, qu'elle n'appliquait pourtant en Corse

(1) *Grida de Francesco Maria Lomellino*. 18 déc. 1658 publié en exécution d'un décret de la Seigneurie du 25 oct. etc. Décision du Sénat du 20 fév. 1702 : en matière de témoignage. Mais il y avait bien d'autres matières où l'*ex informata conscientia* trouvait son emploi. V. pour les calomnieurs : Rapport du Magistrat de Corse, 1^{er} fév. 1715. *Libro Rosso d'Ajaccio*.

(2) *Annotazioni*.

que le droit qu'elle s'appliquait à elle-même dans la métropole (1).

Les ordonnances de *non procedatur* (2), comme le nom l'indique, avaient pour but de soustraire une affaire aux juges ordinaires (cas de justice évoquée), ou d'arrêter définitivement toutes poursuites. Inutile de souligner les abus qu'entraînait cette façon d'agir : ils étaient ceux que provoque tout *déni de justice*, et ils justifiaient la vendetta aux yeux des gens les plus paisibles.

Il est facile de saisir à quel degré l'ensemble de tels procédés devrait porter l'impuissance de l'Etat en matière répressive. Aussi, il reste quelque chose d'exact au fond du reproche que les Corses adressent à la Seigneurie, d'être responsable de l'existence de la vendetta. La République S^{me} porte sans aucun doute cette responsabilité, non point pour avoir introduit en Corse la vengeance privée, mais bien pour en avoir multiplié les occasions et pour n'avoir su mener aucune action suivie et énergique, de nature à la réduire (3).

(1) La procédure *ex informata conscientia* y était même très développée.

(2) Toutefois en 1714, 11 sept. le Magistrat de Corse, écrivant au gouverneur de l'île, et rappelant la faculté qu'a celui-ci de faire des ordonnances de *non procedatur* en matière criminelle, ajoute que dorénavant, pour éviter le prétexte même d'un abus, le gouverneur avant de faire ses ordonnances devra soumettre le cas à la Seigneurie. *Libro Rosso d'Ajaccio*.

(3) Sur la mauvaise justice génoise et les moyens de mesquine division qui étaient employés trop souvent par les Gouverneurs de Corse, voir notamment ROSTINI, *Mémoires*, p. 15, et SALVINI, *Giustificazione della Rivoluzione*, etc., éd. d'Oletta, p. 61.

LIVRE III

LES PACI ET LES PACERI

CHAPITRE IV

Les Paci et leurs effets

La justice d'Etat faisant défaut ou se montrant insuffisante, la réparation du droit lésé ne paraît d'abord pouvoir être cherchée que du côté de la Justice privée et arbitraire de la Vendetta.

Pourtant, il est un autre moyen qui, tout en permettant d'éviter la guerre, ou d'arrêter son cours, si elle a déjà commencé ses ravages, aboutira à un règlement de la situation. Il consiste, quand les circonstances le permettent, à faire un traité de paix.

Mais on doit se garder de perdre de vue que ce traité pourra seulement s'établir dans la mesure où il donnera satisfaction au principe de compensation (1) qui est à la base du droit de vendetta. A la compensation directe du sang par le sang, de l'offense par l'offense, il faudra trouver un substitut, un équivalent juridique (2).

(1) Remarquons par parenthèse la curieuse expression italienne « siamo pace » qui veut dire non pas « nous sommes en paix, » mais bien : « nous sommes quittes ».

(2) Rossi. *Osservazioni storiche*. Liv. I, p. 311 et s. « Mantando la giustizia, il bisogno aveva suggerito un compenso che fù sempre salutare... Questo compenso fù di mediatori di pace. »

Or, celui-ci n'est pas très commode à apercevoir, puisqu'en thèse, et sauf rares exceptions, l'équivalence entre le sang et l'argent n'est pas admise par les coutumes corses.

Il s'agit de découvrir ici un point d'accord, non pas entre les intérêts matériels, mais entre l'honneur d'une famille et celui d'une famille ennemie, Morati a insisté de façon particulière sur le tact et la délicatesse dont doit faire preuve le notaire rédacteur de la pace pour éviter tout ce qui serait susceptible dans le libellé de l'acte de réveiller chez les parties au dernier moment l'esprit de vengeance peut-être mal assoupi (1).

Cependant, la paix est un bien si précieux, même chez les peuples belliqueux, que l'institution des traités a fleuri en Corse avec abondance, comme dans les autres pays où a sévi la vendetta.

La coutume a cet égard trouve, jusqu'à la réunion de l'île à la France, son soutien et sa confirmation dans le droit légal.

Nous nous placerons tour à tour pour l'étude des paci aux points de vue suivants :

1. — Entre quelles personnes sont-elles conclues ?
2. — Quelles sont les clauses type de ces traités ?
3. — Effet principal de la pace.

I^{re} SECTION

QUI PEUT CONCLURE LA PAIX ?

Une règle logique s'impose dès l'abord. Le traité de paix qui met fin à la vendetta doit être conclu entre ceux-là

(1) *Prattica Manuale*. T. II, p. 457.

même qui étaient tenus par les obligations du droit de vendetta. Nous avons admis que de telles obligations s'étendaient en principe jusqu'au 3^e degré.

Morati semble adopter une formule plus restrictive, puisque parmi les recommandations qu'il adresse aux notaires chargés de dresser l'*instrumento*, il exprime celle-ci : l'instrument doit porter la mention du consentement des héritiers des biens et du sang de l'offensé et ajouter qu'il n'existe pas d'autres héritiers aptes à figurer dans l'acte (1). Mais en réalité, la règle que le légiste corsé formule ainsi n'est relative qu'aux conditions *minima* de validité de l'acte au regard de l'Etat pour qu'il produise l'effet libératoire de la peine que nous examinerons plus loin (2). A tous autres points de vue, le texte de Morati ne tranche pas la question. Un point certain, c'est que jusqu'au 3^e degré, les parents ont le droit et un intérêt à figurer dans le traité, sans quoi la paix ne serait que partielle. De fait, presque toutes ces conventions donnent l'indication de la parentèle jusqu'au degré ci-dessus indiqué (3).

(1) « ...deve avvertire il notaro in detto instrumento di pace che deve esser fatto dall' heredi di beni e di sangue dell' offeso... ed e bisogno esprimere che non vi sono altri figli e eredi di detto defonto... e si non vi sono eredi di beni e sangue, ma parenti, sarà necessario dire N et N, parenti piu propinqui dell'istesso... » *Op. et loc. cit.*

(2) Ces conditions ont été édictées par la Seigneurie en 1609 (23 janvier) pour parer à certaines fraudes des notaires qui dressaient des actes de paix sans s'inquiéter de la qualité des parties. V. MORATI, *op. cit.*, t. II, p. 397, et l'édit lui-même de la Seigneurie dans le « *Libro Rosso di Corsica*, » à sa date.

(3) V. par ex. : C. 244 5 déc. 1619. Instance pour l'homolog. d'un tr. de paix conclu par la dame *Felici* avec *Salvadore* et ses parents jusqu'au 3^e degré.

En général, il est fait mention seulement des hommes. Si la femme du défunt survient, on pourrait cependant la faire figurer dans l'acte avec le consentement de ses parents, nous dit Morati, surtout si elle a déposé une plainte (*querella*). Mais si les fils et les héritiers sont présents, la place de la femme n'est pas nécessaire. »

Au point de vue du droit de l'Etat, en effet, étant donnée l'incapacité civile de la femme, son adhésion expresse n'est pas utile à indiquer. Mais il importera grandement, en fait, d'avoir son consentement au traité, car on sait le rôle considérable qu'elle joue comme gardienne du bon droit et par conséquent des haines de la famille (1).

Quand il y a des mineurs, un tuteur ou un curateur leur est donné pour faire la pace (2).

Si tous les parents, jusqu'au 3^e degré (3) sont intéressés à

(1) V. par ex. Arch. départ. Civ. Gov. C. 244. Instance pour l'homologation d'un fr. de paix conclu par la dame *Cecilia*, veuve de *Giorgio*, et ses parents avec le meurtrier de son mari et ses parents, 19 octobre 1619.

(2) C. 244. 16 octobre 1619. Instance pour donner un tuteur aux enfants de *Giulio*... tué par *Polito* et pour faire homologuer un traité de paix conclu par le tuteur désigné. Les actes concernant des nominations de tuteurs pour conclure des *paci* figurent aux Arch. départ. en quantité innombrable. — Notons que d'après les Statuti civili di Corsica (Cap XXVI), pour la validité des contrats des mineurs, il faut l'intervention du Père ou de l'aïeul paternel ; — à défaut : celui du tuteur ; — à défaut, celui des trois plus proches parents maternels ; — à défaut, de trois voisins avec la confirmation d'un juge. — Pour les femmes, il faut l'intervention du père, de l'aïeul, du mari et la confirmation du magistrat, et si elles ne sont pas mariées, l'intervention du père, de l'aïeul et des deux plus proches parents — et à défaut, de deux voisins et la confirmation du magistrat.

(3) Arch. départ. C. 131. 14 janv. 1590. Pace annexée à une requête pour obtenir la grâce des meurtriers de *Rifacciolo*.

figurer dans le traité de paix et à y voir figurer leurs adversaires jusqu'au même degré, il n'en résulte pas la nécessité qu'ils y soient individuellement nommés, ni même qu'ils soient présents lors de la signature de l'acte. Il suffit que les absents soient représentés, qu'on se porte fort ou caution pour eux. Or, cette représentation ou cette garantie sont très fréquentes. En voici une illustration. Dans la paix du 14 janvier 1590 entre le R^d Fannone et sa famille d'une part, Dimidio et sa famille d'autre part, on voit faire expresse mention des parents absents au nom desquels les présents s'engagent comme pour eux-mêmes.

En général, ce sont les deux chefs de groupe dont les noms sont avant tout inscrits dans le traité. On les reconnaît d'abord à ce qu'ils sont désignés les premiers, et encore à ce signe qu'ils sont ensuite nommés dans le corps de l'acte, chaque fois que revient la nécessité de préciser la volonté des deux partis en présence. Par exemple (1) il est dit : « Et pour que la dite paix soit ferme et valide, ledit Adornino et ses compagnons, pour lui et ses parents jusqu'au 3^e degré, promettent, et ledit Poletto et ses compagnons pour lui et ses parents jusqu'au 3^e degré..., etc. »

Parfois, il y a plusieurs familles alliées dans la vendetta. Chaque chef est alors mis à part avec ceux de son sang dans une proposition spéciale.

L'importance du chef de groupe est considérable du point de vue des négociations qui aboutissent au traité. C'est lui qui assure la discipline de son groupe. Mais au regard des responsabilités encourues en cas de rupture de la paix, tous

(1) Paix du 3 mai 1579 entre *Adornino* et son groupe d'une part et *Poletto* et son groupe d'autre part. — V. annexe n° VI.

les parents sont placés sur le même pied, du moins quant à la solidarité pécuniaire (1).

SECTION II

CLAUSES ESSENTIELLES DES TRAITÉS DE PAIX

Les traités de paix des siècles antérieurs au XIX^e, se décomposent presque toujours en deux actes successifs.

Le premier s'appelle le *Compromesso di pace* : c'est le traité proprement dit. Il tire son nom d'une de ses clauses par laquelle les partis remettant à un ou plusieurs paceri arbitres, le droit de déterminer les satisfactions à accorder à la famille offensée.

Le second acte vient en exécution du premier. C'est le *Sentenzia*, rendue par les arbitres.

ASPECT GÉNÉRAL DU COMPROMESSO ET DE LA SENTENZIA

LE COMPROMESSO

Jetons d'abord un coup d'œil général sur les diverses parties d'un *compromesso* et pour en faire une description schématique, prenons comme types en les complétant l'un par l'autre deux traités contenant ensemble la plupart des clauses que comportent de tels actes. Nous choisirons par exemple un traité de la fin du XVI^e siècle et un autre de la fin du XVII^e (2).

(1) Car nous avons vu qu'au regard de la compensation par le sang, la vie d'un chef vaut deux fois celle d'un autre membre de la famille.

(2) a — Traité du 12 août 1590, joint à une requête pour obtenir

1° D'abord intervient en tête de l'instrument une *partie inaugurale* d'un sens religieux : « Au nom de Dieu, ainsi soit-il. » — Il convient de rappeler que des formules analogues figurèrent jadis en tête des traités internationaux (1). Puis vient ensuite un :

2° *Exposé des faits de la cause.* — « Les mois passés est intervenue la mort de Rifacciolo... et il y a plusieurs auteurs de cette mort au nombre desquels étaient Dimitio, X, Y, Z. Pour ces motifs, ceux-ci ont été emprisonnés de longs mois, ont subi la torture (tormentati) et trois d'entre eux ont été aussi relégués en Balagne pendant trois ans... » ou encore : « Santo a été tué, il y a plusieurs années, dans la tour de Sagone par le caporal Nuntio, d'un coup d'arquebuse, et celui-ci a été banni de l'île à perpétuité ».

3° *Motifs qui inclinent à faire la paix.* — « Mais parce que cette mort ne semble pas avoir été le fait du mauvais vouloir ou de l'inimitié »... ou encore : « En considération de la charité chrétienne et des commandements de Dieu... etc. »

4° *Indication des chefs et des principaux membres du parti offensé.* — Le R^d Pietri Fannone q. Aldrovando et X, Y, Z, frères du dit Rifacciolo (la victime) et Giano et (noms de divers parents de la branche paternelle) tous de la Rebbia... et tous de la même maisonnée et du même feu (da un stesso

la grâce des meurtriers de Rifacciolo. Arch. départ. C. 131. 14 janv. 1590.

b. — Traité du 1^{er} juin 1676. — Arch. départ. Ceppo du notaire d'Ajaccio Padovantonio Leca, 1676-1679.

(1) Par ex. traité de Bade du 7 sept. 1714 : « In nomine Sacrosanctae Trinitatis, Patris, Filii et Spiritus Sancti. Notum sit omnibus, etc... »

csale e foco con detto morte) — et encore Fanitinno et (noms des divers parents de la branche maternelle), agissant comme plus proches parents du mort susdit ».

5° *Indication de l'intention de faire la paix.* — « Ils ont décidé, sous l'effet de l'intercession de beaucoup d'hommes de bien et sous l'influence du prêtre Fannone, chacun et ensemble, de faire la paix et vivre en bons rapports » (vivere da boni...), etc.

6° *Indication du chef et des parents du parti offensé.* — Mention est faite, en général, qu'il s'agit de parents jusqu'au troisième degré (tertio grado).

7° *Formule de pardon.* — « Connaissant ledit prêtre Fannone (chef du parti offensé) et ses parents, que vivre et demeurer en état de haine et d'inimitié est une chose plus diabolique qu'humaine »... « déclarent remettre et pardonner toutes injures et offenses... ».

8° *Formule de paix.* — « En conséquence, l'une et l'autre partie ont promis et promettent (ici la mention de ceux qui sont absents et au nom desquels les présents déclarent s'engager en même temps que pour eux-mêmes), de faire, comme ils font par la présente, une *libera e bona et perfetta pace.* »

9° *Mention du notaire et des témoins.*

10° *Promesse de ne pas s'offenser dans l'avenir.* — « La présente pace per lo advenire sarà ferma e ratta e grata per hogni tempo del monde » et les parties « ne mai si offendessero ne in persona ne in beni ». — « La pace inviolabilmente sarà osservata ».

11° *Renonciation à tous procès nés ou à naître, à toutes plaintes relatives aux actes qui font l'objet de la pace.*

12° *Clause pénale.* — La paix sera observée «... sotto pena di scuti cinquanta per parte hogni volta che contrafatto fus-
si ».

13° *Réserve pour la part de l'Etat à cet égard.* — La moitié de cette amende conventionnelle sera acquise au Fisc (alla S^{ma} Camera), l'autre moitié à la partie qui aura observé la paix.

14° *Formule du compromis, nomination des arbitres et détermination de leurs pouvoirs.* (Nous examinerons ces points dans un chapitre spécial).

15° *Promesses d'observer la sentence consécutive au compromesso, et de n'y jamais contrevenir* « ancor che fussi ingiusto ».

16° *Garanties affectées au maintien de la paix et à l'observation de la sentence.* — Ces garanties sont constituées par un engagement des parties « sur leurs personnes et sur leurs biens présents et futurs ». Parfois, des cautions spéciales sont fournies. Enfin, l'exécution de la sentence à intervenir est en outre assurée dans certains compromis par une seconde clause pénale, indépendante de celle qui sanctionne le traité de paix proprement dit.

17° *Supplication adressée aux magistrats de remettre toute peine aux meurtriers ou auteurs de violence.*

18° *Date de l'acte.*

Les divers engagements pris sont souvent accompagnés d'une formule de serment et de certains gestes rituels. Enfin,

la pace est, en général, suivie d'une cérémonie religieuse. Nous en verrons de nombreux exemples dans notre chapitre sur l'Eglise et les Paci.

Le plus ancien compromesso que nous ayons trouvé date de 1499 (1).

LA SENTENZIA (2)

Elle comprend, outre une invocation inaugurale comme dans le compromesso :

- a) le nom des arbitres et la mention qu'ils ont été élus par les parties.
- b) Le rappel succinct des causes d'inimitié.
- c) Les pouvoirs des arbitres.
- d) Le dispositif.

Ce premier regard jeté sur les deux sortes d'actes qui constituent le traité de paix et ses dépendances, il est nécessaire d'aborder l'étude particulière de certaines clauses :

(1) Arch. départ. C. 4. — Traité conclu entre plusieurs habitants de San Antonio. Ces traités de paix intéressaient parfois comme on le voit des villages entiers. V. encore à titre d'exemple sur ce point C. 274. 29 nov. 1624. Traité de paix conclu devant le gouverneur entre divers habitants de Santa Lucia de Tallano. — Parfois, des villes mêmes figuraient dans ces traités. V. par ex. le traité conclu entre les représentants de la ville de Sartène et celle de Bonifacio, 19 avril 1664. Archives de Bonifacio. — Les différends très graves qui s'étaient élevés avaient eu pour origine des contestations de paturage. V. encore un extrait du traité du 16 sept. 1733 intervenu entre les communes de Castincta et de Morosaglia. C. 764, Annexe n° XXVII.

(2) Nous prenons comme type la sentence du 2 octobre 1598, jointe à la requête d'Antonio Fornello, 28 juillet 1590. Arch. dép. Civ. Gov. C. 127. V. annexe n° XIII, etc.

II. LES CLAUSES PRINCIPALES

A. — CLAUSES PRINCIPALES DU COMPROMESSO

1. Clause de pardon

La clause de pardon ou de remise de haine est d'une importance capitale. C'est le premier acte qui conduit à la pace : il ne se confond pas avec lui, mais il est d'abord nécessaire. Le légiste Morati, qui est en même temps bon théologien et canoniste, a bien soin de nous en avertir : « Que l'offensé, ses proches parents ou d'une façon générale ceux qui *de jure* doivent donner la pace, soient obligés de *rimettere al offensore l'ingiuria*, il n'y a pas de doute, et cela pour l'observance des divins préceptes. » (1)

De fait, le pardon fait toujours l'objet d'une mention distincte et préliminaire. Si l'on veut bien songer que le droit de haine, la créance de haine fait le fond même du droit de vendetta, on comprendra que la remise de l'injure soit essentielle. C'est un acte unilatéral (2).

Ce n'est qu'après son accomplissement par l'offensé que pourra intervenir la pace, acte synallagmatique.

2. Rites qui accompagnent la clause de pace

Le moment précis où la paix intervient est marqué par certains gestes rituels.

(1) *Prattica manuale*, t. II, p. 457. Capitolo decimoterzo. — V. Annexe n° XXVII C. 764, 16 sept. 1733. Traité d paix : « rimettendoli, e perdonandoli ogni offesa, odio, rancore... »

(2) V. aussi sur le pardon à Douai aux XIII^e et XIV^e siècles, ESPINAS, *Les guerres familiales dans la commune de Douai...* Rev. hist. du dr. français, 1899, t. 23, p. 442.

Le plus fréquent est le baiser sur la bouche, échangé entre les anciens ennemis. « *E per segno di vera e perfetta pace si sona abbracciati e basciati in bocca.* » C'est la formule consacrée qui se retrouve dans tous les traités.

Ce rite est fort ancien et a été très répandu. « *Datum pacis osculum* », disent les Capitulaires de Strasbourg (1) de 1019. Du XIII^e au XVI^e siècle, et même au delà, nous retrouvons cet usage en plusieurs pays d'Europe occidentale.

On rencontre aussi parfois dans les traités de Corse la formule « *Toccando la mano in segno di vera pace* ». Mais le serrement de mains est plus rare que le *baccio in bocca* (2).

3. Serment

Le serment figure presque toujours dans le traité. Même s'il n'en est pas fait mention, ce qui est rare, nous savons qu'en fait, il est toujours prononcé par les parties, au moins dans la cérémonie religieuse qui précède ou suit la pace. (V. chap. sur l'Eglise et les paci.)

En général, la clause est ainsi conçue, dans l'*instrumento*. Les parties ont juré « di havere perpetuante ferme rate et valide (leurs promesses et obligations) per ogni tempo del mondo, etc. » (3).

(1) Cité dans notre Introduction. V. aussi ESPINAS, *op. et loc. cit.* pour la commune de Douai. Aux XVI^e et XVII^e siècles, on trouve encore l'usage en Suisse et en Piémont etc.

(2) Nous n'en avons trouvé mention que dans 2 traités : 1^{er} juin 1676 précité (V. Annexe n° XXI) et Traité 2 avril 1686 — C. 507 : « Indulti en faveur des bandits dont suit la liste ». La pace en question est jointe au dossier.

(3) Traité précité du 1^{er} juin 1676. — Cf. GLOTZ pour l'époque homérique. « Les anciens ne pouvaient pas concevoir de traités valables

Ce serment vise souvent non seulement la paix proprement dite, mais le respect de la sentence à intervenir de la part des arbitres.

4. Garanties accessoires du traité

Outre les garanties qui résultent du serment et des rites qui accompagnent les engagements des parties, il faut noter l'adjonction de diverses autres sécurités juridiques.

a) D'abord tous les parents sont *solidaires* dans l'exécution des obligations souscrites par eux ou pour eux par les chefs ou les représentants de la famille. Ils sont tenus « *in seme e in solidum* » (1).

b) Ensuite les *traités* comportent presque toujours une clause pénale pour le cas de rupture.

« ...sotto pena e guadia de lire cinque cento de la moneta di Genova per parte cadute e confiscate adesso per allora da quelli che non osservarano... pagate la metità all' Illma Camera e l'ltra metità a quale parte che osserva... » (2).

c) Ce n'est pas tout. Des cautions spéciales sont souvent fournies dans le traité par des gens qui ne paraissent pas être des parents, mais qui sans doute sont des amis.

sans échange de serments » *op. cit.* p. 153. De même aux XIII^e et XIV^e siècles, à Douai, l'accord des parties « est garanti par un dernier serment... Un contrat d'oubli, de pardon et aussi de paix, de promesse de reprendre les relations ordinaires, de parler, boire mangier, et marchandier li uns as autres... », ESPINAS, *op. et loc. cit.*

(1) *Paix précitée du 3 mai 1579. Annexe n° VI.*

(2) *Paix précitée du 3 Mai 1579 etc.* On remarquera l'expression *guadia* qui doit sans doute se traduire par *garantie promise* plutôt que par *cautionnement*; car la somme fixée par la clause pénale n'était pas, sauf convention contraire, déposée d'avance. La suite de l'acte montre d'ailleurs qu'il en est bien ainsi, car cet engagement est plus loin garanti lui-même par des tiers.

Par exemple, dans l'acte du 3 mai 1579, nous lisons cette clause très caractéristique :

« A la prière d'Adornino (l'un des chefs de partis) et de ses compagnons et parents jusqu'au troisième degré, tant pour l'engagement et pour la garantie promise que pour la paix (tanto per l'obbligo e guadia... come de la pace) intervient et cautionne (intercede e mallera = malleva, — per sue sigurtà) Vecchione (et quatre autres habitants de Lento) chacun pour cent lire, et pour Poletto (l'autre chef de parti) interviennent et cautionnent (entrano sigurtà) Sersoro, ses compagnons et ses parents (suit leur liste) ». La durée de l'engagement accessoire, pris par ces intercesseurs, est limitée à un temps plus ou moins restreint. (1) L'institution des cautions de pace a été répandue sous tous les régimes insulaires. On la rencontre jusque dans les Statuts CorSES du Duc de Milan en 1468 (2).

5. Renonciation à toutes actions en justice, plaintes à tous dommages-intérêts

La pace met fin à la guerre. Elle doit donc arrêter toutes les hostilités, y compris celles qui ont adopté une allure ju-

(1) V. encore C. 100; 11 mai 1583. Sentence rendue par le Civile Governatore. Le capitaine *Giulio*, caution de *Pompeo* et ses frères dans la paix qui a été conclue entre eux d'un côté et *Trolio* et ses frères de l'autre, et qui a été violée, est condamné à payer 100 lire qu'il s'était engagé à donner en cas de rupture. La moitié de cette somme revient à la Chambre, l'autre à la partie lésée.

(2) La Corse a été sous la domination du Duc de Milan pendant quatorze ans. Ce gouvernement a cessé en 1478. En 1468, le Duc avait accordé à la Corse des *Capitoli*, qui avaient été rédigés par « duodeci boni homini » de Corse, nommés à raison de « quatro per terzeri ». On trouve dans un capitale intitulé : De la Franchitie

diciaire. (1) D'autre part, les arbitres doivent avoir une entière latitude pour tarir toutes les sources d'inimitiés

Aussi la clause suivante est presque toujours de style, sous une forme ou sous une autre :

La partie offensée « a révoqué, annulé, cassé, en tant qu'elles pourraient avoir été faites toutes plainte, dénonciation contre X..., actuellement *bandito*, promettant en outre de ne pas procéder d'avantage, mais au contraire de se désister sans exception ni contredit. » (2)

Quand aux indemnités pour les dommages subits, « per danni patiti », il y est en général renoncé soit d'une façon formelle, soit par une formule qui permet aux arbitres de n'en tenir aucun compte : « Promettendo tutto quello Sri Giudici (les arbitres) giudicaranno, havere per fermo e valide e di non contradirlo ne controvenirlo quando etiam dichiarassero non venersi (3), cosa nesuna per detti danni patiti ne per qualsivoglia altra cosa (3), (promettant de s'en remettre à la

de li bandi... « Item che ogni *malleve* (caution ?) « date fino allo presente di che procedono a la Camera, sieno libere e franche e casse ; riservato *malleve de pace*, et de compromesso sieno in sua formezza ; ma unde ne sia bogliato bando de la Camera, siano assoluti. »

(1) Notons que la plupart des traités de paix internationaux, même les plus modernes, contiennent une clause d'amnistie. Cf. à ce sujet BLUNTSCHLI, *Le Droit international codifié*, art. 710 : « L'amnistie est nécessaire pour consolider la paix. Si on permettait de continuer la lutte devant les tribunaux, on pourrait toujours craindre que les parties n'eussent de nouveau recours aux armes et que la guerre ne recommençât avec toutes ses horreurs. » On voit que les traités de paix entre Nations ne font que conserver l'usage d'une institution qui est inhérente aux réconciliations de la guerre privée.

(2) Arch. départ. Ceppo du notaire d'Ajaccio Padovantonio Leca. 1676-1679. L'acte est du 1^{er} juin 1676. Annexe n° XVI.

(3) Traité de paix précité du 1^{er} juin 1676.

décision des arbitres et de n'apporter aucune contradiction et de ne pas contrevenir à leur sentence, même s'il n'en devait rien ressortir, quant aux dommages subits).

Toutefois, la renonciation doit être expresse. Elle ne se présume pas. C'est du moins l'opinion de *Morati* (1).

6. Supplication pour obtenir la remise à l'offenseur de la peine publique

La pace étant envoyée au Gouverneur, comme on le verra, pour être visée, puis publiée, et enfin approuvée, la pratique s'est introduite d'insérer dans le corps même de *l'instromento* une supplication adressée au gouvernement de Gênes de bien vouloir, conformément aux lois, accorder sa grâce au meurtrier pour les peines qui peuvent être remises.

« ...Supplica il S^{mo} S^c, il S^{mi} Collegi della Sma Republica di Genova, nosto benigne Principe che voglia perdonare d^o Caporal Nuntio (le meurtrier), rimetterlo del bando per sua solita benignità e gratia... » (2).

Quand la paix est intervenue avant qu'une peine ait été prononcée, *Morati* nous dit qu'il est nécessaire de faire tenir aux magistrats compétents un désistement dont la formule doit être pesée avec soin. Il faut, en outre, que l'offensé spécifie qu'il abandonne toute poursuite « senza pregiudicio delle ragioni che competono al Fisco, etc... » Ce dernier, en effet, n'entend pas perdre les droits de nature pécuniaire que peut avoir l'Etat Gênois.

(1) *Prattica Mantiale*, op. et loc. cit.

(2) Paix du 1^{er} juin 1676.

B. — CLAUSES PRINCIPALES DE LA SENTENZIA.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à nomination d'arbitres, les conditions de fond de la réconciliation, celles qui constituent les satisfactions accordées à l'offensé, sont réglées directement par le traité. Nous avons dit que ce cas est fort rare dans les temps antérieurs au XIX^e siècle. C'est donc d'une façon générale dans la *sentenzia* des arbitres qu'il faut chercher les conditions fondamentales qui se trouvent à la base de la pace.

On va voir que les clauses « type » sont assez peu nombreuses.

1. Clauses comportant le versement d'indemnités pécuniaires

Tourangeon a écrit dans sa préface à l'Inventaire des Archives Départementales de Corse que, dans tous les traités de paix, « une large part était faite aux indemnités pécuniaires en dépit de l'adage : *non si vende il sangue*, le sang n'est pas chose vénale. »

Nulle opinion ne paraît plus à rejeter. Ce qui a causé l'erreur de Tourangeon (1), c'est qu'il s'est arrêté à un caractère superficiel. Toutes les fois qu'il a rencontré dans les traités une clause d'argent, il en a déduit son caractère indemnitaire.

Or, il n'en est rien la plupart du temps. L'immense majo-

(1) Une autre cause d'erreur peut provenir du fait que beaucoup de vendette se greffent sur un différend initial, relevant du droit civil ; par exemple : une créance non payée a entraîné à des violences et des haines de famille consécutives. Quand la pace intervient, elle règle également la question civile, mais ce point n'a aucun rapport avec le prix du sang. V. C. 572, 14 mai 1699. Arch. dép.

rité des dispositions pécuniaires est relative, soit à la constitution des dots, soit à la fixation de clauses pénales, et il sera montré plus loin que rien n'est plus éloigné que de tels pactes d'une pensée vénale. Tout au contraire, l'examen d'un nombre considérable de contrats établit que la règle : le sang ne se vend pas, s'applique en général à la rigueur.

Certes, les arbitres nommés par les traités de paix peuvent condamner *in pecunia e robba*; ils ont faculté, dans leur sentence, d'avoir égard aux *danni patiti*. Le compromis ne semble pas mettre de limites à leur juridiction. Mais, en fait, que se passe-t-il? C'est le point à considérer. C'est dans la façon dont ils appliquent les pouvoirs très généraux qui leur sont donnés, que nous verrons l'expression même du droit.

Or, si l'on excepte la clause de dot et la clause pénale dont nous avons réservé l'examen, c'est trois ou quatre fois au plus que nous avons rencontré dans le nombre considérable des documents du Civile Governatore une disposition ayant couleur indemnitaire. (1)

Encore sommes-nous insuffisamment renseignés sur le but précis auquel étaient affectés, dans ces divers cas, de telles condamnations d'argent, car nous ne possédons pas la *sentenzia* même, qui nous éclairerait sur leur exacte signification.

(1) C. 105, 28 janv. 1584. Requête s'opposant à ce que le S^{me} Sénat de Gênes relève de bannissement le nommé Britio di Caccia qui n'a pas observé les conditions du traité de paix. Une somme de 500 lire devait être payée à la mère de la victime. — C. 121, 4 février 1589. Procès intenté par Castellano à Angelo Maria. — Il réclame à son agresseur la somme de 350 lire à laquelle celui-ci avait été condamné par la *sentenzia di pace*. — Enfin C. 131, 14 janvier 1590 : le meurtrier devait payer 100 lire au fils de sa victime.

A part ces espèces, et tout au contraire, quand il est parlé dans les paci d'indemnités, c'est expressément pour y renoncer (1).

Rossi, à la fin du XVIII^e siècle, proclamait encore la stricte observance de la règle que l'effusion du sang n'a pas de contrepartie en argent.

Est-ce à dire que la Corse n'ait jamais connu la composition ? Certainement non. Nous avons vu dans les Statuti de Bonifacio du XIV^e siècle que l'offensé a une part dans l'amende. Nous avons trouvé dans un texte de la Seigneurie, édicté pour la Corse en 1569, que le meurtrier peut se racheter du bannissement, et que sur la somme versée par lui à l'Etat, les deux tiers seront remis à la victime, ou à ses parents s'ils font la pace.

Cependant la règle que le sang n'est pas chose vénale est formelle dans la coutume corse, depuis les temps les plus anciens sur lesquels nous soyons documentés. Et ce qui confirme son existence vigoureuse, c'est que dans l'application, du XV^e au XX^e siècle, nous ne lui trouverons que des exceptions d'une extrême rareté. Il y a là un fait contre lequel ne saurait prévaloir aucun raisonnement.

Ce problème est irritant. Comment, en effet, résoudre cette antinomie apparente ? Il n'y a, semble-t-il, que deux solutions possibles.

(1) En ce sens par exemple C. 586, 14 novembre 1701. Requête du menuisier Saulo Bozzi, pour n'avoir pas à payer au Noble Lucciana des dommages intérêts que celui-ci dans le traité de paix s'engageait à ne pas lui réclamer. — C. 764, 16 sept. 1733. Traité de paix entre la commune de Castineta et celle de Morosaglia : « ...rimittendoli ogni ...danni, spesi e interessi... » V. Annexe n^o XXVII.

1^o Ou bien la règle : le sang ne se vend pas, pour ancienne qu'elle soit, n'en est pas moins une règle nouvelle qui se serait établie dans la coutume insulaire aux environs du XV^e siècle, et aurait été précédée du système de la composition.

2^o Ou bien la composition, telle que nous en voyons les traces dans les Statuts Bonifaciens du XIV^e siècle, et dans le décret de la Seigneurie de 1569, constitue au contraire un droit étranger au droit insulaire le plus ancien — *et à la fois le plus persistant*.

Dans l'état actuel des documents, il paraît difficile de trancher nettement la question. Il est possible cependant d'émettre une opinion.

A notre avis, c'est plutôt la seconde hypothèse qui paraît devoir être adoptée. Il faut remarquer tout d'abord que les Statuts Bonifaciens du XIV^e siècle constituent *du pur droit génois*. Outre qu'ils ont été octroyés à l'origine par la République, ils sont appliqués à une population exclusivement génoise. Ne peut-on dire de même que le décret des Smes Collèges, en 1569, est d'inspiration uniquement ligurienne. Il émane directement de la Seigneurie, au contraire de ce qui a lieu pour les Statuti di Corsica, qui sont un coutumier local, auquel le Sénat de Gênes s'est borné à apporter son approbation et sans doute quelques retouches. D'autre part, le décret précité a été édicté afin de pourvoir à une situation temporaire.

Rappelons les circonstances qui accompagnèrent sa promulgation. Les ambassadeurs corses venaient de demander confirmation de leurs *Statuti* de 1453, sauf certaines modifications de détail. Le Doge leur répond que cette confirmation aura lieu, mais que la révision demandera *quelque temps*. En at-

tendant, la Seigneurie édicte le décret du 30 juin 1569 dont les dispositions ne seront pas reproduites plus tard dans les Statuts de 1571. Dans ces conditions, encore une fois, ne peut-on penser que cet acte législatif uniquement génois par son origine, et d'ailleurs destiné, de toute évidence à une application passagère, a statué sans tenir compte de la coutume insulaire. (1)

Seule, la connaissance des Statuti de 1453, de cette *Somme de l'Office de Saint-Georges* dont il a été déjà parlé, nous permettrait sans doute de trancher définitivement la question. On verrait, en effet, dans ce recueil quelle était la coutume corse avant les Statuti de 1571. Mais en l'absence de ce document, ne peut-on tirer une utile présomption du fait suivant : Ces Statuti corses de 1571 sont unanimement considérés comme étant, en principe du moins, l'expression *confirmée* de ceux de 1453. Puisqu'ils ne contiennent pas de dispositions relatives à la composition, il est donc à supposer que celle-ci était étrangère aux Statuts antérieurs.

En tous cas, le point qui est établi, c'est que la composition ou l'indemnité d'argent sont ou en principe rejetées du droit

(1) Un autre argument en faveur de cette opinion ressort des considérations suivantes. a) Le décret de 1569 est pris en réponse à une requête présentée par les ambassadeurs corses. b) Or, que contient cette requête ? Dans la seconde demande, à laquelle répond précisément la décision de la Seigneurie qui nous occupe, les ambassadeurs sollicitent uniquement le Gouvernement génois de favoriser la conclusion des paci, de prendre des mesures pour assurer leur maintien, et d'accorder aux coupables la rémission de leur peine quand une pâce est intervenue. C'est tout. Aucune allusion n'est faite à une participation quelconque de l'offensé dans la réception de l'amende infligée à l'offenseur. Le décret de la Seigneurie statue donc, peut-on dire, *ultra petita* : il contient une disposition sans rapport avec la demande. V. Annexes I et II.

des *Paci*, à partir du moment où ces traités nous ont été conservés. A cet égard on peut, croyons-nous, s'arrêter à une certitude.

2. La clause de bannissement

La famille qui consent à rompre toute solidarité avec celui des siens qui a commis un meurtre peut par là obtenir la paix. L'acte reproché au meurtrier perd son caractère collectif du fait que les parents ne prennent pas pour lui fait et cause. Or, l'une des manières les plus nettes pour la famille de rompre tout lien avec le coupable, c'est d'accepter qu'il soit banni.

Une telle clause est tout à fait caractéristique des coutumes de la vendetta. Le droit comparé en présente des illustrations innombrables. Mais, remarque curieuse : pour la Corse, et durant la période que nous examinons tout au moins (XV^e et XVIII^e siècle), cette clause semble avoir été d'une application assez rare. C'est, nous le verrons, dans les traités de paix intervenus depuis l'établissement du droit moderne français, qu'elle paraît au contraire se multiplier dans l'île.

La raison en est facile à saisir. Sous le régime gènois l'exil du meurtrier était inutile à insérer comme condition dans le traité de paix, ou même pouvait se trouver en contradiction avec la logique de la réconciliation. En effet, le *bannissement était déjà édicté par l'Etat*, dès qu'un meurtre avait été commis. L'insertion d'une telle clause dans le traité aurait donc fait double emploi. Tout au contraire, la *pace* ne pouvait avoir en général pour but que de mettre fin à l'exil, et c'était d'ailleurs l'effet que la loi y attachait.

Cette disposition est donc rare sous le gouvernement de la Seigneurie, et quelle que soit l'importance de sa signification,

il est donc meilleur d'en rejeter l'examen complet dans la partie de cet ouvrage qui est relative aux temps modernes, puisqu'alors on la rencontre fréquemment.

Il faut cependant noter son existence dans l'époque dont nous faisons l'étude. La sentence du 2 octobre 1588, prononcée en exécution du traité de paix qui a suivi la mort de Francesco Maria, va nous en donner l'occasion. « Pour le cas où ils (certains parents du meurtrier) ne procèderaient pas au mariage comme il est fixé ci-dessus ou ne payeraient pas la dot ci-dessus déterminée... pour plus forte peine et à titre de châtiment, nous les condamnons à payer 1.000 livres de la monnaie de Gênes et en outre à être bannis comme nous les bannissons hors de la présente île pour dix années..., etc... (1)

Or, n'oublions pas que les arbitres qui peuvent décider de telles mesures ont un caractère purement privé. Le début de l'acte est formel. Ils sont : « *Giudici compromissorii eletti come arbitri e baileri per Giodicello... et il ditto Anton Maria* », etc... et ses parents, c'est-à-dire par le meurtrier et les

(1) ...per maggior pena e gastigo loro li condanniamo cioè ditto Giodicello in lire mille etc....., e più bandito sì come lo bandiamo fori della presente Isola per anni dieci... etc ». La sentence est du 2 oct. 1588. Elle est jointe à une requête du 28 juill. 1590. V. Annexe n° XIII. Parfois, c'est le traité de paix qui édicte directement le bannissement, sans qu'il y ait recours à un arbitrage. V. par ex. C. 688, 20 avril 1718. Homologation d'un traité de paix entre Giacinto Bonaldi et Giulio Pietro. Le Gouverneur accorde confirmation à la pace qui contient une clause ainsi conçue : « Pendant six mois, Giulio Pietro se tiendra *lontano del paese di Coccia*, ne possi andarvi in esso ad habitare. » Le Gouverneur indique dans la formule d'approbation que si, dans la suite, ce bannissement est remis par la partie offensée, il approuvera encore cette remise.

siens d'une part, et d'autre côté les membres du groupe adverse.

Ainsi qu'il est facile de le voir par l'exemple précité, le bannissement privé gardait un intérêt pour les cas où le Droit officiel ne l'aurait sans doute pas prononcé, par exemple pour refus de procéder au mariage convenu dans la pâce. De fait, Rossi nous rapporte que l'éloignement forcé par mesure conventionnelle était considéré comme une des satisfactions pouvant être donnée à l'offensé. (1) Son utilité devait apparaître notamment quand la paix était conclue avant la prononciation de toute peine publique par les magistrats. (2) Le traité ou la *Sentenzia* donnait alors, par cette mesure, la compensation qu'aurait accordée le juge d'Etat s'il avait été saisi.

3. La clause matrimoniale et la clause de dot

Les clauses dont nous allons parler apparaissent de beaucoup les plus importantes, soit à cause de leur fréquence dans les anciens traités, soit à cause de leur riche signification.

En ce qui concerne ce dernier point de vue, la clause matrimoniale présente un puissant intérêt. Il faut noter que le rétablissement de la paix, au moyen de mariages entre per-

(1) Rossi. *Osservazioni storiche* liv. I, p. 311 et s. « Soddisfazioni con imbarcare il reo per un dato tempo, o a discrezione della parte ».

(2) C'est bien la situation qui existait sans doute lors de la conclusion du traité du 3 mai 1579 entre le groupe d'*Adornino* et celui de *Poletto*. V. Annexe n° VI. Les arbitres ont pouvoir « di bandire e relegare. »

sonnes appartenant aux groupes en inimitié, peut se rattacher à diverses idées.

Celle dont le sens est le moins profond est que l'alliance, ainsi créée, doit par la force des choses amener des relations d'amitié entre les parents des deux familles, désormais unies. C'est un moyen presque mécanique d'apaisement, par la multiplication des occasions de bons rapports qu'il entraîne. Il y a ici une pensée purement pratique, et on peut considérer que dans les temps modernes, c'est elle qui s'est trouvée à la base des mariages diplomatiques dans les familles souveraines.

Mais de telles clauses, en matière d'inimitié d'ordre privé, peuvent s'inspirer de croyances très particulières et très anciennes en rapport direct avec la logique interne du droit de la vendetta.

a) Il y a lieu de remarquer d'abord que la vengeance s'exerce en principe non pas contre l'individu, mais contre un groupe étranger et ennemi, contre des hommes qui n'appartiennent pas au même sang. (1) Si donc le meurtrier, contre lequel on poursuit la vengeance, vient par un moyen quelconque à entrer dans la famille de sa victime, il sera par là même mis en quelque sorte à l'abri.

Cette idée a conduit chez divers peuples à l'emploi de plusieurs procédés pour atteindre un but de pacification.

Dans la Grèce homérique, par exemple, on avait recours à une adoption fictive dont les rites comportaient parfois une sorte de simulation de l'accouchement. Par exemple, quand *Héraclès* se réconcilie avec Zeus et les dieux, les choses se

(1) Sauf exception bien entendu.

passent ainsi : « *Héra*, épouse de Zeus monta sur un lit, approcha de son corps *Héraclès* et le fit glisser le long de ses vêtements jusqu'à terre. Ce simulacre d'accouchement est encore chez les Barbares la procédure de l'adoption (1) ». Ainsi parle Diodore.

L'adoption, la parenté artificielle qu'elle comporte mettent dorénavant celui qui en est l'objet sous la protection de la famille dans laquelle il pénètre. La vendetta s'arrête au seuil de la maison.

Un tel moyen est encore en usage chez les Kabyles (2) et les Juifs du Caucase. Mais au lieu d'user de l'adoption, on peut aboutir au même but par un autre procédé : celui du mariage. Si la fille ou une parente de la victime épouse le meurtrier ou un de ses proches, ou inversement d'ailleurs, la communauté artificielle du sang n'en sera pas moins bien tablie (3).

b) Mais la clause matrimoniale dans les traités révèle encore une autre préoccupation très caractéristique. Quel est le but de la vendetta? Aboutir à une *compensation*. Un homme appartenant à une famille a été tué — un homme doit être tué qui appartienne à la famille du meurtrier. Offense pour offense — homme pour homme. Mais la règle : homme pour homme, va pouvoir, si l'on décide de faire la paix, être interprétée d'une certaine façon favorable.

(1) Diod. IV. 392. — Passage signalé par Glotz, *op. cit.* qui ajoute il est vrai : « L'adoption expiatoire ne semble pas, au premier abord, avoir duré longtemps en Grèce. » p. 163.

(2) HANOTEAU LETOURNEUX, *op. cit.*, t. III, p. 69.

(3) Glotz, *op. cit.*, p. 163 : « L'affinité est aussi une parenté artificielle. La paix pouvait donc (dans la Grèce homérique) se sceller par un mariage comme par une adoption. »

Au lieu de traduire : un homme mort pour un homme mort — on traduira : un homme vivant pour un homme mort. Que le meurtrier entre dans la famille de sa victime et il en tiendra la place. La compensation s'établira de même, quoique d'une façon différente.

De telles idées, sans remonter jusqu'à la haute antiquité, se manifestent avec un particulier relief dans le vieux récit espagnol, qui a inspiré tour à tour Guilhem de Castro et l'immortel auteur du *Cid*. Mais pour sentir la signification ancienne de l'histoire de Don Rodrigue de Bivar et de Doña Ximena, ce n'est ni dans les *Mocedades del Cid de Castro*, ni dans la tragédie de Corneille adaptée au goût français du xvii^e siècle, qu'il faut chercher des enseignements. C'est dans les *Romances du Cid* qu'on trouve imprimées pour la première fois en 1550, mais dont on relève la trace déjà dans la *Chronique latine sur la prise d'Almeria par Alphonse VII en 1147*.

Deux scènes du romancero méritent particulièrement d'être mises en lumière. Voici la première : « Devant le roi de Léon (1), doña Chimène vint un soir demander justice touchant la mort de son père. Elle demande justice contre le Cid, don Rodrigue de Bivar, qui la rendit orpheline...

« Si j'ai raison ou non, vous le savez de reste, ô Ferdinand, car les affaires d'honneur ne se peuvent cacher.

« Chaque jour qui-luit, je vois le cruel qui a versé le sang, chevauchant sous mes yeux pour ajouter à mon chagrin.

« Ordonnez-lui, bon roi... qu'il ne rôde pas sans cesse

(1) Traduction de Damas Hinard — dans le *Romancero espagnol*, t. II, p. 24 et 27.

dans ma rue, car un homme de grande valeur ne doit pas se venger sur des femmes... Je me place sous votre protection. Ne souffrez pas que l'on m'insulte...

— « Taisez-vous, doña Chimène, car vous m'affligez grandement et je trouverai un remède à tous vos maux.

« Je ne puis faire aucun tort au Cid, car il est un homme qui vaut beaucoup; il me défend mon royaume et je veux qu'il me le garde. Mais je ferai un arrangement avec lui qui ne vous sera pas mauvais. Je lui demanderai sa parole pour *qu'il se marie avec vous* ».

« Chimène demeura contente de la grâce qui lui était accordée et que celui qu'il avait rendue orpheline devint son soutien ».

La seconde scène éclaire la première d'un jour éclatant.

« De Rodrigue et de Chimène, le roi prit la parole et la main, afin de les unir tous deux...

« Les fiancés arrivèrent ensemble, et au moment de donner à la mariée sa main et le baiser, le Cid, la regardant, lui dit tout ému :

« J'ai tué ton père, Chimène, mais non en trahison, je l'ai tué d'homme à homme pour venger une injure trop réelle. *J'ai tué un homme et je te donne un homme, et en place d'un père mort, tu as acquis un époux honoré.*

« Cela parut bien à tous, on loua son esprit, et ainsi se firent les noces de Rodrigue le Castillan ».(1).

Dans les circonstances qui sont l'objet du récit, deux décisions étaient donc possibles pour rendre la justice due à Chimène à l'occasion du meurtre de son père. Ou punir le Cid :

(1) V. aussi le récit fait par MARIANA (1537-1624), liv. IX, chap. v, de la *Historia d'Espana*. .. Mais l'exposé a moins de relief.

mais le roi s'y refuse pour des considérations politiques. Ou donner à Chimène don Rodrigue comme mari. C'est la solution adoptée. Ainsi un homme remplace un homme.

Or, cette idée va nous apparaître avec force dans les traités de paix de la Corse.

Non point certes qu'elle y soit mise en formule comme dans les *Romancès*. Mais elle ressort avec un relief particulier de la constatation suivante : Sur vingt-et-un traités où nous avons relevé la clause matrimoniale, il n'en est qu'un seul où les noces aient lieu uniquement entre un homme appartenant à la famille offensée et une femme appartenant au groupe de l'offenseur. Dix-neuf autres conventions nous montrent, au contraire, les noces réalisées seulement entre une fille ou une parente de la victime et le meurtrier ou un de ses parents. Enfin le vingt et unième traité contient une combinaison des deux systèmes.

Ainsi, de l'examen même des faits, il ressort à l'évidence que le résultat qui se produit presque toujours est la compensation d'un homme mort par un homme vivant du groupe adverse. La répétition quasi constante d'une telle circonstance autorise à penser que ce résultat n'est pas fortuit et correspond à un but cherché.

On trouvera aux annexes de ce livre un certain nombre de ces *paci*. Bornons-nous ici à quelques exemples. Une requête de 1588 (1) nous apprend que cinq ans auparavant, la « sen-

(1) Arch. départ Civile Governatoré, 9 janvier 1588. Requête de Giovan Francesco. — V. aussi C. 120-9 nov. 1588. Requête pour faire cesser l'opposition contre le mariage de Giulia avec Vincensino. Ce mariage était une des conditions imposées par le sergent Lucifero de Velone, choisi comme arbitre pour mettre un terme à l'inimitié qui avait divisé les familles de feu Guisone et de feu Olivieri. Giulia est la fille de la victime.

tenzia » rendue par un arbitre à la suite d'un traité de paix « obligava fra le altre cose Andrea figliuolo dal d° Cristiano (le meurtrier) a torre (togliere) per moglie Ceglidonia figlino la del Piero stato ucciso... »

C'est donc ici le fils du meurtrier qui épouse Célidoine, fille de l'homme tué en vendettā (1). Même situation relevée par une sentence du 2 octobre 1588 dans laquelle les arbitres obligent Giudicello qui a causé la mort de l'exposant « dolosamente e appostatamente » à prendre chez lui (a casa) donna Scampini, « cugina carnale » de sa victime et à lui donner pour mari son fils Paolo Maria (2).

La même règle transparait encore dans la requête d'Antonio Marsoletto en 1590 : il se plaint que l'arbitre, dans sa décision, l'ait condamné à épouser la sœur de celui qu'il a occis. Non point qu'il conteste la légitimité du principe qui lui est appliqué, mais l'exécution, dit-il, est impossible, attendu qu'il est déjà marié (3).

Ces illustrations pourraient être multipliées.

Lorsque Romagnolo de Pirelli d'Alessani est tué en 1591 par Fratino du même lieu, le frère de ce dernier, Piedino, est condamné à épouser la petite-fille de la victime (4). Autre fait :

(1) En 1596 on peut voir la jeune Célidonia, devenue moins jeune sans avoir été épousée, adresser requête au Gouverneur parce qu'Andrea ne s'est pas encore marié avec elle, contrairement aux clauses du traité de paix. — Arch. départ. Civ. Gov. C. 144. 28 sept. 1596. Requête de Ceglidonia. V. annexe n° XVI.

(2) C. 127, 28 juill. 1590. Requête d'Antonio Fornello. V. Annexe n° XIII.

(3) C. 127, 15 déc. 1590. Requête d'Antonio Marsoletto.

(4) C. 191. 11 sept. 1606. Procès intenté par Vincente de Pirelli d'Alessani. V. Annexe n° XVII.

Morachione a été banni pour avoir blessé mortellement Pietro Paolo frère de Giovansilio et d'Angelica. La paix sera rétablie par le mariage d'Angelica, sœur du mort, avec Morachione (1). Telle est la sentence arbitrale.

Une telle coutume s'applique parfois dans des conditions qui devaient paraître peu rassurantes à la fille épousée. Par exemple, voici Giacomantone d'Alessani qui avait donné une première fille en mariage à Anton Francesco. Celui-ci a tué sa femme. N'importe ! la sentence des arbitres, intervenue en exécution du traité de paix, imposera au gendre meurtrier d'épouser une seconde fille de son beau-père (2).

En 1662, il nous est encore donné de constater la persistance de tels usages (3).

Mais, ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le mariage n'a pas seulement pour but de remplacer un vivant par un mort, bien que cette préoccupation paraisse en général dominante. Le seul fait que les noces créent des liens d'affinité entre les familles est déjà très important par lui-même comme moyen de pacification. C'est à cette pensée plus générale que répond sans aucun doute le *compromesso di pace* du 3 mai 1579 (4) dans lequel les pouvoirs des arbitres sont aussi déterminés : « Ils pourront ordonner des mariages (*astringere a prender moglie*) et notamment déclarer que les hommes (de la famille) d'Adornino, de ses compagnons, et de ses parents, (groupe du

(1) Arch. dép. C. 144. 30 déc. 1596, Requête d'Ottavio de Carpinetti, et 16 avr. 1599. Requête d'Angelica contre Morachione.

(2) C. 202. 23 sept. 1608. Requête de Giacomantone.

(3) C. 440. 6 sept. 1662. Requête des parents de Bonacorso. Le fils du meurtrier de Bonacorso de Vallerustie a dû épouser la fille de ce dernier.

(4) V. Annexe n° VI. Pièce communiquée par le R. P. Marini.

meurtrier), doivent prendre pour épouses les femmes (de la famille) de Poletto, de ses compagnons, de ses parents et de feu Io. Fero (la victime). Pareillement les hommes (du groupe) de Poletto et de ses compagnons pourront être astreints à prendre pour épouses les femmes (du groupe) d'Adornino et de ses compagnons ».

La mesure s'applique ici avec une égalité complète des deux côtés.

Il est un seul cas, avons-nous dit, où la situation nous ait révélé nettement et sans équivalence un mariage accompli entre une femme du parti offenseur et un homme du parti offensé. La circonstance apparaît dans le traité intervenu entre les parents de David q. Manuello, meurtrier de Giordano q. Piertorse de Talano. Ici, c'est la fille du bandit. David qui va épouser Fraticello, cousin de Giordano, l'homme mis à mort (1). Mais le bandit, par contre, versera une dot importante (800 lire).

La question de dot. — Cette question de dot doit retenir notre attention. Elle entraîne à deux observations d'inégale importance.

Tout d'abord, la clause de dot est aussi fréquente que la clause matrimoniale et la complète. Elle en est l'*accessoire*. La sentence arbitrale fait en général deux catégories parmi les parents mâles du groupe offenseur. Elle condamne les uns à prendre femme dans le groupe offensé, elle contraint les autres à verser une dot aux femmes du groupe offensé ainsi.

(1) C. 269. 1623, 5 mai. Instance des frères Giovanucello.

épousées (1). Les traités de paix dont nous avons fait plus haut l'analyse (et dont plusieurs se trouvent aux annexes) contiennent tous des clauses de ce genre.

La pièce la plus caractéristique est une sentence de 1585 (2) dont nous n'avons pas encore parlé. Francesco, Orlando, Capone, Natale, Gorgoniano, tous parents de l'offenseur, devront prendre pour épouses Maria, Battestina, Lipara, Luchabella et Antonia, parentes de l'offensé. Mais ce n'est pas tout, car les autres membres du groupe offenseur devront verser des dots. Ils sont imposés ensemble pour 1276 livres, qui seront perçues en douze parts.

La clause de dot, qui n'intervient en général que comme un accessoire à la clause de mariage, peut prendre dans certains cas une place principale. Et c'est le point qui motive notre seconde observation. En effet, il se peut pour une raison quelconque, que le mariage soit ou devienne impossible. La dot n'en devra pas moins être versée. (3).

(1) Par ex. v. Requête précitée de Giovan Francesco. C. 120, 9 janv. 1588. D'une part, les arbitres ont condamné Andréa fils du meurtrier à prendre pour femme la fille de la victime, d'autre part ils ont condamné les autres parents du meurtrier à verser la dot « *astringendo ai altri a dar la dote* ».

(2) C. 115. Pièce omise en 1585. V. Annexe n° VIII.

(3) Traité de paix du 3 mai 1579. V. Annexe n° VI. « *E quelli che non volessino pigliare le moglie che per dette pace a e sentenza fossino condannati a pigliare, paghi la d^a pena (l'amende conventionnelle)... e quello poi che mancha... pagará la dote alla donna che li sarà destinata...* » V. aussi C. 144, 28 sept. 1596. Annexe n° XVI, Requête de la demoiselle Celidonia. — En réalité c'est une requête de sa mère la dame Sabiola. Elle expose que l'adversaire n'a pas observé le traité de paix qui prescrivait mariage et dotation pour sa fille et que « *essa povera figliuola si trova priva del padre (la victime), senza marito e senza dote* ». C'est pourquoi, elle supplie le Gouverneur d'astreindre

Elle permettra en effet de trouver des tiers (par rapport aux familles en inimitié), qui épouseront la femme dotée. Ainsi, la logique compensatoire du droit de vendetta, fondée sur le principe qu'un homme doit remplacer un homme, ne sera pas mise en défaut. Le groupe offensé ne subira pas l'affaiblissement qu'entraînait la perte d'un des siens, puisque ce dernier sera quand même remplacé. Ne pouvant fournir un homme directement, la famille du meurtrier en fournira du moins le substitut par le moyen d'une dot.

La préoccupation de rétablir l'union entre familles en vendetta par la voie matrimoniale a toujours été dominante chez les paceri et les arbitres. C'est sans cesse que figurent dans la liste des pouvoirs qui leur sont accordés par le *compro-messo* la faculté « di far amicitia e parentela » (1), — ou « di far lina e più amicitie e parentadi » (2).

Pour conclure, les moyens les meilleur qui aient été trouvés pour arriver à *compenser*, selon des modes pacifiques les offenses, et surtout les plus graves, qui sont les meurtres, peuvent être réduits à deux procédés :

Ruggero à épouser sa fille, et au cas où il s'y refuserait, elle demande que le père du jeune homme paye au moins la dot, « afinche essa povera figliuola posse maritarsi honoratamente ». Elle ajoute que si justice n'est pas rendue, il est à craindre qu'il en résulte « grands scandales et inimitiés ».

V. encore C. 573, 11 sept. 1699. Requête pour que Giovan Felice Casale à Olmetta paye à la fille d'un homme qu'il a tué la somme fixée par le traité de paix. — C. 584, 28 fév. 1701. Requête de la fille du feu notaire Cruciano, tué par Giacomo Santo Casabianca pour ne pas être troublée dans la possession des terres que lui a cédées par un traité de paix le meurtrier de son père.

(1) C. 191, 11 sept. 1606, précité. V. Annexe n° XVII.

(2) C. 110, 11 déc. 1585. Requête de Giovanluca de Lento dont le père avait été tué.

Le premier est le bannissement. Au lieu de tuer le meurtrier, on l'exile. De toutes façons, il est au moins momentanément supprimé. Compensation négative.

Le second est le mariage entre celui qui a causé mort d'homme et une femme du groupe de la victime. Dans ce groupe, un homme remplace un homme. Compensation positive.

SECTION III

EFFET PRINCIPAL DE LA PACE ET CONDITIONS LÉGALES DE SA VALIDITÉ

Comme à Gênes, comme à Pise, la *pace* a en Corse au regard de l'Etat un effet *libératoire*. Il y a lieu d'entendre par là que les peines publiques les plus graves, prononcées contre les auteurs de meurtre ou de violences, leur seront remises s'ils se réconcilient avec l'offensé et sa famille.

Parmi les observations qui paraissent nécessaires, les unes visent :

a) Le principe.

Les autres :

b) Les conditions légales de son application.

a) Le principe

Le texte des Statuts corses de 1347 étant perdu, de même que celui des Statuts de 1453, promulgués par la Banque de Saint-Georges quand l'île lui fut concédée, il n'est pas possible d'avoir la certitude matérielle que l'effet libératoire des paci était consacré déjà dans ces recueils. Mais nous savons qu'il était admis dans les coutumes toscanes, liguriennes, et berbères qui ont toutes plus ou moins influé sur la formation de la coutume corse. Il est donc à penser qu'une telle institution appartenait déjà au vieux droit de l'île.

Au surplus, nous en trouvons la mention faite en l'an 1500 et dans des termes qui prouvent l'ancienneté de l'usage. A cette date, en effet, le Magnifique et Prestantissime Office de Saint-Georges en décrète précisément la suppression : « Que si dorénavant, dit-il, est perpétré ou commis quelque homicide. et qu'à l'occasion de celui-ci l'auteur soit banni de l'île, ou relégué, il ne pourra jamais, en aucun temps ni d'aucune manière, revenir en Corse, pas même sur l'intervention d'autres personnes, quand même la preuve serait établie qu'il aurait fait la paix avec les parents du mort » (1).

Cet acte établit avec netteté l'existence antérieure de la coutume, puisque l'Office veut la supprimer. Suppression toute provisoire. Malgré les termes du décret qui déclare statuer « per ogni tempo del mondo », l'institution reparaitra bientôt et ne cessera de manifester ses effets jusqu'à la fin de la domination gènoise.

En 1569, après l'échec du soulèvement national suscité par Sampiero, on sait que quatorze ambassadeurs corses viennent à Gênes porter la soumission de leurs compatriotes « au pied du Doge et des Sérénissimes Collèges ». Ils présentent en même temps une série de requêtes. A l'une d'elles, il est répondu que pardon général va être accordé à tous ceux qui ont commis des homicides et délits « s'ils ont obtenu la rémission de la partie offensée » (1). C'était l'objet de la demande.

(1) Le décret est du 10 janvier. BANCHERO, *Annales*, p. 41.

(1) *Pièces diverses concernant l'Histoire de la Corse de 1560 à 1572*. B.S.S.H.C. 1884, p. 137 et s. Par contre, en 1572, les Nobles Douze demandent que ceux qui commettent des homicides *sotto pace* ne puissent jamais obtenir leur grâce, même avec la pace de la partie offensée

Un Corse, au service de la Seigneurie, Muzio d'Erbalunga, est même chargé par le Sénat de venir dans l'île pour hâter la conclusion des traités qui doivent amener la pacification (1).

Nous trouvons la règle de rémission par suite de paix conclue, formulée une troisième fois dans la première édition imprimée des *Statuti di Corsica*. Le Capitolo XXXII, *del Homicidio*, est formel (2). La pace entraîne la main levée du bannissement. Cette conséquence est consacrée par voie de grâce, octroyée par la Seigneurie sur présentation des traités. Aucune autre condition n'est nécessaire.

Toutefois, en 1595, le Doge Nicolas Zoaglia et les Collèges prescrivent une condition nouvelle. A cette époque, ils se préoccupent, nous le savons, de réformer les Statuts Corses dans un sens d'aggravation des peines, afin que « *gli temerarij et insolenti* s'abstiennent de commettre leurs forfaits et vivent sous un frein ». Or du texte du décret, il ressort que pour voir sa grâce accordée, le banni doit avoir à son acquit outre la pace un nombre déterminé d'années d'exil (3) déjà accomplies.

La restriction nouvelle, imposée du temps du Doge Zoaglia, fut en fait mal appliquée. Il en fut de même d'ailleurs pour plusieurs mesures semblables, prises plus tard dans le même esprit ; car jamais Gênes, pour faire bénéficier les coupables

(1) FILIPPINI. *Chroniques*, trad. Letteron t. III, p. 300.

(2) V. Annexe n° V. « Non posa l'homizidiale in tempo alcuno essere rimesso, dal bando se non dalla S^{ma} Signoria sotto li soluti ordini et havuta la pace delli più propinqui parenti del ceppo (la souche) del morto. » Il s'agit des statuts de 1571 reproduits, en 1602.

(3) V. Annexe n° XV. Extrait des *Statuti di Corsica*, éd. de 1602. Le Capitolo XXVIII, « Di quelli che percottono ferauo (feriscono) o assaltano » n'est pas moins précis. V. Annexe n° IV.

de mesures d'indulgence ne s'en est tenue dans la pratique à une règle quelconque autre que celle de la *pace conclue*. C'est la seule norme qu'elle se soit à *peu près* imposée. Elle grâciait quand il y avait traité de paix. A part ce cas, toutes les mesures de réduction de peine qu'elle a décidées ont été inspirées par le seul arbitraire. L'ensemble des actes de son administration établit qu'elle a poussé d'ailleurs jusqu'au plus grave abus cette rémission du bannissement par suite de *pace*. Une telle institution a fini par équivaloir en Corse à l'impunité réglementée.

Ce n'était pas seulement par mesures individuelles que procédait la Seigneurie, c'était par des moyens collectifs. Le système employé consistait à donner à des périodes devenues presque régulières des saufs conduits pour rentrer en Corse à tous les bandits ou à presque tous, afin de leur permettre d'obtenir la *pace* de leurs adversaires. Celle-ci conclue, leur libération s'ensuivait, soit par décisions particulières très nombreuses et rendues par fournées, soit même par des sortes d'amnisties collectives qui portaient le nom d'*indulti* (1).

(1) Voici quelques exemples d'actes relatifs aux grâces accordées pour causes de *pace*. C. 120, 11 fév. 1588. Requête de Giuseppe et Rapanio qui avaient été bannis, mais qui par suite de leur réconciliation avec leurs ennemis n'avaient plus que l'amende à payer, à l'effet d'obtenir un délai pour ce paiement. — C. 123 14 janv. 1585. Requête de Frate et Bernardino qui, après avoir été condamnés au bannissement, s'étaient réconciliés avec leurs adversaires pour obtenir leur grâce. V. Annexe n° XI. — C. 110, 15 oct. 1585. Requête des parents de Matuccio de Lola banni pour meurtre, pour qu'il puisse faire sa paix avec les parents de la victime et d'obtenir sa grâce. — C. 131, 14 janv. 1590. Requête pour obtenir la grâce des meurtriers de Riffacciolo réconciliés avec les parents de la victime. — C. 507, 22 avril 1686. Indulti en faveur des individus dont les noms suivent : etc, etc... Ces actes sont très fréquents. Citons encore au XVIII^e

Ces indulgi ont été multipliés surtout à la fin du xvii^e et durant le xviii^e siècles. L'un d'eux reçut même l'approbation du roi de France qui était alors intervenu comme médiateur entre la République et les Corses révoltés. La décision du gouvernement gènois est contenue dans un décret du 13 octobre 1752, dont le passage essentiel est ainsi conçu :

« Con generale Indulto e perdono rimettimo pienamente nella nostra grazia tutti quelli di detti popoli che... etc.; nostro graziozo Indulto si estende a comprendere ancora la remissione de' delitti commessi frà particolare e particolare... *purché però il delinquente ne riporti la pace della parte offesa.* (pourvu que le délinquant rapporte la paix de la partie offensée) (1).

On sait que plusieurs villes en Corse jouissaient de privilèges particuliers. C'étaient surtout celles dont la population était d'origine gènoise comme Bonifacio et Calvi. Le principe que la pace entraînait la remise de peine semble avoir été tout aussi parfaitement établi dans leur droit local.

En ce qui concerne Bonifacio, le Prince Rolland Bonaparte a émis une opinion qui, malgré l'autorité de son auteur,

siècle C. 749, 20 oct. 1727. Ordonnance du Magistral de Corse granting Pietro Felice... de Corte qui bénéficie du décret des Collèges en date du 10 mars 1727 amnistiant les coutumes qui obtenaient le pardon de leurs adversaires.

(1) *Raccoltà dei Capitoli* etc., par BUTTAFOCO. Ms. de la bibliothèque de Bastia. La note suivante, en français, a été annexée au décret et copiée avec lui : « Je certifie que le règlement ci-dessus est celui qui a été concerté entre Sa Majesté et la Sérénissime République et que je dois revêtir de la garantie du Roy. A Gènes, ce 11 septembre 1752. Signé à l'original : Chauvelin. »

semble pouvoir être contestée: « Les Bonifaciens, dit-il, n'ont jamais été en proie à la vendetta » (1).

Pourtant, comment auraient-ils connu la *pace* et ses effets s'ils n'avaient pas connu la vendetta; et comment les habitants de Bonifacio n'auraient-ils pas connu la vendetta, puisqu'elle fleurissait à Gènes dont ils étaient originaires? La vérité est que la population de cette ville a été certainement moins sujette à la vengeance privée que le reste de l'île, mais qu'elle a dû en subir néanmoins les effets. Les documents qui suivent (2) paraissent apporter un argument à l'appui de notre hypothèse.

Le Cartulaire manuscrit de Bonifacio, dont certains actes remontent au xiv^e siècle, prévoit le cas où des habitants de la cité, ayant commis quelque délit l'un envers l'autre hors du territoire de la ville, rentreraient ensuite dans celle-ci. Ils ne pourront être punis, dit le texte, s'ils ont déjà fait la paix entre eux (*essent in concordia*). Sans doute, ce texte est un peu étroit pour conduire à une conclusion certaine, car on pourrait soutenir que *concordia* n'a pas forcément le sens précis et technique de *pace*. En tous cas, à partir de 1619, et de la refonte des statuts par Marzolaccio, la certitude apparaît de l'usage des traités de paix et de leur résultat d'amnistic.

(1) *Une excursion en Corse*. P. 107.

(2) *Cartulaire* A. V. notre Bibliographie. Voici le texte d'après la restitution de M. GRAZIANI : « ...Si contingeret aliquod de supradictis delictis committi per homines aliquos Bonifacij et extra Boniffacium in alijs mundi partibus, et malefactor seu malefactores essent puniti in loco delicti vel alibi ut partes antequam redderent in Boniffacium essent in concordia, non possit isto casu dominus Potestas vigore presentis capituli aliter procedere contra dictos malefactores vel eos in aliquo condemnare. » Le *capitolo* précédent est intitulé « *De pena illius qui percusserit aliquem sine ferro.* »

Les capitoli X, XI et XII (1) de ce code criminel, déclarent en effet, libéré du bannissement, *ottenuta la pace del offeso*, quiconque frappe avec ou sans le fer, ou injurie une autre personne. Le traité de paix fait donc partie de la coutume Bonifacienne. Quant à Calvi, un texte du XV^e siècle nous y révèle l'existence au moins partielle de la même institution. Une requête des députés de cette ville, présentée aux Protecteurs de Saint-Georges, en 1454 (2) et renouvelée en 1523 (3) demande à l'Office de Corse le maintien de la très ancienne coutume d'après laquelle la réconciliation avant tout jugement, entre l'offensé et celui qui l'a outragé, a pour effet d'arrêter les poursuites tendant à infliger une peine. Cet usage, d'après la requête, était exprimé dans une sorte de recueil de statuts de la cité de Calvi qui portait, comme nous l'avons vu, le titre de *Libro Negro*. Il est vrai que d'après le commentaire, donné par l'Office de Corse dans sa réponse à la requête, la seule hypothèse envisagée par le texte qui nous intéresse serait celle d'un outrage ou d'une violence sans effusion de sang. Ces délits d'une faible gravité auraient donc seuls permis dans « l'antichissima usanza » de Calvi de faire la *pace* avant l'intervention de toute sentence. Mais rien ne prouve que les dé-

(1) *Statuti...* per MARZOLACCIO. 1625, Genova. Le capitulo X porte le titre : *Di coloro che percuotono con ferro*. On y trouve l'expression : « la remissione del quale bando habbia sempre, che si sarà pacificato con l'offeso. » — Capitolo XI, *Di coloro che percuotono senza ferro*. — Capitolo XIII, *Delle Injurie*.

(2) Règlement concernant la nomination des officiers de la Commune de Calvi, 6 mars. 1453. Pub. B.S.S.H.C.

(3) *Libro Rosso della Comunità di Calvi*, ms. inédit, 1523. « Che si possa rimettere l'ingiuria inanzi la sentenza, e in tale caso non si possa procedere come al Libro Negro Cap. 19. » Nous avons déjà cité ce texte à une autre occasion.

lits et les crimes plus graves n'aient pu donner lieu également à un traité de paix, entraînant remise de peine, à la condition que ce traité ne se soit produit qu'après la prononciation de la condamnation.

En tous cas, comme Calvi fut dans la suite largement soumise à la législation générale de Corse, au point de vue criminel tout au moins, il n'est pas douteux que plus tôt ou plus tard, elle n'ait connu dans sa plénitude l'effet libératoire des paci. (1)

Ainsi, d'un bout à l'autre de l'île, et jusqu'à la veille de l'annexion à la France, un tel principe est confirmé et reçoit une constante application. L'institution est fort remarquable. Elle est le point précis où le vieux droit de la guerre privée et le droit nouveau de l'Etat trouvent encore un terrain de conciliation. En fait, c'est l'Etat qui s'arrête dans sa marche en avant. Il admet que sa Justice s'incline en ce point devant une coutume qui, le droit comparé peut le révéler, appartient depuis les temps les plus reculés au domaine de la vendetta.

b) Les conditions légales d'application du principe

Il y a une première condition, de nature purement *politique*,

(1) Cet effet libératoire a été aussi connu en Sardaigne. On sait que cette île subit la domination Pisane avant d'être conquise par le roi d'Aragon. Mais dans l'intervalle les provinces où Judicats de Sardaigne eurent une période d'indépendance. Le plus remarquable de ces petits Etats fut le Judicat d'Arborée. Eléonore d'Arborée qui gouvernait ce pays en 1395, publia à cette époque un très remarquable recueil de statuts locaux qui fut désigné sous le titre de *Carta de Logu*. Or l'une des ordonnances criminelles de ce recueil fixe que lorsque les parties se présentent devant le juge en déclarant qu'elles font la paix, l'autorité remet à l'offenseur une partie de l'amende et « pardonne pour l'amour de Dieu » (pro amori de Deus). V. *Addenda*.

qui doit être réalisée pour que la remise de peine suive la conclusion du traité. La Seigneurie qui, sur la production de la pace prend la mesure de grâce, se réserve parfois la faculté exceptionnelle pour des considérations particulières de se refuser à rendre cette décision. Mais les hypothèses de ce genre sont extrêmement rares. Sur la masse considérable de documents que contient le fonds du Civile Governatore, nous n'avons rencontré qu'un seul cas de refus.

Il n'y a donc pas d'intérêt pratique à faire porter l'examen sur d'autres conditions que les conditions *légales*, puisqu'aussi bien ce sont les seules dont l'application est constante. Elles sont au nombre de deux qui relèvent d'ailleurs des mêmes intentions et concourent aux mêmes résultats.

1^o Le traité de paix doit être soumis pour produire ses effets à une *publicité*.

2^o Il doit être *approuvé* par le Gouverneur.

Ces exigences ont d'abord pour but d'éviter la fraude et de donner à la pace un caractère sérieux. A ces premières raisons, il faut ajouter un motif fiscal. Ce motif peut paraître à première vue étranger à notre étude ; il présente en réalité pour elle un intérêt certain.

1^{er} BUT. — EVITER LA FRAUDE :

Publicité. — Celui, nous dit le cap. XV des *Statuti Civili di Corsica*, qui demande la *confirmation* du magistrat pour quelque acte que ce soit : vente, donation, ou tout autre écriture publique, est tenu de faire sommation à tous opposants éventuels, nommés ou non dans l'acte, d'avoir à produire leur opposition. Si elle ne se produit pas, le magistrat peut confirmer.

Or, en matière de pace, ce texte est applicable et on n'agit pas suivant d'autres règles. La procédure a le même but : faire apparaître les opposants. Elle permettra de dévoiler si la pace a bien été conclue par les parents qualifiés ou si au contraire, elle est de fantaisie et poursuit le seul dessein d'obtenir une grâce dans des conditions irrégulières.

Les dossiers de ces instances sont innombrables et nous n'avons que la peine du choix pour être renseigné. (1)

Voici donc quelle est la procédure :

1^o La pace est adressée au Gouverneur de l'île avec une requête aux fins de confirmation.

2^o Le Gouverneur adresse en son nom sommation, dans la localité où habitent les contractants et leur famille, à tous parents et intéressés de formuler s'il y a lieu leur opposition dans les trois jours, faute de quoi la pace sera par lui confirmée, et cette confirmation en couvrira dans l'avenir même les nullités (2).

(1) C. 110, 18 nov. 1585. Homologation d'un traité de paix imposé par le Sénat à Giuseppe Olivera d'Ampugnani.

C. 112, 11 déc. 1586. Procuration donnée à Antanfrancesco Carancione... par Ceccolo Grigione... que la maladie empêche de se rendre à Bastia devant le Gouverneur pour faire approuver le traité de réconciliation avec Taliano et consorts.

C. 168, 4 mai 1601. Homologation du traité de paix conclu à la suite du meurtre de Pierlovisio, fils de la dame Fidersa, etc.

C. 189, 7 janv. 1605. Homologation d'un traité de paix entre Castellano de Casta et consorts et le Rev. Santo Pietro et consorts.

C. 244, 19 oct. 1619. Instance pour l'homologation d'un traité de paix conclu par la dame Cecilia et ses parents avec le meurtrier de Giorgio, mari de ladite dame.

C. 256, 8 oct. 1621. Instance pour l'homologation d'un traité de paix conclu entre la dame V^{re} Sposata et Leone de Gentili, etc., etc.

(2) C. 274, 20 avril 1624. V. Annexe n° XVIII un exemple de ces actes de sommation.

3° La dite sommation doit être lue un jour férié à l'issue de la messe, *nel hora del popolo*.

Cette partie de la procédure s'appelle *proclama*. Le notaire qui en est chargé, fait mention au bas de l'ordonnance du Gouverneur de l'accomplissement des formalités (1).

Confirmation. — S'il y a opposition, une enquête est ordonnée par le Gouverneur (2), qui prend ensuite une décision. S'il n'y a pas d'opposition, la pace est confirmée (3).

2° BUT. — MOTIF FISCAL.

La pace est enregistrée au greffe du Civile Governatore, d'où perception d'un premier droit de trois à douze sous (4).

Mais le sérieux intérêt fiscal ne se trouve pas là. Il se ren-

(1) C. 302, 25 juillet 1629. Instance pour l'homologation de la paix entre les fils de Fraticello et leurs parents, et le Rév. Brando et ses parents. « A la sortie du peuple de la messe, en présence d'un grand nombre de gens, le dimanche matin... moi notaire soussigné... agissant à la requête de... et en son nom, ai présenté, lu et publié le présent acte. De quoi moi, notaire... et les témoins etc... — Cf : PINELLO, *Annotazioni*, « Che sia la pace data... legitimamente e con le solite gride, e comprovazioni... »

(2) C. 244, 14 juin 1619. Instance pour l'homologation d'un traité de paix entre les parents de Bondiuccio et son meurtrier. Requête au Gouverneur aux fins d'enquête. Divers faits sont cotés. — Parfois des parents sont assignés pour donner leur consentement. C. 496, 12 janv. 1682. Assignation de Giacomo Santo.

(3) C. 293, 26 avril 1627. Inst. pour l'homo. d'un tr. de paix entre la dame Contessina et Giovanni Casanova : « L'III^{me} Gl. Gouverneur... vu la susdite *proclama*, présentée en la forme etc... et vu que personne n'a comparu ni n'a opposé quoi que ce soit, etc... A confirmé comme il confirme, le dit instrument de *pace*, fait entre X et Y, suppléant, comme il supplée à tous les défauts et manquements qui s'y trouveraient etc... et interposant son autorité et celle de son Office. etc... »

(4) Tarif du 20 fév. 1573. Additions au *Statuti di Corsica*, éd. de 1602.

contre, lorsqu'une des parties vient à rompre la paix. Alors s'applique le capitolo III (1) du *Liber jurium criminalium Civitatis Genuae*, qui complète, en l'espèce les statuts corses, et une première amende de trois cents à mille livres peut être perçue.

Ce n'est pas tout. Nous savons qu'en règle générale les traités de paix contiennent une clause pénale pour le cas de violation du contrat. Or, sur cette amende conventionnelle, l'Etat génois percevait encore la moitié (2).

De fait, il faut voir sans doute, dans cette perception une des principales raisons pour lesquelles en cas de rupture d'une telle convention, et si la partie lésée n'agit pas d'elle-même, le *Fiscal* (3) n'hésite pas à entamer d'office une procédure contre le *rompitore di pace* (4).

On retrouve ici, semble-t-il, la trace historique d'une des raisons qui ont amené peu à peu l'Etat à se charger de la poursuite des crimes et délits, d'abord en concurrence avec les particuliers, puis ensuite par voie de monopole. Dans cette part que se réservera jusqu'à la fin le gouvernement génois pour son office de garant public des traités, n'aperçoit-on pas quelque chose de l'ancien prélèvement pécuniaire, qui, dans les lois barbares, était opéré par le roi pour son rôle de médiateur ?

(1) Ed. de 1626. « De rumpente pacem vel inducias. »

(2) Rappelons la formule des traités « ...sotto pena... de lire cinque cento de dinari... pagata la mettia à l'*Illustrissima Camera*, e l'altra mettia à quella parte che osserva... » Traité précité du 3 mai 1579.

(3) Magistrat qui remplissait un rôle analogue à nos magistrats du Parquet.

(4) C. 208, 3 fév. 1609. Mémoire de Pietro de Corsina en opposition aux poursuites intentées contre lui par le Fiscal pour n'avoir pas observé un traité de paix.

CHAPITRE V

Les Paceri et les Arbitratori

Les traités de paix ne se concluent pas en général d'eux-mêmes, c'est-à-dire avec le seul concours des parties en cause. Les groupes en vendetta ont l'un envers l'autre des sentiments de trop vive rancœur pour que soit possible, en général, de façon spontanée, un premier contact pacifique, nécessaire aux négociations. Non seulement la haine, mais le sentiment de l'honneur des familles, sont exacerbés. Personne, d'aucun côté, malgré la lassitude d'une lutte parfois déjà longue et meurtrière, ne consentirait à faire le premier pas et à venir demander la paix. La démarche apparaissait comme une sorte d'aveu de défaite et semblerait marquer le triomphe odieux de l'adversaire. Nul ne s'y résout volontiers.

Alors intervient le *pacere*. (1)

SECTION I.

LES PACERI PRIVES

C'est une physionomie bien curieuse que celle de ces médiateurs bénévoles, qui seuls, parmi les haines particulières

(1) Ou *paciere*, variante des dialectes corses.

qui s'entrecroisent, ont un sens obscur mais certain d'un intérêt général supérieur. Et leurs fonctions demandent non seulement une haute impartialité, mais comme il va être exposé une force d'âme remarquable.

Conditions pour être paceri. — Qu'ils fassent d'eux-mêmes, auprès des belligérants, une première démarche, à la suite de laquelle leur médiation est consentie; ou qu'au contraire une des parties viennent les solliciter d'engager des pourparlers; il est évident que leur ministère doit toujours être, en fin de compte, accepté des deux côtés. Pour qu'un tel choix se porte sur eux, pour qu'une telle confiance leur soit faite qui met dans une mesure importante l'honneur des familles entre leurs mains, il faut que leur personnalité réponde à des conditions déterminées et rigoureuses, dont Rossi nous a fait l'énumération (1) :

Ils doivent être avant tout :

- 1^o « de' persone di probità », des hommes d'honneur ;
- 2^o « de' principali benestanti », des personnes tout-à-fait notables et aisées ;
- 3^o « di parentela numerosa », ayant une nombreuse parentèle ;
- 4^o « che avessero nome di bravura per il colpo di mano », ayant la renommée d'être braves et de ne pas boudier devant un acte énergique.

Toutes ces conditions répondent à une première idée : il faut que les paceri par leur caractère et leur situation, par l'importance de leur famille et leur réputation de courage, par

(1) *Osservazioni storiche*, liv. I, p. 311 et s.

le meilleur des prestiges en un mot, donnent aux parties la certitude de leur impartialité et de leur indépendance.

Mais les deux dernières, parmi les quatre qualités exigées chez eux, supposent en outre de bien autres conséquences. Réserveons-en l'examen pour le moment où nous analyserons les obligations de certains paceri nommés *arbitratori*.

Négociations. — La première fonction des médiateurs est une fonction de négociateur. Il s'agit pour eux, dans l'intérêt de la paix, d'obtenir du groupe offenseur les sacrifices qu'il croit compatibles avec son honneur, d'obtenir à l'inverse, pour le groupe offensé les satisfactions que son honneur exige. Rôle de tact et d'ajustage, infiniment délicat en pareille matière. C'est, sans nul doute, cette première phase dans leur mission qui a fait donner souvent aux paceri le nom de *parolanti*.

Les traités nous révèlent la plupart du temps le caractère de leur action à cette période, par une phrase brève mais significative. Les parties, y est-il dit, « alle preghiere di molti si pacificaronno » ou encore « a persuasione de' amici communi », ou « per gratia delli boni amici. (1)

Parfois les pourparlers qu'ils dirigent arrivent à régler d'un seul coup, et par un acte unique, toutes les questions pendantes. On a vu qu'une telle solution est rare, et que le traité se borne en général à établir le principe de la paix, puis à remettre à des arbitres la charge d'en régler les principales conditions.

(1) C. 144, 30 déc. 1596. Requête d'Ottavio de Carpinetto. — C. 144, 28 sept. 1596. Requête de demoiselle Célidiona. — C. 110, 5 janv. 1585. Recours en grâce d'Orsatello de Palméca. Pour ce dernier, v. Annexe n° VII.

Les Arbitratori. — Les *paceri* sont parfois assez nombreux, mais parmi eux un seul, ou rarement plus de deux, feront l'objet d'une sélection : leur autorité morale plus grande les fera choisir comme arbitres.

Des noms multiples les désignent dans les actes : *arbitratori*, *arbitri*, *amichevoli compositori*, *giudici eletti*, *giudici compromissori*. (1)

Pouvoirs des arbitres. — Il ne peut être ici question de leurs pouvoirs généraux, puisque les applications particulières de ces pouvoirs ont déjà été nécessairement examinées lors de l'étude déjà faite des clauses de la *sentenza* (2).

Ces pouvoirs sont toujours conçus sous la forme la plus large, et les facultés particulières qui sont données aux arbitres apparaissent non comme une limitation de leur juridiction, mais comme de simples exemples.

Les parties disent, avant toute autre précision de détail, qu'elles ont donné et donnent aux seigneurs arbitres (*domini abitri*) toute leur autorité, toute licence, tout pouvoir pour juger, faire sentence, etc... Les contractants renoncent à toute contestation de la décision à intervenir, « ils ne diront jamais que la sentence est inique, ni entachée d'abus de pouvoir ».

(1) V. les actes divers que nous publions en annexes et avons déjà cités. — V. encore : C. 224, 6 mars 1613. Homolog. du compromesso di pace par lequel Antoncarlo, fils de feu Federico et ses parents d'une part, et de l'autre Filippo meurtrier dudit Federico donnent pouvoir à des arbitres de conclure un traité.

(2) Nous savons notamment qu'ils peuvent prononcer des condamnations « in pecunia e robba », bannir, reléguer, faire constituer des dots, ordonner des mariages, fixer des clauses pénales et des astreintes, etc...

ils se démettent de toute volonté éventuelle d'arguer plus tard de nullité ou d'abus (1).

Parfois, les expressions employées, pour être en elles-mêmes plus brèves et ramassées, n'en sont pas moins d'un sens énergiquement étendu. C'est ainsi que dans la sentence rendue par Santone en 1585, l'arbitre rappelant quels sont ses droits de juge, déclare que les parties se « sont soumises à sa liberté » (2).

Le traité qui a été suivi de la décision arbitrale dont nous venons de citer un passage donne l'occasion d'ouvrir une parenthèse :

Caractère particulier de certains arbitres. — Nous avons vu, et une telle condition semble toute naturelle, que les qualités recherchées d'abord chez les paceri, et à plus forte raison chez les arbitres, sont l'impartialité et l'indépendance. À ce titre, ils peuvent être des amis communs des parties en lutte, mais ils ne sauraient être des parents de l'un ou de l'autre groupe. Telle est bien la règle. Elle n'est pas sans une exception, d'une application qui paraît rare, mais dont le caractère est très significatif.

Il arrive en effet, parfois, que l'arbitre choisi est précisément le *chef de la famille offensée*. Dans le cas précité de la sentence de Santone, il en est par exemple ainsi. Santone est le frère de la victime. Nous avons trouvé un second exemple d'une telle situation dans une requête du 30 décembre 1596 (3).

(1) Traité de paix du 3 mai 1579. V. Annexe n° VI, aussi la sentence jointe à la requête d'Antonio Fornello. C. 127, 28 juil. 1590. Annexe n° XIII : « han fatto e compromesso in amplo largo e generale compromesso e balia ».

(2) V. Annexe n° VIII. C. 115, 1585. « Si sono stoposti à la libertà de Santone. »

(3) C. 144, 30 déc. 1596. Requête d'Ottavio de Carpinetto.

Dans un pareil cas, le choix fait par les groupes en présence ne peut apparaître que comme une espèce de reddition, de capitulation totale du parti offenseur entre les mains du parti offensé. Le premier s'en remet au second de façon entière (1).

Mais de telles hypothèses sont tout à fait exceptionnelles. Si la famille de l'offenseur est en principe disposée à faire des sacrifices, puisqu'elle a consenti à traiter, elle n'entend pas paraître en suppliante. Il convient donc, en règle, que les *arbitri* soient indépendants.

Garantie et responsabilité des paceri et des arbitres. — C'est une décision vraiment grave que d'accepter les fonctions de *paceri* et encore plus celle d'*arbitratori*. Exactement, une telle décision suppose chez son auteur qu'il est prêt à recourir aux armes, lui et tous les siens, pour faire respecter la pace à laquelle il a concouru, la sentence qu'il a rendue. A la rigueur, on doit dire qu'il en est le garant avec sa famille ou son clan : la rupture de la pace sera l'origine de son entrée en campagne pour l'exécution de ses obligations à cet égard. Tel est le droit coutumier de la vendetta.

Dès lors, nous comprenons la signification entière des deux dernières conditions relevées par Rossi pour le choix des *paceri*. Ils doivent d'abord être braves et avoir la réputation de

(1) Un cas différent, mais qui ne présente pas croyons-nous d'intérêt spécial nous est révélé par la *pace* du 3 mai 1579, V. Annexe n° VI. Ici il y a deux arbitres : l'un, Costa, est un homme qui ne semble parent d'aucune des parties, l'autre est le chef du groupe offenseur et le frère du meurtrier. Il est probable que Costa était un ami de la famille offensée et que pour rétablir l'équilibre, on aura nommé un membre de la famille de l'offenseur comme second arbitre. C'est d'ailleurs le seul cas de ce genre que nous ayons rencontré.

ne pas boucher au coup de main, car si leur justice vient à être méprisée, ils auront à prendre la lance ou l'arquebuse. Ils doivent posséder une famille nombreuse, car celle-ci les suivra au combat, et si elle est trop limitée, les paceri n'auront pas la force matérielle suffisante pour obliger au respect de leur décision.

Mais on saisit que l'acceptation des fonctions de paceri ne peut être dans ces conditions l'effet de la volonté d'un seul, fût-il le principal intéressé. Car tout le groupe pourra en subir la responsabilité éventuelle. C'est bien d'ailleurs ce que nous expose Rossi : « Le *parolante*, dit-il, n'acceptait jamais le rôle qui lui était offert, sans entendre d'abord ses parents » (1). Ceux-ci d'ailleurs, poursuit l'auteur des *Observations historiques*, donnaient volontiers leur consentement, soit en vue du bien public qui en devait résulter, soit encore parce qu'une telle mission comportait un honneur. Pourtant elle devenait parfois une cause de ruine. » (2) Une telle conséquence désastreuse pouvait, en effet, intervenir, quand la rupture de la paix par l'une des parties entraînait la prise d'armes du pacere et des siens, avec tous les risques qu'apporte la guerre.

Quelquefois le pacere, au moment même de la conclusion du traité, ou de la reddition de la sentence, proclamait publiquement les conséquences qu'entraînerait la violation de la pace.

« Les deux parties, dans la pace de Calcatoggio, firent leur convention à l'église et sans armes, et après avoir prêté serment, elles se donnèrent le baiser de paix. Ainsi firent aussi

(1) Rossi, *op. et loc. cit.* « Il parolante però mai accettava senza sentire prima i suoi parenti. »

(2) Rossi, *op. et loc. cit.* « ...benche alle volte era ruinoso. »

les paceri, et l'un d'eux prononça alors ce serment terrible : « Je jure par le très Saint-Sacrement qui doit me juger et me voit le fond du cœur que je poursuivrai jusqu'à la mort quiconque rompra la parole donnée. » (1)

De fait, d'après les coutumes, si cette parole n'est pas respectée par un membre d'une des familles, ses parents, en premier lieu l'abandonnent. D'autre part, tant l'autre famille que les médiateurs (2) marchent contre lui. Son meurtre apparaît à tous comme une exécution de justice.

La marque coutumière d'infamie contre le rumpitore di pace. — C'est en effet un haut caractère de justicier qui appartient au pacere lorsqu'il prend les armes pour imposer le maintien de la paix jurée. Grégorovius, qui voyageait en Corse vers 1850, a recueilli à cet égard, dans la tradition une histoire fort ancienne, et qui paraît antérieure au XIX^e siècle. Le rôle des paceri y apparaît en haut relief.

La famille des Dézii et celle des Venturini avaient fait la pace. Sans respect pour le traité, un membre de la première famille tua un parent de la seconde.

« A la nouvelle du crime, les parolanti étaient accourus, criant anathème au meurtrier sacrilège et à toute sa race. Ils s'avancèrent vers la maison de Dézio où se trouvait la jeune épouse de ce dernier. Ils dirent à la pauvre femme d'avoir aussitôt à quitter sa demeure sur laquelle allait s'abattre la main de la justice, et à peine l'infortunée eut-elle dépassé le

(1) Rossi, *op. et loc. cit.*

(2) Rossi, *op. et loc. cit.* : « tanto la parte offesa che le mediatori gli andavano adosso, li parenti l'abandonavano, ed essendo ucciso, credevasi giustamente per la fatta mancanza. »

seuil de la maison que les parolanti y mirent le feu et la brûlèrent jusqu'aux fondements. » (1)

Il faut relever dans la destruction de la maison une marque très ancienne d'infamie. Nous savons que cette mesure a été répandue chez divers peuples, et nous avons vu d'autre part que ce moyen était mis en œuvre dans le droit répressif corso-génois au moins à deux occasions (2).

Dans l'histoire que rapporte Grégorovius les parolanti ajoutent une seconde marque d'infamie qui semble remonter, elle aussi, aux âges reculés de l'humanité. Il s'agit de *l'écorçage des arbres*.

« Courant aux châtaigniers et aux oliviers de Dézio, ils (les parolanti) les dépouillent de leur écorce, en signe que leur propriétaire avait violé sa parole et répandu le sang et que la malédiction du ciel était sur sa personne et sur les siens » (3).

L'existence de cette remarquable tradition de la mutilation des arbres est certaine (4).

Sous les gouvernements nationaux du XVIII^e siècle, on retrouvera encore des exemples d'*écorçage*. Une relation nous fait connaître qu'un officier corse, chargé par Paoli d'arrêter l'auteur d'un meurtre commis par vendetta, et exigeant sans l'obtenir la livraison du coupable par sa famille, fit procéder

(1) GREGOROVIVS. *Corsica*, 2^e vol., p. 261.

(2) Cf. notre chapitre sur la répression de la vendetta.

(3) GREGOROVIVS, *op. et loc. cit.*

(4) Rappelons que la destruction des arbres est également employée en cas de meurtre par vendetta, par le droit répressif corso-génois. Elle est édictée par les nouvelles lois, en même temps que la démolition de la maison.

comme il est dit plus haut, tant à l'égard de la maison qu'à l'égard des arbres de la propriété (1).

Telle fut dans toute la vigoureuse énergie de la coutume, l'institution des *paceri* privés au cours des siècles qui ont précédé le XIX^e. On ne peut dissimuler un sentiment de respect envers ces hommes, qui, dans l'intérêt de la paix publique n'hésitaient pas à se jeter au milieu de l'effroyable mêlée des vengeances particulières, pour défendre la justice les armes à la main.

Le gouvernement gènois, frappé sans doute des bons effets d'une pareille organisation, essaya d'en faire une machine officielle. Mais nous allons voir qu'une telle tentative devait aboutir, dans une large mesure, à un échec.

SECTION II.

LES PACERI MAGISTRATS

A. — LES ORIGINES DE L'INSTITUTION EN CORSE

Il est assez difficile de savoir à quelle date et dans quelles circonstances apparurent les premiers *paceri* publics. Banchero attribue au Gouverneur Pallavicino la création à Bastia,

(1) Relation du Cne Saliceti à Paoli, rapportée par ARRIGHI, *Histoire de Paoli*. — « Sur leur refus, j'ai fait miner les quatre coins de la maison, puis me dirigeant vers l'un de ses enclos où se trouvaient plusieurs châtaigniers, j'ai donné l'ordre de les écorcer dans toute leur épaisseur. Le propriétaire consterné, qui jusque là avait assisté en silence, les bras croisés, à ces diverses opérations, me fit signe tout à coup de suspendre. Nous étions au cinquième arbre. Une heure après, le délinquant... me fut amené à deux lieues du village. » Il est à noter que la coupe des arbres était d'ailleurs prévue dans la législation paolinienne. (V. notre chap. sur les gouvernements nationaux.)

en avril 1606, du *Magistrato delli Pacificatori*. (1) Mais il est probable que ce n'est pas le gouvernement gènois (2) qui eut, à cet égard l'initiative dans l'île. Bien avant la date indiquée ci-dessus, les villes et peut-être même les villages eurent sans doute leurs paceri élus par la communauté. En tous cas, une requête adressée à la Seigneurie en septembre 1587, par le Procureur des Anciens d'Ajaccio, nous fait connaître que les magistrats municipaux de cette ville *ont toujours eu coutume d'élire* (stati sempre soliti di eleggere) le capitaine de la Terre et ses officiers, et beaucoup d'autre officiers comme etc... et les *pacificateurs*. (3) »

Mais l'institution prit rapidement dans l'île une importance particulière, après que le gouvernement gènois l'eût officiellement reconnue ou développée. Le 10 août 1736, le gouvernement gènois rappelle que l'office des paceri doit fonctionner aussi dans les villages. « Que dans toute *podestaria* soient élus chaque année, avec le Podestat et les Pères de la Com-

(1) *Annales*, p. 24. En 1653, cet Office comprend 4 membres. Ils sont nommés par le conseil communal qui se recrute lui-même par un procédé assez curieux de cooptation. Les 30 noms des conseillers sortants, et 70 noms de personnes désignées par eux, sont pacés dans une urne. Les 30 premiers noms, qui en sont ensuite retirés par voie du sort, sont ceux des nouveaux conseillers. — V. sur les très nombreux officiers municipaux de Bastia à cette date les 2 liasses intitulées C. 409, 1^{er} mai 1653. Dossier relatif à la nomination du conseil communal, etc., et C. 409, 2 mai 1653, Liste des officiers de la Communauté de Bastia.

(2) PINELLO. *Annotazioni*, a l'air de supposer que l'institution date seulement du début du xvm^e siècle. C'est très probablement une erreur.

(3) *Libro Rosso d'Ajaccio*; — Requête de Lazaro Sorba, Procureur d'Ajaccio.

mune, deux *Pacieri* » (1), édicte à cette date le Gouverneur Girolamo Veneroso.

B. — LES POUVOIRS DES PACIFICATEURS

En même temps, il nous fait connaître les fonctions et les pouvoirs de ces pacificateurs.

Ils doivent être prêts à apporter, à toute occasion de dissensions, le secours de leur office conciliateur (2). Ils ont faculté de mettre par provision des gens aux arrêts dans leur maison (*sequestrare in casa*), ou de leur enjoindre de se transporter immédiatement devant le juge. La formule de l'ordonnance ne prétend pas d'ailleurs être limitative, car elle se termine par l'indication générale que les *pacieri* peuvent encore donner tous autres « *simili ordini* », pour arrêter les désordres naissants des inimitiés, et pourvoir aux moyens d'apaisement.

Un certain nombre d'actes, figurant dans des dossiers de procédure, nous donnent une idée de la variété des moyens dont ils usent.

Outre le droit qu'ils possèdent, comme on vient de le voir, de consigner chez elles les parties (3), lorsque la vivacité des passions laisse craindre des violences; outre le droit de les faire comparaître à Bastia devant le gouverneur sous la sanc-

(1) *Libro Rosso di Corsica*. — En outre, en l'absence des *pacieri* ou s'ils sont empêchés par leur parenté avec les parties ou encore par la participation qu'ils ont prise au différend, le Podestat et les Pères de la Commune doivent les suppléer.

(2) V. Annexe n° XXV. C. 649, 12 sept. 1712. Lettre de Giacinto Paoli.

(3) Ou au contraire de les faire partir de leurs maisons. C. 589, 29 mai 1702. Confirmation de l'élection des *Pacieri* de Pino. — Procès-verbal de l'élection.

tion d'une astreinte pénale (1), ils ont la possibilité d'exiger des promesses *di non offendersi* (2) par *parola semplice* ou *in verbo reggio* (3) ou avec l'adjonction d'une *sigurtà* (4). Autre cas : les menus litiges privés sont, dans les villages surtout, l'une des origines fréquentes de vendette consécutives. En effet, la partie qui obtient jugement et se trouve en présence d'un adversaire puissant et de mauvaise foi, arrive difficilement à une exécution effective par les moyens de droit ordinaires. Une sorte de déni de justice en résulte, source possible d'inimitiés. Les Pacificateurs pourront être appelés à employer les procédés rapides qui sont de leur compétence, afin d'aboutir à un règlement immédiat, et d'étouffer dans l'œuf un germe de graves discordes. C'est ainsi qu'on les voit prendre des mesures directes pour obliger les débiteurs d'une dette civile, consacrée par le jugement d'un tribunal, à exécuter leurs obligations (5). C'est ainsi qu'on les voit encore pro-

(1) C. 649, 29 sept. 1712. Lettre des *pacieri* de *Piedicroce*. — V. Annexe n° XXVI.

(2) C. 657, 10 juil. 1713. Lettre du *pacere* d'Orneto, etc.

(3) C'est à dire avec engagement de payer, en cas de violation de la promesse, une somme d'argent déterminée. C. 649, 12 sept. 1712. Lettre de *Giacinto Paoli*, *pacificatore* de *Morosaglia*. Il s'agit du chef corse qui jouera plus tard un rôle dans le soulèvement national. V. Annexe n° XXV.

(4) V. liasse précitée C. 649, 29 sept. 1712. Promesse des parties annexée à la lettre des *pacieri* de *Piedicroce*. Annexe n° XXVI.

(5) Requête du noble Giuseppe Castagnola pour que les *Comissarij di Campagna*, etc.... C. 611, 12 juin 1706. En réalité, ceux que le requérant qualifie de Commissaires de Campagne sont des *Pacificatori*, ainsi qu'il résulte de l'ordonnance du Gouverneur, jointe au dossier. Celui-ci ordonne aux *Pacieri* du lieu d'*astreindre au paiement de leurs dettes les débiteurs du requérant*.

voquer des *saisies* (1) ou présider à des partages de succession (2).

Le but principal qui leur est assigné est d'arriver à faire conclure la *pace*, dès qu'il y a un début d'hostilités. Les moyens de contrainte et de persuasion mêlés sont employés par eux à la dose que comportent les circonstances. Parfois, ils se bornent à servir de médiateurs, mettant en contact les adversaires et dirigeant les négociations. Parfois, ils jouent le rôle d'arbitres et rendent une véritable sentence (3).

C. MODE DE NOMINATION

Ainsi qu'il a été indiqué, les *pacieri* publics ou *pacificatori* étaient élus, mais leur nomination devait être approuvée par le Gouverneur⁽⁴⁾. Cette confirmation officielle se manifestait

(1) C. 612, 7 sept. 1706. Requête du Cne Domenico Cervoni de Castifao pour que les *pacificatori* de Moltifao soient autorisés à faire pratiquer une saisie.

(2) V. Annexe n° XXIV. Rapport de Pacificatori. C. 620, 17 fév. 1707. A Pino, les habitants, en élisant les Pacieri, leur donnent en outre le droit de trancher comme juges les différents jusqu'à dix lire. Mais rien n'établit que c'était une mesure générale. C. 589, 29 mai 1702 (Acte déjà cité).

(3) C. 306, 25 juil. 1630. Traité de paix conclu entre les gens de Farniolo... En réalité, c'est une sentence des Pacificatori de Bastia, et non un traité comme l'indique par erreur l'inventaire des Arch. départ. V. Annexe n° XX. Il arrive aussi aux Pacieri de délivrer des certificats, devant servir à l'obtention de la remise de peine au délinquant qui a fait la *pace*. C. 748, 11 juil. 1727. Requête pour obtenir la cessation de poursuites : « Nous soussignés... Pacieri de la Pieve et Communauté de Calenzana, attestons sous serment que des contestations etc, etc... que les parties ont fait la paix et se sont pardonnées.

(4) C. 409, 2 mai 1653. Liste des officiers de la communauté de Bastia. — C. 561, 15 janv. 1697. Requête de Don Giuseppe Valentini. Giovan Filippo comme *pacificatori* de Chiatra. Ordonnances. C. 612, C. 615, 20 juil. 1706. Approbation de l'élection de Ruggero et

tantôt par un simple visa, apposé par ce haut fonctionnaire sur le procès-verbal d'élection ; tantôt au moyen d'un choix qu'il exerçait sur une liste de noms, établie par les électeurs, d'après une base double ou triple du nombre des sièges à pourvoir.

Vers 1728, le principe électoral semble avoir subi un obscurcissement. La désignation des Pacificatori paraît être faite à cette époque directement par le Gouverneur sur un état de notables qui lui est présenté, peut-être par les Nobles Douze (1). D'autres fois, le procédé est différent. Un tirage au sort

18 août 1706. Requête de Fondacci et d'Anton Lorenzo Leoni, pacificatori.

Un procès-verbal d'élection déjà cité nous donne des détails sur la façon dont les paceri étaient nommés en 1702 dans le village de Pino. L'acte rappelle d'abord que le Gouverneur a ordonné aux habitants « per ogni luogo e capella fare li loro Paceri, per mantenere la pace e quiete de' Puopoli ». C'est pourquoi par les soins des Pères de la commune de Pino, la majeure partie du peuple s'est réunie sur la place de l'église suivant l'usage. « Le peuple a élu et élit pour ses pacieri X, Y et Z et leur a donné comme il leur donne, autorité et pouvoir (balia) d'arranger, conjointement ou séparément, tous différends qui pourraient survenir *nelle rize e contese*, de faire le nécessaire pour maintenir les bons rapports (*bona corrispondenza in amarsi con il suo prossimo*), et d donner tels ordres et intimations qui seraient utiles, etc. » Ce procès-verbal envoyé au Gouverneur porte mention de son approbation. C. 589, 29 mai 1702.

(1) C. 754, 29 juil. 1728. Liste des notables capables d'exercer les fonctions de pacieri. « Ill^{me} et Ex^{me} Gl. Gouverneur. Par ordre et dans la mesure où votre Excellence l'a commandé à mes collègues et à moi-même, au sujet de la désignation des personnes les plus capables pour la nouvelle élection des Podestats et Paceri de toute la Podestarie, je me suis occupé d'Orezza et Tavagno, localités dont j'ai indiqué les meilleurs (hommes) sur la liste qui vous est transmise. » — La signature, Brandimarle Mari est sans doute celle d'un Noble Douze. V. un compte-rendu du même genre, C. 754, 1728. Nomination de Podestats et de Paceri.

est opéré par les Douze en présence du Gouverneur, et d'après une liste sans doute arrêtée par lui au préalable (1).

D. — APPRECIATION SUR L'INSTITUTION

L'institution des Paceri magistrats a attiré de la part des contemporains des éloges nombreux et aussi des critiques assez vives.

Banchero dit qu'elle apporta un grand bien (2); mais il limite son opinion au temps du gouvernement de Pallavicino. « Beaucoup de paix ont été faites, nous dit encore un Orateur de Corse en 1610. De graves inimitiés ont vu leur fin (3). Par contre, l'orateur Pietro Paolo Casabianca, successeur du précédent, dans une requête faite au Sénat en 1611, demande la suppression des Pacificateurs. « Des désordres sont nés souvent de leur façon de procéder, au préjudice de beaucoup de personnes, car chacun d'eux agit à sa guise et n'observe pas les règles (*retta forma*) qui conviendraient dans ce genre d'affaires (4) ».

(1) G. 754, 1728. Désignation par le sort des Podestats, Paceri, etc. Ordonnances. — G. 754, 7 sept. 1728. Ordonnance nommant Don Francesco Astolfi, comme Paciere de la juridiction d'Aleria. — G. 754, 7 oct. 1728. Désignation par le sort des Pacieri de diverses communautés, etc.

(2) *Annales*, p. 124.

(3) *Libro Rosso di Corsica*. — Requête de Gratio di Felice, 29 mai 1610.

(4) *Libro Rosso di Corsica*, Requête de l'Orateur Casabianca, 11 janv. 1611 : « ...habbiamo (Nous, les Noble Douze) perciò con la buona gratia della Signorie Vestre Sc^{me} determinato fra tutti noi altri con matura deliberatione... che detti paceri siano del tutto levati, e la cura di questo sia data all' Ill^{mo} Governatore sotto la di lui cura ogn' uno viverà più sicuro... »

La vérité, qui transparait à travers les actes administratifs réunis aux archives du Civile Governatore, c'est que l'Office des Pacificateurs publics a produit quelques bons effets, a été l'occasion de certains abus, mais surtout a donné de médiocres résultats.

Il n'y a que deux manières d'arriver à résoudre les désaccords de nature grave surgissant entre les hommes. Ou il faut trancher les différends par jugement, c'est à dire par une décision qui s'impose de façon coercitive, et qui est rendue par un magistrat dont les pouvoirs sont indépendants du consentement des parties ; ou il convient, lorsque c'est possible, de laisser la décision à un arbitre, c'est-à-dire à un homme choisi ou accepté par les adversaires en présence, et tenant d'eux-seuls ses pouvoirs. Le juge impose la paix par la force publique dont il dispose, l'amiable compositeur par l'accord préalable des parties qui s'en remettent à lui.

Mais le système des Pacieri magistrats était un système bâtard. En tant qu'arbitres, ils n'avaient pas été acceptés par les contendants, ils n'inspiraient pas de confiance. En tant que magistrats, ils ne disposaient pas dans les pièves où ils siégeaient d'une force publique suffisante pour se faire respecter. De fait, les trois quarts de leurs tentatives restaient sans aboutir, leurs décisions étaient discutées et inexécutées, et s'ils avaient recours aux moyens légaux qui leur étaient attribués, ils s'exposaient à être mal soutenus par le Gouvernement de l'île, trop faible ou soumis à trop d'influences contraires pour leur apporter un ferme appui.

Les meilleurs parmi ces Pacificateurs arrivaient à un prompt dégoût, en s'apercevant de leur impuissance à faire le

bien (1). On sent leur découragement à la lecture de la série considérable de lettres qu'ils écrivent au Gouverneur pour rendre compte qu'ils n'ont pas réussi dans leur mission. Les moins bons parmi ces magistrats voyaient par contre dans leurs fonctions l'occasion de commettre certains actes arbitraires au préjudice des gens qui n'avaient pas leur amitié.

Les Pacificateurs officiels n'ont pas réussi en Corse. Leur œuvre sans doute aurait pu être utile dans certaines limites. Il eut fallu borner leurs pouvoirs à une tentative de conciliation dans les cas où les pacieri privés auraient fait défaut.

(1) C. 561, 15 janv. 1597. Requête de Don Giuseppe Valentini, paciere conciliateur à Pastoreccio, pour ne pas être exposé à des désagréments à la suite d'un différend qu'il a arrangé. — C. 620, 17 fév. 1707. Rapport des pacificatori qui ont échoué dans leur mission. — C. 656, 16 fév. 1713. Lettre de Simonpaolo Galeazzioni, même objet. — C. 656, 20 fév. 1713. Lettre des pacieri de Petricaggia, même objet. — C. 656, 6 mars. 1713. Lettre du paciere d'Oletta, même objet. — C. 657, 28 mai 1713. Menaces de mort contre un des pacieri de Silhareccio, etc., etc.

LIVRE IV

LES INFLUENCES NATIONALES ET EXTERIEURES

AU XVIII^e SIÈCLE

CHAPITRE XI

La Médiation étrangère et les Gouvernements nationaux

Les négociations de médiation ont été modifiées de façon profonde en vertu même de l'état de l'honneur des Corse.

Tout d'abord, le Gouvernement français doit, depuis plusieurs années, se subordonner à deux et même à trois conditions d'effacement complet de la France, pour donner l'air de la médiation. Les deux conditions sont : 1.° De ne pas s'opposer à tout l'effort dont l'insulaire pousse le nom de *Rivoluzione du Corsica*. Ces révoltes jamais complètement réduites, sans cesse renaissantes de la cendre où leur feu se couve, et qui finiront par aboutir au triomphe sous la République instaurée par le Corse Paoli, établissent de mieux en mieux la preuve d'une incompatibilité d'humeur irréductible entre le peuple de l'île et celui des *Rivière*.

A chaque phase de la lutte, les insulaires prennent en outre une plus claire conscience de leur force et surtout de la faiblesse de la Seigneurie.

Mais ce n'est pas aux yeux des Corse seuls que l'impuissance de Gènes à les gouverner apparaît avec netteté. C'est devant le cercle entier des nations civilisées que cette démonstration est faite, et l'attention de celles-ci est d'autant plus

attirée sur ce point, que l'île tend à prendre à ce moment particulier une importance européenne. Cette terre devient en effet l'objet de convoitises diverses, tout au moins de la part des Pays ayant des intérêts méditerranéens.

De là les interventions multiples, qui vont se produire au cours du XVIII^e siècle, de la part de Puissances étrangères. Ces interventions se présentent en principe sous forme de médiations entre la 8^{me} République et ses sujets, médiations qui lui sont offertes et plus ou moins imposées. Le véritable dessein poursuivi par l'Etat intervenant, sous couleur de service à rendre, est en réalité tantôt de s'opposer aux ambitions d'un autre Etat sur la Corse, tantôt de préparer pour lui-même une mainmise directe sur celles-ci.

Révolte nationale et intervention étrangère : tels sont les deux faits capitaux de cette époque. Ils ont eu une répercussion incessante sur le droit répressif en général et en particulier sur celui qui concerne la vendetta. D'une part, le soulèvement contre Gênes entraîne la création, de la part des insulaires, d'une série de Gouvernements successifs, qui assument quant à la partie du territoire échappant à la Seigneurie, non seulement la direction de la guerre d'indépendance, mais l'administration du pays et sa législation. Un certain nombre de petits codes criminels sont ainsi appelés à voir le jour. — D'autre part, plusieurs grandes Puissances imposent, sous une forme en apparence amiable, au Doge et aux Collèges, l'obligation d'introduire des réformes dans le système répressif appliqué à la Corse (1).

(1) Plus tard les grandes Puissances auront même une influence plus radicale à cet égard : deux d'entre elles du moins, la France, puis pendant peu de mois, la Grande Bretagne, exerceront une action

Aussi, il importera-tout à tout d'examiner dans ce chapitre : *l'action des Puissances étrangères jusqu'à l'annexion française*, — et *l'œuvre des gouvernements nationaux*. Mais quelques notions succinctes sont auparavant indispensables sur la *suite des évènements d'ordre général*, qui ont entraîné ces modifications du droit.

SECTION I

SCHÉMA HISTORIQUE DES ÉVÈNEMENTS ESSENTIELS

La *Rivoluzione di Corsica* va durer quarante ans. Mais elle passera par des phases très diverses. On peut réduire à trois le nombre de ses principales périodes, qui correspondent en même temps à diverses interventions étrangères.

1^o *Première révolte et intervention autrichienne*. — En 1729 éclate la première révolte. Des faits, relativement insignifiants, y donnent lieu. En réalité, elle a des causes lointaines et accumulées, dont un grand nombre ont été l'objet dans cette étude d'une description antérieure. André Colonna Ceccaldi et Louis Giafferri sont alors les directeurs militaires, et les chefs de gouvernement qui donnent son impulsion au mouvement national. Le chanoine Orticoni en est le diplomate, et ses jours se passent à courir le monde pour solliciter tous les princes européens (1) en faveur de son pays. Le soulèvement

immédiate dans tous les domaines, et en particulier celui du Droit, par la prise de possession de l'île. Deux chapitres spéciaux seront consacrés aux conséquences de ces évènements.

(1) Et notamment le Pape, l'Evêque de Pise, le Duc de Parme et Plaisance, Philippe V d'Espagne, etc.

ne peut en effet réussir que si, au point de vue matériel, il est aidé et soutenu de l'extérieur. Les démarches d'Oriconi demeurent sans succès, et tout au contraire, la révolte des Corses entraîne la médiation de l'Autriche dont Gênes est alors l'alliée (1). Les Corses sont contraints de se soumettre à la volonté arbitrale de l'empereur Charles VI, qui impose d'ailleurs à la République diverses réformes en faveur du peuple de l'île.

Mais Gênes n'en tiendra guère compte. — Les Corses, d'autre part, resteront mal satisfaits. — La paix va donc être de peu de durée.

2° *Deuxième révolte et première intervention française en accord avec l'Autriche.*

La deuxième révolte se prolongera de 1734 à 1739. Elle est marquée du côté national par la succession de deux Gouvernements : celui des *Primats du royaume Giafferri, Ceccaldi, Hyacinthe Paoli*, puis celui du roi *Théodore*.

Du temps des Primats, il existe une organisation nationale déjà très complète dans les territoires insurgés. Les chefs sont assistés d'une junte de douze personnes et d'une série de Comités qui remplissent le rôle de petits ministères (2).

(1) Expédition du Colonel de Wachtendonk et du Prince de Wurtemberg, août 1731-janvier 1733.

(2) V. notamment BOSTINI, *Mémoires*, p. 305. Le 6 janv. 1735. une Consulte est tenue à Orezza. L'avocat Costa est chargé de rédiger une Constitution. Giafferri, Andrea Ceccaldi et Paoli sont nommés Primats du Royaume. Outre une junte de douze personnes qui s'occupe sous leur direction des affaires du Gouvernement, il y a auprès d'eux : un *Office de la Guerre*, un *Office de l'abondance* (Ravitaillement), un *Office des Pères du Commun* (Travaux publics), un *Office de*

Sous Théodore, on trouve aussi une véritable administration d'Etat, encore imparfaite sans doute, mais déjà assez avancée, et qui s'applique à une importante partie de l'île. L'aventurier Westphalien, qui fut élu roi en 1736 par le peuple Corse dans des conditions romanesques, et dont la royauté ne devait durer que huit mois, était peut-être digne de mieux réussir. Non certes que sa moralité fut, avant son élévation, un sujet de particulière édification. Mais il avait de l'habileté, de l'esprit, et en matière politique des talents, et peut-être même du talent. De fait, les ressources matérielles suffisantes furent les seuls éléments qui lui manquèrent pour mener jusqu'au succès définitif sa tentative de chasser les Gênois de l'île. Il montra, durant son règne éphémère, une activité, un désir de bien faire, et somme toute des capacités qui auraient dû lui permettre d'établir un Gouvernement durable (1).

la Monnaie. Toutes les lois et statuts, faits ou approuvés par Gênes, sont abolis et leurs recueils devront être brûlés publiquement. L'assemblée d'Orezza vota la Constitution précitée, qui comprend quinze articles.

(1) L'histoire de Théodore est singulière. Il avait couru dans sa jeunesse toutes les cours d'Europe. Ami de Gœrtz, le ministre de Charles XII, il avait rempli des missions diplomatiques pour le roi de Suède. Passé en Espagne, il s'était lié étroitement avec Alberoni, puis était venu à Paris où il nouait bientôt les meilleures relations avec le financier Law. Mais pourchassé par ses créanciers, on le retrouve ensuite en Italie. C'est là qu'il fit la connaissance de quelques Corses exilés, et que l'idée lui vint de sa tentative dans l'île. Débarqué à Aleria, il se présente comme apportant l'appui d'une puissance étrangère, et est élu roi, d'enthousiasme, par les populations accourues sur le rivage. Moins d'un an après, manquant de ressources pour continuer la guerre contre Gênes, et mal servi par plusieurs de ses ministres, il reprend la mer, bien décidé à un prompt retour ! Il espère pouvoir se procurer l'argent, les munitions qui lui font besoin, et l'aide de quelque grande puissance. En fait, ce fut la fin de sa carrière royale. Il ne put jamais, malgré deux tentatives, re-

Au regard des influences étrangères, cette période est caractérisée par *la première intervention française*.

Elle fut accomplie, en suite d'un accord passé entre la S^{me} République, le Gouvernement de Louis XV (Cardinal Fleury) (1); et l'empereur Charles VI d'Autriche (2). Des troupes françaises débarquèrent à Bastia le 8 février 1738. Elles étaient commandées par le Comte de Boissieux (3), qui, mort dans l'île un an après, devait être remplacé par le Marquis de Maillebois. L'occupation des côtes subsiste de 1738 à 1741 (mois de mai) moment où le rappel des troupes fut ordonné. Des réformes ont été, dès le début de cette période, promises par Gênes, et garanties (4) par S. M^{te} très Chrétienne et S. M. Impériale. D'autres *concessions* furent en outre accordées en 1742 par la Seigneurie à la suite de l'intervention française.

3° *Troisième révolte et nouvelle intervention française.*

Le troisième soulèvement commença à se deviner à partir de 1745. Il fut facilité dès ses débuts par les difficultés extérieures considérables auxquelles dut faire face à cette époque

saisir le Gouvernement de la Corse. Le destin de cet homme qui avait ceint la couronne royale devait être dorénavant, après des années passées dans une prison pour dette, d'aller mourir misérable dans l'arrière-boutique d'un cordonnier londonien.

10 28 sept. 1737.

(2) A la nouvelle de cette convention, les Corses présentèrent au roi de France la longue liste de leurs doléances contre la République.

(3) Une lettre de Boissieux aux Généraux Corses Hyacinthe Paoli et Giafferri, le 26 avril 1738, nous apprend qu'à cette date « les inimitiés particulières occasionnent journellement de nouveaux meurtres ». Rapporté par Rossi, *op. cit.* l. VIII. p. 324.

(4) Cette garantie fut donnée le 18 oct. 1738 à Fontainebleau. Les plénipotentiaires furent : pour l'Empereur, le Prince de Lichtenstein, et pour le roi, Amclot. V. ROSTINI. *Mémoires*, p. 354 et s.

la S^{me} République. En 1746, Gênes sera même occupée quelque temps par les Impériaux devenus ses ennemis.

L'abbé Venturini, Gaffori, Matra auxquels a été décerné par les *Nationaux* le titre de *Pacificateurs du Royaume*, sont les premiers directeurs de la révolte qui aboutira dans la suite au Gouvernement remarquable de Pasquale Paoli (1755-1768).

Du côté génois, la situation est la suivante :

La Seigneurie avait en 1745 (1) signé un traité d'alliance avec la France. Cette convention avait eu pour suite une nouvelle occupation française des régions littorales de la Corse, de 1747 à février 1753. Le Marquis de Cursay, qui avait le commandement des troupes, apparaît comme ayant été doué des qualités véritables de l'homme d'Etat. C'est lui qui a peut-être le mieux agi pour préparer la future réunion de l'île à la France. Par sa diplomatie souriante et courtoise, en même temps que par sa réelle fermeté et son équité, il est certainement l'homme qui a contribué dans la plus importante mesure à créer dans l'île un parti français.

Il n'hésita pas à aller, pour remplir sa mission, jusqu'à faire assumer par les autorités françaises la charge de rendre la justice dans la zone d'occupation. De tels actes lui attirèrent la sympathie insulaire, à cause de la haute impartialité et de l'énergie dont il fit preuve. Par contre, ils soulevèrent les susceptibilités génoises, et en particulier celles du Gouverneur Grimaldi, à Bastia. Il faut avouer d'ailleurs que la position de la S^{me} République dans l'île prenait un certain ca-

(1) Pour être complet, il convient de dire qu'en nov. 1745, fév. 1746, à la suite d'un accord avec l'Angleterre et l'Autriche, le royaume de Sardaigne tenta, avec l'appui des Corses insurgés, d'arracher l'île à la Seigneurie. Cette tentative échoua.

ractère ridicule. Une partie du territoire était aux mains des insurgés, et elle voyait la seule partie qui lui en restât non seulement occupée par les troupes françaises, mais encore administrée presque en entier par le Marquis de Cursay. Or, l'occupation et le maintien de l'ordre par la France, étaient bien conformes aux conventions, mais non point la substitution des autorités françaises aux autorités gènoises, ou même la concurrence faite aux secondes par les premières. La Seigneurie ne se trouvait plus chez elle nulle part en pays corse. Elle voyait, non sans raison du point de vue strictement juridique, une atteinte grave à ses droits de souveraineté, dans la façon d'agir du haut représentant du Roi.

Il semble bien d'ailleurs que de Cursay, mû par un zèle ardent, dépassait sensiblement les instructions de son Gouvernement. Desservi au surplus auprès du Marquis de Chauvelin, notre agent diplomatique à Gênes, et, par ce dernier, auprès des Ministres à Versailles, de Cursay finit même par être arrêté et renvoyé en France par ordre du Roi. Ce fut une injuste mesure et une faute. Chauvelin qui en portait en grande partie la responsabilité, mais qui avait l'intelligence de ne pas s'obstiner dans une erreur, et qui était homme d'honneur, fut le premier à reconnaître plus tard qu'il avait été circonvenu. Il sut alors rendre entière justice à Cursay et à son œuvre (1).

(1) Dans une lettre, le Marquis de Chauvelin fit alors en ces termes, le compte-rendu de l'administration de Cursay, en ce qui concerne la Justice. « Il a fait faire plusieurs exécutions, même dans les pièves de la montagne qui se sont soumises sans murmurer aux jugements qu'il a faits rendre. Les peuples et même les criminels vont au devant de ceux à qui M^r de Cursay donne la commission de les punir... La sévérité (et l'équité) est un des principaux ressorts de l'ascendant

Le corps d'occupation fut retiré peu après le départ de Cursay et en suite d'une mission assez malheureuse par ses résultats que Chauvelin remplit dans l'île. Mais bientôt un nouvel accord avec la République (1), toujours incapable de gouverner ses sujets corses, amenait la Monarchie à envoyer encore une fois des troupes dans un certain nombre de places du littoral. Renouvelées en 1764 (2), la convention et l'occupation qui en était la conséquence allaient aboutir, en 1768, au troisième traité de Compiègne (3) et à l'annexion de l'île à la France sous réserve de réméré.

En fait, cette annexion devait être définitive, et la Corse devait demeurer française, sauf la très brève interruption qu'entraîna en 1794 une passagère domination britannique.

SECTION II

INFLUENCE EXERCÉE SUR LA LÉGISLATION DE LA RÉPUBLIQUE, PAR LES RÉVOLTES INSULAIRES ET LES INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES QUI EN SONT LE CONTRE-COUP.

Si l'on jette un coup d'œil général sur l'œuvre législative accomplie en Corse par la République au XVIII^e siècle, sous la

qu'il a pris sur les esprits, *ascendant si réel et si peu dépendant de la force*, qu'il prend avec raison le parti d'aller seul à Corte au milieu d'eux (les Corses insurgés). » *Mémoires d'un officier de Picardie*, p. 28. De telles expressions ne contiennent pas seulement un éloge de Cursay : elles montrent l'amour des Corses pour une exacte justice, et ce qu'il était possible d'obtenir d'eux en la leur rendant.

(1) 1^{er} traité de Compiègne, 14 août 1756. Le haut commandement français dans la zone d'occupation est assuré par le Comte de Vaux.

(2) 2^e traité de Compiègne, 6 août 1764.

(3) 15 mai 1768.

double pression des révoltes insulaires et des interventions étrangères, on peut en résumer ainsi les données principales.

Dès 1730, sur l'initiative du Gouverneur de Corse Geronimo Veneroso, à la suite des premiers troubles, des instructions sont données pour limiter les abus qui résultaient de la pratique des *Commissariati*, ou qu'entraînaient des extorsions des officiers de police (1).

Mais des dispositions plus complètes sont promulguées après l'intervention autrichienne, sous forme de *Concessions*. Dorénavant, la peine de mort devra être toujours appliquée, sans rémission possible, en cas de vendetta et de meurtre *sotto pace* (art. 14). Les ordonnances de *non procedatur* seront interdites aux Gouverneurs de l'île dans toutes les causes où il y aura homicide. Le port et la détention d'armes à feu sont solennellement prohibés (art. 15). Les sanctions contre les délits portant atteinte à l'honneur des femmes (contro l'onestà e decoro delle femmine), et en particulier contre l'*Attaccar* (bacciarle per force) sont renforcées. Mais la faculté de procéder *ex informata conscientia*, bien que légèrement réduite est encore maintenue (2).

(1) V. notamment : Interdiction faite aux *bargeli* et aux *famegli* de se livrer à diverses extorsions. *Raccolta...* etc., de Buttafoco. Ordonnance en 40 articles du Gouverneur précité, 10 août 1733.

(2) ROSTINI. *Mémoires*, p. 195. V. aussi Rossi, *Osservazioni storiche*, liv. VII, p. 34 et s. Les *Concessions* portent la date du 28 juin 1733. On y rencontre les deux articles suivants qui donnent à penser sur les mœurs judiciaires des magistrats génois en Corse : « Art. 33 : Tout Corse ou habitant de l'île, qui aura fait un prêt d'argent à un juge, n'en pourra être remboursé. — Art. 34 : Tout commerce direct ou indirect est interdit aux juges et aux fonctionnaires. En cas de contravention, les sommes provenant du trafic prohibé seront attribuées moitié au Fisc, moitié au dénonciateur.

A la fin de 1738, (18 octobre) est établi et signé à Fontainebleau un « *Regolamento garantito dell' Imperatore e Re di Francia* » (1). Ce règlement, accepté par le Doge et le Sénat de la République, reproduit en partie les *Concessions* de 1733. La Seigneurie s'interdit d'accorder pour l'avenir aucune grâce en matière d'homicide. (Art. 6).

Par contre, en 1742, après la première occupation française, plusieurs décrets interviennent dans lesquels l'initiative de la République se signale surtout, et d'une façon médiocrement heureuse, par l'octroi de larges indults. La Seigneurie confirme aussi l'effet libératoire des paci, en matière répressive (2). Peu de temps après, elle est assez mal inspirée pour rétablir en outre le droit général de port d'armes (3).

Ainsi qu'il a été dit, l'œuvre accomplie en Corse par de Cursay fut importante. Sa rigide équité laissa le souvenir le meilleur, et pendant son séjour, son influence fut considérable. Rossi écrira à cet égard : « L'exemple donné par Cursay fut caractéristique (parlante). Ce digne officier soumit la Corse, la pacifia et l'administra, non point par le laisser-aller et les flatteries (con indolente e lusinghe), mais bien par une justice rigoureuse. (4) ». Aussi n'est-il pas étonnant de voir, à la Consulte de Corte (14 janv. 1749), qui avait été convoquée et qui fut présidée par ce représentant de la France,

(1) Rossi, *op. cit.*, liv. VII, p. 379 et s. ROSTINI, *Mémoires*, p. 354 et s. L'acte comporte aussi, à l'art. 12, la prescription que les populations de l'île devront remettre leurs armes.

(2) *Raccolta*, de BUTTAFOCO.

(3) *Id.* 3 août 1744. En revanche, par une heureuse innovation, il fut interdit en principe au *Fisco* de détenir un prévenu en prison plus de 15 jours, s'il n'y avait des indices suffisants d'inculpation.

(4) *Oss. storica*, liv. IX, p. 268.

les députés de l'île, formuler au nombre des requêtes qu'ils prient le marquis de présenter au roi, la demande que Sa Majesté prenne l'initiative de promulguer dans le Pays un *code sévère des délits et des peines* (1). Tant il est vrai, contrairement au dire des Gênois, que tout comme un autre peuple, la nation corse était susceptible d'apprécier les bienfaits de l'ordre et de la paix publique.

Lorsque le 25 février 1753, la « *Suprême Consulte du Royaume* », qui constituait alors l'un des organes du Gouvernement insurrectionnel, adressera aux habitants de l'île une proclamation, on y retrouvera, sous une forme pratique, la nouvelle attestation de la gratitude gardée à l'exacte justice de de Cursay. « Nous maintenons et confirmons, dit la Consulte, toutes les décisions tant civiles que criminelles, rendues du temps où les Français ont tenu l'audience de nos tribunaux » (2). C'était le meilleur éloge qui puisse être fait de l'esprit qui animait ces décisions.

La législation gênoise, qui a été édictée sous l'influence

(1) *Id.*, p. 206 et s. « Il re sara supplicato di far compilare di leggi civili e criminali per la Corsica *in forma militare*, in specie per gli assassini et omicidi. » Les Corses demandent aussi la prohibition de toute mesure de grâce pour le cas d'homicide.

(2) Rossi, *op. cit.* liv. IX, p. 32, art. 8 de la proclamation d'Orezza. Rappelons en outre pour compléter l'exposé de l'action de la France, qu'en 1752 (13 oct.), la République avait publié de nouveaux décrets qui comportaient des réformes diverses d'ordre administratif et judiciaire, et qui avaient reçu l'approbation préalable et la garantie de la Monarchie. L'une des mesures les plus intéressantes consistait dans la création de diverses circonscriptions juridictionnelles, dans chacune desquelles il devait y avoir à côté d'un Gouverneur gênois régional, un magistrat corse appelé Préteur et nommé à l'élection. — *Raccolta* de BUTTAFOCO. Il est douteux, à cause des événements, que cette mesure ait pu faire l'objet d'une sérieuse mise en pratique.

des interventions autrichienne et française, n'était pas parfaite. Elle contenait du moins plusieurs excellentes dispositions ; mais elle ne fut jamais sérieusement appliquée, tant à cause de la mauvaise volonté de la Seigneurie qu'à raison des troubles incessants occasionnés par les soulèvements nationaux.

SECTION III

L'ŒUVRE DES GOUVERNEMENTS NATIONAUX

L'étude particulière de l'œuvre des Gouvernements nationaux, même de l'unique point de vue qui nous occupe, constituerait à elle seule l'objet de pages nombreuses. Les assemblées ou *Consultes*, tenues par des députés corses dans les régions insurgées, sont temporaires mais très fréquentes. Leurs travaux sont assez féconds, et les décisions réglementaires, qui souvent les expriment, atteignent un nombre important. Beaucoup de dispositions essentielles sont noyées dans le flot des mesures de détails. Il ne peut être ici question que de marquer les principaux sommets de ce véritable archipel juridique.

Ce qui caractérise la législation nationale dans son ensemble, c'est l'effort réel pour arriver à la destruction de la vendetta. Ceux qui, tour à tour, parmi les chefs corses, essayaient d'élever leur pays jusqu'au rang d'un Etat organisé et indépendant, se rendaient bien compte que la principale cause de faiblesse pour leurs compatriotes, résidait dans leur incessante désunion. Il s'agissait donc avant tout de faire le faisceau de toutes les forces insulaires. Il fallait d'abord faire

disparaître les inimitiés et abolir la guerre privée qui les éternisait et les multipliait.

Le grand but national supposait donc, dominait et conditionnait l'organisation d'une sévère justice. Telle est la préoccupation qui apparaît à travers les textes juridiques et qui leur donnent leur véritable physionomie.

Pour la clarté de l'analyse qui va suivre, il est préférable de faire d'abord l'exposé général de la législation nationale jusqu'à Pascal Paoli exclusivement. L'importance, prise par le gouvernement de ce dernier et par les mesures dues à son initiative, exigera ensuite un examen particulier.

I. La législation corse (1) jusqu'à Paoli

La rigueur du droit répressif est portée, quant à la lettre tout au moins, à un degré extrême dans cette législation. En

(1) Voici quelques précisions essentielles au sujet des principales phases de l'activité législative jusqu'à Paoli.

a) *Consulte de Corte*, 3-11 janv. 1731. Gouvernement de Ceccaldi et de Giafferi. — Petit code en 15 art. ROSTINI, *Mémoires*: p. 51 et 169 et s. — ROSSI, *op. cit.*, liv. VI, p. 89.

b) 30 janv. 1735 : un règlement en 22 art. est établi par une Consulte : le cap. X est ainsi conçu : « Que la Junte fasse un code qui sera publié dans les 15 jours. » GAURY DE CHAMP-GRAND, *Hist. de la Corse*.

c) *Gouvernement du roi Théodore*. Le 15 avril 1736 Théodore a réuni une Consulte, à la suite de laquelle il rend les 20 et 21 avril des édits abolissant toutes les lois et tous les statuts promulgués ou approuvés par Gênes. Il publie pour les remplacer les Ordonnances criminelles. ROSSI, *op. cit.*, p. 171. — LE GLAY, *Théodore de Neuhoff*, p. 116. Le Glay place les Ordonnances de Théodore en août 1736. La date d'avril, donnée par Rossi, paraît plus vraisemblable.

e) Au début de 1739 deux Consultes sont tenues. L'une à Orezza, l'autre à la Mezzana. Cette dernière arrête un certain nombre de dispositions répressives de la vendetta. — Dans le cours de la même

pratique, elle dut être plus relâchée par suite de l'instabilité des pouvoirs publics insurrectionnels, bousculés à tout instant par les événements. Mais ce fut là, conséquence de force majeure : les intentions énergiques de ceux qui établirent ce droit et de ceux qui furent chargés de l'appliquer ne peuvent être l'objet d'aucun doute.

a) *Les blessures même non mortelles* sont punies de mort à l'époque de Ceccaldi et de Giafferri (art. 8 des Capitoli de Corte 1731). L'homicide, au temps de Théodore (1736), entraîne la décapitation ou le supplice de la fourche, suivant la condition des personnes (*persone civili o ignobili*). La peine de mort contre l'auteur d'un meurtre est encore édictée, sans remise possible, par la Consulte de Zicavo (1739). D'autre part, il est licite à quiconque de se faire lui-même exécuteur privé de la justice d'Etat, en supprimant un meurtrier. Une récompense même est accordée pour ce fait. (Corte 1731). Des dispositions analogues figurent dans les Ordonnances de Théo-

année : autre assemblée à Zivaco, 18 juil. 1739. Elle vote de nouveaux capitoli relatifs à la vengeance privée. Rossi, *op. cit.* liv. VII, p. 19 et 109.

f) 18 mars 1743. Assemblée à Bozio. Divers règlements de droit pénal. Rossi, *op. cit.*, liv. VIII, p. 247 et s.

g) Consulte de Caccia. 1745. Rossi, *op. cit.*, liv. VIII, p. 321. — Nomination de Pacificateurs.

h) 28 juil. 1746. Temps du Gouvernement national des Pacificateurs (ils sont également appelés : *Protecteurs*). — Consulte de Sant' Antonio. On y arrête des Capitoli, mais qui ne devaient être publiés qu'avec l'adhésion du roi de Sardaigne dont les Corses révoltés contre Gênes sollicitent alors l'intervention, — qu'ils obtiendront du reste passagèrement. Rossi, *op. cit.*, liv. IX, p. 62.

i) Avril 1747. Consulte à Orezza. Nouveaux capitoli. Rossi, *op. cit.*, liv. IX, p. 77.

dore (1). Ces dernières mesures qui viennent d'être indiquées ne sont toutefois pas très heureuses et rappellent certaines des plus critiquables dispositions du droit répressif génois.

b) *La rupture de la pace ou de la trêve* (parola), intervenue entre familles en inimitié, entraîne dans la législation de 1731 (art. 10) et de 1739 (Zicavo), la peine capitale contre son auteur, sans que soient distingués entre les actes qui constituent la rupture.

c) *La vendetta transversale* est l'objet dans l'Ordonnance de Théodore de prescriptions qui vont jusqu'à la cruauté. La mort, en effet doit avoir lieu (a forza di tormenti). Le cadavre, privé de sépulture ecclésiastique, sera divisé en quatre portions qui seront exposées au lieu du délit et dans les pays voisins. Il faut voir, nous dit Rossi (*op. cit.*, liv VII, p. 171) dans un tel raffinement de supplice l'influence personnelle du roi et de son caractère allemand (dal naturale de' Tedeschi).

d) *Le rimbecco* et les délits qui portent atteinte à l'honneur de la Femme continuent de provoquer des dispositions répressives particulières.

Le *rimbeccatore* est inarqué au fer rouge (con ferro rovente), dans le petit code de 1731. Il est l'objet du châtiment capital sous le règne de Théodore. Dans l'article 7 des textes votés en 1739 à l'assemblée de la Mezzana, le reproche, adressé à quelqu'un, de ne pas s'être vengé d'une offense, entraîne contre son auteur la peine de l'homicide, si un meurtre a été la conséquence du rimbecco. Mais si ce dernier n'a pas eu de résultat, le rimbeccatore sera du moins marqué au fer sur

(1) Che sia lecito di ucciderlo a qualunque anche prima del processo e sentenza. »

le visage, et il lui sera coupé un doigt de la langue (1). En 1743, la Consulte de Bozio se borne à ordonner la marque pour cette infraction. Mais elle ajoute par contre les peines du fouet et de la *berlina* (pilori) « *così per gli uomini che per le donne* ».

Quant aux violences proprement dites, faites à l'honneur féminin, elles sont réprimées avec la plus grande dureté.

La peine encourue est celle de la mort (Consulte de Corte 1731 — Consulte de Bozio 1743). Le simple fait de *molestare* une femme, même sous le prétexte de l'épouser ensuite, entraîne la même sanction. Nous croyons que parmi les divers actes que vise le mot *molestare*, il faut sans aucun doute comprendre *l'attacar*. En tous cas, ce délit est décrit avec minutie dans l'édit de Théodore, et parfaitement identifié sans que cependant son nom soit prononcé. Les injures aux femmes, le baiser, le toucher du visage ou des mains, entraînent la condamnation aux galères ou à la prison perpétuelle. La mort peut même être ordonnée si quelque violence a été jointe à ces actes (art. 7).

e) Circonstance digne de remarque, le principe de la *responsabilité collective* est maintenu dans la législation nationale corse.

Il est d'abord largement consacré en ce qui concerne la *responsabilité des parents*. Ceux-ci restent tenus de *faire embarquer* les membres de leurs familles qui, ayant versé le sang, n'ont pu être capturés, et ont été frappés en conséquence de bannissement par les juges nationaux (Consulte d'Orezza — 1747).

(1) Mêmes dispositions dans les Capitoli de la Consulte de Zicavo, la même année.

Les biens des meurtriers sont, d'autre part confisqués ou détruits dans tous les cas de crimes graves. Les Capitoli de Corte (1731), ceux de Zicavo (1739) précisent qu'il y aura lieu, en cas de meurtres, de procéder à la dévastation des propriétés, et à la démolition ou incendie de la maison. Or, de telles peines, nous l'avons vu, ont forcément une large répercussion sur les parents.

Sans doute les droits pécuniaires de la femme et de la bru sont sauvegardés, comme dans la législation génoise. Il n'empêche que la famille entière est chassée en principe de la protection de son toit, et est privée des ressources alimentaires que donnaient les terres avant leur dévastation.

D'ailleurs, Théodore alla plus loin encore. Il n'admit plus aucune exception. Il ordonna la confiscation totale des biens sans restriction pour les droits dotaux de la femme ni pour les droits *quelconques* que pouvaient avoir *tous autres parents* sur l'héritage du coupable. Toutefois, les fils, pères, ou parents de celui-ci avaient la faculté d'éviter cette sanction en livrant l'auteur du crime à la justice. Cette disposition doit être, paraît-il, attribuée à l'inspiration personnelle du roi Théodore, et elle souleva parmi les Corses, nous dit Rossi, de vifs protestations. Elle apparaissait en effet comme une prime à la trahison familiale, et heurtait vivement les coutumes nationales, et même les sentiments de simple humanité.

Enfin, les *pièves* supportaient de leur côté des charges *collectives* comme conséquence des crimes commis par les individus. Toutefois ce résultat se produisait sous une forme différente de celle que consacrait la loi génoise : les *pièves* se voyaient imposer l'obligation de verser une récompense en

argent à tout citoyen qui avait mis à mort un meurtrier (*Capitoli de Corte* 1731).

f) *Paci*. Dès 1738 (1), une Consulte réunie à Corte (mois de juillet), s'occupait de nommer des *paceri*. Le pouvoir était conféré à ceux-ci de concilier par la persuasion, les familles en inimitié, « con qualche soddisfazione alle buone ». Mais le droit était aussi donné à ces magistrats de punir sur leurs biens et sur leur personnes ceux qui se refuseraient à la réconciliation.

En 1745, le nombre des homicides résultant des inimitiés atteignit un taux exorbitant. Les Corses, qui à ce moment étaient, au point de vue de la révolte contre Gênes, dans une sorte de période de trêve, constatant l'impéritie des pouvoirs publics de la Seigneurie, désignèrent à nouveau des *Paceri* ou *Prottetori*, chargés de rétablir, s'il se pouvait, la paix publique. Cette institution, qui devait donner naissance peu de temps après, au Gouvernement insurrectionnel des *Pacificateurs*, reçut des Corses nationaux une mission d'apaisement. Accompagnés d'une troupe de volontaires, les *Prottetori* se transportèrent de piève en piève dans la partie orientale de l'île. Toutes les inimitiés furent éteintes par des traités conclus amiablement entre les parties (2). Parfois pourtant la force fut nécessaire. Ces *Paceri*, leur œuvre accomplie, rentrèrent chez eux, ainsi que ceux qui les avaient escortés et soutenus dans leur mission. Mais, dès la fin de la même année, en prenant la direction du mouvement national, Venturini, Matra et Gaffori assumèrent au nombre de leurs fonctions la charge de rame-

(1) Rossi, *op. cit.*, liv. VII, p. 358.

(2) Rossi, *op. cit.*, liv. VIII, p. 307 et s. Ces *Prottetori* étaient déjà Venturini, Matra et Gaffori. — Id. p. 314.

ner l'union, cette fois-ci dans la région occidentale. « Les paci, nous dit Rossi, se firent avec la plus grande facilité, et il ne fut pas nécessaire d'employer la coercition » (castighi) (1).

II. La législation (1) du gouvernement de Paoli

Dans les premiers mois de 1755, le jeune Pasquale Paoli, qui était alors en Italie officier au régiment Royal Farnèse des Deux Siciles, fut invité par son frère Clément à revenir dans l'île, et à se consacrer tout entier à la cause de l'indépendance. Il commença par envoyer à ses concitoyens un plan de constitution. Les délégués corses s'en inspirèrent sans aucun doute à la Consulte de Caccia tenue en avril de la même année.

Cette assemblée devait avoir des résultats très importants. Ses travaux aboutirent à une organisation qui fut le point de départ du futur Gouvernement de Paoli (2).

(1) Rossi, *op. cit.* p. 316. — La Consulte de Caccia (1745) confirme les fonctions des Pacificateurs. *Capitolo II.* — Rossi, *op. cit.* p. 321 et s.

(2) L'activité législative sous le Gouvernement de Paoli s'est surtout manifestée dans les occasions suivantes : a) *Consulte de Caccia*, 21-22 avril 1755. — V. Etude du R. P. Marini dans B.S.S.H.C. 1913.

b) *Consulte de Casabianca*, 16 juil. 1755. Rossi, *op. cit.* liv. X p. 108

c) *Consulte de Corte*, 16-18 nov. 1755. Rossi, *op. cit.* et loc. cit. et p. 141.

d) *Consulte de St-Pierre de Nebbio*, 14-16 sept. 1755. Rossi, *op. cit.* liv. X. p. 249.

e) *Consulte d'Orezza* du 18 avril 1757. Mesures prises notamment contre le recel de bandits. Rossi, *op. cit.* p. 184.

f) Décisions de la *Suprême Consulte Générale* en mai 1766. *Lettres de PAOLI*, 3^{me} série B. S. S. H. C. 1890, p. 136 et s. Pour la même année, v. aussi *Pomereuil Hist. de l'île de Corse* t. II p. 78.

(2) Les projets de Pascal PAOLI et de son entourage faillirent être mis en échec par un autre plan qu'avaient formé et que tentèrent de

Mais ils ne se référaient pas seulement à des questions constitutionnelles. Ils touchaient aux sujets les plus divers, et contenait entre autres des dispositions assez complètes de droit criminel.

Bien que Paoli ne fut pas présent aux séances de cette Consulte, la législation qui en sortit porte déjà sa marque. L'exposé des motifs de la partie relative à la punition des homicides, donne en particulier l'impression, par son style et son genre d'éloquence, d'avoir été rédigé de la main même du futur chef du Royaume.

Trois mois après la *Veduta* de Caccia, une nouvelle assemblée de Nationaux fut tenue à Sant'Antonio de la Casabianca.

mettre à exécution deux personnages assez curieux, Mgr. Natali et l'abbé Zerbi. Leur but était d'amener la remise de la Corse aux mains de l'Ordre de Malte. Les négociations qui se déroulèrent à cet égard et au courant desquelles, fut mise partiellement au moins la diplomatie française, ont fait l'objet de la part de Mr. Piccioni, Directeur des Archives au Ministère des Affaires Etrangères, d'une brève mais remarquable étude d'après des documents nouveaux. Parmi ces documents figure une pièce datant sans doute de la fin de 1754, et émanant selon toute vraisemblance du bailli de Froullay, alors Agent diplomatique de l'Ordre de Malte auprès de la Cour de Versailles. L'acte porte ce titre « Mémoire pour servir à l'établissement de la Religion dans l'île de Corse, en supposant que les Puissances de l'Europe l'autorisassent à en faire l'acquisition ». Le rédacteur se préoccupe du droit répressif à édicter quant à la vendetta : « Comme il est nécessaire que les lois, soit criminelles soit civiles, soient appropriées au caractère de la Nation corse, on croit pouvoir avancer que ce code ne devrait infliger la peine de mort que dans trois cas, celui de l'homicide volontaire ou prémédité... l'adultère et le rapt forcé. Mais il faudrait que le Souverain renonçât authentiquement au droit de faire grâce pour aucun de ces trois cas. C'est le seul moyen de détruire cet usage superstitieux ou préjugé affreux que les Corses appellent la vindique (sic), et qui ne s'est établi que par l'infamie et la tyrannie des Gouverneurs génois... » Extr. de PICCIONI, *L'Ordre de Malte et la Corse*, p. 60. Le projet de l'Ordre de Malte n'eut pas de suite.

Pasquale Pali qui venait d'arriver d'Italie, se voyait alors conférer le Généralat. Enfin, au mois de novembre 1781, la Consulte de Corte mettait au point de façon définitive les institutions gouvernementales déjà plus qu'ébauchées dans les réunions précédentes.

Durant son séjour antérieur dans la Péninsule, le nouveau général avait été le disciple du philosophe Genovesi, et avait subi dans une large mesure l'influence des idées du XVIII^e siècle. Rien d'étonnant que la Constitution, à l'établissement de laquelle il eut une part prééminente, s'inspirât en partie des principes qui seront mis en œuvre plus tard par les assemblées françaises de la Révolution.

Les grandes lignes de cette organisation de l'Etat sont les suivantes. Tous les citoyens sont électeurs dans un Collège dont la circonscription est la Commune. Ils nomment des députés à l'*assemblée générale* à qui est réservé le pouvoir législatif. L'exécutif est confié à un petit nombre de *Conseillers d'Etat*. Leur réunion forme la *Suprême Consulte générale* du Royaume. Ils sont élus par des assemblées provinciales. Le Général n'est que le Président de ce Conseil. Mais en fait paoli ne cessa d'avoir une action considérable sur ses collègues, soit grâce à son prestige, soit aussi parce que ses fonctions personnelles eurent une durée illimitée, alors que celles des membres du Conseil avaient un caractère annuel.

L'organisation judiciaire, au point de vue qui nous occupe est très remarquable. Au-dessus des tribunaux inférieurs, il y a une Cour d'Appel qui s'appelle la *Rota civile*, mais qui devient, pour juger en matière criminelle, une sorte de Cour d'Assises : les juges professionnels s'adjoignent à cette occa-

à inculquer de tels principes, et en conséquence il y a lieu d'y joindre les foudres de la loi (*Stimiamo a proposito di fulminare coll' autorità della legge*).

Suit la liste des peines. La préoccupation qui va y paraître dominante est celle de rendre la vendetta *honteuse* aux yeux de tous. C'est pourquoi, ces peines débutent par l'*infamie* (*perpetuo disonore ed infamia*). Le délinquant avant toutes autres punitions sera dégradé, privé de tous titres et honneurs, et chose remarquable, cette note d'infamie s'appliquera non seulement à l'auteur principal, *mais à certains parents*.

Ce n'est point encore assez, paraît-il. Car, l'on verra plus tard (1766) la *Suprême Consulte Generale* préciser qu'en cas de *vendetta transversale ou sotto pace*, une pancarte serait attachée au corps du meurtrier lors de l'exécution, et porterait la mention de son nom et de son crime. Enfin, les indications de ce « cartello » seront en outre gravées à jamais sur une « colonne d'infamie » (1), dressée sur l'emplacement de la maison du coupable.

La note d'infamie est donc en quelque sorte inscrite au frontispice du droit répressif paolinien de la vengeance privée. Mais cette première sanction n'empêche pas les peines principales d'être de la plus extrême rigueur :

1^o Peine de mort pour tout *homicide*, si le coupable est capturé ; sinon : bannissement perpétuel. Aucune mesure de grâce ne sera jamais possible à son égard. Une telle disposition prend toute sa valeur lorsqu'on sait que Paoli l'appliqua sans faiblir même à un membre de sa famille, qui fut exécuté

(1) Estrazioni fatte et approvate dalla Suprema generale Consulta del Regno di Corsica dell' anno corrente (1766 maggio) per l'intelligenza di alcuni leggi criminali del Regno. — Art. IV. V. *Lettres de Paoli*, 3^e série, B.S.S.H.C. 1890, p. 136 et s.

Le meurtre par embuscade entraîne en outre un cruel supplice (siano li rei strascinati a coda di cavallo).

2° Le *rimbecco* est puni de deux mois de prison, s'il n'a eu aucun effet ; mais si dans les huit jours qui ont suivi, le *rimbeccato* (celui auquel a été adressé le *rimbecco*) exerce la vendetta, alors le *rimbeccante* (ou *rimbeccatore*) sera tenu comme coauteur (correo) du crime et puni en conséquence. (Décision de la Suprême Consulte, mai 1766 — art VI).

3° L'*attacar*, qui consiste à enlever la coiffure ou le *fazzoletto*, ou à accomplir tous autres actes ayant pour but et pour résultat de compromettre une jeune fille ou une veuve, et de l'obliger au mariage, sera frappé d'un an d'emprisonnement et de l'exil hors de la piève.

Voilà pour ce qui concerne la responsabilité individuelle. La *responsabilité collective* est aussi mise en jeu par la législation qu'on peut appeler paolinienne, et le principe en est même porté à un degré de rigueur méthodique tout à fait digne d'attention.

1° *Responsabilité des parents.* Pour ce qui regarde les parents, nous avons déjà dit que certains d'entre eux sont notés d'infamie, et comme tels se voient, entre autres conséquences, chassés de toutes fonctions qu'ils occupaient, privés de tous postes, dignités, etc., et rendus incapables d'y prétendre dorénavant. Ceux qui sont l'objet d'un tel châtement sont d'abord les fils (1) du meurtrier. Ce sont aussi les membres des familles dans lesquelles il était entré par alliance (2). Mais les

(1) « Insieme con tutti i loro figli a perpetuo disonore ed infamia, degradandoli, etc. » (Caccia-avril 1755).

(2) « Volendo inoltre che siano soggetti alla medesima infamia, degradazione e incapacità le famiglie di tutti coloro che imparenteranno

sanctions contre la parentèle ne s'arrêtent pas là. Outre l'héritage du coupable, les biens propres de ses proches sont directement confisqués ou dévastés. Cette disposition constitue une aggravation par rapport à toutes les législations précédentes. Jusqu'ici, en effet, c'est uniquement par des mesures obliques, par suite de la dépossession ou destruction des biens du criminel que sa parentèle était touchée. Maintenant, c'est comme on le voit, de façon directe qu'elle se trouve atteinte (1).

Quant à l'exécution des mesures de dévastations, elle consiste en particulier : *dans la démolition de la maison*, qui ne pourra être reconstruite, et *dans la coupe de tous les arbres*. Il sera même *semé du sel* (2), pour rendre la terre stérile.

Ce n'est pas seulement dans leurs intérêts matériels, c'est aussi dans leurs personnes que les parents de l'auteur principal seront frappés. La Consulte de Caccia prescrit que tous les *descendants* du meurtrier par *vendetta transversale* ou *sotto paco o parola*, seront exilés. Il en sera de même pour *tous ses parents jusqu'au premier degré*, et la peine s'appliquera pour les uns et les autres jusqu'à la troisième génération (3).

con essi. » (Caccia-avril 1755). — Le texte est très général : il est difficile de dire jusqu'à quel degré d'alliance, il s'appliquait.

(1) Consulte de St-Pierre du Nebbio, 14-16 sept. 1758 : « 6°) — I loro beni così di rei che de' parenti; saranno devastati e confiscati. »

(2) « ...le loro case siano spianate da' fondamenti, e non si possano mai più rifabbricare..., i loro alberi siano recisi e vi si semini il sale... » (Consulte de Caccia, avril 1755).

(3) « ...ed inoltre siano esiliati dal Regno per sempre tutti i loro descendentî e tutti i loro parenti in primo grado senza speranza di mai più ritornavi fino in terza generazione. » (Caccia-avril 1755).

La Consulte de Nobbio (1758), va jusqu'à édicter le principe général qu'en matière d'homicide prémédité « les parents seront sujets aux peines » (1).

2° *Responsabilité des Communes et des Pièves*. — Enfin, les communautés diverses d'habitants peuvent elles-mêmes voir leur responsabilité mise en jeu, dans la personne de leurs notables. Si le meurtrier réfugié sur leur territoire n'est pas arrêté par les soins du Podestat, ce sont les principaux du pays qui pourront être pénalement recherchés (2). (Saint-Pierre de Nebbio, 1758).

B. LES MOYENS DE PACIFICATION

L'une des premières préoccupations de la Consulte de Caccia a été de créer toute une organisation pacificatrice.

En *premier lieu*, chaque village doit élire deux *paceri*. Ceux-ci ont à peu près les fonctions et les pouvoirs des *paceri* magistrats du xvii^e siècle et du début du xviii^e (3). Ils doivent s'efforcer de conduire les parties jusqu'à la *pace*, et tout au moins d'obtenir d'eux promesse de ne pas s'offenser.

En *oultre*, chaque piève ou province élit des magistrats supérieurs appelés *Amichevoli Compositori*, et qui ont aussi

(1) Rapporté et résumé par Rossi, *op. cit.*, liv. X, p. 249. « 5) — Contro li omicidj proditorj e premeditati, non solo i rei, ma anche li parenti principali, furono soggetti alle pene. »

(2) « 7°) Li principali de' paesi sono responsabili, se qualche reo vi trova asilio, meno che li Podestà o Capitani d'arma non procurino arrestarlo. »

(3) « ... il cui officio sia di accorere per sedare le differenze e i contrasti... Quando alle loro esortazioni le parti neghino di comporsi, se la differenza sarà *criminale*, abbiano la facoltà d'intimar loro l'arresto di obbligarle a dar parola di non offendersi e di citarle dinanti il magistrato. » Capit. XI. — Consulte de Caccia, 1755.

la fonction de provoquer des paci, et des accords, tant au point de vue criminel que civil. S'ils ne réussissent pas dans cette tentative de conciliation, ils renvoient les parties devant le juge. Celui-ci peut trancher le différend par décision judiciaire, ou, selon sa libre appréciation, — ordonner au contraire aux parties de choisir des arbitres sur la liste des *Amichevoli Compositori*. (1) Ceux-ci rendront alors une sentence compromissoire qui mettra fin aux contestations et difficultés.

Enfin, dans chaque piève ou province, sont nommés des *Arbitri criminali* (2), dont la mission trouve surtout à se réaliser dans le cas de *vendetta* proprement dite.

Ils sont chargés de façon spéciale de rechercher et d'attribuer les satisfactions dues à l'offensé par l'offenseur. Ils sont choisis sur une liste par les parties, suivant le système déterminé plus haut, pour les *Amichevoli Compositori*.

Les fonctions de ces trois sortes de magistrats pacificateurs ne sont pas dans les textes, délimitées de façon très claire. Il est probable d'ailleurs que leurs respectives compétences se chevauchaient dans une certaine mesure. Cependant on entrevoit que les *Paceri* étaient surtout destinés à prévenir les inimitiés naissantes, les *Amichevoli Compositori* à solutionner les différends civils ou criminels qui ne comportaient pas encore l'entrée en jeu d'une question de vendetta, les *Arbitri Criminali* enfin à procurer les moyens qui devaient donner satisfaction à l'honneur des familles, en cas d'inimitié déclarée. Ces arbitres s'efforçaient sans doute, par le système de compensations coutumier aux *paceri*, et quand le cours des

(1) Consulte de Caccia, 1755.

(2) Même Consulte.

offenses était à son début, d'enrayer la vengeance avant qu'elle devienne transversale, et dans tous les cas, d'en limiter l'extension.

Faut à noter. Dans la législation paolinienne, — à part un seul cas où la mesure prise fut exceptionnelle et *transitoire* (1) — les *paci* perdent leur effet libératoire (2). Le traité de paix n'est pas une cause de remise de peine : au surplus en matière de vendetta tout au moins, aucune mesure de grâce ne peut être accordée pour une cause quelconque.

Cette rigueur bienfaisante fut une des raisons du succès remarquable, obtenu par la *Giustizia paolina*, dans son œuvre d'instauration de la paix publique.

Une dernière mesure fut prise par le Gouvernement de Paoli dans le double intérêt d'une prompte justice, et d'un rapide apaisement. Elle consista dans la création des *Junte* *d'observation et de guerre*. Cette institution avait deux caractères : d'une part ses membres remplissaient, s'il y avait lieu, les fonctions de *paceri*, ambulants ; d'autre part, et surtout, ils agissaient à l'instar des juridictions prévôtales dont nous verrons le rôle sous la Monarchie française.

(1) Cette circonstance se réalisa en 1755 (Consulte de Corte). A titre transitoire, une amnistie fut accordée « in principio di pace alla nazione, » dans les conditions suivantes : Les délinquants qui avaient obtenu la paix de la partie offensée avant le 15 juillet de cette année, reçurent également « la pace della Giustizia ». Un certain droit d'appréciation fut laissé à Paoli pour prolonger un peu au-delà de cette date l'effet de cette mesure de bienveillance, dans des hypothèses exceptionnellement favorables.

(2) Il est à penser d'ailleurs qu'il en fut de même sous les gouvernements de l'Indépendance qui précédèrent celui de Paoli. Nous n'avons pas trouvé de texte précis qui permette de l'affirmer. Mais cette conclusion est impliquée par l'esprit général de toutes les législations nationales corses au XVIII^e siècle.

Le but principal assigné à cette organisation fut en effet d'arriver, en cas de meurtre par vendetta, à donner satisfaction à la famille offensée par une sentence quasi instantanée. (1) La justice *immédiate* de l'Etat rendait ainsi *sans motif* la justice privée de la parentèle.

Ces juntas n'intervenaient toutefois que dans les cas graves où il pouvait y avoir à craindre une extension particulière des troubles causés par la vendetta. La composition de ces Conseils était de trois juges, et leur président était un membre de la *Suprême Consulle*. Leurs procédés d'information étaient expéditifs, l'enquête était menée sur place, et l'exécution suivait aussitôt la sentence.

C'est à l'œuvre de ces juridictions que fut appliqué en particulier le qualificatif de *Giustizia paolina* (2). Les lettres du Général aux Présidents des juntas révèlent d'ailleurs la constante attention qu'il apporte à la façon dont elles remplissent leur mission. Il stimule à tout instant leur zèle, il les encourage à poursuivre l'anéantissement des contumaces qu'il appelle « *la banditaglia*. (3) »

(1) Abbé GIAMARCHI, *Vita politica di Pasquale Paoli*. Ces juntas devaient « punire sul luogo stesso e nell' istante, se possibile egli era, l'autore della criminoza azione, affinche l'esemplare castigo, che non si faceva mai lungo aspettare, contenesse l'ira furente che la vista del miserando spettacolo della vittima estinta risvegliava nel petto degl' individui e delle famiglie. »

(2) C'est en 1762, croyons-nous, que fut arrêtée l'organisation des juntas. La *Consulte de Corte* du 23 mai 1762 établit une junta de guerre sous la Présidence même du Général. — (Lettres de Paoli. B.S.S.H.C. 1887). L'historien *Cambiaggi* prétend que l'institution des juntas a existé depuis le 14 janvier de l'année 1762.

(3) Dans une lettre de Paoli à Salvini (22 mai 1763), il est notamment question de la poursuite des bandits du Finmorbo. V. Recueil précité des *Lettres de Paoli*. V. aussi POMEREU, *Hist. de l'île de Corse*, t. II, p. 78.

Du rapide exposé que nous venons de faire de la législation nationale sous le *Généralat*, il résulte qu'un grand nombre de mesures appliquées en Corse par la Seigneurie ont été recueillies dans les codes paoliniens, et même portées à un degré supérieur de sévérité. Mais en même temps, elles ont été dépouillées de tous caractères vexatoires inutiles, tels que ceux qui apparaissaient par exemple dans la procédure des *Commissariati*.

Le droit *paolinien* est organisé avec méthode en vue des buts qu'il poursuit. Deux principes rationnels peuvent en être dégagés :

1^o La vendetta est avant tout causée par le sentiment excessif du *point d'honneur*. Il faut donc *d'abord déshonorer* la vendetta. De là, la préoccupation particulière qui s'attache à la note d'infamie par une série de dispositions diverses.

2^o La vendetta est un *acte collectif de la famille*. De là, la nécessité, pour sa répression d'atteindre la famille en entier ou en grande partie ; de là aussi le caractère de véritable justice que comporte une telle répression collective.

Ces idées sont d'autant plus intéressantes à mettre en relief qu'elles ont été sans aucun doute les conceptions personnelles de Paoli.

Sur le *premier point*, indiqué plus haut, nous avons l'affirmation de Boswell qui rapporte la conversation qu'il eut à cet égard avec le Général (1).

(1) BOSWELL. *Relation de l'isle de Corse*, p. 211. « Paoli qui savait que le point d'honneur tient lieu de tout aux Corses l'opposa aux progrès du plus noir des crimes (la vengeance transversale). Il fit une loi qui ordonnait que cette vengeance collatérale serait punie non seulement... mais qu'on érigerait un monument d'infamie à la mémoire du coupable. »

Sur le *second*, nous possédons l'expression directe de sa pensée : « J'estimais avec raison, a-t-il dit, qu'il y avait *concert entre le coupable et les membres de sa famille*, et, par conséquent, *présomption d'une culpabilité collective*. En effet, pouvant prévenir le crime, pourquoi l'avaient-ils laissé commettre? Il est certain qu'ils avaient pour empêcher le mal bien des moyens... etc. Dès qu'ils n'avaient rien fait pour conjurer ce malheur imminent, il demeurait certain qu'ils avaient voulu courir les chances d'une inimitié de sang. Troublant la paix pour satisfaire de misérables ressentiments, il était *juste* que la société les frappât en masse (1).

Cette citation montre avec netteté que Paoli n'agissait point par aveugle respect de la tradition en reprenant plus d'un moyen répressif dans le vieil arsenal juridique corso-génois. Profondément imbu des idées philosophiques du XVIII^e siècle (2), nul n'était moins que lui attaché aux coutumes du passé pour des raisons de sentiment. Mais c'était un esprit positif, et c'est le signe remarquable de son intelligence et de son caractère, qu'il ne se soit pas embarrassé de systèmes théoriques inadaptables aux réalités corses, lorsqu'il s'est agi de légiférer pour le bien de son pays.

Son génie fut d'ailleurs infiniment souple et fertile, et il se montra dans tous les domaines un *Administrateur* au sens le meilleur du mot. Ce n'est pas le lieu dans ces pages d'en donner les preuves multiples dont l'exposé ressortit à l'Histoire Générale. Mais il est permis du moins de mettre ce

(1) *Notes autographes de Paoli* citées par Calmètes, *Etude hist. sur l'administration de la justice en Corse*, p. 60. — V. aussi Rossi, *op. cit.*, liv. V, p. 249.

(2) Et par conséquent de celles relatives à la responsabilité personnelle en matière pénale.

point capital en lumière : Avec la même étonnante exigüité de moyens qui avait entraîné avant lui l'échec du roi Théodore, il sut arriver à créer, et à maintenir de longues années un véritable *Etat moderne*.

Mais l'œuvre qu'il poursuivait, de conquérir puis de garder l'indépendance de son Pays, ne put se réaliser que dans sa première partie. Trop de grandes Puissances avaient alors les yeux sur la Corse à cause de son importance maritime en Méditerranée. Si cette terre n'eût été réunie à la France, elle eut été soumise sans aucun doute à la domination de l'Angleterre, et celle-ci le fit bien voir en s'en emparant pendant un temps en 1794. Le peuple de l'île avait pu vaincre par lui-même la Seigneurie : il ne pouvait espérer se défendre à égalité contre les grands Etats européens. Aussi la lutte que le Général eut à soutenir contre la diplomatie bien armée du Ministre Choiseul (1) était-elle vouée forcément à l'insuccès. D'ailleurs un parti corse important estimait alors de l'intérêt du pays d'entrer dans la Communauté française.

La tentative de Pasquale Paoli d'élever la Corse au rang des nations indépendantes, et qui sans doute fut chimérique, n'en garde que plus de grandeur.

(1) C'est DE BUTTAFOCO qui fut le représentant des intérêts de la Corse dans les négociations engagées entre Paoli et le Ministre français. Elles n'aboutirent à rien d'ailleurs, car Paoli voulait sauvegarder l'indépendance presque totale de son pays, ce qui différait sensiblement des desseins du duc de Choiseul. Celui-ci en définitive se borna à traiter seulement avec Gênes (Troisième traité de Compiègne, 1768).

CHAPITRE VII

L'œuvre de la Monarchie

Lorsque la Corse fut réunie à la Couronne sous le règne de Louis XV, elle avait à bien des reprises déjà subi l'influence française au cours de son histoire. A chacune de ces occasions, la répression de la vendetta avait attiré de façon particulière l'attention de la Monarchie. On vient de voir l'action que la Cour de Versailles avait exercée à cet égard lors des diverses médiations qu'elle avait offertes à la Seigneurie durant le xviii^e siècle, et des opérations militaires de police qui en avaient été la conséquence.

Mais la vigoureuse justice du Gouvernement royal s'était manifestée bien avant cette époque, du temps où les troupes d'Henri II appelées par Sampiero avaient pris possession du pays. En cette occurrence avait été établie en Corse une organisation judiciaire très complète (1) qui avait amené un grand apaisement.

(1) Une série de tribunaux furent installés et hiérarchisés entre eux. A la tête du département judiciaire dans l'île était un Président dont le nom nous a été conservé en italien, *Pietro Panizza*. « C'était, dit le chroniqueur Ceccaldi, un homme d'une grande autorité qui était de la ville d'Avignon. » Dans un des actes figurant aux Archives départ. de Corse, ce magistrat porte le titre de « Conseiller de S. M.

Dès cette date, la double méthode de la Monarchie s'était affirmée au regard de la vengeance privée. Tâcher de prévenir les violences en favorisant de tout son pouvoir les *paci* qui mettent fin aux inimitiés (1); — mais si la vendetta se réalisait, appliquer sévèrement les peines et se refuser à toute mesure de grâce (2). Toutefois, le fonds du droit répressif qu'elle consacra ne fut pas autre, semble-t-il, que celui des Statuts

très chrétienne, son Président et Superintendant général de justice en Corse. » (C. 31, 2 mars 1559). En ce qui concerne l'organisation de la justice française dans l'île, on trouvera des renseignements Ceccaldi, dans Filippini, éd. Tournon, p. 321, 335, 339; 354; trad. Letteron, t. II p. 216, 244, 252, 253, 286. — Arch. départ. C. 18; 1556. — C. 20, 2 juin 1556. — C. 31, 2 mars 1559. — C. 30, oct. 1559. — C. 34, 20 fév. 1560.

(1) CECCALDI dans Filippini, éd. Tournon, p. 296. — Trad. Letteron, t. II, p. 162, 163. V. particulièrement des renseignements à propos d'un juge envoyé à Corte par le Maréchal de Thermes. « Entre autres titres à la reconnaissance qu'il cherchait à mériter dans toutes ses actions, il réconcilia par la persuasion et les menaces tous ceux qui étaient divisés par des inimitiés particulières. » Et le chroniqueur ajoute : « ...Si l'on n'eut pas su quelles étaient les habitudes des populations dans ces temps passés, on aurait cru qu'il n'y avait jamais eu en Corse la moindre inimitié. » Giordano Orsini n'hésita pas, pour obliger à faire des *paci*, à prendre des otages et à exiger des *cautions*. « Il voulut, dit Ceccaldi, obliger les familles à se réconcilier, suivant les instructions qu'il avait reçues du roi. » Sampiero procédait de même de son côté. V. CECCALDI, dans Filippini, éd. Tournon, p. 337, 350 et 315, trad. Letteron, t. II, p. 247, 279 et 203.

(2) CECCALDI, dans chro. FILIPPINI, éd. Tournon, p. 343, trad. Letteron, t. II, p. 260. — Réponse de Giordano Orsini aux députés Corses à l'Assemblée de Vescovato, sept. 1557 : « Vous demandiez (entre autres choses) que la justice du roi laissât impunis tous les délits commis dans l'île depuis le commencement de la guerre. Sa Majesté n'a pas approuvé cette demande, non pas qu'elle désire tremper ses mains dans votre sang, mais parce que les limites de la justice ne comportent pas d'exceptions et que vous êtes intéressés vous-mêmes à ce refus... Ceux dont les méfaits seraient restés impunis se senti-

corses. Ceux-ci furent soumis au roi par Giordano des Ursins, son haut Commissaire dans l'île, et deux députés Corses qui l'accompagnèrent en France dans un voyage fait en partie à cette occasion (1). Les représentants du gouvernement d'Henri II dans le Pays modifièrent d'ailleurs le moins possible les institutions nationales, et c'est ainsi notamment que l'organisation des Douze fut maintenue en entier (2).

C'est le même esprit de prudence, le même respect des traditions Corses dont beaucoup plus tard, et après l'annexion de 1768 (3), devait encore faire preuve la Monarchie. Toutefois, pour ce qui regarde le droit criminel, elle devait abolir, à

raient encouragés, et d'autres avec eux, à commettre une infinité d'autres méfaits, dont ils espéreraient à la fin obtenir le pardon. »

Salvini, à plusieurs reprises, au cours de son éloquent pamphlet contre le gouvernement de la Seigneurie, rappellera par antithèse l'excellence de la roide et bonne justice française à l'époque de Henri II. V. *Giustificazione* etc., éd. d'Oletta, p. 118 et s. Les Gênois dit-il en substance, disent que les montagnes et les forêts sont en Corse un obstacle à la poursuite et à la capture des meurtriers. Mais il y avait des montagnes et des forêts au temps des Français. Pourtant ils pacifièrent l'île, V. aussi dans le même livre p. 116 : « nel tempo che han governato i Francesi, perche erano esattissimi ed imparziali nell' amministrar la Giustizia, benché ci avessero poca truppa, col solo timore, misto di benevolenza e di zelo, ridussero i piu discoli ad andar disarmati. »

(2) CECALDI, dans chron. FILIPPINI, éd. Tournon, p. 343, trad. Letteron, t. II, p. 236-237. — *Id.*, Tournon, p. 343. Letteron, p. 260.

(2) CECALDI, dans les chron. de *Filippini*, éd. Tournon, p. 332. trad. Letteron, t. II, p. 236-237.

(3) Les Douze furent conservés (huit pour l'En-deçà, quatre pour l'Au-delà, les podestats continuèrent d'être élus par les habitants des communautés de village. V. sur la survie des institutions corses, sous la Monarchie, d'intéressantes observations d'AMBROSI, *Hist. des Corses*, p. 151 et s.

cette date, les statuts corso-génois. Elle y substitua, pour partie du moins, un droit répressif spécialement édicté dont il convient maintenant d'aborder l'étude.

La haute administration Corse a été dirigée, sous l'ancien régime par un Gouverneur et par un Intendant de police, justice et finance, Le premier Intendant fut Chardon. Mais l'œuvre principale d'organisation et de gouvernement a été accomplie par le Comte de Marbœuf qui remplit ses fonctions de 1770 à 1786, et par son lieutenant : de Narbonne Pelet.

Les premières années ne donnèrent guère de résultats heureux. De Marbœuf ne montra pas tout d'abord assez d'énergie. (1) C'était un homme aimable, et qui ne s'était pas assez rendu compte de la nécessité d'un régime de grande fermeté, surtout pendant les premiers temps, dans un pays encore mal pacifié. Mais il n'était pas incapable d'énergie, et quand il eut constaté les suites médiocres d'une administration trop

(1) Entre autres mauvaises mesures prises par de Marbœuf durant la première partie de son administration, il faut noter les primes accordées à ceux qui livraient ou tuaient des contumaces, et surtout les sommes d'argent qu'il alla jusqu'à verser aux bandits eux-mêmes pour qu'ils consentent à s'exiler. Ces moyens donnaient l'impression d'un gouvernement impuissant dans la répression. — D'autre part les bandits qui quittaient l'île, se servaient de l'argent reçu pour acheter des armes et des balles, et retournaient en Corse peu après. V. sur ces faits : *Mémoires d'un Officier du Rgt. de Picardie*, p. 75. De Narbonne employa au contraire des moyens énergiques durant un temps où de Marbœuf dut aller s'expliquer à Paris à la suite d'une cabale. A son retour, de Marbœuf continua à faire application des mesures vigoureuses mises en usage pendant son absence. Sur la médiocre administration royale jusqu'en 1775, V. aussi AMBROSI, *Hist. des Corses*, p. 447 et *Mémoires d'un Officier du Réglt. de Picardie*, p. 87. Sur les bons résultats d'une administration énergique et impartiale à partir de la date précitée, V. AMBROSI, *op. cit.*, p. 453 et *Mémoires d'un Officier du Réglt. de Picardie*.

molle, il sut modifier le système, et faire appliquer une justice sans faiblesse. On peut placer ce changement d'orientation vers 1775 : l'opinion est presque unanime à vanter l'excellence des conséquences qui s'en suivirent.

A. DROIT RÉPRESSIF DE LA VENDETTA

Ainsi qu'il a déjà été indiqué, la Monarchie abolit les *Statuti criminali di Corsica*. Pourtant, elle ne procéda pas à cette mesure sans avoir recueilli l'avis conforme d'une assemblée tenue à Bastia en l'année 1770 (1). Soit dit en passant, la préoccupation des autorités royales fut presque toujours d'associer, dans une certaine mesure, les représentants de la Nation corse à la prise des principales dispositions qu'elles édictaient. Cette excellente politique fut facilitée par le fait que la Corse avait été constituée en pays d'Etats (2).

(1) *Osservazioni storiche*, liv. XII, p. 98.

(2) Au point de vue par exemple de la lutte contre le banditisme, nous voyons à diverses reprises les hauts fonctionnaires du gouvernement royal essayer d'y intéresser directement les Etats. V. par ex. *Procès-verbaux des Etats de Corse* pub. par DE MORATI : « Délibération du 22 sept. 1770. — MM. les Commissaires ont observé que le nombre considérable de bandits qui désolent depuis longtemps cette île mérite de la part de la Nation l'attention la plus sérieuse... Sur quoi l'assemblée a supplié MM. les Commissaires d'assurer Sa Majesté que la Nation n'a rien plus à cœur que la destruction des bandits, et qu'elle sera prête, en toute occasion, de manifester les dispositions où elle est... d'employer tous les moyens possibles à cet effet. V. encore Session des Etats des 8 nov.-1^{er} déc. 1773. — ROSSI, *Oss. storiche*, liv. XII, p. 298. De 1770 à 1785, ces Etats furent réunis huit fois.

Caractère de la législation royale

I. INFLUENCE CORSO-GÉNOISE ET PAOLINIENNE

Les statuts criminels supprimés furent remplacés par une série d'ordonnances royales, dont la réunion opérée dans la suite constitua avec d'autres actes réglementaires, un recueil qui prit le nom de Code Corse. On y retrouve un certain nombre de mesures qui semblent comporter une filiation incontestable, avec le droit corso-génois, et en particulier avec la législation paolinienne (1).

C'est ainsi que l'ordonnance de juin 1768, relative aux délits et aux peines, prescrit que le meurtre commis par vengeance, en suite de querelle de famille ou de haine transmise, entraînera, outre la peine capitale, la destruction de la maison du coupable, et la déclaration que sa postérité sera incapable de remplir jamais aucune fonction publique.

Par contre, sous réserve de ces derniers points, il ne semble pas que la responsabilité collective de la famille ait été tout d'abord mise en jeu.

Dans le procès-verbal de la séance des Etats du 17 sept. 1770 (2) « sur la demande de la province de Vico, tendante à ce qu'il

(1) Au sujet de la législation de la Monarchie se rapportant aux peines contre la vendetta et à l'organisation répressive, il y a lieu de consulter d'abord le Code Corse ou « Recueil des édits, déclarations lettres patentes, arrêts et règlements publiés dans l'île de Corse depuis sa soumission à l'obéissance le roi. » V. notamment t. I, les dispositions concernant : les délits et les peines (juin 1768), et l'instruction des procédures criminelles en Corse (juin 1768). V. aussi : Déclaration du roi donnée à Versailles, 28 avril 1783, relative aux bannis de Corse et à la rupture de ban.

(2) *Procès-verbaux des Etats*, pub. par de MORATI, vol. I.

soit pourvu à la sûreté des familles, dont les membres sont bandits et fugitifs, MM. les commissaires du Roi ont assuré la Nation, au nom de Sa Majesté, que les familles ne seront point inquiétées, lorsqu'elles ne donneront ni protection ni secours à leurs parents bandits et fugitifs.

Mais cette situation ne devait pas être longtemps maintenue. Des bandes de contumaces parcouraient la campagne, en semant la terreur. Tous les Corses sensés étaient les premiers à réclamer des mesures appropriées à la lutte contre la vendetta, et en particulier celles qui, du temps de Paoli, étaient apparues comme les seules susceptibles de conduire au succès. Rossi nous rapporte à cet égard qu'au cours d'une expédition pour rétablir l'ordre, le Général de Sionville, alors qu'il était à Bocagnano reçut d'un ecclésiastique de très utiles conseils (1). Pour se débarrasser des bandits, lui dit le piévan, il y a nécessité d'emprisonner les amis et parents dans une maison de force en les nourrissant aux frais de Sa Majesté. Par là : 1^o tout soutien manquera aux bandits ; 2^o l'affection pour les parents et les amis, sentiment si fort en Corse, décidera les bandits (à se livrer) au moins pour éviter la ruine de leur famille... etc. Avec ces myoens, ajoutait celui qui apportait cet avis expérimenté « nous sommes sûrs du bon succès, et de donner une bonne fois à ce malheureux pays la tranquillité après laquelle il aspire ».

Le conseil plut à Sionville, et dans la suite il fut mis en œuvre par Narbonne durant l'intérim provoqué par l'absence temporaire de Marbœuf (2). Les mesures arrêtées par le Lieu-

(1) Rossi, *Oss. storiche*, liv. XII, p. 308.

(2) V. *Mémoires d'un Officier du Réglt. de Picardie* (p. 81, 83, 84). Il rapporte les arrestations de parents ordonnées par Narbonne et

tenant du Gouverneur, furent en effet les suivantes : 1^o Vie sauve et sécurité aux bandits, s'ils se livraient d'eux-mêmes. Aussitôt qu'ils se présentaient, ils étaient embarqués les uns pour l'Amérique et les autres pour être enfermés à la grande tour de Toulon ; 2^o dans le cas où ils ne se présentaient pas, non seulement eux-mêmes étaient l'objet des poursuites énergiques de la part de colonnes volantes, et leurs biens étaient dévastés, mais leurs parents étaient arrêtés et mis en prison « sans préjudice de plus grands châtimens » (*ed anche con maggiori castighi*) (1).

Rossi qui nous donne des renseignements détaillés sur ces procédés, ajoute : « Questi ordini ebbero il suo pieno successo, e la Nazione resta libera da' banditi. » A la fin de 1775, on n'en comptait plus un seul (2).

Ainsi, — et en quelque sorte contre son désir initial, — la Monarchie en arriva rapidement, pour le bien même de l'île, à reprendre comme au temps du Généralat, l'emploi des moyens de répression collective dans le domaine de la vengeance privée.

ajoute : « La conduite ferme et juste de Mr. de Narbonne a étouffé plus de vengeance de famille à famille., a empêché plus d'assassinats, a sauvé la vie à plus de personnes, et a produit autant de bien en quatre mois de temps, que la douceur de Mr. de Marbœuf avait fait de mal dans l'espace de trois ans. » Lorsque Marbœuf revint, mieux éclairé sur les nécessités de la répression, il adopta la conduite de son prédécesseur et la soutint avec autant de fermeté que de suite.

(1) Rossi, *op. cit.*, liv. XII, p. 312.

(2) Rossi, *op. cit.*, liv. XII, p. 335. Il convient de ne pas oublier que les récits et les opinions de Rossi sont pour cette époque d'autant plus précieux qu'il est contemporain des faits qu'il raconte.

2. INFLUENCE DU DROIT FRANÇAIS

L'influence du droit français en matière pénale se fit surtout sentir à deux points de vue.

Tout d'abord, la Monarchie introduisit sa procédure criminelle, avec la *question* qui était à peu près inconnue en Corse, et les supplices de la roue, du bûcher, de l'écartèlement qui n'y avaient jamais été en usage (1). Cette procédure et ces supplices qui paraissaient alors intolérables sur le continent ne constituaient sans doute pas un meilleur cadeau à faire aux insulaires.

Par contre, le gouvernement royal doit se voir attribuer comme une mesure bienfaisante — sous la réserve qui vient d'être faite — la sévérité plus grande de l'ensemble de son système répressif, et surtout la méthode et la rigueur apportées dans son application.

3. INSTITUTIONS ORIGINALES. — LA LÉGISLATION PÉNALE
SUR L'ABSENCE

Mais où la Monarchie donna véritablement la mesure de son esprit d'adaptation aux réalités dans la bonne administration de la justice, ce fut dans la création d'un système tout entier original dans l'île ; et qui reposait sur une idée aussi juste que profonde.

Ce qui constitue en Corse la difficulté pour la répression de la vendetta, c'est que, grâce aux vastes étendues de forêts, de maquis et de montagnes, le meurtrier est presque insaisissable. Sitôt son crime commis, il quitte son habitation, et la

(1) Sauf sous *Théodore* dont la législation, il est vrai, n'eut guère le temps de passer dans les actes.

variété des climats de l'île lui permet en partie de passer la vie en plein air souvent pendant des années. Or, le droit de l'Etat, et d'une façon plus générale l'ensemble des institutions qui constituent l'organisation d'Etat, supposent, pour pouvoir donner tout leur rendement, que les individus soient fixés dans certains cadres, constitués par des communautés à base territoriale. Pour que l'impôt et les diverses obligations publiques, civiles et criminelles, puissent s'appliquer au sujet, pour qu'il puisse être lié par la solidarité sociale d'Etat, il faut de toute nécessité qu'il ne soit plus un nomade. Mais précisément, c'est bien un nomade que le banditisme, conséquence lui-même et souvent occasion de la vendetta, tend à faire de l'individu. Si donc on arrive à fixer celui-ci, à lui rendre plus difficile ou plus pénible de s'échapper des cadres de la cité, c'est un gain sérieux qui sera obtenu : il sera plus aisé de l'entourer alors du réseau juridique, protecteur de la tranquillité publique.

C'est à cette œuvre que s'est attachée la Monarchie. Le système très curieux qu'elle instaure à cet égard, et qui est consacré (1), par une ordonnance royale du 15 août 1772, peut, en négligeant les détails, tenir dans les lignes suivantes :

a) Tout fugitif, se trouvant au maquis ou hors de l'île, et qui depuis la soumission totale de la Corse ne s'est rendu coupable d'aucun délit capital, sera, s'il se présente dans les six mois, compris en principe dans l'amnistie prévue par les lettres patentes du mois de septembre 1769. La condition lui est toutefois imposée de s'engager à établir son domicile en Corse dans tel lieu déterminé qu'il pourra d'ailleurs choisir.

(1) Sur ce point, V. ROSSI, *op. cit.*, liv. XII, pp 261 et s. — ROBIQUET, *Recherches... sur la Corse*, p. 335 et s.

Il fera alors sa soumission. Il fournira caution (sicurtà), et celle-ci ne sera dégagée de ses obligations, qu'au bout d'un certain temps d'épreuve, destiné à s'assurer des intentions sincères de l'ancien fugitif.

b) Défense est faite d'autre part à tout Corse, — les ecclésiastiques, les nobles et les fonctionnaires royaux exceptés, — de s'absenter de leur commune sans motifs avouables, et sans permission du podestat. — En cas d'infraction : les biens meubles de l'absent sont inventoriés et mis sous séquestre.

c) Sommation est adressée à l'absent, dans sa commune, d'avoir à réintégrer son domicile dans le délai d'un mois. S'il obéit, il en est quitte pour 30 livres d'amende. S'il ne rentre pas, il est déclaré *fugitif*.

d) Sommation nouvelle lui est alors faite comme ci-dessus de revenir chez lui dans les six mois. S'il est pris durant ce délai, il est condamné à autant d'années d'emprisonnement qu'il est resté de mois fugitif. — S'il se rend de lui-même, il est dispensé de la moitié des peines encourues.

e) Au bout de six mois, s'il n'a pas été capturé, et ne s'est pas présenté de sa propre volonté, il est déclaré *félon* et *rebelle*. En cas d'arrestation ultérieure, il est alors condamné au bannissement perpétuel (sans préjudice de peines plus graves, s'il a commis d'autres délits : par exemple l'infraction aux règles sur le port d'armes, entraîne la mort, si elle est imputable à un félon).

Un tel système, dont la multiple graduation permettait aux intéressés d'utiles réflexions, eut pour résultat de faire assez promptement disparaître en la rendant en grande partie à

la vie sociale, une population nomade, composée de gens qui, en grand nombre, étaient susceptibles de s'y réadapter. Cette législation eut aussi pour effet d'arrêter sur une pente dangereuse beaucoup d'autres individus qui auraient pu se laisser séduire par l'auréole du banditisme.

B. L'ORGANISATION REPRESSIVE ET LES MOYENS PREVENTIFS DE LA VENDETTA

L'organisation répressive a compris, sous la Monarchie, outre des tribunaux ordinaires, la juridiction spéciale de la *prévôté*. Elle a aussi comporté une institution d'une nature mixte, d'un caractère tour à tour coercitif ou pacificateur, assez différente pourtant des *juntas d'observation* de Paoli et qui cependant porta aussi le nom de *junte*.

Les moyens préventifs mis en œuvre par le Gouvernement royal ont eu rapport à l'interdiction du port d'armes, aux mesures relatives aux pasteurs, et à la préoccupation méthodique de provoquer la conclusion des paci.

1. Organisation répressive. (1)

Tribunaux ordinaires. — Les tribunaux ordinaires furent constitués par une série de juridictions, dont la plus élevée, siégeant à Bastia, était une sorte de Parlement qui reçut l'appellation de Conseil Supérieur (2).

Il était composé, outre le Premier et le Second Président, de dix conseillers, dont cinq Corses et cinq Français. Le Con-

(1) Sur l'organisation judiciaire, V. Rossi, et aussi POMERETIL, *Hist. de l'île de Corse*, t. II, p. 217 et s.

(2) Ordonnance royale de juin 1768.

seil Supérieur jouait le rôle de Cour d'appel pour les tribunaux ordinaires (présidiaux) et pour les tribunaux spéciaux appelés *prévôtés*.

PRÉVOTÉS. — Il y avait deux prévôtés : l'une à Ajaccio, l'autre à Bastia. Ces juridictions sont composées d'officiers de la maréchaussée. Elles ont pouvoir de juger les bannis, fugitifs et félons, qui ont commis une infraction au ban de port d'armes, ou sont inculpés de violence publique, de réunion armée ou d'assassinat, si ces crimes sont postérieurs à leur absence de la commune. Mais tout banni, prévenu seulement des délits antérieurs à sa fuite au maquis, sera par contre mis à la disposition des juges ordinaires.

JUNTES. — Il y a quatre *juntas* dans l'île (1), à Orézza, Caccia, Quenza et Gagno. Ces localités ne constituent toutefois que le siège principal des juntas, car, par nature, celles-ci sont foraines. Elles ont, avons-nous dit, des attributions répressives et des pouvoirs de pacification. Nous reviendrons plus loin sur cette dernière compétence. Au point de vue répressif, c'est elles qui sont chargées de l'application des règles contenues dans la législation sur l'absence. C'est elles qui prononcent successivement sous forme de sentence, la déclaration qu'un individu est *absent*, puis qu'il est *fugitif*, puis qu'il est *félon*, et qui appliquent les pénalités qu'entraînent ces diverses situations juridiques, jusqu'à la dernière exclusivement. A partir du moment en effet où quelqu'un a été proclamé *félon*, il tombe sous la juridiction prévôtale (2).

(1) Edit du mois d'août 1772.

(2) Sur tous ces points consulter le Code corse. Ordonnance du 15 août 1772. — et Rossi, *op. cit.* liv. VII, p. 261 et s. — ROBIQUET, *op. cit.*, p. 335 et s.

2. Moyens préventifs

a) *Interdiction de port d'armes.* — La détention et le port d'armes ont fait l'objet de la part du Gouvernement royal de prohibitions répétées; et la fabrication des armes: d'un contrôle minutieux. On sait l'importance au regard de la vendetta, de la réglementation à ce sujet. Le port et la détention d'armes à feu fut puni de mort « sans remission ». (Ordon. royale du 23 août 1769). La Déclaration du 24 mars 1770 étendit cette mesure aux armes blanches sauf des exceptions limitées (1).

b) *Législation relative aux pasteurs.* — Les pasteurs sont particulièrement nomades. Ils vont en Corse, suivant les saisons, de la montagne à « la plage », c'est-à-dire à la basse plaine qui est en général, mais non forcément, riveraine de la mer. Ils n'ont la plupart du temps pas de domicile. Or, c'est sans cesse parmi eux que se recrutent les plus intraitables bandits. C'est chez eux aussi qu'on rencontre le plus grand nombre de receleurs, de contumaces. A ces derniers, beaucoup de bergers sont, à toute occasion, prêts à apporter leur aide sous forme de nourriture, d'abri ou de surveillance pour garder les délinquants contre les poursuites de la maréchaussée. En outre, par leur mauvaise volonté ou leur négligence, les conducteurs de troupeaux, en faisant ou laissant passer leurs bêtes dans les terrains cultivés, sont les auteurs de multiples délits ruraux qui engendrent souvent la vendetta.

(2) V. encore au sujet des armes : déclaration du roi donnée à Compiègne, 20 août 1771, sur la détention et le port des armes. — Même date. Edit portant interdiction en Corse de la fabrication et de la vente des stylets et couteaux pointus.

Comme ils se déplacent sans cesse, il est difficile d'identifier parmi eux les auteurs d'infractions; comme ils n'ont pas de domicile au sens légal du mot, il n'est pas aisé de les soumettre à une responsabilité effective. Ils passent, venant parfois de loin. On ne sait souvent qui ils sont, on ignore où il faudra les poursuivre. L'ordonnance d'août 1772 essaie donc de pourvoir à cette situation. Dorénavant, nul ne pourra faire le métier de pasteur s'il n'a une résidence dans une paroisse. Tout pasteur qui ne se sera pas conformé dans un bref délai à cette injonction, sera mené devant la *junte* de la circonscription où son arrestation aura été opérée. Il sera considéré comme *fugitif*, et condamné à rester trois ans dans une maison de force. Les bêtes seront confisquées. Sa femme et ses enfants, enfermés pendant ce temps dans une maison de travail, seront nourris et occupés. Les enfants recevront même une certaine instruction. Après trois ans, le berger sera relâché, s'il s'oblige à établir son domicile dans une paroisse de l'île.

La Monarchie prit également des mesures pour que les régions particulièrement cultivées soient interdites au passage des troupeaux.

c) *Pacification préventive et organisée.* — Les *junte*s ont eu des pouvoirs analogues à ceux des anciens *paceri magistrats* du temps de la Seigneurie, mais elles se sont montrées plus

(1) Il est à noter que le gouvernement de la Seigneurie s'est aussi préoccupé de la question des bergers. La Suprême Consulte du royaume sous le gouvernement de Paoli adopte également certaines dispositions contre les pasteurs. V. *Estrazione per l'intelligenza de alcuni leggi criminali del regno*. Art. X. *Lettres de Paoli*, 3^e série. B.S.S.H.C. p. 136 et s. Année 1890.

efficaces. Comme les *junte*s d'observation de Paoli, elles ont été servies par le prestige que leur apportait une force publique sans faiblesse. — Elles n'imposent pas directement la pace. Leurs seuls pouvoirs coercitifs en matière de pacification sont de frapper d'amende ceux qui se refusent à comparaître devant elles, pour une tentative de conciliation. Elles ont aussi la faculté d'exercer une certaine pression sur ceux qui ne veulent point faire la paix, pour les amener du moins à des promesses *di non offendersi*, et elles peuvent alors obliger les parties à donner caution. Enfin, quand la pace a été conclue, elles ont le droit en cas de rupture, de frapper le *rompitore* de trente jours de prison (sans préjudice, bien entendu, des peines appliquées par d'autres tribunaux, si la violation du traité a été occasionnée par un délit ou un crime). Mais les moyens qu'elles ont à employer sont avant tout de persuasion. Elles doivent, dit l'ordonnance royale d'août 1772, « prévenir les risques et dissensions, empêcher les excès et violences qui pourraient en dériver » et surtout « réconcilier nos sujets corses qui sont en contestation ». L'ordonnance royale de mai 1771 pour faciliter aux Junte

Ces institutions se montrèrent particulièrement propres à amener le règlement des questions d'honneur qui sont à l'origine de la vendetta ou qui en forment la trame ultérieure. Leurs membres étaient choisis du reste avec beaucoup de soins parmi les Corses dont l'autorité morale, la sagesse, et le prestige, devaient rendre plus aisée l'œuvre de conciliation. Une liste de candidats était dressée par les Etats et soumise ensuite à l'autorité royale qui exerçait une sélection. C'est ce que nous

révèle notamment le procès-verbal de la séance des Etats du 10 mai 1772. (1)

d) *Pâci*. — Les traités de paix sont donc encouragés de façon systématique. Une question qui peut se poser est de savoir si leurs conclusions entraînent l'ancien effet libératoire de la peine, admis par la législation gènoise. A priori, l'esprit général qui transparait dans la politique répressive de la Monarchie, à la fin du XVIII^e siècle aussi bien qu'à l'époque de Henri II, semble s'opposer à une telle conception juridique. Un seul motif de doute, en vérité, pourrait exister. Il résulte de la formule terminale d'un traité de paix de Bonifacio (2), rédigé peu d'années avant la Révolution.

On retrouve, en effet, à la fin de cet acte, dans les mêmes termes qu'au temps de la Seigneurie, une supplication adressée par l'offensé au Gouvernement et à tout tribunal compétent de bien vouloir, en considération de la paix intervenue, libérer le coupable du bannissement et de toute autre peine. Faut-il déduire de ce texte que cette libération était de droit. Nous ne le pensons pas. Quelqu'impressionnante que soit la persistance d'une pareille formule en 1784, il n'en ressort pas à notre avis

(1) « Mgr le Comte de *Marbœuf* a annoncé que Sa Majesté... etc., et que la Nation ne peut se dispenser de se prêter autant qu'il est en son pouvoir aux dispositions bienfaisantes de Sa Majesté, concernant le rétablissement de la tranquillité et du bonheur de cette île... » L'assemblée est invitée à présenter au Roi une liste des sujets propres à faire partie de ces juntes. Le 16 nov. 1772, Mr de *Marbœuf* annonce à l'Assemblée quels sont les candidats qui ont été agréés par S. M.

(2) Traité de paix du 11 mars 1784. V. Annexe n° XXVIII. Nous reproduisons en entier ce traité de paix pour montrer la permanence des formules et des dispositions de ces actes, semblables sous la Monarchie à celles des *pâci* de la Seigneurie.

la preuve qu'elle ait gardé l'ancienne portée légale. Il n'y faut voir sans doute que l'expression d'un recours en grâce ordinaire, adressé à toutes fins utiles, et n'entraînant pour le Gouvernement royal aucune obligation d'y donner une suite favorable.

En effet, aucune disposition des ordonnances de Louis XV ou de Louis XVI n'accorde, à notre connaissance, à la conclusion de la pâce, une action quelconque sur la peine encourue ou prononcée. Bien mieux, aucun des contemporains qui nous ont donné des renseignements sur la répression de la vendetta à cette époque n'ont fait la moindre allusion à cet égard. Personne, pas même Rossi, d'ordinaire si prolix, ne souffle mot sur une question aussi capitale.

Tout au contraire, lorsqu'il est fait allusion à la justice royale, c'est pour affirmer son impartiale mais intraitable rigueur, et sa répugnance générale à faire profiter le coupable de mesures de bienveillance dont les douloureuses annales de la vendetta montrent les conséquences inhumaines.

Cette méthode se révéla excellente. L'île recueillit d'incontestables bienfaits de l'administration de la Monarchie. Pour la première fois dans son histoire, la Corse connut une ère de naissante prospérité dans la paix publique instaurée.

CHAPITRE VIII

Le royaume Anglo-Corse

La réunion de l'île à la France avait entraîné le départ de Paoli, qui s'était réfugié en Angleterre. La Révolution devait le ramener en Corse par une voie triomphale. Le 3 avril 1790, l'Assemblée Constituante réservait à sa séance un accueil enthousiaste, à celui qui avait été jadis le libérateur de son pays, et y avait fondé la République. En Corse, la réception qui lui fut faite fut prodigieuse. Nommé commandant en chef des Gardes Nationales de l'île, puis porté à la présidence lors de l'élection de l'Administration départementale (1), il se voyait attribuer encore par la gratitude de ses concitoyens une subvention annuelle de 50.000 fr.

A cette époque, les Corses se sentent tous véritablement Français.

Jamais, depuis 1769, ils n'ont paru en plus étroite communion avec leur nouvelle patrie. Aucune différence de traitement n'existe plus d'ailleurs entre le Continent et l'île, dé-

(1) Election faite en exécution du décret du 15 janv. 1790. — Sur la réception faite en Corse à Paoli, V. AMBROSI, *op. cit.*, p. 471. — On alla jusqu'à voter l'érection de sa statue.

sormais assimilée en entier aux autres Départements du territoire.

Pourtant des nuages ne tardèrent point à s'accumuler à l'horizon. Des troubles divers dont quelques-uns atteignirent une haute gravité se produisirent à l'occasion de l'application des lois révolutionnaires dès le milieu de l'année 1791. Paoli se montra le premier à réprimer ces mouvements et même il procéda sans douceur. Mais l'aggravation progressive des mesures prises par la Législative, puis par l'Assemblée qui la suivit, contre certaines catégories de citoyens, tendaient, chaque jour, un peu plus, à rendre moins sympathique le nouveau régime, à la grande majorité de la population.

Celle-ci restait très attachée à ses traditions locales. La Corse avait cessé depuis trop peu de temps d'être un petit Etat indépendant, pour ne pas apprécier la relative autonomie régionale que lui avait gardée la Monarchie. L'extrême centralisation des Gouvernements de la Révolution la froissait au contraire sur plus d'un point. D'autre part, les lois sur les prêtres réfractaires heurtaient à un haut degré des sentiments religieux très enracinés dans l'île.

A d'autres égards encore l'état d'esprit de la plupart des insulaires ne faisait pas écho aux idées révolutionnaires. Il n'y avait pas dans le pays, entre la noblesse et les autres catégories de citoyens les différences assez tranchées qu'on rencontrait à l'opposé sur le Continent au point de vue des droits et des privilèges. Sans doute un certain nombre de grandes familles occupaient le haut de l'échelle dans la Société. Mais elles remplissaient le rôle apprécié de chefs de clan. Entre elles et leurs clients, quelque humbles soient-ils, se produisait un échange continu de services qui ne prédisposaient guère au dévelop-

pement des haines de classes. Ainsi tout un côté de ce que *Taine* appellera l'esprit jacobin échappait à la généralité des Corses et leur était difficilement assimilable.

La désaffectation pour le régime français ne tarda pas à trouver un encouragement puissant chez *Paoli* lui-même. Sa popularité lui permettait, en effet, d'exercer sur ses concitoyens une action morale considérable. Or, peu à peu, son loyalisme vis-à-vis du gouvernement français faiblit, ou sembla faiblir. Ses ennemis en profitèrent aussitôt pour porter contre lui, devant la Convention, l'accusation de tendance séparatiste.

Le 2 avril 1793, cette Assemblée suspendait, par décret, *Paoli* de ses fonctions et le mandait à sa barre. En même temps, elle envoyait en Corse une Commission parlementaire d'enquête. C'était brusquer le dénouement. *Paoli* répondit aux injonctions qui lui étaient adressées par une lettre conçue en termes mesurés, où il se justifiait de tous reproches. Mais il invoqua le prétexte de sa santé et de son âge pour ne pas se déplacer. Sans attendre d'ailleurs la riposte, il avait convoqué une Consulte générale de Délégués corses, et celle-ci avait pris aussitôt des décisions de résistance. Les Commissaires de la Convention, envoyés pour enquêter, se voyaient dénier tous pouvoirs, *Paoli* était nommé Généralissime, et tous les fonctionnaires étaient invités à refuser l'obéissance au Gouvernement de la République. Avertie de tels actes, la Convention y répondit de son côté, le 17 juillet en déclarant Pascal *Paoli* traître à la Patrie et en le mettant hors la loi.

C'est à ce moment que la situation apparut comme tout à fait favorable à la Grande-Bretagne pour donner libre cours à des convoitises, déjà fort anciennes chez elle. Dès février 1794,

elle s'empare de la ville de Saint-Florent, et au mois de mai ses troupes occupent Bastia. C'était là les dernières places importantes qui fussent encore possédées par l'armée républicaine. Bien entendu l'action de l'Angleterre était à cette date le résultat d'un accord avec le gouvernement insurrectionnel de Paoli. Une circulaire adressée par celui-ci au même moment convoquait à Corte une assemblée afin de la consulter sur l'utilité d'une union politique avec la Grande-Bretagne (1^{er} mai 1794). Le 15 juin, la séparation de la Corse et de la France était solennellement délibérée et prononcée par les députés corses. Elle devait durer jusqu'à la fin d'octobre 1796.

La Constitution anglo-corse, bien que rédigée par les membres de la Consulte de Corte et sous l'inspiration de Paoli, semble avoir subi, comme il est naturel d'ailleurs, l'influence très marquée des conceptions anglaises. « Le pouvoir législatif appartient au roi et aux députés du peuple ». Le Parlement vote les lois, le roi les sanctionne. Tous les Corses sont électeurs, l'éligibilité est réservée à ceux qui remplissent certaines conditions censitaires. Le pouvoir exécutif est aux mains du roi ou de son haut représentant dans l'île.

Paoli et l'immense majorité de la population espéraient que ce serait à lui que seraient conférées les fonctions de vice-roi. Il estimait que les services qu'il avait rendus à son pays et qu'il pouvait encore lui rendre, le désignaient pour cette haute mission. Ce fut Sir Gilbert Elliot qui fut choisi. Paoli, profondément blessé, se retira sous sa tente, et son entourage fut dorénavant un centre d'opposition continuel au Gouvernement anglais. Elliot, poussé à bout, fut amené enfin à solliciter et à obtenir l'exil en Angleterre du grand patriote corse.

Dès lors le mécontentement général augmenta dans des pro-

portions sensibles. Il semble bien que parmi les raisons nombreuses d'antipathie croissante des habitants pour le régime britannique figure, en première place une véritable incompatibilité d'humeur entre le tempérament anglais et le tempérament corse. Il y eut, en outre, des difficultés religieuses provenant du caractère de puissance protestante qu'avait la Grande-Bretagne et qui lui nuisait chez beaucoup de ses nouveaux sujets, sans qu'elle ait pourtant jamais fait preuve d'intolérance.

Quoi qu'il en soit, le divorce moral entre les deux nations insulaires était largement accompli, lorsque les troupes françaises vinrent hâter pour les Anglais l'abréviation d'un séjour qui s'annonçait de plus en plus difficile.

ORGANISATION RÉPRESSIVE. (1) — L'organisation judiciaire comprenait des tribunaux formés de juges professionnels. Mais au point de vue criminel, l'institution intéressante est constituée par le *jury*.

Cette juridiction, d'origine anglaise, mais qui avait eu pourtant des précédents sous le gouvernement de Paoli, ne paraît

(1) Les documents les plus importants se trouvent dans Rossi, *op. cit.*, liv. XV, — dans la correspondance de Sir Gilbert Elliot — et dans les *Procès-verbaux de séances du Parlement Anglo-corse* qui ont été publiés par le B.S.S.H.C. L'original se trouve aux Arch. départ. d'Ajaccio (L. 337, L. 338, L. 339). Le Parlement s'est réuni à Bastia le 6 fév. 1795. Sa première séance est du 9. Le dernier acte contenu dans le recueil des procès-verbaux est du 22 déc. 1795.

V. aussi JOLLIVET, *Le royaume anglo-corse*.

Le gouvernement de l'île était exercé sous la direction d'Elliot, le vice-roi, par un *Conseil d'Etat* dont les délibérations nous seraient précieuses à connaître. Un recueil des procès-verbaux de ce Conseil a été vendu dernièrement à un particulier qui le conserve avec beaucoup de soin dans sa bibliothèque, hors de tous les regards et sans le publier.

pas avoir donné, si l'on en croit du moins sir Gilbert Elliot, des résultats bien satisfaisants. Elle fit preuve de faiblesse dans la répression. « Il n'y a pas un seul individu convaincu d'un crime, dit le vice-roi, même quand il n'y a aucun doute sur la culpabilité de l'accusé. Cela tient à *l'esprit de clan et aux liens de parenté et d'amitié* ». De fait, dès la fin de 1795 (19 déc.), à côté des tribunaux ordinaires, le gouvernement anglo-corse est conduit à instituer une cour martiale, dont sont justiciables les auteurs de tous les délits contre l'Etat (rébellion, attroupements, etc.). (1) Enfin, le 22 décembre, le jury qui avait été organisé au mois de mai précédent était suspendu. Rossi, qui nous donne ces renseignements, nous indique aussi que « le motif de cette suspension fut que... l'institution non seulement rendait plus lent le cours de la justice, mais encore favorisait l'impunité des crimes (2) ».

Le jury devait subir, dans la suite, sous les divers gouvernements français, bien d'autres vicissitudes, avant d'arriver à s'implanter de façon définitive.

DROIT RÉPRESSIF DE LA VENDETTA. — Fait remarquable : ce droit spécial est inexistant. En ce point apparaît, peut-être avec le plus de force, la prédominance de l'influence britannique dans la législation insulaire, bien que celle-ci ait été votée par le Parlement corse. Le régime anglo-corse ignore la vendetta dans son droit pénal. De telle sorte qu'il est sans intérêt, du

(1) Déjà le 2 mars 1795, un décret avait créé plusieurs Commissions extraordinaires ayant pour fonction de se transporter en tous lieux où il était nécessaire, pour procéder à l'information des délits. Toutefois, elles n'avaient que des pouvoirs d'instruction. V. P. V. du *Parlement anglo-corse*.

(2) Rossi, *op. cit.*, liv. XV, p. 19 et s.

point de vue de notre étude, de faire l'exposé, même sommaire de ce dernier (1). Bornons-nous à dire que le code répressif comportait des peines d'une sévérité suffisante, mais dans leur ensemble inférieures en gravité au droit de la Monarchie française. Les sanctions variaient de la peine de mort pour le meurtre qualifié ou assassinat, à la prison et à la simple amende en passant par la peine des galères pour les crimes et délits de moindre importance. L'exil était prononcé dans certains cas (adultère, duel, etc.). La torture enfin n'était pas admise. Il en était de même des supplices.

PACIFICATION. — Cependant le gouvernement anglo-corse, quelle que fut l'ignorance affectée par la loi à l'égard de la vengeance privée, ne pouvait entièrement la méconnaître dans les faits. La création des tribunaux extraordinaires dont il a été parlé plus haut a répondu sans aucun doute dans une large mesure à des préoccupations à cet égard.

En même temps, les autorités publiques songeaient à encourager les réconciliations. Feydel nous rapporte qu'un général anglais qui assumait le commandement militaire dans la circonscription d'Ajaccio s'employa très utilement à favoriser la passation des traités entre familles (2).

Trois actes concernant des réconciliations intervenues à Bonifacio en septembre 1794, en février et avril 1796 (3), nous

(1) Il convient d'indiquer seulement qu'il est contenu surtout dans le décret du 5 déc. 1795 sur les délits et peines correctionnelles. La procédure est réglée par le décret du 1^{er} mai 1795, concernant l'instruction sur la procédure criminelle. V. P. V. *des séances du Parlement anglo-corse* aux dates indiquées et Rossi, *op. cit.*, liv. XV, p. 130-140.

(1) FEYDEL, *Mœurs et coutumes des Corses*, p. 72, éd. de l'an X.

(2) V. Annexes n^{os} XXIX et XXX, quant aux traités de septembre et d'avril. La page de février est du 10 de ce mois.

montrent que la coutume des paci de paix n'a pas subi d'effacement. Un coup d'œil donné à ces textes — deux d'entre eux sont publiés à nos annexes — fait voir la survivance de la plupart des formules et des dispositions qui figuraient dans les anciennes conventions de paix au temps de la Seigneurie.

La clause pénale et la constitution de cautions continuent notamment à être employées.

Une question analogue à celle qui s'est présentée pour le temps de la Monarchie, est posée par les formules terminales de deux de ces traités (ceux de septembre et d'avril). Elles contiennent, en effet, une supplication adressée par l'offensé aux officiers de police et aux tribunaux de bien vouloir ne donner aucune suite aux procédures criminelles engagées. La pace entraînait-elle donc sous le gouvernement anglo-corse son ancienne conséquence libératoire ?

Notre réponse à cette question est semblable à celle donnée déjà au même problème pour la période qui correspond au gouvernement royal français.

Rien dans la législation anglo-corse n'autorise à croire qu'elle consacrait un tel effet légal pour la pace. Sans doute le silence de la loi n'empêchait pas la coutume non écrite de continuer à influencer sur l'esprit des parties et sur la main des notaires dans la rédaction des actes. De là la persistance de la formule dans les textes notariés : mais son ancienne portée juridique avait disparu.

Un autre point est un peu plus délicat à élucider. Les trois pièces dont nous venons de parler contiennent chacune un passage faisant allusion à « des lois contre ceux qui rompent la pace ». Or, de telles lois, à notre connaissance ne figurent pas dans le droit anglo-corse. Il faut donc pour expliquer ces

textes supposer, ou bien que la réglementation anglo-corse n'avait pas aboli sur ce point les dispositions de la législation française antérieure, ou bien que de telles expressions constituent la simple survivance routinière dans les études de notaires de formules auxquelles la loi n'accordait plus aucune validité. Sans avoir des éléments suffisants pour trancher la question de façon définitive, on peut cependant incliner à penser que c'est la seconde hypothèse qui est la bonne.

Une valeur certaine ne saurait être attachée, pour les raisons qui viennent d'être données, aux termes employés par les notaires qu'à une condition : c'est que l'argument qu'on en tire trouve une confirmation au moins indirecte dans d'autres documents, et en premier lieu dans les dispositions légales ou réglementaires dont l'existence est établie (1). Or, aucune disposition de ce genre n'existe dans les Codes anglo-corses.

Le régime britannique fut dans l'île de bien courte durée. Il est légitime de croire qu'il n'a pu laisser dans les coutumes aucune trace véritable.

L'île allait être réunie de nouveau à la France dont elle devait suivre dorénavant les destinées.

(1) C'est ce qui se produira par exemple sous le gouvernement de Miot où les conclusions que nous tirerons des actes notariés seront étayées par celles tirées d'actes officiels.

DEUXIÈME PARTIE

La Vengeance privée et les Paci
à l'époque contemporaine

LIVRE I

LA VENDETTA & SA RÉPRESSION
DANS LES TEMPS MODERNES

CHAPITRE IX

La survie des Coutumes de Vendetta

SECTION I

LES SOURCES DE RENSEIGNEMENTS

Les sources documentaires sur les coutumes actuelles relatives au droit de la vengeance sont de valeur très inégale. Les renseignements qu'elles fournissent doivent être étayés et quand il est possible contrôlés les uns par les autres. Il importe de dire un mot de leur importance relative

a) *Romans de mœurs*. — La littérature sur la vendetta en Corse dans les temps modernes a fleuri avec abondance. Romans et nouvelles se sont multipliés, qui nous représentent le bandit justicier (bandito d'onore) rétablissant dans son lustre ancien l'honneur de la famille, souillé par une injure. L'exposé est de fantaisie (1), mais souvent les mœurs locales y transparaissent avec vérité. On ne doit point y cueillir pourtant sans précautions.

(1) Et d'ailleurs pas toujours. Les deux nouvelles de MÉRIMÉE : *Colomba* et *Matteo Falcone* sont le récit peu modifié d'événements entièrement réels.

b) *Narrations*. — Au dessus du roman, il faut placer la narration, *souvent orale*, d'anecdotes véritables. Mais pour qu'elle se produise volontiers, elle doit avoir pour objet des événements qui ne soient pas tout-à-fait d'aujourd'hui. Cette condition a plusieurs causes: il suffit ici d'en marquer une. Les récits de vendette, même réelles, gagnent en couleur chez ceux qui les rapportent, (et de là leur préférence), lorsqu'un certain recul dans le temps permet les premières dorures de la légende.

Telles sont les aventures de *Théodore* qui fut roi des bandits, et de tant d'autres : de *Serafino*, fécond en ruses — (1) ou des frères Bellacoscia, seigneurs de Bocagnano pendant des dizaines d'années en dépit de la maréchaussée — ou encore de *Nicolai*, tragique, élégant et mondain, et qui réussit peut-être à se faire aimer d'une Anglaise richissime et désœuvrée, etc... « Les Corses sont souvent de très bons conteurs. Ils ont l'imagination vive et tranchée, toute en ombre et en clarté crue, comme leur beau pays où les vallées montagneuses et les forêts de pins cèdent tout à coup à des plages de lumière. Ils aiment les récits à grands contrastes et comme ils sont en outre d'une race militaire, ils apprécient le caractère épique. Ils sont enfin frondeurs avec délice de l'autorité, et surtout du gendarme. Non point d'ailleurs beaucoup plus qu'en terre ferme de France. N'est-ce pas notre défaut national d'aimer à rire quand le guet a été rossé ? Et dans les histoires de bandits, il est à peine besoin d'exprimer que les gendarmes ont toujours tort.

(1) En ce qui le concerne, v. une anecdote assez plaisante dans *Voies of Island of Corsica*, by Miss CAMPBELL. London, 1868, p. 72.

Tout ceci nous explique qu'il est relativement facile d'entendre des descriptions de vendetta, pourvu qu'elles ne soient pas trop récentes.

Il y a certes là une mine possible de renseignements, mais dont il faut savoir se servir avec prudence. Les détails des faits, pour vrais qu'ils soient à l'origine, sont amplifiés et déformés comme en toute relation qui va de bouche en bouche. — Mais au fond les faits importent peu ; ce qu'il faut rechercher, et qu'on arrive à dégager parfois : c'est telle intéressante coutume, tel trait de mœurs qui nous révèle encore debout un dernier pan du vieux droit de la vendetta. — C'est suivant cette mesure qu'on peut utiliser certaines anecdotes. Mais dans la plupart, la recherche scientifique trouve en général moins à glaner que la préoccupation du pittoresque.

c. — *Compte-rendus de faits actuels.* — Plus rempli d'utiles enseignements serait *l'exposé*, non encore modifié par l'art du conteur, des actes de vengeance privée intervenus dans toutes les dernières années. Car sans qu'il soit niable que la vendetta aille disparaissant, elle demeure actuelle dans une mesure notable, et son extinction totale relève pour l'instant d'un avenir encore difficile à prévoir. Les actes de violence qu'elle provoque restent donc assez fréquents, surtout dans certaines régions montagneuses de l'île. Seulement, il n'est guère facile de connaître les circonstances qui les entourent et parfois même leur existence. La presse locale (1)

(1) BOURNET, *La criminalité en Corse*, p. 2. L'auteur disait en 1887 : « Par patriotisme local (?) la presse Corse tait les choses de l'île. » La situation n'a guère changé. Ce sont parfois les journaux de Paris qui donnent les premiers échos sur les actes de vendetta qui ont lieu en Corse. Encore de tels échos sont-ils souvent viciés par l'incompréhensions et l'ignorance des coutumes insulaires. Quant aux motifs donnés

est discrète sur ce genre d'évènements et les hommes ne sont pas moins muets. Quant aux compte-rendus judiciaires eux-mêmes, ils ne donnent que rarement la physionomie exacte des choses, — du moins pour ce qui concerne les causes vraies des meurtres commis. Cependant, on peut en tirer parti de temps à autre. Mais il est d'autres sources assez précieuses de renseignements.

d. — *Récits de voyages*. — La première se trouve dans les notations directes d'observateurs sérieux, faites au cours de voyages dans l'île, accomplis dans des conditions permettant une prise de contact véritable avec les populations.

Grégorovius, par exemple, au milieu du siècle dernier, a ainsi pérégriné de village en village, accueilli partout avec l'admirable hospitalité du pays, relevant à chaque pas la trace de bien des vieilles traditions persistantes. Nous même avons essayé dans une mesure malheureusement trop réduite de suivre cette méthode qui reste la meilleure.

e. — *Les voceri*. — A côté de cette documentation immédiate recueillie par les voyageurs, il faut faire mention d'une seconde source, particulièrement riche. Nous voulons parler des *voceri*. Ces sortes de thrènes, dont l'usage resté vivace vient d'époques reculées, sont composés comme on sait en cas de mort violente d'un parent et chantés dans la veillée mortuaire. Ils contiennent souvent, enchassée dans leurs

par Bournet au silence de la presse locale, il n'est pas certain qu'il soit le véritable et surtout le seul. En matière de vendetta, le grand principe est que personne (et les journaux locaux ne sont pas exceptés de la règle) ne doit s'occuper de l'affaire d'autrui. C'est là le motif essentiel; la vendetta de quiconque ne regarde que lui, les siens et ses ennemis.

strophes, l'expression de coutumes très vieilles et non disparues.

f. — *Les paci et certains documents y relatifs.* — Enfin les traités de paix et divers actes officiels qui s'y rapportent nous livrent aussi, mais rarement, de très utiles et très sûres indications.

SECTION II

EXPOSÉ DES RÈGLES DE LA VENDETTA

L'extraordinaire survie des traditions de jadis va être amplement démontrée.

A. — LES RITES

1^o Rites préliminaires du groupe qui prend l'offensive

a. — *Déclaration de guerre.* — La première tradition intéressante est celle qui vise la proclamation de la guerre. C'est l'invitation *di guardasi* adressée à l'adversaire. Elle était de règle dans le passé et semble en quelque mesure se maintenir en vigueur. Nous en trouvons d'abord la très curieuse expression (ainsi que celle de ses conséquences immédiates), dans une lettre que le Sous-Préfet de Sartène écrit le 10 pluviôse an IX au citoyen Galeazzini, Préfet du Liamone (1). — La possession d'une terre litigieuse est l'objet du grave différend qui s'est élevé entre deux grandes familles de la ville:

(1) Arch. départ. Série M. 7. L. 22, V, annexes n^o XXXII « ... la famiglia Durazzi ed il cittadino Giuseppe Maria Pietri si erano costituiti in reciproca difesa, attesa la dichiarazione dell' Inimicizie di sangue che fra di loro era seguita... etc. »

les Durazzi et les Pietri. Une « déclaration » *d'inimitié* en est résultée, à la suite de laquelle les familles adverses « se sont constituées en état de réciproque défense ».

On peut se demander si cette formalité préliminaire d'avertissement est d'un emploi constant. Pompéi (1), qui est un Corse fort au courant des habitudes locales, s'est occupé de la question en 1821 dans le livre où il réfute plusieurs observations de Feydel (2) au sujet de la vendetta : « Quelquefois on déclare expressément l'inimitié comme deux nations se déclarent la guerre ; quelquefois la déclaration n'est que tacite, mais dans ce dernier cas même, jamais la première agression n'est le résultat de la surprise. Dès ce moment, offensé et offenseur, parents de l'un, parents de l'autre, se tiennent sur leurs gardes »(3).

L'existence de la coutume nous est confirmée sous le règne de Louis-Philippe par Valéry qui vient de visiter la Corse (4),

(1) POMPEI. *Etat actuel de la Corse*, p. 210.

(2) FEYDEL. *Mœurs et coutumes des CorSES*, 2^e édition. (La première est de 1799, la seconde de l'an X).

(3) V. aussi DE BAUMONT. *Observations sur la Corse*. p. 27. « Un Corse est-il en vendetta ? Il prévient son ennemi qu'à compter de tel jour, il cherchera l'occasion de le tuer. Dès ce moment, les deux champions armés jusqu'aux dents ne marchent plus qu'avec précaution. » Ce renseignement date de 1824. Dans CLAIRE CATALANZI, roman de mœurs, écrit par le comte de Portaret avec un souci très consciencieux en ce qui concerne l'exposé des vieilles coutumes, une des formes de la proclamation de vendetta nous est donnée. Le déclarant se trouve avec les siens sur le haut des marches qui mènent à l'église. Il prend la foule à témoin des paroles qu'il va prononcer. Puis il annonce que la vendetta est déclarée contre son adversaire et il ajoute que tout parent ou allié de ce dernier, se trouvant dans la foule, doit en être averti, p. 255.

(4) VALÉRY. *Voyage en Corse*, t. I, p. 204. « Il règne... dans ces

puis dans la dernière moitié du xix^e siècle, un Inspecteur d'Académie ayant rempli longtemps ses fonctions dans l'île, nous laisse un recueil d'observations où la formule de déclaration de guerre est reproduite (1).

Cette formule consiste en général dans les paroles : « Garde toi », adressées directement ou par intermédiaire à son ennemi, par celui qui déclare ouvertes les hostilités (2). Un des historiens modernes de la Corse, M. de Césari Rocca nous donne à nouveau des précisions à cet égard dans un ouvrage publié en 1908 (3).

Les indications directes que nous avons recueillies nous permettent de dire d'autre part que la tradition persiste en quelque mesure à l'époque actuelle. Toutefois elle paraît aller en s'effaçant. L'attaque brusquée serait plus fréquente qu'autrefois. Sur ce point, le droit international de la vendetta — s'il nous est permis d'employer cette formule — est en regression.

b. — *Gestes rituels.* — La résolution de se venger d'une injure s'accompagne en général de serments par lesquels celui qui se considère comme l'exécuteur de ce devoir particulier se lie en quelque sorte vis-à-vis de lui-même (4). Certains gestes rituels continuent aussi comme jadis à appuyer ou marquer cette décision au moment où elle est arrêtée.

Dans un vocero d'une femme qui pleure son mari, tué en hostilités particulières une sorte de droit des gens. Comme de puissance à puissance, on se prévient du jour où elles commenceront ».

(1) E. CHANAL. *Voyage en Corse, récits, légendes*, p. 90.

(2) En ce sens CHANAL, *op. cit.*

(3) De CÉSARI ROCCA. *La vendetta dans l'histoire*, p. 164.

(4) Renseignements personnels.

cours de vendetta, nous trouvons trace de telles traditions.

La femme, suivant l'usage, s'adresse au mort^e:

Je me souviens de ce jour
Où tu arrivas pâle et décoloré
Te donnant des coups de poing sur la tête,
Te mordant les doigts.
Malheureux, tu me dis :
Au revoir, je suis bandit. (1)

Et Ortoli qui publie ce chant funèbre ne manque pas d'ajouter que « se donner des coups de poing sur la tête, se toucher le nez, se mordre les doigts *d'une certaine manière*, sont pour les Corses des signes non équivoques d'une vengeance prochaine. »

Pour préciser, nous pensons que ce sont plutôt les signes d'un serment qui annoncent un acte tout à fait grave et notamment une exécution sanglante. Nous avons vu en effet au XVIII^e siècle un pacere terminer un « *terribile giuramento* » par cette formule, *e mi tocco il naso*.

D'autre part, à l'heure actuelle, ce geste qui consiste à se toucher le nez est aussi employé dans certaines régions de la Sardaigne à l'occasion de la prestation d'un serment solennel (2).

2^o Rites consécutifs ou postérieurs à la mort de la victime, en usage dans la famille de celle-ci

a. — *Les chants de la veillée de mort.* — La veillée funèbre est la même, comme on sait, qu'il s'agisse de mort naturelle

(1) ORTOLI. *Les voceri de l'île de Corse*, 1887, p. 241.

(2) Renseignement que nous devons à l'amabilité de M^e Portafax, avocat à Bonifacio.

ou de mort violente, à une exception près : ce sont des *voceri* et non des *lamenti* qui sont psalmodiés dans le cas de meurtre (1). — Nous avons insisté au début de notre étude sur cette différence.

Ces cérémonies mortuaires inclinent à disparaître dans les villes (2) ou du moins à se simplifier. La coutume tend même à se perdre en quelque mesure dans certains villages (3). Mais elle subsiste par contre en toute son ancienne vigueur dans bien des vallées montagneuses éloignées des agglomérations de la côte. Nous avons ainsi assisté quelques instants à une veillée funèbre en 1918. (4).

(1) Jadis, le corps de la victime était enterré ensuite sans funérailles. *Osservazioni Storiche*, Rossi, liv. I, p. 311. Cf. notre chap. sur *La vendetta du xv^e au xix^e siècle*.

(2) Même dans les centres urbains, elles continuent à avoir lieu encore parfois chez le menu peuple. Il en a été ainsi à notre connaissance au moins deux fois, durant des séjours que nous avons faits à Ajaccio et à Bastia.

(3) Par exemple au Cap Corse. Au milieu du siècle dernier, Gregorovius a trouvé encore ces usages dans leur pureté surtout dans le Niolo. Les femmes en certains endroits se livraient même à une sorte de danse, en faisant la chaîne et se balançant. *Gregorovius Corsica.*, trad. Lucciana, p. 38.

(4) Il ne s'agissait pas, il est vrai, de mort violente. Aussi est-ce seulement des *lamenti* qu'il nous a été donné d'entendre. Les femmes qui les psalmodiaient étaient en l'espèce, non pas la mère pourtant présente, mais la tante et la sœur du mort. Celui-ci était placé sur la table (*taula*) suivant la tradition. Debout à sa droite et à sa gauche, et lui tenant chacune une main, la tante et la sœur s'adressaient à lui en des strophes alternées et parfois coupées de silences. Autour de la pièce, un grand nombre de femmes : parentes, voisines étaient assemblées. Les hommes se tenaient par contre dans une autre pièce. De temps à autre, un nouvel arrivant entrait, allait baiser le mort sur la bouche suivant le rite. Les personnes qui faisaient partie de l'assistance sanglotaient à certains moments toutes ensemble en jetant des cris de douleur, puis le *lamento* recommençait.

Il arrive, comme autrefois, que l'on prie à venir pour improviser le *lamento* ou le *vocero*, des femmes, des jeunes filles étrangères à la famille, mais qui sont reconnues dans toute une région comme ayant un spécial talent de composition. Quand les chants de ces poétesses sont particulièrement remarquables, ils sont recueillis. Dans les villages, il est rare que plusieurs habitants n'aient pas chez eux un cahier où sont ainsi réunies plusieurs *ballate* manuscrites. Certains chants passent de bouche en bouche et font parfois le tour de l'île. Celui de *Padiva Maria* (1) sur la mort de son fiancé est un des plus poignants et des plus connus. On les entend souvent psalmodier dans la montagne par des bergers, pour tromper l'ennui des longues heures de solitude. Un grand nombre de *ballate* ont été imprimées ; les *voceri* qui contiennent toujours des récits de vendetta ou des appels à la vendetta sont parfois d'une violente et émouvante beauté.

b. — *Rites de deuil particuliers.* — *Les cheveux arrachés.* — L'histoire des siècles qui ont précédé le xix^e nous a montré l'existence pour les femmes de la coutume de deuil de *s'arracher les cheveux* (2) à poignée. La tradition persiste encore aujourd'hui, mais faiblement. Parfois, au lieu de s'arracher les cheveux, l'usage est de se les couper. C'est de son intention à cet égard que fait part une jeune fille dans le *vocero* qu'elle compose sur la mort de son père, victime de la vendetta (3).

(1) Nous l'avons entendu à Vezzani.

(2) V. notre dernier chapitre, *L'Eglise et les paci*. On voit un évêque s'élever contre cette coutume.

(3)

« Or circatemi e tresore
E qui prestu ne venitu
Vogliu tondemi i capelli
Per tupali le ferite (pour boucher les blessures).

Ortoli. *Op. cit.* p. 212 et la note,

Ortoli, qui commente ce passage, nous marque que c'est un signe de douleur violente, consacré en certains cas par la tradition. D'autre part, dans un autre vocero, nous voyons une sœur qui se désespère pour ce motif : à part elle, son frère, victime d'un meurtre, n'a que des parents très éloignés, dont aucun sûrement ne s'arrachera les cheveux (1).

c. — *La chemise sanglante*. — Un grand nombre de chants funèbres du xix^e siècle nous parlent aussi de l'usage de *teindre un tissu du sang de la victime* et de le garder ensuite exposé au foyer de la famille pour rappeler le devoir de vengeance, jusqu'à ce qu'il soit accompli. Tantôt c'est une chemise du mort, tantôt c'est un mouchoir qui constitue le tragique mémorandum.

« La camiscia insanguinata, dit une femme dans un vocero sur son mari, pende appesa alla terzetta. » (fusil (2)).

Une jeune fille qui pleure la mort de son père et crie vengeance, prononce ces mots terribles :

« De votre sang, o mon père,
Je teindrai un mouchoir ;
Et quand j'aurai envie de rire,
Je le mettrai à mon cou. (3)

Prosper Mérimée, dans ses *Notes d'un voyage en Corse* (p. 213), en 1860, nous livre des indications analogues sur

(1) ORTOLI, p. 195.

(2) ORTOLI, p. 318. Sur l'existence actuelle de cette coutume en Sardaigne. V. HITZIG, *Annalen der criminal rechtopflege* IV, p. 397, cit. par PERTILE, *op. cit.* V. p. 19.

(3) Di lu vostru sangue, o vèbu
Vogliu tinghiemi un mandile.
Lu mi vogliu mette a cu
Quando avrachiu oziù di ride.

ORTOLI, *op. cit.*, p. 212 et la note.

cette coutume, dont on trouve d'ailleurs encore des exemples aujourd'hui.

d. — *La maison fermée et teinte en deuil.* — En général, la maison de l'homme tué par vendetta est, aussitôt après la cérémonie funèbre, étroitement fermée. Les fenêtres sont closes et masquées, les volets sont rabattus. Il ne faut pas se tromper à cet égard : il n'y a pas là seulement des actes destinés à la mise en état de défense du réduit familial. Sans doute la situation de guerre, où se trouvent les familles ennemies, entraîne de toute évidence, ou a pu entraîner même avant le meurtre, la nécessité de barricader les issues de la demeure de chacune. Mais la clôture de toute ouverture donnant de la lumière à l'intérieur est aussi un signe de deuil en cas de mort violente. La preuve en est que l'usage existe même pour les maisons où ne se trouve aucun membre de la famille en état de porter les armes. Par exemple, l'occlusion des fenêtres a lieu là où cependant il ne reste que des femmes ou des hommes très âgés : toutes personnes inaptes à prendre le fusil, à tenir campagne, jouissant par suite aujourd'hui comme autrefois, nous le verrons plus loin, d'une sorte d'immunité, et en tous cas dont l'impossibilité de lutter rend toute hostilité incompréhensible de part et d'autre.

En même temps que se ferme la maison, ses habitants qui ne la quittent point, cessent de sortir autrement que pour les actes indispensables à la vie du foyer. On nous a cité un vieillard qui est resté ainsi plus de dix ans sans franchir sa porte et tous volets clos, dans une obscurité complète. Les impostes furent rouvertes toutes grandes, le jour où il reçut la nouvelle qu'un petit cousin avait enfin vengé l'honneur outragé de la famille. De tels exemples ne sont pas rares.

Une autre coutume qui persiste peut être encore, mais dont nous n'avons pu obtenir la confirmation actuelle, est celle de peindre la maison en noir, en cas de meurtre d'un des membres de la famille. En tous cas cette tradition s'est conservée en certaines régions fort avant dans le xix^e siècle et certains voceri nous en donnent des illustrations, (1).

e. — *La barbe longue*. — Laisser croître sa barbe continue comme par le passé d'être, de la part des parents, le signe qu'ils ont une mort à venger et qu'ils entendent remplir à cet égard ce qu'ils croient leur devoir (2).

On retrouvera plus loin cette observation à propos de la question des non combattants dans la guerre privée. Si l'on nous permet cet anachronisme verbal, nous pouvons dire que le port de la barbe constitue le signe, l'uniforme de mobilisation.

B. — ETENDUE ET ORGANISATION DE LA VENDETTA

a. — *Étendue quant aux personnes chargées de l'exécution*.

Ordre d'appel. — La mobilisation de la famille peut être réduite ou très étendue. Cela dépend de l'importance de l'injure et des forces mises en campagne par l'ennemi. En tous cas des préceptes continuent d'être observés qui gouvernent l'ordre d'appel. Arrighi écrivait à cet égard dans le premier quart du xix^e siècle « Il y a dans le code des inimitiés des règles dont on ne s'écarte point, sous peine de soulever contre soi

(1) Par exemple une mère chante dans la veillée funèbre à son fils qui vient d'être tué. « Vodru tigna la me casa. » ORTOLI, *op. cit.*, p. 275 et la note.

(2) ORTOLI, *op. cit.*, p. 195 et nos renseignements personnels. C'est une des traditions qui restent le plus vivantes. L'étude de la littérature arabe préislamique et islamique serait particulièrement suggestive à propos de la coutume de la *Barbe longue*.

l'opinion du pays. Cet ordre établi veut que les parents à des degrés rapprochés *marchent* avant les parents éloignés » (1). Et voici ce que nous dit en 1898 l'abbé Bartoli (2) : « La vendetta est soumise, comme un duel ordinaire, à des lois fixes, déterminées. Est-ce un père, un frère qui a été assassiné, c'est à l'*ainé* de la famille à exercer la vengeance, à entrer en lice le jour même de l'enterrement de la victime. Ses ennemis le savent et ils se tiennent sur leurs gardes (3) ».

Ces textes et les indications directes que nous avons pu recueillir nous permettent de reconnaître la survie dans les temps modernes des normes anciennes. En général, c'est successivement, en commençant par les plus rapprochés, que les parents seront appelés au devoir de vendetta. C'est seulement au fur et à mesure que les premiers tomberont au cours de la guerre privée entreprise que les suivants devront se mettre en campagne. Il y a appel de bans successifs. Toutefois, cette « mobilisation » peut se voir généralisée d'un seul coup, ainsi que nous l'avons déjà indiqué. Cette éventualité peut se produire même par simple raison de légitime défense. Par exemple, il en est forcément ainsi quand l'adversaire se met à exercer la vengeance transversale d'une façon très étendue. Tous les parents étant alors en danger, il est indispensable pour eux de prendre aussitôt les armes.

(1) *La veuve d'Arbellara*. p. 63. Sur l'existence de règles à cet égard, v. encore VALÉRY, *Voyage en Corse*, t. I, passim.

(2) *Histoire de la Corse*, p. 254.

(3) Soit dit en passant, cette dernière phrase nous explique que la déclaration expresse *di guadersi*, dont nous avons parlé plus haut, ne soit pas toujours utile. Voici un cas où l'adversaire peut se considérer *de plano* comme exposé à la vendetta.

Jusqu'à quel degré de parenté le devoir de vendetta peut-il être exigé ? Rossi qui termine ses *Observations historiques* dans les premiers temps de la Restauration est un guide d'ordinaire fort précieux : non seulement il a disposé d'une foule de documents et d'indications personnelles, mais en outre le cours de son existence lui a permis de porter son investigation à la fois sur l'histoire de la Corse du XVIII^e siècle et sur celle des premières années de la Corse moderne. Il est ainsi placé sur un sommet dont il voit des deux côtés la pente. Or, en ce qui concerne la présente question, sans faire d'ailleurs aucune différence entre les règles anciennes et celles du XIX^e siècle, il fixe au quatrième degré la parenté à partir de laquelle les membres de la famille peuvent se considérer comme n'étant plus intéressés par la vendetta (1).

Cette déclaration de Rossi est impressionnante. Il est spécialement renseigné en sa qualité de Corse, et tout à fait digne de foi en tant qu'observateur consciencieux. Mais il est permis de dire que son affirmation est fort curieuse. Il semble en effet que le devoir de vendetta ne devrait s'étendre que jusqu'au troisième degré. C'est à ce degré seulement en effet qu'aujourd'hui (2), comme jadis, (et nous avons à cet égard d'innombrables exemples dans les actes de la période génoise) (3) les parents sont appelés en principe à s'engager dans les traités de paix. Or la logique et la règle coutumière à la fois, veulent qu'en ces traités *figurent tous ceux qui sont*

(1) Nous avons déjà cité ce passage à propos de la vendetta dans les temps qui ont précédé l'époque moderne.

(2) Renseignements personnels.

(3) Qu'on se souvienne aussi de la nette affirmation de Pinello :
« ...in terzo grado inclusive ».

intéressés par la vendetta que la pace termine. Si les parents du quatrième degré n'y prennent point part, il semble donc qu'ils n'étaient tenus d'aucune obligation de vengeance. Il y a là un petit problème qu'il est conforme à la loyauté scientifique de ne pas escamoter, et que nous devons avouer n'avoir pas tout à fait élucidé. Il nous paraît pourtant devoir être tranché dans un sens contraire à l'opinion de Rossi.

b. — *Etendue de la vendetta quant aux personnes qui y sont exposées. La vendetta transversale.* — La tradition a existé qui consistait à fixer dans la proclamation préliminaire *di guardarsi* le degré de parenté jusqu'où le groupe qui prenait l'offensive entendait exercer les ravages de la vendetta. Mais Grégorovius (1) qui voyageait en Corse au début du deuxième Empire nous signale que c'est un usage déjà tombé de son temps en désuétude.

Jadis la vendetta transversale pouvait s'exercer certainement jusqu'au troisième degré (2); et parfois même à l'encontre d'autres familles et de clients considérés comme alliés à la famille ennemie principale. Mais dans ces derniers cas, un avertissement spécial était donné dans la déclaration d'hostilité.

Aujourd'hui il semble que la notion exacte soit un peu perdue des règles à cet égard. Grégorovius nous a laissé sans doute comme résumé de ses observations cette formule assez vague : « La vendetta croise naturellement ses fils entre tous

(1) GREGOROVIVS, *Corsica*, p. 62.

(2) Et peut-être jusqu'au quatrième, si l'on admet l'opinion précitée de Rossi, car il y a un rapport évident et réciproque, semble-t-il, entre l'étendue de la parentèle chargée d'exécuter la vendetta, et l'étendue de la parentèle exposée à la vendetta.

les membres des diverses familles unies par les liens du sang, qui se regardent comme solidaires... Les familles qui sont en vendetta entraînent dans leurs meurtres tous leurs parents et même leurs amis. »

De fait nous verrons, parfois, même ces derniers figurer dans les traités de paix.

Mais tout cela n'est plus très précis et le devient encore moins de jour en jour.

Les idées paraissent s'obscurcir au sujet du concept de vengeance croisée. Il en résulte que lorsque celle-ci s'exerce, elle est beaucoup plus dangereuse qu'autrefois. Chacun en effet, parmi les parents éloignés, sait beaucoup moins à quoi il est exposé. Par contre, elle est moins meurtrière que jadis au point de vue du nombre des victimes, car elle incline aujourd'hui à ne se produire qu'en des cas beaucoup plus rares. Les représailles violentes se limitent davantage à la vengeance directe contre l'offenseur. L'idée de la responsabilité individuelle semble donc gagner du terrain même en matière de vendetta.

c. — *Organisation de la vendetta. — Conseil de guerre. — Mobilisation. — Fortification. — Les belligérants. — Les non-combattants. — Les neutres.* — Une famille ou un groupe de familles alliées vient d'apprendre directement ou indirectement que la rituelle proclamation *di guardarsi* a été prononcé contre un ou plusieurs de ses membres. Ou bien, aucun avertissement explicite n'a été donné, mais les circonstances sont telles, en tenant compte des règles de la vendetta, qu'elles entraînent la probabilité et même la certitude morale du risque de vengeance à l'encontre de certains membres de la

famille. Ou enfin — troisième hypothèse — un des membres de la famille a été l'objet d'une injure plus ou moins grave.

Dans tous les cas, il y a lieu pour les chefs du groupe considéré, de tenir conseil. Il s'agit de décider dans les deux premières situations si l'inimitié sera acceptée par le groupe entier. Dans la troisième, il faut savoir si l'offense touche l'ensemble des membres du groupe et si l'honneur exige qu'il entre en vendetta (1).

Dans ce conseil des chefs, on n'entend parler, au dire de Rossi (2), « que d'armes, d'inimitiés anciennes, d'un tel qui sut se faire (jadis) respecter, et, ayant souffert une offense, sut en tirer vengeance ». On arrête toutes les mesures préventives comme dans une guerre en règles.

C'est à ce moment, lorsque la décision d'ouvrir ou de soutenir solidairement les hostilités vient d'être prise par l'un des groupes ou tous les deux, qu'une première occasion d'intervenir est donnée aux hommes de bien que sont les paceri ou parolanti (3). Peut-être pourront-ils aboutir à faire conclure un traité de paix, qui, avant toute effusion de sang, accordera à la dignité et à l'honneur de chacun les satisfactions nécessaires. S'ils échouent, les hostilités sont ouvertes.

Les procédés pour faire l'appel de parents, soit pour le service de conseil, soit pour la prise des armes s'il s'agit d'une vendetta de grande envergure, sont naturellement fort simples. Des exprès sont envoyés pour annoncer la déclaration d'inimitié ou pour convoquer les parents ou demander leur aide. Par-

(1) V. DE CESARI ROCCA. *La vendetta en Corse*, p. 65.

(2) ROSSI, *op. cit.*, liv. I, p. 311 et s.

(3) ROSSI, *op. cit.*, même passage. DE CESARI ROCCA, *op. cit.*, même passage.

fois, dans les cas d'urgence, et s'il s'agissait de réunir des familles de hameaux éloignés, on faisait sonner la trompe. « Le cor se fit entendre », note un rapport de police en 1813, à propos d'événements qui se sont passés à Bocognano. (*Arch. départ.* Série M, Papiers de Berthier, dossier du lieutenant Massoni.) Ce cor, en réalité, est souvent une conque marine, le *Colombo*, qui depuis les temps les plus anciens, pour les batailles de l'indépendance ou les luttes privées, a servi aux appels de guerre. Il sonne encore normalement en montagne les avertissements de deuil, même en cas de mort naturelle. De sommet en sommet, les bergers transmettent la triste nouvelle qui amènera les parents à la veillée funèbre.

Toutes les vengeances privées n'ont pas même importance, cela s'entend,⁶ et n'entraînent pas la mise en campagne de toute la famille.

Souvent il n'y a qu'un, deux ou trois de ses membres qui se mettent en vendetta. Mais parfois la mobilisation a été très étendue, quand il s'agissait de grandes familles ayant une clientèle considérable.

Sous le gouvernement de Juillet, on a pu voir notamment à Sartène des quartiers entiers en guerre l'un contre l'autre.

Les maisons de pierre (1) aux fenêtres étroites et généralement haut percées, étaient alors transformées en petites forteresses qui recueillaient dans leurs murs une véritable garnison

(1) Des descriptions nombreuses de ces fortifications familiales ont été données par divers auteurs. Nous préférons citer ici un traité qui y fait allusion : « ... Renfermés, barricadés dans leurs maisons, les habitants n'en sortent jamais (en temps d'inimitié déclarée) sans courir le danger de la vie. » Traité de Fozzano, 1834. V. Annexe n° XLI V. aussi le traité de Sartène, annexe n° XLII. « Les signes extérieurs de guerre et d'inimitié disparaîtront immédiatement ».

de parents et de clients. De ces réduits s'élançaient des expéditions qui allaient se livrer vis-à-vis de l'adversaire à des sortes d'opérations de siège.

Aujourd'hui, une tactique de cette envergure serait peut-être plus difficile à réaliser et, en tous cas, semble être de plus en plus raréfiée. Mais, même restreintes, les mesures de guerre comportent toujours une mise en état de défense de la maison.

D'autre part, un certain nombre d'hommes des deux côtés gagnent le maquis et commencent à mener cette vie de chasseurs, et à la fois de bêtes traquées, qui souvent pourra durer des années. C'est la guerre de campagne sous forme d'embuscade et d'affût.

Deux questions juridiquement et pratiquement capitales sont celles de savoir d'abord quels sont les *combattants* et les *non combattants* ; puis quelle différence de traitement peut entraîner cette distinction au point de vue des risques de la guerre.

1. Quels sont les non combattants ? à quels signes se reconnaissent-ils ?

Nous avons vu qu'en principe la vendetta ne s'étend pas au-delà du troisième degré. Mais cette proposition ne répond pas à la question présente ; elle nous indique seulement qu'au-delà du troisième degré de parenté, la vendetta, du moins en thèse, n'a plus de sens. Les personnes qui sont au-delà sont purement et simplement des *neutres* dans la guerre qui va être entreprise.

Mais dans la limite de parenté qui fixe le contour des groupes belligérants, toute personne doit-elle être considérée comme prenant part à la lutte ?

Il est certain, comme autrefois, que les vieillards et les femmes, ainsi que les enfants, ne sont pas des combattants. Notons cependant que les femmes peuvent le devenir. Les voceri sont pleins d'exemples d'épouses ou de sœurs dont le mari ou le frère a été tué, et qui, *faute d'un parent rapproché*, en état de porter les armes, déclarent vouloir ceindre la *carchera* et prendre le maquis. Mais, dans la réalité, ces exemples sont naturellement des exceptions.

En dehors de cette catégorie de non combattants (1) qui ont, en quelque sorte, de droit cette qualité, n'en est-il pas qui ont ce caractère de façon occasionnelle ? Il y en a. Il y a tous ceux qui déclarent ou manifestent qu'ils se désintéressent de la vendetta et qu'ils n'entendent pas la poursuivre pour leur compte. A moins qu'il ne soit l'offenseur lui-même, auquel cas il est contraint de toute évidence à supporter la responsabilité de son acte, tout membre d'une famille peut refuser d'accepter l'inimitié (2) ou de la déclarer, quelle que soit sa parenté rapprochée.

Naturellement, en déclinant son devoir de vendetta, l'auteur d'un tel acte s'expose au *rimbecco* des siens ou même des tiers, c'est-à-dire au reproche de lâcheté et de trahison de sa famille. Mais pour l'instant ce n'est pas la question. Son droit de refuser la vendetta est en principe certain, « fut-il le frère du mort » et elle produira un effet important que nous exa-

(1) Nous nous excusons une fois pour toutes d'user de ces termes qui appartiennent au langage du droit international public, mais dont l'emploi *mutatis mutandis*, nous paraît justifié en matière de guerre privée, et a le mérite d'évoquer des idées précises.

(2) En ce sens DE CESARI ROCCA, *op. cit.*, p. 64. ROSSI, *op. cit.*, p. 311 et s. ORTOLI, *op. cit.*, p. 195.

minerons plus loin sur l'attitude du groupe ennemi à son égard (1).

Un point reste auparavant à déterminer. Comment le groupe adverse sera-t-il averti de cette situation? — De plusieurs façons. D'abord, dit Ortoli, « les parents tenus d'accomplir la vendetta ne se rasent que lorsque les ennemis sont terrassés. Si quelqu'un se fait la barbe auparavant, c'est pour déclarer qu'il n'entend pas prendre part à l'inimitié ». Les *voceri* nous révèlent assez souvent cet usage (2).

A côté de ce premier signe d'intentions pacifiques, il en est encore d'autres. Le moins susceptible d'équivoque est assurément celui qui consiste à ne porter ni fusil ni aucune arme (De Cesari Rocca, *op. et loc. cit.*). Un procédé plus certain encore consiste à obtenir du groupe offensé la reconnaissance de sa qualité de non combattant, — ou, pour prendre un langage plus approprié à la guerre privée —, à lui faire part de sa volonté de ne pas se mêler de la vendetta et à lui faire admettre la sincérité de ses intentions à cet égard (3).

(1) Rappelons enfin que la famille tout entière peut déclarer qu'elle refuse l'inimitié déchaînée par l'acte d'un de ses membres. En ce cas, ce dernier n'est plus couvert par sa protection. Il y a là une sorte d'abandon. On en trouve des exemples modernes dans certains traités de paix où le coupable est par accord livré à la justice.

(2) ORTOLI, p. 195. *Vocero* d'une sœur sur la mort de son frère. Il y est dit que « les parents éloignés vont faire leur barbe » ; c'est à dire qu'ils ne veulent pas se considérer comme tenus à l'obligation de vendetta.

(3) En ce sens Rossi, *op. et loc. cit.* « Alcuni staccandosi dalla lega, e prendendo parola dagli offesi, viveano quieti e securi ».

2. Quelle conséquence implique cette situation de non combattant.

En ce qui concerne les hommes, les vieillards, les enfants, en principe ils doivent être respectés. On a vu des cas où les membres d'une famille en vendetta ayant cerné la demeure d'un de leurs ennemis, et celui-ci ayant été tué, faisaient sortir les femmes et les enfants, avant de mettre le feu à la maison. Cete règle comporte parfois, hélas, suivant l'humeur plus ou moins brutale des individus, des exceptions regrettables. Il est certain qu'en des occasions diverses, des femmes et des enfants ont été mis à mort. Mais ces faits isolés ne mettent pas au néant le principe qui est certain.

En ce qui concerne les parents qui régulièrement devaient prendre les armes, mais ont décliné cette obligation. « ils peuvent passer où ils voudront sans avoir rien à craindre de leurs ennemis (1). » Ils sont *en sécurité* (2) ou *inviolables* (3).

Encore un coup, c'est ici la règle ; et nous ne saurions affirmer qu'elle ne subisse parfois des entorses.

Une dernière question ? Qui doit-on considérer comme étant *neutre* en matière de guerre privée ? La réponse est facile.

D'abord tous les *étrangers* sont en état de neutralité (4). Mais encore faut-il qu'ils ne donnent pas à un des groupes belligérants certains gages d'amitié, ou qu'ils ne se révèlent pas comme figurant parini ses « adhérents ». Le fait de prêter

(1) ORTOLI, *op. et loc. cit.*

(2) ROSSI, *op. et loc. cit.*

(3) DE CESARI-ROCCA, *op. et loc. cit.*

(4) ARRIGHI, *op. cit.*, p. 63.

une assistance même indirecte serait de nature à changer la situation. *Quid* du cas où un étranger a simplement reçu l'hospitalité d'un membre d'une famille belligérante? En thèse, il ne cessera pas pour cela de voir sa personne respectée dans le conflit, mais ce simple fait le rend pourtant suspect (1).

A la liste des *neutres*, rappelons qu'il convient d'ajouter les parents au-delà du troisième ou quatrième degré, c'est à dire à partir du point où cesse le devoir de vendetta.

C. — LA VENDETTA. LES CAUSES PARTICULIÈRES ET IMMÉDIATES

Nous n'examinerons pour l'instant que les motifs de la vendetta qui en sont l'occasion immédiate, laissant pour la conclusion de notre étude les raisons d'ordre général. Nous relèverons donc ici un certain nombre d'*offenses*, susceptibles à notre époque de déclencher la vengeance. Cela nous permettra d'ailleurs de reconnaître au passage des catégories rencontrées déjà dans le passé.

(1) A cet égard l'anecdote suivante nous a été racontée. Il existe dans le petit village de X... deux grandes familles qui sont séparées par une inimitié héréditaire de date immémoriale. Actuellement et depuis un certain temps déjà, elles vivent pourtant sans que des actes violents soient commis de part ni d'autre. Mais les sentiments n'ont pas varié pour cela d'aucun côté. Un étranger parcourant le pays décida, par politesse, d'aller faire visite à ces deux familles à cause de leur notabilité. Il fut reçu admirablement par la première; la porte lui fut fermée au contraire par la seconde pour cet unique motif que la première lui avait fait accueil. Il aurait commencé ses visites en sens inverse que la même aventure lui serait advenue, mais suivant l'ordre inverse également.

LES OFFENSES

a. En premier lieu, il faut de toute évidence inscrire les *actes de violence*, pouvant aller jusqu'à la mort. Ce sont comme il paraît naturel, des cas d'offense tout à fait graves. Mais ils ne demandent pas d'explications particulières.

b. Mentionnons également l'infinie multitude des *paroles ou gestes injurieux*, surtout quand ces actes portent atteinte à l'honneur proprement dit. Le mot *currutu* (1) entre autres, employé dans certaines régions, est considéré comme spécialement attentatoire à la dignité d'un homme. Le traduire par le mot *cornard*, ce qui serait sa translation littérale, n'exprimerait pas tout son sens, beaucoup plus large en corse qu'en français. Est *currutu* non seulement l'homme qui a eu des infortunes conjugales, ou même dont la sœur, la fille ont eu leur honneur outragé, mais encore celui qui n'a pas vengé la mort d'un des siens (2).

c. La *destruction des récoltes*, opérée volontairement, doit être aussi considérée comme une offense grave, indépendamment du préjudice matériel qu'elle apporte. Beaucoup de vendette y trouvent leur source.

Rapprochons de cette classe de provocations l'outrage, d'origine fort ancienne sans nul doute, qui est constitué par les mutilations ou le meurtre d'animaux domestiques. Cette forme d'offense qui dût être jadis fréquente (3), n'a pas complète-

(1) ORTOLI, op. cit., p. 188. Note à propos d'un vocerò. Cf. Stat. di Valas 1369 (Italie) «Cornutum». PERTILE, op. cit. liv. V, p. 616.

(2) Mais dans ce cas, on est en présence d'un *rimbecco*. Il ne s'agit plus d'une injure ordinaire. Nous ferons plus loin l'examen pour la période moderne de cette catégorie d'offense. Elle avait déjà aux époques antérieures une importance qu'elle est loin d'avoir perdue.

(3) Il est toutefois difficile d'en retrouver des traces précises dans

ment disparu : Mérimée lors de son voyage en Corse en a relevé les traces et même en a tiré partie dans *Colomba*. Qu'on se souvienne à cet égard que Colomba, désespérant d'amener son frère à la vendetta, imagine ce subterfuge singulier : pendant la nuit, elle descend dans l'enclos de la maison et blesse elle-même avec un couteau les chevaux de son frère. Le lendemain elle feint devant lui la plus vive indignation, en accusant les ennemis de leur famille de leur avoir fait ce nouvel outrage.

Une série de voceri font des allusions plus ou moins précises à ce genre d'offenses, considérées comme injures particulièrement atroces. Voici une voceratrice qui expose les raisons ayant déterminé son époux à la vendetta, au cours de laquelle il vient d'ailleurs de succomber. Après avoir énuméré toute une liste de faits appartenant à la catégorie qui nous occupe (notamment les bœufs avaient été tués), elle ajoute s'adressant à son mari mort :

« Quantu t'hani fattu scherzi ! »

Que d'affronts on t'infligea.

Et plus loin, elle rapporte un propos de son mari :

« Lu sangu di li me boja

Ha da esse vindicatu » (1)

(Le sang de mes bœufs sera vengé).

les textes anciens. Il y est question de « dévastations », terme général qui devait comprendre la mise à mort des bêtes domestiques. Mais il serait illégitime de tirer à cet égard une certitude d'un mot aussi vague.

(1) ORTOLI, *op. cit.*, p. 239. La vengeance du sang s'exerçait sur les animaux dans la Grèce ancienne. GLÖTZ, *op. cit.*, p. 178. Il en est de même chez certains peuples d'Asie. TYLOR, *Primitive culture*, trad. t. II, p. 328.

d. Les *offenses relatives à l'honneur des femmes* sont comme jadis parmi celles qui causent le plus d'inimitiés. Presque tous les auteurs qui ont écrit sur la Corse à l'époque contemporaine rejoignent dans cette opinion les auteurs anciens et les chroniqueurs. Au regard de la conduite des femmes, la sévérité des mœurs, du moins dans les villages, et dans une mesure notable même dans les villes, est restée aujourd'hui encore considérable. Rossi a noté au début du xix^e siècle le caractère particulièrement grave des outrages à l'honneur féminin. Mais ce qu'il convient de préciser, c'est que ces outrages peuvent résulter de faits qui pourraient paraître de peu de gravité. Une jeune fille peut être par exemple tout à fait compromise par la seule insistance dans le regard d'un homme qui la croise à la promenade.

A fortiori tous les gestes, qui jadis constituaient l'*attacar*, persistent-ils aujourd'hui à ternir le bon renom de celle qui en est l'objet. Le comte de Portaret qui voyageait en Corse en 1830 a noté qu'une fille était déshonorée quand un jeune homme lui avait arraché sa coiffure, « n'eut-il eu d'elle ni faveur ni tendresse » (1).

L'enlèvement de la coiffure, le *deschevèlement* pour reprendre un vieux mot, continue encore aujourd'hui, surtout dans les villages, d'être une des causes les plus graves de compromission.

(1) A. de PORTARET. *Claire Catalanzi*. L'auteur place au xviii^e siècle les faits qui forment le fond de son roman. Mais quant aux mœurs qu'il décrit, on sent à de nombreux signes qu'il s'agit de coutumes vivantes dont il a fait directement l'observation.

Celle qui a subi ces sortes d'offenses ne rencontrera jamais d'épouseur parmi les Corses (1).

Tous ces faits, et à plus forte raison la séduction, sont de nature à entraîner des vendette presque à coup sûr. L'honneur de la famille est en effet gravement terni, qu'il s'agisse d'une fille, d'une sœur ou d'une parente rapprochée.

Que si, par extraordinaire, la *giovinetta* compromise ne trouve pas de vengeur parmi les siens, — par exemple lorsqu'il n'y a plus de parents proches en état de se servir des armes, — elle saura se faire justice elle-même. Les exemples de tels faits sont courants. Ils trouvent un écho fréquent dans les voceri. Fior di Spina trahie par celui qui l'avait abandonnée, l'a tué et s'est faite bandit. Ortoli qui nous rapporte le vocero, ajoute cette très intéressante remarque : « Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que le mort, dans ce cas, n'ait jamais trouvé de vengeur ». La coutume estime dans cette hypothèse, que chacun est quitte. Ortoli précise sa pensée en rappelant l'axiome corse : « Le sang versé répare l'honneur perdu (2). »

A plusieurs reprises, au cours du siècle écoulé, le rapt a sévi dans diverses régions avec une certaine violence. Il est naturellement l'origine de vendette sans pitié. Elles peuvent toutefois être évitées quand de justes noces suivent l'enlèvement de la jeune fille, soit que la famille les ait exigées, soit plutôt qu'elle y ait consenti, car le but du ravisseur est souvent d'arracher cette adhésion à un mariage.

Dans une relation écrite vers 1842 nous trouvons un exemple de ce genre. Cinq conscrits avaient fait le pari de procéder à

(1) Le proverbe dit qu'elle ne trouvera de mari que parmi les Lucquois.

(2) ORTOLI, *op. cit.*, p. 289.

l'enlèvement de cinq jeunes filles, « convaincus qu'une fois que leur crime détestable aurait été consommé, tout aurait été bientôt arrangé, la dot promise et accordée, et les parents calmés de leur première indignation par le mariage subséquent (1). » L'un d'eux seul exécuta son projet. Arrêté, il fut condamné à cinq ans d'emprisonnement et mourut pendant sa peine. Mais l'inimitié suscitée par son acte avait eu déjà le temps de s'étendre et de se croiser ; elle n'en fut pas arrêtée. Il fallut beaucoup de peine pour aboutir à un traité de paix.

e. *Le Rimbecco*. — Rappelons que le rimbecco, (en Corse *rimbeccu*), a un effet très particulier. Cette injure qui contient le reproche pour celui à qui elle est adressée de ne pas s'être vengé d'offenses subies par lui ou sa famille, a pour but et sans cesse pour résultat de déclancher la vendetta contre les auteurs de ces offenses antérieures. Contrairement à ce qui se passe pour les injures ordinaires : ce n'est pas ici celui qui lance l'insulte qui en subit le contre coup, du moins en principe.

« Que de meurtres, que d'assassinats, écrit le D^r Paoli (2), ont été commis à la suite d'un rimbecco. » Et cherchant à analyser les motifs psychologiques de ces actes violents, l'auteur indique : la crainte d'être traité de lâche, qu'il fait entrer dans la catégorie « du faux amour propre. » C'est bientôt dit, mais c'est juger les choses avec un peu trop de simplicité.

La vérité est que l'existence de l'individu, chaque jour exposé au rimbecco, est un enfer. Il est regrettable certes, d'être obligé de faire cette constatation : s'il lui reste tant soit

(1) *Journal de la Maison de Vico*, par le R. P. SERMERIA.

(2) *Notes sur Bocchini et quelques causes de la criminalité en Corse*.

peu de dignité humaine, — et à moins qu'il ne s'expatrie—, il est acculé presque nécessairement par la pression de son milieu à commettre à un moment ou l'autre l'acte de vendetta auquel il s'est jusqu'alors refusé. « Celui qui hésite à se venger, dit Gregorovius en 1854, est l'objet des murmures de ses parents et des insultes des étrangers qui lui reprochent hautement sa faiblesse. (1) » Et voici l'abbé Bartoli dont les observations paraissent à la veille de 1900 ; elles nous donnent des détails sur la vie d'un homme qui se refuse à relever une offense. « En Corse, celui qui n'a pas vengé son père, un parent assassiné, une fille trompée, *ne peut plus paraître en public*. On ne lui parle plus, il doit se taire. Emet-il une opinion ? Venge-toi, lui répond-on, tu diras ensuite ta manière de voir... Il n'a plus de crédit, plus de prestige, ...plus d'influence sur ses concitoyens. *Ce n'est ni l'assassin ni sa famille qui sont déshonorés, ce sont les parents de la victime* (2). La situation est intenable.

Le rimbecco peut se produire à tout moment, sous toutes les formes (3). Il n'a même pas besoin de paroles pour s'exprimer : Un rire ironique, une tête qui se détourne dédaigneusement au passage, un certain regard de haut en bas, mille riens insultants viennent à toute heure du jour rappeler au malheureux le mépris en lequel il est tombé dans l'esprit de ses compatriotes. Le supplice ne s'arrête pas au seuil de son foyer : au contraire il s'aggrave. C'est là, de la part des

(1) GRÉGOROVIVS, *op. cit.*, p. 61.

(2) BARTOLI, *Histoire de la Corse*, p. 254.

(3) Sur le rimbecco, v. aussi BOURDE, *En Corse*, p. 231 ; MARCAGGI, *Fleuve de sang*, p. 122-124.

siens, qu'il supportera les pires reproches, et que sa volonté de n'être pas meurtrier subira un siège de tous les instants.

Comment s'étonner sérieusement dans ces conditions que la circonstance de rimbecco apparaisse au jury corse comme la plus atténuante ou même comme une cause d'absolution. « La provocation (du rimbecco) paraît si violente, dit Ortoli, que le jury acquitte toujours celui qui a donné la mort pour un semblable motif. » (1)

Le rimbocco emprunte souvent la forme du vocero. C'est au moment même en effet où un parent vient d'être tué, où son cadavre est encore exposé sur la *tola* au milieu du cercle des parents et des amis que l'excitation à la vengeance a la première et la plus grande chance d'être efficace.

« O Dominique, mon cousin, chante une femme dans la veillée funèbre,

*Arme toi et fais en un épouvantail
Car ils se sont vantés sur la place : (les adversaires)
Ils ont dit que tu étais vieux
Et qu'aux menaces de femmes
Ils ne prêtaient pas l'oreille (2).*

Et voici comme antithèse, dans un autre vocero, des paroles d'apaisement pour éviter les effets d'un rimbecco. Celle qui se lève à son tour pour psalmodier est une vieille femme à qui l'âge a donné les vertus de douceur et de sagesse. Elle s'adresse ainsi à ses compagnes :

(1) ORTOLI, *op. cit.*, p. 160.

(2) ORTOLI, *op. cit.*, p. 160.

*Che si so spacchiat' in piazza :
Hannu dettu chi s' e becchiu :
E a minacce di le donne
Nun li dannu mancu orecchiu.*

« Soyez plus calmes, mes sœurs,
 Et finissez ce tumulte
 Matteo (la victime) ne veut pas de vengeance
 Car il est au ciel avec le Seigneur,
 Regardez ce cercueil
 Là dessus est Jésus-Christ,
 Qui nous enseigne à pardonner.
 N'excitez pas vos hommes,
 La mer est assez troublée » (1).

f. En dehors de ces diverses catégories d'offenses, il faut noter que la vendetta a souvent pour motifs *les actes de tyrannie des petites autorités locales, et certaines décisions de justice arbitraires*, notamment rendues par les tribunaux de paix.

Dupin aîné disait en 1821 (2) : « On nous parle de l'indomptable férocité des Corses, mais chez eux l'ardeur de la vengeance est née de la soif de la justice. »

La formule est trop tranchée et n'explique certes pas tout : elle rend pourtant compte de bien des choses, mais nous entrons ici dans le domaine des *causes générales de la vendetta* dans les temps modernes : nous en avons réservé l'analyse pour les conclusions de cet ouvrage.

SECTION III

FORMES DE LA VENDETTA

La vendetta se présente généralement *sous une forme violente*.

(1) *Op. cit.*, p. 267. V. encore le vocero p. 195. On se souvient aussi que dans la nouvelle de MÉRIMÉE, *Colomba*, il y a un rimbecco lancé au fils de la victime sous forme d'un vocero qu'on lui chante (ch. III).

(2) DUPIN aîné. *Observations sur la législation criminelle*.

Mais cet exposé serait incomplet, si nous passions sous silence le *mode judiciaire* qu'elle emprunte encore fréquemment, et dont jadis s'était déjà préoccupé le Gouvernement génois.

Les circonstances où elle se manifeste de cette manière sont diverses, mais prenons seulement l'hypothèse la plus générale et la plus caractéristique.

La plupart des magistrats qui ont siégé en Corse, et qui ont laissé des observations sur l'administration de la Justice en ce pays, ont signalé la difficulté particulière d'arriver en matière criminelle à obtenir, des témoins, la vérité.

Un Corse, *Arrighi* (1), auquel nous avons à diverses reprises déjà fait des emprunts, nous en a donné une première explication, d'ailleurs incomplète : il nous dépeint les témoins, partant de leur village pour aller déposer en Cour d'Assises. En route, ils sont arrêtés soudain par une voix qui sort d'un buisson, et qui semble surgir d'un canon de fusil, seul visible. Et cette voix leur parle en ces termes, sous une forme polie : « Je vous engage à dire la vérité. — Et elle ajoute : « *abbiate giudizio.* » Ensemble d'avertissements que les témoins traduisent ainsi : déguisez ce qui peut être contraire à l'accusé si vous tenez à votre sûreté » (2).

De tels moyens d'intimidation, quand ils sont employés, le sont, comme la logique l'indique, par les parents et amis de l'inculpé à l'encontre des témoins à charge. Mais si de tels procédés de pression n'avaient pas lieu, les témoins en seraient-ils plus libres de dire la vérité ? Ce n'est pas sûr du

(1) *ARRIGHI, op. cit.*, p. 163.

(2) *ARRIGHI, op. cit.*, p. 163.

tout, — et de part ni d'autre d'ailleurs. Ici nous allons retrouver l'explication du phénomène très fréquent, sans cesse constaté au cours des siècles (y compris dans les temps modernes), — d'insincérité des témoins en matière criminelle.

La plupart des auteurs qui ont écrit à ce sujet ont exprimé leur indignation. Il eût été plus conforme à la fois à la justice et à l'esprit scientifique d'essayer d'abord de comprendre.

Lorsqu'en matière d'inimitié un meurtrier est arrêté, et qu'aucun traité de paix n'est intervenu entre les familles, il est de toute évidence que la vendetta continue. Seulement, elle va se poursuivre devant la Justice, puisque l'incarcération de l'homme qui était au maquis arrête généralement, et faute d'objet, la poursuite des opérations de campagne du parti adverse. — Que va-t-il se passer des deux côtés à partir de cet événement ? Pour la famille de la victime, l'emprisonnement préventif de l'inculpé est un premier succès, qu'il s'agit de poursuivre avec la dernière énergie, afin de le rendre définitif par la condamnation. Pour la famille de l'inculpé, il s'agit par tous les moyens de réparer ce premier échec, et de le rendre nul en obtenant la libération de celui de ses membres qui a été arrêté. Des deux côtés, les témoins sont réquisitionnés, mobilisés pour le service de la cause, et ce sont, comme il est naturel, des parents, des « adhérents ». Comme des soldats, ils recevront dans chaque camp une consigne. — Comme en campagne, d'autre part, il sera de bonne guerre d'entraver les opérations adverses en essayant de débaucher et d'annihiler la troupe des témoins ennemis. Nous verrons plus loin à propos des paci modernes que ces traités contiennent souvent une telle clause : les témoins auront des

deux parts licence de dire vérité sans être molestés (1). — C'est donc qu'avant la convention, ils n'avaient pas cette liberté ; ils avaient même un devoir tout contraire au sens des règles de la vendetta. Dire la vérité, si celle-ci est nuisible à la famille, au groupe auquel le témoin appartient, serait trahir, serait « renier son sang » (2).

Si l'on veut bien se rendre compte de cette situation, on pourra sans doute regretter un état de chose qui constitue un obstacle grave à la répression des actes de violence. — On devra même rechercher les moyens de transformer cet état de chose et de surmonter cet obstacle. Mais quant à considérer comme de faux témoins vulgaires, ceux qui déposent dans les conditions précitées, c'est refuser d'avoir une claire vision des faits. Il y a cette différence entre le faux témoin ordinaire et le déposant corse, que le premier déforme la vérité dans une intention égoïste pour acquérir un avantage personnel ou pour nuire à autrui dans un intérêt individuel ; — tandis que le Corse, dans la situation envisagée, modifie ou omet la vérité en croyant accomplir un devoir rigoureux envers une collectivité à laquelle il appartient. Il agit donc pour un but social — sauf à se tromper sur ce but.

Encore une fois de tels errements sont profondément nuisibles à la bonne administration de la justice, et c'est à juste titre que cette question a été souvent examinée. Mais précisément pour que son examen soit scientifiquement conduit, la première préoccupation doit être d'écarter tout préjugé pour chercher à se rendre compte des exactes données du problème.

(1) V. Annexes nos 39, 41, 42, 44, 46. — Traité de Ciamanaccia, 1812 ; — de Fozzano, 1834 ; — de Sartène, 1834 ; — de Serra, 1835 ; — de San Gavino, 1879.

(2) Miot de Melitto. *Mémoires*, t. II, p. 4, passage déjà cité.

Ajoutons que d'ores et déjà ces traditions en matières de témoignage tendent à se transformer dans un sens plus conforme aux nécessités du régime moderne de l'Etat, régime qui est le plus propre au maintien de la paix sociale, — quand bien entendu il n'est pas faussé.

SECTION IV

LE PRINCIPE FONDAMENTAL DE LA VENDETTA MODERNE

Ce principe c'est *la compensation* des offenses exactement comme autrefois. C'est l'équivalence, non pas entre les préjudices matériels subis, mais entre les préjudices moraux. Naturellement ces derniers s'accompagnent de dommages matériels, mais ceux-ci sont l'accessoire. Il s'agit d'opérer une *restitutio in integrum de l'honneur des familles*. Là est la question essentielle.

Nous avons consacré à ce point des développements suffisants dans la première partie de ce livre pour nous borner ici à des observations succinctes, destinées à montrer seulement que le principe de base n'a pas changé dans les temps modernes.

Dans un ouvrage dont une édition a paru en l'an X, un ancien jacobin du nom de *Feydel*, après avoir visité la Corse où il reçut un accueil à son gré trop froid, a laissé sur les coutumes du pays des notes intéressantes à cet égard. Mais la justesse de ses observations est compromise souvent par le peu de justice des appréciations.

C'est sous cette réserve qu'il faut lire les curieuses indications suivantes :

« La seule garantie certaine des traités de paix entre familles, c'est une *égalité exacte* dans le nombre des morts de part et d'autre.... De sorte que celle (la famille) qui en compte le moins, si elle veut traiter avec assurance, est contrainte d'attendre que l'ennemi, par de nouveaux meurtres, ait égalisé le nombre. »

Disons de suite que la condition d'égalité des morts pour pouvoir traiter de la paix est une pure imagination de Feydel, et nous le démontrerons dans un chapitre ultérieur. Mais il y a quelque chose de juste néanmoins à retirer de la proposition précitée. L'égalité dans le nombre des morts est bien en principe à la base de la vendetta. Rappelons-nous que Rossi n'a pas hésité en cette matière à prononcer le mot de *compensation* en ajoutant : « Ecco che cosa e la vendetta in Corsica » (1).

Et n'est-ce pas la même idée de comptabilité et de balance des offenses qui est exprimée par une vieille femme dans un vocero dont nous avons cité déjà une partie à une autre occasion.

Cette bonne vieille cherche à apaiser les haines suscitées par le meurtre de l'homme, dont, avec le reste de la famille, elle est en train de faire la veillée funèbre. Et elle laisse tomber ces mots :

Soyez plus calmes....
Et finissez ce tumulte,
Matteo, (la victime), ne veut point de *vengeance* !
.....

(1) Rossi, *op. cit.*, liv. I, p. 313.

N'excitez pas vos homnies

En ce moment on nous doit

Et plus tard nous aurions à donner (1).

Peut-on dire plus nettement :

1° Que le meurtre d'un membre de la famille a donné à celle-ci une créance au point de vue de la vendetta ?

2° Que si d'autres meurtres y répondent de la part de la famille offensée au préjudice de la famille de l'offenseur, il est à craindre que la première, de créancière ne devienne débitrice.

Car qui sait où s'arrêtent les représailles de la vengeance privée. Et comment les mesurer exactement, une fois les hostilités déchaînées (2) ?

(1) ORTOLI, *op. cit.*, p. 267.

(2) Ce chapitre doit être complété par une brève observation sur la *vendetta héréditaire*. D'après les renseignements que nous avons pu réunir, elle subsiste encore aujourd'hui, mais les cas où elle se traduit par des actes de violences graves¹ tendent à devenir rares, quand les faits qui y donnent lieu dépassent une ou deux générations. En ce sens : C^t Maitrot, 1919.

CHAPITRE X

La répression de la vendetta

La Corse est, d'un point de vue officiel, soumise à la législation française en matière répressive comme en tout autre domaine. Spécialement, depuis la Révolution et sauf l'intermède Anglo-Corse, nos codes de pénalités sont censés la régir. Aucune de ces pénalités ne vise les actes de vendetta : les crimes et délits que provoque celle-ci, n'ont pas été distingués dans nos lois de ceux commis pour tout autre motif.

Seulement, *en fait*, la distinction méconnue, par le droit continental, est d'une criante évidence. Aussi a-t-elle entraîné à toute époque les autorités de l'île, ou même parfois le pouvoir central, à déroger plus ou moins au droit commun. Ces dérogations ont eu lieu de façon tantôt ouverte, tantôt détournée, soit en vertu d'une délégation légale, soit à l'encontre ou du moins en dehors de toute légalité.

Il convient de faire d'abord un rapide tracé historique de la répression de la vendetta, de la Révolution à l'époque actuelle. Il y aura lieu ensuite de détacher de cet exposé, dans une étude à part, certaines institutions qui méritent un examen plus approfondi. Leur caractère commun : c'est la mise en jeu de la responsabilité collective en matière de vengeance pri-

vée. Ce système, fort curieux, mais d'ailleurs ancien en Corse, fut appliqué de 1800 à la chute du Premier Empire.

SECTION I

HISTORIQUE

A. — CAHIERS DE DOLÉANCES DE 1789. — Le 18 mai 1789 se réunissaient à Bastia les délégués de la Noblesse, du Clergé et du Tiers-Etat pour la rédaction du cahier de doléances, et la nomination des députés de Corse aux Etats Généraux. Il est intéressant de rechercher quelles étaient alors les plaintes des populations (1) au sujet du système répressif employé par la Monarchie.

Les cahiers demandent « la publication d'un nouveau code criminel » (cahiers du tiers) qui comporterait des réformes de trois sortes.

a) *L'adoucissement des peines d'abord* (2), Abolition du supplice de la roue ; peine de mort restreinte aux crimes de lèse-majesté, parricide et assassinat prémédité (cahier du tiers). Il faut se souvenir, qu'à toute époque, il s'est élevé dans l'île des réclamations contre la dureté du droit répressif, même

(1) V. notamment : « Cahier des doléances, demandes et représentations du Tiers Etat de l'île de Corse, arrêté par l'assemblée générale de cet ordre... etc. » et « Quaderno delle domande doglianze, etc... dell'ordine della nobiltà... etc. ». V. Rossi. *Osservazioni Storiche*. liv. XIV, p. 426-27. V. encore GUÉRIN. *La Corse aux Etats généraux de 1789*, p. 9.

(2) Quaderno... della nobiltà : « Che li Stati Generali prendano le mezzi necessarij per moderare il rigore delle leggi criminali.... etc. »

au temps de la domination génoise où les peines inscrites dans les statuts étaient pourtant dans l'ensemble d'une faiblesse manifeste. Car on ne saurait trop le répéter : ce qui a rendu le gouvernement de la Seigneurie insupportable, c'est non pas la dureté de son droit de répression, mais l'insuffisance de celui-ci et l'arbitraire de son application. Mais il n'en fut pas de même sous le régime de la Monarchie française : si celle-ci apporta à la Corse une justice en général impartiale, elle lui donna par contre son droit pénal fort dur ; et surtout, elle étendit l'usage des supplices, qui, en Corse, était auparavant non pas inconnu, mais tout à fait restreint. (Le supplice de la roue notamment est venu du continent.) La justice royale fit d'ailleurs bonne besogne, en ce sens qu'elle pacifia l'île et lui accorda ainsi la possibilité, rare dans l'histoire insulaire, de prospérer dans tous les domaines. Mais la rigueur des peines était devenue excessive, et c'est très justement que les cahiers postulaient leur atténuation.

b). Les délégués à l'assemblée de Bastia demandaient en outre que soit appliqué le principe de la *responsabilité individuelle* en matière pénale : « L'infamie n'affectera que les coupables sans rejaillir sur leur famille. Il y aura abolition de la confiscation des biens des coupables » (à cause de la répercussion de cette dernière sur les parents et les enfants), etc. (Cahier du Tiers) (1). Le principe de la responsabilité solidaire de la famille, mis en jeu par les mesures pénales dont il était sollicité la suppression, avait, on s'en souvient, été appliqué en Corse de tous temps, *même par les chefs nationaux*.

(1) *Quaderno... della nobiltà*: « Che le pene criminali di qualunque natura non apportarono alcuna infamia alli discendenti, ascendenti, collaterali del condannato... »

C'est en matière de vendetta que, logiquement, il pouvait paraître le plus justifié, car la vendetta a des motifs dont l'origine est collective. Mais il comportait de graves abus, et surtout il était en contradiction avec l'esprit philosophique français du XVIII^e siècle qui avait pénétré aussi la Corse.

c) Enfin, troisième réforme requise (cahier du Tiers). On demande d'interdire « à l'autorité militaire de prendre connaissance des contestations et querelles de quelque nature qu'elles soient, qui pourront s'élever entre les habitants, et de punir lesdits habitants par la prison et la privation de port d'armes, hors le cas de flagrant délit. »

Il faut voir dans cet article des cahiers une protestation contre les juridictions prévôtales. Là encore le gouvernement royal n'était point à blâmer pour le passé. Ces tribunaux expéditifs avaient joué un rôle nécessaire. Il faut se souvenir d'une part des difficultés d'un pays dont la majeure partie est en montagnes et en maquis, et qui présente ainsi les plus grands obstacles à une répression effective des délits. Qu'on n'oublie pas, d'autre part, que la Corse n'était française que depuis 1769 : des mesures particulières n'étaient donc pas sans objet pour arriver à l'apaisement d'une population dont une portion était encore frémissante des souvenirs de l'indépendance. Ceux des Corses qui, à cette époque, regrettaient encore les temps de Paoli et de l'autonomie, persistaient comme il est naturel à s'élever contre la réunion de leur patrie à la France. Mais tous ceux qui, dans l'île, considéraient que l'intérêt de la Corse était de devenir française, ne pouvaient faire ensuite un grief sérieux à la Monarchie d'employer, pendant les pre-

mières années, certains moyens d'exception pour amener l'établissement de l'ordre et de la paix intérieurs.

Seulement, il est juste d'ajouter qu'en 1789, il y avait déjà trente ans que l'île faisait partie de la communauté française. On pouvait songer sans danger à supprimer ces juridictions prévôtales dont le justiciable continuait à sentir la brutalité et ne percevait plus les avantages temporaires.

En dehors de ces réformes qu'ils sollicitent, les délégués du Tiers insistent, chose remarquable, pour le maintien des « Juntas Nationales », en demandant toutefois un changement dans la forme de leur établissement. C'est la preuve, puisque leur conservation paraissait en principe désirée sous certaines réserves, que, ces juntas qui possédaient à la fois des attributions répressives et conciliatoires, avaient donné en somme de bons résultats.

B. — LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA RÉVOLUTION. — Les lois de la Révolution, statuant pour la France entière, proclamèrent l'abolition des supplices et le principe de la responsabilité pénale individuelle. Les juridictions prévôtales tombèrent aussi avec l'avènement du nouveau régime.

Quant à la répression des crimes, et en particulier quant à la défense sociale contre la vendetta, elle fut soutenue à l'aventure et resta à peu près nulle jusqu'en 1794. Des troubles assez sérieux commencèrent en Corse dès 1790, provoqués par le contre-coup des événements de Terre ferme et compliqués par des motifs de dissension purement locaux.

Le Commissaire des Guerres Vaudricourt nous parle de violences graves et nombreuses, commises à cette époque. La culture est abandonnée ; des paysans vendent leurs effets pour

s'acheter un fusil et « satisfaire leurs haines ». Des bandes de brigands tiennent la campagne et rançonnent (1).

D'autre part, l'application à la Corse des lois sur la constitution civile du clergé provoque en juin 1791 une insurrection à Bastia.

L'Assemblée Constituante décida l'envoi dans l'île, pour rétablir l'ordre, de deux commissaires : Monestier et l'abbé Andréi sont désignés à cet effet par décret du 18 juin 1791.

Monestier nous a laissé un rapport qui nous montre l'état déplorable où se trouvait alors la Corse. La vendetta exerce ses ravages dans toute l'île : elle est aggravée par les passions politiques qu'avaient déchaînées les opérations électorales. Plus de cent-trente meurtres s'étaient produits depuis trois ans. (Le compte-rendu de Monestier est de 1792). Aucune répression ou à peu près. « L'administration de la Justice ne présente pas de moindres abus, écrit après en avoir énuméré d'autres, le Commissaire civil. Un cri général accuse les juges de négligence et de partialité (2) ».

Il ne semble pas que la situation se soit sensiblement modifiée du fait de l'envoi de ces mandataires de l'Assemblée.

D'autres événements graves, peu après, se déchaînaient, qui allaient amener l'Angleterre à s'établir dans l'île (3). Nous ne reviendrons pas sur la période déjà étudiée de la domination britannique.

(1) V. sur ces points CHUQUET, *La jeunesse de Napoléon*. Toulon p. 59 à 62.

(1) *Compte rendu des opérations des commissaires civils envoyés en Corse*. Par LOUIS MONESTIER, 1792.

(2) Voir notre chapitre sur le *Royaume anglo-corse*.

C. — LA PREMIÈRE MISSION DE MIOT. — Au mois d'octobre 1796, la Corse redevient française, sous l'action des troupes du Général Gentili, détachées de l'Armée d'Italie. Bonaparte, qui de la Péninsule italienne, n'a cessé pour ce but d'envoyer ses directives, continue d'exercer ensuite son contrôle sur les affaires de l'île.

Des Commissaires sont nommés par le Directoire pour mener à bien l'œuvre de pacification et de réorganisation nécessaire. Parmi eux se trouve Miot de Melitto (1), qui est ainsi chargé en cette année 1796 d'une première mission en Corse, où il devait reparaitre plus tard. C'est une figure fort originale : il a laissé, soit lors de son premier séjour, soit surtout lors du second, des traces remarquables et très personnelles de sa capacité administrative. Nous retrouverons son nom à bien des reprises.

La mission de 1796 fut fort utile au point de vue de l'apaisement de l'île, mais les résultats en durèrent peu (jusqu'à mars 1797). La Constitution de l'an III fut alors appliquée à la Corse, et avec le retour des procédures électorales, les dissensions et les violences se manifestèrent à nouveau de toutes parts. La correspondance de Bonaparte d'un côté, les *Mémoires* de Miot de Melitto de l'autre, ne laissent aucune ombre à ce tableau d'anarchie.

Miot notamment, qui revint dans l'île en 1800 et put alors connaître la situation, nous rapporte « que les élections avaient été disputées partout les armes à la main », et il nous parle des divers partis « qui divisaient les familles les plus

(1) Nommé Commissaire extraordinaire par arrêté du Directoire exécutif du 5 frimaire an V (25 novembre 1796).

puissantes par leur richesse et leur clientèle, ce qui était l'occasion de troubles graves ». Les bandes armées infestaient la campagne et « il fallait envoyer un détachement de 5 à 6 hommes, pour porter une lettre d'une poste à l'autre. »

Bonaparté, nous l'avons dit, s'était efforcé, de l'Armée d'Italie où il commandait en chef, d'exercer une influence utile sur l'administration de l'île. Mais il avait fort à faire, et au surplus l'année 1798 amenait son départ pour l'Égypte. La gabegie devenait dès lors complète, et par surcroît l'île subissait le contre-coup de tous les soubresauts du gouvernement Directorial. Une insurrection eut même lieu dans l'ancienne Terre de Commune (Insurrection de la *Crocetta*). Elle échoua, mais le pays n'en fut pas pour cela pacifié. Un nouveau soulèvement partiel ayant pour but de donner la Corse à la Russie (1), se produisit peu après. « A la fin de 1799, dit avec raison *Ambrosi*, il était à craindre que les événements européens n'eussent pour conséquence une révolte générale .. et une deuxième expulsion des Français (2) ».

Seulement le cours des événements allait brusquement être bouleversé. Le 29 septembre 1799, Bonaparte échappant à *Nelson*, arrivait d'Égypte et débarquait à Ajaccio. Peu de jours après, il gagnait le continent. Le 18 Brumaire éclatait le coup d'État.

D. — LA DEUXIÈME MISSION DE MIOT. — LE CONSULAT ET L'EMPIRE. — Pour ramener l'ordre en Corse, des moyens énergiques sont aussitôt employés. La loi du 22 Frimaire an IX suspend dans l'île la Constitution. Presque en même temps,

(1) C'est le moment des victoires de Souvarof en Italie.

2) *Histoire des Corses*, p. 539.

la Corse qui était divisée déjà en deux départements : le Golo et le Liamone, voyait superposer aux deux préfets un *Administrateur Général* avec les pouvoirs les plus considérables. Cet *Administrateur Général* était *Miot de Mellito*, Conseiller d'Etat, l'ancien Commissaire civil de 1796.

Pour comprendre l'étendue donnée à son autorité, il faut savoir que la loi précitée du 22 Frimaire an IX abandonnait au Gouvernement tous les attributs de la souveraineté : pouvoirs législatifs et judiciaires autant qu'exécutifs. Le Gouvernement Consulaire à son tour déléguait à *Miot* l'exercice des droits qui lui étaient conférés (1). L'article 3 de l'arrêté gouvernemental du 17 Nivôse an IX qui l'investit de ses fonctions va jusqu'à lui donner le droit de faire des règlements portant peine de mort.

De fait le 23 Germinal an IX, il promulgue un « Règlement portant institution d'un Tribunal extraordinaire pour le jugement des crimes et délits... » — Ce tribunal peut être forain. Il a des pouvoirs considérables. La procédure est simplifiée notamment pour le jugement des assassinats prémédités, des guet-apens ou embuscades, etc...

(1) JEANVROT. *Revue critique de jurisprudence et de législation*, t. 45, p. 680 et s., conteste que Miot ait eu des pouvoirs législatifs. Il entend nier en conséquence la légalité d'un grand nombre d'arrêtés de l'administrateur général. En tous cas, il est certain qu'en fait, celui-ci a pris de véritables mesures législatives, et qu'elles ont été appliquées. Dans l'opinion des contemporains, leur légalité ne faisait du reste pas de doute. Miot avait été revêtu, nous dit Rossi, *op. cit.*, liv. XVI, p. 82, de « poteri straordinari, anche delle leggi, e vero per provvisione, tanto però durevoli, che non se ne vedessero delle altre in conflitto dal Corpo Legislativo... Il suo governo fu pieno di dolcezza ed anche di energia, motivo che, in un giro di mano, la Nazione divenne più che mai tranquilla ».

Par le même acte, l'Administrateur Général édicte la peine de mort pour le cas de vol qualifié. Quant aux autres crimes et délits, il ne modifie point les dispositions du code pénal de septembre 1791 (1).

Pour faire part aux populations de l'île de ces mesures exceptionnelles, Miot leur présente ainsi les choses, dans une proclamation :

« Vos droits civils restent les mêmes : la véritable liberté... vous est aujourd'hui mieux garantie, plus assurée qu'au milieu des orages élevés par l'ambition et l'intrigue cachées sous le masque d'un patriotisme exagéré, ou par l'application prématurée de quelques institutions, consacrées il est vrai par la Constitution qui régit la République française, mais qui ne peuvent être essayées chez vous sans entraîner la dissolution de la société. Au nombre de ces institutions se trouve celle de la procédure criminelle, dont la lenteur et les formes, si salutaires aux temps de calme et de paix, n'ont eu jusqu'ici parmi vous d'autre effet que d'étouffer la justice... ou de servir des vengeances privées (2) ».

Pour spécieux que semblent d'abord ces arguments, ils apparaissent à l'examen fort justes, étant donné l'état de trouble endémique où se débattait la Corse depuis le début de la Révolution. Mais l'arrêté du 23 Germinal an IX ne donne qu'une physionomie tout à fait incomplète des procédés de répression de la vendetta, employés par l'Administrateur Général. Ces procédés forment un système complet et fort original. Il sera d'autant plus nécessaire d'en dresser un exposé spécial

(1) Arch. départ., Reg. des arrêtés Miot.

(2) Cité par PATRONI. *La Corse*, p. 13.

dans la deuxième partie de ce chapitre, qu'il a été mis en usage non seulement par Miot de Melitto (dont la mission se termine en 1802), mais encore par ses deux successeurs Morand et Berthier, ce qui nous conduit jusqu'aux derniers jours de l'Empire.

Notons donc seulement ici que Morand et Berthier jouirent aussi durant leur administration de pouvoirs quasi absolus. Sans doute, au moment où Miot fut rappelé à la fin de 1802, un arrêté consulaire fit rentrer la Corse sous l'empire de la Constitution. Mais dès le 9 Nivôse an XI, Morand écrit à Lucien Bonaparte, pour lui dépeindre la nécessité de laisser au représentant en Corse du gouvernement des pouvoirs très étendus. Dans cette lettre, nous voyons venir le refrain déjà bien souvent entendu : « La plupart des routes sont infestées de brigands » (1).

Le 22 Nivôse an XI (Janvier 1803), un arrêté Consulaire place en conséquence la Corse sous un régime que Patorni qualifie de « militaire ». Le général Morand est investi sans contrôle de tous les pouvoirs de haute police. L'arrêté contient une énumération de ses attributions ; mais les termes en sont à dessein assez imprécis. De fait, sa façon de gérer ses fonctions fut quasi dictatoriale (2). Certains troubles graves

(1) Cité par PATORNI, *op. cit.*, p. 15.

(2) Arch. départ. Papiers de MORAND, série M. 1 14.

II. — Arrêté des Consuls de la République, réglant les attributions du général commandant les Dts du Golo et du Liamone. A Saint-Cloud, le 22 nivôse an XI.

ARTICLE PREMIER. — Le Général de division... indépendamment des fonctions qu'il a à remplir en cette qualité aura... les attributions suivantes : 1° il veillera à l'exécution exacte des lois et arrêtés relatifs à la police. — 2° Il fera arrêter et traduire devant les tribunaux cor-

furent durement réprimés (1).

Berthier lui succéda en 1811 : on a accoutumé de dire que son administration fut moins autoritaire. La seule différence réelle qu'il introduisit dans son gouvernement est la suivante : il concentra davantage entre ses mains les pouvoirs de Haute Police dont le Général Morand avait fait une abondante délégation à un personnel subordonné (2). Mais le système ne changea ni dans ses principes ni dans ses méthodes.

L'Empire tomba. Il n'y a rien à dire au point de vue qui nous occupe, de la courte période de la première Restauration (3) et des Cent Jours — sinon que ces changements de régime politique amenèrent naturellement dans l'île des troubles assez nombreux.

E. — LA RESTAURATION. — La chute définitive du régime napoléonien qui comptait, comme il est naturel, un groupe

rectionnels ceux qui contreviendraient à ces lois et règlements. — 3^e Il ordonnera ou fera exécuter les désarmements des communes ou familles qui sont prévenues d'assassinats ou délits contre l'ordre public.

(1) V. sur la révolte du Fiumorbo du temps de Morand, GIROLAMI CORTONA. *Histoire de la Corse*, p. 487-489. Cette révolte eut son origine dans une vendetta entre les familles Martinetti et Laurelli.

(2) Voir Arch. dép. série M. I. 32. Papiers de BERTHIER. Proclamation du 24 juillet 1811.

« ARTICLE PREMIER. — Toutes les personnes civiles ou militaires de quelque grade qu'elles puissent être, qui étaient chargées de la Haute Police dans tel arrondissement que ce soit, en vertu des ordres du général Morand, à compter de la réception du présent, cesseront de prendre aucune mesure, ni de faire arrêter personne en vertu des droits que leur donne l'exécution de la Haute Police.

« ART. 2. — Le Général commandant en chef se réserve seul le droit d'exercer la Haute Police... etc. ».

(3) V. cependant Arch. Départ., dossier intitulé : *Proclamations politiques de 1814*, certains détails intéressants sur cette période.

important de partisans ardents en Corse, fut l'occasion d'une longue agitation. La maladresse du Marquis de Rivière, nommé Commissaire Général extraordinaire du Roi Louis XVIII dans l'île, les arrestations nombreuses et souvent peu justifiées dont il fut le promoteur, ne firent qu'aggraver la situation. Une révolte eut lieu dans le Fiumorbo à l'instigation du commandant Poli, officier de l'Empire, et les hostilités durèrent plus de deux ans dans une région particulièrement sauvage du pays. Or, les troubles de nature politique sont souvent mêlés là-bas à des questions de famille, et provoquent presque toujours des actes de vendetta. La guerre civile se lie étroitement dans l'île à la guerre privée.

Le certain, c'est que les meurtres se multiplièrent. La sévérité de la Justice était pourtant grande, et il faut dire à cet égard que la Corse était toujours sous un régime judiciaire spécial. En 1810 (loi du 20 avril, art. 27), il avait été édicté qu'à l'égard des départements où le jury n'existerait pas, il serait institué une Cour spéciale extraordinaire, composée de 8 membres de la Cour impériale. La Restauration se borna, ou à peu près, à changer le nom de cette juridiction qui s'appela dorénavant *Cour de Justice criminelle* (Ordonnance royale du 29 juin 1814). Patorni nous dit que ses arrêts furent d'une lourde rigueur.

Les juridictions prévôtales (1) avaient été d'autre part rétablies. Mais toutes ces mesures d'exception étaient de peu d'effet par suite de l'impossibilité fréquente de mettre la main sur les inculpés. De véritables petites armées de contumaces tenaient le maquis. Parlant de cette période, Troplong, qui avait

(1) RENUCCI. *Storia di Corsica*, t. II, p. 343.

occupé un certain temps en Corse le siège du Ministère public, rapportait dans une séance de l'Académie des Sciences morales et politiques, qu'on avait pu voir aux environs de 1821 des troupes de bandits faire le siège et l'assaut de casernes de gendarmerie (1).

C'est dans ces conditions que le Vicomte de Suleau, Préfet de Corse de 1822 à 1824 (2), demanda et obtint la création de *voltigeurs corses*. La maréchaussée avait été réduite à l'impuissance. Ces voltigeurs, habitués au pays, en connaissant la langue et les usages, furent pour les bandits des adversaires redoutables. Ce n'est pas la première fois qu'on instituait à cet effet des corps spéciaux, et dans les débuts de l'administration de Morand, le Premier Consul avait également ordonné la formation de cinq bataillons de chasseurs corses, auxquels le même rôle de police militaire avait été attribué (3). Une

(1) *Bull. de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1848. t. XIV, p. 379 et s.

(2) Chose étrange : les administrateurs de la Corse sous la Restauration, à côté de mesures de rigueur, ne craignaient pas d'employer des moyens qui avaient fait jadis la faiblesse du Gouvernement génois, et qui étaient maintenant d'ailleurs entièrement illégaux. C'est ainsi que le *Moniteur* du 24 mai 1826 nous révèle que la preuve avait été apportée à la Chambre des Députés que *des passeports* pour quitter l'île étaient délivrés par l'autorité administrative à des hommes frappés de condamnation capitale.

(3) Ces chasseurs du temps de Morand portaient un uniforme de drap corse, la *carchera* nationale à la ceinture, et sur la tête un bonnet pointu de velours noir la *baretta pinzata*. « C'est de ce bonnet, dit GIROLAMI CORTONA, *op. cit.*, p. 487, qu'est venu le surnom de *Pinzuti*, donné d'abord par dérision, aux chasseurs et ensuite à tous les français du continent. De fait, c'est ainsi que dans l'île les habitants désignent souvent encore aujourd'hui les continentaux. Mais l'origine du mot *pinzuti*, littéralement *les pointus*, est-elle bien celle donnée

répression plus efficace suivit, paraît-il, l'adoption de ces mesures. (1).

F. — GOUVERNEMENT DE JUILLET. — Une campagne vigoureuse pour le rétablissement en Corse du Jury criminel n'avait cessé d'être menée par l'avocat Patorni, par Pietri, l'ancien

par Girolami Cortona ? Falcucci, *Vocabolario dei dialetti della Corsica* donne une autre origine plus ancienne :

« V° Pinzulu. Appelativo scherzevole o scherzevole de' Francesi dall'uso che avevano di portare giusta la foggia antica il capello à tre punte ». Il s'agit du tricorne à la mode du temps de Louis XVI. —

(1) ROBIQUET, *Recherches sur la Corse*, p. 409, a noté le caractère particulier de la criminalité en Corse pour la période 1826-1831. Ses observations sont tout à fait suggestives en ce sens que l'on aperçoit l'importance du nombre des crimes et délits violents et par antithèse la faiblesse de celui des crimes et délits contre la probité. Voici quelques exemples :

a) Crimes contre les personnes, 9 fois plus grand que sur le continent.

b) Rebellion, 3 fois plus grand.

c) Meurtres, id.

d) Coups et blessures, 5 fois plus grand.

e) Vol domestique, plus petit de moitié.

f) Vol sur un chemin public, plus petit des 7/10.

Pas un seul condamné pour empoisonnement, pour mendicité avec violence, pour banqueroute frauduleuse.

Plus tard en 1887, BOURNET écrira de son côté (*Une mission en Corse*, p. 17) :

« Pour Sartène comme pour le reste de la Corse, sur la multitude des délits et des crimes, il n'y en a pas un tiers qu'on puisse expliquer par le vol. Tous viennent à la suite de délits de parcours, de haines de familles, de rivalité en amour, de propos injurieux... c'est en cela surtout que la Corse diffère étrangement de la Sicile où la cause sociale, le socialisme agraire, explique tout. C'est en cela aussi qu'elle diffère du continent, où le criminel naît au sein d'une population vicieuse, d'individus vicieux vivant dans le vice, de criminels vivant dans le crime. Le vagabond, le rôdeur, l'escroc, le bonneteur, le souteur, sont en effet bien rares en Corse, sinon inconnus ».

préfet impérial du Golo, et beaucoup d'autres personnalités. Satisfaction fut enfin donnée à cet égard par Ordonnance royale du 12 novembre 1830. L'opposition très vive, que le retour dans l'île de l'institution du jury avait rencontrée dans les sphères officielles, tenait aux reproches qui étaient adressés à celui-ci pour sa façon de juger en matière de vendetta. Mais nous avons vu déjà cette question, en connexion avec d'autres au chapitre précédent.

La courte période de la Seconde République ne motive aucune remarque.

G. — DEUXIÈME EMPIRE. — Si l'on doit en croire le Préfet Thuillier qui nous donne ces révélations dans un discours prononcé au Conseil Général de Corse en 1852, le nombre des victimes causées par les inimitiés dans le deuxième quart du siècle fut fort considérable. Ne nous fait-il pas en effet l'impressionnante déclaration que, de 1821 à l'époque où il parle, 4319 meurtres ont été commis en Corse, dont 833 pendant les quatre dernières années.

Aussi, le Gouvernement central finit par s'émouvoir. Une Commission est réunie sur l'initiative du Ministre de la Police générale en 1852. Le rapporteur de cette commission déclare que la vendetta est souvent de caractère héréditaire ; il recherche les causes ; et au nombre de celles qu'il énumère, il marque : le sentiment exacerbé de l'honneur « qui exige du sang pour laver la plus légère injure, » le défaut de police rurale..., l'agitation électorale, l'insuffisance de la police et de la répression, etc... (1) »

(1) Cité par MORAS, Procureur général à Bastia. *La criminalité en Corse*, p. 34.

Parmi les moyens qu'il préconise pour remédier à cet état de choses, se trouve la très curieuse proposition que nous analyserons plus loin, de mettre en jeu la responsabilité collective de la famille.

A partir de 1863, on voit le Gouvernement se préoccuper de façon plus particulière de réglementer la défense du port d'armes (1), (y compris celui du fusil). Le droit de port des armes a toujours influé d'une façon positive sur le développement des délits sanglants. Une loi du 10 juin 1853 édicta son interdiction pour 5 ans. Elle fut renouvelée en avril 1858, puis en mai 1863. En 1868, un projet gouvernemental, prorogeant d'une nouvelle période de 5 ans la prohibition antérieure, se heurta à une assez vive opposition au Corps législatif, particulièrement de la part des Députés de l'île. Le projet fut alors retiré (26 juin 1868).

Les Préfets du deuxième Empire n'hésitaient pas d'autre part à promettre de fortes primes pour la capture « ou la destruction des bandits ». Exemple d'héroïsme allié à des considérations d'intérêt bien entendu : il arrivait souvent, nous est-il rapporté, que certains bandits serrés de près, et désespérant d'échapper aux poursuites, prenaient le parti de se faire volontairement livrer par un parent, afin de faire profiter au moins leur famille de la somme offerte pour leur arrestation. Le moyen de la prime à la capture, et « une sage et sévère justice répressive » (2), amenèrent une période calme dans les dernières années du Gouvernement impérial.

(1) Les interdictions de port d'armes avaient été fréquentes au temps de Morand et de Berthier. Dans la suite, les mesures à cet égard avaient présenté quelque intermittence dans l'application.

Mémoire sur l'administration actuelle de la Corse, 1866, p. 29.

II. — LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE. — A diverses reprises, la question du port d'armes (il s'agit ici du fusil), a fait l'objet de préoccupations de l'autorité sous le régime de la Troisième République. Il serait hors de notre cadre d'entrer dans le détail à cet égard.

Disons toutefois, avant d'abandonner ce point, qu'il est arrivé de voir le port d'armes faire l'objet d'arrêtés de prohibitions ou d'autorisations de la part de simples magistrats municipaux, agissant d'ailleurs en pleine méconnaissance des limites de leurs pouvoirs. L'arrêté pris par le Maire d'un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Sartène en 1886 est particulièrement curieux :

« Art. 1^{er} — Il est formellement interdit de porter les armes sur le territoire de la commune de Lévie.

Art. 2. — Exception est faite *pour les personnes notoirement en état d'inimitié* » (1).

Il y a en Corse un nombre important de brigades de gendarmerie, justifié par les difficultés particulières d'un pays où la viabilité est encore très réduite, où les montagnes, les forêts et les maquis présentent les plus grands obstacles pour assurer la police et la répression. A la fin de l'année 1918, une recrudescence d'actes violents s'étant produite pendant un temps d'ailleurs resté assez court, la Presse insulaire et les Représentants du Département à des titres divers entamèrent une campagne pour obtenir l'institution d'une police d'Etat. A la date du 30 mars 1919, le Ministre de l'Intérieur faisait part au Préfet de la Corse de la décision qu'il avait prise de

(1) Cité par COLONNA DE CESARI-ROCCA. *La vendetta dans l'histoire*, p. 63 et par BOURDE. *En Corse*, p. 146.

déposer un projet de loi dont il donnait les grandes lignes et qui avait pour but l'organisation d'une *Police urbaine et rurale*, dépendant du Pouvoir central. Ce projet ne doit pas d'ailleurs, s'il est réalisé, s'appliquer seulement à la Corse : il suppose l'adoption d'une mesure générale pour tout le territoire français (1). Les conseils municipaux, d'ordre du Ministre, ont été consultés. La disposition la plus heureuse de la réforme en instance est celle qui prévoit le recrutement du personnel par l'Etat. Elle permet en effet d'espérer que les agents de police et les gardes champêtres, si ce projet est quelque jour voté, cesseront d'être régents uniquement par des considérations de politique locale au sens le plus étroit de l'expression.

Il convient de rappeler que la vendetta a souvent son origine dans des délits relevant de la police rurale. Si celle-ci, — comme le projet précité se le propose, — était mieux organisée, beaucoup d'actes de vengeance privée perdraient leur raison d'être.

Actuellement, la gendarmerie est la seule force véritable pour permettre la répression. Elle a fort à faire quand elle se met en campagne : ce sont parfois de vraies petites opéra-

(1) Voici quelques dispositions officiellement résumées de ce projet : « *Organisation générale.* Le département serait divisé, y compris les villes en un certain nombre de circonscriptions. La police de chaque circonscription serait assurée par une brigade comportant autant d'agents de police que l'importance de la population et l'étendue du territoire de la circonscription feraient apparaître indispensable. Les agents de police des villes, les agents de police des circonscriptions rurales, seraient recrutés dans les mêmes conditions et soumis aux mêmes règlements. La nomination de ce personnel appartiendrait au préfet. Le préfet exercerait dans toutes les communes les mêmes attributions que celles qu'exerce le préfet de police dans les communes suburbaines du département de la Seine., etc... »

tions de guerre très dangereuses pour les agents de la force publique. Mais les caractères mêmes et les causes de la vendetta fournissent parfois à la maréchaussée l'occasion d'avoir des auxiliaires. La famille en effet à laquelle appartiennent les victimes se met en campagne de son côté. Un jour ou l'autre le meurtrier a des chances de payer les crimes de sa vie. La gendarmerie est alors officieusement avertie qu'elle trouvera le cadavre en tel lieu. Lorsqu'un bandit (1) est tué dans ces conditions, sans qu'on puisse faire la preuve de la culpabilité de qui que ce soit, les Corses ont, pour exprimer cette situation, une expression très particulière. Ils disent que le bandit « a été mangé par le renard ». Enfin il advient assez souvent que les meurtriers se livrent eux-mêmes, au bout d'un temps plus ou moins long durant lequel ils ont tenu le maquis. Cela arrive notamment quand la *pace* est intervenue entre les deux familles ennemies, et si l'une des conditions du traité est que les hommes au maquis « se constituent ». (Expression consacrée qu'il faut ainsi compléter : *se constituent prisonniers*).

Ces constitutions volontaires doivent se faire, d'après la coutume, suivant un certain rite. Voici les renseignements que nous donnait à cet égard en mars 1919, une personnalité bien placée pour connaître la situation.

« L'opération a lieu suivant des traditions. Par les soins de familiers, le bandit fait savoir à la Gendarmerie et au Parquet qu'il se livrera tel jour à tel endroit. Ce jour là, il y a grand banquet où les parents et les amis du bandit sont invités.

(1) Nous rappelons que le mot *bandit* a en Corse une acception particulière. Autrefois, c'était un banni pour cause de crime de vendetta. C'est aujourd'hui un contumace ou un futur contumace pour la même cause.

Le repas est généralement suivi de danses. A la fin de la fête, le meurtrier se remet aux mains des gendarmes qui sont venus le quérir au moment fixé. »

Une interruption dans l'ordre de la cérémonie, par l'intervention intempestive des agents de la force publique, serait considérée comme malséante, et le résultat serait de diminuer le nombre des « constitutions » volontaires.

Dans son esprit et dans celui des siens, le bandit qui se livre est un belligérant qui capitule. Il a droit aux honneurs de la guerre sous la forme d'un certain appareil coutumier.

SECTION II

LE PRINCIPE DE RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE DANS LA RÉPRESSION DE LA VENDETTA

Les treize ou quatorze années qui correspondent aux administrations successives de Miot de Melitto, de Morand et de Berthier peuvent à certains égards être regardées comme formant une même période. Les règles légales ou extra légales, qui sont mises en œuvre à cette époque, pour la poursuite et la condamnation des crimes dus à la vengeance privée, se signalent en effet par leur étroite ressemblance : elles appartiennent à un domaine juridique d'un seul tenant et peuvent donc être examinées d'ensemble.

Les lois de la Révolution, le Code pénal Napoléon fondent le régime de leurs sanctions sur le principe de l'imputabilité personnelle. Un délit est-il commis ? son auteur seul ou ses

complices seront inquiétés par la société et susceptibles de punitions.

Mais en Corse, un principe tout contraire : la responsabilité du fait d'autrui, va régner officiellement de l'an 1800 à la Restauration, quant à la répression de la vendetta.

Le système appliqué par l'Administrateur général de l'an IX et les deux généraux qui assument après lui le gouvernement de la Corse, n'a aucune parenté avec les lois en vigueur sur le continent. Sa filiation au contraire est visible par rapport aux règles juridiques et aux procédures employées jadis par la Seigneurie.

Comme la République génoise, l'Etat français, ou plus exactement ses mandataires dans l'île, vont recourir pour assurer la paix sociale, à un réseau de garanties mutuelles comportant la solidarité pénale. La Commune et ses représentants seront responsables, en des mesures diverses, du délit commis par vendetta sur leur territoire, ou encore du défaut de dénonciation et d'arrestation du meurtrier qui s'y réfugie. La famille subira des poursuites, des arrestations, des condamnations, — que le coupable ait été ou non capturé, — parce qu'elle sera estimée avoir une part morale au délit.

Les témoins — restés passifs d'un acte criminel — se verront imputés de n'avoir pas empêché le coupable de commettre ses violences, et ensuite de n'avoir pas donné son nom spontanément à la justice.

1. Responsabilité des communes et de leurs représentants

a) Tout d'abord, les maires doivent signaler aux pouvoirs publics l'existence des inimitiés de leurs communes, avant

qu'elles se soient manifestées par aucun acte de violence. On reconnaît au passage dans cette prescription le renouvellement d'attributions ayant jadis appartenu aux paceri magistrats.

Cette disposition a été notamment insérée, nous dit Rossi (1), dans la première proclamation de Berthier (26 juillet 1811). Le général ordonne aux magistrats communaux « di fargli conoscere gli odj e le divisioni che regnassero nelle loro comuni e che sarebbero di natura a far temere degli attentati affine di prevenirli ». Ces prescriptions excellentes en elles-mêmes furent, rapporte Rossi, assez mal exécutées.

Le 12 septembre et le 4 octobre 1811, elles sont renouvelées, et nous les trouvons rappelées encore une fois dans un arrêté du 21 juillet 1813 (2).

Elles constituaient à la charge des maires une première responsabilité du fait des vendette de leurs administrés. Il ne semble pas cependant que cette obligation ait été sanctionnée autrement que par des mesures administratives.

b. — *Obligation de dénoncer et arrêter les coupables.* — Les habitants de chaque commune sont tenus de faire connaître et de livrer aux autorités les auteurs de violences commises sur leur territoire par motif de vengeance privée. La sanction de cette prescription est variable, mais la plupart du temps, elle comporte une extrême rigueur.

Dans son arrêté du 25 fructidor an X (3), Miot constate la multiplicité des délits dans le canton de Giovellina, département du Golo, et vise « notamment celui commis en plein jour

(1) *Osservazioni storiche*, liv. XVIII, p. 185.

(2) Arch. départ., série M, 32. Papiers de BERTHIER.

(3) Arch. départ. rég. ms. des arrêtés Miot.

sur la place de l'église de la commune de Prato ». — « La conduite des habitants doit être punie pour n'avoir pas arrêté l'auteur de l'assassinat ». Il se borne pourtant à ordonner leur désarmement général.

Mais cette mesure de désarmement, complétée par l'interdiction de tout port d'armes à l'avenir, n'est point la seule qui sera prise en un tel cas.

L'amende, et d'un chiffre souvent élevé pour des habitants de village particulièrement pauvres, sera la sanction de cette contrainte de dénoncer.

Les habitants des communes de Carchette et de Piediportino paieront, écrit Miot, à la date du 13 Messidor, an IX (1), une amende égale à 15 fois le principal de leurs contributions foncières, personnelles et mobilières, si dans le délai de vingt jours à dater de la notification du présent arrêté, ils n'ont pas arrêté ou fait arrêter ceux des 6 dénoncés qui seraient sur le territoire des dites communes... Article 3.— Dans chacune des communes précitées, les habitants seront solidaires entre eux pour le paiement de l'amende prononcée par les articles précédents... etc. »

Berthier n'est pas moins rigoureux, à l'occasion d'une vendetta ayant entraîné mort d'homme dans le village de Perri. « Considérant que cet assassinat a été commis avec préméditation et en plein jour... sans que l'autorité civile ni les habitants aient pris aucune mesure pour arrêter le coupable... », il inflige à la commune une *amende de 1000 frs* (applicable 500 frs pour l'hospice civil, 300 frs pour être remis à Mgr l'Evêque pour les pauvres et 200 frs en indemnité pour la trou-

(1) Reg. ms. des arrêtés Miot. Arch. dep.

pe. » Des procédés d'une grande sévérité sont prévus pour l'exécution du paiement qui devra avoir lieu dans les trois mois, « faute de quoi il sera ordonné la vente des bestiaux (1) » (Arrêté du 23 juin 1812).

Outre les amendes, il y a souvent pour les communautés d'habitants la dure charge de loger des *garnisaires*. L'obligation de nourrir et entretenir la troupe n'est pas non plus nouvelle comme moyen de pression pour provoquer la livraison de meurtriers. C'est, somme toute, le système employé par les trop fameux *Commissariati* qui soulevèrent tant de légitimes protestations du temps de la domination génoise.

Le 9 et le 10 septembre 1811, une tentative de meurtre, puis un assassinat ont eu lieu dans la commune de Tratonla, canton de Mercurio. « La multiplicité de ces affreux événements ne pouvant être attribuée qu'à l'inertie des autorités locales, à l'insouciance et à la pusillanimité des habitants qui recèlent, protègent et *négligent d'arrêter les scélérats* qui se rendent coupables de pareils crimes, le Général de Division, comte d'Empire, commandant en chef de la Corse (Berthier)... voulant prévenir désormais les horribles attentats... et punir les habitants de cette Commune..., arrête :

« Qu'il sera mis en garnison et à la charge des habitants... 25 hommes d'infanterie... *jusqu'à ce que les coupables de ce meurtre soient connus et arrêtés...* (2) »

Ce n'est pas tout et nous voyons ici reparaître une autre pratique chère au Gouvernement de la République génoise : la pratique des *otages*.

(1) Arch. départ., série M. 32. Papiers de BERTHIER.

(2) Arch. départ., série M 32. Papiers de BERTHIER, arrêté du 14 sep. 1811.

Si dans le délai d'un mois « Les coupables ne sont pas encore découverts, quatre des principaux habitants seront pris en otages, conduits à Ajaccio et... détenus jusqu'à ce que l'on ait découvert et *saisi les auteurs du crime* » (même arrêté).

Autre illustration de cette règle : « Il sera pris six otages (à Bocognano) parmi les principaux du pays... Leur détention durera jusqu'à l'arrestation, la conviction, la punition des coupables (1) » — Mais de nouveaux crimes peuvent avoir lieu dans la suite. Alors la menace contre la Commune hausse d'un ton :

Si... il arrivait un assassinat (nouveau) ou quelque insulte sur le territoire (de Bocognano), ...il sera arrêté dix habitants pris par portions égales dans chaque hameau, et ils seront envoyés à la Tour d'Embrun, *jusqu'à ce que le coupable ait été arrêté et ait subi la peine qu'il aura encourue* ».

Ce dernier acte comporte, on le voit, une singulière aggravation.

Amendes, garnisaires, otages : tels sont les moyens employés pour provoquer l'arrestation ou la dénonciation des meurtriers par vendetta, et dont la Commune doit supporter la charge. Sa responsabilité ne s'arrête encore pas là. Car elle aura à subir le poids de mesures semblables non seulement si le coupable *n'est pas capturé, mais encore s'il est capturé sur son territoire sans que les habitants ni les autorités y soient pour quelque chose*.

Par exemple, il en sera ainsi à propos d'un crime commis à Monte Maggiore. Si « l'assassin » est arrêté dans quelque

(1) Arch. départ., série M 32. Papiers de BERTIER, arrêté non daté. V. annexe n° XXXVII.

commune que ce soit *sans coopération des habitants*, le maire et trois autres habitants seront arrêtés et envoyés à Toulon, jusqu'à l'expiration de la peine encourue par le coupable. Arrêté de Berthier du 4 octobre 1811 (1).

c. — *Obligation de prévenir et empêcher les crimes.* — Si des délits ont eu lieu, par suite de l'exercice d'une vengeance privée, c'est tant pis pour la Commune entière. Elle en supportera la responsabilité. Il est vrai que parfois les violences semblent avoir été le fait d'une grande partie des habitants. On trouve la trace de sanctions collectives dans un arrêté (2) non daté (3), pris à l'occasion de la Commune de Bocognano. Les événements avaient été du reste d'une particulière gravité. A la suite de meurtres causés par la vendetta, Berthier avait envoyé dans ce village une petite troupe de garnisaires. Ils y avaient été fort mal reçus, et au cours d'une altercation entre les habitants et le lieutenant commandant le détachement, cet officier s'était laissé aller à frapper deux personnes à coup de plat de sabre. Puis, devant l'attitude menaçante de la foule, il s'était retiré avec ses hommes dans une maison abandonnée. Il y fut assiégé et brûlé avec eux.

(1) Arch. départ., série M. 32, papiers de BERTHIER. On trouve encore des dispositions analogues dans un arrêté du 12 sept. 1811. Mêmes référ. Il est prévu que la commune sur le territoire de laquelle le meurtrier sera arrêté, si ses habitants ou représentants n'ont pas dénoncé celui-ci, sera frappée d'une amende de 2.000 fr. à verser aux hospices.

(2) Arch. départ., série M. 32. Papiers de BERTHIER. V. annexe n° XL.

(3) Toutefois le rapport d'une commission d'enquête sur ces événements, qui porte la date du 12 nov. 1813, nous fixe à peu près sur leur époque. Ce rapport est contenu dans un petit dossier de la série M portant le titre : *Assassinat du lieutenant Massoni*.

Aussi « il faut, dit Berthier, que cette Commune soit punie et tellement comprimée qu'elle sente l'énormité de sa faute. » Pour assurer l'exécution de ce programme, « une colonne de 800 hommes occupera donc Bocognano et les environs jusqu'à nouvel ordre. » Un tel nombre de garnisaires pour un village et quelques hameaux constituait une charge dépassant toute mesure.

2. Responsabilité du parti ou de la famille

a. — *Mesures répressives contre la famille ou les membres du parti du coupable.* — Des violences graves, causées par la vendetta, se sont produites à Pila Canale. Miot prend un arrêté le 6 Messidor an IX. « considérant que tout délai qu'on apporte à remédier aux inimitiés est fatale à la tranquillité publique. » Non seulement des mandats d'arrêt seront lancés contre les coupables et leurs complices, mais si un seul coup d'arme à feu « est tiré dans le village pendant l'instruction, les parents, alliés et fauteurs de l'individu qui aura commis cet acte, seront arrêtés et traduits à Toulon » Art. 3 (1).

Plus catégorique encore, s'il est possible, est l'article inséré par Morand dans un acte administratif du 22 Thermidor an XII (2) à l'occasion d'événements survenus dans les localités de Cozzano et Ciamanaccia. Il se présente extérieure-

(1) Arch. départ., Reg. Ms. des arrêtés Miot, 25. juin 1801. V. Annexe n° XXXIII. Chose curieuse à noter en passant, Miot continue les traditions génoises jusque dans la forme de certaines sanctions. C'est ainsi que l'art. 2 de l'arrêté précité contient les dispositions suivantes : « Pendant l'instruction des procès... toute maison de la commune... d'où partirait un seul coup d'arme à feu... sera livrée aux flammes ».

(2) Arch. départ., série M. 1. 14. Papiers de Morand. V. Annexe n° XXXVI.

ment sous l'aspect d'une formule type, qui a été remplie par occasion pour les Communes précitées : il ne s'agit donc pas d'une décision isolée ; elle se révèle de style. Or *Morand* s'exprime ainsi dans ce document :

« Article IV. — ...Les parents des conscrits qui ne se sont pas présentés... seront arrêtés » (arrêté non daté et déjà analysé rendu au sujet de Bocognano). Ici sans doute, il ne s'agit pas directement de vendetta, bien qu'il résulte de l'ensemble de l'acte que l'insoumission des conscrits avait pour cause éloignée des inimitiés dans le village. Mais, poussons plus avant la lecture de ce texte : nous y trouvons alors des dispositions d'un rapport évident avec la vengeance privée. A la suite des événements graves que nous avons relatés comme s'étant passés dans la localité précitée, telles sont les mesures prises : Tous les habitants devront par ordre être rassemblés, et il sera fait un appel nominal pour savoir ceux d'entre eux qui sont absents (parce qu'ils ont gagné le maquis). Or, « *les proches parents* de ceux qui manqueront seront également arrêtés ».

A Bustanico, à la suite d'un crime atroce auquel ont participé seulement le mari et la femme, ordre est donné d'emprisonner avec eux le reste de la famille (Arrêté de Berthier du 12 septembre 1811. Arch. Départ., Série M. I. 32).

A Perri, après un meurtre, même mise en jeu de la responsabilité du groupe :

« La sœur de l'assassin sera arrêtée », *sans autre motif que celui d'être sa sœur*. C'est ce qui apparaît clairement dans la décision de Berthier du 23 juin 1812 (1).

(1) Arch. départ. Papiers de BERTHIER, Série M. I. 32, liasse de 1/4 pièces.

Mais nous allons voir la responsabilité solidaire de la famille s'étendre à ses dernières limites. Jusqu'à présent, il ne s'était agi que d'*arrestations* de parents de l'inculpé, il va maintenant être question de *condamnations*.

Dans l'arrêté précité de *Morand* en date du 22 Thermidor an XII, l'éventualité de nouveaux actes de vendetta dans les localités considérées est prévue, et les sanctions suivantes sont édictées :

« Article IV. — Les prévenus des délits, et à leur défaut quatre de leurs plus proches parents et complices, seront jugés par la commission militaire sans désespérer. Les condamnés seront exécutés dans le délai de deux heures... (1) »

Jamais la République de Gênes elle-même ne semble avoir été si loin dans les mesures draconiennes à l'égard de la famille d'un meurtrier. Jamais du moins, semble-t-il, la Seigneurie n'a mis en forme dans un texte une telle pénalité. On notera la formule d'où ressort, comme un principe, la présomption de complicité, du fait d'être proche parent.

Berthier, avec moins de rigueur peut-être, semble avoir appliqué aussi des pénalités aux membres de la famille. Nous n'avons pu retrouver le texte d'une de ses proclamations en date du 4 avril 1812 qui nous est signalée par Rossi (2). Mais nous savons par ce dernier quel est l'esprit qui l'animait « Une des observations qu'on put faire (au sujet de l'arrêté de *Berthier*) est qu'il comportait la punition de *la famille entière du coupable*. » Nous ne pouvons savoir en quoi consistait cette

(1) Notons encore que, comme sous le gouvernement de Gênes « Art. IV. — ...la maison de celui qui aura commis un assassinat sera sur le champ brûlée ».

(2) *Osservazioni storiche*, liv. XVII, p. 186.

sanction : peut-être s'agissait-il seulement d'une confiscation des biens.

Rossi rapporte les murmures que provoquaient de pareilles mesures : « La faute, disait-on, est personnelle comme l'acte même... On comprendrait (une disposition de ce genre) si la femme, les fils, les parents étaient complices, ce que la proclamation n'ose pas présumer. »

Il est tout à fait certain que telles protestations ont dû se produire à l'égard d'un système, si contraire aux axiomes juridiques dégagés par la Législation révolutionnaire, et si opposé aux idées nouvelles. Ceux qui tenaient les propos relatés par *Rossi*, avaient donc raison du point de vue de la légalité et des principes modernes d'équité. Toutefois les mesures considérées ne constituaient pas une innovation.

Le Gouvernement de la Seigneurie, on s'en souvient, n'avait pas cessé, dans le temps de sa domination, d'employer des procédés semblables, mettant en jeu la responsabilité de toute la famille. La Monarchie française y avait eu aussi recours, bien que dans une mesure plus modérée, et rappelons que, sous son Gouvernement, il s'était trouvé un Corse au moins pour justifier le principe de ce système par des motifs rationnels.

Mais quelle que soit l'opinion doctrinale qu'on se forme sur la base de la responsabilité pénale, en matière de vendetta, il n'empêche que des mesures de répression globale, surtout aussi draconiennes que celles prises par *Morand*, aboutissaient en fait trop souvent à d'intolérables vexations. Aussi dépassaient-elles leurs buts, car elles provoquaient des haines nouvelles et inextinguibles.

b. — *Obligation de la famille ou du parti de garantir la paix.* — *Cautions de plein droit pour le maintien de la paix.* — Le principe de la solidarité de famille ou du parti n'est pas mis en œuvre seulement pour la répression. Il est employé aussi pour prévenir les actes de vendetta. C'est en conséquence évidente d'une telle idée que les parents sont considérés comme tenus de plein droit de garantir la paix entre familles.

C'est à notre avis pour avoir failli à cette obligation, imposée par l'autorité publique aux groupes en vendetta dans les Communes de Ciamanaccia et de Cozzano, et pour les contraindre d'en assurer la meilleure exécution à l'avenir, que trois otages « choisis parmi les membres *les plus influents* des familles en inimitié, » sont retenus par Morand à la citadelle d'Ajaccio (Arrêté du 22 Thermidor an XII). N'est-ce pas pour une raison identique que par le même acte administratif le Général renvoie dans leur localité, deux autres parents qui avaient été aussi mis en arrestation, et qui sont chargés, *eux, simples particuliers, de veiller* à l'exécution de l'arrêté précité qu'il a pris à propos d'une vendetta (1).

Et que fait Berthier en un cas analogue ? Il prend aussi « trois otages *de chacun des deux partis*, les plus riches et les plus influents » et il les envoie à Ajaccio » pour y rester sous la surveillance du Commissaire de Police et des autorités militaires. » (Arrêté précité du 23 juin 1812.)

(1) Arch. dép., série M. 1. 14. Papiers de MORAND.

Cautions accessoires aux promesses di non offendersi

Pour ce genre de cautions aussi, on voit reparaître les vieux procédés génois. Quelle est l'hypothèse envisagée ? Des violences sont à craindre par suite de l'existence d'une inimitié. L'autorité convoque les chefs de partis. Ils sont invités à prêter serment au nom de leurs groupes et en leurs noms propres. Ils s'engagent à ce qu'aucun des leurs ne fasse la moindre offense à un membre du groupe adverse. Ils assument la responsabilité de cette obligation. Tels étaient les errements aux temps de la Seigneurie ; tels en l'an XII ceux que suit l'administration en Corse. Par exemple, le 22 Thermidor, le Général Morand prend un arrêté (1) par lequel toute une série d'individus nommément désignés sont appelés à comparaître devant lui en leur qualité de représentants (2) des parentèles en présence. Ils sont en effet reconnus comme étant les membres *les plus influents des familles en inimitié* dans les communes de Cozzano et de Ciamanaccia, et comme auteurs et complices (3)

(1) Précité.

(2) En réalité le mot de caution que nous avons employé plus haut rend une idée juridique qui n'est pas très adéquate au caractère des obligations souscrites. La caution suppose en effet qu'on s'engage pour la dette d'autrui. Mais ici, il ne s'agit pas à proprement parler d'autrui, mais de membres de la famille pour lesquels des représentants qualifiés prennent un engagement. Pour exprimer cette situation, le terme *caution* n'est qu'une traduction approchée dans notre langue juridique française.

(3) Remarquons que c'est visiblement en leur qualité de parents qu'ils sont présumés auteurs et complices : aucun crime n'est en particulier reproché à chacun d'eux.

des assassinats qui ont eu lieu pour cause de vendette depuis plusieurs années. » Et voici le serment qu'ils sont invités, avec les moyens d'irrésistible persuasion sans doute dont disposait Morand, à prêter sans désespérer :

« Nous jurons sur notre honneur... de n'exercer aucune vendetta contre nos ennemis ni directement ni *indirectement*. » Il s'agit, de toute évidence, puisqu'ils sont pris en qualité de membres les plus *influents*, — d'engagements non seulement pour eux mêmes, mais pour tous les parents qu'ils représentent.

Une commission militaire est spécialement nommée par le Général pour surveiller la bonne exécution de ce serment et prendre en outre toutes mesures rigoureuses nécessitées par le maintien de la paix.

C'est encore peut-être un engagement pris par un parent ou plutôt par une personnalité notable d'un parti (1), qu'il faut voir, croyons-nous, dans le cautionnement révélé par le document suivant.

« Nous soussignés, avons répondu pour Giudiciole et Ferinole Michaeli, qu'ils vivront en paix et union avec le citoyen Giudicelli et le citoyen Jean Tommaso ; Paulacci est la caution et en répond personnellement. Vivario, le 25 Nivôse an XIII. — En présence du Commandant de gendarmerie. Suivent les signatures.

Certaines indications accessoires de la pièce précitée, tendent

(1) Il n'est pas possible toutefois d'après le texte d'affirmer ce point. Mais les promesses *di non offendersi* ne s'expliquent que s'il existe entre les cautions et les cautionnés des liens de famille ou de parti. Arch. départ. Papier de MORAND, série M. 1-14.

à nous montrer que ce procédé de cautionnement était administrativement employé. Des formules toutes faites étaient envoyées aux officiers de gendarmerie, chargés de les faire dûment remplir et de procurer par ces engagements des garanties complémentaires pour le maintien de la paix (1).

3. Responsabilité des témoins d'actes de vendetta

À plusieurs reprises il est question, dans les actes administratifs de Berthier, de la responsabilité de témoins qui assistent froidement sans intervenir, à toutes les péripéties d'un crime commis par vendetta (V. notamment arrêté précité du 4 octobre 1811. — Attentat réalisé dans la commune de Monte Maggiore).

Mais c'est à propos d'un meurtre qui se produit sur le territoire de Bustanico que nous voyons cette responsabilité sanctionnée. La victime avait été frappée à coups de hache en plein jour, précipitée encore vivante du haut d'un rocher et n'avait expiré que deux heures après. Toute la scène avait eu lieu « en présence de six témoins sans qu'aucun d'eux s'empressât de porter obstacle à la consommation du crime et sans même chercher à se saisir du coupable. » Une telle indifférence, quelque répréhensible qu'elle puisse paraître d'un point de vue moral, n'est pas punissable par la loi française (1). Le seul fait

(1) Cf. aussi Rossi, *op. cit.*, liv. I, p. 313 : « Essendo accaluto un delitto in uno villaggio vicino ad Ajaccio, il governo visi portò speditamente..., ne avendo i rei, prese degli ostaggi da ambe le parti, e di più fece darsi parola di vivere quieti alla pena di 3000 franches, oltre quella della legge ».

(1) L'art. 475, 12° du Code pénal français prévoit bien une amende de 6 à 10 francs pour l'individu qui a refusé de prêter secours en cas

d'être présent et de ne pas s'interposer dans les circonstances précitées ne constitue, par lui-même, ni crime, ni délit, ni contravention. Or Berthier ordonne l'arrestation et la remise aux mains de la Justice des six témoins en question, *dont la seule inaction* est considérée par lui comme un fait de complicité.

On retrouve, semble-t-il, dans une telle conception, quelque chose de l'ancienne responsabilité solidaire *des voisins* mise en jeu dans certaines circonstances sous le régime génois.

Avec Berthier et le Premier Empire, ce système de répression fondé sur la responsabilité collective disparut, tout au moins des actes administratifs. Mais il faut noter que l'idée qui est à la base d'une telle organisation répressive de la vendetta n'a pas été totalement abandonnée.

A plusieurs reprises, elle a été discutée. En 1852, par exemple, lorsque le Ministre de la Police générale institue une commission pour examiner les causes de la vendetta et les remèdes les plus convenables, on voit préconiser par le rapporteur notamment le moyen suivant :

« Une présomption de complicité devrait atteindre les parents des criminels et les exposer à l'application facultative de l'art. 248 du Code pénal. » Cet article, on le sait, prévoit le cas de recel de criminels.

Nous croyons pouvoir dire que, dans la pratique des Parquets de l'île, une telle conception de la solidarité de la famille a été fréquemment mise en œuvre dans les limites sui-

de flagrant délit, mais il faut qu'il ait été requis auparavant par l'autorité publique de donner assistance. La peine est d'ailleurs ridiculement minime.

vantes : en cas de meurtre par vendetta arrestation préventive des membres les plus proches de la famille. C'est le principe proclamé en fait, sinon en droit d'une présomption de complicité des parents. Cette arrestation opérée, il est sans doute rarement possible d'établir ensuite à la charge des membres de la famille des actes précis d'assistance apportée au meurtrier, quoique la plupart du temps ces actes existent. Mais leur preuve judiciaire est très difficile ; aussi l'arrestation aboutit la plupart du temps à une relaxe.

Néanmoins, elle a eu auparavant et bien souvent pour résultat d'amener la « constitution » du meurtrier qui avait pris le maquis. Car l'aide qui lui est donnée par les siens pour le nourrir et le garder, et qui lui est quasi indispensable, cesse naturellement du fait de leur emprisonnement. Au point de vue de la légalité française, une telle pratique est peut-être douteuse, quoiqu'elle puisse presque chaque fois se justifier par des raisons juridiques apparentes : le Parquet, le Juge d'instruction sont en effet, pendant un long temps de l'information, souverains appréciateurs des motifs d'inculpation des parents et des indices de leur complicité. On peut donc présumer temporairement celle-ci. Quelles que soient d'ailleurs les réserves que le système puisse susciter au point de vue strictement légal, son caractère de véritable humanité ne peut être contesté, quand il a pour effet, par une incarcération plus prompte du meurtrier, d'arrêter le cours sanglant de ses nombreux attentats.

LIVRE II

LE DROIT DES PACI SOUS LES RÉGIMES FRANÇAIS
DE LA RÉVOLUTION A NOS JOURS

LIVRE II

Le droit des Paci sous les régimes français de la Révolution à nos jours

PERSISTANCE DE L'ANCIEN DROIT CORSE

Au 15 mai 1768, l'union de la Corse à la France est consommée par le traité de Compiègne, conclu entre Sa Majesté très Chrétienne et la Sérénissime République de Gênes. Un an après, les dernières résistances des partisans de l'indépendance sont réduites à Ponte Nuovo, et la lettre du traité passe dans la réalité des faits. Depuis cette date et sous quelque régime que le pays ait été placé — y compris le bref gouvernement de Sir Elliot —, il n'a cessé d'être sous l'empire de lois profondément différentes de son vieux Droit autochtone.

Sans doute, la Monarchie française lui conserva ses Statuts civils, et adopta un régime spécial et mitigé en ce qui concerne le droit répressif. Mais quant à ce dernier, le fait essentiel est que l'une des premières mesures prises par les Ministres de Louis XV fut la suppression radicale des statuts criminels corso-gênois.

Surviennent les événements de 1789. Le 30 novembre, Sali-

ceti, député de Corse aux Etats généraux, propose le décret suivant qui est voté d'enthousiasme par la Constituante : « La Corse fait partie de l'Empire français. Ses habitants doivent être régis par la même constitution que les autres français. Dès à présent, le Roi sera supplié d'y faire parvenir et exécuter tous les décrets de l'Assemblée Nationale... »

Ainsi, la fusion de la Corse dans la nation française, fusion qui, en 1768 et en 1769, n'avait recueilli l'adhésion que du parti, d'ailleurs important, de Buttafoco, semble dès lors l'expression de la volonté de l'île entière. En fait et en droit, matériellement et moralement, la Corse est entrée dans la grande communauté à laquelle, sous Henri II, elle avait appartenu de façon passagère.

Dorénavant les anciennes coutumes insulaires, codifiées au xiv^{me} et au xv^{me} siècles, sont frappées légalement de mort définitive. Elles n'auront plus jamais aux yeux de l'Etat de valeur officielle. — Ajoutons que lorsque l'absolutisme et la brusquerie de la Convention provoqueront la brève sécession de 1794, les courtes années (tout juste 2 ans et 4 mois) que va durer dans l'île la Vice Royauté britannique, n'auront pas pour effet de produire une renaissance du vieux droit insulaire. Depuis 1796 en tous cas, et sans interruption véritable, les lois pénales françaises, le droit français public et privé, sont censés gouverner l'île, partie intégrante de la France.

Or un point est certain : c'est que malgré la législation métropolitaine, malgré l'organisation administrative et judiciaire continentale, transportées en Corse, ce pays, depuis 150 ans conserve en grande partie, et d'une façon plus spéciale au point de vue des « paci », son vieux droit national résistant et vivace. Certes notre proposition ne signifie pas que ce droit

ait gardé toute sa vigueur primitive : aussi bien la lutte n'est-elle pas égale qu'il doit soutenir avec le Droit officiel. Mais il a prouvé sa vitalité de deux façons remarquables.

Il s'est manifesté d'abord par une réaction si vive, qu'il est arrivé pendant des années à s'imposer même aux fonctionnaires continentaux, chargés pourtant de faire régner le Droit français. Ces agents de l'Etat ont dû s'incliner durant un temps devant une nécessité supérieure.

La résistance des coutumes insulaires s'est ensuite exprimée par divers moyens conventionnels dont le but et le résultat ont été de tourner la Loi de l'Etat. C'est la situation réalisée dans la période actuelle.

Au premier système, appartiennent notamment toutes les mesures exorbitantes que Miot de Melitto et le Général Morand ont prises ouvertement, dans l'intention de faire rendre aux traités de paix les anciens effets que leur reconnaissait la loi corso-génoise.

Au second mode se rattachent divers procédés destinés à causer l'indirecte mise en échec de la Loi française, à la neutraliser en tant du moins qu'elle s'opposerait aux buts poursuivis par les traités de paix.

Le continental qui, parti de Marseille ou de Nice, débarque après une traversée de quelques heures à Ajaccio ou à Bastia, reste très étonné à l'audition des récits qui lui sont faits au sujet de la vendetta et des coutumes qu'elle comporte. Muni la plupart du temps de sa seule ignorance historique et de son guide Joanne, son état d'esprit ne peut être que l'incompréhension. Qu'on en juge, en se limitant même à la seule question des « paci », objet particulier de ce chapitre.

Si en terre ferme de France, un meurtre étant commis, la famille du meurtrier et celle de la victime se mettaient en tête de transiger, compromettre, librement traiter, à propos de ce crime, — infligeant par convention des pénalités privées, — suspendant les pénalités publiques encourues ou même arrivant à les supprimer, — prenant l'engagement réciproque et sanctionné par une amende contractuelle de ne pas commettre de violences sanglantes les uns vis à vis des autres et se considérant comme liés à cet égard, non par la loi, mais par ce seul engagement : leur convention et les prétentions qu'elle révélerait, apparaîtraient à quiconque comme extravagantes, leur accord en contradiction avec les mœurs et la loi, n'aurait aucune chance de pouvoir se réaliser (1).

Or en Corse, cette réalisation a été et est encore possible par des moyens peu compliqués, grâce à l'esprit particulier des coutumes restées vivantes. A ceux qui manifesteraient quelque stupéfaction, il faut conseiller de réfléchir à une différence capitale existant à cet égard entre le point de vue corse et le point de vue continental.

Lorsqu'un meurtre est commis sur le continent, il est considéré comme un crime (2). Il en est de même dans l'île à une

(1) Ce n'est pas à dire que sur le continent, certains contrats, frappés cependant d'une nullité de droit public, n'arriveront pas à se réaliser tous les jours. Par exemple, le divorce par consentement mutuel est interdit. Pourtant, il y a sans cesse des divorces opérés d'accord entre les parties qui tournent la loi par des procédés très simples. Certaines agences d'affaires font même de ceux-ci leur spécialité. Toutefois, en matière criminelle, l'aboutissement de conventions contraires au droit public serait assez difficile.

(2) Et notons cependant que ce crime est parfois apprécié avec une grande indulgence par le jury et la presse, organe de l'opinion publique, par exemple en matière de drame dit passionnel.

exception près, fort importante il est vrai : celle du meurtre par vendetta. Alors, c'est un acte de guerre. Acte inspiré — en principe du moins — par un sentiment fort élevé, celui de la Justice. Acte qui n'est, — toujours en principe, — que la revendication violente d'un droit méconnu.

Fait de guerre (1), le meurtre par vendetta doit être apprécié comme tel dans toutes ses conséquences. Bornons nous ici à l'examen d'une seule : celle qui concerne la possibilité d'un traité de paix. Non seulement ce contrat entre belligérants apparaît comme l'exercice normal d'un droit, du Droit, mais comme la plus heureuse des conjonctures et la plus pressante des nécessités. Un tel traité, en droit français, est nul d'une nullité de droit public. Il est valable en droit corse, son objet est licite, il répond aux plus urgentes utilités. Aussi parvient-il à son but juridique malgré la loi officielle.

Nous avons déjà examiné ce point, et nous tâcherons de le dégager encore dans les conclusions de cet ouvrage; si de telles coutumes anciennes subsistent dans l'île, c'est que les causes sociales subsistent aussi qui les expliquent et en rendent la survie; pour l'instant du moins, nécessaire et bienfaisante.

Seulement les unes et les autres perdent chaque jour un peu plus de terrain. La vendetta devient plus rare ; de même se raréfient ses conséquences et l'application du droit traditionnel qui les régit. Les paci tendent à disparaître : elles sont loin encore d'avoir disparu.

Nous étudierons successivement dans le cadre de l'époque contemporaine :

(1) « Il y a en Corse des médiateurs entre les familles qui ont des inimitiés, comme il en est entre les puissances belligérantes qui vont en guerre ». ABBÉ DE GERMANES. *Révolutions*, etc., t. II, p. 266.

- a) Le maintien de l'institution des paci et le rôle de ceux-ci.
- b) La conservation de l'ancien effet libératoire des paci, au point de vue des peines d'Etat encourues.
- c) Les paci modernes, c'est à dire la forme et le contenu des traités qui les consacrent et les cérémonies extérieures qui les accompagnent.

Ces divisions formeront trois chapitres.

CHAPITRE XI

Les Paceri modernes et leur rôle

Ces médiateurs appartiennent à deux catégories (1) :

a) D'une part, en effet, les particuliers notables, tous ceux qui, pour prendre une expression chère à Le Play, constituent en Corse « les autorités sociales », sont désignés en quelque sorte par l'opinion générale pour remplir le rôle de pacificateurs en cas de vendetta. Ce sont parfois les représentants de grande famille, ce sont aussi ceux de familles plus modestes, mais qui, dans leur région, et même dans leur village, apparaissent pour quelque raison comme un peu plus en vedette ; ils sont marqués pour la mission conciliatrice. De fait, ils ne refusent jamais ce qu'il faut appeler cet *office*, car c'en est un au vieux sens latin : *officium*. Et pourtant, s'il est juste de dire qu'il comporte dans l'esprit public un honneur certain, il n'en constitue pas moins aussi une charge souvent fort lourde.

(1) Une troisième catégorie a existé, rappelons-le, au temps du gouvernement de la Corse par la Seigneurie : celle des paceri magistrats publics. Elle n'existe plus sous le régime français, qui, officiellement, ignore le droit des paci. V. cependant dans le chap. XIII le rôle attribué aux juridictions d'Etat par les parties dans certaines clauses des traités de paix.

Or, qu'il soit permis d'apporter ici un témoignage personnel : ces médiateurs, dont nous avons pu connaître plusieurs, ne sont pas ignorants des raisons de leur rôle. La plupart sont des gens d'intelligence cultivée. Beaucoup sont des esprits particulièrement ouverts et tout à fait libres de purs préjugés. Si donc, quand l'occasion s'en présente, ils continuent comme leurs pères et dans les mêmes circonstances, à remplir les fonctions de *paceri*, ce n'est point par intérêt; c'est une charge, — ni par routine : ils déplorent la persistance de la vendetta, — ni par gloriole : il y a des honneurs plus profitables; ils s'inclinent devant une situation de fait et de droit où leur place est marquée par la tradition pour une vocation bienfaisante, et ils ne songent pas à se dérober à leur *fonction*.

b) Mais certains *paceri* appartiennent à une catégorie différente. La survivance des coutumes anciennes, et de la situation sociale qui en est le support, reste tellement vigoureuse, que sous tous les régimes français, les autorités publiques, représentant pourtant dans l'île le Droit officiel, se sont plus ou moins pliées ou adaptées aux nécessités de l'ancien droit national sous-jacent. C'est ainsi notamment que de hauts fonctionnaires continentaux n'ont pas hésité, dans l'intérêt de l'ordre public et pour le bien commun, à accepter le rôle de pacificateur et à figurer comme tels dans les traités de paix. Sans doute, aux yeux de la Loi, c'est à titre privé qu'ils agissent; mais le caractère public dont ils sont par ailleurs revêtus, et les pouvoirs qu'à ce titre ils détiennent, donnent à leur action une autorité morale d'une particulière efficacité dans leur mission d'apaisement.

Paceri particuliers et *paceri* d'origine officielle : les uns et

les autres ont accompli une œuvre d'utilité sociale considérable. Ils continuent de l'accomplir.

SECTION I

HISTORIQUE

Les renseignements sont très restreints, que l'on peut recueillir sur la période correspondant aux gouvernements de la Révolution. Quelque soit la raison de cette absence de documents, il paraît certain néanmoins que des traités de paix continuèrent à être conclus à cette époque par l'entremise de médiateurs. En effet, les raisons qui d'habitude motivent ces traités ne pouvaient qu'être multipliés en temps de trouble.

De fait, nous trouvons au moins un témoignage à cet égard : c'est celui de Feydel. Nous avons déjà rencontré ce personnage, et nous savons qu'il n'est pas possible d'accepter sans réserves les appréciations qu'il porte. L'imagination boursoufflée et l'amour-propre aigri sont chez lui de mauvais contrôleurs pour la recherche de la vérité. Mais il peut être cru quand il raconte un simple fait, qui par ailleurs ne semble pas en désharmonie avec ce que nous savons des mœurs et des traditions. Or il écrit : « Au mois de Pluviôse de l'an cinquième (c'est à dire en décembre 1796 ou janvier 1797) un Ministre du Directoire exécutif, qui traversait la Corse, passa près d'une peuplade dont plusieurs familles étaient en guerre. Il obtint aisément qu'elles fassent la paix en sa présence (1). » Laissons de côté le mot *peuplade*, manifestation particulière de l'habituelle aménité de Feydel pour le peuple corse. —

(1) FEYDEL. *Mœurs et coutumes des Corses*. Paris, édition de l'an X, p. 73.

Quel pouvait être ce Ministre du Directoire qui remplissait ainsi le rôle de *Pacere*.

Il nous paraît très vraisemblable que c'était Miot de Melitto. Dès le 15 octobre de cette année 1796, les anglais ont dû évacuer l'île sous la pression des troupes du Général Gentili. Le Directoire, pour réorganiser le pays, a aussitôt envoyé des commissaires. Parmi eux se trouve Miot (1), ancien *Ministre* de la République à Livourne, et qui va rester en Corse une première fois jusqu'au mois de mars 1797 avec des pouvoirs fort étendus. Par surcroît, on trouve dans la correspondance de Bonaparte, général de l'armée d'Italie, avec Gentili et Miot. — tous deux sous ses ordres — que le principal de la mission de ce dernier était précisément de nature pacificatrice (2).

Le rapprochement des dates, le caractère de la mission donnée à Miot, le titre de *Ministre* qui était le sien lors de son précédent emploi à Livourne et qui est aussi celui donné par Feydel au représentant du Directoire dont nous cherchons la personnalité : tout semble converger vers notre hypothèse. Le pacificateur de l'an V, visé par Feydel serait donc bien Miot de Melitto. — Ainsi commence-t-il à remplir le rôle qu'il va reprendre plus tard en l'an IX, lors de sa seconde mission en Corse.

Cette année-là, en effet, un arrêté consulaire du 17 Nivôse le nomme, comme nous l'avons vu déjà (chap. X), Administrateur Général de la Corse, avec la plus large auto-

(1) Miot a été nommé commissaire extraordinaire du gouvernement en Corse par arrêté du Directoire exécutif du 5 frimaire an V (25 nov. 1796).

(2) *Lettres de Napoléon concernant la Corse de 1796 à 1815*. B. S. S. H. C., 1912. — V. aussi AMBROSI, *Hist. des CorSES*, p. 530 et 531.

rité (1). Il va immédiatement appliquer ses efforts à employer ou encourager tous les procédés d'apaisement : l'un d'eux consistera, comme en l'an V, dans l'acceptation personnelle des fonctions de pacere.

Celles-ci lui seront parfois conférées, à la suite de mesures d'ordre qu'il aura été amené à prendre. Ainsi en est-il à l'occasion de la Commune de Pila Canale. Elle était affligée depuis longtemps de désordres, nés d'inimitiés. Miot rend à son égard pour rétablir la sécurité un arrêté énergique le 6 messidor an IX (25 juin 1801). Pourtant cette sécurité, résultat de la seule coercition reste précaire : de toute sa bonne volonté, l'administrateur facilite donc les négociations de la paix. Elle est enfin conclue sans qu'il soit directement intervenu, mais les familles réconciliées entendent du moins lui confier cette partie du rôle du pacere, que nous analysons plus loin, et qui consiste à être le garant de l'exécution de la paix. (Paix de Pila-Canale — Premier Nivôse an IX ou 22 décembre 1801 (2).

L'administration de Miot a été assez courte. Elle a sans cesse été imprégnée de cette préoccupation de favoriser les paci (3). Deux arrêtés, que nous retrouverons, celui du 4 Ther-

(1) L'art. 3 de cet arrêté commence ainsi : « L'administrateur général des deux départements pourra faire des réglemens portant peine de mort, etc. » Il a donc des pouvoirs même législatifs qui lui sont délégués par le gouvernement. — V. chap. X,

(2) Paix de Pila Canale. Arch. départ., série M. ; F. 7 ; L. 22, V, Annexe n° XXXV.

(3) C'est ainsi — et déjà du temps de Miot — (pluviôse an IX, janvier 1801) que nous trouvons trace d'une pace provoquée, avant toute effusion de sang, par le sous-préfet de Sartène Bartoli. — Lettre du 10 pluviôse an IX du sous-préfet de Sartène au préfet du Liamone.

midor an IX et celui du 23 Floréal an X, manifestent sa pensée à cet égard de façon toute spéciale (1).

Le Général Morand qui lui succéda en Corse, à partir du 1^{er} Brumaire an XI (22 octobre 1802), reprit à son compte ce rôle de médiateur. Sans doute, il n'attendait pas qu'on lui en offrit les fonctions. C'était un médiateur qui s'imposait, par la persuasion d'abord, mais ensuite sans douceur. Il avait un plan général d'administration où les paci tenaient leur place comme une pièce dans un puzzle. Car Morand a été un systématique ; on peut dire de lui tout ce qu'on veut, sauf qu'il n'avait pas d'idées de gouvernement.

Rossi, qui a fait une description minutieuse de ses façons

— 2^e lettre du même au même 20 pluviôse an IX. Arch. départ., série M. ; F. 7. L. 22. V, Annexe n° XXXII. Les renseignements sur les démarches faites par le sous-préfet auprès de chaque partie présentent des détails intéressants. Le sous-préfet vient offrir sa médiation qui est d'abord assez fraîchement envisagée. Dix jours après cependant, en collaboration avec plusieurs autres paci, il aboutit à faire conclure la paix.

(1) Chose à noter. Il semble que le rôle de *pacere* qu'il avait assumé et les règlements, déroatoires au droit commun, qu'il avait pris pour encourager la conclusion des traités de paix (V. à cet égard le chap. suivant) ont été parmi les causes qui ont entraîné sa demi-disgrâce. Rappelé à Paris, il se présente devant le premier Consul qui le reçoit entouré de ministres. « Son premier abord, nous dit Miot (*Mémoires* t. II, p. 41 et s.) fut assez agréable ». Il me dit sur le ton de la plaisanterie que je m'étais brouillé avec les ministres, que les ministres n'aimaient pas les administrateurs généraux qui en agissaient à leur tête. Il prétendit que j'avais été trop bon, que je m'étais trop occupé de conciliation et de rapprochement et qu'un peu de sévérité eût été mieux. » La façon dont est rapportée la scène montre que le grief invoqué était bien plutôt l'expression de la pensée des ministres que de celle de Bonaparte. Celui-ci connaissait trop bien son île, pour faire personnellement à Miot le reproche d'avoir tenu compte dans les mesures prises, des coutumes corses.

de procéder, et qui ne lui épargne pas les critiques, l'appelle cependant « il brav' uomo ». Sans doute, y a-t-il dans cette expression une certaine ironie, qui ressort du reste de la phrase. Pourtant cette ironie ne porte pas sur les intentions mêmes de Morand, mais seulement sur la maladresse de certains de ses moyens. Et la preuve, c'est qu'ayant à déterminer le caractère de l'action de Morand au point de vue de ses mesures d'apaisement, Rossi n'hésite pas à écrire que « la conduite qu'il tenait était celle précisément qui avait été adoptée par la Nation, dans les temps difficiles de la révolte, c'est à dire celle des *Paeri* (1). « Il voulait, continue l'auteur des *Osservazioni storiche*, accomoder lui-même tous les différends, suspendant pour ce but l'action de l'autorité judiciaire quand elle avait été saisie de plaintes, conseillant ou faisant conseiller aux parties de ne faire aucune démarche en justice. » Il procédait ensuite par promesses et menaces mêlées pour aboutir à la conclusion de la paix. — Aussi, verrons-nous un historien moderne, M. Girolami Cortona, dont l'appréciation générale sur Morand n'est pas cependant empreinte d'un excès de tendresse, nous dire (*Hist. de la Corse*, p. 486) que le Général « se faisait le Juge de paix de l'île. »

Le Comte Berthier, en prenant le commandement en chef de la Corse à la suite de la disgrâce de Morand, modifia dans une certaine mesure l'application de son système de gouvernement. Mais il n'eût pas moins vivement à cœur de favoriser la conclusion des réconciliations. Les archives départementales d'Ajaccio conservent les traces multiples de sa pensée et de ses actes à cet égard. Entre autres documents, on peut y trouver

(1) Rossi. *Osservazioni storiche*, livre XVI, p. 154 et s.

le texte d'un traité de paix passé le 1^{er} juillet 1812 (1) à Ciamanaccia, et dont le début est ainsi conçu : « En présence de Monsieur le général de division, Comte César Berthier, Commandant en chef de la Corse, chargé de la Haute police; de M. le Baron Fourne, chef de l'Etat-Major général et des officiers de son Etat-Major... etc. ». Le contenu de l'acte précise qu'une copie « restera annexée au registre de la Haute police » et que le colonel de la gendarmerie sera spécialement chargé « de suivre et maintenir l'entière exécution » de la convention intervenue entre les parties. En tant que *pacere*, Berthier signe celle-ci avec les intéressés.

De la chute du 1^{er} Empire à l'année 1819, des *paci* nombreuses se produisirent. Elles avaient leur source, nous dit l'avocat Patorni (2) dans les meurtres commis au cours des réactions politiques de 1813, 1814 et 1815. Mais nous n'avons pas d'indications plus précises sur les conditions dans lesquelles elles se réalisèrent (3).

Après une ère d'apaisement relatif, entre 1820 et 1830, des troubles graves, qui prennent parfois une amplitude extrême, éclatent à nouveau sur plusieurs points de l'île. Une série de traités de paix, conclus de 1830 à 1842 tendent à mettre fin à des inimiliés qui avaient causé la mort d'un nombre considérable de victimes. (Paix de Ciamanaccia, 12 juillet 1830 —

(1) Arch. départ. Série M. Papiers de Berthier. V, annexe n° XXXIX.

(2) Patorni; *La Corse. Documents hist. légis. et judiciaire*. p. 69.

(3) Toutefois les archives du greffe criminel de la Cour de Bastia peuvent en garder quelques traces, car la plupart des meurtres, objet d'une convention de *pace* eurent, nous dit Patorni, un dénouement judiciaire en 1820 et durant les années suivantes. Il reste là tout un lot de recherches à faire.

de Gavignano près la Porta, octobre 1834 — de Sartène, décembre 1834 — de Fozzano, décembre 1834; — de Serra, juin 1835 — de Focicchia, arrondissement de Corte, février 1838 — de Sari d'Orcino, mai 1842; nous ne citons, bien entendu, que celles dont nous avons le texte ou la mention précise (1).

Des sept traités que nous venons d'énumérer, six ont été menés à bonne fin, chacun par la coopération de plusieurs paciéri, dont les uns sont des particuliers notables, ecclésiastiques ou laïcs, les autres de moyens ou hauts fonctionnaires (2). Le septième, dont nous parlons de façon spéciale au chapitre XIV, a été provoqué, négocié et terminé par la médiation concertée de Missionnaires et de l'Evêque d'Ajaccio.

Le nombre des paciéri est très variable : il augmente avec l'importance des inimitiés qu'il s'agit de terminer par la réconciliation. Dans l'acte de paix de Fozzano par exemple, nous voyons neuf médiateurs à côté du médiateur principal le baron Lallemand.

Ce dernier a eu en Corse, sous la Restauration, une politique d'apaisement particulièrement méthodique. Nous venons d'en

(1) V. annexes nos XXVIX et XLI à XLV pour tous les traités autres que ceux de Gavignano et de Focicchia.

(2) Paciéri de Ciamanaccia : le Chevalier Abatucci ; Jean Côme Poggi, ancien magistrat, le juge de paix, les maires de Zicavo et de Saint-Paul, les desservants de cette dernière commune et de Palneca. Paciéri de Sartène, de Fozzano, de Serra ; le lieutenant-général baron Lallemand, divers officiers ses délégués ou ses collaborateurs, des particuliers notables. Paciéri de Focicchia : le curé d'Erbaïolo. « Nous savons aussi, écrit le *Journal de la Corse*, qui paraît à Ajaccio le 24 février 1838, que M. l'abbé Tristani, vicaire de Saint-Florent et M. le sous-préfet de Corte ne sont pas demeurés étrangers aux démarches de M. l'abbé Muraccioli, desservant d'Erbaïolo, et nous faisons des vœux pour que les communes qui se trouvent dans la fâcheuse position où était naguère celle de Focicchia, imitent cet exemple ».

voir la preuve dans les actes précités et dont quatre portent sa signature. Valéry (1) nous parle, d'autre part, de « ces ardentes vendette... apaisées par l'habile et généreuse intervention de M. le général Lallemand » et nous révèle que pour mieux y remédier, celui-ci n'hésitait pas à faire des « tournées » dans l'île. Nous aurons à revenir sur son œuvre.

Poursuivant notre revue historique, arrivons maintenant jusqu'au milieu du xix^e siècle. Gregorovius, savant allemand qui voyage en Corse en 1854, allant de village en village à petites étapes et le bâton à la main, a pu faire des observations très minutieuses sur les mœurs corses. A cette époque, l'institution des paceri privés continue d'être en pleine vigueur, et il nous décrit ces « parolanti », médiateurs bienfaisants qui « s'interposent entre des ennemis », et entre les mains desquels « les adversaires jurent la paix » (2). Les pacificateurs d'origine officielle ne laissent pas de leur côté d'avoir fort à faire et de s'employer au bien public. Vers 1850, par exemple, « dans les environs de Bastia, une grave discussion éclate entre deux familles très connues. De l'une faisait partie un Président de chambre de la Cour d'appel, de l'autre un colonel et d'autres personnages. Ce furent le Général Gouverneur, le Préfet et l'Evêque qui s'entremirent pour régler cette affaire. » (3)

Ce sont des paceri officiels, le Préfet, M. Delasalle, un sous-préfet, M. Bonfanti et l'un des députés de Corse notamment, qui interviennent comme conciliateurs dans le traité de paix

(1) *Voyage en Corse*, t. I, p. 291.

(2) GREGOROVIVS. *Corsica*, p. 64, trad. Lucciana.

(3) Renseignements particuliers dus à l'amabilité de M. le Commandant de gendarmerie Maitrot, à Ajaccio.

de San Gavino di Carbini (octobre 1879). — Dans l'accord conclu ensuite d'événements dont Ajaccio a été le théâtre (1), ce sont encore quatre personnalités politiques qui mettent fin à l'inimitié (1902).

1902 ! La date est bien proche de la nôtre. Il y a pourtant des renseignements plus récents encore qui montrent le zèle non ralenti pour la paix publique de ceux qui, par leurs fonctions, sont le mieux placés pour agir à cet égard. Car voici en mars 1919, une indication donnée par un homme spécialement renseigné et qui est en même temps grand observateur. (2) « ...les paci, dit-il, sont signées devant les autorités, qu'il s'agisse d'autorités proprement dites, comme le Procureur de la République, ou seulement de personnages influents, n'ayant aucun caractère officiel. L'acte est gardé par les chefs de famille dans la ligne mâle... » Ainsi de hauts fonctionnaires persistent, l'année même où nous écrivons, à être les utiles animateurs de plusieurs réconciliations.

A la même œuvre aussi, travaillent toujours d'autres bons artisans. Voici de nouveau des pacificateurs privés, notables appartenant à des familles particulièrement connues et respec-

(1) Il y a une douzaine d'années à Ajaccio, à la suite d'un duel, un personnage important fut tué dans des circonstances au moins bizarres... Une rencontre eut lieu sur la place du village où était né ce personnage, entre ses partisans et ses ennemis. Des coups de feu furent échangés ; il y eut plusieurs morts. Puis 8 frères d'une part, 6 parents d'autre part, prirent le maquis. Devant l'imminence du massacre qui se préparait, les 4 témoins du duel qui étaient des personnages politiques, entrèrent en pourparlers de conciliation et réussirent à faire signer une pace qui est encore aujourd'hui (mars 1919) fidèlement observée par les membres vivants des deux anciens partis adverses ». Renseignements donnés par M. le Cl. de gendarmerie Maitrot.

(2) Commandant de gendarmerie Maitrot.

tées dans le pays, et dont nous voyons la signature au bas des conventions de San Gavino (Sept. 1883, Jacques de Peretti) et de Carbini (Juillet 1904, Vincent de Peretti). (1) Et tant d'autres qui, chacun dans leur sphère, petite ou grande, par leur action préventive ou réparatrice, souvent connue des seuls intéressés, conspirent chaque jour le bien public.

Parfois, ils sont bien humbles ces « parolanti ». Ce sont des anciens du village, hommes de peu de science, mais de grande bonne volonté. Leur simple diplomatie, pour être modeste, n'en est pas moins féconde. De temps à autre, en ces thrènes funèbres et tragiques qu'on appelle des *voceri*, nous trouvons dessinée à grands traits la rude physionomie de ces *paceri* de hameau. (2)

Ambassadeurs, aux habits peu dorés, vêtus de gros drap de poil de chèvre ou de velours à côtes, ils vont par les ruelles, heurtant aux portes des maisons de pierre : petites forteresses hostiles, closes et barricadées jusqu'aux fenêtres, en temps de guerre privée. Sans doute, l'inviolabilité les protège, mais leur chemin est semé de rebuffades et de déceptions : ce sont de durs interlocuteurs à convaincre que l'Orgueil et la Douleur.

La vendetta disparaît un peu plus chaque jour mais n'a pas encore cessé son œuvre : pour le bien et l'honneur de la Corse, les *paceri* n'ont pas cessé la leur.

(1) V. annexes n^{os} XLVII et XLVIII.

(2) V. dans le *vocero* rapporté par MARCAGGI, p. 217 et s. *Chants de la Mort, etc...*, les deux sixains consacrés au *pacere* « Cumpar Taddeo ».

SECTION II

ROLE JURIDIQUE ET POUVOIRS DES PACERI

Puisqu'un exposé général en a été fait pour les époques antérieures au XIX^e siècle, il n'y a plus lieu de reprendre ici la description détaillée du rôle, des devoirs et des pouvoirs des paci. Mais il est nécessaire de faire, en l'illustrant de preuves, la constatation que leurs obligations juridiques persistent à rester aujourd'hui identiques en principe à celles des temps écoulés.

Rappelons en bref les attributions qu'ils possédaient.

Les paci étaient d'abord des *négociateurs* et des *médiateurs* spontanés, puis acceptés, ou au contraire directement sollicités par les parties. Ils conduisaient les pourparlers et établissaient le projet de traité.

Ensuite ils étaient souvent *arbitres* (du moins certains d'entre eux choisis à cet effet par les groupes contractants). Ils se voyaient décerner ces fonctions, avec des pouvoirs plus ou moins étendus, pour trancher des questions restées en suspens dans la convention, ou des différends éventuels pouvant naître du différend initial.

Ils étaient enfin des *garants*. Garants de la sincérité des parties les unes envers les autres, ce qui s'entend *durant la période de négociation et au moment de la signature du traité*. Garants du respect dû au traité, une fois celui-ci conclu. Le corollaire de cette situation est l'obligation de veiller à la loyale observation de la convention : aussi peuvent-ils et doivent-ils être amenés, le cas échéant, à prendre eux-mêmes *certaines mesures d'exécution* pour dégager leur responsabilité personnelle. Parfois le traité, et subsidiairement la coutume précisent la forme de ces mesures. Tous ces caractères

de leurs fonctions restent à l'époque moderne ce qu'ils étaient auparavant. Du moins est-il exact de dire que les attributions juridiques des médiateurs sont aujourd'hui *en principe* les mêmes qu'autrefois. Cependant elles semblent tendre à se restreindre quant à leur objet concret, à se réduire quant à leur domaine d'application.

Laissons de côté l'examen de tous les points relatifs aux négociations et à la rédaction des accords; il n'y a pas à cet égard nécessité d'indications nouvelles. Voyons seulement ce que les traités modernes peuvent nous révéler d'intéressant au sujet du rôle d'*arbitrage* et du rôle de *garantie* ainsi que des conséquences que comporte ce dernier.

A. RÔLE D'ARBITRAGE

Les documents du XIX^e et du XX^e siècle ne nous montrent plus, comme ceux d'autrefois, des exemples de cette démission, quasi totale, de la volonté des parties, entre les mains d'un pacere arbitre, chargé de rendre la *sententia*. Les pouvoirs d'arbitrage sont maintenant toujours très précis et limités : il n'en restent pas moins encore très importants.

a) A une première catégorie appartient le droit attribué par avance à l'arbitre de *trancheé tous les divéreñds ultérieurs*, de nature à mettre la paix en péril. Une parole d'allure méprisante, une simple attitude si elle paraît injurieuse, peuvent suffire à rompre la pace dans certains cas. Aussi les parties, dans le traité de Fozzano (1834,) ont-elles prévu ce danger. De telles actes, est-il convenu, ne suffiront pas à eux seuls, pour être considérés comme un *casus belli*. C'est le pacere (en l'espèce le baron Lallemant) qui sera appelé à juger la question « Art. 5.... pour assurer à jamais la paix, (les parties) déclarent qu'il ne faut pas considérer comme un attentat aux pré-

sentes conventions, un geste, un mot, un fait inconsideré; qu'il faut alors en référer à M. le Lieutenant général. »

b) Voici un autre genre de devoirs et de droits pour les pacieri. Les conventions, comme on verra plus loin, fixent souvent, soit qu'un ou plusieurs meurtriers devront s'éloigner du pays définitivement, soit qu'ils devront se constituer prisonniers entre les mains de la justice. L'arbitre est alors chargé de fixer les conditions d'application de cette clause, c'est-à-dire, et suivant les cas, de fixer quand aura lieu le bannissement privé ou cette constitution; de dire durant combien de temps subsistera la défense de rentrer au pays; de désigner le lieu de la relégation privée, etc. (1) (Paix de Fozzano, de Sartène) 1834; et de Serra, 1835, en ce qui concerne le bannissement. — Paix de San Gavino, 1883, en ce qui concerne la constitution de prisonniers, etc).

Parfois, c'est l'opportunité (c'est-à-dire le droit même) du bannissement, qui est laissé à l'appréciation de l'arbitre.

Exemple : Art. 5 du traité de Fozzano : «... Chacun des habitants s'impose l'obligation d'exécuter toutes les mesures que M. le Lieutenant général croira devoir adopter pour le maintien de la tranquillité; et s'il *prévoyait* que la présence ou le retour de quelques individus puisse être cause de trouble, il *pourra* leur prescrire de s'éloigner dans les lieux et pour le temps qu'il jugera convenables.

Très souvent, une formule très large confère d'abord au Paciere, comme on l'a vu dans la citation précédente, des *pouvoirs généraux* pour prendre telles dispositions utiles en vue du maintien de la paix. Mais des *restrictions* sont presque toujours ajoutées, sous forme de précisions quant aux indi-

(1) Nous étudions en elles-mêmes toutes ces clauses dans le chapitre XIII.

vidus qui peuvent faire l'objet de ces mesures (par ex. traité de Sartène art. 4); ou quant à diverses autres conditions de leur application.

B. — ROLE DE GARANTIE.

1^o Le pacere est garant de la *sincérité* des parties l'une envers l'autre, d'abord dans la période la plus délicate, celle de la négociation, ensuite au moment de la signature du traité.

Jusqu'à l'apposition de celle-ci : qui prouve en effet que les pourparlers pacifiques ne sont pas de la part adverse une feinte de guerre, un couvert qui cache quelque piège ? Pour éviter ce péril, la parole, la personne du pacere vont être corps et biens garants de cette sincérité. Celui-ci doit donc s'assurer en premier lieu de la loyauté de chaque partie. Ainsi l'opération s'analyse d'abord en deux temps :

- a) Promesse de loyauté faite au pacere par une des parties;
- b) Certification personnelle de cette loyauté, apportée par le Pacere à l'autre partie, lorsqu'il se présente à elle pour entamer les négociations.

Puis, si les pourparlers prennent une bonne voie, l'opération recommence en sens inverse. La partie n^o 2 affirme au Pacere son désir loyal de traiter et le Pacere revient auprès du groupe n^o 1 pour se porter garant de la sincérité du groupe 2.

C'est bien ce mécanisme dont nous voyons jouer les rouages, en particulier dans la paix de San Gavino en 1883.

« ...Les Pietri et les Nicoli de San Gavino ont déclaré à M. Jacques-Alphonse de Peretti (le pacere) qu'il pouvait se porter garant de leur bonne foi. »

2^o Le Pacere est ensuite garant de l'*exécution loyale de l'accord*. Cela ressort de l'esprit général de tous les traités et du

détail de nombreuses clauses. La formule la plus nette, parmi les paci du xix^e siècle, nous est donnée par la convention de Pila Canale en 1801. Les parties s'adressent dans l'acte même qui constitue l'instrument de pace, à Miot de Melitto, et à son subordonné l'un des deux Préfets de la Corse. Elles leur demandent de signer le traité, « de leur propre main, en signe d'acception et pour se rendre *garants* de son entière observance quant à ses clauses, articles et conditions ». Les parties emploient même dans l'acte non seulement le terme de « *garanti* » garants, mais encore un autre terme, bien plus expressif, et sur lequel nous devons arrêter un instant notre attention. C'est celui de « Mallevadore » (1). Il est en effet particulièrement riche de sens anciens. Le « mallevadore », étymologiquement et historiquement, est celui qui lève la main en se portant caution ; c'est celui qui, par ce geste, consacre aux yeux de tous son intention de prendre fait et cause pour autrui.

Et voici ce que nous lisons dans l'acte de Pila Canale :

«... les parties... ont nommé et nomment *per mallevadore*, le citoyen Miot, membre du Conseil d'Etat, et Administrateur Général des deux départements du Liamone et du Golo, etc. » C'est ce *titre de mallevadore* dont on demande à Miot l'expresse acception, en le priant de revêtir le traité de sa signature. Par là, il sera garant de l'exécution du traité, *garant aussi des sanctions*, qui dans la pensée concordante des parties doivent être portées contre les *rumpitori di pace*. Et ces sanctions ne pèchent point par la faiblesse. Elles sont énu-

(1) Cf. PETROCCHI, *Dizionario della lingua italiana*. Vo. *Mallevadore* da *man-levare* mallevare (alzar la mano in atto di promessi) Chi si obbliga à pagare per un altro, nel caso che questo non paghi, etc.

mérées de suite après le passage qui demande à Miot d'en être la caution. Qu'on en juge : ce sont « la destruction, l'extermination dans leur existence et dans leurs biens, par l'emploi de tous les moyens, à l'encontre de quiconque aura l'audace de rompre la présente paix. » Notons que la rupture pourra résulter d'une seule « parole insultante ».

La garantie d'exécution est encore indiquée dans le traité de Cianamaccia de 1812 (1). Si c'est ici le colonel de gendarmerie qui reçoit dans cette circonstance un exemplaire de la convention et qui est chargé « d'en suivre et *maintenir* l'entière exécution », c'est visiblement par simple délégation du Pacere, le Comte Berthier. Celui-ci, qui signe l'acte avec les parties, est le véritable titulaire de l'obligation de garantir la loyale application du traité.

Qu'on lise avec attention le texte des divers contrats que nous publions aux annexes : on verra sourdre de presque tous ces actes, cette idée plus ou moins clairement exprimée, que l'un des paceri, celui qui joue le rôle d'arbitre, assume aux yeux des parties l'obligation en cas de rupture de la paix *de prendre fait et cause* pour l'offensé contre l'offenseur.

Il est assez délicat de savoir en quoi se résolvent les responsabilités d'une telle obligation. Obsevons d'abord qu'en pratique, lorsque le pacere est un haut fonctionnaire disposant de quelque parcelle plus ou moins grande de l'autorité publique, la question ne présente guère qu'un intérêt académique. Car du fait même de sa situation officielle, et du légitime amour-propre qu'elle comporte pour lui, il aura à cœur de veiller de tout son pouvoir à l'exécution de la paix qu'il a cautionnée

1. V. annexe n° XXXIX.

de sa signature. D'autre part, l'autorité qu'il détiend comme fonctionnaire, inspirera sans doute à la partie qui voudrait rompre le traité, de salutaires réflexions.

Mais quand il s'agit d'un pacere privé, la question reprend tout son intérêt positif.

On sait quelle était, avant le xix^e siècle, l'obligation du médiateur dans le cas de rupture de la paix. Elle allait jusqu'à le pousser à se mettre en campagne, lui, ses parents, ses adhérents, en union avec le groupe victime de la rupture, pour ravager les biens et poursuivre la personne des parjures. C'était la manière la plus totale de prendre fait et cause. Et il est à croire que si le pacere agissait ainsi, c'était non seulement pour exécuter en conscience ses obligations, mais parce qu'en ne les exécutant pas, il s'exposait à être considéré comme ayant fait cause commune avec les parjures de la paix, et à subir les conséquences d'une responsabilité désormais partagée avec eux. Aujourd'hui, il est infiniment difficile de se faire une opinion exacte sur la mesure de la responsabilité du pacere, entraînée par l'inaccomplissement des conventions par une des parties. Le fait suivant peut être pourtant à cet égard plein d'enseignements. Il nous a été raconté par une personne particulièrement digne de foi, dont le père avait été à plusieurs reprises médiateur, et qui elle-même a eu à remplir, à des dates récentes, les fonctions de pacificateur. « Mon père, nous a-t-elle rapporté, avait été le négociateur et le rédacteur d'un traité de paix conclu entre la famille d'une jeune fille séduite et le séducteur. Ce dernier étant déjà marié, ne pouvait régulariser la situation : la base de la réconciliation fut donc qu'il fournirait une dot pour la jeune fille compromise. Des délais assez longs avaient été consentis pour le règlement. Dans l'in-

tervalle, le séducteur disparut brusquement, partant, croit-on, pour l'Amérique. En tout cas, on n'en eut plus de nouvelles. Mon pauvre père mourut sur ces entrefaites. Or, il arriva un jour qu'un des parents de la jeune fille séduite se présenta à moi, et émit la prétention en son nom de me réclamer le paiement de la dot. Ses raisons étaient que j'étais l'héritier des obligations de mon père à cet égard : et d'après lui, son adversaire n'ayant pas exécuté les obligations consenties dans le traité de paix, mon père, qui avait rempli le rôle de pacere, était tenu du règlement à sa place. Arrivant à ce moment du continent, où j'avais passé plusieurs années à poursuivre mes études universitaires, j'avais perdu le contact avec le pays, et fus assez surpris de cette argumentation. J'interrogeais les hommes d'âge et d'expérience qui avaient été les amis de mon père : je dois dire qu'ils ne parurent pas étonnés des raisons invoquées par le parent de la jeune fille. En fait, celui-ci renonça cependant dans la suite à sa réclamation. »

Cette histoire est relative à des faits qui se sont passés, il y a trente ans environ. Son authenticité, indiscutable à nos yeux, étant donné la personnalité du narrateur, la rend particulièrement digne d'attention. Elle tend à établir en effet que dans les vieilles coutumes, qui sans doute s'émoussent, peu à peu avec le temps, mais subsistent encore pour une grande part, la responsabilité du pacere/a du fait de l'inexécution du traité par les parties, n'est pas un vain mot. Une seule anecdote ne peut suffire à asseoir notre opinion ; elle constitue cependant, sinon une preuve, du moins une présomption. Si l'on admet que plusieurs présomptions peuvent commencer à prendre par leur réunion couleur de preuve, donnons maintenant en citation ce très curieux passage d'une étude écrite sous forme

de roman (1). Ce roman, composé par Arrighi vers 1856, est tout entier un précieux recueil d'observations sur les mœurs et coutumes insulaires ; et nous avons pu en plusieurs points constater sa très sincère exactitude en le confrontant avec des documents véritables.

Or, voici ce que dit Arrighi (p. 35) :

« Qu'était-ce que les Pacieri ?... Par Pacieri, on entendait, *on entend encore*, les hommes de bien remplissant le rôle de médiateurs, etc... *Se portant garants* de la sincérité et de la durée des paix conclues, les Pacieri en *répondaient* sur leurs *têtes et sur leurs biens* ». Ainsi s'exprime un corse fort au courant des usages de l'île.

On ne saurait confirmer plus clairement l'existence persistante de la responsabilité des médiateurs.

(1) ARRIGHI A. *La veuve d'Arbellara. — Roman historique. — Mœurs corse* 1856. Le même auteur avait publié en 1848 des *Considérations sur les moyens d'améliorer l'état moral de la Corse*, etc., qui furent d'abord présentées sous forme de mémoire, à l'Académie des Sciences morales et politiques.

CHAPITRE XII

L'effet libérateur des paci modernes

Les paci avaient jadis pour effet essentiel d'entraîner la remise des peines corporelles, infligées par l'État. C'était leur résultat normal, consacré par les statuts corses et par les décrets de la Seigneurie.

Or, malgré ce qu'une telle conséquence a d'énorme et d'inadmissible au regard de notre Droit français moderne, nous allons pourtant voir ce résultat se maintenir à la période contemporaine.

Sans doute, les paci actuelles n'entraînent pas toujours cet effet libérateur : cela tient à des raisons diverses dont la principale est précisément l'antagonisme de la loi officielle. Néanmoins, la coutume reste encore si vivante, qui consacrait autrefois cette sorte de droit de grâce privé, consécutive à la pace, qu'elle continue à se manifester avec vigueur à notre époque. Elle s'est exprimée au cours du XIX^e siècle de deux façons : soit ouvertement dans une première phase ; soit ensuite de manière détournée : et c'est la situation actuelle.

A. — PREMIÈRE PÉRIODE.

DEMI LÉGALITÉ DE L'EFFET LIBÉRATEUR DES PACI

Cette période correspond au début du siècle écoulé. La coutume corse se révèle avec une telle force, elle sem-

ble si bien correspondre à une nécessité sociale, qu'elle arrive à s'imposer, au moins partiellement, à l'application des autorités continentales de l'île. Ces autorités, qui jusqu'en 1811 et même au-delà possèdent des pouvoirs très étendus, en usent pour prendre des mesures exorbitantes du Droit commun français. Certaines, parmi celles-ci, ne sont autre chose que la consécration en plusieurs points du vieux droit insulaire.

Les premiers documents à cet égard nous sont donnés par l'administration de Miot. Le procédé employé est le suivant : suspension sans détermination de durée, si un traité de paix est intervenu, des poursuites judiciaires contre les auteurs de violences. C'est un sursis, non de la peine, mais des procédures qui y conduisent ; moyen qui est l'équivalent indirect de la remise de la peine. — Sous le régime génois, une sanction était prononcée par le juge, mais si la pace se produisait, son effet était en principe de provoquer une mesure de grâce (1). Sous le régime instauré par l'administrateur général de l'an IX, la conséquence découlant, en principe aussi, de la pace, est l'impossibilité pour le juge de prononcer une sanction. Les deux résultats s'équivalent.

Toutefois, le système adopté par Miot de Melitto n'a pas de contours absolus.

D'abord, la conclusion du traité de paix n'entraîne pas forcément l'arrêt des poursuites, bien qu'il l'implique en quelque façon : l'administration garde sa liberté d'appréciation, si la mesure lui paraît inopportune. Nous n'insistons pas sur cette première restriction, car elle n'est pas une inno-

(1) Qui supprimait du moins la peine corporelle.

vation. Du temps de la Sérénissime République, le Sénat conservait aussi le droit de refuser au meurtrier sa rémission, malgré la réconciliation intervenue ; mais, cette faculté d'un usage exceptionnel n'infirmait pas la règle.

Ensuite, Miot n'a pas considéré le sursis aux poursuites, en cas de *pace*, comme devant être d'une application générale. Tout au moins peut-on dire qu'il est allé du principe de l'application générale à celui d'une application limitée à des catégories déterminées.

Sa pensée semble avoir franchi deux stades. Nous allons essayer de le démontrer, en analysant maintenant les pièces. Mais dans l'ensemble, il faut reconnaître, et il convient d'avertir que nos conclusions sur le système de l'Administrateur de la Corse comportent une part d'hypothèse, à cause du caractère incomplet des textes qui nous le révèlent.

Le premier renseignement nous est donné par un arrêté du 4 thermidor, an IX (1).

« Considérant, dit l'administrateur général de la Corse, que plusieurs habitants de la commune de Fozzanò, dont les dissentiments et les haines troublent depuis longtemps la tranquillité publique, *sont convenus, dans l'espérance de parvenir à se réconcilier sur leurs sujets de plainte, de suspendre toutes poursuites judiciaires à raison des violences et excès qu'ils s'imputent réciproquement.* Considérant que si le *Gouvernement* doit faciliter une transaction qui tend à rétablir la paix et la tranquillité, il doit en même temps prendre des mesures pour qu'elle ne devienne pas la cause de nouveaux troubles

(1) Arch. départ. ms. des arrêtés Miot, an IX à an X. C'est le temps de la seconde mission en Corse de Miot de Melitto.

et réprimer les tentatives que l'un ou l'autre parti pourrait faire pour en abuser. Arrête ce qui suit... (Vient ici le dispositif ; il contient l'énoncé comminatoire de mesures de police pour le cas où des violences seraient commises de part et d'autre durant les négociations). »

De ce texte résulte à notre avis :

1° Que l'arrêté précité, bien que particulier quant à son application à la commune de Fozzano, n'en contient pas moins l'exposé d'une règle de conduite générale. C'est bien sous forme de principe en effet que sont énoncés les devoirs de l'autorité publique : « considérant que si le Gouvernement doit... etc. »

2° Que le Gouvernement » non seulement n'exerce aucune poursuite contre les auteurs de violences, mais qu'il estime n'avoir d'autre rôle à remplir que de « faciliter une transaction qui tend à rétablir la paix » et d'autres mesures à prendre, que d'assurer par des moyens de police — non la répression — mais le libre jeu des négociations. Les parties étant « convenues de suspendre les poursuites... dans l'espérance de parvenir à se réconcilier... », l'autorité ne juge pas avoir autre chose à faire — pour l'instant du moins — que de favoriser « une transaction » de nature à ramener la tranquillité. L'action publique est suspendue.

Nous disons : *pour l'instant du moins*. Il reste en effet à rechercher quelle est la règle à laquelle s'attachera Miot en ce qui concerne l'exercice de cette action publique, quand les négociations entre les parties auront heureusement abouti. S'il arrive qu'elles soient rompues, il est évident que les poursuites seront engagées/ou reprises par les représentants qualifiés de l'Etat. Mais *quid*, si les pourparlers se sont terminés

par un traité de paix, ce qui est ici la seule question intéressante.

Il nous paraît légitime de penser que dans ce cas l'administration maintiendra *en principe* l'ordre provisoirement édicté de suspendre les poursuites.

À l'appui de cette hypothèse, se présentent les arguments suivants :

1^o Il paraît absurde et invraisemblable que l'autorité publique ait fait tous ses efforts pour protéger les négociations et encourager la conclusion d'un traité de paix, avec l'intention arrêtée de n'en tenir ensuite aucun compte.

2^o Un autre motif tiré d'un second document semble venir renforcer notre opinion. Il s'agit d'une requête insérée dans un traité de paix, que les parties présentent à la signature de Miot en lui demandant d'être garant de ses clauses. Nous avons au chapitre précédent déjà rencontré cette convention à propos d'une toute autre question : c'est la pace de Pila Canale (1^{er} nivôse an X, — 22 décembre 1801) (1).

Dans cet acte, disons-nous, se trouve une requête adressée par les deux groupes contractants « unis ensemble », aux autorités judiciaires compétentes pour juger des violences réciproquement commises. Les deux parties contendantes, après s'être remis toute injure, avoir déposé toute haine et renoncé à tous dommages intérêts, » supplient tous juges, tous tribunaux, tout magistrats saisis ou à saisir (des procédures concernant lesdites parties) *de vouloir bien leur accorder un par*

(1) Arch. départ., série M. F. 7, L, 22, V, annexe n^o XXXV. Cette paix est intervenue à la suite de troubles graves qui avaient motivé de la part de Miot de rigoureuses mesures de police à la date du 25 juin 1801 (arrêté du 6 messidor an IX. Arch. départ. Reg. des arrêtés Miot an IX à an X).

don général, et leur faire remise de toutes peines, suivant le moyen et la forme qui paraîtra la meilleure à leur clémence. » Cette formule est, notons-le en passant, à peu près la reproduction de celle autrefois employée sous le règne de la Sérénissime République. Les familles qui s'étaient pacifiées s'adressaient en ce style au Gouverneur gènois pour obtenir la grâce du meurtrier, consécutive à leur réconciliation.

Revenons à la supplique insérée au traité de Pila Canale. A la bien examiner, il paraît correct de déduire de cet acte la conséquence suivante. Si les parties adressent avec cette assurance une telle requête dans un document pour lequel elles sollicitent l'approbation et la garantie de l'Administrateur Général, il est à penser qu'elles ont connaissance d'une possibilité juridique d'obtenir satisfaction. Il est à croire qu'elles savent que les règles adoptées par Miot à qui l'acte est envoyé, comportent au moins l'examen de la mesure qu'elles sollicitent, à savoir : la *suspension définitive de toutes poursuites comme conséquence de leur réconciliation*. Comment supposer qu'elles auraient envoyé cette supplique, complètement au hasard, alors surtout que l'acte dans lequel elle est incluse a été rédigé avec le plus grand soin par un notaire visiblement renseigné à d'autres points de vue et qui pouvait être à tous égards un guide expérimenté.

De tout ceci nous concluons — sous les réserves générales faites au début de cet exposé — que le système de Miot comportait en *principe* le sursis indéfini des poursuites quand un traité de paix était intervenu, ce qui équivalait à peu près au système gènois de remise de la peine. Du moins le cours des choses nous paraît-il avoir été ainsi réglé, pendant ce

qu'on peut appeler la première phase de l'administration de Miot (c'est-à-dire jusqu'aux premiers mois de 1802).

Un arrêté du 23 floréal an X (13 avril 1802), va en effet marquer, selon nous, une nouvelle étape de sa pensée; comportant, non l'abolition, mais une restriction du principe.

« André-François Miot, Conseiller d'Etat, Administrateur-général des départements du Golo et du Liamone... (1).

« Sur le compte qui lui a été rendu de diverses procédures pendantes par devant le tribunal criminel extraordinaire des Départements du Golo et du Liamone, et des *exceptions* que plusieurs prévenus prétendaient tirer des paix conclues par eux avec ceux qu'ils avaient offensés :

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Lorsqu'un prévenu, traduit devant le Tribunal criminel extraordinaire pour assassinat, embuscade, guet-à-pens et tentative d'assassinat antérieurs au 1^{er} vendémiaire, allèguera une *paix antérieure à son arrestation*, faite et observée entre lui et l'offensé ou les offensés, *il sera provisoirement sursis par le Tribunal à toutes poursuites*.

Art. 2. — Le Commissaire du Gouvernement, près le Tribunal criminel extraordinaire en référerà à l'autorité administrative, *pour savoir d'elle si la paix a été faite et observée de bonne foi*.

Art. 3. — Les poursuites judiciaires ne pourront être reprises et continuées que de l'avis de l'autorité administrative. Fait à Ajaccio, etc... ».

On peut, pensons-nous, tirer de ce document les conclusions suivantes :

(1) Reg. ms. des arrêtés Miot. Arch. depart.

a) D'abord, il apporte confirmation supplémentaire de la proposition dont nous venons d'essayer la démonstration. Jusqu'à ce nouvel arrêté, la pratique paraît bien avoir été que la paix intervenue suspend pour toujours les poursuites. Comment en effet, si le principe avait été contraire, serait-il compréhensible que les prévenus invoquent ouvertement la conclusion de la paix, non comme une simple circonstance atténuante, mais comme une « exception », c'est-à-dire un moyen de droit ? Sans doute, Miot écrit : « exception que les prévenus *prétendent* tirer, etc... », ce qui laisse un doute sur le point de savoir s'il adopte leur point de vue juridique. Mais il n'affirme point son inexactitude. Tout au contraire, on va voir qu'il le confirme, tout en en restreignant l'application.

b) Il résulte en effet du reste du contexte que, lorsque la paix sera invoquée, le Tribunal aura l'obligation de surseoir. En outre, le Commissaire du Gouvernement devra s'adresser à l'autorité administrative, pour savoir d'elle si la paix a été faite et observée de bonne foi (art. 2).

Où une disposition de ce genre n'a aucun sens, ou elle signifie que la preuve une fois faite de la conclusion et de la loyale application du traité, il y aura arrêt définitif des poursuites.

Pourquoi surseoir, en effet, si on ne doit pas tenir compte ensuite du bien fondé de la cause du sursis ?

(1) Le mot « *prétendent* » semble seulement employé pour conserver une certaine liberté d'action à l'administration en cas de nécessité spéciale : la faculté pour une raison d'ordre public de continuer les poursuites, malgré la paix intervenue. L'administration évite donc, sans doute pour ce motif, d'admettre sans réserve que la *pace* est une exception au sens juridique du mot. Mais elle admet l'effet de principe de la réconciliation.

Les termes de la fin de l'arrêté semblent confirmer d'ailleurs notre opinion : « les poursuites judiciaires ne pourraient être reprises que de l'avis de l'autorité administrative (art. 3) ». Ainsi — et par conséquence forcée — le sursis provisoire sera définitif, à moins d'une autorisation contraire, donnée par l'administration de reprendre la procédure.

Or, qu'on rapproche les art. 2 et 3 : leur lettre et leur esprit paraissent bien tendre à cette conclusion : *l'autorisation ne sera pas donnée si la paix a été faite et observée.*

Mais il y a sur ce point une preuve plus définitive encore. Dans une proclamation ultérieure faite par le général Morand le 11 thermidor an XI, nous trouvons la mention que le Grand Juge, ministre de la Justice, s'étant ému de l'arrêté de Miot que nous examinons, avait décidé de le considérer comme non avenu, mais seulement « pour l'avenir ». En ce qui concerne le passé, « quelques graves que puissent être les délits de ceux qui sur la foi de cet arrêté, *sont demeurés dans une sécurité profonde*, il serait contre la foi publique qu'on profitât de cette sécurité pour les arrêter et les mettre en jugement ». (Jeanvorot, *op. cit.*)

Les poursuites n'avaient donc pas été reprises, et le ministre de la Justice consacre même leur abandon définitif pour la période antérieure à sa décision.

c). Mais cette règle de sursis, posée par Miot, est-elle applicable à tous les cas où la réconciliation s'est produite? Nous ne le croyons pas, et nous pensons que Miot à cet égard innove sur sa pratique antérieure. Dans l'arrêté que nous analysons en ce moment, une date en effet est fixée : *1^{er} vendémiaire an IX*. Les prévenus qui restent à juger pour délits commis avant cette époque, seront seuls admis à faire valoir l'exception.

Or, cette date est à peu près celle de la réoccupation de la Corse par la France. On peut donc supposer que la nouvelle disposition de Miot s'explique de la façon suivante :

Depuis la reprise de l'île par la France jusqu'au 23 floréal, an X, Miot, d'une façon plus ou moins arrêtée, a adopté le système que voici : admettre la réconciliation comme une cause d'arrêt des poursuites sans considération pour la date des faits qui y donnaient lieu. Mais en floréal, an X, les troubles, concomitants à l'évacuation de l'île par l'Angleterre, se sont apaisés ; l'autorité française est davantage assise. Il estime alors que l'exception de *paix conclue* ne doit plus être opposable que dans les affaires qui constituent la liquidation du passé. Pour les autres, il ne sera plus question de ce moyen de droit.

Telles sont du moins les observations que nous suggèrent les textes-ci-dessus rapportés. Il n'y a pas à se dissimuler que ces documents comportent une marge d'imprécision, rendant toute conclusion un peu hypothétique.

Il en ressort au moins avec certitude que, dans l'ensemble des mesures adoptées par Miot, la considération de *paix conclue* a joué un rôle important, consistant à *provoquer la suspension des poursuites judiciaires*. L'exacte limite de cette mesure, le contour précis de son champ d'application restent seuls l'objet d'un certain doute.

Morand succède à Miot. Un changement radical en va-t-il résulter, quant à l'effet d'impunité attribué à la conclusion des traités de paix. On pourrait le croire. C'est bien, semble-t-il les mesures déroatoires au droit commun français dans ce domaine, et notamment l'arrêté ci-dessus analysé du 23 floréal an X, qui sont en partie cause du rappel de l'Adminis-

trateur général de la Corse. Ses *Mémoires* nous donnent à cet égard des clartés assez vives (1). Au surplus le général Morand chargé en nivose an XI de la haute direction administrative de l'île, va dans une proclamation du 11 thermidor de la même année (2) nous révéler la pensée du Gouvernement dont il vient de recevoir des instructions. De celles-ci résulte que l'arrêté de Miot du 23 floréal an X doit être considéré comme annulé, ou comme nul pour l'avenir ; et les considérations dont cette prescription est appuyée ne laisse aucune obscurité sur la conception du Ministre de la Justice. « Les accomodements qui peuvent avoir lieu entre l'assassin et les parents ou héritiers de l'homicidé ne forment point une considération capable d'enchaîner la vengeance publique : elle est indépendante de toutes les transactions privées ; l'offensé ou ses héritiers peuvent bien faire remise de la satisfaction personnelle qui leur est due, mais non de celle qui est due à la loi... etc. » Ainsi s'exprima sans ambiguïté le Général, transmettant aux Commissaires du Gouvernement près les Tribunaux criminels les indications qu'il vient de recevoir du Grand Juge. Il semble donc que le Droit commun du continent va régner entièrement sur les deux départements insulaires.

Eh bien ! il n'en est rien. Après une période de tâtonnement, le Droit corse s'impose à nouveau. Et le même Morand, que l'on vient de voir promulguer les instructions ministérielles les plus formelles, prescrivant d'appliquer la loi pé-

(1) Cf. à cet égard la note I. p. 418 de notre ch. sur « *Les pacari modernes et leur rôle* ».

(2) Dont nous avons dû déjà dire antérieurement quelques mots par anticipation.

nale sans considération des traités de paix, va être le premier au bout de peu de temps à tourner ces prescriptions gouvernementales. Sans doute, il ne peut plus officiellement légiférer comme le faisait Miot de Melito : la Corse a été replacée en principe sous l'empire de la Constitution qui régit tout le territoire. Mais il a des pouvoirs très étendus néanmoins, grâce au régime de la Haute police dont il va user et abuser.

En matière de pace, il va très rapidement appliquer, avec des moyens plus arbitraires, des idées sensiblement analogues à celles de son prédécesseur. Rossi, qui est son contemporain et qui a décrit avec une grande précision ses procédés de gouvernement, nous apprend en effet (1) :

a) que lorsqu'il n'y avait eu que *tentative de meurtre ou blessures non mortelles, même avec intention de donner la mort, il avertissait l'autorité judiciaire de n'accorder aucune suite à la plainte de l'offensé.*

b) qu'ensuite à l'instar des paceri qui avaient rempli ce rôle après de la nation corse dans les temps difficiles de la révolte, ils donnaient ou faisait donner conseil aux parties de ne faire nulle procédure, voulant lui-même opérer la réconciliation (*accomodare per le buone*).

c) qu'enfin il provoquait la conclusion du traité de paix en agissant par promesses et menaces mêlées, et ensuite soustrayait les auteurs de violence à toute pénalité. A cet effet, il obligeait, s'il y avait lieu, les coupables à accepter leur exil volontaire en les prévenant que leur refus entraînerait leur remise à la disposition de la Justice. Il obligerait d'autre part,

(1) Rossi. *Osservazioni storiche* ; liv. XVI, p. 15 et s., ed. du B. S. S. H. C.

l'offensé et sa famille à accepter cette solution comme satisfaisante. La paix étant ainsi consentie des deux côtés — non sans pression, comme on le voit — les coupables n'avaient à subir aucune poursuite judiciaire et par conséquent aucune peine officielle.

Ce moyen de la réconciliation presque forcée était tyrannique : il rendait la paix précaire. Il ne ressort pas moins que le principe de Morand se formulait ainsi : la paix conclue et observée entraînait l'arrêt définitif des poursuites, du moins quand il n'y avait pas eu mort de la victime.

La prescription de l'action publique qui intervenait durant la période de sursis des poursuites, rendait d'ailleurs, au bout du délai légal, leur reprise impossible.

B. — EFFET LIBÉRATOIRE DE LA PACE OBTENU PAR DES MOYENS CONVENTIONNELS

Avec Morand semble se clore une période : celle de demi-légalité reconnue à l'effet libératoire des paci. Rien dans les actes de Berthier qui lui succède n'autorise en effet à affirmer que des mesures quelconques aient été prises pour soustraire à la Justice les auteurs d'actes de violence, en cas de réconciliation intervenue. Du moins nous n'avons trouvé dans les documents examinés aucune trace de pareilles mesures. (1)

On est donc en droit de penser qu'à partir de la fin de 1811, le Droit français règne seul, au moins en apparence.

(1) « En matière de délit, écrit-il au contraire, dans sa première proclamation le 26 juillet 1811, il y a lieu d'agir avec toute la rigueur d'une prompte et impartiale justice, et cela non par un autre canal que celui des tribunaux ». Rossi, *op. cit.*, liv. XVII, p. 185.

Mais la tradition corse est bien vivace qui attache au traité une conséquence de rémission de la peine publique : aussi, dans certains cas du moins, la coutume va se maintenir, grâce à des moyens conventionnels, dont l'effet sera de tourner la loi.

Le procédé est fort simple. Il s'agit d'arriver à l'acquittement convenu de l'auteur des violences. Il suffit pour aboutir à ce résultat que les témoins à charge soient en quelque sorte neutralisés.

Il faut se souvenir qu'au moins dans le centre de l'île, l'ancienne organisation sociale à base familiale, élargie par le système de clientèle, reste en pleine vigueur. Par suite de cette organisation, lorsque la Justice est saisie d'une affaire criminelle, en suite d'un meurtre par vendetta — les témoins qui sont entendus sont forcément à quelque titre les tenants des groupes de l'offenseur ou de l'offensé parents, amis, protecteurs, « adhérents ». Ils subissent donc chacun la discipline de leur groupe. Or, si les deux clans en vue du rétablissement de la paix se sont mis d'accord pour arriver à un acquittement, il suffit que les témoins à charge reçoivent à cet égard des instructions convenues. Les témoins à décharge rempliront leur rôle habituel qui est de faire l'éloge de l'inculpé, de lui constituer un alibi ou d'employer tout autre moyen de défense. Par contre, les témoins du parti offensé ne se souviendront plus de rien ou feront des dépositions contradictoires, etc. Bref, les charges ne pourront être judiciairement établies.

L'acquittement en découlera de lui-même sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir aucune autre considération.

Il convient d'ailleurs de noter que le jury corse est favorable

à l'absolution, dès qu'un traité de paix est intervenu. Il y a trois raisons de cet état d'esprit chez les jurés insulaires.

La première est une raison sentimentale. Sur le continent, l'auteur d'un crime passionnel est assuré en principe de la sympathie du public et du jury. En Corse, il en est de même pour le meurtrier par vendetta (1).

A ce premier motif s'en ajoute un *second* dont le principe pourrait être défendu en n'importe quel pays, car il a une base rationnelle. Le meurtre par vendetta est un meurtre *occasionnel*, au même titre toujours que le crime passionnel. Sans doute, la vendetta peut causer plus de victimes ; on ne tue en général qu'une fois son amant ou sa maîtresse, tandis qu'on peut tuer en matière de vengeance privée non seulement son ennemi, mais les parents de son ennemi. Mais enfin, il s'agit quand même de meurtres occasionnels.

Si un « apache » a tué pour voler, il continuera vraisemblablement de tuer pour voler tant qu'on ne le mettra pas de façon définitive hors d'état de nuire. La tentation de vol se reproduira indéfiniment pour lui, et provoquera chez lui le même acte meurtrier. Il est donc socialement très dangereux. Mais dans le cas de vendetta, si le motif de se venger disparaît, les occasions de tuer s'évanouissent par là même. Or, la raison la plus certaine de cesser la vendetta, c'est une paix loyalement établie et observée. D'où motif pour le jury d'acquitter dans ce cas.

Troisièmement : le jury corse, ainsi qu'il est naturel, est influencé par l'ambiance de ses vieilles traditions nationales. Nous avons vu que celles-ci comportaient autrefois comme

(1) Sous réserve toutefois d'un cas spécial que nous exposons dans le chapitre XIII.

effet du traité de paix une rémission de la peine publique. Cette idée s'impose à l'esprit du jury. Les vieilles coutumes restent vivantes dans le cœur des corses, quoique d'une façon plus ou moins forte, suivant les individus. Au fond, un très grand nombre de personnes continuent à penser que lorsque deux familles ont traité à propos d'un meurtre, s'accordant les satisfactions qu'elles estimaient utiles au rétablissement de la paix, tout doit être fini. Et l'Etat, en intervenant, apparaît comme une sorte de gêneur, qui se mêle de questions dont, en bonne justice, il n'a plus à s'occuper.

L'acquittement du prévenu remet donc toutes choses en place, à la satisfaction générale ; et l'ordre public lui-même n'y perd rien. Du moins on peut le croire. Aussi, quand deux partis sont convenus, en faisant la pace, que les auteurs de violence seraient soustraits aux pénalités d'Etat, le but qu'elles poursuivent est assez facile à atteindre.

L'esprit du jury, les contractants le savent, est d'avance favorable à cette solution. (1). D'autre part, ce que nous avons appelé la neutralisation des témoins à charge rend quasi impossible une condamnation. L'acquittement s'ensuit automatiquement.

(1) L'avocat Patorni, qui écrivait en 1842, justifiait certains acquittements particulièrement nombreux « parce qu'il s'agissait de crimes que les parties lésées avaient laissés sans poursuites et sur lesquels une franche réconciliation, la pace, était venue apposer le cachet de l'oubli ». BORDRE (*En Corse*, p. 151 et s.) qui a publié ses observations en 1887 signale à propos du traité de San Gavino di Carbini en 1879, que la paix fut deux fois rompue. Chaque fois intervint un nouveau pacte. Puis il ajoute : « Cette inimitié est revenue trois fois devant la Cour d'assises après la signature des trois traités. Chaque fois le jury a absous les accusés. C'est un principe, la réconciliation efface le passé ».

Il est fort difficile naturellement de saisir dans un traité des conventions de ce genre. Personne n'ignore que la loi française n'admettrait pas de clauses de cette sorte. Les exprimer clairement serait donc tout à fait maladroit et périlleux. La plupart du temps, de telles conventions seront verbales : connues de tous, elles auront comme garanties d'exécution, outre la bonne foi, l'intérêt commun des parties de maintenir la paix.

Parfois cependant, quelque chose de ces accords spéciaux transparait à travers le texte du traité. C'est bien par exemple une disposition de cette espèce qu'il faut lire à notre avis dans l'article 11 de la pace de Sari d'Orcino, déjà souvent citée : « Etienne P. (la victime d'un attentat) s'oblige en particulier (avec sa famille) *non seulement à ne faire aucune démarche tendant à solliciter, soit en justice, soit en dehors des tribunaux, la punition ou la réparation de l'attentat commis contre sa personne, ni à rien faire en un mot qui puisse aggraver la position de celui qui pourrait en être l'auteur, mais à user au contraire, afin de l'adoucir de tous les moyens que l'honneur et la conscience lui permettront d'employer.* »

L'honneur et la conscience supposent en Corse autant ou plus qu'ailleurs le respect de la parole engagée. Dans le cas spécial qui nous occupe, les témoins à charge se conformeront à cette parole donnée au nom de leur parti, en disant qu'ils ne savent rien. (1) Et de fait — leur absence voulue de sou-

(1) Voici un autre exemple de ces conventions tendant à l'acquittement. Il nous est rapporté par BOURDE, *En Corse*, p. 73-74 : « M. Bartoli (juge de paix en butte à une vendetta), comprenant que le séjour de son pays natal lui deviendrait à jamais impossible, négocia une réconciliation avec les Leonetti (ses ennemis). Quand la paix fut signée, Felix (un des Leonetti qui tenaient le maquis) se constitua

venir — répréhensible aux yeux de l'Etat, critiquable et peu compréhensible pour un esprit continental, a, sans aucun doute, certains motifs honorables.

Quels que soient d'ailleurs les avis, l'intérêt scientifique de tels faits est en tous cas évident. Par eux, s'affirme encore aujourd'hui la persistance de traditions anciennes ; elles vont chaque jour s'effaçant un peu plus sous l'influence du Droit moderne, expression de nécessités nouvelles. Il faut se presser pour noter encore des formes d'institutions, destinées d'ici peu à entrer toutes entières dans le domaine du passé.

prisonnier. Les témoins qui avaient fourni à l'instruction des détails précis sur l'attentat, ne se rappelèrent plus rien devant la Cour d'assises, et les jurés corses, qui professent qu'il ne faut pas rouvrir une vendetta close, acquittèrent l'accusé (17 juin 1886) ».

CHAPITRE XIII

Les Paci contemporaines

Il est presque plus facile d'étudier les traités de paix des époques anciennes, que ceux de la période contemporaine. Les raisons en sont multiples. D'abord, la vendetta tend sans aucun doute à perdre du terrain. Les réconciliations dont elle est l'occasion inclinent de façon parallèle à la disparition. Mais il faut pourtant retenir que si les traités se raréfient, ils restent encore tout à fait fréquents.

Il y a un autre motif qui rend moins commode l'examen des conventions de notre temps. C'est justement leur date moderne. Trop d'intérêts de familles vivantes y sont encore engagés, pour qu'ils ne soient pas le plus souvent gardés secrets, au moins dans le détail de leurs clauses.

Notons enfin que sous le Gouvernement de la Seigneurie, les *paci*, pour sortir à effet de façon complète, et par suite d'ailleurs des décrets impératifs de la Sérénissime République, devaient obligatoirement être envoyés au Gouverneur de l'île. D'où les traces nombreuses pour nous qu'a laissés leur passage sous forme de documents variés conservés dans les liasses du Civile Governatore. Mais depuis que les traités de

paix ont perdu la *pace* officielle qui leur était jadis accordée par la loi et par l'autorité politique, il est beaucoup plus rare d'en rencontrer dans les archives.

Nous nous sommes cependant procuré un certain nombre de textes contemporains. Avec beaucoup plus de temps, il eut été possible d'en obtenir sans doute davantage. Ceux que nous présentons à l'examen suffisent pourtant à donner des indications très complètes sur la plupart des points essentiels. Ils proviennent surtout de trois sources : les uns, qui correspondent au début du xix^e siècle, se trouvent aux Archives départementales ; ils sont accompagnés d'une correspondance administrative intéressante. Les autres, que l'obligeante courtoisie de personnes particulières a bien voulu mettre entre nos mains, ont un caractère purement privé ; ils se distribuent dans le temps sur les cent dernières années. Enfin, pour les traités récents, la presse locale constitue encore un moyen accessoire, mais assez réduit, de se renseigner. Elle ne donne jamais le contenu même des accords intervenus, mais elle fait parfois mention de la conclusion.

Tels sont les éléments documentaires sur lesquels peut porter notre analyse. Avant d'entrer dans le vif, il convient de rappeler que la *pace* comprend en dehors des pourparlers proprement dits, deux phases distinctes. La première correspond à la rédaction et à l'acceptation des clauses insérées dans l'instrument du traité. La deuxième comporte certains rites extérieurs dont les principaux se manifestent dans une cérémonie religieuse et solennelle ; l'accord des parties, le serment qui est une de ses garanties, sont au cours de celles-ci exprimés ou renouvelés publiquement. Il y a donc lieu d'étudier :

- a) L'instrument de pace ;
- b) Les cérémonies extérieures qui accompagnent l'établissement de la paix.

SECTION I

L'INSTRUMENT DE PACE

Il comprend naturellement des conditions de forme et de fond.

Première Division

CONDITIONS DE FORME

Nous passerons de façon rapide sur certaines d'entre elles qui ne méritent qu'une simple mention.

Forme écrite. — Elle n'est pas indispensable, et d'après les renseignements que nous avons pu recueillir, il est possible qu'une paix soit purement orale. Elle se réduit alors, quant à sa réalisation dans sa forme extérieure, à la prestation de serment faite à l'Eglise par les chefs de partis et les parents présents. Même dans ce cas cependant, il reste parfois trace écrite du contrat dans les registres paroissiaux. Mais c'est un simple memorandum, œuvre du desservant, à laquelle les parties demeurent étrangères. Le traité écrit est le plus fréquent à cause des avantages de preuve qu'il présente. Il est d'ailleurs très ancien sous cette forme. Valéry qui a cru le contraire a été mal renseigné (1).

Le texte est rédigé en langue italienne plus ou moins cor-

(1) VALÉRY. *Voyage en Corse*, p. 204. T. I. A propos d'un traité de 1835 : « L'acte fut passé devant notaire, signe peut-être de décadence, formalité qui eût été inutile dans les vieilles mœurs corse ». C'est une erreur. Nous avons des traités écrits qui remontent au xv^e siècle, et on peut penser qu'il y en a eu bien avant.

recte ou en langue française ; parfois même dans les deux langues. (1)

Invocation inaugurale : « A nome della Repubblica francese una ed indivisibile » (2). — Au nom de Dieu, de la Patrie et du Roi des Français » (3), etc.

Indication du rédacteur (s'il est notaire ce qui est fréquent), *des témoins* (assez souvent), *des paceri* (par ex. Paix de Serra); *de la date*.

Indication des parties contractantes : Elle peut être insérée de manière succincte dans le corps de l'acte. Par exemple : « Par devant nous... notaire, etc. se sont volontairement constitués, d'une part : tous les individus présents désignés dans l'inimitié de Sartène sous le nom de Parti Ste Anne — et de l'autre : tous les individus également présents, connus sous le nom de parti du Borgo ». (4).

Mais généralement, l'indication est plus détaillée : elle comporte le nom des chefs de partis et de plusieurs parents ou amis considérés comme représentatifs du groupe au nom duquel et pour lequel ils s'engagent : « D'une part, tous les individus présents appartenant au parti Soprano..., représenté

(1) *Paix de Serra*, 3 juin 1835. Arch. départ., série M. F. 7. V. annexe n° XLIV.

(2) *Paix de Pila Canale*, 22 déc. 1801. Arch. départ., série M. F. 7. L. 22.

(3) *Traité de Sartène*, 7 déc. 1834. — *Traité de Fozzano*, 13 déc. 1834. — V. annexes nos XLI et XLII.

(4) *Paix de Sartène*, 7 déc. 1834. V. Annexe n° XLII. D'après une brève notice du prince Roland BONAPARTE dans sa bibliographie corse (*Une excursion en Corse*) le traité de Sartène aurait été publié en 1835. Mais c'est une copie manuscrite de l'original, que nous avons eue entre les mains.

par les sieurs Michel Durazzo pour lui et ses enfants, Jean-Baptiste Verano, etc... d'autre part tous les individus appartenant au parti Carabelli,... représenté par les Capitaines Jean-Baptiste et Simon, frères Carabelli, etc. (1). Ou encore : « Nous, Jean-Jacques L..., stipulants au nom de tous mes parents et des personnes qui me sont attachées, et Antoine F., chef, et le plus influent de la famille des personnes accusées, etc., etc. (2) »

En toute hypothèse le nom des parties ou de leurs représentants figure en détail dans les signatures de la fin de l'acte.

Exposé des faits de vendetta qui sont la cause du traité. Tantôt cet exposé apparaît comme un bref procès-verbal : « Essendo vero che... differenti persone siano state ferite con armi da fuoco ed altre sorte, tanto dell'una che dell'altra parte. (3). Tantôt au contraire il prend une certaine allure oratoire : « Les inimitiés de Fozzano remontent aux temps les plus reculés ; nées dans la guerre, les générations se détruisent sans cesse. Elles sont innombrables les victimes qui ont payé à la vendetta le tribut, etc... Renfermés, barricadés, dans leurs maisons les habitants n'en sortent jamais sans courir le danger de la vie... » (4).

Exposé des motifs de faire la paix. — Ils sont d'ordre social, moral et religieux :

« Les dites familles et citoyens, sachant le devoir qui leur incombe comme chrétiens envers N.-S. Jésus-Christ, unique

(1) *Paix de Fozzano*, 13 déc. 1834. V. annexe n° XLI.

(2) *Paix de Ciamanaccia*, 1^{er} juillet 1812. Arch. départ., série M., annexe n° XXXIX.

(3) *Traité de Pila Canale*, 22 déc. 1801 (précité).

(4) *Traité de Sarlène*, 7 déc. 1834 (précité).

objet de paix et d'amour, qui a recommandé à tous la paix et l'amour envers le Prochain dans ses Saints Evangiles, et spécialement envers ses ennemis (1)... » — Ou encore : « Les soussignés... voulant mettre un terme à la sanglante inimitié ..., ayant le plus vif désir ... de donner aussi un exemple salulaire d'humanité et d'abnégation... » (2)

Parfois, à travers les formules, transparait l'appel passionné des hommes, demeurés sans sécurité de jour ni de nuit pendant des années, vers le charme et la bonté de la vie pacifique. « Ayant reconnu, disent les gens de Serra, qu'il est temps de mettre un terme à un fléau qui finirait par rendre déserte la commune, voulant rendre... la paix à leurs familles, au canton et au pays tout entier, sortir de l'abîme où ils sont plongés depuis deux ans environ, rendre leurs biens à la culture et se livrer eux-mêmes en toute sûreté aux douceurs de la vie sociale, etc. » (3).

D'autres fois, la plainte humaine s'élève à une solennelle expression :

« L'humanité gémit depuis plus d'un siècle (à Fozzano) sur un aveuglement qui détruit la plus belle jeunesse, des années entières s'écoulent sans que les actes de l'état civil constatent un seul mariage : encore quelques années, et l'on n'aurait rencontré que des veuves et des orphelins... Reconnaissant que de tels excès, contraires à toutes les lois divines et humaines, déshonorent les hommes, qu'un peuple civilisé est celui qui reconnaît l'empire des lois, qui attend d'elles seules protection et réparation, qui se croirait déshonoré de

(1) *Paix de Pila Canale* (précitée).

(2) *Traité de San Gavino di Carhini*, 10 oct. 1879. V, annexe n° XLVI.

(3) *Paix de Serra*, 3 juin 1835 (précitée).

trempers ses mains dans le sang et laisse à la Justice l'étendue de ses droits et de ses libertés, etc. (1) »

Signature : Celles des chefs de partis adverses, des parents présents, des témoins, des *paceri*, qui, dans les textes contemporains, prennent le nom de « médiateurs », enfin, celle du notaire, si un notaire est intervenu dans la rédaction.

Deuxième division

CONDITIONS DE FONDS

Un traité comprend en général trois catégories de clauses : les unes consacrent l'abandon de certains droits inhérents à l'état de guerre, les autres : l'attribution de droits compensatoires ou satisfactives pour les offenses reçues, d'autres enfin ont rapport à la constitution de garanties accessoires très diverses (2).

A. — ABANDON DE DROITS INHÉRENTS A L'ÉTAT DE GUERRE

1. Clause de pardon

C'est une renonciation non seulement aux sentiments d'ini-mi-tié, mais à leur traduction juridique qui se présente aux

(1) *Paix de Fozzano* (précitée).

(2) Les traités comprennent aussi fort souvent une clause compromissaire donnant à un pacere des pouvoirs arbitraux pour régler certaines questions. Nous nous bornons ici à rappeler ce point, qui a fait l'objet d'un examen spécial dans notre chapitre XI sur le rôle des *paceri*.

yeux des parties sous forme d'une créance véritable. Créance, née des injures et des violences souffertes, qui ont rompu l'équilibre entre les deux groupes intéressés. Le pardon est une *remise de haine*. Ce sont les expressions mêmes employées par les parties : « *rimettendosi*, dit le traité de Pila Canale, *fra di loro hinc inde ogni odio ed injuria* ».

L'importance du pardon, qui est considérable, est marquée presque toujours. Il arrive parfois que son énoncé constitue un article spécialement détaché. « Art. 1^{er}. Pardon et oubli pour tout ce qui se rattache aux funestes événements passés ; paix, confiance et union pour l'avenir. » (1) Ainsi s'expriment les gens de Serra. Un incident tout à fait touchant se produisit à cette occasion après la lecture du traité. L'un des articles de cet acte comportait, comme on le verra plus loin, l'éloignement forcé du meurtrier au cas où il serait acquitté. La femme de la victime avait été la plus ardente, ainsi qu'il est naturel, à faire insérer cette sanction, et le pardon général n'avait été consenti par elle et les membres de sa famille qu'à cette expresse condition.

Or, le traité étant signé, et les serments échangés, cette femme rapporte le Sous-Préfet de Sartène le 5 juin 1835, se leva tout à coup, et, demandant qu'il soit fait silence, fit cette déclaration d'une grandeur vraiment émouvante : « Je remercie les personnes charitables qui ont voulu donner la paix à mes parents et à mon pays. Elles ont pensé qu'une satisfaction pouvait m'être donnée (celle de l'éloignement du meurtrier). Mais... elle ne rendra pas à mes enfants leur

(1) *Paix de Serra*. — V. aussi *Paix de Sartène*. Nous ne reproduisons pas ici les références déjà données aux chap. précédents.

père. Aussi, *ayant juré la paix, je pardonne de cœur* (1), et je n'exige aucune satisfaction. Je désire même que mes parents et ceux qui furent mes ennemis se donnent la main et vivent désormais en frères (2). » Et, précisant davantage encore son intention, elle ajouta (3) que « faisant abandon du droit que lui donnait à cet égard le traité, elle demandait elle-même que le meurtrier rentrât au sein de sa famille s'il venait à être acquitté.

2. **Clauses d'abandon du droit aux violences et aux injures ou promesses di non offendersi**

Comme on le sait déjà, cette renonciation au droit d'offenser, qui est le corollaire logique d'une convention de paix en est cependant indépendante à certains points de vue. Elle peut en effet parfaitement se produire sans que la paix ait été rétablie, et elle prend alors figure de trêve. A toute époque, les pouvoirs publics se sont efforcés, même par la coercition, d'obtenir des parties des engagements de ce genre. Mais il arrive aussi que les promesses de ne pas s'offenser sont faites spontanément par consentement mutuel.

Dans l'acte de Ciamanaccia (1^{er} juillet 1812), les représentants qualifiés des groupes en présence, prennent l'engagement que pendant un temps déterminé, destiné à permettre

(1) Noter la forme traditionnelle et très ancienne des deux expressions soulignées. Cf. les traités du xv^e et xvi^e siècles à cet égard. — V. aussi le *traité de Pila Canale* en 1801. Les parties disent se réconcilier « di vero cuore ».

(2) Arch. départ. M. 7. L. 22. — Lettre du sous-préfet COSTA au préfet de Corse, 5 juin 1835.

(3) Lettre d'un médiateur, le capitaine TRAMONTI, 3 juin 1835.

la réalisation de certaines conditions de la paix, « il n'y aura aucun acte de violence, propos, injures personnelles, etc. »

Les parties dans la paix de Serra (3 juin 1835), « s'imposent l'obligation de vivre en bons parents et amis et de ne rien faire ni directement, ni indirectement, qui puisse troubler, etc... » — Elles promettent « fermement et sans arrière-pensée, dans le traité de San Gavino (sept, 1883), de se dépouiller de toutes les rancunes et de ne plus se laisser égarer... de renoncer à toute idée de vengeance, etc. « Ces formules s'équivalent, bien que les dernières soient plus vagues. En voici de plus précises : « Les chefs répondent que personne de leur parti ne commettra aucun attentat contre les personnes ou contre les propriétés, et que nul ne donnera aucun sujet d'inquiétude qui puisse altérer les sentiments de paix, etc. (Paix de Fozzano, 1834).

3. **Clauses d'abandon du droit de poursuites criminelles ou civiles**

La renonciation à toutes procédures, spécialement au point de vue répressif, est une conséquence logique, bien que non obligatoire, de la cessation des hostilités. Ce caractère apparaît avec beaucoup de netteté dans les motifs de l'arrêté de Miot du 4 thermidor, an IX, déjà rencontré antérieurement. « Considérant, y est-il dit, que plusieurs habitants de Fozzano sont convenus dans l'espérance de parvenir à se concilier, de suspendre toutes poursuites judiciaires à raison des violences et excès, etc. « Ici, les poursuites ne sont que suspendues, parce que les parties en sont encore à l'ère des négociations. Mais voici un cas d'abandon définitif. Les parties, dans la paix de Pilà Canale affirment renoncer « à tous procès faits

ou à faire, relativement aux événements passés, entendant que ceux-ci soient... à considérer comme nuls et non venus...; elles se remettent tous dépens, dommages, intérêts, et s'en donnent réciproquement quittance libératoire. »

Les deux actes que nous venons de citer datent de 1801, c'est-à-dire d'une époque où il était ouvertement possible aux particuliers d'arrêter les procédures criminelles, grâce au concours prêté à cet égard par l'autorité. Nous avons, aux chapitres précédents, étudié ce très curieux effet de la pression persistante du droit corse sur la légalité officielle. Nous avons vu aussi que, lorsque dans la suite les représentants de l'Etat dans l'île ne purent et ne voulurent plus admettre la validité de telles conventions, les parties recoururent à d'autres moyens. (V. chap. sur l'effet libératoire des paci. Procédé des acquittements convenus). On peut dire que le délaissement de toutes actions judiciaires réciproques, reste une mesure relevant de l'esprit général de la Pace.

4. Clause de désarmement

L'obligation de remettre ou de ne plus porter les armes est fréquemment imposée par l'autorité. Mais, par contre, elle est rarement souscrite dans une convention librement conclue entre les familles belligérantes. La renonciation volontaire au droit de port d'armes est de celles qui sont le plus difficiles à consentir pour un Corse. Nous la trouvons pourtant exprimée dans quatre traités, mais qui ont tous subi l'influence du même médiateur, le baron Lallemant. Nous pensons qu'il convient d'attribuer cette clause à son inspiration per-

sonnelle. — « La facilité avec laquelle on a recours aux armes étant le plus souvent la cause des désordres qui commencent les inimitiés, dit le traité de Fozzano, les habitants s'interdisent le port d'armes dans leur commune. » Mêmes dispositions dans les traités de Sartène, de Serra et de Gavignano. (1)

B. — CLAUSES COMPORTANT L'ATTRIBUTION DE DROITS COMPENSATOIRES DES OFFENSES REÇUES

Les abandons de droits divers inhérents à l'état de guerre, que nous venons d'examiner, s'entendent comme étant des concessions réciproques des deux parties en présence : conséquence naturelle du fait bilatéral de la cessation des hostilités.

Par contre, les satisfactions accordées pour les offenses reçues (meurtre, voies de fait, injures, etc.), ne sont compréhensibles que comme des concessions d'un caractère unilatéral. Elles sont données à celle des parties qui, dans la balance des offenses échangées, reste créancière. Par exemple, celle-ci est la seule à avoir eu des victimes de son côté, hypothèse qui peut se réaliser si la paix est prompte à intervenir.

(1) VALÉRY. *Voyage en Corse*. T. I, p. 291. « La commune de Gavignano, près la Porta (environs d'Aléria), était à mon passage livrée aux vendette... Ces ardentcs vendette finirent peu de temps après, apaisées par l'habile et généreuse intervention de M. le général Lallemand lors de sa tournée dans l'arrondissement de Corte en octobre 1834. Un traité fut conclu entre les deux principales familles, les Mattei et les Giampietri, qui s'embrassèrent en présence du général et jurèrent de marcher désormais sans armes sur leur territoire. »

Ou, cas plus général, il y a eu victimes des deux parts ; mais l'un des groupes en compte davantage dans ses rangs, et les derniers meurtriers vivants appartiennent au groupe adverse, au profit de qui l'équilibre est donc rompu. Pour le rétablir ces meurtriers, en vertu de la logique de la vendetta, auraient été tués, si la guerre avait continué. Du moins, c'était leur destinée vraisemblable. La paix est intervenue, arrêtant l'effusion du sang. Mais l'équilibre entre les deux parties n'en doit pas moins être rétabli ; seulement il le sera d'autre manière que par l'application du principe : *sang pour sang*.

Examinons avec attention cette notion particulière de compensation des offenses par voie juridique.

Il nous est nécessaire ici de citer à nouveau un passage de Feydel. Bien qu'il déforme assez partialement tous les sujets qu'il touche, il a bien vu certains faits et bien observé certaines coutumes. Toutefois, il est tendancieux. Sous cette réserve, analysons encore une fois cette phrase qu'il a tracée, et où de demi vérités voisinent avec des inexactitudes et des exagérations.

« ... la seule garantie certaine des traités de paix entre familles, c'est une égalité exacte entre le nombre des morts de part et d'autre. Sans cette condition, tout traité définitif est réputé honteux pour la famille qui compte le plus de morts. De sorte que celle qui en compte le moins, si elle veut traiter avec assurance, est contrainte d'attendre que l'ennemi, par de nouveaux meurtres, ait égalisé le nombre. (1).

Il y a quelque chose de vrai tout au fond de cet exposé,

(1) FEYDEL. *Mœurs et coutumes des Corses*, p. 71, éd. de l'an X.

mais qui demande une très sérieuse mise au point (1). Sur une base réelle, Feydel a édifié une construction fantaisiste

1° Il n'est pas exact d'abord que l'égalité du nombre des morts soit une *garantie* et surtout *la seule* des traités de paix. Tous les renseignements directs que nous avons pu recueillir en Corse sont contraires à cette allégation. Ce qui est vrai, c'est qu'une certaine équivalence dans les offenses reçues de part et d'autres est *une* des raisons qui peuvent rendre plus aisé *l'aboutissement des négociations pacifiques*. Une certaine compensation entre les outrages (injures, violences, meurtres) fait moins ardu le chemin de la réconciliation.

2° Il n'est pas exact non plus qu'un traité de paix soit réputé honteux pour la famille qui compte le plus de morts. Il n'en serait ainsi que si cette famille faisait la *pace* sans obtenir aucune satisfaction de droit. Mais un tel cas, surtout en Corse, est incompréhensible. Si des compensations juridiques, comportant par exemple divers modes de punition du meurtrier, ne sont pas accordées au groupe offensé, la *pace* n'a aucune chance d'être conclue, à moins qu'il n'y ait plus dans ce groupe un homme valide en état de porter les armes.

Mais dans cette hypothèse même, la *pace* devient inutile : la guerre cesse faute de combattants. Au contraire, on trouve constamment des paci, où le nombre des morts est inégal, et qui sont considérés comme des *réconciliations*, faisant à tous le plus grand honneur. L'équilibre a été rétabli par des concessions particulières de l'offenseur.

(1) Cette mise au point est d'autant plus nécessaire que Feydel et son livre sont cités comme source de renseignements par des hommes de grande autorité scientifique. Il y a à glaner beaucoup dans Feydel, mais avec précaution.

Voici une première illustration de cette vérité.

Il s'agit de la vendetta longue et meurtrière, ayant mis aux prises à Sartène le parti de *Borgo* et celui de *Sainte Anne*. Un traité va le terminer le 7 décembre 1834. L'abbé Paul Marie Pietri, appartenant à l'une des familles les plus notables de Sartène, et considéré comme un des chefs de son parti, a perdu dans la lutte trois neveux qui pour lui étaient comme des fils. C'est donc à son préjudice, à celui de sa famille et de son groupe, que la balance est rompue au point de vue des offenses et des victimes. La paix va pourtant, après des difficultés initiales, se conclure parfaitement.

Lisons l'exposé des faits qui précèdent la convention. Il est rédigé avec une certaine solennité, qui tend à égaler la gravité des événements.

« Au milieu de ce triste tableau (les deuils causés de part et d'autre par la vendetta), on voit un vieillard vénérable, ministre des autels, qui avait servi de père à trois de ses neveux, orphelins dès l'enfance... Une mort prématurée et cruelle a éteint la belle vie de ces infortunés, leur oncle malheureux a perdu tout ce qu'il pouvait humainement perdre... *Arbitre de la guerre*, n'ayant plus rien à craindre, *il pouvait la continuer* : (1) cependant son âme généreuse n'a pu résister aux prières toutes paternelles de M. le Lieutenant Général Baron Lallemant de donner la paix à la ville de Sartène. »

Donc, il consent à traiter ; mais, lui, et son parti, *ne*

(1) C'est-à-dire que de sa décision dépend la poursuite de la lutte, puisque c'est du côté de sa famille que penche la balance des victimes. Le droit de la vendetta lui reconnaît la faculté légitime de continuer la guerre.

traitent pas sans conditions; et l'acte de paix qu'ils vont signer, va comporter pour eux, qui ont eu à souffrir la mort invengée de trois de leurs parents, des compensations juridiques au sens du Droit corse. (Bannissement notamment des adversaires). Le caractère élevé et généreux de l'acte de P. M. Pietri n'est pas diminué par les satisfactions qu'il exige et obtient. C'est bien un sacrifice qu'il a fait en renonçant à la forme la plus complète de son droit, celle qui se serait réalisée par la continuation de la guerre et ses conséquences. Mais il ne renonce pas à son droit lui-même : l'adversaire doit d'autre façon venir à résipiscence. Pas de traité plus honorable pour tous.

Autre cas. Il nous est fourni par la paix de Sari d'Orcino (1) en 1842. La situation qui sert d'antécédent à la convention est la même qu'à Sartène. Un médecin a été victime d'une tentative de meurtre. Il n'a pas été tué, mais a été gravement blessé : et effectivement, c'est le rôle de l'*offensé* qu'il va jouer dans la *pace*, à laquelle il consent avec les siens. Quelle est la condition de l'accord? L'éloignement, au moins temporaire, du meurtrier.

Ces exemples et d'autres qu'on pourrait multiplier rectifient les affirmations de Feydel, en les réduisant à leur part légitime. Ils redressent notamment sa théorie extravagante de l'égalité nécessaire des victimes, pour qu'un traité se réalise. Les faits montrent au contraire que la plupart du temps, les paci ont lieu entre deux groupes, dont l'un a eu à souffrir plus que l'autre. Des satisfactions juridiques sont alors accordées au premier par le second. (2)

(1) V. l'analyse complète de cet acte au chap. XIV.

(2) Elles sont de diverses sortes. — V., outre les deux paci précitées,

Voyons maintenant en quoi celles-ci peuvent consister

1. Clause de bannissement

La première de ces satisfactions, dont un mot a été dit déjà incidemment, est le *bannissement conventionnel*, ou par mesure privée. Les traités, — il convient d'en avertir — ne comportent pas le terme : *bannissement*. Ils disent *éloignement*. Mais comme celui-ci est *obligatoire*, l'expression *bannir* le traduit exactement.

a) PHASES HISTORIQUES

Première phase : L'*éloignement forcé* est alors de nature uniquement *conventionnelle*. Deux groupes font la paix, et pour la conclure le groupe de l'offenseur consent au bannissement du meurtrier. De cette période, il ne reste pas trace documentaire en Corse! Mais les renseignements fournis par le droit comparé ou l'examen de la période suivante, permettent de supposer raisonnablement qu'elle a existé dans l'île.

Deuxième phase : Le bannissement conventionnel s'y rencontre. Il est, soit le résultat direct du contrat, soit sa conséquence médiate, réalisée dans la sentence d'un pacere arbitre, nommé par accord compromissoire.

Seulement, à côté de ce droit privé de bannir, il s'en rencontre un autre de caractère public : celui qui appartient à l'Etat.

Sitôt un meurtre commis, son auteur est d'abord sous le coup de pénalités corporelles (mort, emprisonnement, etc.)

celles de Fozzano et de Serra, celles de San Gavino di Carhini 1879 et de San Gavino 1883.

Mais comme sa capture est difficile et rare, et par suite, que les pénalités précitées sont souvent inapplicables, il est frappé accessoirement de bannissement. La conséquence principale de cette mesure est de le mettre hors la loi. Quiconque le rencontre peut, nous l'avons vu, le tuer impunément et même recevoir récompense pour ce motif dans certaines conditions.

Mais qu'un traité de paix intervienne entre sa famille et celle de l'adversaire: il aura pour résultat légal, officiellement reconnu, la remise des peines corporelles et de l'exil. (1)

Dans cette phase, le contrat de pace peut donc avoir deux effets inverses. Ou il entraîne le bannissement par mesure conventionnelle (mode ancien), où il opère la remise du bannissement prononcé par l'Etat. Les deux formes ont leur intérêt.

Troisième phase : Temps contemporains. Il existe aussi, dans cette phase, des pénalités officielles contre les meurtres et autres violences causées par vendetta. Mais il n'y a pas de bannissement d'Etat pour ces délits. Alors, comme les peines d'Etat continuent d'autre part bien souvent à être inapplicables, faute de capture possible dans un pays difficile (maquis, etc.), le bannissement par convention reprend un intérêt aussi entier que dans la 1^{re} période (2).

De fait, nous allons en rencontrer de nombreux cas.

(1) Sous la condition de l'adhésion, presque toujours accordée, de l'Etat.

(2) Nous verrons que le bannissement privé garde parfois un intérêt même après capture de l'inculpé : dans certains cas où celui-ci est acquitté par exemple.

b) CARACTÈRES DES CLAUSES DE BANNISSEMENT

Ils diffèrent suivant le point de vue des groupes en présence.

Aperçu du groupe au profit duquel l'éloignement forcé du meurtrier est prononcé. — Cet éloignement est d'abord une compensation qui rétablit l'équilibre entre les groupes belligérants. Il consiste à réduire les forces morales et matérielles de l'adversaire, autrement que par l'anéantissement d'existences humaines. « Ils tuent, nous dit un religieux du XVIII^e siècle, en parlant de ceux qui sont en vendetta, uniquement pour diminuer la famille de leurs ennemis. » Le bannissement d'un membre du groupe hostile peut être un substitut juridique de la suppression de sa vie.

En outre, l'expatriation obligatoire de l'offenseur est une condition indispensable pour la dignité de l'offensé, — et partant pour la durée des relations pacifiques. La présence seule de l'offenseur est irritante et douloureuse. C'est un risque constant de rénovation du conflit et d'insécurité. A cet égard, d'ailleurs, les deux groupes sont intéressés.

Aperçu du groupe au préjudice duquel le bannissement est édicté. — Cette mesure apparaît comme une concession faite par le parti offensé pour le rétablissement de la paix. Mais c'est une concession d'un caractère particulièrement grave. Le groupe cesse d'assumer la responsabilité des actes imputés au membre banni, en cessant sa défense. Le banni de son côté cesse corollairement d'être couvert par la protection solidaire de son groupe.

C) ANALYSE DES CLAUSES DE BANNISSEMENT

Morand a joué, nous l'avons vu, le rôle de *Pacere*. Ce titre lui est donné à justes raisons par Rossi. Or, dans les conventions de paix qu'il provoquait comme médiateur (médiateur qui souvent s'imposait), il amenait, nous dit l'auteur des *Osservazioni storiche*, les parents de la partie offensée à accepter comme satisfactoire l'exil du coupable. Cet exil, par mesure privée (*senza infamia*) était prononcé *d'accord* par les familles ennemies : l'une et l'autre y consentaient (1) comme condition de réconciliation. Morand veillait à l'exécution.

La convention de bannissement apparaît avec une netteté particulière dans le traité de Serra (1835). « Si, y est-il inséré, l'un des prévenus venait d'être acquitté, MM. T. et C. (les *paceri* arbitres rédacteurs de l'acte) prieront M. le Lieutenant Général, Commandant la Division (le baron Lallemand, *pacere* principal), de bien vouloir prendre à son égard les mesures qu'il croira indispensables pour la conservation de la paix, en l'éloignant même du pays. »

Le traité de Sartène, en 1834, n'est pas moins précis : « Art. 4. — Si les poursuites dirigées contre D. et R.S. venaient à cesser, ou s'ils sont acquittés, M. le Lieutenant général prendra à leur égard les mesures qu'il jugera indispensables pour la conservation de la paix. — Art. 5. *Devront aussi s'éloigner*

(1) Rossi. *Osservazioni storiche*, liv. XVI, p. 154 et s. « ...perche se dichiarassero soddisfatti (les parents de la partie offensée) condanna (Morand) il reo all' esilio, confini, anche fuori dell' isola... ben inteso, dopo di avere contrattato e palutito col reo stesso e suoi parenti di ricevere con sommissione la penale per soddisfazione alla parte (offesa) ma senza infamia... »

dans les lieux et pendant le temps qui leur seront fixés par M. le Lieutenant général, les sieurs J. R., P. R. et P. »

Voyons un dernier exemple. Traité de Sari d'Orcino (1) 1842 : François Padovani, Augustin Stefanini et Marc Padovani « s'y font garants solidaires pour le prévenu C. leur parent, répondant que ce dernier, non seulement ne troublera jamais la paix, mais *s'éloignera de l'île* avant la fin du mois de juin prochain... »

La clause d'exil n'a pas cessé son emploi au cours du XIX^e siècle. Les renseignements que nous avons pu recueillir, durant notre séjour en Corse, nous ont confirmé dans cette opinion. (2)

2. Clauses comportant la livraison à justice du meurrier et sa soumission à la sentence judiciaire

Ces clauses se rencontrent dans tous les traités précédemment examinés. (Sartène, art. 3, — Fozzano, art. 2., 1834. —

(1) Le traité de Fozzanó, art. 3, se borne à une vague formule analogue à celle de l'art. 4 du traité de Sartène. Mais l'art. 5 de ce dernier traité, qui se présente comme une explication de son art. 4 nous permet d'interpréter le traité de Fozzano comme ayant un sens semblable.

(2) On peut aussi trouver d'utiles renseignements dans certaines études de mœurs. Un roman, écrit par un corse, M. Arrighi, qui contient un exposé très curieux de certaines coutumes insulaires relatives à la vendetta, nous montre la persistance de la convention d'éloignement forcé. Donizio, le meurtrier cherche à faire la paix avec la veuve de sa victime (parce que cette réconciliation facilitera son acquittement en cour d'assises, grâce à un procédé que nous avons étudié précédemment). Après diverses tentatives qui trouvent la veuve inflexible, il va jusqu'à lui « faire proposer pour vaincre sa résistance à tous projets

Serra, art. 2, 1835. — Sari d'Orcino, art. 3, 1842), et en outre dans d'autres contrats. (Paix de Ciamanaccia 1812:— Paix de San Gavino di Carbini, art. 2, 1879. — Paix de San Gavino, sept. 1883.)

Tous ces actes portent que les individus soupçonnés de meurtre, se constitueront prisonniers — s'ils ne sont déjà arrêtés — entre les mains de l'autorité judiciaire et que celle-ci les jugera.

Ces clauses n'ont pas toujours le même but. On peut, à cet égard les classer en trois catégories.

a) CLAUSES DONT LE BUT EST LA PUNITION DU COUPABLE

La satisfaction donnée au groupe offensé, au lieu d'être le bannissement de l'offenseur, comme il arrive en d'autres cas, sera ici l'application d'une peine prononcée par l'Etat. Le but qu'on se propose repose sur la même idée dans les deux hypothèses. Voici un exemple d'une convention de ce genre.

« En 1918, le bandit X, ayant été tué par suite de sa résistance armée au cours d'une battue organisée par la Gendarmerie, sa famille et la famille adverse décidèrent de faire la paix. Le Procureur de la République de... fut mis au courant de cette intention par les deux parties. De fait le traité eut lieu; *une des conditions* était que le frère du bandit tué, un déserteur qui tenait aussi le maquis, se constituerait prisonnier... (1) L'intention révélée par la convention est certainement ici qu'une punition frappe un des membres du groupe offensé. Elle est aussi un moyen pour l'autre groupe de

d'arrangement, l'expatriation volontaire (la sienne) pendant la période de cinq ans en Sardaigne ou ailleurs ». ARRIGHI, *La veuve d'Arbellara. Mœurs corses*, 1856, p. 33.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du Commandant de gendarmerie MAITROT.

voir rétablir sa sécurité : car un homme au maquis est toujours un danger permanent pour quelqu'un.

b) CLAUSES DONT LE BUT EST DE LIBÉRER LE COUPABLE DE TOUTES PÉNALITÉS PUBLIQUES

Dans cette hypothèse, les parties considèrent leurs différends comme d'ores et déjà et définitivement vidés, grâce à d'autres satisfactions insérées au traité au bénéfice du groupe offensé. En suite de quoi, d'un commun accord, toute pénalité officielle doit être évitée. Aussi, pour permettre la régularisation de la situation des personnes inculpées par l'Etat, les familles adverses sont convenues d'unir leurs efforts pour aboutir à un acquittement.

Nous avons déjà étudié cette clause à propos de l'effet libératoire des paci.

c) CLAUSES DONT LE BUT EST D'ACCEPTER L'ARBITRAGE DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Les parties peuvent encore décider de s'en remettre purement et simplement à justice. Le meurtrier sera livré. Quelque soit la décision des tribunaux, elle sera respectée.

Si les familles ne s'étaient pas réconciliées, la capture du meurtrier n'aurait pas arrêté la guerre privée. Elle se serait continuée sous le couvert de la procédure durant l'instance judiciaire, chaque famille cherchant par tous moyens à arracher à la justice la décision qui lui serait favorable (acquittement ou condamnation). La Cour d'assises devient, dans ce cas un champ clos où se heurtent les troupes ardentes des témoins. Le verdict fera d'un des deux partis un vaincu qui s'inclinera malaisément. De nouvelles hostilités sanglantes pourront s'ensuivre. (1)

(1) Cf. notre chapitre : *La survie des coutumes de vendetta*.

Mais, si la pace est intervenue, rien de pareil ne se produira; car elle comportera soit les clauses que nous avons déjà étudiées, soit celle dont nous allons faire l'examen, et dont le but est d'accepter d'avance la sentence du juge quelle qu'elle soit.

Dans ce cas, l'accord portera que les témoins de part et d'autre auront permission de dire vérité. Ils devront aussi ne dire que la vérité. Des deux côtés on ne cherchera ni à faire disparaître, ni à aggraver les charges qui pèsent sur les accusés. Franc jeu. Liberté totale laissée au cours de la justice. Ce que décidera la Cour dans de telles conditions sera accepté par chacun de bonne grâce.

C'est une clause bien intéressante, surtout si l'on veut essayer de se rendre compte de sa réelle qualité juridique. A notre avis, c'est un véritable pacte compromissaire. Presque dans tous les traités, on trouve un compromis : mais jusqu'à présent nous avons vu que ces compromis désignaient comme arbitre un *pacere*. Au lieu de choisir pour cet office un particulier (1) : qui empêche les parties, si elles sont de cet avis, de choisir comme arbitre une autorité judiciaire (la Cour d'Assises par exemple) ?

C'est un pacte de ce dernier genre qu'il faut voir, d'après nous, dans les accords que nous étudions présentement. En France continentale où les idées juridiques en matière répressive appartiennent à un autre système de Droit, il ne peut venir à personne la pensée de remettre par contrat une question pénale, surtout en matière de crime, à la décision d'un juge public. Cette décision lui appartient, non en vertu d'un

(1) Ou un haut fonctionnaire, agissant à titre privé.

accord intervenu entre la famille du plaignant et celle de l'inculpé, mais en vertu des droits qu'il tient de la puissance publique. En Corse, il en est de même sans doute aux yeux de l'Etat. Mais aux yeux des parties, la décision pénale peut parfois relever aussi et en même temps du domaine de la convention.

C'est qu'il dépend, en effet, de la convention passée entre le groupe de l'offenseur et le groupe de l'offensé, de fixer que les preuves seront ou non soumises, sans restriction, à l'appréciation du juge, et par là d'influer sur sa décision.

Si par accord, les preuves ne sont ni édulcorées ni aggravées, le juge rendra son arrêt librement sans doute, mais ce libre arrêt n'en sera pas moins l'œuvre contractuelle des parties au même titre que lorsqu'elles s'en remettaient à la sentence d'un arbitre privé. Dans les deux cas, c'est en effet, le traité antérieur qui aura conditionné la décision, qu'il s'agisse de la Cour d'assises ou d'un pacere. Et c'est en ce sens que nous estimons que, dans les deux cas, la décision sera arbitrale aux yeux des parties.

Elle sera arbitrale encore au point de vue suivant : c'est qu'au regard des contractants, elle n'aura d'autre valeur et d'autre autorité que celle attachée d'avance par le contrat.

On s'est engagé à se soumettre. Là vendetta ne sera pas rouverte. C'est là, la conséquence capitale de l'obligation souscrite. Le verdict est, quelque'il puisse être, inséré d'avance dans la pax. Sans elle au contraire, l'arrêt de justice ne s'imposait aux parties que par la force : chacune gardait à ses yeux le droit de ne pas reconnaître l'autorité de la chose jugée et d'agir en conséquence.

Voyons maintenant si les textes justifient les idées ci-dessus exposées.

« Nous jurons et signons, écrivent les chefs des familles adverses, dans le traité de Ciamanaccia ⁽¹⁾ en 1812, chacun pour nos familles respectives, etc.; *nous soumettant entièrement et absolument après la décision de la Cour et selon jugement définitif à tout ce qu'il contiendra pour réparation du délit et attentat à la sûreté des citoyens, sans aucune vengeance, ni explication autre que des accomodements de bon accord.*

L'arrêt est accepté par anticipation. On s'inclinera devant lui, « sans aucune vengeance » qui s'ensuive. Mais les parties doivent en outre s'entendre à propos des témoignages qui seront fournis et serviront de base à la décision de justice. Les témoins *auront faculté de déposer vérité et même devront déposer.* Aucun acte de pression ne sera admis à leur égard de part ni d'autre pour influencer leur témoignage par intimidation.

« Nos personnes comme nos biens, disent les chefs, sont responsables du présent engagement, et à compter de ce jour, tous les membres des deux familles se rendront sous notre responsabilité personnelle, responsables et garants qu'ils ne se feront pendant tout le temps de la procédure... *aucun acte de violence, voie de fait, injures personnelles, ni instigations particulières tant entre les deux partis opposés que contre les témoins des deux mêmes partis, qui seront obligés de se rendre près des tribunaux pour y déposer la vérité.* Nous garantissons, en outre, que les uns et les autres seront libres de leur

(1) V. annexes.

opinion et que tous pourront vaquer à leurs affaires personnelles... sans rien craindre pour leurs personnes comme pour leurs propriétés... » (Paix de Ciamanaccia, 1812).

Moins détaillé le traité de Sartène n'est pas moins net en 1834.

« Art. 3. — On laissera à la justice son libre cours, les partis n'existant plus dès ce jour, personne ne pourra agir, ni pour aggraver le sort des prévenus, ni pour les soustraire à l'action de la loi. »

Remarquons en passant l'expression significative : « les partis n'existant plus dès ce jour ». La guerre est finie. Sa cessation implique les conséquences qui sont contenues dans le reste de l'article. (1)

(1) Mêmes expressions ou à peu près dans l'art. 22 du traité de Fôzzano, 1834 : « On laissera à la justice son libre cours, les prévenus sous mandat d'arrêt devront se constituer dans le délai de deux mois au plus tard pour être jugés... On n'agira ni pour aggraver leur sort, ni pour les soustraire à l'action de la loi.

Citons encore deux exemples, l'étude de cette clause en vaut la peine.

Paix de Serra, 1835 « Art. 2. Si les deux prévenus poursuivis venaient à se constituer ou qu'ils fussent arrêtés par la force armée, la justice aura son libre cours, mais la paix aant été faite dès ce jour, personne d'aucun parti ne pourra agir directement soit pour aggraver leur sort, soit pour les soustraire à l'action de la loi ».

Enfin, dans le traité de San Gerardo (octobre 1879) : « Les prévenus se constitueront prisonniers... le même jour et à la même heure. Art. 11. — En ce qui concerne ces prévenus, chacune des parties contractantes, tout en laissant la justice suivre son cours, se réserve toutefois le droit de l'éclairer, mais en employant les moyens les plus honnêtes et les plus loyaux, et de respecter les décisions de la justice. Art. 3.

Ces textes nous paraissent établir avec clarté la vérité des propositions dont nous avons fait précéder leur exposé.

3. — Clause pénale

Les parties peuvent prévoir d'avance à titre de satisfaction, une amende pour les offenses futures résultant du fait de rupture de la paix.

Nous avons vu, sous la domination de la Seigneurie, que cette clause pénale figure toujours dans les traités. Dans les conventions modernes, elle paraît devenir plus rare. Nous l'avons pourtant trouvée dans la Pace de Sari d'Orcino (1842).

« Art. 5. — Pour la sûreté de la présente paix, les Petreschi d'une part et les Padovani et Stefanini de l'autre s'engagent solidairement et réciproquement, si... le présent traité venait à être violé... à payer à la partie lésée la somme de 6.000 fr. » Cette clause a un caractère mixte : *compensatoire* des offenses si les circonstances provoquent sa réalisation, elle se présente auparavant comme une *mesure comminatoire* à l'égard des *rumpitori* éventuels. Jusqu'à la rupture, elle aura donc le caractère de garantie d'exécution du traité.

4. — Clauses compensatoires anciennes dont on ne trouve pas trace dans les traités modernes

Nous nous sommes attachés précédemment à montrer à plusieurs reprises, par les textes, la survivance des anciennes coutumes corso-génoises. Mais elles tendent naturellement vers un progressif effacement. Certaines clauses que nous allons rappeler, ont même déjà totalement disparu. Du moins nous ne les avons plus rencontrées dans la série de traités modernes que nous avons pu dépouiller.

De ce nombre est la *clause matrimoniale* qui tenait une si

grande place dans les *paci* de l'époque gènoise. On ne trouve plus mention de ces mariages dont les parties convenaient en vue d'unir en justes noces, le meurtrier ou un de ses parents avec une parente, fille, sœur ou mère de la victime. Dans les *paci* contemporaines, Chimène n'épouse plus le Cid. Nous avons cherché à nous renseigner pour savoir si cette tradition avait définitivement et réellement disparu, ou si elle avait cessé seulement de figurer dans les traités. Des Corses, très au courant des coutumes, nous ont affirmé n'en avoir pas connaissance. Nous devons donc croire qu'il y a là tout un pan d'édifice du vieux Droit corse qui s'est écroulé dans le passé.

Clause de dot. — Rappelons qu'il s'agit de dot fournie par la famille ou le groupe du meurtrier à une ou à plusieurs filles du groupe de l'offensé. Dans les anciens traités cette clause se présente soit seule, soit combinée avec la clause matrimoniale. Dans les traités contemporains examinés ici, on n'en trouve plus trace. Mais d'après des renseignements oraux qui nous ont été donnés par des personnes qualifiées, il reste permis de croire que des conventions de ce genre se produisent encore quelquefois (région de Sartène, de Bocognano par exemple). Seulement il est difficile d'en trouver aujourd'hui la trace écrite.

5. — **Clauses compensatoires qui continuent à demeurer en principe étrangères au droit des *paci***

L'étude des textes antérieurs au XIX^e siècle nous a montré la rareté de la clause de dommages-intérêts proprement dits.

C'est l'application de la formule : *le sang ne se vend pas*. Quand on rencontre la mention de paiement d'une somme d'argent, il s'agit d'une amende (clause pénale) ou d'une dot. Cette absence de dommages intérêts, c'est-à-dire d'indemnité compensatoire d'ordre matériel, persiste dans les traités modernes. Quand il se rencontre une allusion à des indemnités, c'est pour indiquer expressément qu'il en est fait renonciation. (Paix de Pila Canale par exemple.) Toutefois les indications orales que nous avons pu recueillir sur l'époque actuelle, tendent à montrer qu'il arrive plus souvent aujourd'hui de voir formulé en matière de paix l'énoncé de sommes d'argent d'un caractère indemnitaire. Les vieilles coutumes inclinent en quelque mesure, à cet égard, à se corrompre et à se dissoudre.

C. — CLAUSES DE GARANTIE DE SINCÉRITÉ ET D'EXÉCUTION DU TRAITÉ

1. Garanties morales

Le baiser de paix et le serment

Le baiser de paix et le serment sont au nombre des formes les plus anciennes de garanties pour les conventions de paix. Rappelons, d'une part, qu'on les rencontre à l'occasion des très anciens traités entre Etats. D'autre part, en matière de guerre privée, nous les avons trouvées sans cesse au cours de notre examen des paci sous la domination gènoise.

Le baiser de paix est le signe extérieur de la réalisation et de la sincérité du pardon.

« Et en signe de paix véritable, les parties, en la présence

du notaire et des témoins se sont embrassées entre elles (si sono fra di loro abbracciate) et ont donné tous les signes traditionnels (solite) d'amitié. » (Paix de Pila Canale 1801). — Le traité de Serra 1835, celui de Sari d'Orcino en 1842 (1), celui de San Gavino de 1883, celui de Carbini en 1904, comportent l'indication du baiser de paix. On peut donc dire de celui-ci qu'il reste traditionnel.

Quant au *serment* de respecter la *pace*, il est généralement prêté au cours de la cérémonie religieuse. Mais l'instrument de *pace* en fait souvent mention. — « Nous jurons et signons. » — (Paix de Ciamanaccia, juillet 1801). — Les parties « ont juré en présence du saint Autel et de la Nation, au nom de l'honneur et du roi des Français » (Paix de Sartène, 7 déc. 1834.) — « Elles ont juré, convenu et souscrit » (Paix de Fozzano, 13 décembre 1834.) — « Les soussignés se sont engagés sur l'honneur devant Dieu et devant les hommes. » (Paix de San Gavino di Carbini, 10 octobre 1879). La même mention se rencontre encore dans la Paix de Carbini (7 juillet 1904). (2)

La *pace* de San Gavino de septembre 1883 nous a conservé, dans l'écrit qui la constate, la formule même d'un de ces serments : Nous jurons, disent les représentants des familles qui viennent de se réconcilier, nous jurons « sur le Christ ici exposé (la scène se passe à l'église) devant Dieu et devant les hommes, sur notre foi de chrétien et sur notre honneur de Corse, de déposer les armes à partir de ce jour, de renoncer à toute idée de vengeance, de vivre en paix comme nous au-

(1) V. chapitre suivant.

(2) *Bastia Journal*, 15 juillet 1904. « Tous les membres des familles en cause se donnent l'accolade ». Cf. aussi le *traité de San Gavignano* dont nous parle VALÉRY, cité antérieurement.

rions du toujours le faire... » (1) Le serment s'applique aussi à la garantie des sanctions contre les *rumpitori di pace*. Il devient alors une garantie des garanties de la paix. (V. notamment le même traité de 1883 à San Gavino.)

2. Garanties d'ordre juridique

C'est « sotto ipotega », que les contractants se promettent réciproquement dans le traité de Pila Canale (1801) « d'avoir toujours la paix pour ferme et valide ». C'est « la personne comme les biens » des chefs de partis en présence qui sont responsables de leurs obligations bilatérales, prises au nom des familles pour lesquelles ils se déclarent cautions. (Paix de Ciamanaccia 1801.) (2)

L'obligation de respecter et de faire respecter les clauses de la paix est toujours souscrite par des chefs de groupe ou par un certain nombre, parfois assez grand, d'individus considérés comme représentatifs du groupe. C'est non seulement en leur nom et en celui de parents présents, mais aussi pour des parents ou « adhérents » absents, qu'ils signent l'engagement. (V. par ex. Paix de Sartène 1834. Paix de Serra, juin 1835, etc.)

Enfin, c'est *solidairement* que les membres de chaque famille ou parti consentent aux clauses qui les lient. (Paix de Pila Canale 1801, Paix de Sartène 1834, Paix de Sari d'Orfino 1842). On peut dire que cette solidarité est de droit com-

(1) *Journal de la Corse*, 18 septembre 1883. Annexe n° XLVI.

(2) Et leurs engagements comportent une lourde charge, car ces chefs de groupe se portent forts pour leurs parents présents ou absents « qu'il ne se fera de part et d'autre aucun acte de violence... injure personnelle, tant entre les parties que contre les témoins » dans la procédure en cours devant l'autorité judiciaire. Nous avons déjà cité ce passage à un autre propos.

mun dans les paci : là même où elle n'est pas expressément mentionnée, il convient de la suppléer.

3. Garanties à la charge du pacere arbitre

Garantie de la sincérité de chaque groupe à l'égard de l'autre, garantie de la loyale exécution de la pace ; nous avons étudié la question en un autre chapitre à propos du rôle des paceri.

4. Garanties sous forme d'engagements comminatoires pris par les parties à l'encontre des rumpitori di pace

Les *deux parties* s'engagent à exercer d'accord diverses représailles contre les *rumpitori di pace*. D'après les renseignements oraux que nous avons recueillis, cette garantie est aussi en quelque sorte de droit commun. On doit considérer qu'elle existe même en l'absence de son expression écrite au traité. Pour qu'elle joue, il faut naturellement que la rupture de la paix soit *injuste*, question qui revient à savoir à qui en incombe la responsabilité (point de vue de la provocation par exemple). Une autre difficulté pourra se présenter, quand il faudra préciser le caractère des représailles, si elles n'ont pas été déterminées d'avance dans la pace. Mais le principe est certain.

Quelques traités s'expriment d'ailleurs fort clairement. Celui qui est le plus net et le plus empli de Droit ancien est le traité de Pila Canale de 1801. (1) Les contractants demandent à Miol et au Préfet du Liamone d'accepter en apposant leur

(1) Nous avons antérieurement cité ce passage à un autre point de vue.

signature au bas de l'acte d'en devenir les garants. Par conséquence, on les sollicite (1) en même temps de garantir l'application des conventions spéciales, intervenues entre les parties, pour l'éventualité d'une rupture de la paix. Ces clauses particulières, que les deux groupes ont souscrites « solidairement et sur l'honneur », fixent que les *rumpitori di pace* « devront être détruits et exterminés dans leur existence comme dans leurs biens par l'emploi de tous les moyens. »

Le rétablissement de la paix de San Gavino, en 1883, était particulièrement délicat. Il avait à se réaliser, en effet, à la suite de la rupture d'un premier traité. Aussi les parties, et le Pacere prennent-ils un soin particulier dans la rédaction de la clause comminatoire à l'encontre des nouveaux *rumpitori* possibles. Les parties prêtent serment « de vivre en paix... etc., déclarant impie, indigne du nom de Corse et à jamais rejeté de notre famille, celui d'entre nous s'il pouvait s'en trouver un seul, ce qu'à Dieu ne plaise, capable de manquer à la foi jurée, le maudissant dans sa personne et dans sa postérité et nous engageant à le livrer nous-même à la justice.

Le pacte est de haute allure, on ne saurait s'empêcher d'admirer la noblesse de ses termes. Il y a lieu d'y remarquer, d'autre part, d'une façon toute spéciale, la formule de malédiction qui n'est point en Corse une proposition banale. Les croyances à la force des malédictions n'ont en effet rien perdu de leur vigueur, surtout à l'intérieur de l'île.

(1) ...supplicando il detto amministratore generale e il cittadino Prefetto di questo dipartimento di signar di proprio pugno il presente istrumento in segno di accettazione ».

5. Clause pénale

Son étude trouverait aussi sa place en ce lieu, car elle est par un certain côté une clause de garantie. Mais nous l'avons examinée plus haut sous un autre aspect.

6. Appel à la garantie des amis de la paix, de l'honneur etc.

Il existe dans trois documents une disposition tout à fait remarquable, mais que nous ne croyons pas appartenir à la tradition. D'une part, en effet, nous ne l'avons rencontrée, pour la première et la dernière fois, que dans ces trois documents seulement. D'autre part, la rédaction de ceux-ci a subi l'inspiration d'une même personnalité, le Lieutenant général Baron Lallemand, qui y joua le rôle de médiateur. En rapprochant ces deux constatations, il nous paraît légitime de penser que la clause exorbitante de la coutume dont nous allons parler, est l'œuvre individuelle de ce haut fonctionnaire, qui l'a fait accepter aux parties.

Voyons les textes :

« Les personnes *qui aiment la Paix et l'Honneur du Pays* sont invitées pour prêter aide et assistance pour la franche et loyale exécution du présent contrat, à considérer les contrevenants comme parjures et à les abandonner à l'exécration du monde entier. » (Paix de Sartène 1834.) Une formule identique est inscrite dans le traité de Serra (juin 1835). Il y a là quelque chose d'assez curieux et nouveau à un double point de vue.

Tout d'abord l'insertion d'un appel de ce genre dans une pace est par elle-même une innovation. Les traités de paix

contiennent des obligations à la charge des signataires et de ceux pour qui ils s'engagent. Un appel à la garantie de tiers sous une forme ou une autre, et pour un but quel qu'il soit, ne se conçoit guère dans de tels actes. Or, il s'agit bien ici de tiers quelconques, car l'appel est adressé « aux amis de la Paix et de l'honneur », c'est-à-dire au public en général. Et il semble clair qu'on leur demande une prestation véritable, puisque c'est pour « prêter aide à l'exécution du contrat » qu'on les prie de « considérer les contrevenants comme parjures, etc. ». Il ne saurait donc être question d'une banale exhortation à se faire une opinion défavorable sur ces contrevenants. Il s'agit « d'une aide » à apporter, d'une coopération à « l'exécution ».

En quoi peut-elle consister ? On ne peut que risquer une hypothèse. Mais elle paraît très vraisemblable. Etant données les coutumes corses, les termes d'un tel appel paraissent riches de significations. Ils constituent sans doute une invitation à dénier toute assistance éventuelle aux *rumpitori di pace*, à leur refuser notamment l'hospitalité traditionnelle, accordée en Corse à tout homme, et à ne pas leur donner asile s'ils sont poursuivis par leurs ennemis ou les agents de l'autorité publique. Un tel refus d'assistance peut être une sanction très efficace. En essayant de le provoquer de la part de la population entière, le baron Lallemant, s'il faut lui attribuer personnellement ce passage du traité, tentait une œuvre utile au point de vue de la paix publique. Mais il avait peu de chance d'être entendu, justement parcequ'il s'adressait au public, c'est-à-dire à des personnes juridiquement étrangères aux contractants de la paix particulière dont il s'agissait. Et on ne voit pas, en Droit corse, comment des tiers peuvent être amenés à prendre, à l'occasion d'un traité de réconciliation, un

engagement d'exécuter une prestation quelconque, vis-à-vis de personnes qui ne tiennent à eux, par aucune solidarité de famille ou de parti.

C'est sans doute pour ce motif que dans le traité de Fozzano (1834), rédigé également sous l'inspiration du baron Lallemand, et où nous voyons figurer une clause analogue, l'appel est beaucoup plus restreint. Il s'adresse bien, il est vrai, à des individus qui ne figurent point au traité, mais ceux-ci sont du moins « des amis, des protecteurs, des adhérents, des habitants de Fozzano ». Voilà des gens qui ont des liens incontestables de solidarité avec les contractants. L'invitation qui leur était faite rentrait donc dans la logique du système coutumier auquel appartiennent les *paci*.

SECTION II

CÉRÉMONIES EXTÉRIEURES QUI ACCOMPAGNENT ET CONSACRENT PUBLIQUEMENT LE TRAITÉ

Nous avons dit au début de ce chapitre que les *paci* modernes, comme les anciennes, comprenaient, outre les pourparlers proprement dits, deux phases ou plutôt deux actes distincts : l'un de ces actes est l'*instrument de pace* que nous venons d'étudier, le second correspond à une *cérémonie spéciale, religieuse et publique*, suivie souvent elle-même de certaines autres *manifestations extérieures*.

Cette cérémonie à l'église qui a toujours lieu consiste d'abord en un Te Deum. (Paix de Gavignano, 1834 — de Carhini 1904, etc., il faudrait toutes les citer). Mais elle comporte en outre, fréquemment, la prestation publique du serment de respecter le traité, et parfois la signature de ce dernier devant

l'autel. Elle se présente donc avec des caractères de *consécration*, et une utilité accessoire de *publicité*. (1)

Notre chapitre suivant « L'Eglise et les Paci » étant appelé à donner à cet égard tous développements, nous n'insistons pas sur ce point.

Disons par contre qu'après l'office religieux, il est souvent d'usage d'aller prendre de la nourriture ou des boissons en commun. Nous pensons qu'il n'y a pas seulement là un signe banal de sociabilité et de réjouissance. La coutume de boire et de manger ensemble pour des personnes dont les différends viennent d'être terminés est des plus anciennes et des plus générales. Elle est un des signes extérieurs de l'amitié rétablie (2). A ce sujet une relation détaillée faite au Préfet par le maire de Ciamanaccia, à propos d'un traité de paix conclu dans cette commune en 1830, nous donne en un style plein de saveur des détails intéressants sur les usages pratiqués en cette circonstance (3).

(1) La question de publicité pour les paci a toujours eu une grande importance, d'abord parce qu'elle permet aux oppositions légitimes de se produire, ensuite parce qu'elle rend plus honteuse et par conséquent plus difficile la rupture des traités. Ainsi, avons-nous vu, sous la domination gènoise, qu'elle faisait l'objet de prescriptions minutieuses. Elle avait lieu à l'issue des offices dominicaux, à la sortie de l'église. Pour les paci contemporains, la publicité est assurée soit par la cérémonie religieuse spéciale où est prêté le serment de paix, soit par une publication au prône des offices ordinaires (*Paix de Ciamanaccia*, 1812, par ex.) soit encore dans les dernières années, et à titre *supplémentaire*, par la presse locale (*Paix de San Gavino*, 1883. — *Paix de Carhini*, 1904).

(2) Cf. GLOTZ. *La solidarité de la famille en Grèce*, p. 159. — HANOTEAU. *La Kabylie*, t. III, p. 69.

(3) Il s'agit d'un traité de paix fait à Ciamanaccia, différent de celui dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises et qui a eu lieu en 1812. Nous respectons la syntaxe et l'orthographe de l'excellent

homme dont la joie sincère est mal servie par le style. (Arch. départ., série M. F. 7. L. 22 ; 2 juillet 1830).

« C'est avec la plus grande joie que jè m'empresse de vous annoncer que la plupart de ces habitants d'après avoir gémi pendant dix années sur le fléau d'une inimitié, qu'elle vienne de reprendre heureusement son premier calme. Oui, d'après des bien inogues démarches de M. le Juge de paix du canton et du curé de cette paroisse, tendant à ce-but, on a vu paraître hier M. le Chevalier Abatucci, l'ancien magistrat Jean Côme Pozzi, etc. et enfin les autres notables du canton lesquels se rendirent directement à la maison de la paroisse, Sitôt M. le Chevalier Abatucci annonce que l'objet d'une pareille visite tendait à rétablir le bon ordre dans la commune. Il, en même temps, invita les partis, qui par le seul motif de la parenté se trouvaient compliquées dans ces malheurs, à réunir chacune dans une (pièce ?) de sa maison. Cela fait dans l'instant, et comme les énergiques propositions religieuses de Messieurs les Médiateurs ne contraient aucun obstacle, mais plutôt toute la sincérité dans le désir de voir mettre un frein à tant de maux, ils s'occupèrent à tracer la marche qu'on devrait suivre pour accompagner une si intéressante opération avec toute la pompe que pouvait bien permettre la légalité. En effet, le premier signal fut celui du son des cloches, et dans le moment messieurs les médiateurs, suivis des partis et du reste du peuple sans réserve, se rendirent dans l'église où était exposé le bien St. Sacrement. Le bon curé prononça un discours analogue (?) qui fut suivi d'un embrassement général avec des larmes de tendresse, et finalement un Te Deum termina cette solennelle fonction. Sortis de l'église dans le même ordre, se rendirent dans chaque maison des parties, où dans des offres de différentes boissons, on entendait des toasts à la prospérité des Bourbons, à la santé des magistrats, à la victoire de l'expédition d'Afrique, et à la conservation de la paix de Ciamanaccia, et on a fait autant dans le repas qu'avait préparé le Curé. Monsieur l'abbé Lucchini, premier propriétaire de la commune, mérite tous les éloges, n'ayant rien épargné pour parvenir à cette glorieuse paix. Il m'est finalement à cœur de signaler même la bonne conduite des compromis dans cette circonstance, qui n'ayant pas encore jugé la leur contumace, n'ont pas pu concourir à la paix. Ils criaient des rochers des hautes montagnes « Vive la paix, nous jurons de la respecter scrupuleusement pendant notre existence. Enfin on voit bien clair que cette paix a tout d'un coup ramené une parfaite tranquillité et un oubli à tout le passé ».

TROISIÈME PARTIE

L'Eglise Pacificatrice des Vendette

CHAPITRE XIV

L'Eglise et les paci

Aucune histoire plus tourmentée que celle de la Corse. Aucune terre plus trempée de sang que cette île méditerranéenne. Nul peuple plus attaché à son sol et à ses foyers, plus prompt à les défendre, plus sensible au point d'honneur et dédaigneux de la vie humaine, plus impatient de tout joug quelqu'il soit, et hélas plus souvent divisé contre lui-même. Au milieu de ces luttes si fréquentes de famille à famille, de clan à clan qui, au cours des siècles, renaissent sans cesse et se propagent à la façon des feux de maquis, l'Eglise apparaît comme une immense force d'apaisement. Son rôle est celui d'un grand Pacere. A cet égard, les plus anciens renseignements que nous ayons sur son action, datent du ^{xv}^e siècle ; mais comme à cette époque nous la voyons déjà en pleine possession de son organisation pacificatrice, il n'est guère possible de douter que celle-ci n'ait une origine bien antérieure aux premiers documents que nous rencontrons. En faveur de cette opinion, deux arguments s'ajoutent à ce premier motif.

D'abord, cette mission de paix répond non seulement aux traditions générales et aux doctrines de l'Eglise, mais à

l'œuvre même accomplie par elle au moyen-âge sur le continent (1). Ensuite la vendetta est, en Corse comme ailleurs, un fait qui précède de plusieurs centaines d'années le xv^e siècle. C'est un phénomène social qui a existé à toutes époques, y compris l'antiquité, mais qui en tous cas paraît général dans la Chrétienté à une certaine période. Nous n'insisterons pas sur ce point que nous avons examiné dans notre introduction.

Or, l'Eglise a pris pied depuis longtemps en Corse (2). Le Christianisme a largement pénétré dans l'île dès le III^e siècle. Au IV^e et au V^e, l'Evêque de Rome y possède des domaines dont la concession lui a été faite par l'Empereur avec celle d'autres territoires italiens. Pour la régie de ces terres, sur lesquelles vivent des colons, comme pour la défense des intérêts religieux dont elle a la charge, l'Eglise a dans l'île, au temps de Saint Grégoire le Grand, un haut représentant qui prend le titre de *Defensor Corsicae* ou *Experientia*. La correspondance de Saint Grégoire avec ce personnage nous révèle toute la sollicitude du Pape pour la protection des veuves et des orphelins, en même temps que, pour le *redressement d'injustices commises* au préjudice des pauvres (3).

En 757, c'est la Corse entière, qui fait l'objet d'une donation au Pape de la part de Pépin le Bref, et cette donation est

(1) Trêves de Dieu, etc.

(2) Peut-être, dès la fin du I^{er} siècle. En ce sens, POLI. *La Corse dans l'antiquité*, p. 101. Mais c'est une hypothèse.

(3) Sancti Gregori Papae I Opera omnia etc. Parisii MDCCV-L-XI. Epist. LXXVII. Gregorius Bonifacio defensori Corsicae, année 601. Cité par POLI. *La Corse dans l'antiquité et le Haut Moyen âge*, avec cette appréciation page 153 : « C'est surtout dans la reddition de la justice que se faisait sentir l'autorité de l'Eglise ».

selon toute vraisemblance confirmée par Charlemagne en 774 (1). C'est donc une administration véritable que le Saint-Siège a pratiquée en Corse, d'une manière indirecte ou directe, incomplète ou totale, pendant plusieurs siècles, jusqu'aux premières incursions des Sarrazins (807). Ceux-ci vont rejeter l'île à la barbarie ; mais lorsqu'ils sont chassés, partiellement du moins, à la fin du ^x^e siècle, toute la partie libérée du pays restée chrétienne, va solliciter du Pape Grégoire vii la rentrée de la Corse sous la souveraineté du Saint-Siège (1078). C'est la seconde circonstance où l'Eglise romaine aura directement administré la Corse, pour peu de temps cette fois, il est vrai. Les Pisans vont en effet en recevoir de sa main l'investiture, et l'on sait que la révocation postérieure de celle-ci sera l'un des points de départ, entre Gênes et Pise, non point de leur rivalité déjà existante, mais des luttes effectives qui vont se dérouler en Corse deux siècles durant.

Ainsi, à deux reprises, l'Eglise a exercé sur l'île, d'une façon plus ou moins développée, une sorte de magistrature. Les chroniqueurs et même la tradition orale, qui conserve en Corse une grande vigueur, ont gardé bon souvenir de la douceur de cette domination.

On peut donc conclure. D'une part, la vengeance privée a manifesté de tous temps son existence dans le pays, depuis les époques historiques ; d'autre part, l'Eglise, dont on sait la tradition, et par ailleurs l'œuvre pacificatrice, s'est établie en Corse de bonne heure, dans des conditions où son influen-

(1) L'existence de cette donation a été vivement contestée. Il ne semble plus aujourd'hui qu'elle puisse être mise en doute. En ce sens : AMBROSI. *Histoire des CorSES*, p. 70. — COLONNA DE CESARI ROCCA. *Hist. de la Corse*, p. 24. — POLL, *op. cit.*, p. 154 et 155.

ce pouvait être particulièrement efficace, et a exercé longtemps sur l'île un pouvoir effectif. Il est à croire, même en l'absence des textes, que sa pensée s'est appliquée depuis les premiers temps à porter remède aux inimitiés particulières.

En tous cas, au moment où les premiers documents peuvent être rencontrés, nous constatons la mise en usage de deux moyens, ou plutôt de l'existence de deux organismes d'apaisement. Le premier consiste dans l'envoi de Missions de Religieux Réguliers, allant prêcher partout la doctrine chrétienne et en particulier dans les hautes vallées les plus perdues et les plus dénuées de toutes communications avec le reste des hommes. Ces missions font mûrir une moisson abondante de réconciliations entre ennemis. Leur œuvre est féconde, mais temporaire. Le second moyen réside dans une organisation méthodique et permanente dont le centre est à l'Evêché de chaque diocèse, et dont l'action se fait sentir en tous temps pour dissiper les haines de famille et provoquer aux traités de paix. On peut encore ajouter, pour être complet à l'indication de ces deux institutions, l'exposé d'un certain nombre de mesures préventives de la vendetta, qui furent prises à diverses époques, suivant les circonstances.

A. — LES MISSIONS

Des Religieux choisis avec soin par leurs ordres, à cause de leur caractère et de leur aptitude à toucher les cœurs par leur éloquence, partent de temps en temps, par groupe de trois ou quatre au plus, avec un chef de mission. Si l'on songe qu'aujourd'hui encore, il est en Corse des villages que le lien étroit d'un simple sentier muletier, allongé parfois pendant

des dizaines de kilomètres, unit seul aux agglomérations les plus voisines, on peut se rendre compte de l'état où devait être la viabilité au xiv^e et même au xviii^e siècle. Les difficultés de pénétration étaient inouïes. Une relation de mission écrite vers 1740, et que nous verrons plus loin, en fait foi entre vingt autres documents. Petite caravane, s'avancant par des ravins, sans chemin tracé bien souvent, la Mission s'enfonçait au cœur de la montagne. Elle y trouve des populations qui ont perdu quelquefois depuis plus d'une génération tout contact avec le reste de l'île, et qui sont à peu près retombées aux formes les plus grossières du paganisme. « Je n'ai jamais trouvé de gens, écrit en plein xviii^e siècle un religieux qui venait de parcourir, en l'évangélisant, la sauvage région du Niolo, je n'ai jamais trouvé de gens qui soient plus abandonnés que ceux-là. Nous n'y trouvâmes presque point de vestiges de la foi, sinon qu'ils disaient avoir été baptisés... La vengeance y avait un tel cours, que les enfants n'apprenaient pas plus tôt à marcher et à parler, qu'on leur montrait à se venger quand on leur faisait la moindre offense. La justice ne se rendait point, et ils se la faisaient eux-mêmes, s'entretenant facilement les uns les autres... » (1).

Notons que le passage de ces Religieux en Mission ne sup-

(1) Fragment de relation, rapporté par l'abbé de LEMPS. *Panorama de la Corse*, 1862, p. 312. Le missionnaire dont il est question appartient à la congrégation des prêtres de la Mission fondée par Saint Vincent de Paul. Il ajoute en parlant des Habitants du Niolo : « Non seulement, ils s'en prennent à celui qui leur a fait injure, mais aussi... à tous les parents jusqu'au 3^e degré inclusivement. » — Saint Vincent de Paul s'était préoccupé directement de cette mission de Corse. Le 19 janvier 1652, il écrivit à cet égard au P. Blatiron. Supérieur des prêtres de cette congrégation, à Gênes. *Lettres de Saint Vincent de Paul*.

pose pas, de toute nécessité, l'existence dans l'île de couvents appartenant à l'obédience de leurs Ordres. Les missionnaires peuvent en effet venir du continent, et nous en verrons plusieurs exemples. Mais au surplus nous savons qu'il y avait déjà de nombreux monastères en Corse dès le temps de Saint Grégoire le Grand. L'invasion sarrazine a dû, il est vrai, les détruire, mais ils ont pu refleurir dès le ^{xii}^e siècle.

La première allusion que nous rencontrions à des conventions de paix provoquées par une grande ferveur religieuse, se trouve chez le chroniqueur Monteggiani. Il nous rapporte qu'en 1480, il se manifesta à Loreta di Casinca une dévotion admirable pour la glorieuse Vierge Marie, mère de Dieu. « Beaucoup de personnes qui avaient reçu des torts oubliaient tous ressentiments, couraient embrasser ceux qui les avaient offensés et faisaient avec eux une *pace* définitive » (1).

Le renseignement est bref. Aucun autre détail sur ceux qui auraient pu être les utiles artisans de ces réconciliations. Mais voici maintenant des précisions plus complètes.

Capucins Récollets. — En 1540, les Capucins viennent fonder leur premier établissement. Ils bâtissent six monastères, à Bastia, Brando, Luri, en Balagne, dans le Nebbio et en Casinca. Un septième est édifié peu d'années après à Cagnano, (Cap Corse). C'est aussi en 1540 que les Récollets construisent une maison à Zuani. Le chroniqueur Ceccaldi, nous parlant de ces œuvres, ajoute cette précieuse indication : « Il y eut en même temps appartenant à cet ordre (les Récollets), 24

(1) FILIPPINI, *La Historia di Corsica. Chronique de Monteggiani*, éd. Tournon, p. 165. Letteron trad., p. 371, t. I. On remarquera la relation du *baccio in bocca* rituelle en matière de *pace*.

prédicateurs corses » (1). Et plus loin : « Il semblait que Dieu les eût envoyés à dessein dans ces temps où les inimitiés et les discordes régnaient partout, afin que par leurs douces et affectueuses exhortations, ils humiliassent le cœur farouche de ces hommes habitués à se baigner sans relâche dans le sang humain ».

Compagnie de Jésus. — Morati nous donne d'autre part des renseignements sur la première pénétration dans l'île en 1552 ou 1553 de l'ordre des Jésuites (2). Ils sont, dit le grand légiste corse « mandati dal Padre Ignatio, vivente, in Corsica per fare le missioni... etc. »

Nous avons le nom de ces premiers pionniers de la Compagnie en Corse : l'un d'eux est le P. Landini particulièrement préparé au rôle de pacificateur par un précédent apostolat. C'est lui qui peu d'années auparavant (en 1549) avait amené par sa prédication des réconciliations nombreuses dans certains territoires italiens dépendant du Duché de Ferrare. (Notamment à Carregio in Carsagnana). Il n'est pas hors d'œuvre d'en toucher un mot en passant, puisque de tels faits nous montrent qu'au xvi^e siècle, la vendetta est bien loin d'être un phénomène purement Corse. Bartoli, l'un des historiographes de l'Ordre, nous dit que les haines, que l'insécurité étaient telles, dans la partie précitée de la Péninsule que, durant l'office de la Messe « les yeux des assistants étaient davantage attachés aux mains de leurs adversaires, que leurs cœurs au sacrifice célébré par le prêtre... Les inimitiés, ajoute-

(1) FILIPPINI, *op. cit.* *Chronique de Ceccaldi*. Ed. Tournon, p. 224, trad. Letteron, p. 11 et 12, t. II.

(2) MORATI. *Prattica manuale*, p. 31.

t-il, passaient héréditairement des pères et des parents frappés à leurs fils et à leurs neveux. *Fatta la morte d'uno, debito di vendetta a quanti erano della medesimo fattione.* » (Pour tout homme mort, dette de vengeance à tous ceux de son parti). Les chefs de faction n'en vinrent pas moins, armés ainsi que leurs partisans, pour suivre la Mission. Un jour, au cours du sermon, le P. Landini les apostrophe hautement, « les pressant de mettre un terme à l'instant à leurs discordes passées, par une bonne paix dont les anges seraient les témoins, et Dieu *l'accetatore* ». Emus enfin, les assistants oublièrent toute rancune. La paix eut lieu en juillet 1549.

Le P. Landini partit dans la suite pour Capraja, puis se rendit en Corse accompagné du P. Manuello Gomez. Ces religieux venaient dans l'île à un double titre. Non seulement, ils tenaient une mission du P. Ignace, mais le Pape les avait chargés, en outre, des fonctions de Visiteurs Apostoliques. Cette inspection ne fut pas, semble-t-il, du goût du Vicaire d'Accia et de Mariana, car il leur fit au débarqué, une réception assez glaciale. Sans se décourager, les deux religieux se mirent à parcourir le pays en tous sens. La description qui nous en est faite est empreinte d'une sorte de tristesse tragique : vendette implacables, meurtres multipliés sans respect des lieux sacrés, sans égards pour la paix jurée, concubinat partout répandu, etc... « Je doute, dit le P. Landini, si la majeure partie de l'île n'est pas idolâtre ». A cette époque, le clergé insulaire, est à la fois d'une grande ignorance, de peu de discipline dans ses mœurs et d'un caractère belliqueux : « L'herbe croît, écrit de son côté, vers la même époque (mars 1553) le Gouverneur Doria à Saint-Ignace, jusque dans les églises cathédrales, dont la plupart n'ont plus de toits, et

où abondent les serpents (1).» Aussi est-ce d'abord à l'insuffisance de ses pasteurs qu'il faut attribuer, d'après le P. Ladini, la rudesse du peuple : « Un champ de terre fertile et fécond, s'il est négligé, *non gitta altre che erbe salvatiche* (2). » Et il s'efforce avec son compagnon de défricher les cœurs. Le passage des deux Visiteurs Apostoliques, et l'apaisement temporaire qu'ils apportèrent dans l'île, laissèrent des souvenirs durables.

Le début du xvii^e siècle voit l'établissement à demeure de l'Ordre des Jésuites en Corse (3). Leur Maison de Bastia paraît dater de 1606, celle d'Ajaccio de 1617. De chacune vont maintenant rayonner à tout instant les missionnaires. En 1614 un événement important, où ceux-ci se sont mêlés, doit retenir l'attention. A ce moment, les Nobles Douze, frappés de la recrudescence des homicides, sollicitent la Seigneurie, par l'intermédiaire du P. Murati, qui leur sert de négociateur, d'ordonner le retrait des armes qui sont aux mains de la population de l'île.

Or, cette demande est vue de mauvais œil par la République : d'importants revenus en effet lui sont fournis par la délivrance des patentes de port d'armes. Pour fléchir sa résistance, les Nobles Douze trouvent un moyen : ils lui offrent d'établir en Corse un impôt spécial en compensation des

(1) Textuellement « si pascano grossissime serpi ».

(2) BARTOLI. *Dell' istoria della Compagnia di Gesù. L'Italia, etc.* Liv. III, p. 249 et s.

(3) Dans l'organisation de la Compagnie, la Corse est rattachée à la province de Milan. Pour nos recherches particulières sur l'œuvre de cet ordre en Corse, nous devons beaucoup d'indications à la science et à la courtoisie de M. l'abbé Dudon.

patentes qui seraient supprimées (impôt de 13 sous et 4 deniers par taille). La Seigneurie accepte. Mais c'est là seulement une première difficulté résolue. Il s'agit maintenant de procéder au désarmement de la population et les Douze ne se sentent pas suffisante autorité morale pour l'obtenir de leurs commettants.

Il est donc décidé, d'accord avec le Gouvernement génois, de faire appel à des missionnaires jésuites, qui, en montrant les maux infinis découlant de la possession des armes, chercheront à obtenir des Corses la reddition volontaire de celles-ci. La mission réussit pleinement. Quatre religieux seulement arrivèrent en peu de temps à pacifier et désarmer toute l'île, ce qui parut admirable aux contemporains (1).

Un peu plus tard, en 1619, pendant que le P. Jean Augustin Gonfalonieri « peragrabat citeriores insulae partes », les PP. Ferrari et Sandiliani, du Collège d'Ajaccio, se multipliaient dans les autres régions pour faire cesser les inimitiés (2).

Une requête conservée dans le fonds du Civile Governatore et qui date de la fin du xvii^e siècle, nous montre qu'à cette époque, l'Ordre de Saint Ignace poursuit son action conciliatrice en matière de vendetta. Le document contient un traité de paix où le Jésuite Morati est intervenu à titre de pacere (3). D'autres renseignements nous parviennent encore

(1) ROSTINI. *Mémoires*, p. 20 « ...quattro missionary gesuiti che con l'evangelica predicazione disarmarono tutta l'isola, che, al dire dei Genovesi, forza alcuna non potea domare ».

(2) CORDARA. *Historia Societatis Jesu*, etc., p. 91, lib. II, ajoute « Regio erat ut plurimum alpestris, maximeque distans ab iis locis, ubi forum, et judicia exercentur. Quare incolae soluti metu legum et magistratuum, in omne facinus ruebant impune ».

3) Arch. départ. Civile Governat., série C. 566. Demande de

de sources narratives. Jaussin, apothicaire-major des camps et armées de sa Majesté Très Chétienne, qui demeura en Corse de 1738 à 1741, nous parle en effet, dans ses *Mémoires*, de ces missionnaires qui allaient prêcher de côté et d'autre dans toutes les parties de l'île, « conformément à ce qui était pratiqué par les pères de la Compagnie de Jésus » (1).

Enfin, au xix^e siècle, des réconciliations nombreuses ont encore été provoquées par des missions qui sont venues périodiquement d'Italie de 1842 à 1854 et même 1860. La correspondance des PP. prédicateurs (2) rapporte entre autres détails l'existence persistante de la coutume « des embrassements et baisers de paix. » Ceux-ci sont donnés en vue de tous les fidèles, à l'issue de la cérémonie religieuse où la paix est proclamée.

Prêtres de la Mission. — Les *Prêtres de la Mission*, vulgairement appelés Lazaristes, congrégation fondée par Saint Vincent de Paul, vinrent s'établir en 1678 à Bastia. Leur maison, nous dit Morati (*Prattica Manuale*), est une des plus belles et des plus grandes parmi celles des couvents de la ville. Ils ont été envoyés en Corse sur l'initiative de Mgr Durazzo, Cardinal Archevêque de Gênes, et à tout instant, ils font dans l'île des prédications d'apaisement, se multipliant pour rétablir la

poursuites, attendu la paix intervenue entre les parties sous les auspices du Jésuite Giacinto Morati: « ...e in occasione che il Rmo. Giacinto Morati gesuito si portò in detto luogo per la missione, ne fece fare la pace ». 15 octobre 1698.

(1) JAUSSIN: *Mémoires hist. milit. et politiques*, p. 475, t. I.

(2) Ces renseignements sont dus à la courtoise communication de M. l'abbé Accis de Bastia.

paix dans les populations sans que leur ministère bienfaisant entraîne d'ailleurs aucun frais pour le peuple (1).

Mais avant même de prendre pied de façon définitive dans l'île, cette congrégation a envoyé des missions du continent pour remédier aux malheurs engendrés par la vengeance privée, et nous avons noté plus haut les paroles d'un des religieux de Saint Vincent de Paul, qui fit des prédications dans le Niolo en 1652. Abelly, l'historien des Lazaristes, a relaté les événements qui illustrèrent cette évangélisation, au xvii^e siècle, d'une des provinces de la Corse, restée la plus dépourvue de contact avec la civilisation. Il fait notamment le récit d'une réconciliation intervenue à l'église. — J'offre la paix, dit en substance un prêtre, qui vivait en état d'inimitié. — Je l'accepte et la donne à mon tour, répond son ennemi dans l'auditoire. Les deux adversaires s'embrassent, leurs parents en font autant. Au sortir de la cérémonie religieuse, on se rend devant le notaire pour rédiger la « pace » (2).

(1) MORATI. *Prattica manuale*, p. 31, 262, 263. M. l'abbé Zattera, bibliothécaire de la ville de Bastia, les RR. PP. Blanchet, Gleize et Coste, membres de la congrégation, le R. P. Marini, moine bénédictin nous ont très aimablement fourni des renseignements complémentaires sur l'action des prêtres de la Mission en Corse. V. également RENUCCI. *Dét. hist. sur les monuments religieux de l'ancien Départ. du Golo*, etc., 1887, p. 72. Morati nous dit : « Essendo frequenti l'istromenti di pace, quali sieguono per mezzo di persone zelanti e per mezzo del Principe, e de Signori Missionari, etc. » et plus loin, il indique que les missionnaires ci-dessus cités « a richestà de' popoli sono giornalmente nel regno facendo missione senza alcuna spesa de' popoli etc... »

(2) ABELLY (évêque de Rodez). *La vie de Saint Vincent de Paul*, t. II, p. 109. « Voici qu'un curé de qui le neveu a été tué, et le meurtrier étant présent à cette prédication, vient se prosterner en terre et demande à baiser le crucifix. En même temps, il dit à haute voix : « Qu'un tel s'approche » — c'était le meurtrier de son neveu — « et

Ainsi que nous le constaterons plus loin, à propos de membres du clergé séculier, le rôle des missionnaires allait quelquefois jusqu'à l'arbitrage. En voici un exemple. Dans le dernier quart du xvii^e siècle, Cruciano Orlanducci, notaire de Vescovato, a été tué par Giacomo Santo Casabianca « parce qu'il voulait lui présenter une citation civile ». Il laisse trois petites cousines, orphelines, ses seules parentes. Vers 1689, le meurtrier leur fait demander la pace, et elles consentent à l'accorder. Ce sont des « *Signori Missionari* », appellation qui s'applique aux Lazaristes, qui vont régler les conditions matérielles du traité. Ils condamnent à titre arbitral l'auteur de la mort du notaire à remettre aux trois femmes ses parentes, « per le loro miserie », des terres situées dans la plaine de Vescovato et d'une valeur de mille lire (1).

Observantins. — L'un des documents les plus curieux et les plus complets que nous ayons conservés est le récit des missions de St-Léonard de Port Maurice en Corse pendant l'an-

que je l'embrasse ». Ce que voyant, un autre prêtre en fit de même à l'égard de quelques-uns de ses ennemis, et ces deux furent suivis d'une grande multitude d'autres. De façon que pendant l'espace d'une heure et demie, on ne vit autre chose que réconciliations et embrassements ». Il y eut à cette époque quatre missions en Corse. Les trois plus importantes eurent lieu dans le Niolo, à Corte et à Campolore. Jean Martin, qui devait être plus tard Supérieur de la maison de Turin, fut un des sept missionnaires de 1652. Ce religieux s'était particulièrement attaché à l'œuvre d'apaisement des inimitiés. L'histoire de la congrégation le montre remplissant ce rôle de pacificateur tour à tour dans le Piémont, et dans le pays de Bra près de Lucerne où la vendetta sévissait comme en Corse. — *Notice sur les prêtres, clercs et frères défunts de la Mission*, 1^{re} série -- *Compagnons de Saint Vincent*, t. I, p. 288 à 290.

(1) Arch. départ. Civ. Governat, C. 584, Requête, 28 février 1701, V. aussi annexes n° XXXI. *Traité de paix de Canavaggia*, 1720.

née 1744. Fra Diego en fut le rédacteur fidèle. C'est un frère lai, qui fut le compagnon de Saint Léonard pendant 25 ans, et qui écrit avec une grande simplicité. Sa relation n'en a que plus de prix, à cause de la foule de détails qu'il nous donne (1).

Saint Léonard, envoyé par le Pape, débarque à Bastia le 12 mai. Dès son arrivée, la renommée de son austérité et de sa sainteté, fait accourir de tous les points de la montagne. Fra Diego nous conduit d'abord au couvent de Mariana, où le grand prédicateur est venu à sa première étape, et dont la salle d'honneur est emplie d'une foule nombreuse.

« Mais quels hommes ! s'écrie le rédacteur. Tous armés de fusils, de pistolets et de poignards, car ils vont toujours en armes dans ces villages, à cause des haines qui existent entre eux (2).

Plus loin, l'annaliste de la mission nous dépeint ces insulaires farouches qui, « jusqu'à l'exécution de leur vengeance, portent la barbe longue, pour faire connaître qu'ils sont en inimitié ». Il nous raconte que la *vendetta transversale* aggrave

(1) *Missions de Saint Léonard*. — B. S. S. H. C. 1889, p. 517 et s. Saint Léonard appartient aux Mineurs Réformés, c'est-à-dire à une branche de l'ordre de Saint-François. A noter l'erreur commise par l'abbé de GERMANES (*Hist. des révolutions de Corse*, p. 85, t. II) qui inscrit saint Léonard au nombre des religieux de Saint-Pierre d'Alcantara.

(2) « ...essendovi tra loro inimicizie, odi, risse, e rencori che per una parola e per altra piccola cosa si ammazzano già alla peggia senza compassione, che non si trovano ne sentono altro per tutta questa isola che omicidii, che case bruciate e spiantate, e tutto procede per causa di queste inimicizie e questa sarà la cosa più difficile a rimediare... » Il n'est pas inutile de noter qu'à cette époque le grand soulèvement national contre la République de Gênes a mis toute la Corse sur le pied de guerre, et a encore accru les motifs de ressentiments.

encore l'horreur de ces luttes. « Les parents s'unissent aux parents contre les parents du meurtrier, et ils tuent même celui qui n'a commis aucune faute, dans le seul but l'anéantir la famille (1) et ils font serment de marcher contre le meurtrier et les siens jusqu'à la troisième génération (2). »

L'ouverture de la Mission dans chaque village se fait sur le seuil de l'Eglise. Le piévan (3) présente le crucifix au Père Léonard, et après une invocation à l'Esprit Saint, la prédication commence. Un homme, nous rapporte Fra Diego, « descendant des montagnes hautes », vint un jour à passer précisément à ce moment, et demanda de quoi il s'agissait. « C'est la Mission » lui fut-il répondu. « Ah, s'écria-t-il, c'est encore un tour des gènois. Ils nous envoient les missionnaires pour nous tourner à leur gré (*per farci fare a loro modo*). » Cependant, il entre dans le cercle de l'auditoire, il écoute la prédication, « et au milieu de celle-ci, au moment où le Père Léonard demandait pardon au peuple avec une chaîne autour du cou, et allait baiser les pieds des prêtres, et lorsqu'il vit chacun dans la foule implorer le pardon de chacun, subitement il jeta au loin son fusil et commença à pleurer amèrement et à se frapper la poitrine ».

Après la prédication, on va faire les paci dans la maison où se retire le Père Missionnaire, et celui-ci, « pour plus de sûreté, a voulu, dit Fra Diego, qu'elles se fassent par écrit, et ainsi fut fait ». Dans un autre village, Saint Léonard veille à ce que les paci soient faites « *per mano di notario* » et ensuite

(1) « *Apposta per smunirgli la famiglia* ».

(2) « *E fanno giuramento fra di loro di andare contro l'uccisore e i parenti sino alla terza generazione* ».

(3) Curé de la Piève, district ecclésiastique et civil à la fois.

les ennemis se donnent le baiser de paix (*abbraciamenti di paci*). Puis l'on chante un *Te Deum*, et la foule crie d'une seule voix : « *Pace, pace, pace !* ».

Des détails très importants nous sont parfois donnés sur le contenu de ces actes de paix. Voici par exemple le village de Santa Cosina où deux factions sont en pleine vendetta, lors de l'arrivée des Religieux. « L'on doit savoir, nous avertit d'abord Fra Diego, qu'aussitôt qu'un homicide est commis, chacun (en ces pays) se retire avec toute sa parenté, et se ferme en sa maison, où il se tient dorénavant, *mettendo le torniere alle finestre...* et on reste ainsi des mois sans sortir, même pour aller à la messe ». La prédication de St-Léonard est fructueuse, il arrive à réconcilier les deux partis, et voici l'un des articles de la paix qui s'ensuit. Tous les contractants donnent leur parole de ne jamais rompre le traité, sous la sanction que le premier qui le violera devra payer mille lire à l'Eglise. C'est la clause pénale, que nous avons rencontrée antérieurement dans presque tous les instruments de paix.

Parfois, le missionnaire éprouve la nécessité de préparer d'avance par des intermédiaires l'acheminement vers la réconciliation, « Il envoya, nous est-il dit, à Casacconi et à Lampugnani, plusieurs particuliers, qui dans ces pays portent le nom de « *parolanti* », afin que les parties offensées donnassent leur parole de déposer toute inimitié pour quelques temps, et promissent de ne porter la main sur personne jusqu'au temps de l'arrivée de la Mission. » Ce qui fut fait.

L'évangélisation des pièves les plus reculées des montagnes se poursuit au milieu de l'enthousiasme grandissant des populations. Quelquefois, le Père Léonard est si fatigué de courir

les sentiers par des pentes abruptes, qu'il ne peut plus avancer. Il en est ainsi pour lui, lors de son arrivée à une certaine étape dans le Niolo. Alors des bergers se présentent et se relaient l'un l'autre pour le porter à bras sur une chaise. Ailleurs, à la fin de son sermón, le peuple se précipite sur lui pour couper au couteau des lambeaux de son manteau et il y met une telle ardeur que le missionnaire manque d'être blessé. Son voyage à travers l'île se continue au milieu de réconciliations multiples. Un accident grave y mit fin, et il rembarqua pour Gênes le 18 novembre 1744.

Nous avons cru devoir donner quelques développements au récit de la mission de Saint Léonard, à cause des précisions importantes qu'il contient sur la façon dont se faisaient les paci et sur leur teneur, autant que sur les rites qui les accompagnaient.

Il nous appartient, pour terminer le paragraphe que nous consacrons au rôle des missionnaires de montrer comment en plein xix^e siècle, on peut retrouver identiques les traditions et coutumes qui présidaient à la confection des paci au cours des missions de 1744.

Oblats de Marie. — Nous sommes à la date de 1840. Un curieux manuscrit va nous renseigner. C'est le journal de la maison de Vico, qui fut écrit par le R. P. Sermeria, religieux de la Congrégation des Oblats de Marie, et Supérieur local pour cette Congrégation de la maison précitée (1). Il s'agit dans

(1) Nous devons la communication de ce manuscrit à la grande amabilité de M. le Chanoine Aubert, Supérieur du Grand séminaire d'Ajaccio. Ce manuscrit est plein d'indications de haut intérêt et mériterait la publication. Il est en effet inédit. Toutefois le Révérend Père Ortolan, qui a commencé de donner une histoire très complète de la

ce document du récit des missions effectuées. Le détail des prédications faites à Zigliara et à Ucciani serait à noter. Mais le passage le plus intéressant est sans contredit celui qui a rapport aux événements et à la réconciliation qui sont intervenus dans le village de Sari d'Orcino. La mission va y durer du 12 avril au 10 mai. Il y a deux partis en inimitié dans le canton. En 6 ou 7 ans, plusieurs meurtres ont été commis ; le dernier date d'un peu plus d'un an, et c'est un jeune médecin qui en est regardé comme l'auteur par le parti adverse. C'est pourquoi il vient de recevoir, deux mois auparavant, trois coups de fusil, et s'il a échappé néanmoins à la mort, il a perdu l'œil gauche et il a la mâchoire à demi emportée. Celui qui a tenté de le tuer a pris aussitôt le maquis. « Aussi les chefs des deux partis contraires sont-ils obligés, comme on dit en Corse, *de se garder les uns les autres* (1) ».

Telle est la situation lors de l'arrivée du Père Sermeria. Il commence la mission, qui est suivie avec déférence par la population, malgré quelques incidents heureusement restés sans suites graves. L'Evêque d'Ajaccio n'hésite pas à venir en personne, pour prêter au prédicateur le secours de son autorité morale. « Il entend séparément les partis, encourage les uns, engage les autres, il triomphe enfin de tous les obstacles (2). » Ou du moins un seul subsiste encore. Car il manque au traité de paix pour qu'il soit parfait l'adhésion du bandit

congrégation des Oblats, a dû en avoir connaissance, car il fait allusion dans son vol. I, p. 335 et s. à plusieurs faits relatés par le Père Sermeria.

(1) Nous retrouvons là la formule de déclaration de vendetta : « Garde-toi ! »

(2) C'est le rôle du pacere.

Tous les parents sont d'accord des deux parts s'il donne lui-même son consentement. C'est pourquoi à un jour et à une heure convenus, le Père Scimberia prend le sentier du maquis. Le bandit « le reçut avec beaucoup de reconnaissance et même lui témoigna de la vénération. A son approche, il déposa les armes, étendit par terre son gros pelone (manteau de poil de chèvre) en drap corse et l'invita gracieusement à s'asseoir. Après quelques petites difficultés, le pauvre bandit consentit à ce que le Père Supérieur demandait de lui. « Je suis entre vos mains, lui dit-il, prêt à vous obéir en tout. (1) »

La mission va être terminée. L'Evêque d'Ajaccio revient à Sari une deuxième fois et assiste à la messe solennelle. Dans l'Eglise, tous les chefs de partis sont rangés sur la même ligne, lorsqu'à l'offertoire et en présence de toute la population, le Grand Vicaire qui a accompagné l'Evêque, lit à haute voix le texte du traité. Après lecture, les chefs de partis viennent apposer leurs signatures au bas de l'acte de paix; puis ils prêtent serment, sur les Evangiles « de l'observer jusqu'à la mort. Après quoi, pour pouvoir être admis à la communion... *ils s'embrassent publiquement...* avec les démonstrations de la réconciliation la plus sincère. » La cérémonie se termine par un Te Deum, « et pendant plus d'une demi-heure, on ne fit que battre des mains, et la voûte de l'Eglise ne retentit que des cris répétés de : « Viva la pace. Viva la pace! » (2)

(1) Notez la merveilleuse survivance des formules. Celle-ci est pareille en 1840 à celle qu'employaient les rédacteurs des traités de paix du xv^e et xvi^e siècles, et par laquelle le meurtrier s'engageait d'avance envers l'arbitre nommé par le *compromesso di pace*, à exécuter sa sentence.

(2) Dans le récit précité de la mission du père Léonard, on voit aussi la foule crier : « Pace ! Pace ! »

Le père Sermeria nous a très heureusement conservé le texte complet du traité. On le trouvera intégralement rapporté aux annexes de cette étude (Annexe n^o XLV). Il convient seulement ici pour en donner le caractère d'en marquer et d'en analyser succinctement les diverses parties.

On y trouve d'abord :

1^o Une invocation à la Sainte Trinité et à la Vierge Marie. Partie inaugurale. Puis :

2^o La désignation du pacere. (C'est ici l'Evque.)

3^o L'indication précise, pour chaque partie, de tous les parents qui figurent à l'acte, avec leur degré de parenté, et l'explication complémentaire qu'ils traitent tant en leur nom qu'en celui de leurs parents et alliés absents. L'engagement est solidaire entre parents de chaque côté.

4^o Un exposé des motifs d'ordre religieux, moral et social, qui obligent à réprouver la vengeance et militent en faveur du pardon des injures.

5^o Le dispositif. Celui-ci comprend les chefs suivants :

a) Acte du serment prêté par les parties de s'accorder un pardon absolu pour leurs mutuelles injures.

b) La victime (le médecin blessé) s'engage solennellement à ne se livrer à aucun agissement tendant à obtenir la réparation du dommage reçu ou la punition du coupable. Il promet au contraire de faire tout ce qu'il peut pour adoucir la position de celui-ci (au regard des poursuites judiciaires évidemment).

c) De leur côté, deux parents du meurtrier, particulièrement qualifiés, s'engagent à ce que celui-ci soit banni de l'île.

d) Les personnes absentes, nommées et représentées, (traire, celles qui sont encore au maquis) participeront en rentrant chez elles, au bienfait du traité de paix.

e) Clause pénale (6 000 fr.).

L'acte se termine par la mention que les parties *se sont embrassées* pour témoigner de la sincérité de leur réconciliation.

Il est très difficile de se procurer le texte de traités de paix contemporains, pour des motifs déjà exposés antérieurement. A plusieurs reprises, l'existence nous a été signalée de paci qui auraient eu lieu à une date très rapprochée, à l'issue de Missions. Mais nous n'avons pu nous procurer d'autres documents récents que ceux-ci ; ils sont d'ailleurs à rapprocher des indications données d'autre part au chapitre précédent.

B. — ORGANISATION PACIFICATRICE PERMANENTE

Quelle que soit l'excellence des résultats obtenus par les Missions, ils ne sauraient être que temporaires. La venue de Religieux prédicateurs est occasionnelle. Entendons par là qu'il s'écoule parfois un très long temps, dans une même région, entre le passage de deux missions. Il faut dans l'intervalle, faire face aux nécessités provoquées par des inimitiés nouvelles, ou par la rupture d'anciens traités de paix. Pour ce faire, l'Evêché et le clergé séculier sous sa dépendance, constituent un organisme permanent. Jetons d'abord un coup d'œil général sur le système.

Pour que l'Evêque puisse agir avec efficacité et mesure, dans un domaine aussi délicat que celui des haines de famille, il est d'abord indispensable qu'il soit exactement renseigné. Il faut qu'il connaisse l'existence des vendette déclarées ou en voie de naître, les origines, le caractère, les circonstances de chacune. C'est à quoi vont pourvoir les visites épiscopales et la procédure spéciale qui les précède et qui les suit.

On sait qu'il est de la fonction des Evêques d'accomplir des visites fréquentes dans les paroisses de leur diocèse. C'est une sorte d'inspection générale ; elle a pour but de se rendre un compte précis, non seulement de l'état des ressources et des besoins matériels des paroisses, mais encore de leur situation morale pour y porter le remède convenable. Comme l'Evêque reste à son passage peu de temps dans chaque paroisse (un jour ou deux), il lui serait impossible d'être éclairé suffisamment, si sa visite pastorale n'était précédée d'une enquête dont le résultat lui permettra de prendre souvent, sur place et en cours de tournée, la décision appropriée. Du moins, telle est la façon dont va le cours des choses aux xvi^e, xvii^e et xviii^e siècle.

Cette enquête est faite en principe par les prêtres de chaque paroisse, qui sont, comme il est naturel, les mieux placés pour connaître la situation morale du pays, dont ils ont l'administration spirituelle. Mais un modeste prêtre de campagne a besoin d'être guidé dans une opération qui exige beaucoup de tact. D'où la nécessité pour l'Evêque d'envoyer d'abord à ses Piévans une sorte de questionnaire-type, avec adjonction de conseils. Par ce moyen, lors de son arrivée dans la paroisse, le piévan qui aura eu le temps d'assembler tous renseignements, et qui aura été guidé pour ce travail, sera prêt à répondre à ses interrogations. Ces questionnaires et leurs réponses nous ont été parfois conservés. Leur teneur était gardée dans les Evêchés en des registres portant généralement le titre de « *Regesta sanctae visitationis* ».

Dans les mêmes registres, nous rencontrons également les rapports que l'Evêque, à son retour de visite pastorale, adressait au Saint Siège. Parfois, ces tournées d'inspection, en des

circonstances plus rares, étaient faites par des Visiteurs Apostoliques, délégués par le Pape. Elles donnaient lieu également à un compte-rendu envoyé à Sa Sainteté.

Nous trouvons dans ces documents l'écho des constantes préoccupations pastorales, au sujet des maux infinis causés par la vindicte privée. Intervertissant ici l'ordre chronologique d'exposition, qu'il nous soit permis, avant d'examiner plus en détails les enquêtes préparatoires, de jeter de suite un coup d'œil sur les rapports qui en étaient la conclusion.

En effet, ils vont nous donner un aperçu général immédiat de la gravité de la situation au point de vue de la vendetta, des difficultés que suscitait aux Evêques ce mal endémique, et des pressantes nécessités qui s'imposaient journellement d'y remédier.

Voici une relation adressée au Siège de Rome en 1637 par Mgr Rerrano, Evêque de Sagone (1). « Les habitants, écrit-il, sont si avides de vengeance, qu'ils la poursuivent non seulement contre l'auteur de l'injure, mais contre tous ceux de son sang ou qui lui sont unis par un lien d'affection ». Les clercs et les personnes les plus innocentes n'ont à cet égard aucune immunité.

C'est le rappel de la coutume de la vengeance transversale.

Et voici maintenant, signalé dans la même pièce, cet autre usage terrible, auquel les voceri font si souvent allusion : l'usage, pour la veuve de l'homme mort par vendetta, de

(1) Regestum I sancte (sic) visitationis (évêché de Sagone) ms. inédit p. 297 anno 1637... Relazione di Mgr. Rerrano, vescovo di Sagone per la visita di sacri limini. — Beatissimo Patri... etc. V. notre bibliographie pour ce registre, et les autres auxquels nous allons faire des emprunts dans ce chapitre. Ces registres sont en général paginés.

garder exposé aux yeux des enfants, qui grandiront avec cette image sans cesse présente à leur pensée, un linge ou un vêtement taché du sang du mort (1).

Un autre rapport, adressé au Pape en 1680 par Mgr Martini sur le diocèse de Sagone, fait à nouveau mention de la « vindicta transversalis » et des malheurs engendrés par les inimitiés (2).

On pourrait ici multiplier les extraits de semblables documents. Des renseignements du même genre, exprimés en termes identiques, nous sont encore fournis par la relation faite au Saint Père en 1692 par Mgr Costa (3). Il faut arrêter les citations.

Ainsi que nous l'avons dit, ces rapports étaient la synthèse des renseignements recueillis au cours des visites du diocèse.

(1) Même Reg. ms. que précédemment, p. 306 et 307. Quod si vel actatis vel sexus defectu, seu virium imbecillitate, aut quovis alio interposito impedimento iniuriam statim vindicare non possunt, eam in tam longum tempus differre solent, ut uxor quaque perempti ex iniuriâ viri indusium aut aliquam sanguine conspersam vestem in arca recondat in conspectum filiorum statim, atque adoleverint ad vindictam producturam., » (producendam ?)

(2) Regestum tertium Documentorium Ecclesiae Sagonensis, p. 16. V. Bibliographie in fine de notre étude. Ce registre, comme le précédent est à Ajaccio. A noter que MOLARD, *Rapp. sur les bibl. de Gênes*, signale comme existant à la bibl. du Palazetto à Gênes un ms. intitulé : *Regestum primum documentorium ecclesiae Sagonensis*. A cette même bibliothèque, Molard signale encore : *Acta synodi sagonensis*. Un autre ms. portant le titre de : *Synodi Sagonensis acta*, se trouve encore à Gênes à la Bibl. de l'Université.

(3) Même Reg. ms. p. 313 et s. Relazione dello stato della diocesi di Sagona fatta, etc. « Pater Beatissime. In diocesi sagonensi regnant inimicitie etiam inter consanguineos, pro eis sequuntur homicidia etiam in vindictam transversalem ».

Voyons maintenant plus en détails la façon dont elles se pratiquaient.

Comment étaient-elles préparées, spécialement en ce qui concerne les questions qui font l'objet de notre étude ? Mgr P.-M. Giustiniano, appelé au siège de Sagone en 1725, va nous donner une réponse à cet égard. Il adresse en effet à ses piévans (1727) une sorte de mandement annonçant sa prochaine tournée épiscopale.

Pour que sa visite puisse produire les meilleurs fruits, il recommande aux « parochi rectorisque » de son diocèse, de se conformer, pour le travail initial qui les concerne, à un questionnaire très complet, dont il leur fait tenir le texte. Les prêtres de paroisse devront réunir à l'aide de ce guide les éléments des réponses qu'ils auront à faire à l'Evêque lors de son passage » (1).

Or au cours de ces questionnaires, nous trouvons l'article suivant : « VII. Delle persone di diversi stati. 1°, 2°, 3°, etc.. 15, se vi siano inimicizie gravi e fra quali personi ? (Y a-t-il des inimitiés graves et entre qui ?) (2).

Nous pouvons voir, en 1730, le même Prélat adresser un nouveau tableau d'interrogations, et nous avons en outre à cette date les réponses pour chaque paroisse ou bénéfice (3).

Une fois mis en possession de tous les éléments d'appréciation, l'Evêque commence son voyage à travers les villages

(1) Regestum I Sancte (sic) visitationis. *Op. cit.* Les instructions sont en tête du registre.

(2) Même registre, p. 5 du ms.

(3) Regestum secundum sanctae visitationis, ms. inédit : « Articuli seu capitula super quibus examinandi sunt parochi, beneficiati et alij prout videbitur in sancta visitatione.

du diocèse. Chemin faisant, il convoque les chefs de partis en inimitié, il les exhorte au pardon ; il joue le rôle des parolanti et des paceri, mais avec l'autorité morale agrandie que lui confèrent ses hautes fonctions ecclésiastiques.

Et les traités se concluent, alors que le sang était déjà prêt à couler (1).

• Le 4 octobre 1641, par exemple, Horace, fils du Capitaine Justinien della Serra, rencontrant Angiola Maria, fille du Capitaine Anton Padovano Rocca, se met au travers de sa route et essaye d'attenter à son honneur (*per farli atto disonesto*). Les parents, des deux côtés ayant appris l'incident, une grave vendetta est à craindre. Heureusement « *per la Dio gratia* » les hostilités ne sont pas ouvertes, mais le magistrat de Sartène (il Fisco) commence des poursuites. Peu de jours après, dans ce lieu de Serra, vient à passer Mgr Ottavio Rivarola, Evêque d'Ajaccio, car c'est le moment de sa visite pastorale. Aussitôt averti, il s'occupe de préparer la « *pace* », et il y réussit pleinement. Chacun le choisit en effet comme arbitre de la paix, et le compromis a lieu en présence de l'Evêque et du Lieutenant de Sartène. Aussi les parties, dans leur requête postérieure au Gouverneur de l'île, demandent-elles à celui-ci d'arrêter les poursuites (2), la réconciliation ayant eu lieu.

(1) Arch. dép. de Corse. Civ. gov., série C. 287. Instance pour l'homologation d'un traité de paix conclu par Mgr. Mascardi, évêque du Nebbio, entre la dame Nunzia, veuve du capitaine Coridone et ses ennemis, 29 mai 1626 : « *Essendo dall' inimicizie sudette per seguire altri delitti e misfatti, cio prevedendo il Mo. Illmo et Rmo. Mons. Gio. Mascardi, vescovo di Nebbio, padre spirituale e pastor di tutti, usando della solita pietà e patronal sollicitudine...*, etc. »

(2) Arch. départ. Civ. Gov., série C. 368. Requête d'Anton Padovano Rocca Serra pour faire cesser un procès criminel, attendu la paix conclue sous les auspices de Mgr. Rivarola, évêque d'Ajaccio, 23 mars 1641 : « *Essendo in visita Illmo Mgr. Ottavio Rivarola, vescovo di*

Les visites pastorales ne se font point tous les jours. Peu importe. La paix se réalisera quand même sous les auspices du plus modeste piévan. Les prêtres des paroisses ont cette mission, parmi les autres qui découlent naturellement de leur ministère, et on trouve plusieurs exemples de réconciliations opérées dans ces conditions (1).

La confiance des parties s'adressait souvent au piévan (2) sans même avoir été sollicitée, ou au contraire il arrivait qu'un clerc, appartenant à la famille ou sans parenté avec elle, offrait spontanément de tenter l'œuvre de médiation. Dans un acte de paix, dressé le 14 janvier 1590, les parents des deux côtés expriment leur volonté de « pacificarsi e vivere da boni ». Il est spécifié qu'ils sont venus à ces sentiments d'apaisement sous l'influence du Rd. Fannone, prêtre, dont les efforts les ont convaincus du caractère diabolique de la vendetta (3).

Aiaccio, e vi e trattato la pace, si come si fece e il tutto s'è rimesso nella persona di detto Ro. (formule de nomination de l'arbitre de la paix) e si ne fece compromesso alla presenza di esso Mgr. e Luogotenente di Sartene... » (La date indiquée du 23 mars 1641 est inexacte car l'événement qui est à l'origine de l'affaire est du 4 octobre 1641).

(1) Arch. départ. Civile Governat., série C. 360. Sauf-conduit valable pour 4 jours accordé à Anton Bastiano q. Cristoforo de Crociechia, bandit capital, à condition qu'il s'engage sous caution à planter 50 chataigniers. A cette ordonnance se rattachent... la conclusion d'un traité de paix sous les auspices du Rev. Giovansimone Bonaldi, curé de Crociechia, 8 nov. 1639.

(2) Cf. PETIT DUTAILLIS, *Le droit de vengeance dans les Pays-Bas au xv^e siècle*. L'auteur note que dans les Flandres du xv^e siècle, les gens d'église jouent souvent dans les inimitiés de famille le rôle d'arbitres. En outre, « la cérémonie et les conditions de la paix ont pris un caractère de plus en plus religieux », p. 66.

(3) Arch. départ. Civile Gover., série C. 131. Requête pour obtenir la grâce des meurtriers de Riffaiolo q. Silvagnola della Rebbia. L'acte de paix est joint à la requête qui est du 16 janvier 1592.

Souvent, l'office des clercs ne se borne point à une action de persuasion et de négociation. Les fonctions d'arbitre, chargé de rendre la « *sentenzia* », leur sont conférées par le « *com-promesso di pace* ». Dans un acte de 1585, le Rd. Prete Polino da Lenta est nommé *arbitro et arbitratore*, avec le capitaine Mariano de Murato. Tous deux ont des pouvoirs très étendus. Ils peuvent condamner les parties l'une envers l'autre « *in pecunia e roba* ». Ils peuvent en outre « *fare lina e più amicitie e parentadi per confirmatione d'essa (la pace)* » (1).

Plus tard, lorsqu'à côté des paceri privés, acceptés par les deux familles à l'occasion d'une vendetta, il y aura des paceri magistrats, désignés par le Gouverneur, ce dernier déléguera fréquemment dans ces fonctions des ecclésiastiques. Voici par exemple Don Giuseppe Valentini et le Révérend Gio : Maria Calendari qui sont par décision du Gouverneur, paceri conciliateurs, à Pastoreccia. Le second des deux est, en même temps « *rettore* » de cette localité (2). Ces fonctions de pacere officiel ne sont pas sans danger d'ailleurs. Elles peuvent exposer le titulaire à des menaces et à des sévices de la part des parties

(et non du 12 août 1590 comme le porte l'inventaire départ.). Il est dit dans la pace que les parents, sous l'influence du prêtre Fannone, ont reconnu « *che il vivere e stare con odio e inimicitie sia cosa più presto diabolica che humana, e vogliando vivere da boni...*, etc. »

(1) Nous avons déjà examiné ailleurs cet acte à propos des pouvoirs des arbitres. Arch. départ. Civile Govern., série C. 110, 11 décembre 1585. Requête de Giovanluca de Lento. On retrouve dans cette requête la préoccupation de faire contracter des mariages entre familles ennemies.

(2) Arch. départ. Civile Governat., série C 561. Requête de Don Giuseppe Valentini, paciere conciliateur à Pastoreccia, pour ne pas être exposé à des désagréments à la suite d'un différend qu'il a arrangé de concert avec le Rév. Giovan Calendari, 15 janvier 1695.

mécontentes, ainsi que nous le révèle le texte d'une requête.

Nous savons que les *paci* devaient être communiquées au Gouverneur pour homologation. Mais nous sommes amenés à penser que celles qui étaient faites, sous les auspices de l'Evêque ou de ses délégués, étaient d'autre part enregistrées dans les archives de l'Evêché. C'est ce qu'il nous paraît légitime d'induire de deux passages fort brefs, et peu explicites, tirés de diverses constitutions synodales, promulguées en 1614 et en 1657, respectivement sous l'épiscopat de Mgr Giuliano Castagnola, évêque de Nebbio, et sous celui de Mgr Carlo Fabrizio Giustiniani, évêque de Mariana. Il résulte de ces textes qu'un certain droit était prélevé par la Chancellerie épiscopale à l'occasion de paci. Il est à supposer que c'était pour leur enregistrement (1), (à moins, ce qui est plus improbable, que ce n'ait été pour leur rédaction). Le fait en tous cas nous révèle le caractère méthodique et permanent de l'œuvre de pacification, puisqu'il existait au siège de l'évêché une organisation administrative qui y était relative.

Lorsque des familles sont assez enfoncées dans l'esprit d'initié pour résister à toutes tentatives de réconciliation, il reste à l'Eglise la possibilité de leur appliquer des peines spirituelles et de leur retirer l'usage des sacrements. Telles sont les instructions (Décrets généraux) édictées après la visite

(1) *Constitutioni e decreti fatti e publicati... primo sinodo nebbiensi l'anno 1614. Imp. à Pise en 1625*, par Mgr. Giuliano Castagnola, évêque de Nebbio, p. 64, « Tassa de' instrumenti... Pace., lire... 1 ». *Constituzioni e decreti fatti e publicati nel primo sinodo diocesano l'anno 1657 o di 15 maggio*, par Mgr. Carlo F. Giustiniani, évêque de Mariana. Livourne, 1665, p. 204: « Tassa degl' atti criminali... Per ogni pace fatta dalle parti presso gl' atti... soldi... 20 ».

qu'il fit en Corse en 1686, par le Visiteur apostolique, délégué du Pape Innocent XI. « Que l'absolution soit refusée, y est-il dit, à ceux qui ne veulent pas renoncer à leurs haines et à leurs inimitiés. » (1) Ces décrets généraux intervenaient comme conclusion et comme sanction, des constatations relevées au cours de l'inspection du diocèse.

C. MESURES PREVENTIVES CONTRE LA VENDETTA.

À côté de l'organisation que nous venons d'exposer et qui a pour but de mettre par la paix un terme à des vendette, l'Eglise s'est appliquée de diverses façons à les prévenir en combattant les causes accessoires. Il serait long et inutile d'étudier ici chacune des circonstances dont nous avons conservé la trace, et où son action s'est manifestée à cet égard. Il n'est cependant pas possible d'omettre l'exposé de certaines mesures d'un caractère général.

1. Les interdictions de port d'armes

Le port d'armes a toujours été justement considéré comme une des causes les plus propres à faciliter les rixes sanglantes, génératrices elles-mêmes, par vendetta, d'une série de meurtres consécutifs. Nous avons vu par ailleurs, sur ce point, les mesures prises, de façon arbitraire du reste, et peu efficace, par l'autorité génoise. La question avait dû attirer également

(1) *Registro dell' editti, visita e sinodi de Sagone*: Registre ms. établi par Mgr. P. M. GRUSTINIANI, évêque de Sagone, mais qui contient de nombreux actes antérieurs à son épiscopat, p. 55 et s. « Decreti generali fatti dal Visitatore apostolico in Corsica Mgr. Giambattista Spinola, vescovo di Sarrano 1686 » «... ut etiam non esse absolvendos, qui... aut aliena si possint restituere non curant..., et qui nolunt deponere odia et inimicitias, etc ».

l'attention de l'épiscopat et provoquer ses décisions sur un double chef : celui de l'interdiction pour les clercs de porter des armes en aucune circonstance, (deux seules exceptées où leur vie était en péril), et celui pour les laïcs de porter des armes dans les églises.

1. ARMES INTERDITES AUX CLERCS (1)

Les mœurs, surtout dans les montagnes, sont en Corse rudes et belliqueuses. Les guerres nationales, les inimitiés de clans se succèdent et s'entremêlent, sans qu'il soit possible souvent de savoir où finissent les unes et où commencent les autres. Il y a en effet entre ces deux catégories d'hostilité des rapports complexes et des répercussions continuelles. Aussi les querelles de familles et de partis ne s'arrêtent pas toujours au seuil de la maison du piévan. Souvent, parce qu'il est considéré comme le chef par ses parents, il est conduit à prendre lui-même les armes (2) par point d'honneur familial ou plus simplement encore pour sa propre défense. Il ne faut pas ou-

(1) Les mesures d'interdiction de port d'armes pour les clercs sont très-anciennes. :

(2) *Annales de Bonchero* p. 71. — Le 5 juin 1535 l'office de St-Georges se plaint de « certj preti, capi di fazione » : S'ils sont pris en armes, ils seront bannis. V. aussi : *Libro rosso* (Bastia) une ordonnance du Gouverneur de Corse (30 août 1677) prescrivant de signaler aux évêques les faits de ce genre. Enfin deux anecdotes : *Hist. de la Corse de G. D. C.* p. 150 (à Ajaccio en 1749) et *Arch. départ. Civile Governat.* C. 435, 9 juillet 1661, montrent que certains membres du bas clergé n'étaient pas toujours de caractère paisible. Dans la seconde, le différend, qui avait mis les armes à la main des deux adversaires se termina par une pacc, à la suite de sanctions civiles et canoniques.

blier en effet qu'aux yeux de tous, l'habit du piévan n'a pas pour effet de le retrancher de sa famille. Si celle-ci entre en vendetta, il est comme tous les siens exposé à la mort, en vertu des principes de la vengeance transversale. Ce dernier risque est tellement certain, il est si notoirement impossible, même au clerc le plus pacifique d'éviter d'être en péril, si son lignage a quelque inimitié, que les Evêques, tout en interdisant aux clercs, avec la dernière rigueur, le port des armes, sont obligés d'excepter ce cas de leurs prohibitions. Ainsi en est-il décidé par Mgr. Girolamo Leone, le 22 avril 1574 : « Ordonnons qu'il ne soit permis à aucun clerc de porter aucune sorte d'armes tant offensives que défensives, sauf — et avec notre permission — pour raison d'inimitié (per causa d'inimicitia) ou pour passer dans des lieux déserts et dangereux... » (1)

Mgr Giustiniani, évêque de Sagone dans le premier quart du XVIII^e siècle, crut pouvoir aller plus loin dans la prohibition du port d'armes pour les clercs, et il étendit la défense même au cas d'inimitié (15 juin 1727). (2). Pourtant, l'exception semblait amplement justifiée dans cette circonstance par le simple principe de la légitime défense. La relation d'une visite faite dans le diocèse de Mariana en 1740 par le délégué de l'Evêque nous en donne plusieurs illustrations. (3).

(1) *Registro delli editti visita e sinodo* folio 90 a tergo du ms.

(2) *Même registre* folio I a tergo : « Rivochiamo perciò ogni licenza e permissione che chi sia havesse havuta tanto in scritto, quanto in voce, di portar armi anche in caso d'inimicitia. » V. aussi *Regestum edictorum*, édité de Mgr. Mariotti de Sagone, 9 oct. 1745.

(3) *Visita della diocesi di Mariana e Accia, per deputazione dell'Illmo, e Rmo. Mgr. Agostino Saluzzo vescovo* pub. B.S. S. H. C. 1890. Le Visiteur Général signale au cours de sa visite : (Piève de Bigorno,

2. INTERDICTION DU PORT DES ARMES DANS LES ÉGLISES

Nous avons vu, dans le récit des missions de Saint Léonard, que c'est, l'escopette à l'épaule et le stylet à la ceinture, que les rudes paroissiens « des montagnes hautes » descendent écouter le prédicateur. Or, le missionnaire prêche en général en plein air sur une sorte d'estrade grossière dressée sur la place du village à son arrivée. Mais s'ils rentrent à l'église, les paroissiens ne quittent point pour cela leurs armes. Du moins, c'est leur prétention, et celle-ci ne va pas sans inconvénients graves. Ils ne se bornent pas en effet à garder leurs fusils pour entendre les offices, ils font pis : ils s'en servent, souvent le plus innocemment et pour manifester leur enthousiasme, parfois aussi pour des motifs moins purs et avec des résultats meurtriers. Chose curieuse, nous trouverons, en 1594, deux bonnes gens, qui, poursuivis et incarcérés pour avoir tiré des coups d'arquebuse, à l'intérieur de l'église de Biguglia, le Samedi Saint, soutiendront pour leur défense avec une impressionnante fermeté, n'avoir fait que se conformer à une coutume invétérée. » (1)

il chericco Salvatore Sammarcelli, costituito nell' ordini minori, quale non va in abito e tonsura, porta una veste di color di canella, etc., e per causa d'inimicitie per la morte d'un suo zio ha portato il schioppo et e andato armato... » — « Palasca (le visiteur signale plusieurs clercs) : questi non sono andati in abito e tonsura, in tempo di guerra armati e di presente vanno in abito e tonsura ». « Santa Caterina di Speloncato... Il sacerdote Giacomo Francesco Pizziù va in abito e tonsura, per causa d'inimicizie portava l'armi, cessate queste non ne ha più portato. Pero tanto i chierici quanto il sacerdote sono di buoni costumi... »

(1) Arch. départ. Civile Governat. C. 139. Requête de Nicolo et de Simon Giovanni, détenus sous l'inculpation d'avoir tiré des coups de fusil le samedi saint, dans l'église de Biguglia, pour obtenir leur élargissement.

Coutumes ou non, l'épiscopat s'élèvera avec énergie contre de tels agissements. Il serait sans intérêt de donner le texte de chacun des édits émis par les évêques, dans le diocèse de Sagone, par exemple, pour lequel subsistent des documents assez abondants. Contentons-nous de noter les termes de l'édit de Mgr Giustiniani en 1727 : « Comme il n'y a pas de cas plus réprouvés par les Saintes Ecritures (1) et les sacrés Canons que la profanation des lieux saints, nous ordonnons sous peine d'excommunication *de lata sententia*, dont nous réservons à nous seul la faculté d'absolution, qu'aucun de nos clercs et des laïcs de notre diocèse n'ose porter à l'église des armes quelles qu'elles soient, armes à feu ou armes blanches, aptes à blesser, etc. » Mais l'amour des armes a toujours été si vif dans cette île, que les habitants se pliaient malaisément à ces injonctions.

Jusqu'en 1780, on peut voir se renouveler à cet égard les prohibitions des évêques, preuve que leurs défenses n'avaient point cessé d'être utiles.

Le pouvoir civil unissait ses efforts à ceux de l'autorité religieuse. Outre que la peine ordinaire est doublée dès 1571 par les statuts criminels de Corse (cap. XXVIII), quand des violences sont commises à l'intérieur d'une église ou d'un

(1) *Registro delli editti visita e sinodo*. F^o 1 à tergo. — *Editti per anni* 15 juin 1727. V. aussi *même registre* ms., p. 177 à tergo — Synode 22 juin 1716 Mgr. Johanne Cavagnaro. Id. — *Même registre* ms., F^o 55, édit. 27 février 1725. Mgr. Giustiniani signale la singulière pratique qu'ont des jeunes gens de venir à l'église avec de gros goudins (*bastoni grossi e gravi*). — Id. *Regestum edictorum*. Edit de Mgr. Mariotti, 10 juin 1745. — Id. *Synodi Synodicon secundum sagonense*. Synode diocésain de Mgr. Massoni, p. 103 et s., 27 août 1755. — Id. *même registre* ms. Constitutions synodales de Mgr. Matteo Guasco, 3 juin 1780.

monastère, le simple port d'arquebuse et leur décharge pendant les offices est puni de 50 lire d'amende ou d'une peine corporelle (25 août 1620) (1).

Au mois de décembre 1775, alors que la Corse était réunie à la France depuis plusieurs années, le Gouvernement royal était encore obligé de prendre des mesures (2) contre l'usage de ces sortes de fantasias (Déclaration du Roi, 10 déc. 1775).

II. — ACTION DE L'ÉGLISE SUR LES MŒURS. MESURES PRÉVENTIVES AU SUJET DES VENDETTE CAUSÉES PAR L'ATTEINTE A L'HONNEUR DES FEMMES.

L'abbé Rossi (3), dans ses *Observations historiques*, se plaît à rappeler qu'il est un point sur lequel les Corses ont été de tous temps particulièrement intransigeants. L'existence de familles entières, et même de villages, a été parfois la rançon d'une atteinte portée à l'honneur d'une femme. Le seul remède est le mariage, quand il se peut, ou quelque autre moyen — peu facile à trouver — qui rende à la dignité de la famille offensée, son ancien éclat (4). Cette compensation à l'honneur terni, quand des noces sont impossibles ou refusées ; il n'en existe qu'une : la mort du séducteur. « L'abus

(1) *Libro Rosso*, 25 août 1620. — Décision des Collèges de la Seigneurie, promulguée par *crida* (sic) du 16 sept. 1620 par le Gouverneur Camille Moneglia contre ceux qui portent des arquebuses et même les déchargent pendant les offices. « Che alcuna persona... non ardisca ne presuma sotto qualsivoglia colore pretesto, ne anco di feste e allegrezze, portare dentro delle chiese archibuggi di qualsivoglia sorte ne meno sbararli in esse... sotto pena... etc... etc. »

(2) *Inventaire départ. des arch. Ordonnances royales, sentences du conseil supérieur et juridictions royales* (Corse). Série B (B2).

(3) Rossi, *Osserrazioni storiche*, liv. XVI, p. 15.

(4) Rossi dit : « che ne compensassero il decoro ».

d'une jeune fille, écrit l'annaliste, ou comme on dit vulgairement « la galanteria », pouvait jadis s'appeler un décret de mort, tant il y avait dans un tel acte, une injure intolérable à souffrir pour les personnes et les familles (1). »

Et la situation n'est guère modifiée au moment où notre auteur trace ces lignes (début du XIX^e siècle). Aussi, sous tous les gouvernements s'est-on préoccupé en Corse de remédier à la licence des mœurs, non seulement à cause de ses inconvénients directs, mais pour ce qu'elle peut engendrer de longues séries de violences sanglantes. L'Eglise, naturellement, s'est toujours inquiétée à ce double point de vue des dangers que faisaient courir à la tranquillité publique l'existence de situations irrégulières.

Sous l'administration — on pourrait dire le proconsulat — du Général Morand, il y eut entre les pouvoirs civils et les autorités ecclésiastiques une sorte d'entente à cet égard, comportant une action commune, qui mérite d'être signalée.

3 Quand une jeune fille avait été séduite ou même simplement compromise (2), quand une femme mariée avait manqué à ses devoirs, et que le fait était de notoriété publique, Morand s'adressait officiellement à l'Evêque pour le prier de bien vouloir intervenir par lui-même ou par les curés paroissiaux, auprès des familles intéressées. Le but de cette action, purement conciliatrice, était d'aboutir à l'arrangement qui satisferait le mieux à la fois l'honneur de la parentelle et le respect des bonnes mœurs. Suivant le cas, la solution pouvait être un mariage ou un exil volontaire du séducteur. Si

(1) *Op. cit.*, même passage.

(2) Et l'on sait par notre étude antérieure sur « l'attacar » qu'il faut peu de choses en Corse pour produire ce résultat.

malgré cette intervention paternelle, par la mauvaise volonté des uns ou des autres, la situation ne se régularisait pas, alors Morand reprenait en mains l'affaire, et par mesure de haute police, bannissait celui qui avait été la cause du trouble, en l'envoyant généralement aux armées. (1).

La suite ainsi donnée par le Général, en cas d'insuccès des tentatives conciliatrices, n'était pas sans doute très conforme à la légalité. Ce système présentait du moins l'énorme avantage d'éviter des occasions nombreuses de sang répandu, et c'était là un bénéfice assez appréciable, pour que des historiens modernes comme Poli, aient commencé à rendre à Morand, la part de justice à laquelle il a droit.

*
* *

Le voyageur qui ne passe que peu de jours, voire peu de semaines dans l'île, est tenté parfois de croire que l'esprit religieux, demeuré très vif chez les Corses, est tourné surtout vers les côtés extérieurs du culte. Cette observation n'est pas peut-être inexacte en soi, mais elle est incomplète et conduirait à une fausse conclusion, s'il en était déduit que le sens de la religion est resté superficiel chez les habitants du pays. Bien au contraire, on peut dire qu'il est en eux profondément et sans cesse mêlé à la vision de toutes choses (2). L'influence

(1) Rossi, *op. cit.*, p. 154 et s., « ...Riuscendo il rimedio pacifico e tranquillo del sacerdozio, la polizia non vi agiva più di così... i il parroco e vescovo annunciando l'inutilità di loro uffizj, allora l'Alta Polizia ne prendea fatto e causa ».

(2) Se rappeler en outre l'influence religieuse manifestée dans la plupart des actes de pace : a) par la formule qui contient l'exposé des motifs ; b) par les cérémonies religieuses qui suivent en général la pace et font vraiment, peut-on dire, partie de ses rites.

que peut exercer l'Eglise est donc grande. Celle qu'elle a appliquée, au cours des siècles, à l'action suivie de pacification dans l'île est considérable. Nous avons essayé d'en retracer quelques phases. L'histoire des traités de paix est impossible à écrire sans faire mention de son œuvre. Mais celle-ci est beaucoup plus importante encore que n'en peuvent révéler les manifestations extérieures, précédemment étudiées. Au point de vue de l'extinction du banditisme en particulier, et grâce à ce que nous appellerons son influence interne, l'Eglise n'a cessé d'obtenir des résultats.

Lorsqu'on passe à Sartène, durant la semaine sainte, il convient d'assister à la grande procession qui reproduit avec un série de rites particuliers, les stations diverses de la montée du Christ au Golgotha. En tête du cortège qui s'avance en faisant les stations obligatoires, un homme marche, qui joue le rôle du Nazaréen. Pénitent inconnu, au visage voilé, il porte sur l'épaule une lourde croix de bois. Des chaînes attachées à ses pieds traînent sur les cailloux. Une troupe d'enfants qui le suit avec des insultes, s'amuse pour le faire tomber rudement, à marcher de temps à autre sur les maillons. Car telle est la tradition et elle doit revivre en toutes ses phases anciennes.

Nul ne connaît le nom du pénitent, sauf le prêtre qui l'a vêtu du froc et lui a passé la cagoule. Mais chacun sait qu'il est un grand pêcheur.

Or, il arrive fréquemment, peu de jours après la cérémonie, d'apprendre qu'un bandit, chargé de meurtres et qui gardait, non sans danger pour plusieurs, le maquis depuis de nombreuses saisons, a fait la pace ⁽¹⁾ avec la famille de ses

(1) Nous avons cité dans le cours de ce chapitre une pace moderne

victimes, et qu'il s'est livré à la justice (1). Souvent, c'est le porteur de croix.

Il n'y a point là, nous dit-on, un fait isolé. Témoins vieillis, les étroites maisons génoises qui subsistent encore, accrochées à l'âpre rocher sartenois, ont pu voir depuis des siècles se dérouler à leur pied chaque année la procession symbolique et expiatoire.

due à l'intervention conciliante des Pères Oblats. Le clergé séculier, de son côté, a contribué à la conclusion de traité de paix en de multiples circonstances au XIX^e et XX^e siècles. V. *Paix de Focicchia*, février 1838 : l'abbé Muracciole d'Erbajolo, l'abbé Tristani, vicaire de Saint-Florent, collaborent avec le sous-préfet de Corte pour la médiation. — *Paix de San Gavino* : le curé Codaccioni concourt à l'édification du traité avec Jacques Alphonse de Perretti. — *Paix de Carbini* : juillet 1904. Les paceri sont le chanoine Maestrati avec le commandant Ceccaldi et M. Vincent de Perretti. Nous avons examiné tous ces actes aux chapitres précédents.

(1) Au point de vue de l'influence de l'Eglise en ce qui concerne l'extinction du banditisme en Corse, v. aussi quelques observations de H. LAUVERGNE. *Les forçats... au bagne de Toulon*, passim.

CONCLUSION

« Et non occidatur homo, nisi lege iubente »
Capitulaires de Charlemagne.

CONCLUSION

Nous arrivons au terme du long chemin suivi depuis les lointains historiques jusqu'aux jours présents. De la plupart des institutions juridiques que nous avons rencontrées à l'origine, dans la force et la plénitude de leur architecture, nous trouvons encore des images effacées, mais non disparues, bordant la route à notre arrivée. Que convient-il de conclure d'une telle survie ? Sans doute que les causes générales qui ont créé et soutenu ces institutions ne sont pas tout entières entrées dans le passé. *Notre première préoccupation* sera donc de rechercher ces causes : elles sont assez faciles à voir. D'une part, l'ancienne organisation de clan n'a pas disparu totalement : l'armature du moins en subsiste. D'autre part, sa disparition » est attardée parce que l'Etat — qui historiquement succède à cette organisation particulière et la remplace en la supprimant — n'a pas su jusqu'ici en Corse remplir tout entières les fonctions qui sont les siennes. Aussi le clan garde une certaine raison d'être, parce qu'il continue de rendre des services dont un régime d'Etat complètement réalisé abolirait la nécessité. Toutefois, avec les avantages qu'il comporte, demeurent aussi, tout en s'atténuant, les graves inconvénients qu'il entraîne, à commencer par la vendetta. Les renseignements que nous avons pu cueillir au cours de notre voyage

historique nous permettront peut-être d'envisager certains moyens, pour hâter l'extinction de la guerre privée qui a causé dans l'île tant de douloureux événements au cours des siècles. Cette question sera *la seconde*, qui fera l'objet de nos conclusions.

I^{re} SECTION

CAUSES GÉNÉRALES DE LA VENDETTA CONTEMPORAINE

Survivance d'une organisation politique de la famille et conservation du clan

Quand il vint en Corse en 1793, Lacombe St-Michel fit cette remarque : « On n'est pas Corse, sans être d'une famille, et par conséquent attaché à un parti. Celui qui n'en voudrait servir aucun serait suspect à tous. »

Il serait tout à fait exagéré de dire aujourd'hui que tous les Corses continuent de subir les disciplines politiques de la famille. Il n'en est pas moins vrai que dans l'ensemble la parentèle a une organisation politique. Il est exact aussi que dans un but ou pour un rôle politique des familles s'agrègent entre elles, s'épaulent entre elles, se rangent comme clientes sous l'égide d'une famille plus puissante, en subissent l'action, en reçoivent protection. On est bien obligé de donner à cette institution le nom de clan, bien que le mot ne soit pas corse. Peut-être, pour désigner cet état de choses, le vieux terme d'*albergo*, maintenant désuet, pourrait-il être repris. Mais il était d'un sens plus étroit, puisqu'il supposait que les familles et clients qui constituaient le groupement perdaient

leur nom individuel, pour adopter celui choisi pour la Communauté. Le mot de *lega* serait meilleur sans être tout à fait satisfaisant, car il est aujourd'hui d'un sens imprécis.

Clan, albergo, ou lega, dans la guerre privée comme dans la lutte politique, une telle organisation révèle son existence et sa force.

Les traités de paix modernes que nous avons analysés nous ont donné l'impression que de véritables quoique menues Puissances, étaient en guerre: sorte d'Etats (1) au petit pied, qui passaient entre elles en fin d'hostilités des conventions fort analogues aux traités internationaux. (2). Dans ces actes, des plénipotentiaires figurent qui sont ouvertement représentés comme des chefs capables d'engager leur famille jusqu'à un degré éloigné ou de s'engager pour elles. Et avec les membres de celle-ci sont encore liés par la parole des chefs d'autres personnes que des parents, espèces d'alliés et de clients : « les amis, les adhérents ».

Unis pour la guerre privée qui tend de jour en jour à perdre du terrain, les parents, les familles sont à fortiori agrégés, hiérarchisés pour la conquête du pouvoir local. De degré en degré, on aboutit à la conception d'une sorte de confédération dont la tête est représentée par quelque famille considérable, dont toutes les autres sont clientes. Naturellement, il y a des fédérations adverses. Si l'une détient pratiquement

(1) V. sur ce point une juste appréciation de GRÉGOROVIVUS, *op. cit.*, p. 57.

(2) Cf. HALKIOU, *Principes de droit public*. 1916, p. 209. « Les traités mettant fin aux guerres privées entre familles puissantes... étaient des contrats politiques, car autour des gens puissants, il y avait un groupe nombreux de parents, de clients, de sujets engagés dans la guerre et aussi dans la paix.

tous les pouvoirs de l'île, les autres s'efforcent de le lui arracher. Les étiquettes continentales de partis politiques dont les unes ou les autres de ces associations coutumières s'adornent, n'ont pas de réelle importance. — Sauf exception, — parfois notables aujourd'hui il est vrai, *le parti* en Corse s'explique par une raison de clan (1). Il y a lieu ici de le constater seulement comme un fait. Le critiquer ainsi que certains auteurs ont cru devoir le faire, exigerait une balance plus sensible que celle qu'ils ont employée. Car la notion de parti telle qu'elle se réalise sur le continent, si elle entraîne en général moins de violence apparente, n'en apporte pas moins avec elle à bien des points de vue des inconvénients fort graves pour l'intérêt général (2).

certain fondement patrimonial : il tient en partie au genre de vie pastoral qui est celui de beaucoup des habitants de l'île. Pour se rendre compte du mécanisme interne de ces groupements, rien n'est meilleur que de citer en entier l'exposé qu'il y a quelques années en faisait lui-même un chef de clan, doué d'ailleurs d'une très large intelligence. « Vous voyez notre maison, me dit (3) M. de M., d'une famille influente de Saint-Florent. De quatre frères, un seul s'est marié (4). Nous avons évité ainsi la division de nos biens et l'éparpillement de notre

(1) Sur tous ces points, cf. BOURDE. *En Corse*, 1887₂ — QUENTIN. *La Corse*, 1914.

(2) V. à cet égard les observations de M. OSTROGORSKY sur l'œuvre et le fonctionnement des partis en Angleterre et aux Etats-Unis. *La Démocratie et l'organisation des partis politiques*, 1902.

(3) BOURDE, *op. cit.*, p. 10 et s.

(4) Ce célibat volontaire d'un certain nombre de frères est un des phénomènes les plus fréquents en Corse. Nous avons pu nous-mêmes le constater à bien des reprises et la raison qui nous en a été donnée a toujours été analogue à celle qui est ci-dessus exposée.

influence. Un de mes frères gère nos propriétés ; moi, en ma qualité d'aîné, j'ai la direction politique. Je donne ma vie, et je pourrais presque dire notre fortune à nos clients, et nos clients nous donnent leurs voix. Tel est notre secret. Nous payons pour 1.500 francs d'imposition, ce qui est considérable en Corse. Nos propriétés sont comme toutes les propriétés de l'île, la côte orientale exceptée, très morcelées.

Nous en avons dans une douzaine de communes. Elles sont louées à une cinquantaine de ménages de colons partiaires à des conditions assez douces et dont nous n'exigeons pas toujours la rigoureuse exécution. Ces cinquantes ménages qui vivent par nous, nous sont entièrement dévoués. Voilà bien près de deux cents voix déjà. Je vous ai dit que nos propriétés sont extrêmement morcelées. Dans certains villages, nos terres sont si bien mêlées à celles du reste des habitants que si nous les interdisions aux bêtes, le pâturage serait impossible à tout le monde. Le sol reste en friche un an, souvent deux ans sur trois ; pendant ce temps, nous laissons librement pâturer. Nos bois sont de même à l'abandon ; y va ramasser qui veut de nos amis. Cette tolérance, indispensable à leur genre d'existence, nous attache encore trois cents autres électeurs. Ils forment avec les premiers le noyau des fidèles, de ceux dont nous sommes sûrs. Jadis, ils nous auraient suivis à la guerre ; maintenant, ils nous suivent au scrutin. Ajoutez-y les familles qui, soit à cause d'un lien de parenté, soit par tradition, sont habitués à suivre la nôtre et à prendre son mot d'ordre, etc... »

Ainsi, suivant des coutumes persistantes, la famille corse est réunie sous un chef qui a été d'abord, qui est parfois encore un chef de guerre, et qui possède en tous cas la direction

politique des intérêts de la famille. D'autre part, l'organisation traditionnelle, à un degré au-dessus, comporte souvent le groupement de diverses familles sous la direction d'une d'entre elles, plus puissante, et qui assure vis-à-vis de ses clientes une fonction de protection. Cette union, nous venons de le voir, a fréquemment pour ciment un service patrimonial, mais tous les genres de services sont d'ailleurs mis en action.

L'exercice du pouvoir dans la famille, ainsi que dans le clan, est d'espèce autoritaire. Un mot d'ordre, comme il est exposé ci-dessus, est pris auprès du Chef. Ce n'est nullement à dire d'ailleurs que ceux qui se soumettent à un tel régime en éprouvent la lourdeur. Tout au contraire, soit qu'il corresponde étroitement aux mœurs, soit qu'en réalité il constitue un joug assez léger, parce que des avantages suffisants compensent les obligations, il paraît à la plupart très supportable.

C'est, d'une part, que l'affection reposant sur la communauté du sang est poussée en Corse à un degré inconnu de nos jours sur le continent (1) et qui rend naturels et faciles les plus grands sacrifices. C'est d'autre part, que la protection apportée par la famille et le clan qui n'est que la famille agrandie, n'a pas cessé d'être utile et appréciée, quels que

(1) Cf. BLANQUI. *La Corse*, 1841, p. 6. « Dans l'état d'isolement et d'individualisme où l'égoïsme des intérêts tend à précipiter notre société continentale, nous ne comprenons pas cette vive tendresse qui unit dans une famille corse tous les membres les plus éloignés, jusqu'aux arrière-petits cousins. Nous avons peine à concevoir comment, déjà si riche de parents par lui-même, un Corse adopte en se mariant comme siens les parents de sa femme, les appuie de son crédit, s'il en a, et leur offre sa table, s'il ne peut disposer de sa bourse. La tendresse d'un oncle, dans ce pays, s'élève à la hauteur de celle d'un père, et les neveux rendent un culte filial à ceux dont ils reçoivent tant de soins paternels.

soient par ailleurs les défauts graves que comporte une solidarité aussi étendue. Pour voir juste, il ne suffit pas, comme font a plupart des observateurs continentaux, de noter les inconvénients du système, il faut regarder aussi les avantages. On n'arrive pas sans cette vue bilatérale à s'expliquer la survie de ces coutumes.

La vérité est que cette organisation constitue en Corse encore aujourd'hui un abri contre des risques dont rien autre ne garantit sérieusement l'individu. C'est la nécessité de se faire respecter, c'est l'obligation journalière, de garder sa place au soleil contre les empiétements d'adversaires associés dans une ligue hostile, mais de même nature, c'est la contrainte de la légitime défense contre des outrages, des humiliations et parfois des actes de violence qui à tout instant peuvent se produire, qui poussent et maintiennent dans ces cadres coutumiers le grand nombre des habitants de l'île.

Une telle institution développe une discipline et un esprit de dévouement remarquables de l'individu envers le groupe auquel il appartient. (1). Tout est subordonné à cette collectivité, tout est jugé à son point de vue : les actes particuliers ont une valeur en fonction d'une telle considération.

(1) « L'amour du nom, *della stirpe*, tant qu'il vivra, maintiendra entre les membres de la famille une parfaite union, une affection solide; une propension au dévouement de chacun pour tous et de tous pour chacun ». BIGOT et ESCARD, 1890. *Les mœurs rurales en Corse*. Les auteurs disent encore : « L'amour du nom patronymique, le désir de le perpétuer et avec lui l'influence de la famille, est tel que l'on voit parfois le père de famille faire des ventes simulées pour permettre ainsi le retour à l'aîné d'immeubles qui, par l'effet du partage légal, seraient vendus ou divisés à l'excès ». Ajoutons que l'indivision, en général, se perpétue d'un commun accord indéfiniment

Leur signification est bonne ou mauvaise, positive ou négative, suivant qu'ils servent ou desservent la famille ou le clan (1). Ce n'est pas seulement pour lui, c'est pour les siens, que le Corse est si ardent à la conquête des emplois, particularité de son caractère notée à vingt reprises au cours des siècles, mais appréciée souvent de façon inexacte (2). C'est pour leur venir en aide, autant et plus que par ambition personnelle, qu'il recherche les fonctions d'autorité, pouvant lui donner une influence. Il y a dans les ouvrages de M. Masson de bien curieuses notations à cet égard sur l'attitude de Bonaparte, dans ses relations avec sa famille.

Il est fréquent d'entendre soutenir que les Corses sont individualistes. Une telle opinion est parfois même exprimée par des personnes qui, originaires de l'île, la connaissent de manière parfaite, mais à qui sur ce point l'aspect vrai des choses

dans les familles qui ont gardé une forte culture traditionnelle. Cela aboutit souvent à une sorte de vie en communauté. Les cadets s'expatrient d'abord un temps, vont chercher fortune ou simplement un emploi hors du pays. Mais ils reviennent plus tard vivre dans la maison en apportant l'appoint d'une retraite ou d'un petit avoir. S'ils ont fait fortune, ils établissent par contre leurs frères ou sœurs et généralement tous les parents, s'ils le peuvent.

(1) « Le point d'honneur, d'autant plus impérieux que les passions sont plus vives et les dangers quotidiens plus grands, exige le sacrifice absolu de la conscience individuelle à l'intérêt de l'association. Hésiter à favoriser un membre du clan, si arbitraire que soit la faveur... à frapper un ennemi du clan, si cruel que soit le coup : c'est trahir le clan, puisque c'est l'affaiblir; c'est manquer à tout devoir envers ceux avec qui l'on est engagé. » BOURDE, *op. cit.*, p. 17-18.

(2) V. à cet égard pour les temps modernes certaines observations qui font état de la même préoccupation : a) Lettre du général VAUBOIS, commandant l'armée en Corse au ministre de la Guerre, 15 nov. 1797; b) PATORNI, *La Corse*, p. 172, 178, 179.

semble, à notre avis, singulièrement voilé (1). C'est sans aucun doute s'égarer que d'affirmer l'individualisme d'hommes dont toutes les pensées et tous les actes sont orientés du côté de l'intérêt de leur groupe. Ce qui produit l'équivoque, c'est qu'en général les Corses se soucient peu de l'intérêt de l'Etat, du Département, de la Commune. Ils ne sentent pas la solidarité spéciale à ce genre d'association, ils ne sont pas sensibles à la solidarité des citoyens en tant que citoyens (2). « L'esprit public est inconnu » (3), sauf chez ceux qui ont subi une sérieuse influence de la vie continentale. Mais de là à conclure à l'individualisme des Corses, il y a toute la marge entre la vérité et l'erreur.

Seulement, voici le revers de la médaille, qui d'ordinaire est seul aperçu, et qu'il faut maintenant envisager. La solidarité de famille, de clan, est une protection pour l'individu, elle donne lieu au développement de vertus de foyer, de qualités de dévouement tout à fait remarquables, mais elle peut aussi mener à des actes délictueux d'un caractère violent et allant jusqu'au meurtre. C'est le point d'honneur familial qui conduit par exemple à se faire justice soi-même d'une offense, faite à l'un des siens (4). C'est lui également qui dans d'au-

(1) Il semble notamment qu'une telle opinion soit celle de M. POLI, *La Corse dans l'antiquité*, p. 187 et 189.

(2) POLI, *op. et loc. cit.* « Le bien public est resté une expression vide de sens ; ainsi s'explique pourquoi le Corse, si chatouilleux lorsqu'il s'agit de son intérêt ou de son honneur (en réalité de l'intérêt et de l'honneur familial), reste insensible devant les iniquités et les injustices qui affligent la commune, le département ».

(3) Lettre de LACOMBE SAINT-MICHEL au Ministre de la Guerre, 10 sept. 1793.

(4) « Le Corse fait... grand état de sa nombreuse famille... il voit dans un grand cercle de parents... un grand nombre de vengeurs ».

tres circonstances, pousse à soutenir, même par les armes et même s'il a tort, le parent qui a offensé autrui. C'est l'esprit de clan qui incline à tous les délits qui se commettent pour la conquête du pouvoir local. Pour faire preuve de jugement objectif, il faut se rendre compte que les Corses, étant donnée l'organisation sociale dans laquelle ils continuent d'être encadrés, apprécient toutes choses d'un point de vue de bataille. Il y a là au fond le maintien d'un esprit militaire dans un plan social où il devrait aujourd'hui cesser de figurer. Lorsqu'en campagne un homme est en péril, ses camarades courent à son aide sans se demander au préalable s'il a des torts et si c'est par sa faute qu'il s'est mis dans une situation dangereuse. Il fait partie de la même troupe : l'intérêt et le cœur de celle-ci exigent qu'on tâche de le sauver. Ainsi de la famille et du clan corse : l'esprit qui les gouverne est celui d'une troupe en campagne.

Pompéi — qui est loin d'ailleurs d'excuser la vendetta — a tracé ces lignes qui invitent à quelque réflexion :

« Je sens qu'il doit être difficile pour un étranger de concevoir comment on peut partager des haines qui ne nous sont point personnelles, c'est que l'étranger n'a aucune idée de l'esprit de famille qui existe en Corse, accoutumé qu'il est au relâchement de tous ses liens, si chers pourtant au cœur de l'homme. La vengeance exercée contre la famille de l'offenseur, *résultat, du moins en partie, de l'indissoluble union des parents*, entre eux, a contribué ensuite à rendre cette

des offenses qu'il peut recevoir « *Voyage dans les départements de France. Ile de Corse, département du Liamone*, par le citoyen LAVALLÉE Paris, au X, p. 30.

union plus intime : elle nous a donc été bonne à quelque chose (1).

Ainsi l'organisation insulaire de la famille et du clan est à la fois une source de protection et de dangers, de vertus et d'actes délictueux, de bonheur et de malheur. La fidélité absolue aux siens et les inimitiés parfois sanglantes avec autrui en sortent de façon égale. Mais le jour où les bons effets qui sont les garanties apportées à l'individu par un tel système social deviendraient inutiles, il est à penser que les mauvaises conséquences dont la principale est la vendetta, disparaîtraient de leur côté. Une telle évolution se produit lorsque l'Etat moderne, définitivement assis et assez fort pour s'imposer, assume les fonctions d'intérêt général : *Administration au large sens du terme*, et *Justice*, que jusqu'à lui les groupes familiaux étaient obligés d'assurer chacun pour leur compte par des procédés inférieurs.

De *Thucydide*, *Curtius* dans son histoire grecque a tiré cette sobre et juste définition (2) : « Un état est une société où tout le monde cesse d'être obligé de porter les armes pour sa propre défense, où la tranquillité publique est garantie par la communauté, une société dont les membres peuvent vaquer à leurs propres affaires. »

Si la situation reste dans une certaine mesure différente en Corse, si le clan subsiste, si la guerre privée n'a pas totalement disparue, est-ce donc que l'Etat n'y a encore qu'un établissement insuffisant. Est-ce que, pour reprendre une appréciation souvent exprimée dans l'île, avec une portée plus restreinte

(1) POMPEI. *Etat actuel de la Corse*, p. 203.

(2) Rapporté par MAURIOU. *Principes de droit public*, p. 378.

et moins juste, est-ce que l'État y manque à ses devoirs? N'y remplit-il pas intégralement les fonctions supérieures et essentielles qui lui incombent? C'est la question qu'il convient maintenant d'examiner.

L'administration défectueuse

« En Corse, écrivait un publiciste en 1884, la moitié des habitants est à la merci de l'autre, elle est accablée de toutes les charges sans obtenir en échange une seule des garanties dues à l'Homme moderne. Le vainqueur dévore le vaincu. »

Nulle part la lutte politique, aggravée par les facultés étendues que donne la procédure électorale, n'est plus âpre que dans certains villages corses. C'est que le résultat constitue pour tous une question capitale ; il s'agit de savoir qui des groupes en présence sera jusqu'aux élections prochaines, exposé, sans d'autre motif que d'avoir été battu, à payer la quasi totalité des impôts, à subir sans espoir de justice mille vexations, à se voir écarter sans pitié de tous les petits ou moyens avantages, pour lesquels l'intervention du Maire, et par suite sa bonne volonté, sont journellement nécessaires. Aussi le combat pour le *Sigillo* (1) est de chaque côté acharné. Certes, le continent français n'ignore pas non plus les tyrannaux de village, mais leur puissance y est bien plus réduite parce que, malgré tout, l'administration locale est mieux con-

(1) On voit, me disait un Corse, des familles dont les ressources sont très modestes, ne pas hésiter à dépenser 3 ou 400 francs pour faire revenir un des leurs du continent au moment des élections municipales. Un seul bulletin de vote a une véritable importance. Le résultat des élections peut être vital pour la famille.

trôlée, du fait de l'existence de la grande presse, quelle que soit par ailleurs ses défauts, et parce que le pouvoir central plus proche, exerce en dépit des partis un rôle protecteur plus sérieux. Mais il est triste à dire, la Corse est déjà loin pour que parviennent facilement en haut lieu les doléances individuelles.

Aussi est-il explicable, beaucoup plus qu'il ne paraît à première vue, de voir les élections dans l'île donner lieu à de graves et multiples abus. Certaines fraudes particulièrement énormes, et même les violences sanglantes qui ont illustré tant de fois la réunion des collèges électoraux, se comprennent, sinon s'excusent, quand on sait que l'enjeu du combat est trop souvent pour les gens de chaque parti d'être ou de ne pas être des sortes de parias. Le vieux chroniqueur Pierre Cynée traçait vers l'an 1506, ces lignes qui restent actuelles et qui montrent l'ardeur apportée par ses compatriotes dans toutes les luttes : « Les Corses veulent la victoire à tout prix. Ils n'abandonnent jamais un parti pour l'autre, s'ils n'y sont provoqués par quelque sanglant affront de leur chef, mais ils défendent par tous les moyens possibles la cause qu'ils ont embrassée, disposés à tout souffrir plutôt que de la laisser succomber. »

Ainsi, la vivacité du caractère insulaire, sa ténacité, son amour de la lutte, et les intérêts considérables qui sont en jeu pour chacun dans le moindre xillage : tout concourt à rendre plus âpre la poursuite du pouvoir — et par conséquence naturelle — à rendre plus dure la situation faite aux vaincus.

C'est alors que ces derniers, molestés chaque jour et dépouillés de toute possibilité pratique de faire valoir leurs droits, songent parfois qu'en des circonstances semblables ou

à peu près, leurs pères boutaient le feu à la mèche de leurs arquebuses et prenaient du champ. « Si atroce que soit la vengeance dans ses manifestations, a écrit Bourde, cette énergie à se faire respecter paraîtra toujours plus noble et plus belle que les humilités de la résignation. On peut penser d'eux tout ce qu'on veut : les Corses ne sont pas plats. » (1) était un objet de continuelles vexations, prend sa revanche,

Une fois au maquis, la situation change. Tel qui, la veille, et a la joie de voir trembler ses adversaires. Ainsi les abus s'ajoutent aux abus, ainsi s'accroît un peu plus sur la belle terre de Corse, le nombre des peines humaines.

Les désordres que produit cette mauvaise administration locale, seraient en grande partie enrayés, et beaucoup de leurs causes supprimées, si les représentants du Pouvoir Central dans l'île pouvaient exercer l'action protectrice que comporte leur rôle, celle de veiller énergiquement à l'application des lois. Mais à supposer qu'ils soient tous des administrateurs remarquables et d'un ferme caractère (2), que peuvent ou que pourraient leurs talents et leurs bonnes intentions au

(1) BOURDE. *En Corse*, p. 134.

(1) Cf. d'autre part RENUCCI qui écrit en 1835. *Storia di Corsica* : « Se i Ministri di Francia... vogliono il bene di questo dipartimento, depongono una volta il pensiero di sperditi le loro creature per farvi il noviziato ; diano l'uomo alla Corsica e non la Corsica all' uomo e giorni di gaudio e di contento sorideranno... etc. ». Et MORT DE MELITTO. *Mémoires*, 1858 : « Un des plus grands vices de l'administration en Corse vient de ce que les emplois dans cette île sont toujours regardés en France comme une punition et non comme une faveur, et que l'on y envoie toujours et en tout genre les sujets les plus médiocres ou ceux dont on a à se plaindre à Paris ». Le mot toujours est exagéré. V, aussi ce qu'écrit JUBET en 1884. *La question corse*, sur de singuliers errements de l'administration du département.

regard de leur invraisemblable instabilité. Nous avons relevé que de l'an VIII de la République, au début de 1919, c'est-à-dire durant une période d'environ cent vingt ans, la Corse n'a pas compté moins de 63 Préfets ou Commissaires extraordinaires. Et si l'on restreint son examen à la période de la Troisième République, l'impression devient, peut-on dire, cinématographique. De septembre 1870 aux premiers mois de l'année actuelle (1919), soit pendant quarante-huit ans, c'est, sauf erreur, trente-sept préfets qui se sont succédé. (1). Si notre calcul est exact, cela fait en moyenne un préfet par 481 jours.

La plupart de ces hauts fonctionnaires arrivent avec les meilleures intentions, Ils repartent, avec, sans avoir pu matériellement en réaliser une seule. Et d'ailleurs, il ne suffit pas d'avoir de bonnes intentions. Il faut connaître la Corse, son histoire, ses coutumes et son caractère national pour pouvoir y faire œuvre utile.

Si ces représentants du pouvoir central disposaient de la stabilité et aussi d'une autorité plus étendue, tout en restant contrôlée, des initiatives utiles et renseignées leur seraient permises : bien des abus entre autres, inhérents à la vendetta, ou qui l'engendrent ou en sont la conséquence, pourraient par là être réduits (2). Les Corses ont droit après tout à ce que

(1) V. dans *Girolamo Cortona op. cit.* une liste des Préfets de Corse de l'an VIII à l'année 1906.

(2) V. par exemple certains faits énumérés par BOURSET, *La criminalité en Corse*, p. 2 et... Des communes (Ciamanaccia, par ex. en 1886) votent des pensions aux bandits... des conseils municipaux, des maires les protègent ou sont protégés par eux... Le conseil municipal de Lozzi dans le Niolo est imposé (en 1887) par les bandits Simoni et Giansili. Le bandit Manani a fait élire en 1884 à Bustanico

l'Etat remplisse vis à vis d'eux un de ses rôles les plus grands, qui est d'assurer le cours de l'Administration dans l'intérêt, non de quelques uns, mais de la communauté.

Du moins l'Etat exerce-t-il, dans des conditions suffisantes, sa haute mission de justice. La question est d'importance et vaut à son tour l'examen.

Carence partielle de la justice d'état

Les abus du régime du clan, mal compensés par les avantages de son insuffisante protection et de sa périlleuse justice, s'évanouissent lorsque, pour prendre l'expression de M. Hauriou, paraît et s'impose le *régime d'Etat*, et sa Justice supérieure. En France, la royauté a été l'organe de cette progression dans le droit, féconde en résultats pour la paix sociale. Jour après jour et dès la féodalité dont elle se dégage avant de la pousser au néant, la Monarchie, dont la puissance s'accroît, retranche peu à peu au domaine de la Guerre privée (1). Elle arrive enfin à la faire disparaître en entier.

une liste de son choix, etc. Quatre maires ont été suspendus en 1886 pour avoir protégé ouvertement des bandits. Un, celui de Figari, a été condamné à six mois de prison pour avoir à la tête de cent habitants, et ceint de son écharpe, sommé les gendarmes de relâcher un bandit. Des juges de paix ont un casier judiciaire; une centaine d'employés dépendant de l'administration préfectorale, ont subi des condamnations pour coups et blessures, etc. » Et tous les autres faits cités, p. 1. Une interpellation eut lieu à ce propos à la Chambre des Députés le 7 mars 1887. La situation s'est, d'ailleurs, depuis cette époque, très sensiblement améliorée. Elle n'est pas encore près d'être parfaite.

(1) Institutions de la Quarantaine le roi, de la paix du roi, etc... Cf. aussi LUCHAIRE, *Hist. des Institutions monarchiques de la*

En Corse, par contre, rien de pareil. Aucun gouvernement, ni celui des Collèges de la Sérénissime République, ni, jusqu'à Paoli, ceux fugitifs et encore plus précaires, des divers chefs nationaux, n'ont jamais disposé de la force qu'il faut pour imposer à tous la paix publique.

Gênes surtout, Gênes la Superbe, a été Gênes la Débile. C'est une grande infortune pour la Corse dont elle ressent aujourd'hui encore les conséquences d'avoir vécu si longtemps sous l'administration impuissante de la Seigneurie, d'autant plus énervante pour le peuple qui la supportait, qu'elle était elle-même plus énervée et incapable de vigueur suivie. C'est une autre disgrâce que le traité « défaitiste » (1) de Cateau-Cambrésis ait arraché la Corse aux bienfaits de la paix royale que la France aurait pu lui apporter deux siècles plus tôt.

Cette justice d'Etat qui suppose une puissance matérielle centralisée et disciplinée, l'île l'a vu briller sur elle pour la première fois sous le remarquable gouvernement national de Paoli. Ainsi cette nation petite et frémissante qui avait vécu dans des dissensions séculaires, a su montrer un peu avant de se fondre dans la grande communauté française, qu'elle pouvait avoir aussi le génie moderne de l'organisation d'Etat. La rigueur sereine et bienfaisante de la *giustizia paolina* a laissé dans les cœurs corses des souvenirs affectueux.

La Monarchie française, à partir du moins du règne de

France sous les premiers Capétiens ». L'auteur dit que la puissance monarchique des Capétiens reposait essentiellement sur cette croyance qu'« Dieu a institué les rois pour qu'ils rendent la justice aux hommes et fassent surtout régner la paix ». T. I, p. 40-42.

(1) L'expression est de M. LAMEIRE, professeur à la Faculté de droit de Lyon.

Louis XVI, a eu l'art tout de fermeté et de bienveillance mêlées, d'étendre sur l'île un grand apaisement. De l'avis de la plupart des historiens, ce furent des années de quiétude, et de naissante et croissante prospérité. La justice fut roide mais impartiale.

La Révolution amena en Corse, les troubles qu'un bouleversement de cette envergure causait d'abord sur le continent. Toutefois, ils furent moins développés qu'en terre ferme. Seulement, le juge qui n'est plus gènois, mais qui cesse d'être défendu contre l'influence du clan par un Etat attentif et fort, recommencé d'être un partisan. « Il règne en cette île, écrit Monestier, Commissaire civil en 1792, dans son rapport à l'Assemblée législative, un fanatisme de parenté qui lie tellement tous les membres d'une famille, que les affections et les actions d'un seul individu, deviennent solidaires et communes à tous ; d'où il arrive qu'aussitôt qu'un homme est placé, il tente tout... pour placer aussitôt toute sa parenté. L'ambition des Corsès est généralement dirigée vers les emplois, *parce que, manquant d'industrie commerciale et agricole, ils y trouvent un moyen plus commode de fortune, et trop souvent en même temps des facilités... pour peser sur tout ce qui se trouve dans le parti contraire... Un cri général accuse les juges de négligence et de partialité.* »

Le 1^{er} Empire fit régner la tranquillité en Corse par des moyens d'autorité fort arbitraire. Encore la paix fut-elle loin d'être complète, et nous avons vu à cet égard l'œuvre laborieuse de Morand et de Berthier. Ce dernier nous révèle à la date du 1^{er} septembre 1813, l'influence exercée par l'insuffisance de la Justice d'Etat sur le déchaînement des vendette. « L'expérience, dit-il dans une circulaire aux Juges de paix,

a démontré qu'une des causes principales des crimes¹ et délits... provient de l'exécution des jugements rendus par les Tribunaux et MM. les Juges de paix des divers cantons... (1) »

L'importance des juridictions cantonales est considérable en Corse. Elles y ont, en effet, comme ailleurs, compétence en matière de menues infractions portant atteinte aux propriétés rurales, mais ces actes sont dans l'île, bien plus fréquents et graves par leurs résultats. « Ce sont eux, disait le Procureur Général Moras, (op. cit. p. 47), que nous trouvons le plus souvent à l'origine des affaires criminelles... C'est parmi ces paysans et ces bergers, aussi jaloux de leur propriété qu'enclins à empiéter sur celle d'autrui, qu'on se recrute la plupart de nos accusés. Une justice exacte est donc plus nécessaire ici que partout ailleurs.

C'est pourtant la justice défectueuse qui est encore critiquée par Arrighi, dans les « *Considérations sur les moyens d'améliorer l'état actuel de la Corse*, etc. », qu'il soumet en 1848 à la discussion de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Portalis et Troplong prirent part à cette délibération. (2)

(1) Arch. départ. M. 32. Papiers de MORAND et de BERTHIER. Il ajoute : « Le vice dérive encore de la disproportion des fortunes, qui ne permettent pas, souvent, à un habitant déjà épuisé par les frais d'une procédure, de poursuivre l'exécution d'un jugement rendu en sa faveur. En effet, tant qu'une peine criminelle ou exceptionnelle n'est qu'illusoire dans son application non seulement elle n'imprime pas la crainte... mais encore elle fait naître l'espérance à l'impunité qui enhardit le coupable, etc... » En conséquence, il invite les juges de paix à lui adresser ses jugements, afin qu'il puisse par une mesure de haute police adopter les moyens destinés à prévenir les désordres si nuisibles à la tranquillité des familles.

(2) Parmi les causes d'homicides que relève ARRIGHI figurent :

2° Facilité de se dérober aux poursuites de justice... ; 3° passion du jeu ; 4° Rivalités de familles et luttes électorales ; 5° Port d'armes ;

Un peu plus tard, en descendant le cours du siècle, nous pouvons entendre les paroles de détresse d'Ortoli : « Il n'y aurait pas tant de meurtres si les coupables étaient punis comme ils le méritent. Malheureusement, ils ne le sont pas ou ne l'ont été que rarement. C'est donc sur ceux qui sont chargés de rendre la justice depuis les juges de paix jusqu'à la Cour d'Assises, depuis les maires jusqu'au Préfet que doit retomber tout le sang si inutilement répandu » (1) (1887).

Hauser enfin en 1909 exprimait de semblables idées (2). Peut-on dire qu'à la veille de la dernière guerre les choses n'étaient pas sensiblement modifiées? La grandeur des événements qui ont mis alors en péril la nation française, a en Corse comme ailleurs, apporté durant cinq années son apaisement. Mais personne ne s'y trompe, dans l'île : les abus n'ont pas disparu : ils sont assoupis (3).

Les décisions des justices de paix sont donc très souvent des sources de vendetta. Il arrive que cette infortune s'attache aussi à certains verdicts rendus en Cour d'Assise — bien que les raisons en soient généralement différen-

8° Patronage et clientèle; 9° Vendetta; 11° Mauvais choix des fonctionnaires.

(1) ORTOLI, p. 290, *op. cit.*

(2) « Les juges de paix... détiennent par leur rôle dans la confection des listes électorales, dans la nomination du jury, etc., les instruments de la souveraineté ». On conçoit ce que ces mots signifient et le péril où se trouve la bonne reddition de la justice cantonale. *Revue Politique et Parlementaire*, 1909.

(3) « Le bandit corse n'est (à l'origine surtout) ni un voleur ni un malfaiteur. C'est un individu qui a eu l'occasion de commettre un crime de vendetta, que celle-ci soit ancestrale ou qu'elle soit née dans un prétoire de justice de paix comme c'est généralement le cas ». Commandant MATTROT, 1919.

tes. Le jury est souvent influencé par des considérations les plus honorables parfois, mais, qui n'en aboutissent pas moins à l'occasion à une mauvaise reddition de la justice. Tout de même, il faut distinguer suivant les époques. Miot de Mélitto a dit pour la période qui correspond aux dernières années du Directoire « Divisés d'opinions et de partis, en même temps liés presque tous entre eux par des rapports de famille, les habitants, occupés depuis l'époque la plus reculée de leur organisation sociale à venger eux-mêmes leurs injures ou à transmettre de génération en génération le soin de leur vengeance, attachant même un point d'honneur à l'acquit sacré de cette dette, n'avaient pu se faire une idée juste des devoirs et des fonctions de jurés. Les preuves les plus fortes ne déterminaient jamais un jury composé d'hommes du même parti que l'accusé, à se prononcer contre lui, parce que dans l'opinion dominante, le déshonneur s'attache à celui qui, suivant l'expression en usage dans le pays, renie son parti ou abandonne son sang. » (1)

Telle était la situation en 1800 au moment où le jury est supprimé en Corse et remplacé par des tribunaux spéciaux. Il n'est rétabli, nous le savons, qu'en 1830. C'est le moment de recueillir à nouveau des échos sur la façon dont il fonctionne. Il est possible de les trouver en 1832, chez un Corse, d'ailleurs très partisan de l'institution, et qui, après avoir réfuté tous les arguments invoqués contre elle, reconnaît cependant les inconvénients qui résultent parfois de l'esprit de clientèle (2).

(1) Miot, *op. cit.*, t. II, p. 4.

(2) « In tutti gli inconvenienti che si tenevano contro l'istituzione del giuri, un solo, si può dire, si è mostrato apertamente, mentre gli

Mais tout cela est bien ancien. Des renseignements que nous avons pu recueillir auprès des personnes autorisées, il résulte que le jury corse moderne semble avoir grandement gagné en indépendance de jugement. Certes, il reste l'objet de critiques. Notre jury continental n'en est pas exempt. Mais les reproches sérieux et fondés adressés aujourd'hui au jury Corse, demandent pour être justes dans tous les sens du mot. (y compris le sens scientifique), une exacte mise au point.

Il est indubitable que les acquittements sont fréquents en matière de vendetta. On peut dire — et on dit — qu'ils sont à peu près certains notamment dans deux cas : celui où le meurtre a été commis par l'inculpé à la suite d'un rimbecco — celui où un traité de paix est intervenu entre familles.

Certes ces absolutions énervent la répression et ne sont pas de nature à faire disparaître la vendetta. Mais cette réserve faite, il s'agit de voir les choses sans préjugé.

En ce qui concerne le rimbecco, nous n'hésitons pas à penser, quand il est établi avec certitude, que le vrai, et dans tous les cas le premier, peut-être le plus important coupable, est non le meurtrier mais le *rimbeccante*. C'est lui qui a en vérité armé le bras qui a frappé, et qui a été le moteur du crime. Tout ce que nous savons de la vie en Corse, et de ses persistantes coutumes nous mènent à cette conclusion. Qu'on se souvienne : l'auteur du rimbecco était lourdement puni par l'ancienne législation. La nôtre par contre l'ignore, et à moins qu'il n'ait employé une formule bien maladroite

altri sono potuti appena intravedere, cioè lo spirito di allo patronato. Si è osservato taluno frammetersi ai giurati per dettar legge nella camera delle deliberazioni. Qualche volta hanno potuto riuscire, ma un grido universale si è inalzato contro di loro. » — *Riflessioni sul restabilimento del Giuri in Corsica*, p. 72. Bastia, 1832.

d'excitation au meurtre, il ne peut être atteint par la loi. En tous cas, il n'est en fait jamais inquiété. Or, tous les jurys du monde n'ont jamais hésité à acquitter l'auteur secondaire d'un crime, lorsque l'auteur principal ne pouvait pour une raison légale être puni comme il convenait. Il y a là une manifestation pure et simple de ce que nous entendons par le sentiment de l'équité.

Pour ce qui regarde les acquittements dont le motif est la pace conclue, le jury ne fait en confirmant par l'absolution du meurtrier l'accord privé intervenu entre les partis, que contribuer au rétablissement, sur un point de rupture, de la paix sociale descellée. Seulement, c'est un rétablissement précaire. Le jury ne règle ainsi que l'immédiat et ne se préoccupe que du particulier. Il est certain que l'exemplarité de condamnations, prononcées sans préoccupations des conventions particulières, serait bien autrement meilleure au point de vue des intérêts généraux de la collectivité : elle agirait de manière efficace pour l'extinction de la vendetta. Dans l'état actuel, chacun est presque sûr si sa famille arrive à conclure à temps la paix avec la famille adverse, de voir ses actes de violence couverts par l'impunité. L'absolution en cas de pace n'est donc pas un fort bon moyen de réduire le domaine de la vengeance privée.

En tous cas. — et tout balancé — la justice du jury apparaît encore supérieure à celle de beaucoup de tribunaux de paix. La première se préoccupe en général d'apaisement. Même si une telle intention aboutit par occasion à des applications maladroites qui se retournent contre elle, elle n'en est pas moins plus louable que l'esprit de parti, qui, malgré le contrôle consciencieux des Parquets généraux, continue

d'inspirer certaines décisions de juridictions cantonales. En celles-ci se rencontrent trop souvent des fermes de prochaine guerre privée.

Nous laissons au Prince Rolland Bonaparte la responsabilité du caractère absolu de son opinion, mais il s'y trouve un incontestable fond de vérité : « Le plus grand service, dit-il, à rendre à la Corse serait de lui donner une justice véritablement impartiale, qui, au lieu d'exciter les passions par des jugements rendus sous l'influence de certaines coteries politiques qui font que les magistrats ne sont généralement considérés que comme les instruments d'un clan — calmerait les esprits par des arrêts ne s'inspirant que de l'équité. Par malheur, aucun gouvernement n'a jamais rien tenté de pareil.(1) »

L'exposé qui précède suffit à démontrer, pensons-nous, la carence partielle de la Justice d'Etat en Corse.

2^e SECTION

EXAMEN DES MOYENS DE NATURE A HATER L'EXTINCTION DE LA VENDETTA

Ainsi la vendetta moderne reste un feu couvert, mais non éteint, dont on voit encore trop souvent les retours de flamme. Et en bref cette situation a trois causes générales : *médiocre Administration* qui laisse se réaliser — ou fait naître — de fréquents abus locaux ; *faible justice*, qui ne réprime pas assez

(1) *Une excursion en Corse*, Prince ROLLAND BONAPARTE, 1891. V. également BOURNET. *La criminalité en Corse*, p. 16 « La justice..., les Corses peuvent-ils y croire ? Ils croient encore à la force, or le fusil est une force, et ils l'estiment ».

l'iniquité et qui parfois la rend plus grave ; enfin, *organisation du clan*. L'Etat faisant défaut à son rôle en partie — le clan — dans une mesure égale continue à en tenir la place et en assurer la mission protectrice, mais pour les siens seulement et non pour la communauté. L'esprit qui l'anime est un dur esprit de bataille, et pour les vaincus, d'oppression.

Il convient de rechercher, mais avec précaution, les moyens de hâter la disparition d'un tel état de choses. Les données de l'histoire et une observation rationnelle des faits actuels guideront notre examen.

A. — MOYENS TENDANT A MEILLEURE ADMINISTRATION

Il faut rendre à l'Etat sa haute gérance du Bien public.

1. — Extension des attributions du chef du Département

En Corse, l'action du pouvoir central dans le champ où il a légitime compétence est anémiée. Si on lui donne plus d'énergie, c'est le clan au contraire qui s'anémiera. Le haut fonctionnaire qui représente dans l'île l'Exécutif doit voir sa situation renforcée. La première conséquence de cette idée doit être l'abandon du système du *Préfet de 480 jours*. Convenablement choisi, le chef administratif du Département doit y faire ensuite sa carrière et non une sorte de « saison ». Ainsi il pourra prendre contact avec la Corse, condition préalable. on le concédera, à toute action utile. Les plans qu'il

aura élaborés en tous les domaines d'activité qui le concernent, il les réalisera. Il connaîtra les affaires, parce qu'il pourra les suivre. Il aura enfin licence d'avoir une politique — au sens élevé du mot — celui qui signifie direction des intérêts généraux de la Cité. Pour tous ces buts, il lui faut de la stabilité. De son côté, le Pouvoir Central doit être pour lui un ferme soutien.

Mais le Pouvoir Central est loin. Pour éviter les lenteurs, les hésitations, les « bavures » dans l'action, le haut fonctionnaire du Département doit disposer de droits d'initiative et de décision étendus, *plus étendus* que ceux de ses collègues des Départements Continentaux. Dans l'île, il est indispensable d'avoir dans l'intérêt de la Chose Publique, non un Préfet aux attributions limitées, mais un *Administrateur Général*, à l'instar de Miot, (sans qu'il soit pourtant nécessaire aujourd'hui de lui donner des pouvoirs législatifs, dont l'octroi serait d'ailleurs en désaccord avec notre Droit public). Une mesure de ce genre — appelée par les vœux de tous les Corses qui voient clair et qui souffrent de l'impuissance d'administration de l'île — apparaît aujourd'hui d'autant plus facile à adopter que l'Opinion publique y est, par d'autres faits, préparée. Le précédent qui vient d'être créé en Alsace-Lorraine retient particulièrement l'attention de tous. C'est une large compétence du genre de celle préconisée par nous pour la Corse qui a été donnée à M. Millerand, Haut Commissaire de la République à Strasbourg, et qui lui permet de statuer par lui-même dans la plupart des affaires.

Nous n'avons pas d'opinion sur la décentralisation régionale en général. Mais en Corse, on peut dire, en se plaçant au seul point de vue d'une politique efficace d'apaisement par

la ferme et juste application des lois, que la décentralisation est une nécessité vitale. L'histoire nous révèle en ce point que c'est sous le gouvernement de Paoli, sous la direction de Marbeuf et sous celle de Miot de Melitto que l'île a vécu ses années les plus heureuses. Et n'est-ce pas en ces temps que résidait en Corse une Autorité stable, forte, douée de larges attributions locales. — Il y faut revenir. La bonne et féconde gestion de la Chose Publique est à ce prix : A ce prix, grâce au contrôle rapproché et ferme de l'Etat, la disparition des iniquités de village dans la distribution des charges et des avantages de la communauté, — et la fin de beaucoup d'arbitraire dans les services publics trop abandonnés au laisser-faire. Ce régime appliqué à la Corse ne devra pas d'ailleurs avoir pour résultat d'entraver les justes initiatives locales. Il les libérera au contraire, tout en les orientant vers l'intérêt public.

2. — Limitation des causes d'infractions rurales

A bien des reprises, les infractions et les dommages ruraux, ont été signalés comme des clauses de violence et de vendette consécutives. Les bergers considèrent que tout doit être soumis pour leurs bêtes à la vaine pâture. Les dégâts causés par les animaux aux cultures sont d'autant plus graves, que celles-ci sont dans l'île plus restreintes. Outre la dent de leurs animaux, les bergers disposent comme moyen de ruine vis-à-vis des villageois agriculteurs, de l'incendie dont ils usent dans des proportions inquiétantes. Ce n'est pas seulement le maquis, objet sans importance, ni même seulement les superbes forêts de pins Laricio, appartenant à l'Etat ou

aux communes qui font ainsi de larges flambées. Ce sont, à leur suite, les champs de blé si précieux dans l'île. Ce sont aussi les vignes dont certaines donnaient jadis ce vin que Gènes n'hésitait pas à réserver pour sa seule consommation. Et de tout ainsi.

Le berger ne met pas le feu seulement par négligence. Il le met aussi par intérêt : à la place du maquis brûlé en août vient en automne l'herbe tendre qui nourrira ses chèvres et ses moutons. A la place de la forêt incendiée, lui et d'autres trouveront à ramasser le charbon de bois qui se vend bien à la ville (1).

Toutefois, les bergers représentent une partie importante de la population rurale. Nous l'avons déjà noté, le Corse est plus porté à la vie pastorale qu'à l'agriculture. On ne peut donc songer à prendre vis-à-vis des gardiens de troupeaux des mesures prohibitives. Ils constituent par leur industrie une des richesses économiques de l'île : et surtout peut-être une de ses richesses futures quand l'élevage remplacera les méthodes pastorales désuètes. Il faut cependant limiter la cause continuelle de conflits violents qu'apportent les bergers avec leurs procédés.

Ici encore, l'histoire peut nous suggérer des idées à retenir. La Monarchie notamment en était venue à ordonner le *cantonnement pastoral*. Solution qui sembla heureuse et qui pourrait encore le redevenir, à la condition d'appliquer la mesure dans un large esprit, et non avec une méthode de

(1) Le berger, d'autre part, favorise la survie de la vendetta en entravant sa répression. « Le berger est un dieu barbu et tutélaire qui d'un œil bienveillant, veille au maintien du banditisme. Si le berger n'existait pas, le bandit ne saurait souvent où se réfugier, ni comment subvenir à sa nourriture ». Commandant Maitrot, 1919.

primade tatillonne vis-à-vis des conducteurs de troupeaux. Certaines régions de l'île avaient été du temps de Marbeuf abandonnées à la vaine pâture. Elles comprenaient des parties montagneuses et des plages, car le pasteur et ses animaux sont là-bas nomades avec les saisons. Ailleurs que dans les territoires réservés, le passage du berger et de ses animaux était par contre interdit en principe. (1)

3. — Amélioration des moyens de police pour la répression de la Vendetta

Le meurtrier qui gagne le maquis y reste souvent des années sans pouvoir être capturé. Cette situation affaiblit la répression. En outre, elle occasionne l'accroissement du nombre des actes de vengeance réciproque. La famille offensée n'obtenant pas justice, cherche à se la faire elle-même. Des ripostes viennent des adversaires et la chaîne est sans fin. De plus, la triste logique d'une telle situation, si elle se perpétue, est d'aboutir à transformer dans un sens d'aggravation le caractère de la criminalité. Tel qui prit le maquis en suite d'un meurtre accompli pour venger une offense (c'est-à-dire après tout pour un motif d'origine honorable) — au fur et à mesure que les années s'écoulaient, et que la vie se fait pour lui plus dure, en vient au vol de grand chemin (2). Il ran-

(1) Sous le régime gènois, des mesures analogues mais appliquées dans un esprit arbitraire, trop partiellement et sans suite avaient été adoptées. De plus, quand un dommage était commis, et le berger coupable inconnu, tous les bergers du voisinage étaient solidoirement responsables.

(2) Sur ce point, BALLAND, *Compte rendu d'une mission en Corse*. « Le banditisme est devenu dans ces derniers temps un état lucratif; des mauvais sujets ont tué sous le plus frivole prétexte pour avoir le

çonne, le fusil à la main. De *bandito d'onore*, il se mue en *bandito di strada*, et comme on dit en Corse, « il fait le percepteur. » Telle fut, sauf erreur, la destinée de *Rocchini* et de bien d'autres. (1) Ainsi le danger de crimes sanglants qui se limitent d'abord aux familles en cause, s'étend à la collectivité des citoyens. (2) Une capture prompte est donc néces-

droit de tenir la campagne et en profiter pour rançonner les propriétaires aisés. — HERNoux. *Rapport présenté à M. le Ministre de la Police générale*. « Ainsi la position de bandit était devenue... une source d'influence et l'on a cité ce fait significatif d'une famille qui, pendant plusieurs années, dissimula la mort d'un contumace pour ne pas perdre l'influence dont elle jouissait grâce à cette parenté ». — V. aussi : *Notes sur Rocchini*, par le docteur POLI, p. 26.

(1) La situation à cet égard ne paraît pas s'être améliorée dans la période la plus récente. Un haut magistrat qui a longtemps rempli ses fonctions en Corse voulait bien en juillet 1919 nous faire l'honneur de nous donner ses impressions. « Il y a toujours dans l'île de très redoutables bandits et ils se sont acérés pendant la guerre d'un stock considérable de déserteurs qui vivent avec eux dans le maquis. Il y a même une évolution fâcheuse et récente, c'est la transformation du bandit qui n'a plus rien de cette fausse chevalerie qu'on lui attribuait, et qui aujourd'hui vole au lésin sur les grands chemins et rançonne les populations terrorisées, tout en ayant son couvert imé chez le maire, le notaire et le curé. C'est l'école qui fera peu à peu disparaître ces mœurs, dans trois ou quatre générations peut-être. » L'école aura incontestablement sa part dans l'évolution de telles coutumes. Mais à notre humble avis, il est douteux que son action puisse se montrer suffisante ou qu'elle soit même toujours dirigée à cet égard dans le meilleur sens. L'histoire montre que c'est par des moyens plus directs que l'Etat s'est délivré, sur le continent où elle exista comme en Corse, de la guerre privée et de la criminalité de grande route. Mais l'observation qui est rapportée ci-dessus et qui émane d'une personnalité tout à fait qualifiée par sa haute expérience n'en a pas moins un intérêt capital. Elle montre que, dans l'année même où nous écrivons, persiste une situation dangereuse pour la paix publique et que cette persistance tient en grande partie à la survie de traditions qui accusent en outre une malheureuse tendance à dévier.

(2) Il y a lieu de noter cependant que même chez des délinquants ou criminels ordinaires, la conception du *bandito d'onore* agit parfois

saire. C'est par certains côtés un problème de viabilité. Celle-ci est insuffisante encore dans l'île pour une surveillance effective et rapide. C'est aussi un problème de police rurale. Le projet du tabinet Clemenceau dont nous avons parlé antérieurement pourrait par sa réalisation donner sans doute de bons résultats. La gendarmerie, même en se multipliant, n'arrive pas à suffire à sa tâche. Au surplus, son uniforme est un avertissement candide aux gens recherchés d'avoir à se cacher. Il est en outre — ce qui est plus grave, — une trop bonne cible pour les fusils.

Peut-on aller en ce domaine au-delà d'un meilleur aménagement de la Police. Jadis et jusqu'en 1815, la famille du meurtrier fugitif était arrêtée. Ainsi l'assistance qu'elle lui apporte presque toujours, sous forme de nourriture, de munitions ou d'un service de garde, était largement entravée. Il y avait encore dans cette arrestation, un pressant motif pour le bandit de se rendre, afin de délivrer sa famille emprisonnée. Mais ne serait-il pas bien délicat aujourd'hui de préconi-

d'une façon bien remarquable. Deux exemples menus, mais caractéristiques en peuvent être donnés. Les faits se sont passés durant notre séjour en Corse. Un criminel de grand chemin se présente en plein jour au seuil d'une villa où il n'y avait que des femmes et des enfants. Il exige de l'argent sous peine de mort. Vient à passer à ce moment sur la route un Corse notable et particulièrement honorable qui l'interpelle : « Tu ne te conduis pas, lui dit-il, comme un vrai bandit corse. Car tu l'attaques à des femmes et tu veux rançonner. » L'homme est frappé de ce raisonnement. Puis il demande à serrer la main aux personnes qui auraient pu être ses victimes. Il s'éloigne ensuite sans rien exiger. — Autre illustration : A Ajaccio, vers le soir, en hiver, passant sur un boulevard à ce moment désert qui longe la mer, une jeune fille est assaillie par un mauvais garçon qui lui arrache son réticule. Elle appelle au secours, sans qu'il y ait pour elle espoir d'être entendue. Son agresseur déjà en fuite se retourne : « Tiens, vous êtes française ! Je vous croyais anglaise ». Il rend le réticule et s'en va.

ser un tel système? Certes, neuf fois sur dix, la présomption est justifiée que la famille assiste son parent. Mais la preuve judiciaire est presque toujours impossible, et la détention de la parentèle ne pourrait donc, semble-t-il, être fondée que si l'on revenait au principe de responsabilité collective de la famille. Une telle idée nous choque gravement aujourd'hui. Nous verrons cependant plus loin qu'il y a lieu avant de la rejeter à priori, d'examiner la question dans son ensemble.

B. — MOYENS TENDANT A MEILLEURE JUSTICE ET A MEILLEUR DROIT

1. — La question de la Justice cantonale

Bien des vendettes ont leur origine dans les décisions des tribunaux de paix. Si l'on en croit les doléances répétées qui se sont élevées à l'époque contemporaine, il arriverait à ces décisions de ne pas être suffisamment à l'abri des influences de l'esprit de clientèle. Les mêmes influences apporteraient trop souvent des obstacles à l'exécution de jugements correctement rendus.

La solution est ici moins facile encore à apercevoir qu'ailleurs. Elle est pourtant grandement nécessaire à trouver.

Berthier avait ordonné de lui adresser tous les jugements de tribunaux de paix pour être soumis à son examen. En outre, il faisait appliquer par mesure administrative ces décisions, quand leur exécution paraissait devoir rencontrer des

obstacles insurmontables pour leur bénéficiaire. Peut-être pourrait-on chercher une certaine amélioration du côté d'un tel système.

Tous les jugements cantonaux devraient à notre sens subir de façon méthodique et organisée le droit de regard du Parquet Général. Sans doute, ce droit existe, mais il conviendrait peut-être pour le complet et continuél contrôle du Procureur Général de constituer sous sa direction un véritable service spécial affecté à cet objet. Cette mesure modeste serait d'ailleurs insuffisante par elle-même, s'il n'y était pas joint un droit d'appel accordé sans restriction aucune à ce haut magistrat dans les cas où il le jugerait utile. Il faudrait qu'il n'y ait aucun entrave légale à sa faculté de poursuivre l'annulation d'un mal jugé des juridictions de paix. L'intérêt matériel en litige peut être minime — l'intérêt de paix publique considérable. Enfin ce magistrat devrait avoir encore possibilité juridique et pratique de faire exécuter sous son appréciation, certaines décisions même en matière civile, aux frais de l'Etat et manu militari : par exemple, lorsqu'il y aurait pour le bénéficiaire impossibilité réelle de parvenir par lui-même à un résultat.

De telles propositions peuvent heurter les idées courantes. En est-il de meilleures et de plus pratiques ? Si non, et quelques imparfaites que soient ces humbles solutions, ne convient-il pas de les envisager si l'intérêt de la société le commande impérieusement ? (1)

(1) BOURNET. *La criminalité en Corse*, p. 16, disait déjà en termes moins étroits : « Réussira-t-on à donner... plus d'autorité personnelle au procureur général à Bastia ? On peut en douter... »

- 2. Le Rimbecco

Une des causes fréquentes qui déclanche le meurtre par vendetta est le rimbecco, inconnu de la loi française. Nous avons dit en son lieu ce que nous pensions au point de vue du partage des responsabilités véritables entre le meurtrier et le rimbeccante. Notre législation gagnerait ici à être complétée de telle façon que, dans tous les cas de rimbecco prouvé, son auteur soit passible d'une peine grave.

Faudrait-il le poursuivre comme auteur du meurtre? La logique de la responsabilité le voudrait peut-être. Toutefois il serait sans doute préférable dans l'intérêt d'une justice plus prompte de faire du rimbecco un délit correctionnel. Mais la difficulté, dira-t-on, est de déterminer un semblable délit dont les formes sont tout à fait multiples et ondoyantes. On peut répondre que durant des centaines d'années, il y a eu une législation sur le rimbecco : il y a donc des précédents montrant la solution possible. D'autre part les délits ne peuvent pas toujours — et cela arrive dans nos lois modernes — avoir des contours très arrêtés dans la lettre de la loi. On est obligé, en établissant des textes larges, de laisser souvent quelque chose à la prudence du Juge. Une telle situation n'a rien d'exorbitant, quand elle est enfermée dans des limites convenables. Une autre objection peut encore se produire : on va créer, pourrait-on dire, un délit bien spécial? Mais il n'est pas à créer, il existe en vérité. Au surplus, notre Droit est plein de textes visant des infractions *spéciales*. Il faut savoir si l'on est décidé à appliquer une législation scientifique, c'est-à-dire qui enserme dans ses réseaux la réalité des faits et non

l'air qui passe. Le rimbecco est un fait et un fait très dangereux pour la paix sociale. Le laissera-t-on impuni ?

3. La question de la responsabilité collective

Nous nous souvenons que la responsabilité collective a été ouvertement mise en jeu au cours de l'histoire corse et jusqu'en 1815. La responsabilité solidaire, pour nous limiter à celle qui s'applique à la famille, s'est manifestées : 1° *sous la forme d'arrestations de parents* lorsque le meurtrier était fugitif; 2° *sous la forme de prise d'otages* parmi eux, pour maintenir une paix menacée de rupture par une vendetta éventuelle.

Le principe de la responsabilité personnelle en matière pénale s'oppose légalement aujourd'hui à de telles mesures.

Scientifiquement, il paraît pourtant possible de se poser maintenant encore la question de la responsabilité pénale collective. Quelques observations à cet égard ne sont pas inutiles ici.

Un point n'est plus à démontrer, car toute notre étude est là pour l'établir : le meurtre par vendetta est un crime collectif de la famille, non pas sans doute parce qu'il est accompli pour venger une offense faite à celle-ci, mais parce qu'il est le résultat des excitations et provocations à le commettre, qui sont le fait de la famille : femme, sœurs, parents du meurtrier. En réalité, ce dernier est surtout le bras qui agit, et dans l'acte, sa volonté n'est qu'une fraction de la volonté familiale. C'est sous la pression ardente et continue de celle-ci qu'il a accompli son geste. Voilà une *première observation*.

En voici *une seconde*. La conception de la responsabilité individuelle a passé dans la loi sur le continent à un moment où elle correspondait à la vérité des faits. La guerre privée était anéantie depuis longtemps. Ainsi le maintien du principe de responsabilité collective cessait de rester utile, devenait même nuisible, car il n'était plus adéquat à la réalité.

Troisième observation. — Qu'est-ce que la vendetta? C'est la guerre. Or, les règles de la guerre n'ont pas cessé de comporter, pour partie du moins, l'application de la responsabilité collective. Lorsqu'un soldat de l'armée occupante est molesté ou tué dans une ville, la ville entière voit sa responsabilité engagée. Naturellement, il y a la manière. Les Allemands ont usé arbitrairement du principe, en ont fait de fausses applications dans un but de terrorisme, ont employé des moyens barbares (Incendie et sac de Louvain, etc...) (1). Du côté des alliés, on s'est borné à frapper par exemple d'une amende la ville de Berlin, pour l'assassinat d'un sous-officier français. Mais sauf la forme d'application, la pratique est constante. On peut trouver qu'elle appartient à un droit répressif inférieur, et on ne s'est pas fait faute de le dire. La question n'est pas là. Il s'agit de savoir si cette pratique ne constitue pas, dans les conditions données, la seule répression efficace. Or, il paraît bien que si : on ne voit pas comment la plupart du temps il serait possible d'atteindre l'auteur individuel d'un acte du genre indiqué. En fait, il est donc impossible d'agir autrement que par une sanction collective. C'est la guerre qui est barbare : mais son existence admise,

(1) Citons encore ce fait particulièrement intolérable : En février 1916, à Verviers, les Allemands rendent responsables la famille entière, de l'évasion des jeunes gens qui réussissent à franchir la frontière.

il est logique qu'elle comporte un droit médiocre. On peut et on doit chercher à l'améliorer dans la plus grande mesure. Mais la nature des choses ne donne pas licence, semble-t-il, de le transformer dans ses principes essentiels : ceux qui tiennent à la logique même de la guerre.

Or, en matière de guerre privée, la sanction collective est encore beaucoup plus explicable qu'en cas de guerre internationale. Il est visible que la plupart des habitants n'ont en rien trempé, même par de simples conseils, dans l'acte délictueux commis par un individu dans une ville occupée. Tandis qu'au contraire, il y a presque tout à parier que l'acte de vendetta est le fruit de l'action globale de la famille. Et notons que les groupes en inimitié s'appliquent déjà précisément entre eux ce principe de responsabilité collective, lorsqu'ils exercent la vengeance transversale.

Quatrième observation. — Si on se place hors du domaine purement juridique, au point de vue du bien public, on ne peut s'empêcher de faire cette réflexion : l'arrestation de la famille, *si elle doit amener plus rapidement la livraison à justice du meurtrier* qui a gagné le maquis, est une mesure très humaine. Plus humaine que toutes autres qui en rendant tardive ou lointaine la capture du coupable auront donné des occasions nombreuses hélas d'effusion nouvelle de sang humain. Doit-on cependant conclure de façon formelle au retour à des mesures de sanction collective. Il est difficile de se prononcer en un point aussi grave, parce que ces mesures ont, sans aucun doute, apporté souvent avec elles de lourds abus. L'arbitraire, dans une proportion importante, y est impossible à éviter. Nous croyons cependant que les réflexions exposées plus haut devaient être faites. Elles ouvrent le champ des re-

cherches. On peut se demander par exemple s'il ne serait pas possible d'user de procédés mitoyens. Lesquels? Ils sont à étudier. Peut-être, à défaut de la détention de la famille, son interdiction temporaire de séjour dans une zone déterminée de l'île? Il faut peser mûrement les choses avant d'arrêter une opinion à cet égard. Mais il faut aussi savoir regarder la réalité des faits.

4. La question du point d'honneur

« Il corso, écrivait *Kossi*, e molto attaccato a ciò, che dicesi punto d'onore ». C'est un des côtés les plus certains du caractère national dans l'île. Mis en la place qui convient, le sentiment du point d'honneur est d'ailleurs un de ceux dont il est permis d'attendre le plus de bien. Seulement, il faut lui marquer ses limites. On les vit dangereusement dépassées sous Louis XIII quand sévit une véritable débauche de duels, jusqu'au jour où la voix du grand Cardinal fit rudement rentrer les fers au fourreau. La vendetta est un autre abus du point d'honneur. Ce dernier peut fleurir à certains égards dans tous les milieux sociaux. Mais il se cristallise surtout dans l'esprit militaire et précisément, — de *Pierre Cyrnée* aux auteurs contemporains, — il a été vingt fois constaté que les Corses constituaient par excellence une race amoureuse des armes.

Dans ces conditions, à l'occasion des offenses qui déclenchent la vendetta, ne serait-il pas utile et louable d'employer les moyens qui servent d'habitude à traiter les affaires d'honneur. Cette mesure paraît d'autant plus réalisable et d'une possible efficacité qu'elle a été éprouvée autrefois grâce au fonctionnement des junte. Sans doute il ne serait guère

possible, si on les restaurait, de leur donner aujourd'hui les pouvoirs de puissance publique qu'elles possédaient parfois jadis. Ce serait empiéter — et sans nécessité — sur l'action des autorités normales. Mais n'y a-t-il pourtant rien à tirer d'avantageux pour la paix publique de ces anciennes institutions. On pourrait les concevoir sous forme de *jury de conciliation d'honneur*, composés de membres militaires, de magistrats et surtout de personnes ayant rempli déjà les fonctions de paceri. Ces junes n'entraveraient pas l'œuvre des paci-privés, nommés par les partis, et qui continuent à constituer l'organe le mieux choisi pour la pacification. Mais elles auraient, en l'absence de ceux-ci, une fonction supplétoire. Pour faciliter leur rôle, les maires pourraient être tenus, comme ils le furent à certaines époques, de signaler à l'autorité toute inimitié naissante. On leur demande de fournir bien d'autres renseignements moins importants. Les junes d'honneur — qui seraient foraines et d'un mandat temporaire pour éviter les influences locales dans la mesure possible — se transporteraient là où la vendetta serait à craindre et tâcheraient d'arrêter le conflit.

La comparution des partis devant ces jurys serait obligatoire, mais non pas la conclusion de la paix, car les paci, établies sous la pression de mesures coercitives, équivalent au néant. — Même dans ces bornes étroites, l'institution n'en rendrait pas moins des services sérieux selon toutes vraisemblances. A la condition capitale que les différends soient appréciés au point de vue de l'honneur des familles, dans la forte signification corse de l'expression, il est à penser que de bons traités de paix sortiraient souvent de ces essais de conciliation. L'intérêt en cause vaut la peine de l'essai, surtout si

L'on tient compte de certains résultats encourageants qui furent ceux des jantes dans le passé.

Il est bien entendu que les diverses solutions qui viennent d'être examinées ne sauraient constituer qu'une esquisse, bien incomplète d'ailleurs, des moyens de résoudre des problèmes difficiles.

L'essentiel serait qu'une bonne fois ces problèmes retiennent *avec efficacité* l'attention publique.

*
* *

Les Corses ont été bien à tort et trop souvent mal jugés. Si, en outre du but historique et juridique qu'il s'est efforcé d'atteindre, ce livre contribue dans la plus légère mesure à dissiper à leur égard quelques fausses opinions, il ne sera pas tout à fait inutile.

C'est un peuple très ancien et qui a gardé avec amour ses vieilles coutumes. Elles vont disparaissant un peu plus chaque jour. Beaucoup étaient et sont conformes au Bien public, et s'il convient d'autre côté de n'en pas regretter certaines qui n'étaient plus en rapport avec les conditions modernes de la vie sociale, on doit essayer de les comprendre toutes dans un esprit de sympathie. C'est que toutes se rattachent plus ou moins à une forte organisation de la famille, qui aujourd'hui encore est, là-bas, une source d'admirables vertus.

Quiconque ignore la somme de dévouement et de sacrifice que le sentiment familial y fait fleurir, ignore tout du cœur des Corses. A cet égard, les Français du Continent auraient peut-être à apprendre des Français de l'île.

C'est un peuple d'une fierté frémissante. Il faut se garder de

la froisser. Il a droit d'être fier, ayant une longue histoire, souvent douloureuse et vibrante du fracas des armes, mais glorieuse et tout emplie de l'amour de la Patrie. Le Pays qui a donné naissance à *Giudice de Cinarca*, à *Sambucuccio*, à *Sampiero*, à *Paoli* et à *Bonaparte*, a de bons titres au respect. Le Corse a droit à davantage encore : à la très grande et à la très large affection de ses compatriotes du continent. Car nul plus que lui n'a su donner avec libéralité son sang à la grande Communauté française.

Mais l'antique *Cyrenos* n'appartient pas qu'au passé. Ses enfants sont une force vivante et vigoureuse dont l'esprit est largement ouvert sur l'avenir. Les années qui viennent montreront autant que les temps révolus quelle part ils ont dans l'action vivifiée de la France agrandie.

ANNEXES

ANNEXES

ANNEXE I

Demande des ambassadeurs Corses à la Seigneurie 7 juin 1569 (1)

SECONDA. — Di più si supplica che le paci tra particolari, conforme al vivere cristiano, vivamente si facciano fare e stabilire coll'autorità e destrezza dell'Illustrissimo Signor Generale e per facilitare così il farle come, il mantenerle in quelli luoghi dove si faranno, le Signorie Vostre Magnificentissime si degnino per clemenza colla remissione delle parti concederle il perdono degli omicidii e tutti gli altri delitti sino al giorno presente, purché non siano contro l'Illustrissimo Stato, o quando in qualche luogo o per qualcheduna delle parti mancasse di farsi la pace, che le Signorie Vostre Magnificentissime si degnino provvederli con quello più opportuno rimedio di giustizia che gli parra per quiete di quelli luoghi, ove resteranno le inimicizie e saranno seguiti gli eccessi.

ANNEXE II

Réponse de l'Office de Saint-Georges aux ambassadeurs Corses, 30 juin 1569

Respondeno che la mente di loro Illustrissime Signorie e sempre stato et e che li suoi sudditi vivino in molta quiete et

(1) Extrait des *Pièces diverses concernant l'histoire de la Corse* de 1560 à 1572, p. 169

in bonissima concordia e pace, e perciò daranno fin d'adesso ordine al loro Generale che adopri ogni industria e ingegno perche questi paci si facciano e provvegga di tale maniera in quelli che non volessero pacificarsi, che ognuno possa starsi in quiete alla sua casa e godere il suo pacificamente, come si desidera. E perchè questa quiete possa piu facilmente riuscire, e dopo tanti travagli ognuno possa pigliare qualche riposo con tutto che i malfattori si doveriano in ogni tempo ben punire, nondimeno volendo loro Illustrissime Signorie compiacere un grand parte alla richiesta sopradetta massimamente trattandosi di delitti seguiti in tempi di disordine, sono pero contente, per grazia particolare, e così decretano salvo sempre le condizioni stottoscritte, che tutti coloro che hanno commesso omicidii et altri delitti capitali dal primo giorno di questa ultima sollevazione sino al giorno che loro è stato concesso il generale perdono della ribellione, purché essi tali non siano già stati banditi o posti in galea, o si ritrovino prigionieri, restino e sieno liberi et essenti da tali omicidii e delitti avendo pero la remissione dell'ingiuria dalla parte offesa, e che tutti gli altri che non avevano la remissione della parte, quando essa parte non faccia querella, restino banditi fuori dell'Isola di Corsica, Di qual bando si possano liberare sempre e quando avranno la remissione dell'ingiuria dalla parte offesa, e non l'avendo, con pagar in Camera da lire cento sino a quattro cento, in arbitrio del Prefato Generale, in facoltà del quale sia in tal caso di accettare la detta forma di lire cento sino a quattro cento, oppure di farli preservare in detto bando dalli due anni sino alli sei, secondo gli parerà piu espediente, avuto considerazione a tutto. Li quali denari in detto caso restano applicati per li due terzi alla parte offesa quando però avrà rimessa la ingiuria e per un terzo alla Camera di loro Illustrissime Signorie, al quale Generale restera poi cura, siccome sin di adesso lo incarichiamo di fare in ognuno di detti casi, che le parti si accautelino con debita sigtà di non offendersi dichiarando che tutte le dette querele che si averanno da dare debbono essere date dinanzi al giudice delle loro giuridizioni, et il giudice habbi da essere fatto dal predetto Generale come si è detto sopra al quale si dovranno dalli giudiscenti mandare i processi.

ANNEXE III

Extrait des Statuti di Corsica (1)

CAPITOLO XIX.— *Di quelli che rinfacciano o dicono rimbecco.*

« Se alcuno rinfacciasse, o dicesse rimbecco ad altri in sua presenza, che non havesse vendicato la morte del padre, fratello, o d'altri parenti, nè vendicatosi di altre ingiurie, et opprobrij a esso fatti, sia condannato da lire venti cinque in cinquanta, per ciascuna volta, in arbitrio del magistrato, havuta consideratione alla qualità delle persone, et altre circonstanze et non pagando o non potendo pagare la pena fra giorni otto, sia bandito per un' anno dell'Isola, overa gli sia dato un tratto di corda, in arbitrio del giudiscente. »

ANNEXE IV

Extrait des Statuti di Corsica

CAPITOLO XXVIII. — *Di quelli che percoltono, ferano (feriscano), o assaltano.*

Résumé : 1° Qui que ce soit : Corse, habitant, ou « forastiero », de quelque condition soit-il, ayant frappé d'une giffle, du ping ou d'un bâton, avec une intention d'offense (qui est présumée sauf preuve contraire) : *peine*, dix à cent lire « avuto rispetto alla condizione delle persone ».

2°. Le délinquant a assailli, mais non frappé, au moyen d'une arme ou un objet quelconque : *peine* cinq à dix lire, commuée en un mois de prison, en cas de non paiement, ou en un trait de corde (estrapade).

3. Le délinquant a frappé, mais sans effusion de sang : *peine*, quinze à trente lire (sauf l'exception de légitime défense qui doit partout être sous-entendue).

4°. Il y a eu effusion de sang, sans péril de mort, ni rupture d'os, ni préméditation, mais « in rissa e caldezza » : *peine* dix à cinquante lire.

(1) Ed. de 1602.

5° La *assure* a été préméditée et non donnée au cours d'une rixe, mais elle n'est pas mortelle : *peine* : vingt à cent lire et deux ans de bannissement « *ecceto però se di consenso della parte offesa si cancelasse la querela, perche in tale caso, pagando la pena pecuniaria, fra'l mese, sia liberato dal bando* ».

6° « Se la ferita si in rissa con caldèzza, et non apostatemente, et sarà mortale, incorra in pena da lire vinticinque sino in ducento, et oltre bandito per tre anni dall'Isola, et facendo la pace durante il tempo del bando, et pagata la pena pecuniaria, sia liberato dal bando ».

7° « Se la ferita sarà mortale, et appostamente, incorrà la pena da lire cinquanta sino in quattrocento, et piu in bando dall'Isola per anni cinque, o condannato alla galera per anni tre ; et se fra'l termine de' giorni trenta dopo la condanna, ottenese la pace dall'offeso, sia libera dal bando o galera, pagando pero la pena pecuniaria ».

8°. « Et se apostatemente per se o per altri percotterà alcuno in faccia, in modo tale che li resti segno, o cicatrice, incorra in pena da lire cinquanta sino in quattrocento per ogni ferita in arbitrio del magistrato, et più condannato alla galera per anni tre, havuto rispetto alla qualità del delitto et conditione delle persone, s'hara pace dell'offeso fra giorni trenta dal giorno della condanna, et pagato la pena, sia libero dalla galera ».

9° *Résumé*. Si quelqu'un assaille avec une arquebuse ou une arbalète (balestra) avec l'intention d'offenser (présumée sauf preuve contraire) et la décharge, quelque soit le résultat, il sera condamné à mort. Et s'il ne tombe pas aux mains de la justice et que par suite l'exécution ne puisse avoir lieu, il sera banni de l'île à perpétuité et ses biens confisqués. La même peine est appliquée à celui qui jette une lance contre quelqu'un (lancia) avec préméditation, il lui sera appliqué une peine « *straordinaria* » à l'arbitraire du juge.

10° Si, d'une maison, d'une tour ou d'une autre habitation est déchargée une arquebuse, ou arbalète, qu'elle frappe ou non, ces bâtiments seront rasés, (spianate), exception faite pour les tours particulières qui se trouvent aux marines (celles-ci seront confisquées). Les auteurs du délit d'autre part

ANNEXES

sont condamnés à mort, et s'ils ne tombent pas aux mains de la justice, ils sont bannis à perpétuité.

11° Peine contre ceux qui, en se grimant et déguisant pour cacher leur identité, assaillent avec armes, mais sans frapper. Main coupée ou trois ans de galère.

12° S'ils frappent, peine de mort, et s'ils ne tombent aux mains de justice, peines prévues en ce cas par les statuts sur l'homicide.

13° Si la blessure entraîne perte d'un œil, du nez, d'un membre, ou rend estropié en quelque manière : peines doublées (celles qui se peuvent doubler).

14° Celui qui frappe ou transperce quelqu'un dans une église, monastère, ou quelque lieu sacré : même peine doublée.

15° Qui tire une épée ou un poignard devant un juge (ou quelqu'autre arme offensive) soit « in luogo di parlamento » soit dehors : *peine* : main coupée et cent écus d'amende (quand le fait a eu lieu devant le Gouverneur); devant les autres magistrats : trois traits de corde et cinquante écus.

16° Si le délinquant ose aller jusqu'à l'attaque d'un tiers en présence des magistrats précités : peine de mort ou de galère perpétuelle, si le fait s'est passé devant le Gouverneur et suivant la qualité mortelle ou non de la blessure ; main coupée et autres peines prévues au statut XXVIII, si le fait a eu lieu devant d'autres magistrats.

17° Si les mêmes délits se produisent dans les appartements du Gouverneur hors de sa présence : cinq ans de galère; et dans ceux d'autres magistrats : deux traits de corde, sans préjudice des peines ordinaires prévues au présent titre.

18° Si c'est un magistrat lui-même qui est frappé ou blessé : mort ou galère et privation des biens, à l'arbitraire du Gouverneur.

ANNEXE V

Extrait des Statuti di Corsica

CAPITOLO XXXII. — *Dell'homicidio.*

« Colui che dolosamente ammazzerà, o commeterà ad alcuno, che ammazi, seguendo l'homicidio, et capitando in mano della

giustitia, sia condannato alla morte, in modo che l'anima si separi del corpo, et per quelli che non perveniranno in man della giustitia, siano banditi in perpetuo dall'Isola, et confiscato gli loro beni alla Camera, et capitando poi in mano della giustitia, siano decapitati, o impiccati, in arbitrio del magistrato : inteso però che se l'homicidio sarà seguito per assassino, il quale assassino si dichiara essere quando alcuno ammazza per premio, *ovvero sotto pace* o sotto specie di amicitia, sia tirato per la coda di cavallo, e impiccato per la gola, ovvero decapitato in arbitrio del magistrato, havuto consideratione alla qualità delle persone, et altre circostanze; et se l'homicidio fusse seguito a necessaria difesa di alcuno, in tal caso sia liberato, et assoluto, ovvero moderata et minuita la pena, in arbitrio del magistrato, havuto rispetto allo qualità del delitto et prove che si faranno, et altre circostanze. Non possa l'homicidiale in tempo alcuno *essere rimesso dal bando* se non dalla Serenissima Signoria sotto li soliti ordini, et havuto la pace dalli più propinqui parento dal ceppo del morte. Sia tenuto et ubligato cisacaduno a chi fusse dato, o promesso danari, o premio per ammazaro alcuna persona fra l'termine di giorni otto, dal giorno che li havesse ricevuti o li ne fusse fatta promessa, farne notitia al Giusdicente, al quale fusse soggetto, sotto pena d'anni cinque di galera ; dichiarando che per tal ricevimento de danari, o promessa, manifestando fra detto termine non incorrà in pena alcuna ».

Adjonction. En 1581, on ajouta au bannissement et à la confiscation des biens la déclaration d'infamie, et l'impossibilité de « mai più havere grado ne honore ».

ANNEXE VI

Traité de Paix — 3 Mai 1579

« Adornino e Bivaldo q. Lonardo, Lorenzino q. Bartoloméo, Catello q. Meriotto, Defondino q. Nicolaio, Venturino, q. Faticio, Santio q. Salvator, Michele q. Orsatonne, Lentocho di Mariano, tutti quelli di Lento e tutti li sopra nominati per una parte, e per l'altra Poletto q. Paulandria, Sersoro q. Vechiarino

ambi da Sorio, Garelló q. Locione de la pieve (?) Biaxino e Antonsimone figli di d° Garelló.

Conoscendo che le inimicitie, male volontà e vindette sono le rovine de le terre, lochi in persone e roba, Essendo seguito la morte del q. Io. Fero q. Andriano da Sorio fratello carnal del d° Poletto e Sersoro e nepote carnale del d° Garelló, dubitando nel d° Adornino soi parenti, de lo quale ne potrà nascere danni e rovina de parentati... sono venuti a l'infrascritti fatti e accordi, compositione, remissione, obligatione. Hano fatto e faceno le d° patte per se e soi parenti sino in terzo grado vera e perfetta pace d'amore e concordia, e per segno di ciò si sono abbracciati e baciati in bocca. E perche la pace sia ferma e valida, li d'Adornino e compagni per se e soi parenti in terzo grado promettono del proprio de rato... e li d° Poletto e compagni per se e soi parenti sino in terzo grado promettono del proprio de rato... e così hano fatto, o faceno compromesso et hanno eletto ed ellegono per giudici arbitri e amicabili compositori il M° Geronimo Costa q. Castellano e il sopranominato Poletto q. Paolandria presenti et acceptanti, a li quali hano dato e dano ogni sua autorità, facoltà, possanza, balia che nelle d° loro inimicitie e morte seguite possano li di domini arbitri judicare, sententiare tanto in robba che in denari, e spezialmente condannare e astringere quanto potino e li parerà che debbano prender moglie, cio este che in questa pace e sentenzia possano dichiarare che quelli del d° Adornino e compagni e soi parenti debbano pigliare per moglie le donne de li d° Poletto e compagni e soi parenti e del q. Io. Fero. Parimente li homini de d° Poletto e compagni astringenti a pigliar per moglie le donne del d° Adornino e compagni, ne li quali matrimonii e parentate, e ognuno di essi, possano astringerli a prenderli con dota o senza dota, e condannare poi in generale e in particolare li parenti e interessati a concorre a pagare dette dote secondo che sarà jodicato e terminato, per li domini arbitri Potere encora bandire e rilegare a quello li parerà e piacerà, obligarli a osservare a tutto quello e quanto sarà detto, fatto, sententiato, deciso e terminato per d° dui arbitri... e tutto quello e quanto sarà detto, fatta, deciso, ordinato per d° dui arbitri, che osservarono e farano osser-

vare di iure e di fatto, quantunque la sentenza o sentenzie si distendessino più avanti che nel presente compromesso non continessi... non dirano mai che sia sentenza iniqua nè eccessiva, ne mai voglieno opponerlo di nullità nè de eccesso, anzi laudarlo (?), affermarlo non contravenerlo sotto pena e *guadia* de lire cinquecento de dinari de la monetà di Genova per parte cadute e confiscate adesso per allora da qualli che non osservarò... pagate la metà all Ill^{mo} Camera l'altra metà a quella parte che osserva... con esecuzione spedita, patto che pagato o non pagato voleno le d^e parti e ognuno di esse che sempre la sentenza, o sentonzie, resti ferma e valida per ogni tempo de lo mondo...

E quelli che non volessino pigliare le moglio che per dette pace e sentenza fossino condannati a pigliare, paghi la d^a pena la parte che mancarà insieme (?) et in solidum, e quello poi che mencha debba cavarli di danno, e più pagará la dota a la donna che li sarà destinata e stabilita, e non si intende poi compreso in questa pace anzi escluse... voleno li d'Adornino e compagni che quantunque il d^o Poletto sia parte ne la causa che sia ancora iudice e baliere come sopra, lo quale hano eletto eleggono loro proprio... (Orlandino da Sorio, not^o).

E a preghere di d^o Adornino e compagni e soi parenti sino in terzo grado tanto per l'obbligo e guadia... come de la pace intercede e *mallerà* (?) per sue sigortà Vecchione q. Andria, Sigorano d'Ambrogio, Miliano q. Filippo, Antonetto q. Vitale, Antonmaria di Carancino tutti di Lento... de lire cento per cataderno (?) e per dⁱ Poletto, Sersoro e compagni e soi parenti entrano (?) sigortà Anton Gogliermo q. Vecchiaccio etc. con balia e autorità di mesi sei, non indicandosi fra d^o tempo che tutto... resti nullo e non valido come mai fatto.

Atto a S. Maria di Rapallo, l'anno 1579, a di tre di magio die vera di domenica ora di mezzo iorno... (1).

ANNEXE VII

Recours en grâce d'Orsatello de Palnecha (1)

Ill^{mo} Sr e Padrone Oss^{mo}

Orsatello da Palnôcha tanto a suo nome quanto de tutti li soi compagni da una parte e da l'altra Andria, Santio, Corsone dalle Ciamanaccia, o per l'altra Griffio o Landolfino da Ghisone, tutti unitamente suplicano a V. S. Illma qualmente essendo essi esponenti tutti banditi dalla presente Isola per anni dui li quali in tutto sono il numero di dodici homini, e questo per sententia del Mag^o Commissario de... e questo per le cause e morte seguite fra loro come appare in processo, e perché sinqui hanno havuto alcuni messi di tempo da V. S. Illma ad osservare il detto suo bando, ha causato tanto bene per gratia di nostro Iddio e di V. S. Illma e *delli boni amici* da una parte e l'altra che tutti amicalbilmente hanno fatto fra di loro bona e perfetta pace come per il suo compromesso istromento de pace fatta appare e essebisceno, e però stante tutte le cose sopra detti tutti unitamente umilmente suplicano e preganò V. S. Illma vogli essere contenta liberarli tutti dal detto bando e farli gratia che ogniuno di loro possino ritornarsi a casa sua et attendere a governare le loro famiglie e vivere pacificamente conforme alla volontà del Smo Senato e di V. S. Illma che... adoperato e del continuo persevera sentamente (?) in far detta pace dalla quale sperano ottenere che nostro Sr Dio li doni ogni contento et felicità... etc.

ANNEXE VIII

Sententia di pace (2)

In nomine Dei amen. Con cio sia cosa che Santone q. Bernardo da la piave de Cacia abia fatto pace con Anfosso e Lucantone e Giudicello e Antonorio e Moretto Gorgomano e Raffè e Bellone e Salvarello, figlioli del d^o Moretto tutti de Cacia e perché essi (essi?) si sono *stoposti, a la libertà dè Sentone*, sopra

(1) Arch. depart., C. 110; 3 janvier 1585.

(2) Arch. dép., C. 115, pièce omise en 1585.

il d° Santone vole ne giorno de hoggi far la qua sententia come qui apresso si contiene.

Et cossi si sono sotto posti Orlando q. Giuliano e Battaglino q.?... Orlanducito q. Passantone, q. Angioleri, Pasqualino q. Horlanducio, Donato q. Biancone, Meliano q. Taliano (ou Fabiano) sopra li quali il d° Meliano e Donato no se intendino esser sottomesi solo sottopasti in pecunie e beni a ben placita del d° Santone, al d°... a giudicato come qui apresso : cioè a condannato Francesco a pigliar ad Ucaria (?) figliola de Santone, et cossi condanna al d° Orlando a pigliar a Battestina figliola del q. Petro frallo (fratello) carnale di esso Santone, et condanna à Capone figliolo del do Anfosso a pigliar a Lipara figliola del Gregorio nepote carnale del Santone, et cossi condanna a Natale suo nipote carnale a pigliar a Luchabella figliola del q. M° Panicho, et condanna a Gorgoniano, figliolo de Moretto sud° a pigliar ad Antonia q. Gugliermينو nipotte cucina del Santone e per loro dotte condanna al d° Lucantone a pagar £ 180 ad Anfosso per sua dotte et cossi condanna a Pasqualino sud° a pagar al d° Anfosso £ 250 per le sue dotte etc. (Suit l'énumération des diverses participations pour les dots, puis :) le quale dotte vole il d° Santone che restino sempre apresso dette done in casso de bisogno.

ANNEXE IX

Sauf-conduit pour s'embarquer (1)

«Pier Battista Cattaseo G^{le} Gr in Corsica.—Concediamo licenza a Giudicello d'Anton Marco da Bocognani e Anton Maria di Giovanone da Tavora, e Gio : Agostino di Trastollo da Becognani banditi, di potersi imbarcare o...? di essi per terraferma per osservatione del loro bando, et ogni patrone di qualsivoglia vas sello li possa liberamente imbarcare, In fede, dalla Bastia, il di 21 marzo. 1585.»

(1) *Arch. dép. C.* 119, 21 mars 1585.

ANNEXE X

Fragment d'une Pace jointe à une requête de Giovanluca (1)

Résumé : Le traité de paix qui est joint à la requête dit que la pace « bona e vera » a été faite en présence du notaire Massiani et « in segno di ciò si (les parties) sono abbracciati e basciati in bocca, et il detto Gio : Lucca ha perdonato e perdona al detto Battaglino, et si rimetti ogni ingiuria et offesa ». Le R. prete Polino de Lento et le capitaine Mariano de Murato ont été nommés « arbitratori ». Ils ont pouvoir de condamner les parties l'une envers l'autre « in pecunia e robba ». Matteo, frère du bandit, s'oblige pour lui et ses parents jusqu'au troisième degré. Ils peuvent en outre « fare lina e più amicitie e parentadi per confirmatione d'essa (la pace) ».

Plus loin : « Promettendo l'una parte a l'altra, e l'altra all'una d'osservare la detta pace intorno (?) e per tutto e di non offendersi ne in persone ne in beni sino in tertio grado sotto pena di scuti centi etc. » (la moitié pour la partie « osservante », l'autre moitié à la Seigneurie).

ANNEXE XI

Requête de Frate q. Giudicello (2) Recours en grâce

« Illustrissimo Padrone Oss^{mo} »

(Traduction). — Il y a quelques mois ont été bannis de la présente île pour deux ans Frate q. Giudicello e Bernardino di Giovanni comme il ressort de la sentence rendue par le très Mque Lieutenant de Balagne et l'approbation du très Mque Vicaire, et ayant ensuite obtenu la paix de la partie offensée comme il résulte de l'instrument que produisent les requérants, ils supplient V. S. Illme qu'elle veuille bien déclarer que le bannissement leur est remis ainsi qu'en dispose le Statut (Capitolo) de Corsica sous la rubrique de ceux qui frappent et blessent et ils s'en remettent en tout au très prudent jugement de V. S. Illme.

(1) Arch. dép. C. 110, 11 déc. 1883.

(2) Arch. dép. C. 123, 11 janvier 1889.

ANNEXE XII

Requête du Capitaine Anton Francesco (1)*(Cession du droit d'obtenir la grâce d'un bandit)*

Li anni passati Renuccio da Toz amazzò a Raffe di detto luogo apostatamente e per detta morte fu bandito perpetualmente e essendo bandito fu amazzato detto Renuccio come bandito da Franco da detto luogoe...li quali vindeteno l'attione di poter chiamare uno altro bandito e ne feceno cessione come ne pare instrumento público al cap. Anton Francesco dalla Costa e havendo ottenuto detto cap. Anton Francesco dalla Signoria Serenissima di poter fare la detta nominatione e chiama come per decreto che se riprisinta perciò nomina e chiama Cosmo del q. Gio : Silio da Coccola, supplica V. S. Illma che sia servita farlo la sua patente della remissione e liberarlo dal detto bando essendo minore il delitto del detto Cosmo che quello del detto Renuccio-In tutto q. V. S. Illma si racomanda.

Il detto Anton Francesco.

ANNEXE XIII

Sententia di pace (2)

« In nomine Dei, amen. — Noi, Piergiovanni Micoria della Bastia, e Antonmaria Fornello da Senasi (?) di Rostino giudici *compromissorii* eletti come arbitri e balieri per Giudicello (le meurtrier) q. Carancione de Senasi, Ricatuccio q. Stefano etc. liste des parents) in la pace seguita... e il detto Anton Maria fratello carnale del q. Francesco Maria, per la morte del quale li sudetti con i loro parenti, et ogni... di essi restavano e restarebbero in crudile inimicizia, che perciò è stato difficoltà grande in condurpe esso Anton Maria da parte del morte impacificarsi: mar perchè detti Giudicello e compagni soprasdetti con gli loro parenti in sino al terzo grado per mezzo anche di gli buoni amici introdutti alla concordia e pace della morte del d° q. Francesco Maria, mediante la quale sono più notte (?)

(1) *Arch. dép. C. 423, 26 juillet 1589.*

(2) *Arch. dép. C. 427, 28 juillet 1590.* La sententice est jointe à une requête d'Antonio Fornello.

venuti a compromissioni... i sopra detti principali in detta causa, han fatto, e compromesso in amplo, largo e generale compromisso, e balia da essi (indication du notaire rédacteur de l'acte qui est du 24 avril 1590).

(Traduction) C'est pourquoi les dits arbitres... plus inclinés « alla mitizza che al rigore » et ayant eu sur tout telles considérations qui se doivent, après avoir invoqué le nom du Seigneur, ont dit, jugé, fait sentence, condamné, ordonné et déclaré comme il suit :

Que : En vertu de la présente sentence nous condamnons ledit Giudicello à prendre près de lui et chez lui (in casa) Donna Scampini, fille de feu Crociano d'Antiporio, cousine du mort, et de lui donner pour mari Polo Maria, son fils, et de lui accorder son consentement... suivant le commandement de la Sainte Eglise, et que tous deux la traitent comme il convient sans lui réclamer quoi que ce soit, ou qu'ils soient tenu de la doter, laquelle dot sera alors de 400 lire, etc ;

(à la fin) : Et pour le cas où ils ne procéderaient pas au mariage comme il est fixé ci-dessus, on ne payerait pas la dot ci-dessus déterminée....

Pour plus forte peine et à titre de châtimement, nous les condamnons à mille liras de la monnaie de Gênes et en outre à être bannis, comme nous les bannissons hors de la présente île pour dix années (per maggior pena e gastigo loro gli condanniamo cioè detto Giudicello in lire mille della moneta di Genova, e più, bandito sicomô io bandiamo fori della presente Isola per anni, dieci, etc ».

Même condamnation pour le fils banni aussi pour dix ans, mais frappé seulement de 100 liras d'amende.

ANNEXE XIV

Requête de Pietro Paolo (1) pour être relevé des obligations qui lui incombent à titre de parent d'un banni

Très illust. Seign. Gouv. et Honoré et Révéré Maître
Pietro Paolo, fils de feu Bernardino, de Giussani, vous ex-

(1) Arch. dép. C. 436. 14 mai 1594 (Traduction de Touranjou).

pose humblement sa triste situation. Vieux, âgé de soixante dix ans, ne voyant plus d'un œil et fort peu de l'autre, il est réduit à la mendicité et n'a plus d'autre appui que la croix. Il a perdu jeune son père et sa mère. Il avait un fils unique que les Infidèles firent prisonnier et pour son rachat il a dû vendre le peu qu'il avait. Il lui restait quelques truies, mais des voleurs du village d'Asco les lui ont volées à l'exception d'une seule, ce qui l'a réduit au plus grand dénuement, ainsi que les siens qui sont incapables de vaquer aux travaux des champs. Cette extrême misère est un objet de pitié pour les honnêtes gens. Néanmoins, il y a quelques années, il a été contraint par le Magnifique Lieutenant de Balagne à fournir caution avec dix autres parents pour le bandit Paolorso de Novella. Aujourd'hui, le Magnifique Lieutenant met en demeure les répondants d'avoir à payer. Est-il juste qu'il y en ait plus de dix, à raison de 50 lire par tête (la caution n'étant que de cinq cent lire)? C'est pourquoi le requérant qui est dans l'indigence la plus absolue, presque aveugle et incapable de travailler aux champs, recourt à la miséricorde du Très Haut et à celle du Très Ill. Gouverneur pour être dispensé de payer sa quote part. Par la passion du Christ, accordez-lui cette grâce. Si vous la lui refusez, donnez-lui au moins un délai jusqu'à Noël ou jusqu'à Saint Antoine, parce que les voleurs lui ayant laissé une truie de tout son troupeau, cette truie a mis bas cinq petits qui pourront se vendre à Noël dix lire chacun. Alors il pourra payer ; sinon, il est dans l'impossibilité de le faire. Vous accueillerez favorablement sa demande, et vous engagerez — que le Christ nous conserve un si bon maître! — le Lieutenant de l'Algajola à ne pas molester le requérant. Vous ordonnerez aussi audit Lieutenant de le soutenir dans les poursuites qu'il veut intenter aux voleurs d'Asco devant le tribunal de l'Algajola ; mais son grand âge l'empêchera de s'y rendre lui-même, pour ravoir ses truies que les voleurs ont menées dans leur pays et dont la valeur s'élève à 150 lire ».

L'Algajola était la résidence des lieutenants de Balagne. Cette requête toucha le Gouverneur qui accorda le délai demandé, ainsi que les poursuites.

ANNEXE XV

Addition aux « Statuti di Corsica » (1)

Grida du 2 juin 1595

.....

5° Chi nel' avvenire ammazerà o farà ammazare alcuno per vendetta, o inimicitia c'havessi con alcun parente del morto, non possa esser rimesso del bando (in quale perciò incoressi) ne meno intender nella liberatione in alcun modo che prima non sian passati anni venticinque, doppo il giorno della publicatione dell' essilio ».

.....

8° « Si dichiara che non ostante, che fussero passati li detti termini rispettivamente, et doppo che saranno passati non possa alcuno esser rimesso dal bando in virtù del Statuto di Genova ne di Corsica, del premio di coloro, etc., ne meno intender in la remissione, e liberatione, che prima non vi sijno (siano) *le paci légitime delle parti offese*, e non altrimenti ».

9° (Enfin aucun bandit ne peut être « rimesso » dans l'avenir que par les « Serenissimi Collegij della Republica... » et in ogni caso vi sia necessaria la pace della parte offesa ».

2 juin 1595.

Nicolao Zoagli.

ANNEXE XVI

**Requête de la Dame Sabiola
pour sa fille Celidonia (Trad.) (2)**

« Il y a quatorze ou seize ans environ que fut tué en embuscade Piero des Piazzes di Caccia par Christiano et Brizio.

(1) Ed. des Statuti de 1602.

(2) *Arch. dép. C.* 144, 28 sept. 1896.

Pour ce motif, ceux-ci furent bannis perpétuellement. Mais après un à deux ans, « a persuasione de amici comuni fu fatto compromesso di pace » (suit la liste des divers parents qui y figurèrent de part et d'autre). Deux arbitres furent nommés par le compromis, « le quali tra le altre cose che sententiarno e condanarno il detto Andrea figliuolo di Cristiano a pigliar per sua moglie donna celidonia figliuola del detto Piero morto, con dote de £ trecento la qual dote furno condannati a pagarla cio e (suit la liste des divers parents des meurtriers condamnés à contribuer à la somme totale avec l'indication de la quote part de chacun) ». Mais, en 1583, au moment où ces choses se passaient « la detta Celidonia potea havere tre anni o quattro incircha e non potea havere effetto il detto matrimonio ». C'est pourquoy il arriva « successe perchè l'anno 1588 a li 21 febbraio il detto medemo Petropaulo arbitro come parente propinque della Celidonia e il d° Quilicho (un des parents des meurtriers) si composero con consenso del medemo Andrea, cioè consentirno che per essere esso Andrea di età, adulta e perfetta, e la detta Celidonia di anni sei o sette incircha, che posse pigliar un'altra moglie e che la detta Celidonia dovesse esser moglie di Roggiero figliuolo di detto Quilicho, promisse di far osservare, e fin di allora si pigliò in casa sua la detta Celidonia e la tennero da cinque mesi incircha, e poi la scacciò di casa in disprezzo de la pace, di manéra che essa povera figliuola si trova priva del padre senza marito e senza dote... »

C'est pourquoy la dame Sabiola, mère de Céldoine supplie le très Illustre Seigneur Gouverneur de faire appeler devant lui Quilicho et son fils Roggiero « e astringerli che debbi esso Roggiero sposare la detta Celidonia, e caso che non vogli farlo », au moins qu'ils payent les sommes auxquels ils sont obligés « afinche essa povera figliuola possa maritarsi honoratamente ». Le Gouverneur est supplié de faire exécuter au moins ces clauses pécuniaires, « autrement il pourrait s'en suivre grands scandales et inimitié ».

ANNÉE XVII

**Requête de Vincente
pour la Dame Cigliuccia (1) (Traduct.)**Ill^{me} Seigneur,

« Il y a quelques années (l'anni passati) a été tué Romagnolo de' Pirelli d'Alessani par Fratino du même lieu. Peu après, ce dernier est mort. En 1591, la paix fut faite entre les parents dudit Romagnolo, et Piedino et Gregorio du même lieu, frères germains (carnali) dudit feu Fratino et Alfonso du même lieu son cousin en leur nom et au nom de leurs parents jusqu'au troisième degré. Ils firent compromis en exécution de ladite paix. Mariétto q. Versione des Caselle et Vincenzo q. Marino des... d'Alessani furent désignés comme arbitres avec les pouvoirs généraux de rendre la sentence et de prononcer les condamnations qu'elles qu'elles soient suivant qu'il leur semblerait le meilleur en vue de ladite paix, et avec le pouvoir « de far amicitie e parentato, e con promissionne et obligatione di osservare la sententia che fosse fatta per detti arbitri sotto la pena de £ 200 parte parte applicare per metà al Fisco, e l'altra metà alla parte tante volte quanto contraffatto fosse, e come più di detta pace et compromesso consta in istromento... rogato di mano del T. Silvesiro dalla Casella de Alessani notaro l'anno 1591 alli 26 di febraro. » En exécution de ce compromis les arbitres susdits décidèrent... et condamnèrent par leur sentence définitive ledit Piedino à prendre dans le délai de six ans Barbaretta (fille de Vincente des Pirelli et de dame Cigliuccia, sa femme et la fille dudit Romagnolo), pour la donner comme légitime épouse à Simon Gio : son fils. En outre, il devait être donné à la jeune fille £ 200 pour dot, c'est-à-dire cent lire par Gregorio... et cent lire par Alfonso et ses frères, avec l'ordre d'observer la dite sentence sous les peines contenues dans le compromis, et comme il résulte d'ailleurs plus complètement (largamente) de la sentence rédigée par la main de Pier^{mo} dello Castello d'Orezza, notaire, la susdite année 1591 et le 11 août. Or Piedino, Alfonso et Gregorio n'ont pas observé et ne se soucient point d'observer la dite sentence

(1) *Arch. dép.* C. 491, 11 sept. 1606.

au mépris de la paix conclue et des peines fixées dans le compromis et la sentence. C'est pourquoi le dit Vincenzo fait requête (prétende) « per l'interesse suo e come marito et legale procuratore di da Donna Cigliucca (fille et héritière du dit Romagnolo), pour que Piedino et Gregorio et généralement ou en particulier chacun d'eux solidairement ou divisément « *cosi congiunti come divisi* » comme il sera le meilleur, soient condamnés à la peine de 400 lire pour ne pas avoir observé la sentence; « *che percio compare dinanti V. S. Illma il sudetto Vincente nel nome e nome sud^e rispettive e come meglio, et esponendoli le cose sud^e* » pour voir les cités Piedino et consorts ...déclarer et prononcer qu'ils n'ont pas observé la sentence et pour ce motif qu'ils ont encouru la peine de £ (manque) comme il est fixé à ladite sentence et « *successivamente* » les condamner, solidairement ou divisément comme il sera mieux, pour qu'en une seule fois satisfaction soit donnée à payer lesdites 400 lire fixées dans lesdits compromis et sentence, pour être appliqués les dites 400 lire moitié à la Sere^{me} Chambre et l'autre moitié à Vincente ou à sa femme comme il plaira le mieux à V. S. Ill^{me}, etc.. »

ANNEXE XVIII

Instance pour l'homologation d'un traité de paix (1)

(L'homologation ne s'accorde qu'après une publication sans opposition. C'est ce qui résulte de l'ordonnance suivante) :

« Marc'Aurelio Oderigo Générale Governatore in Corsica. Ad ogni e singola persona tanto in genere quanto in specie e massime a quelli li quali havessero interesse nelle cose infrascritte e specialmente a voi donna Giuseppina q. Gregorio stante a Chiatra di Verde come quella che havete fatto un instrumento di pace rogato per Brandimarte notaro alli 29 di marzo 1622 et a voi Anilistino q. Damiano, Angelo Francesco di Tiberio di Chiatra et Gio : Orsino q. Taliano stante in d^o loco come quelli che come vicini de detta Giuseppina havete consentito a detto

(1) Arch. dép. C. 274; 1624, 20 avril.

instrumento di pace fatto all'alfier Luzio da pero di Tavagno q. l'alfier Giovanitto, et ognuno di noi si ordina e commanda che fra il termine dé giorni tre prossimi poi la presentatione di questa debbiare comparire da Noi se volete opponere e contradire che per noi non sia et esser debbe confermato et affirmato detto instrumento di pace, et interpostoli la nostra et detto officio nostro utorità et decreto, e supplicato a ogni difetto che fusse in esso e specialmente al difetto dé parenti o vicini quando vi nè fussero dé più prossimi, et al difetto per non esser stato fatto alla presentia del magistrato, con l'autorità contemporanea; — altrimenti. — Et acciò che alcuno non possa pretendere ignorarla, volemo che la presente sia notificata et proclamata alla chiesa di Santa Nicolaio di Chiartra in giorno di festa in fine della messa nel hora del populo et lassarne copia al loco solito; et in oltre ne sia fatto notitia a detta Giuseppina e a detti Antestino Angelo Francesco, et Gio : Orsino, et a cautelle ne sia anche fatto notitia ad Angelo Ideo q. Scermiglione nominato in detto instrumento di pace.

Instante dº alfier Lutio, cole cose sudette richiedente in ogni miglior modo. — In la Bastia, 20 aprile 1624.

ANNEXE XIX

Ordre au patron Virgilio et au sergent Calonco de se fournir réciproquement caution di non offendersi (1)

« L'illmo Marcaurelio Oderico Generale Governatore in Corsica.

Ha ordinato e ordina che il Padrone Virgilio q. Luchetto per lui, sua moglie, figlio e figlie da una (parte), e il sergente Pierbattista Calonco per lui e sua moglie dall'altra, dara signgurtà della summa de scuti cento per parte di non offendersi ne farsi offendersi in persone ne in beni, in fatti ne in parola per loro (?) ne per interposta persona per loro ne loro parenti sin in terzo grado sotto dette pene applicate... in caso di contraventione alla Serenissima Camera. »

(1) *Arch. départ. C* 275, 40 juin 1624.

ANNEXE XX

**Traité de paix conclu entre des gens de Farinole
sous les auspices de Pacificatori. (1)**

Al nome del Iddio, — con ciò sia cosa che sia seguita rissa e questione fra (noms des adversaires des deux côtés) nel quale rissa e questione resto ferito detto Mariano... da detto Dionetto, e che detto Mariano non havessi alcune arme e che sia per seguirne alcuni disputi. Et essendo venuto a notizia dell' Illmo Giovandrea Gentile Gl. Governatore in Corsica, zelante dell quiete ha per mezzo delli Mei Paolo Francesco Partenopeo e Piergio : Maria e Bartolomeo Costa, Pacificatori della Mca Comunità della Bastia, fatto trattare la sudetta pace fra l'un e l'altra parte, la quale (pace)... sia conclusa et... come sia appresso ciae :

Suivent les formules habituelles de pardon réciproque, les défenses de s'offenser à l'avenir jusqu'au troisième degré, la clause pénale de 200 écus promise par chaque partie, moitié à la Chambre, moitié à la partie observante).

L'acte se termine ainsi :

« Le quali sudette cose si siano (?) fatte alla presentia del.. Illmo Governatore et alla presentia de' detti pacificatori etc. » (Date).

ANNEXE XXI

Pace (2)

(1676, 1^{er} juin, lundi aux environs de 3 heures à Ajaccio dans la boutique de Maître Giacinto Martini située dans la Rue Droite).

« Essendo vero che molti anni sono seguite risse fra una parte Santo q. Angioletto di Calcataggio e dall' altra il caporal Nuntio q. Santi... di Orto nella torre di Sagone nelle quale

1) Arch. départ. C. 306 : 1630, 25 juillet.

2) Extrait d'un ceppo du notaire ajaccien Padovantonio Leca, 1676-1676, Arch. départ.

restò occiso detto Santo con archebugiata dal d° Caporal Nuntio per quale restò poi bandito perpetuante (?)... dal presente regno é dominio della Reppublica S^{ma} dei Genova come meglio appare dalli atti di questa Corte alli quali si habbia relatione et da detto tempo in quà è stato... fori dell' isola all' osservare da detto bando... hoggi si ritrova secondo dicono. E volendo Pietro Santo unico figlio et herede delli beni e sangue di detto Santo occiso perdonare al detto Caporal Nuntio l'ingiuria e offesa della morte di detto suo padre, e pacificare, mosso dalla pietà cristiana et comandamento d'Iddio e dalla preghiera et essortatione delli Ill^{mi} S^{ri} Sindicatori generali *Pacificatori* del presente Regno. Percio, d° Pietro Santo da me not°... costituito spontaneamente., per ogni miglior modo ha fatto e face buona, vera, sincera e perfetta pace con d° Caporal Nuntio absente, me not° per esso stipulante et accettante, da durare perpetuante Santo del d° omicidio come d'ogni altre singole ingiurie, offese in quali nague (?) modo dette fatte niune escluse, laciando me not° per detto Nuntio absente, e tocandomi la mano in segno di vera pace, rimettendo e perdonando al d° Caporal Nuntio bandito ogni e singole ingiurie, offese

..... perciò ha compromesso e compromette, ha eletto e ellegge... il Rdo Sr. Abate Gioleca Archidiacono di Sagona....., M° Giulio Gentile di Calcataggio absenti, me notaro per essi stipulante et, accetante, promettendo me tutto quello essi S^{ri} Giudici giudicaranno havere per fermo, ratto e valido, e di non contradirlo ne controvenirlo quando etiam dichiarassero non venersi (?) cosa nessuna par detti danni patiti ne per qualsivoglia altra causa... che queste... habbia... di compromesso e come.... osservato dette obligatione di..... beni presenti et futuri..... giudicato che havevanno detti S^{ri} Giudici circa alli detti danni patiti come.... revoca, cassa e annulla in quanto se ne avesse fatto ogni querella o causa, denunzia o processo dinanti qualsivoglia Giudice o Magistrato contro d° Caporal Nuntia bandito, facenda questa héra (?) per... promettendo sopra quelle più oltre non procedere, ma in tutto desistere ogni ecce-

zione e contraditione remossa la qual pace tutte e singole cose contenute nel presente istrumento ha promesso e... me notaro come persona publica stipulante... ha giurato di havere perpetuante ferme, rate et valide per ogni tempo del mondo, sotto obligatione d'ogni e singoli sorte presenti e da venire, renunciando, sottoponendo et volendo esser tenuto alle pene... pubblicate e logi novè de quelli che rompono le paci, e fatto detta sententia hora per all' hora, supplica il S^{mo} S^e e li S^{mi} Collegi della S^{ma} Republica di Genova nostro benigne Principe che voglia perdonare d^o Caporal Nuntio, rimetterlo del bando per sua solita benignità e gratia delle quali cose per me Padivantonio Leca not^o presente, (suivent les noms des témoins, tous d'Ajaccio).

ANNEXE XXII

Pace (1)

« ... Dinanti me notaro e testimonij infrascritti... si sono per vigore di questo publico istrumento rimessi e perdonati sicome si rimettono e si perdonano ogni offesa e mala volontà et ingiuria fatte sino a questo presente giorno et in segno de ciò fanno buone e vere e perfette paci, toccandosi le mani, abbracciandosi, come buoni e veri amici e fratelli, e promettono le presenti paci per ogni tempo osservare e non offendersi mai, ne farsi offendere in le persone ne nelli beni sino in terzo grado sotto le pene contenute in li Statuti... »

(Résumé). Ils supplient ensuite le Gouverneur et le S^{mo} Sénat de la République de Gênes et les magistrats qui les composent « che li vogliano deponere, desistere e perdonarè... di bando, e pena... di liberarli del tutto acciò possino habitare alle loro case, e governare le loro famiglie, e goder beneficio di queste paci... »

Ils s'engagent sur leurs biens, personnes et héritages présents et futurs.

Fait au bourg de Mariana sur la Place de la très Sainte Annonciade, le dimanche 27 août 1679.

Signatures des témoins et du notaire.

1) Arch. depart. C. 507; 1686, 2 avril.

ANNEXE XXIII

Rapport du Magistrat de Corse sur une requête de Giuseppe Salicetti. (1)

« Illmi Signori,

Ha il Mag^{to} Ecc^{mo} di Corsica colla lettura del processo, riconosciuto che il sud^o Cap.^{no} Giuseppe Saliceti per l'omicidio commesso contro Pietro Santo di Carlo Maria, fu in contumacia condannato in anni otto di relegazione nel Presidio di Calvi, et in anni cinque di galea per la detazione dell' archibuggio.

Ha pure riconosciuto colla lettura similmente del processo, che il sudetto Giacomo di Lanca stato estinto dal d^o Luciano per paricidio commesso fu condannato in contumacia in pena della forca et ad essere squartato, et esposti li quarti ne luoghi soliti, con la confiscazione de' beni, et di più per l'archibuggio in anni cinque di galea onde per la detta estizione competendo al Luciano sudetto la nomina per la liberazione d'un altro bandito per pari o minor delitto alla forma del Statuto di Corsica, cap. 80, et essendo da lui stato nominato nel term^e prescritto il sudetto Saliceti bandito per delitto minore, e venuto in sentimento di riferire à V. V. S. S. Ser^{me} e per luogo d'ammettere la sud^a nomina e liberar il med^{mo} Saliceti per giustizia da bandi sudetti, avendo presentata la pace ottenuta dalla parte offesa, sottomettendosi sempre alla begnissima censura di V. V. S. S. Ser^{me} alle quali et ita recerri de.... Ser^{mo} Collegio per Ecc^{mo} Mag^{to} di Corsica — ad calculos, etc. »

ANNEXE XXIV

Rapport de Pacificatori. (2) (Traduction)

« Illme o Eme Seigneur

« Nous, Don Felice et Giulio Paolo, agissant comme *Pacificatori* et par ordre de V. E. nous sommes transportés chez Ange-

(1) *Arch. départ. C. 548; 1694, 3 pt.* Ce rapport est adressé à la Seigneuri. (La date donnée par l'inventaire des Archives est erronée. En réalité, il faut lire 1693, 3 sept.)

(2) *Arch. départ. C. 620; 1707, 17 février.*

lotto et Ricciolo, tous deux frères, et fils de Francesco de Scatà à l'effet d'exécuter tout ce qui nous était commandé et ordonné par Votre Excellence, et arranger (aggiustare) le différend des dits frères, et assigner à chacun sa juste et égale part de l'hérédité comme déjà il avait été fixé par V. E. — Nous, susdits Pacificateurs, n'avons pu aboutir en quoi que ce soit, et cela du fait du susdit Angelotto, frère aîné. Nous remettons la cause à V. E. comme « supremo padrone e Giudice » pour qu'elle veuille y pourvoir comme il lui paraîtra meilleur, etc.

Très humbles sujets et serviteurs ;

Don Felice et Giulio Paolo,

Paceri di Montedismo (?) »

ANNEXE XXV

Lettre de Giacinto Paoli, pacificateur de Morosaglia (Traduction) (1)

« Illme... etc.

En accomplissement des très justes intentions de V. E. et de mon office de Pacificateur du lieu (Morosaglia) j'ai fait le nécessaire pour pourvoir à tous les *inconvenients* qui pourraient se présenter et surtout à celui qui paraît devoir être imminent entre Giudice Antonio Leonetto della Bucca di Ros-tino d'une part, et de l'autre Antonio q. don Carlo et Desiderio q. Samatteo du même lieu, qui depuis trois ans ont constamment été sur le point d'en venir à des offenses réciproques pour un litige civil. Les contestations sont maintenant plus que jamais aiguës à propos des prétentions réciproques qu'ils ont sur la possession controversée d'étables. J'ai étudié le moyen d'apporter quelque conciliation (temperamento), mais n'ai pu y réussir. Finalement, je leur ai demandé de donner parole *in verbo reggio*, mais je n'ai pas pu aboutir même en ce point, parce que Giudice Antonio dit être prêt à la donner, et Antonio et Desiderio la veulent bien donner, mais « con l'aggiunta di

1) Arch. depart. C. 649 : 1712, 12 sept.

una sigurta », et Guidice répond que c'est superflu, pourvu que la parole soit simplement échangée (si trasporre), etc. (Giacinto Paoli supplie le Gouverneur d'appeler les parties devant lui — ce qui est fait. — Les parties prennent alors des obligations analogues à celles rapportées dans C. 649-1712, 29 sept. V. *Annexe suivante.*)

ANNEXE XXVI

**Lettre des paciéri de Piedicroce au Gouverneur, (1)
et promesse di non offendersi
(Traduction)**

« En exécution des justes commandements donnés par V. E. par un décret (degreto) concernant un différend entre Vincente Vicenti et Pierre q. Gio : Santi, tous deux de Piedicroce (Piedellacroce), d'Orezza, nous avons pris les mesures (procurato) nécessaires dans la faible limite de nos forces (con tutta la debolezza delle nostre forze) pour que les deux parties acceptent que leurs différends soient tranchés et terminés par nous agissant comme paciéri et en outre en vertu d'un ordre de V. E. comme il est indiqué plus haut. Les parties ont refusé. C'est pourquoi nous en faisons part à votre Excellence, etc., etc.

(Les parties comparurent dans la suite devant le Gouverneur sur l'ordre qu'il donna. Elles durent prendre l'engagement suivant :)

« D. Vincente Vincenti, de Piedicroce d'Orezza s'étant présenté spontanément et voulant de la meilleure façon observer ce qui a été décidé par S. E. tant en son nom qu'en celui de ses parents jusqu'au troisième degré inclusivement, a promis et promet à S. E. bien qu'absente et à moi notaire « in verbo reggio alla somma di scuti cento oro » de ne pas offenser ni faire offenser ni dans sa personne ni dans ses biens, ni directement ni indirectement, ni sous quelque prétexte que ce soit, ni par personne interposée Pierre Gio : Santo de ce lieu

(1) *Arch. départ.* C. 649 ; 1712, 29 sept.

ni aucun de ses parents, jusqu'au troisième degré, inclus et sous les peines également fixées par le Statut criminel de Gênes : De rumpente Pacem.

Et intervient pour l'observation de tout ce que dessus Carlo Gio : q. Cervione, de Carcheto d'Orezza, le quel étant présent déclare de la meilleure façon prendre fait et cause, se constituer principal débiteur, « promissore et expromissore », tant au principal qu'en tout autre point, affirmant vouloir s'obliger et faisant promesse à cet égard pour la somme de cent écus d'or afin que le susdit D. Vincente observe toutes ses promesses, etc.

ANNEXE XXVII

Traité de paix conclu entre la commune de Castineta et celle de Morosaglia (1)

(Les rixes et meurtres avaient eu lieu « per cosa et occasione dell' erbatica. » La paix est faite devant le notaire rédacteur et des témoins, par les membres des familles en lutte. Il est décidé de retirer toute plainte, de s'employer à arrêter tous procès, et à faire cesser tous bannissements.)

« Sapendo X. Y. Z. tutti sopranominati l'obbligo che corre come christiani verso Nostro Signore Giesù Christo unico oggetto di pace et anche nelli suoi Santi Evangeli ci a tutti raccomandata la pace o la dilesione del prossimo, e particolarmente de nomici, volendo tutti li sopradetti ubbidire tutto quellò che Iddio ci comandò... hanno fatto o fanno vera e perfetta pace e perpetualmente come giurano uno doppio l'altro toccate le scritture, rimettendoli e perdonandoli, ogni offesa, odio, rancore, e ogni danni, spesi e interessi, che hanno ricevuto o potessero pretendere per detta caosa. »

(Ensuite ils font tous désistements de plaintes et procédures en cours. « Et en signe de vraie et parfaite paix, en présence du notaire rédacteur et des témoins souscrits *hanno abbracciato e basciato* X et Y au nom de tous les susnommés. »

(1) *Arch. départ. C.* 764 ; 1733, 16 sept.

ANNEXES

Suivent les promesses de ne pas s'offenser ni se faire offenser ni eux ni leurs parents jusqu'au troisième degré inclusivement, sous les peines prévues par les lois et statuts contre ceux qui rompent la paix. Ils supplient les Ecc^{mes} Commissaires du Royaume et leur III^e Vicaire et tout autre juge, officier ou magistrat, d'accorder pardon et remises de toutes peines. Il n'y a pas dans cet acte de clause pénale).

ANNEXE XXVIII

Traité de paix du 11 Mars 1784

L'anno mille sette cento ottanta quattro, li undici del mese di marzo, al dopo mezzo giorno, nella Cancelleria reale di Bonifacio, dinanzi a me Don Andrea Vincenzo Portafax, notaro Regio ed Apostolico nella Giurisdizione di Bonifacio, e testimonij infrascritti : E comparso Anton Giacomo Pieretti q. Antonio del luogo di Luri, nel Capocorso, uno delli marinari, della tartanna, nominata La Vergine del Monte Allegro, comandata dal Patron Giuseppe Lanterò, di questa città la quale si ritrova ancorata in questo porto, cognito; il quale di sua spontanea volontà, ed in ogni miglior modo, ha dichiarato, e confessato, si come dichiara e confessa, che all'ore cinque circa, del giorno venti uno del mese di maggio dell'anno trascorso, mille sette cento ottanta tre, ritrovandosi esso come uno dei marinari di detta tartana nella città di Livorno, scalato a terra ov'era pure il nominato Gerolamo figlio di Francesco Capriata di questa città, marinaio della gondola, che comandava il patron Stefano Marino, egli ebbe col detto Capriata una contesta di parole e siccome fra di loro vi regnava già un odio intestino ed amarezza, per avere esso Pieretti nelli mesi precedenti a quell'epoca, ferito il sudetto Gerolamo che fu scoperto in contrabando, nei mari di Sardegna, al di cui servizio era detto Pieretti, essendosi la contesta inoltrata fu esso Pieretti ferito con coltello, dal detto Gerolamo, il quale poi, fugì sulla detta Gerolamo, il quale poi, fugì sulla detta gondola. E siccome in quel punto, dall'Illustrissimo Signor Console Generale di Francia si drizzò processo contro del detto Capriata esso Pieretti, ne fece le sue

querelle piuttosto paritorite dal calore del sangue che dalla natura del fatto, senza confessare di essere questo, seguito in rissa, ma dichiarandollo proditorio e premeditato, in considerazione di che, e piaciuto a Sua Maestà di scacciare da quest'isola e da tutti i suoi Stati il detto Capriata. E considerando oggi di esso Pieretti di essere tenuto a schiarire il fatto ed ai doveri d'un Cristiano di perdonare le offese ed ingiurie ricevute, e quelle sedare, ed abbandonare per mezzo d'una ferma, vera irrevocabile, e perpetua pace, costituito come sopra in quella di detta sua dichiarazione, la quale egli affermò per vera e sincera con sue giuramento ora preso in forma senza aver riguardo a ciò che possa aver deposto nel punto della sua querella.

Successivamente, unitamente al patron Antonio, Capriata, parimente qui comparso, fratello del detto Girolamo, per il quale fa fatto e causa proprio, volendo essere altrimenti tenuto di proprio, rinunciando spontaneamente ad ogni miglior modo, hanno fatto et fanno fra di loro, intervenendosi mutue, reciproche e vicendevoli stipulazioni, promesse, una vera, buona, perfetta, ferma e perpetua pace, rimettendosi fra di loro cioè detto Pieretti per se stesso, e detto Capriata, per detto suo fratello ed io notaro a cautela per lo stesso accettante e stipulante come persona publica hinc inde, ogni danno, odio, ed injuria che per dette cause, o causa, l'una parte dall'altra reciprocamente, ha ricevuto o possa pretendere d'aver ricevuto, quittandosi e liberandosi fra di loro da ogni spesa, danno, ed interesse che potesse da qualsivoglia di loro invicem essere preteso, facendo fine e quittance, rinonciando. Ed in signo di vera pace ed affetto alla presenza di me notaro e testimoni si sino fra di loro abbracciatti ed hanno fatto tutte quelle dimonstranze di affetto solite farsi, da quelli che di vero cuore vengano ad un atto simile, promettendo di avere per sempre rata, valida, e ferma la presente pace sott'obbligo ed ipoteca delle loro persone e beni, presenti, e venturi, col patto dell'esecuzione spedita... rinunciando... E questa pace hanno fatta, fanno, oltre l'ipoteca sudetta anche sotto pena di scudi cento grossi di Francia, nella qual pena, s'intende ipso jure et facto, incorso quel di loro a detto Gerolamo, che in qual si voglia titolo, colore, cause, o pretesto, per se, o per interposta persona rompesse, contrafa-

ANNEXES

cesse, o controvenisse alla presente pace, così in fatti, come in parole, o altra qualsivoglia forma, per la quale si potesse dire, essere rotta la pace da pagarsi detta pena, dalla parte inosservante e da applicarsi alla parte osservante per l'esigenza della quale abia il presente instrumento, pronta e predita esecuzione, e questa pena s'intende oltre tutte l'oltre comminate ed imposte dalle leggi e Statuti, contro di quelli che rompono le paci. Innoltre detto Pieretti supplica Sua Maesta o qualunque altro Tribunale di Giustizia competente a degnarsi in vista di detta pace ed in considerazione di detta giurata dichiarazione, di assolvere, e liberare detto Gerolamo dal bandimento e da qualunque altra pena.

.....

(Signatures des parties.)

Portafax notaro,
Contrôlé à Bonifacio le 12 mars 1784,
Reçu douze sols,
BLANC.

ANNEXE XXIX

Traité de paix du 7 septembre 1794

In nomine Domini, Amen.

L'anno mille sette cento, novanta quattro li sette del mese di settembre, la sera, con lumi opportuni, nello studio di me notaro in Bonifacio.

Dinanzi a me Don Andrea Vincenzo Portafax, notaro nella città di Bonifacio, e testimonij, infrascritti, sono comparsi Giuseppe Lena, di Giovan Battista, maggiore, d'anni quaranta circa, ed Antonio Chiesa, quondam Domenico, dell'età di venti anni circa, uno dei guardiani di questo territorio, ambi agricoltori di questa città, qui dimoranti sotto la Parrocchia di Santa Maria, cogniti, li quali, sapendo che nei giorni addietro, seguita tra di essi nel luogo detto Capofico, distante circa due miglia da questa città, una contestazione relativamente ad un danno, che detto guardiano asseriva essere stato cagionato da un so-

maro del detto Lena, per la quale contestazione vennero al punto d'ingiurarsi reciprocamente, e medesimamente, a fatti di mani, quantunque non segui alcun male da alcuna parte. E sapendo altresì, che avantjeri, il detto Lena, trovandosi in una vigna che ha in affitto nel detto luogo di Capofico, al dopo mezzo giorno, gli fu tirato un colpo di fucile, dal quale non fu punto offeso ed egli imputò, il detto Chiesa, nella querela che fece nanti il giudice di pace, ufficiale di Polizia, e riflettendo il detto Lena, che se non avesse giustificata la sua querela, con prova legittima, sarebbe stato tenuto ai danni ed interessi, essendo da un'altra parte stato assicurato che il Chiesa ne era innocente, e temendo tanto una parte che l'altra di venire a un risentimento, quindi volendo vivera da buoni cittadini e cattolici, e scodarsi di quanto, e accaduto, come ancora, assicurarsi di non offendersi e di riguardarsi come veri amici, di loro spontanea volontà, ed in ogni miglior modo, hanno fatto e fanno, fra di loro, una buona, vera, perfetta, ferma e perpetua pace, intervenendosi, mutue vicendevoli, e reciproche stipulazioni e promesse, rimettendosi fra di loro, hinc inde, ogni odio, ed injuria, che per detta contestazione fosse stato compito e fatto, ed in segno di vera pace, ed affetto, si sono alla presenza di me notaro, e testimonii, abbracciati, avendo fatte e date quelle dimostrazioni che sogliono praticarsi, in simile caso, promettendo di non andare ne dire contro il presente atto sotto pena di cento grossi scudi, applicabili alla parte osservante e pagabili dall'innoservante, senza alcuna scusa, o eccezione, subito che seguisse la contravanzione, alla qual pena si sottometano, come se per sentenza di Giudice competente, citata parte, ed in contradditorio Giudicio, vi fossero astretti e la detta pena pagata *rato manente paco* rinunciando... certiziorati...., ed inoltre promettono di non offendersi, in persona, ne in beni, ma di vivere da buoni e veri amici, sotto la detta pena altrimenti da incorrersi e consegnarsi come sopra, subito che seguisse l'offesa, senza pregiudicio di quelle altre pene prescritte dalle Leggi. E per detto Chiesa, intercede e fa sigurtà il cittadino Stefano Antonio Ramarone, uno degli *assessori di pace* di questa città, il quale qui presente si è costituito e si costituisce per detto Chiesa volontariamente a favore del detto Lena, prin-

cipale sigortà, promessore, expromissore, pagatore, e promette pagare di proprio quella pena, danni ed interessi che detto Chiesa, incoresse, còme sopra, se contravenisse a quanto ha promesso, obligandosi... rinunciando ad ogni legge e statuto, che gli fosse favorevoli cerziorato... fatto. E detto Chiesa promette di mantenere dettā sigurta, etiam danno, persona e fatto... rinunciando.... Ed hanno tutti tre giurato, in forma di non controvenire.

E mediante quanto sopra, il detto Lena, desiste da detta querella fatta, col detto Chiesa, supplica il suddetto ufficiale di Polizia e qualunque altro Tribunale criminale ad avere in vista il presente atto, e non procedera più ad ulteriora, così riguardare ogni cosa, come non seguita.

.....
(Signatures des parties.)

Don Portafax, notaro.

Controllato à Bonifacio li 8 juillet 1794.

Ricevuto soldi dodici.

GAZANO.

ANNEXE XXX

Traité de paix du 3 avril 1796

In nomine Domini. Amen.

L'anno mille sette cento novanta sei, li tre del mese di aprile, al dopo mezzo giorno, nella casa d'abitazione del Signor Ottaviano Andovandi Podesta di questa Piève, nella contrada di Caruggio, dritto, in Bonifacio.

Dinanzi a me Don Andrea Vincenzo Portafax, notaro nella città di Bonifacio e testimonij infrascritti, sono comparsi li Signori Giovan Battista Malerba quondam Bonifacio, nativo di questa città e qui dimorante, soldato nel primo battaglione Anglo-Corso, e Giovanni Battista Berger detto l'Americano di Nazione Francese, e qui dimorante, che parla e capisce bene l'idioma Italiano, e con essi li Signori Pietro Vincenzo Malerba, ed Antonio Luccioni, ambedue di questa città, e qui similmente

dimoranti, tutti quattro sotto la Parrochia di Santa Maria cogniti, li quali sapendo che dal Tribunale della Giurisdizione della Roca, s'istruisce processo criminale contro il Signor Francesco Scaglia di Zicavo, Sargente Maggiore nel detto Battaglione, in seguito della querela ossia denuncia che fu fatta da detti Giovan Battista Malerba e Berger, per la morte accaduta del fù Pietro Malerba q. detto Bonifacio, nel giorno none febbrajo prossimo passato della quale si diceva autore il detto Scaglia, sebbene la procedura sia instruita ad Istanza del Signor avvocato del Re. E sapendo, ancora dopo tutte le informazioni le più certe, avute, che non si può classificare delitto da parte del Scaglia per la ragione che fu involontario, — atteso che essendosi accidentalmente incontrato col sudetto fù dietro, ed avendo insieme avuto motivo di contrastare sopra il possesso di un cavallo, essendosi azzuffati, ossia abbaruffati, mano e mano, tenendo il Scaglia il fucile, questo parti all'istante perchè forse era di punto ossia pronto e colpi, contro sua volontà il Pietro Malerba, che ne restò ucciso. E conoscendo che la coscienza deve prevalere al dolore eccessivo che hanno provato per la detta morte e che perciò non è ragionevole di veder perseguitare un cittadino che deve essere al riparo della vendetta pubblica e che essi medesimi per vendicare l'offesa avrebbero prima d'ora perseguitato, se avessero avuto un solo motivo per credere detto omicidio volontariamente commesso; quindi, per praticare un'atto di giustizia e nel tempo stesso, di cattolicesimo, a ciò indetti da un rimorso di coscienza, di loro spontanea volontà, ed in ogni miglior modo, stanno; cioè detti Giovan Battista Malerba, e Berger coll'aderenza, e soddisfazione degli altri due come prossimi parenti del detto fù Pietro, desistito e desistono della detta denuncia ossia querela fatta, la quella intendono che si abbia come se fatta non fosse, anzi hanno fatto, e fanno tutto quattro col detto Signor Scaglia assente e per lo stesso io notaro accettante, una vera, bona, sincera, e perfetta pace, avendone dato tutti i segni esterni sufficienti a dimostrare l'interna loro inclinazione, promettendo di non dire, ne andare direttamente, ne indirettamente, contro il presente atto, per qualsi voglia ragione, motivo o causa, niuna esclusa, ne riservata, anche impensata, sotto le pene altrimenti

prescritte dalle Leggi contro coloro che rompono la pace, e supplicano il detto Tribunale in vista di quanto sopra ed in considerazione che l'omicidio fù involontario di arrestare il corso di ogni procedura sul detto ogetto, e praticare qu'ell'atti invece che convengono affinche detto Signor Scaglia possa godere di quella libertà che gode cittadino immune da processo, e come se mai fosse stato incolpato del detto omicidio... che sotto... rinunciando... ed hanno tutti quattro giurato in forma di non contravenire.

(Signatures des parties.)

Don Portafax, notaro.

Controllato à Bonifacio li cinque aprile 1796.

Ricevuto soldi dodici.

DON GIOVAN BATTISTA PORTAFAX.

ANNEXE XXXI

Traité de Canavaggia⁽¹⁾

In nomine Domini, amen. Agidio quondam Antogio di Canavaggio compare alla presenza di me notaro e testimoni infrascritti, spontaneamente e per ogni miglior modo, etc., dice che essendo l'anni passati stato ucciso Pietro q. Martino pure di Canavaggia, suo cocino carnale in piazza dell'convento di Murato e E. Giosepe e C. Ambroggiò ambi q. Rigeri di Valle Calle, e che per denuntia e querella ne appare dall'atti della Cancelleria criminale; quindi che detto Agidio essendo ispirato dell'Signore Dio secondo commanda nel Santo Vangelo e persuaso dall' Signor Molto Reverendo Riuno, Missionario, ha per il presente publico atto fatto e fa a tutti li sopradetti absenti et io notaro, in suo nome e essi e suoi parenti sino in terzo grado e quelli promette di non offendere ne fare offendere, perdonandoli hora per allora la morte di detto suo cocino, e per segno di vera e perfetta pace, detto Agidio, per l'absenza delli sopra-

(1) Extrait du Livre des Minutes de Jean-Baptiste Orsini, notaire à Lento (1716-20) folio 128, verso.

detti, a baciato la mano al detto Signor Riuno, Missionario; promettendo che la presente pace sarà sempre valida e ferma per ogni tempo dell'mondo e quando ciò fosse, si sottopone alle pene prefisse da Statuti e leggi fatti contro i violatori della pace che tanto di tutto quanto sopra detto Agidio di tutto ne ha obbligato e obbliga la sua propria persona, heredi e beni presenti e futuri con il patto dell'eseg(isibile) sped(izione) sotto rend renunziando, giurando, tocc(ate le scritture), delle quali cose etc..., atto a Sa Maria di Canavaggia l'anno del Signore mille sette cento venti li sedeci giugno, giorno di Domenica, hora di terza circa. Presenti testimoni : Pierlovisio e Dominico, ambi di quondam Teodoro; Pierottino q. Angelo Francesco tutti delle Corti di Canavaggia, chiamati... salv.... Gio : Battista Orsini.

(16 juin 1720, Canavaggia.)

ANNEXE XXXII

Lettre du Sous-Préfet de Sartène (1)

Libertà-Sartène, Li 10 Piovoso — Anno 9° Rep. — Egualianza

Il vice Prefetto del Circondario Comunale di Sarène al cittadino Galeazzini Prefetto del Dipartimento di Liamone.

Ieri fui prevenuto, Cittadino Prefetto, che la famiglia Durazzi, ed il cittadino Giuseppe Maria Pietri si erano costituiti in reciproca difesa, attesa la dichiarazione dell'Isimicizio di sangue, che fra di loro era seguita. Il motivo per cui esse sono venuti a questa misura violenta siè (on fiè, fù) il chioso, e terre del *Quarciolo*. La famiglia Durazzi crede di essere in possesso. Questo conflitto di pretenzione anima reciprocamente le parti ad esercitarvi alternativamente il possesso di flatto. Per evitare la conséguenza disastroza che porta seco l'Inimicizia di famiglie, ho creduto per bene di rendermi (accompagnato dal cittadino Ortoli, Présidente del Tribunale Criminale, dal Giudice di Pace, dal Maire, dall' ex Pievano Pietri, dalli cittadini Luciano Susini ed Anton Giovan Paolo Pietri) in casa delle parti litiganti, ove si à proposto il mezzo di conciazione.

(1) *Arch. d-part*, série M, F. 7, l. 22.

Quantunque la mediazione non abbia ottenuto incontinentemente la tranquillità delle parti, essa ha radolcito li spiti, e vi è a credere, che non si differirà ad ottenere la reconciliazione delle parti. Ciò nonostante, Citadino Prefetto, deve osservarsi, che se l'Inimicizia avesse luogo fra le parti litiganti, il paese di Sartene diverrebbe un teatro di guerra. *La Maggior parte degl'abitanti entrerebbe in azione, tale essendo la relazione di parentela delle due parti.* Ma oltre il male parziale, vi sarebbe l'attenuazione del Spirito Pubblico. L'insubordinazione degl'abitanti di Sartene si propagerebbe di una maniera nociva per la tranquillità pubblica.

Vi prego però di prender in considerazione questi preliminari, e dopo averli maturati nella vostra saviezza, avvisare a dei mezzi per arrestarne il corso

Vi saluto,

BARTOLI.

(La date du calendrier républicain correspond au 30 janvier 1801).

ANNEXE XXXIII

Arrêté de Miot du 6 Messidor, An IX (1)

(25 juin 1801)

André-François Miot, Conseiller d'Etat, Administrateur
des Dts du Golo et du Liamone.

Informé des désordres qui depuis longtemps affligent la commune de Pila et Canalo par le fait des inimitiés privées, considérant que tout délai qu'on apporte à y remédier est fatal à la tranquillité publique,

Considérant que ce n'est que par des mesures extraordinaires qu'on peut parvenir à arrêter le cours de ces maux, — arrête ce qui suit :

Article premier. — Le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal Extraordinaire criminel et ses substituts feront pour

(1) Reg. ms. des arrêtés Miot (Arch. départ.)

suivre sans délai et traduire devant le dit tribunal les auteurs et complices des meurtres, assassinats et voies de fait, qui ont eu lieu dans la commune de Pila et Canale, ou qui ont été commis partout ailleurs par les habitants de cette commune.

Art. 2. — Pendant l'instruction des procès qui résulteront de cette poursuite, toute maison de la commune de Pila et Canale d'où partirait un seul coup d'arme à feu, tiré à dessein et dressé contre les personnes où les propriétés sera livré aux flammes.

Art. 3. — Les parents, alliés et fauteurs de tout individu qui sera convaincu d'avoir tiré des coups comme ci-dessus, soit des maisons, soit dans la campagne, seront arrêtés et traduits à Toulon.

Art. 4 (Mesures d'exécution). — Fait à Ajaccio, le 6 Messidor, an IX de la République.

MIOT DE MELITTO.

ANNEXE XXXIV

Arrêté du 13 Messidor An IX (1)

(MIOT DE MELITTO)

« André-François Miot, etc...

« Sur le compte qui lui a été rendu qu'un grand nombre d'assassinats ont été commis depuis peu de temps par des habitants des communes de Carchetto et de Piediportino, etc.. arrête ce qui suit :

Art. 1. — Les habitants des communes de Carchetto et de Piediportino payeront une amende égale à 15 fois le principal de leurs contributions foncière, personnelle et mobilière, si dans le délai de 20 jours à dater de la notification du présent arrêté, ils n'ont pas arrêté ou fait arrêter ceux des six dénoncés qui seraient sur le territoire des dites communes au moment de ladite notification.

Art. II. —

1. Reg. ms. arrêtés Miot. (*Arch. d'part.*)

ANNEXES

Art. III. — Dans chacune des communes (précitées), les habitants seront solidaires entre eux pour le paiement de l'amende prononcée par les articles précédents, etc...

ANNEXE XXXV

Traité de Paix de Pila Canale (1)

Liberfà

Eguaglianza

A nome della Republica Francese una ed indivisibile

In CANALE.

Il primo nivoso, anno decimo Republicano (22 déc. 1801) Essendo vero che in diverse circontanze siano seguite negli anni addietro in differenti epoche delle risse e contese nelle comuni di Pila e Canale fra i differenti abitanti di esse, cioè per una parte li cittadini componenti le famiglie (suivent les noms) et li cittadini compenenti le famiglie (suivent les noms) dell'altra, e che differenti persone siano state ferite con armi da fuoco ed altre sorte, tanto dell' una che dell' altra parte, come ne costa da differenti processi e querelle rispettive ai quali abbiassi rilazione, sappendo le dette famiglie, e cittadini di sopra nominati, il dovere che loro corre come Cristiani verso Dio e verso se medesimi di procurare la pace e la dilezzione del prossimo ne' suoi Santi Vangeli, specialmente de' nemici: perciò volendo obbidire a tutto cio che Iddio commanda, e il governo desidera che è che la pace e l'amore regni fra suoi concittadini.

Quindi si sono costituiti alla presenza di me notaro, e delli testimonj infrascritti, di loro libera e spontanea volontà, ed in ogni miglior modo anno fatto e fanno fra di loro con mutue, vicendevoli, e reciproche stipulazioni e promesse una buona, vera perfetta, e perpetua pace, rimettendosi fra di loro *hinc inde* ogni danno, odio, ed ingiuria, che per dette risse e contesse d'una parte e d'altra reciprocamente ha ricevuto o possa pretendere d'avere avuto e sofferto, quittandosi, liberandosi

1) Arch. dép., série M., f. 7, l. 22, 22 déc. 1801.

fra di loro d'ogni spesa, danno, ed interesse che potesse da qualsivoglia di loro invicem essere preteso facendosine *hinc inde* fine, sotto rinunziando, ed in segno di vera pace, ed affetto alla presenza di me notaro e testimonj, si sono fra di loro abbracciati, ed anno fatte tutte quelle dimostranze di affette solite, forse fra quelli che di vero cuore vingono ad un atto simile, promettendo di avere per sempre rata, valida e ferma la presente pace, sotto ipoteca, e supplicano tutte insieme le dette parti unite qualunque Giudice, Tribunale o Magistrato a cui spetti, o possa spettarsi, accò vogliano a tutti perdonare, e rimettergli ogni pena in quel miglior modo, e forma che meglio parrà e piacerà alla clemenza loro, mè notaro a cautela, e per la miglior validità e garanzia della pace suddetta, tutte le parti suddette insieme unite anno nominato, e nominano per mallevadore il cittadino Miot, membro del Consiglio di Stato, ed Amministratore Generale dei due Dipartimenti del Liamone e del Golo, e qualunque altra autorità che risiede o possa risiedere in questi Dipartimenti suddetti; accioche questi individualmente e uniti insieme possano e debbano sul loro onore sfogare contre quello, o quelli che ardissero rompere la presente pace, etiam con sole parole ingiuriose ed insultanti, tutt' il loro sdegno, e la loro autorità, affine di distruggerli, e sterminarli in vita, ed in stesanze con impiegare tutti li mezzi che sono e saranno in loro potere al tempo, in cui si ardisse di rompere la presente pace, supplicando il detto cittadino Amministratore Generale ed il cittadino Prefetto di questo dipartimento di signare di proprio pugno il presente istrumento, in segno di accettazione e per rendersi garanti per l'intera osservanza del medesimo ai patti, clausole e condizioni ditte di sopra, ed in ogni altro migliar modo, e per vieppiù dimostrare le dette parti la loro buona volontà in fare la presente pace, anno a maggior cautela rinunciate e rinunciano a qualunque processo fatto e da farsi relativamente alli fatti passati, volendo che rimanghino ed abbiano a considerarsi come non fatti e non avvenuti. Quindi supplicano la Benignità del Governo a voler accettare le su' accennate reciproche renuncie, perche si e cosi delle quelle cose per me Giuseppe Antonio Grossetti (?) notaro...

Atto fatto in tutto come sopra presenti tetsimonj, etc..

(Suivent les signatures des parties, des témoins et du notaire).

ANNEXE XXXVI

Arrêté relatif aux communes de Cozzano et de Ciamanaccia (1)

22 thermidor an XII.

Morand, Gl. de Division, Inspecteur Cdt en Chef.

A sommé les individus ci-après :

Commune de Cozzano : *Liste des individus.*

Commune de Ciamanaccia : *Liste des individus.*

De comparaître devant lui, reconnus pour être les membres les plus influents des familles en inimitié dans les communes de Cozzano et de Ciamanaccia, et comme auteurs et complices des assassinats qui ont eu lieu pour cause de Vendetta, depuis plusieurs années ; il leur a prescrit de prêter le serment suivant :

Nous jurons sur notre honneur, en présence du Général Commandant en chef Morand et de son Etat-Major, de n'exercer aucune Vendetta contre nos ennemis, ni directement, ni indirectement, et dans le cas où nous éprouverions quelques insultes de leur part, nous en porterions de suite la plainte au Général Commandant en chef de la Corse pour en obtenir justice, en foi de quoi nous avons signé le présent.

(Place laissée en blanc pour les signatures).

Considérant que le serment prêté aujourd'hui par les membres les plus influents des familles en inimitié des communes de Cozzano et de Ciamanaccia, doit être religieusement observé

(1) *Arch. départ.*, Papiers de Morand, série M. 1. 14.

puisqu'il intéresse la tranquillité publique, et particulièrement celle de la commune, arrête de qui suit :

Art. I. — En vertu des pouvoirs qui lui sont donnés par Sa Majesté Impériale, une Commission militaire est nommée pour juger tous les individus à venir qui dérogeraient à leurs serments.

Art. II. — Cette commission se compose de : (1 chef de bataillon, 2 capitaines, 1 lieutenant rapporteur nommé d'office).

Art. III. — A la première nouvelle d'un délit commis, il sera réuni une force de 200 hommes qui se rendra dans ladite commune. Tous les habitants seront gardés à vue jusqu'à l'arrivée et entière réunion des membres de la commission.

Art. IV. — La maison de celui qui aura commis un assassinat sera sur le champ brûlée.

Les prévenus des délits et à leur défaut quatre de leurs plus proches parents et complices seront jugés par la commission militaire sans désenquêter. Les condamnés seront exécutés dans le délai de 2 heures, et dans les susdites communes.

Art. V. — Les 200 hommes de troupe recevront trois francs par jour et par homme, jusqu'à ce que les prévenus de meurtres soient arrêtés. Les biens, les meubles, etc... seront vendus pour payer les troupes si cela est nécessaire.

Art. VI. — Les dénommés ci-après se conformeront de suite à l'ordre suivant :

(L'un est envoyé au bataillon Corse sur le continent, l'autre également, le troisième est déporté en Italie par mesure administrative, trois resteront comme otages à la citadelle jusqu'à l'exécution de l'arrêté ci-dessus, deux sont renvoyés au pays pour veiller à l'exécution de l'arrêté en ce qui concerne le maintien de la paix).

ANNEXE XXXVII

Arrêté de Berthier (1)

(14 septembre 1811)

Département de la Corse — Haute Police

De nouveaux crimes viennent encore de se commettre dans le canton de Mercurio. Le 9 courant, le nommé Joseph Valentini, de Corte, a été blessé sur le territoire de la commune de Tratonla de ce canton, d'un coup d'arme tranchante et d plusieurs coups de pierre. Le lendemain, 10 du même mois, le nommé Bernardini Rafaelli, de la même commune de Tratonla, canton de Mercurio, a été assassiné au lieu dit la Chapelle Ste Marie de Bistuglica, territoire du dit Tratonla. A la visite qui a été faite de son cadavre, il a été reconnu que le dit Rafaelli avait reçu deux coups d'arme à feu et un coup de stylet. La multiplicité de ces affreux événements ne pouvant être attribuée qu'à l'inertie des autorités locales, à l'insouciance et à la pusillanimité des habitants qui recèlent, protègent et négligent d'arrêter les scélérats qui se rendent coupables de pareils crimes ; le général de Division, comte de l'Empire, commandant en chef la Corse, et chargé de la Haute Police, voulant prévenir désormais ces horribles attentats et assurer la tranquillité des citoyens paisibles et punir les habitants de cette commune sur le territoire de laquelle ils ont été commis :

ARRÊTE : Qu'il sera mis en garnison, et à la charge des habitants de la commune de Tratonla, 25 hommes d'infanterie d'un des corps stationnés dans la Division, jusqu'à ce que les coupables de ce meurtre soient connus et arrêtés ; et si dans l'espace d'un mois à compter de l'arrivée des garnisaires, les coupables ne sont pas encore découverts, quatre des principaux habitants seront pris en otages, conduits à Ajaccio, et y seront détenus jusqu'à ce que l'on ait découvert et saisi les auteurs du crime. A la récidive dans la même commune, le canton sera mis en état de siège et traité comme tel.

Au Quartier Général, à Ajaccio, le 14 septembre 1811.

Le Comte César BERTHIER

Note. La pièce serait entièrement de la main de Berthier et porte sa signature.

(1) Arch. départ. série M. 32 Papiers de Berthier.

ANNEXE XXXVIII

Arrêté du Général Berthier (du 23 juin 1812) (1)

Vu le crime atroce qui vient d'être commis de nouveau dans la commune de Perri, par le nommé Pellegrini sur la personne de Pierre Simon Pieraggi, tué d'un coup d'arme à feu.

Considérant que cet assassinat a été effectué avec préméditation et en plein jour dans cette commune, sans que l'Autorité civile ni les habitants aient pris aucune mesure pour arrêter le coupable, ni ceux qui l'avaient instigué à cet assassinat ;

Considérant en outre que les deux partis qui divisent les habitants de cette commune pourraient se porter à de nouveaux crimes, et troubler la tranquillité publique, et que les exemples récents qu'ils viennent d'avoir n'ont pu imprimer assez profondément l'horreur du crime déshonorant de la vengeance,

ARRÊTE :

(Désarmement des habitants et interdiction du port d'arme).

« Trois otages de chacun des deux partis, les plus riches et les plus influents seront envoyés à Ajaccio pour y rester sous la surveillance du commissaire de police et des autorités militaires...

« La sœur de l'assassin sera arrêtée...

« La commune de Perri est condamnée à 1.000 francs d'amende, savoir : 500 francs pour l'hospice civil d'Ajaccio, 300 francs pour être remis à Mgr l'Evêque pour les pauvres et 200 francs en indemnité pour la troupe.

La somme devra être payée dans les trois mois. Faute de quoi, il sera ordonné la vente des bestiaux appartenant aux différents partis et qui seront saisis...

« Le Commandant de la force armée fera assembler les deux partis divisés, et en présence du maire, du juge de paix et du Curé, il leur fera signer un acte de réunion, par lequel ils s'obligeront à se tenir tranquilles et à ne se permettre aucune

(1) *Arch. départ.*, série M. 32. Papiers de Berthier.

voie de fait, sous peine d'être arrêtés, leur maison détruite, leurs biens séquestrés.... et leurs bestiaux vendus au profit de la troupe ». (L'acte porte la signature de Berthier).

ANNEXE XXXIX

Traité de paix de Ciamanaccia : 1^{er} juillet 1812 (1)

« En présence de M. le général de division, Comte César Berthier, Ct. en Chef de la Corse, chargé de la Haute Police ; de M. le Baron de Fourne, chef de l'E.-M. général, et des officiers de son Etat-Major.

Nous, Jean-Jacques L., habitant et propriétaire de la commune de Ciamanaccia, canton de Talaro, ayant porté devant les tribunaux l'affaire des insultes et vols qui m'ont été faits dans ladite commune, stipulant au nom de tous mes parents et des personnes qui me sont attachées ; et Antoine F., desservant de la commune de Sollacaro, chef et le plus influent de la famille des personnes accusées desdits vols, insultes et attaques personnelles, jurons et signons le présent acte comme nous rendant responsables, chacun pour nos familles respectives et gens à nous attachés, nous soumettant entièrement et absolument, après la décision de la Cour et selon son jugement définitif, à tout ce qu'il contiendra pour réparation du délit et attentat à la propriété et à la sûreté des citoyens, sans aucune vengeance ni explication autre que des accomodements de bon accord.

Nos personnes comme nos biens sont responsables du présent engagement, et à compter de ce jour, tous les membres des deux familles se rendront, sous notre responsabilité personnelle, responsables et garants qu'ils ne se feront pendant tout le temps de la procédure, par anticipation de l'engagement ci-dessus, aucun acte de violence, voies de fait, propos, injures personnelles ni *instigations* particulières, tant entre les deux partis opposés *que contre les témoins des deux mêmes partis, qui seront obligés de se rendre près des tribunaux pour*

(1) Arch. départ., série M. 32. Papiers de Berthier.

y déposer la vérité. Nous garantissons en outre que les uns et les autres *seront libres de leur opinion* et que tous pourront vaquer à leurs affaires personnelles ou d'intérêt de récolte et autres sans rien craindre pour leur personne, comme pour leurs propriétés ; nous déclarant de nouveau, nous plaignant et accusé, responsables de tous les délits² qui pourraient arriver, en contravention du présent acte, qui sera lu au prône dans la commune de Ciamanaccia, afin que personne n'en ignore, et dont une copie restera annexée au registre de la Haute Police, une entre les mains du sr. L., une 3^e entre celles du sr. F., et une 4^e adressée au Colonel de la gendarmerie pour en suivre et maintenir l'entière exécution et une cinquième au maire de Ciamanaccia.

Nous, L. Propriétaire et F., *déservant* (sic), nous obligeons à ne quitter la commune de notre résidence habituelle pendant la durée de notre *discussion*, *quantant* (sic) que nous serions mandés par la Cour impériale. Signatures : Arrighi (Les parties) Antonio F., S. (illisible). Jean-Jacques L. Général de division Berthier.

ANNEXE XL

Arrêté de Berthier (sans date) (1)

RÉSUMÉ. — La commune de Bocognano ayant été le théâtre d'une rixe, on y avait envoyé des garnisaires. L'arrivée de ceux-ci fut cause de nombreuses difficultés occasionnées par l'attitude des habitants. Au cours de ces difficultés, l'officier commandant le détachement, exaspéré par cette mauvaise volonté, se laissa aller à donner deux coups de plat de sabre à un homme et à une femme. Devant l'attitude violemment hostile de la population, il se retira ensuite avec son détachement dans une maison isolée à 4 lieues du village où il attendit des ordres.

Mais les habitants de Bocognano, ayant en outre appelé ceux de villages voisins, viennent assiéger l'officier et son détachement, mettent le feu à la maison et « le brûlent avec tout son

(1) *Arch. départ.*, série M. 32. Papiers de Berthier.

monde, poussant la fureur jusqu'à outrager le cadavre de ce malheureux ». Le tribunal de première instance a ordonné les poursuites et les enquêtes nécessaires, mais en attendant, il est essentiel que les mesures de haute police ordonnées par le Gouvernement mettent la justice dans le cas d'en découvrir les auteurs ; il faut que cette commune soit punie et tellement comprimée qu'aucun événement ne puisse plus s'y passer, qu'elle sente l'énormité de sa faute et qu'elle serve d'exemple.

Arrêté. Art. I. — M. le colonel de la gendarmerie fera comparaître devant lui le maire et les notables de Bocognano, il leur signifiera que les habitants de leur commune et hameaux en dépendant devront être désarmés en entier, que les parents des conscrits qui ne se seront pas présentés à l'époque de cette signification seront arrêtés ; — qu'il sera fait un appel nominal, et que les proches parents de ceux qui manqueront seront également arrêtés. Il sera de plus pris six otages parmi les principaux du pays qui s'y trouveraient lors de l'événement.

Art. II. — (Déportation pour 3 ans sur le continent de tous ceux chez qui il sera trouvé des armes et de la poudre dans les visites domiciliaires postérieures).

Art. III. — L'application de la démolition de la maison, de la vente des bestiaux, et de la confiscation des biens des coupables ordonnée par son Excellence, sera mise à exécution, aussitôt que les principaux auteurs déjà soupçonnés seront convaincus de leurs crimes.

Art. IV. — La détention des otages et des parents durera jusqu'à l'arrestation et à la conviction des coupables, leur punition, et la rentrée des conscrits. Les armes ne seront rendues que par les ordres du gouvernement.

Art. V. — Si après ces mesures exécutées, il arrivait un assassinat ou quelque insulte sur le territoire de cette commune... il sera arrêté dix habitants pris par portions égales dans chaque hameau et envoyés à la tour d'Embrun, jusqu'à ce que le coupable ait été arrêté et subi la peine qu'il aura encourue...

Pour l'exécution de l'arrêté une colonne de 800 hommes mise à la disposition du colonel de gendarmerie occupera Bocognano et environs jusqu'à nouvel ordre.

ANNEXE XLI

Paix de Fozzano

Au nom de Dieu, de la Patrie et du Roi des Français.

Par devant nous, Rocca Serra, notaire Royal à Sartène, département de la Corse, soussigné.

Et en présence des témoins ci-après qualifiés et soussignés,
Se sont volontairement constitués d'une part :

1° Tous les individus présents appartenant au parti « Soprano » de Fozzano connu sous le nom de parti Durazzo et Paoli ;

Représenté par les sieurs Michel Durazzo pour lui et ses enfants ; Jean-Baptiste Veranno, frères Durazzo ; Baptiste-Michel Ange et Paul Paoli, propriétaires de Fozzano,

2° d'autre part, tous les individus également présents appartenant au parti Carabelli, dit Sottano.

Représenté par les capitaines Jean-Baptiste et Simon, frères Carabelli ; François, Joseph, Jérôme Carabelli ; Antoine Bernardini, Joseph Paoli, François Carabelli, Augustin et Bartoli Jean-Baptiste ;

Tous également propriétaires, demeurant à Fozzano.

Lesquels nous ont exposé ce qui suit :

Les inimitiés de Fozzano remontent aux temps les plus reculées ; nées dans la guerre, les générations se détruisent sans cesse.

Elles sont innombrables, les victimes qui ont payé à la vendetta le tribut du triste privilège qu'on dirait né à Fozzano ; renfermés, barricadés dans leurs maisons, les habitants n'en sortent jamais sans courir le danger de la vie.

L'humanité gémit depuis plus d'un siècle sur un aveuglement qui détruit la plus belle jeunesse ; des années entières s'écoulent sans que les actes de l'Etat-Civil constatent un seul mariage.

Encore quelques années et l'on n'aurait rencontré à Fozzano que des veuves et des orphelins.

Désirant jeter un voile impénétrable sur tant d'horreurs et les soustraire s'il était possible à la connaissance des vivants ;

Reconnaissant que de tels excès, contraires à toutes les lois

divines et humaines déshonorent les hommes, qu'un peuple civilisé est celui qui reconnaît l'empire des lois, qui attend d'elles seules protection et réparation, qui se croirait déshonoré de tremper ses mains dans le sang et laisse à la Justice l'étendue de ses droits et de ses libertés.

Voulant mettre fin aux inimitiés sanglantes qui désolent le pays.

Cédant aux prières toutes paternelles de M. le Lieutenant Général Baron Lallemand, qui, touché de tant de misères a pris à tâche de faire renaître partout la paix et la confiance.

Les habitants de Fozzano jurent à la face de Dieu et de la Nation pour eux et les leurs entre les mains de M. le Baron Lallemand, Lieutenant Général, Pair de France, assisté de MM.

de Figarelli, avocat et docteur en Droit,

Cauro, chef de bataillon,

Commandant Pianelli,

Costa, sous-préfet,

Colonel comte Hennecart,

Dominique-François Peretti,

François-Xavier Pietri,

les capitaines Coti, Deaddé et Tranioni,

d'avoir toujours présent à la mémoire ce jour solennel, terme de leurs souffrances ;

De ne plus faire la guerre, de vivre désormais en bons parents, amis et compatriotes ;

Et pour que ce soit chose stable, sûre et à la connaissance du public ;

Ils ont juré, convenu et souscrit le présent contrat de Paix ;

Art. I. — L'inimitié ayant été longue, la guerre meurtrière et les dommages considérables, les parties ressentent le besoin d'une paix générale.

Elle repose sur l'honneur, la bonne foi et la parole des habitants de Fozzano ; cette parole étant donnée, il devient inutile de statuer dans ce moment sur l'éloignement de personne

Art. II. — On laissera à la Justice son libre cours ; les prévenus, sous mandat d'arrêt, devront se constituer dans le délai de deux mois, au plus tard pour être jugés ; ils ne pourront pas pendant ce délai se rendre à Fozzano.

On n'agira ni pour aggraver leurs torts ni pour les soustraire à l'action de la loi.

Art. III. — Dans le cas où Bernardini Pierre-Paul et Paoli François seraient acquittés, M. le Lieutenant Général prendra à leur égard toutes les mesures nécessaires pour assurer la tranquillité publique.

Art. IV. — La facilité avec laquelle on a recours aux armes étant le plus souvent la cause des désordres qui commencent les inimitiés et toujours celle qui les étend et les perpétue, les habitants de Fozzano et autres impliqués dans l'inimitié s'interdisent le port des armes dans leur commune.

Art. V. — Pour donner une preuve de la sincérité des vœux que les parties font pour assurer à jamais la Paix, elles déclarent qu'il ne faut pas considérer comme un attentat aux présentes conventions, un geste, un mot, un fait inconsideré, qu'il faut alors en référer à M. le Lieutenant Général.

Chacun des habitants de Fozzano exprimant dès à présent son blâme contre toutes actions imprudentes, s'impose l'obligation d'exécuter toutes les mesures que M. le Lieutenant Général croira devoir adopter pour le maintien de la tranquillité ; et s'il prévoyait que la présence ou le retour de quelques individus peut être cause de trouble, il pourra leur prescrire de s'éloigner dans les lieux et pour le temps qu'il jugera convenable.

Art. VI. — Tous les individus compris dans l'inimitié et désignés sous le nom de parti « Durazzo et Paoli » et nommément les sieurs Michel Durazzo, Jean-Baptiste Paoli et Paul Paoli, du feu Pierre, et tous les chefs répondent que personne de leur parti ne commettra aucun attentat contre les personnes ni contre les propriétés et que nul ne donnera aucun sujet d'inquiétude qui puisse altérer les sentiments de paix et d'union.

Art. VII. — Réciproquement tous les individus désignés sous le nom de parti « Carabelli, Bernardini et Bartoli » ;

Et nommément les sieurs capitaines Jean Baptiste et Simon, frères Carabelli et autres chefs, répondent solidairement pour la franche et loyale exécution du traité ; les sieurs Paul Pacchiarelli et Charles Susini d'Olmeto répondent aussi pour les frères François et Joseph Paoli.

Art. VIII. — Les amis, les protecteurs, les adhérents des habitants de Fozzano sont invités au nom de l'humanité, de l'honneur national et de la paix du pays, à prêter aide, secours, assistance pour assurer l'exécution du présent contrat, et, en cas d'infraction, de rompre tous leurs liens avec lesdits habitants et leurs partisans et les abandonner à toute l'ignominie dont sont frappés les parjures.

Après avoir donné acte aux parties de leurs dires et conventions, lecture en a été faite dans les deux langues, en présence des personnes ci-dessus signées, ainsi que d'un nombreux concours d'habitants et d'autorités.

M. Antoine Durazzo, maire, et M. Marius Ettori, desservant, témoins requis ont signé avec les parties, les assistants et le notaire.

Après l'allocution de M. le Lieutenant Général aux habitants de Fozzano et à tout l'arrondissement, un Te Deum d'action de grâces a été chanté pour rendre encore plus solennel et sacré le présent traité de paix.

DONT ACTE

Fait et passé à Sartène, dans l'Eglise paroissiale. Ce jour-d'hui treize décembre 1834, en présence de Messieurs Durazzo, maire de Fozzano et Ettori Marius, desservant de Fozzano, lesquels, après lecture, ont signé avec nous notaire, les comparants et les autres assistants, témoins ad honorem Pacis, au dit acte solennel de Paix.

Suivent les signatures.

ANNEXE XLII

Paix de Sartène

Au nom de Dieu, de la Patrie et du Roi des Français

Par devant nous, Rocca Serra, notaire royal à la résidence de Sartène, département de la Corse, soussigné, et en présence des témoins ci-après qualifiés et soussignés ;

Se sont volontairement constitués d'une part :

Tous les individus présents désignés dans l'inimitié de Sartène sous le nom de parti « Sainte Anne » et de l'autre,

Tous les individus également présents connus sous le nom de parti du « Borgo », répondant pour les absents et soussignés, lesquels nous ont exposé ce qui suit :

La ville de Sartène après avoir été le modèle de la modération et le foyer d'une société bien réglée, s'est trouvée tout à coup désolée par des événements sanglants que tous les habitants déplorent du fond de leurs cœurs et qu'ils voudraient effacer au prix de leur propre existence ; aucun sacrifice ne leur coûterait en effet pour revenir à ces jours fortunés où le calme et l'union assuraient à chaque famille ses enfants, aux mères leurs époux et à la cité ses amis et ses frères.

Aujourd'hui, le deuil est partout ; il n'y a personne qui n'ait à déplorer la perte d'un parent affectueux, d'un père ou d'un fils ; au milieu de ce triste tableau, on voit un vieillard vénérable, ministre des autels, qui avait servi de père à trois de ses neveux, orphelins dès l'enfance, destinés à le remplacer ; une mort prématurée et cruelle a éteint la belle vie de ces trois infortunés ; leur oncle malheureux a perdu tout ce qu'il pouvait humainement perdre ; la vie est un fardeau pour lui, ses propres richesses l'accablent.

Arbitre de la guerre, n'ayant plus rien à craindre, il pouvait la continuer ; cependant son âme généreuse n'a pu résister aux prières toutes paternelles qui lui ont été adressées par M. le Lieutenant Général Baron Lallemant de donner la paix à la ville de Sartène.

Respecté de tous les habitants, des siens comme de ses ennemis, pouvant exiger les satisfactions les plus rigoureuses, l'abbé Paul-Marie Pietri, se dépouillant de son amour-propre et reconnaissant que personne ne peut être juge désintéressé dans sa propre cause, que lorsqu'il s'agit surtout d'un traité de Paix, il faut qu'un tiers soit choisi pour en régler les conventions.

Ne pouvant faire un meilleur choix que de s'en remettre entièrement et sans réserve à la loyauté et à la sagesse de M. le Baron Lallemant, qui, dans de pareilles circonstances, a déjà fait preuve de sa profonde connaissance de nos mœurs, de nos

besoins et de son ardent amour pour le bien public ; à cet effet, pour rendre hommage à l'intérêt que M. le Lieutenant Général prend à la prospérité de Sartène, l'abbé Pietri, qui, depuis longtemps n'avait passé le seuil de sa porte, s'est présenté en compagnie de M. l'avocat de Figarelli, pour escorter M. le Baron Lallemant, l'assurer qu'il remettait en lui l'avenir de Sartène, lui faire part de son adhésion et de son profond dévouement.

Toutes les autres parties intéressées et notamment MM. Jacques, Antoine Susini, Juge au tribunal civil de cette ville ; Jean-Paul Rosolani, Vincent et Jacques André, frères Ortoli ; Augustin Ortoli, tous propriétaires de Sartène, y demeurant.

Jean Paul, dit Pallucio et Jérôme de feu Jean-Paul, tous les deux Rocca Serra ; Jean-Paul Durazzo ; Antoine-François Durazzo, aussi propriétaires de Sartène ; chefs des partis répondant solidairement, chacun pour les leurs, ayant manifesté les mêmes sentiments de confiance dans l'impartialité de M. le Lieutenant général, font le même choix et les mêmes vœux pour la paix de leur pays.

En conséquence, toutes les personnes comprises dans l'inimitié de Sartène, se sont rendues ce matin, à onze heures, dans l'Eglise paroissiale de cette ville, où après avoir invoqué le secours du Saint Esprit et où la messe célébrée par M. le Curé Luccioni

Elles ont juré en présence du Saint Autel et de la nation, au nom de l'honneur et du Roi des Français, entre les mains de M. le Lieutenant Général, Pair de France, Comt. la 17^e Div. militaire, de tenir et garder le présent traité de Paix.

Article Premier. — Pardon, oubli pour tout ce qui se rattache aux funestes événements passés.

Les signes extérieurs de guerre et d'inimitié disparaîtront immédiatement.

Art. II. — Les individus, poursuivis par la Justice pour les faits de Sartène, devront se constituer prisonniers, dans le délai d'un mois, pour être jugés.

Art. III. — On laissera à la Justice son libre cours : les partis n'existant plus dès ce jour ; personne ne pourra agir

ni pour aggraver le sort des prévenus, ni pour les soustraire à l'action de la loi.

Art. IV. — Si les poursuites dirigées contre Michel D.; Jean-Paul R.; S. fils de Pierre Paul, venaient à cesser ou s'ils sont acquittés, M. le Lieutenant Général prendra, à leur égard les mesures qu'il jugera indispensables pour la conservation de la paix.

Art. V. — Devront aussi s'éloigner dans les lieux et pendant le temps qui seront fixés par M. le Lieutenant Général, les sieurs J. R. S., P. F. R. S, dit Palluccio, et Pierre P. de feu Michel.

Ce faisant ils donneront une preuve des sentiments de paix, dont ils sont animés et que rien ne leur coûte pour assurer la tranquillité dans leur Patrie.

Art. VI. — Pour donner une dernière preuve de la sincérité des vœux que les parties font pour la prospérité de la paix, elles s'imposent l'obligation d'exécuter tout ce que M. le Lieutenant Général croira devoir prescrire pour le maintien de la tranquillité à Sartène, à cet effet M. le Lieutenant Général aura la bonté d'attirer sur cet arrondissement aussi intéressant que malheureux et oublié..

Art. VII. — Les habitants de Sartène, ci-dessus désignés Borgo et Sainte Anne, s'interdisent le port d'armes à feu en ville et reconnaissent que la plus grande partie de leurs maux vient de la facilité avec laquelle on y a recours.

Ils forment le vœu que cet exemple soit suivi par leurs concitoyens.

M. le Lieutenant Général pourra dans des circonstances graves, abandonnées à sa sagesse, lever tout ou partie de cette interdiction.

Art. VIII. — Les personnes qui aiment la paix et l'honneur du Pays sont invitées, pour prêter aide et assistance, pour la franche et loyale exécution du présent contrat, de considérer les contrevenants comme parjures et les abandonner à l'exécration du monde entier.

Après avoir donné acte aux parties de leurs dires et conventions, lecture leur a été faite dans les deux langues.

Chacun des intéressés y a apposé sa signature.

Le présent contrat a été également signé par les témoins requis et par toutes les personnes présentes à la cérémonie.

Après l'allocution prononcée par M. le Lieutenant Général, pour rendre encore plus solennel et sacré le présent contrat de paix, un Te Deum de grâces a été chanté.

DONT ACTE

Fait et passé à Sartène dans ladite Eglise paroissiale ;

Ce jourd'hui sept décembre mil huit cent trente quatre

En présence de MM. :

Pompée Pietri, avocat, Maire de Sartène et Ignace Luccioni, curé de la paroisse, témoins requis, en conformité de la loi, demeurant à Sartène.

Lesquels après lecture des présentes ont signé avec les comparants et toutes les personnes présentes à la cérémonie et nous notaire,

ainsi que par MM. :

De Figarelli, avocat,

le Comte Hennecart,

le Commandant Cauro,

médiateurs de la Paix,

ainsi que par M. le Lieutenant Général, sous les auspices duquel le présent contrat a été fait.

(Suivent les signatures).

ANNEXE XLIII

Lettre d'un médiateur de la Paix de Serra (1)

3 juin 1835.

Il rend compte de son œuvre de pacification et ajoute :

« Tout fait préjuger, mon Général, que cette paix sera durable, car rien de plus touchant que de voir ces mêmes hom-

(1) *Arch. départ.*, série M. 7. 1. 22.

mes, n'a guère (sic) prêts à s'entre-tuer, s'embrasser et pleurer en commun les malheurs qui les avaient divisés depuis longtemps. Plus encore : la Dame Veuve V., qui avait insisté pour la condition portée dans l'article 3 du traité, s'est ensuite élevée au-dessus des préjugés du pays et nous a demandé à M. Casanova et à moi, que le sieur Vincente, rentrât au sein de sa famille, dans le cas où il viendrait à être acquitté de la justice.

ANNEXE XLIV

Traité de Paix de Serra (1)

3 juin 1835.

« Au nom de Dieu, de la Patrie et du Roi des Français, se sont volontairement réunis dans le presbytère de la commune de Serra, tous les individus compliqués (sic) dans l'inimitié qui, depuis quelque temps, désole ce pays, sous la médiation de MM. Tramoni, Capitaine au 24^e Rég. de ligne, et Casanova Antoine, Membre du Conseil d'arrondissement ; lesquels, leur ayant exposé les maux dont est assiégée ladite commune, sont parvenus à réconcilier les partis qui se composent ainsi qu'il suit :

D'une part de la Dame Antoinette, Veuve de feu Jules V. Etienne et Antoine C., Antoine Franco. Vincent et Don Jacques Frères S.; représentant le parti V. et de l'autre Valerj et Renuccio Frères C., tant en leur nom, qu'à celui de leurs frère et neveu, Vincent et Roch C. absents, pour lesquels ils se rendent garants, représentant le parti C. et Antoine F. et Jean S., tant en leur nom qu'à celui de leurs fils, frères et parents, pour lesquels ils répondent, représentant le parti S. Tous les susdits individus ayant reconnu que les inimitiés de famille ont de tous les temps déchiré notre malheureuse Patrie : que les victimes immolées à un triste préjugé (la Vendetta), sont innombrables ; que la commune de Serra a été

(1) Arch. départ., série M. 7, 1. 22.

pendant long-temps le théâtre d'une guerre intestine, et qu'il est temps de mettre un terme à un fléau qui finira par rendre déserte ladite commune, voulant rendre autant qu'il est en leur pouvoir la tranquillité et la paix à leurs familles, au canton et au pays tout entier, sortir de l'abîme où ils sont plongés depuis deux ans environ, rendre leurs biens à la culture et se livrer eux-mêmes en toute sûreté aux douceurs de la vie sociale. Cédant aux sollicitations toutes patriotiques de MM. le Capitaine Tramoni et Antoine Casanova, qui ont fait leurs efforts pour les arracher à cet état de misère et d'abandon, et pour les rendre à la vie digne de l'homme civilisé, voulant en même temps donner une preuve de leur respect, de leur dévouement et de leur reconnaissance à M. le Lieutenant Général Baron Lallemand, qui, après avoir pacifié différentes communes de l'arrondissement avait également porté une sollicitude fraternelle sur la commune de la Serra, ont juré devant Dieu et en présence des médiateurs et témoins soussignés, de vivre désormais en bons parens, amis et compatriotes, et afin que ce soit chose sûre et stable et à la connaissance du public, ils ont arrêté et souscrit le présent contrat solennel de paix aux conditions suivantes :

Article Premier. — Pardon et oubli pour tout ce qui se rattache aux funestes événements passés : paix, confiance et union pour l'avenir. Ainsi, tous signes extérieurs de guerre et d'inimitié disparaîtront à l'instant dans la commune.

Art. 2. — Si les deux individus poursuivis pour les faits de Serra et San Martino, venaient à se constituer, ou qu'ils fussent arrêtés par la force armée, la justice aura son libre cours, mais la paix ayant été faite dès ce jour, personne d'aucun parti ne pourra agir directement ou indirectement, soit pour aggraver leur sort, soit pour les soustraire à l'action de la loi.

Art. 3. — Si Vincent C., l'un des prévenus, venait à être acquitté, MM. Tramoni et Casanova prieront M. le Lieutenant Général Commandant la Division, de vouloir bien prendre à son égard les mesures, qu'il croira indispensables pour la conservation de la paix, en l'éloignant même du pays.

Art. 4. — Pour donner une preuve de sincérité des vœux qu'ils font pour la prospérité de la commune, ils s'imposent l'obligation de ne pas porter des armes à feu dans la commune, et d'exécuter tout ce que Monsieur le Général croira devoir prescrire pour le maintien de la tranquillité.

Art. 5. — Les habitants de Serra qui aiment l'honneur et la paix du pays, sont invités à prêter aide et assistance à l'exécution de la présente convention, et à considérer les contrevenants comme parjures et à les abandonner à l'exécution du monde entier.

Art. 6. — Les mêmes Jean, Paul et Paul-François P., pour donner de leur côté une preuve de leur amour pour la paix, se sont volontairement constitués, répondant pour les sieurs Vincent et Roch C., sus énoncés qui, attendu leur position, n'ont pas concouru au présent acte, et *ceux* (probablement *et ce*), dans la qualité de proches parents des susdits C.

Art. 7. — Attendu que des faux rapports ont pu altérer les relations de paix et de parenté qui devaient exister entre les susdits Vincent et Roch C., père et fils C., et les sieurs Jean-Baptiste, Jacques et Jean-Paul, frères S., ces derniers ici présents et les frères Valérj, Renuccio C. au nom de leur frère et neveu susdit, voulant donner une preuve de leur amour pour la paix et la tranquillité de leur pays, s'imposent l'obligation de vivre en bons parens et amis et de ne rien faire ni directement, ni indirectement qui puisse troubler la parfaite harmonie qui doit régner entre parents et compatriotes

Art. 8. — Après avoir écrit les dire et convention des parties, lecture leur en a été faite dans les deux langues française et italienne, et chacun des individus y désignés a apposé sa signature.

Art. 9. — Le présent contrat a été également signé, par les médiateurs et témoins requis et les personnes présentes à la cérémonie.

Après quoi pour rendre plus solennel le présent contrat de paix, on s'est rendu dans la paroisse, et après la messe, le Te Deum en actions de grâce a été chanté.

De tout quoi, acte a été dressé en triple exécution, dont une sera donnée à chacun des partis et l'autre conservée entre les mains des médiateurs.

Signé :

Stefano C., Antonio C., Antoine S.; Francesco S., Vincente S., Don Giacomo S., Renuccio C., Giovan Battista P.

Giovan Battista P. signe pour trois personnes qui ne savent signer, puis :

Giovan Paolo P., Gracomo S., Paolo P., Giovan Paolo B.

(ce sont les parties)

puis, viennent les témoins (10 témoins, parmi lesquels le juge de paix, le maire, des officiers, des ecclésiastiques), puis, les deux médiateurs.

Le tout est visé par le sous-préfet.

ANNEXE XLV

Extrait du Journal de la Maison de Vico

(Oblats de Marie)

Traité de Paix de Sari d'Orcino

« Au nom de la Sainte et indivisible Trinité, Dieu unique en trois personnes, Père, Fils et Saint-Esprit.

« Sous les auspices de la Bienheureuse Marie, Mère de Dieu, toujours Vierge, des Saints Anges gardiens, des bienheureux Apôtres Pierre et Paul et de Saint-Martin, patron de la paroisse de Sari et de tous les Saints.

« Par les soins et médiation de Mgr Casanelli d'Istia, Evêque d'Ajaccio, à l'occasion de sa première visite pastorale dans la susdite paroisse de Sari, etc., le 10^e jour du mois de mai de l'an 1842, au moment de la clôture des saints exercices, prêchés dans le même lieu par les PP. missionnaires, du couvent de Vico, dont il a plu à Dieu de couronner les travaux par le succès le plus heureux et le plus complet qu'il fut possible de désirer.

Les soussignés, tous habitants de Sari :

Etienne R., médecin, blessé mortellement, (1) il y a trois mois par une arme à feu, Mathieu P., son frère et Dominique leur frères, propriétaires, et François B., cousin issu de germain par alliance de Dominique P., agissant conjointement et solidairement tant pour eux que pour leurs parents et alliés, d'une part,

Et Jean Dominique P., propriétaire cousin germain de Jean P., détenu dans les prisons de Nîmes, agissant tant pour lui que pour son dit cousin et ses autres parents et alliés, de la même part.

Et François Antoine P., notaire, cousin issu de Germain du prévenu V. C., de Valle di Mezzana, et d'Antoine François P., tué il y a un an sur la place de la maison commune ; Augustin S., maire de Sari, gendre du précédent, allié du 3^e au 4^e degré du prévenu et du mort, et Marc P., propriétaire laboureur oncle germain du prévenu et du mort agissant conjointement et solidairement, tant pour eux que pour leurs parents et alliés, d'autre part.

Et Mathieu F., propriétaire oncle issu de germain du prévenu et du mort, agissant tant pour lui que pour ses parents et alliés de la même part.

Déplorant les désastres publics et particuliers qui ont été la suite de leurs querelles et de leurs inimitiés.

Persuadés plus que jamais par les lumières de la Foi et par l'expérience de leur propre disgrâce que la Paix apportée au monde par le Fils de Dieu est le plus beau présent que le Ciel ait pu faire à la terre ; attendu que si la Paix avec Dieu est la garantie nécessaire du salut éternel des âmes, la paix entre les hommes est l'élément indispensable de leur bonheur, même temporel ; qu'elle seule peut assurer la sécurité des individus, la prospérité des familles, le progrès et la félicité des peuples.

Convaincus que cette paix, digne objet des vœux de tous les gens de bien, ne peut être stable, qu'autant qu'elle est assise sur les principes immuables de l'éternelle Vérité, sur la charité, le support mutuel, le pardon des injures, l'amour

(1) Id. est : d'une blessure qui aurait pu être mortelle.

des ennemis, la bienveillance envers tout le monde, vertus tant recommandées par Notre-Seigneur dans son Evangile, dont toute la morale a été si admirablement résumée, dans ce sublime commandement : « Aimez-vous les uns, les autres, comme je vous ai aimés ! »

Considérant que le Sauveur des hommes, pour donner plus de force à son divin précepte, l'a sanctionné par son exemple, en pardonnant du haut de la Croix à ceux qui ly avaient attaché, et que pour nous en faciliter la fidèle observance, il a fait du pardon que nous accorderions aux autres une condition de la rémission de nos propres offenses.

Désireux avant tout de mettre en sûreté leur immortelle destinée, en acceptant de Dieu la paix qu'il a daigné lui-même leur offrir le premier, durant ces jours de grâce et de salut, par l'organe de ses envoyés.

Voulant d'un autre côté épargner à leur pays les funestes conséquences d'une inimitié qui n'a déjà que trop fait couler de larmes et de sang, lui préparer autant qu'il est possible en eux un meilleur avenir en déposant leurs haines et leurs antipathies, en cimentant entre eux une nouvelle alliance fondée sur la concorde et sur la charité fraternelle.

Pénétrés de reconnaissance pour leur premier Pasteur, à la médiation duquel ils doivent ce concert de vœux et de sentiments, et auquel ils ont à cœur de donner en cet instant un gage solennel de leur vénération profonde et de leur soumission filiale à ses paternelles représentations.

Regardant enfin comme un devoir sacré de laisser à leurs enfants et à tous leurs descendants un témoignage éclatant de leur foi, de leur obéissance et de leur patriotisme, qui puisse au besoin servir d'exemple à tous ceux qui auraient en le malheur de subir comme eux le fléau des inimitiés.

Par ces motifs :

1° Les soussignés se sont jurés et se jurent spontanément un éternel oubli de leurs mutuelles injures, un pardon absolu, et à jamais irrévocable de tous les torts connus ou inconnus, qu'ils pourraient avoir à se reprocher les uns envers les autres :

promettant de s'aimer désormais et de se traiter en frères, de s'obliger mutuellement, et de s'entraider en toutes rencontres.

2° Etienne P., s'oblige en particulier non seulement à ne faire aucune démarche tendant à solliciter soit en justice, soit en dehors des tribunaux la punition ou la réparation de l'attentat commis contre sa personne, ni à rien faire en un mot qui puisse aggraver la punition de celui qui pourrait en être l'auteur, mais à user au contraire, afin de l'adoucir de tous les moyens que l'honneur et la conscience lui permettront d'employer.

3° De leur côté, François P., Augustin S., et Marc P., se font garants solidaires pour le prévenu V. C. leur parent, répondant que ce dernier, non seulement ne troublera jamais la paix, mais s'éloignera de l'île avant la fin du mois de juin prochain, et n'y rentrera que pour se constituer entre les mains de la Justice, ou qu'après avoir été mis par elle hors de prévention, François Antoine P. répond personnellement pour Pierre Ignace P., son parent, qui se trouve actuellement sur le continent italien.

4° Dans le cas où les personnes absentes déjà nommées et représentées par leurs parents viendraient à rentrer dans leurs foyers, elles participeront au bienfait du présent traité, sur les garanties qui y sont stipulées.

5° Pour la sûreté de la présente Paix, les P. d'une part et les P. et Stefanini de l'autre s'engagent solidairement et réciproquement, si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, le présent traité venait à être violé par le fait constaté de l'une des parties ou de l'un de ses adhérents, à payer à la partie lésée une amende de la somme de six mille francs.

Ainsi fait, promis, accepté et juré solennellement par les soussignés entre les mains de Monseigneur l'Evêque d'Ajaccio, dans l'église de l'ancien couvent de Sari, devant le Saint Sacrement exposé en présence de toute la population de Sari, et d'une foule d'étrangers accourus des pays voisins pour être témoins de cette solennité ; aux acclamations desquels les parties, après avoir protesté de la sincérité de leur réconciliation et de la franchise de leurs sentiments, se sont mu-

tuellement embrassées et donné le baiser de paix. La cérémonie s'est terminée par la Messe pontificale, la communion générale des hommes, le chant du Te Deum et la plantation solennelle de la Croix de la Mission.

Le présent acte a été rédigé et signé en trois originaux, pour être déposés, l'un entre les mains de Mgr l'Evêque, le second entre les mains d'Etienne P., le troisième de celles de François-Antoine P.

A Sari, le 10 mai 1842.

ANNEXE XLVI

Paix de San Gavino, 10 octobre 1879

(La paix qu'on va lire a été citée par Bourde op. cit. p. 151, mais nous croyons utile de la reproduire. Les faits qui la précèdent sont les suivants. Une contestation de nature électorale provoqua en janvier 1878 le meurtre d'un Pietri par un Nicoli. Une vendetta s'en suivit mettant en campagne une vingtaine de personnes des deux familles. Plusieurs meurtres eurent lieu de chaque côté. Un député du département et le Préfet intervinrent comme pacieri. Voici le texte du traité qui fut conclu :)

« Les soussignés voulant mettre un terme à la sanglante inimitié qui a éclaté entre eux, ayant le plus vif désir de contracter la paix sincère et durable et de donner ainsi un exemple salubre d'humanité et d'abnégation, se sont engagés sur l'honneur, devant Dieu et devant les hommes, à remplir les conditions suivantes :

Article Premier. — Toutes les hostilités cesseront à partir de ce jour entre les parties contractantes qui s'engagent sur la foi du serment à respecter et à observer rigoureusement la paix intervenue entre elles.

Art. II. — Les prévenus se constitueront prisonniers entre les mains de la force publique le même jour et à la même heure.

Art. III. — En ce qui concerne ces prévenus, chacune des parties contractantes, tout en laissant la justice suivre son cours, se réserve toutefois le droit de l'éclairer, mais en employant les moyens les plus honnêtes et les plus loyaux, et de respecter les décisions de la justice.

Les soussignés déclarent que ces engagements ont été pris devant MM. Ch. Abbatucci, député, Severin Abbatucci, ancien député et Marc Antoine Trani, avocat, qui ont signé le présent acte pour lui donner une plus grande autorité morale, et dont les généreux efforts combinés avec ceux de M. Delasalle, préfet de la Corse qui s'est fait représenter dans le cours des négociations par M. le Sous-Préfet Bonfanti ont amené une réconciliation si désirable sous tous les rapports.

Suivent les signatures de 29 Nicoli, de 22 Peretti, de 24 Pietri et de 7 Agostini. Puis cette annexe :

« Les prévenus qui doivent se constituer prisonniers à la première réquisition de MM. Abbatucci et Trani sont d'une part, les nommés Pietri, don Joseph et Pietri Martin de François Pietri, et d'autre part Nicoli Camille de Pierrino et Nicoli Jacques, de feu François.

Fait à San Gavino le 10 octobre 1879.

Signé : Ch. Abbatucci,
Séverin Abbatucci
M. A. Trani.

ANNEXE XLVII

Paix de San Gavino, 11 septembre 1883.

(Extrait du « Journal de la Corse »)

Écoulant les sages conseils d'un parent, et d'un ami commun, M. Jacques Alphonse de Peretti, ancien Maire de Levie; pleins de regrets sincères des malheurs causés à leurs deux infortunées familles par la longue et sanglante inimitié qui les divise; convaincus et profondément désolés avec tout le repentir du cœur, que les perfides insinuations, les impostu-

res, les faux rapports des malveillants ont occasionné la rupture de leur première paix et ont provoqué encore un autre malheur si déplorable ; promettant fermement et sans arrière-pensée de se dépouiller de toutes les rancunes et de ne plus se laisser égarer ; voulant prévenir des malheurs passés et comprenant enfin qu'il est de l'intérêt des deux familles de conclure une paix franche, loyale et durable, les Pietri et les Nicoli de San Gavino ont déclaré à M. Jacques Alphonse de Peretti que si, par ses bons offices, la paix nécessaire aux deux familles pouvait être conclue, ils lui en seraient éternellement reconnaissants, et lui ont affirmé sur leur honneur qu'il pouvait se porter garant de leur bonne foi ; qu'ils étaient d'ailleurs prêts à faire en l'Eglise de San Gavino le serment public et solennel d'observer religieusement la paix conclue, et au besoin de se prêter mutuellement aide et assistance.

Confiant dans la parole donnée à laquelle aucun membre des deux familles ne voudrait certainement manquer ; après avoir autorisé leur parent et ami commun M. Jacques Alphonse de Peretti, à la garantir, les Pietri et les Nicoli se sont rendus le 11 septembre 1883 vers midi en l'église de San Gavino, et là, les deux familles étant réunies, en présence de leurs parents et amis respectifs soussignés, d'une assistance nombreuse et de leur bienfaisant médiateur M. Jacques Alphonse de Peretti, parent et ami commun, ils ont prêté le serment suivant :

« Sur le Christ ici exposé, devant Dieu et devant les hommes, sur notre foi de chrétien et sur notre honneur de Corse, nous jurons, à partir de ce jour, de déposer les armes, de renoncer à toute idée de vengeance, de vivre en paix, comme nous aurions dû toujours le faire, déclarant impie, indigne du nom de Corse et à jamais rejeté de notre famille, celui d'entre nous, s'il pouvait s'en trouver un seul, ce qu'à Dieu ne plaise, capable de manquer à la foi jurée, le maudissant dans sa personne et dans sa postérité, et nous engageant à le livrer nous-même à la Justice.

Ce serment prêté, M. Jacques Alphonse de Peretti a fait connaître à l'assistance que, avant de convoquer les familles Pietri et Nicoli en l'Eglise de San Gavino, afin, d'y donner au

traité de paix la consécration d'un serment public et solennel, il a reçu des Nicoli la promesse formelle que Nicoli Jean-Baptiste et Nicoli Don Jacques, actuellement au maquis, se constitueraient prisonniers, condition sine qua non de la conclusion de la paix et acceptée par les susdits Nicoli, prévenus, ce que les Nicoli présents ont confirmé sur la demande de M. Jacques-Alphonse de Peretti. Il a ensuite déclaré que les familles Pietri et Nicoli sont convenues de s'en rapporter à lui pour la manière et la date de la constitution.

Les Pietri et les Nicoli se sont alors donné le baiser de paix en se souhaitant la paix et l'union la plus parfaite. Et de tout, il a été dressé en triple original le présent procès verbal, lu à l'assistance avant de se séparer, pour être par les soins de M. Jacques Alphonse de Peretti transmis aux différents journaux du Département, afin que la Corse entière soit témoin des engagements pris aujourd'hui par les familles Pietri et Nicoli de San Gavino.

Ont signé :

Les Pietri et les amis des Pietri, etc., etc.

Les Nicoli et les amis des Nicoli, etc., etc

ANNEXE XLVIII

Traité de Paix de Carbinì

(Extrait de « Bastia-Journal » N° du 15 juillet 1904)

A Carbinì

« On se rappelle les deux drames sanglants qui attristèrent le 1^{er} mai la commune de Carbinì. Au moment de la clôture du scrutin, plusieurs coups de feu, partis-on ne sait comment, ayant été entendus dans l'intérieur de Carbinì, les partis qui se disputaient l'élection crurent que les Giuseppi avaient tiré sur les Nicolai, ou les Nicolai sur les Giuseppi. Sans chercher à contrôler cette impression, tout le monde étant armé, un membre de la famille Giuseppi et un membre de la famille

Nicolai firent feu immédiatement, le premier sur l'abbé Nicolai, le second sur Jean Giuseppi. On ne peut établir, et il sera impossible de le faire, tant l'émotion causée par les premières détonations était grande à Carbini, lequel des deux meurtriers a ouvert le feu. Provoqués précédemment par ceux qui avaient retentis, ainsi que tout le monde est d'accord pour le reconnaître, les deux coups qui ont fait deux victimes, ont dû être tirés simultanément, Jean Giuseppi expira aussitôt, il était déjà mort lorsqu'on le releva ; l'abbé Nicolai rendit le dernier soupir le lendemain, il était le fils du maire de Carbini. De sa main défaillante, il écrivit, après sa déclaration à la gendarmerie, ce mot touchant : « Je pardonne ».

(Le 7 juillet, M. Vincent de Peretti, juge de paix de Levie, entreprit avec plusieurs autres personnalités, notamment le Chanoine Maestrati et le Commandant Ceccaldi, d'amener les parties à se réconcilier. Au cours des pourparlers, une série d'autres notabilités concoururent à aider M. Vincent de Peretti, pacere principal. La paix fut enfin conclue.

« Aussitôt, tous les membres des familles en cause se donnèrent l'accolade. Puis, M. le curé Maestrati invita les assistants à entrer dans l'église où, après avoir prononcé un admirable sermon, d'une éloquence profonde, et chanté un « Te Deum », il appela près de l'autel les parties contractantes. Elles prêtèrent serment solennel devant Dieu et devant les hommes, de respecter à jamais les engagements pris, la foi donnée, et de vivre désormais en paix. La formule haute et simple du serment, le silence ému de la nombreuse assistance, l'attitude loyale des parties, tout disait nettement que ceux qui donnaient si solennellement leur parole n'y manqueraient jamais.

C'était l'impression exacte et le vœu de tout le monde. »

NOTA. Les documents publiés dans ces annexes ont été reproduits avec l'orthographe italienne ou française adoptée par les originaux.

BIBLIOGRAPHIE

DIVISION DE LA BIBLIOGRAPHIE

PREMIÈRE PARTIE. — **Histoire générale.** — A. Corse. — B. Italie.
— C. Gênes. — D. Pise. — E. Sardaigne.

DEUXIÈME PARTIE. — **Histoire, Annales, Relations particulières à une époque.**

A Antiquité et Moyen Age;

B XV^e et XVI^e siècles :

1^o Les chroniques corses;

2^o Relations;

3^o Histoire particulière à une période.

C. XVII^e, XVIII^e siècles : Relations ; Mémoires ; Ouvrages de polémique :

1^o Sous le Gouvernement de Gênes;

2^o Gouvernement du roi Théodore :

3^o Gouvernement de Paoli :

4^o La Corse sous la Monarchie française;

5^o La Corse et la Révolution française;

6^o Le royaume anglo-corse.

D. XIX^e siècle :

1^o Correspondances, mémoires, mœurs, coutumes :

2^o Etudes sur la criminalité en Corse, et la répression pénale;

3^o Voceri, lamenti, ballate, contes populaires;

4^o Romans locaux relatifs à la vengeance privée;

5^o Revues et journaux corses.

TROISIÈME PARTIE. — Sources documentaires du droit Corse. — Origines, — Etudes critiques.

Première section. — Sources directes.:

I — Documents généraux pour la Corse ;

II — Documents spéciaux à une ville ou une région :

1° Libri Rossi : A. Bastia ;

B Ajaccio ;

C Calvi.

2° Statuts des Seigneuries ;

III — Ceppi ou registres de notaires sous le régime génois ;

IV — Archives :

1° Archives départementales de la Corse ;

2° Archives de l'Evêché d'Ajaccio ;

3° Archives de la Ville d'Ajaccio ;

4° Archives de Bonifacio ;

5° Archives de Calvi.

Deuxième section. — Origines immédiates du Droit corse :

A Renseignements généraux et recueils d'ensemble ;

B Origines pisanes ;

C Origines génoises.

Troisième section. — Etudes sur le Droit Corse.

QUATRIÈME PARTIE. — Documents sur le rôle de l'Eglise en Corse relativement à la vendetta et aux paci.

CINQUIÈME PARTIE. — Droit comparé :

I — Législations et coutumes relatives à la vendetta en des pays divers.

II —¹ Législations et coutumes relatives à la vendetta et ayant pu exercer une action sur les coutumes corses :

A Législation lombarde et droit populaire germanique ;

B Législation et coutumes sardes (1).

C Coutumes préislamiques, arabes, berbères.

(1) Le voisinage entre la Sardaigne et la Corse a certainement entraîné à toute époque des échanges fréquents dans tous les domaines. Le droit sarde ancien a été très pénétré de droit pisan.

BIBLIOGRAPHIE⁽¹⁾

PREMIÈRE PARTIE

Histoire Générale

A. — Corse

M. G. D. C. (GAURY DE CHAMPGRAND). — *Hitoire de l'isle de Corse*, contenant en abrégé les principaux événements de ce pays, etc. — Nancy, 1749.

CAMBIAGI. — *Istoria del Regno di Corsica*. — Firenze 1770-71.

DE GERMANES (Abbé). — *Histoire des Révolutions de Corse*. — Paris 1771.

Histoire de l'île de Corse (Anonyme, mais elle est de Pomereuil) — Berne, 1779. — (Le livre a été écrit avant 1770, mais des adjonctions ont été faites en 1774.)

GIO : PAOLO LIMPERANI. — *Istoria della Corsica, da Tirreni suoi primi abitatori fin al secolo XVIII*. — Roma 1779. — (Le second volume a paru en 1780, postérieurement à la mort de l'auteur. L'ouvrage contient des développements sur l'époque de la domination romaine.)

RENUCCI (F. O.). — *Storia di Corsica*, — Bastia, 1833-1834. — (Intéressante surtout à partir de 1729.)

(1) L'abréviation B.S.S.H.C. signifie *Bulletin de la Société des Sciences historiques de Corse*.

- JACOBI (J. M.). — *Histoire générale de la Corse*. — Paris 1835.
- GREGOROVIVS. — *Histoire des Corses*. — Trad. de l'allemand par P. Lucciana (B.S.S.H.C). — Bastia 1881.
- FRIESS (C.). — *Histoire de la Corse depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*. — Bastia 1852.
- VIALE (Salv.). — *Delle mutazioni dei reggimenti politici in Corsica*. — (Extr. dall' Archivio storico italiano, nuova serie t. XIV, p. I.)
- DE LEMPS (Abbé). — *Panorama de la Corse* (ou Hist. abrégée de cette île). — Montpellier, 1862.
- La Corse historique depuis l'antiquité jusqu'à l'an 1769*. (Broch. Très incomplet exposé.) — 1884.
- COLONNA DE CESARI ROCCA. — *Histoire de la Corse*. — Paris, 1890. — (A consulter particulièrement pour le Moyen-Age)
- BARTOLI (Abbé). — *Histoire de la Corse*. — Paris 1898. — (Le premier volume seul a paru. Contient des renseignements intéressants sur certains usages superstitieux. Il y a aussi quelques voceri.)
- GIROLAMI CORTONA (F.). — *Histoire de la Corse*. — Bastia 1906.
- AMBROSI (A.). — *Histoire des Corses et de leur civilisation*. — Bastia 1914
- DE CESARI ROCCA et VILLAT. — *Histoire de Corse*. — Paris 1916.

B — Italie

- SISMONDI (J.C.L.). — *Histoire des Républiques italiennes au Moyen-Age*. — Paris 1809.
- QUINET (E.). — *Les Révolutions d'Italie*.
- LA FARINA. — *Storia d'Italia narrata al popolo italiano*. — Firenze, 1846-1851.

C — Gènes

- ASSERETO (Gl.). — *Genova e la Corsica, 1358-1378*. — Bastia, 1901.

GIUSTINIANO (A., Evêque du Nebbio). — *Castigatissimi annali della Republica di Genova*. — Genova, 1537.

PETRO BIZARRO SENTINATI. — *Senalus populusque genuensis Rerum domi forisque gestarum historiae atque annales...* Antuerpiae, 1579. (En frontispice les armes de Gènes. L'ouvrage contient les « Nouvelles lois de la République de Gènes » qui ont suivi la réforme constitutionnelle de A. Doria.)

BONFADIO (J.). — *Annalium genuensium Javobi Bonfadij libri quinque ab anno 1528 recuperatae libertatis usque ad annum 1550, etc., nunc primum ad lucem editi, etc.* 1586, Papiæ.

CASONI (Filipo). — *Annali della Republica di Genova del secolo decimo sesto...* In Genova 1708. (Parle brièvement des origines, mais fait surtout l'histoire des XVI et XVII^e siècles. Pour les périodes antérieures, l'auteur a usé assez servilement des vieilles chroniques corses.)

VINCENS (Emile). — *Histoire de la Répub. de Gènes*. — Paris, 1842.

CANALE. — *Nuova istoria della Republica di Genova*. — Florence, 1858-1864.

D. — Pise

Dissertazione del dominio antico pisano sulla Corsica, composta da un professore dell' Università pisana. (Probablement Tanucci). — 1760, Venezia.

TRONCI (Mgr.). — *Annali pisani*. — Pisa, 1828.

MONTAZIO. — *Annali di Pisa*. — 1842.

COLONNA DE CESARI ROCCA. — *Origines de la rivalité des Pisans et des Gènois en Corse*. — Gènes, 1901.

MURATORI (L.A.). — *Annali d'Italia dal principio dell' era volgare sino all' anno 1750, etc...* — 1762-70.

E. — Sardaigne

DON GERONIMO ZURITA. — *Annales de la Corona de Aragon*. — 1610.

- DE USTARROZ (Don Juan Francisco). — *Coronationes y juras de los reyes de Aragon, escritas per Geronimo de Blancas*. — Caragoça, 1641.
- MAMELI DE' MAMELI (Don Giovanni). — *Le Costituzioni di Eleonora o Carta de Logù*. Illustrata. — Roma, 1805.
- BESTA. — *La Sardegna Medievale*. — Reber, 1909, Palerme.
- SOLMI. . . *Studii storici sulle istituzioni della Sardegna del Medio Evo*. — Ed. par la Società Storica Sarda. — Cagliari 1917.
- MIMAUT. — *Histoire de Sardaigne ou la Sardaigne ancienne et modernè*, etc. — Paris, 1825.
- MOLARD (Fr.). — *Documents concernant l'histoire de la Corse*. — Biblioth. Nationale-fonds italien n° 1693-94-96.
- MANNO (G.). — *Storia moderna della Sardegna*. — Firenze 1858.

DEUXIÈME PARTIE

Histoire, Annales, Relations particulières à une époque

A. — Antiquité et Moyen-Age en Corse

- MICHON (E.). — *L'administration de la Corse sous la domination romaine*. — Mélanges d'archéologie et d'histoire, 1888, t. VIII, p. 411.
- MOMMSEN. — *Corpus inscriptionum latinorum*, t. X, p. 838 et n° 8034 à 8038.
- ESPERANDIEU. — *Inscriptions antiques de la Corse*. — Bastia, 1893.
- MOMMSEN ET MARQUARDT — *Manuel des antiquités romaines*, t. IX. — *Organisation de l'Empire romain*, par J. Marquardt, t. II. Trad. Lucas et Weiss.

BOUREULLE (De). — *La Corse historique depuis l'antiquité jusqu'à 1769*. — Epinal, 1884.

POLI (X). — *La Corse dans l'antiquité et le Haut Moyen-Age*. — Paris, 1907.

COLONNA DE CESARI ROCCA. — *Recherches sur la Corse du Moyen-Age*. — Gênes, 1901.

JARRY (E.). — *Les origines de la domination française à Gênes (1392-1402)*. — Paris, 1896.

SALVATORE VITALE (Il R. P.). — *Chronica Sacra-Santuaria di Corsica, etc., in Fiorenza, 1639*. (L'ouvrage commence par un bref récit sur l'origine historique des peuples de Corse et sur les dominations successives qu'ils ont subies jusqu'à l'apparition du christianisme. Une grande partie du récit est purement légendaire.)

LETTERON. — *Notice historique sur l'île de Corse depuis ses origines jusqu'à l'établissement de l'Empire romain*. — Bastia, 1911.

LETTERON. — *La Corse dans la correspondance de Grégoire le Grand*. — (B.S.S.H.C.), 1881-82.

Traité par lequel Gênes cède la Corse à la Société de la Maona. — (Pub. par Letteron, Bastia, 1881.)

Série de conventions entre l'Office de Saint Georges et des Seigneurs Corses. — (Vinciguerra di Brando, les Da Mare, Rinuccio de Lecca, les d'Istria, Giudice della Rocca, pub. par le B.S.S.H.C., de 1881 à 1883).

AMBROSI (A.). — *La Banque de Saint Georges et la Corse au XIV^e et au XV^e siècle*. — Bastia, 1912.

MOLARD. — *Essai sur l'origine et l'organisation de la Banque de Saint Georges*. — Paris, 1880.

B. — XV^e et XVI^e siècles

I^o. LES CHRONIQUES CORSES

FILIPPINI. — *La historia di Corsica nella quale si narrano tutte le cose seguite da che si cominciò habitare insino all' anno*

1594 con una generale descrizione dell' isola, tutta divisa in tredici libri, de quali i primi nove ebbero principio da Giovanni della Grossa, proseguendo anchora a quello Pier' Antonio Monteggiani è doppio Marc' Antonio Ceccaldi e furono raccolti et ampliati dal molto Reverendo Antonpietro Filippini archidiacono di Mariana e li quatro ultimi fatti da lui stesso, etc. Turnon 1594 (La « description de l'île » est la reproduction du « Dialogo nominato Corsica » de Giustiniani, évêque du Nebbio (1470-1536) qui contient notamment des indications intéressantes sur l'Office de Saint-Georges. Giovanni della Grossa a vécu de 1388 à 1464. Sa chronique va jusqu'à cette dernière date, Monteggiani pousse le récit des événements jusqu'à 1525. Ceccaldi (1521-1560) relate ceux qui se sont produits de 1526 à 1559). Enfin Filippini, né en 1529, continue la chronique de 1559 à 1594. La deuxième édition de l'ouvrage de Filippini a paru à Pise, 1828. La dernière a eu pour auteur l'abbé Letteron sous la forme d'une trad. française, 1888. Une édition intermédiaire a été faite par Gregorj).

PIETRI CYRNEI, *clerici alerionensis*. — *De Rebus Corsicis a temporibus romanorum usque ad annum 1506*, publié par Muratori, tome xxiv des « *Rerum Italicorum scriptores* .» — En 1834, Grégorj a donné une traduction italienne du texte latin. Ce texte, avec une traduction française, a été édité à nouveau en 1884 par l'abbé Letteron, B.S.S.H.C.

A rapprocher des chroniques, l'étude qui en a été faite par Colonna de Cesari Rocca :

CESARI ROCCA (C. de). — *L'Evolution de l'historiographie Corse*. — Paris, 1916.

II°. RELATIONS

BELGRANO. — *Un assassinio politico nel MCCCCXC*. — (Il s'agit de Renuccio de Leca) Estratto dalli atti della Società Ligure di storia patria, vol. XIX (Extrait lui-même des archives d'Etat de Gènes et publié à nouveau en 1889. — B.S.S.H.C.)

III°. HISTOIRE PARTICULIÈRE A UNE PÉRIODE

ANTONII ROCCATAGLIATAE. — *Bellum Cyrnicum*. — (Roccatagliata fut nommé en 1581 historiographe officiel de la Seigneurie). Publication en 1887, B.S.S.H.C. par l'abbé Letteron.

MERELLO. — *Della guerra fatta da' Francesi e de' tumulti suscitati poi da Sampiero da la Bastelica nella Corsica.* — 1667.
— (L'auteur s'est largement inspiré du livre précédent, écrit par son oncle Rôccatagliata).

P. MARINI. — *Gênes et la Corse après le traité de Cateau Cambrésis.* — Documents et préface. B.S.S.H.C. 1911-1912).

C. — XVII^e-XVIII^e siècles :

Relations — Mémoires — Ouvrages de Polémique

1^o. SOUS LE GOUVERNEMENT DE GÈNES

MARZOLACCIO (*Giovan-Battista*). — *Compendiosa descrizione delle cose di Bonifacio.* — Bologna 1625.

Journal de la campagne de M. le Baron Vachtendonck en Corse en 1731 (auteur inconnu). — Pub. B.S.S.H.C., 1889.

SIMON FABIANI. — *Testament politique* (1736). Il a été rédigé par le chanoine Orticoni. — (Pub. B.S.S.H.C. 1889),

JAUSSIN. — (Ancien Apothicaire Major des camps et armées de S. M. Très Chrétienne). — *Mémoires historiques militaires, et politiques sur les principaux événements arrivés dans l'Isle et Royaume de Corse depuis le commencement de l'année 1738 jusqu'à la fin de l'année 1741.* — Lausanne 1758. — (Le quatrième livre contient un recueil de lettres, documents, anecdotes, etc.)

P. GRAZIANI. — *Maillebois et l'insurrection Corse.* — 1739-1742, Mâcon, 1909.

DE BUTTAFOCO. — *Raguagli delli ultimi tumulti seguiti nell'isola di Corsica.* — 1731. — (Sous le nom corse de Buttafoco se cache en réalité un Gênois).

Lettera di un Corso ad un suo amico nazionale abitante in terra ferma. — Anonyme (Réponse au pamphlet précédent) 1732.

Lettera in cui si espongono e si confutano le pretese ragioni dei popoli sollevati di Corsica, etc. — C'est la nouvelle réponse d'un Gênois).

Disinganno intorno alla guerra di Corsica scoperto da Curzio Tulliano Corso ad un suo amico dimorante nell'Isola. —

- 1736, Colonia e Trevigi. — (Anonyme, mais attribué à l'Evêque Natali d'Oletta).
- Riposta ad un libello famoso intitolato: Disinganno intorno etc. da Tulliano Corso, co cui l'autore ha preteso di difendere come lecita la ribellione di alcuni Corsi contro la Seren. Repub. di Genova.* — Friburgo, 1737. — (C'est la réponse gènoise).
- Giustificazione della Rivoluzione di Corsica e della ferma risoluzione presa da' Corsi di non sottomettersi mai più al dominio di Genova.* — Oletta 1758. — Anonyme, mais notoirement attribué à l'abbé Salvini. (C'est la suite de la polémique sur le soulèvement du peuple corse. Cet ouvrage publié sous l'inspiration de Paoli a eu une diffusion considérable pour l'époque, et des éditions innombrables. La seconde est de 1764, Corte).
- Manifesto della Seren. Repub. di Genova con le riposte da un Corso.* — Campoloro 1760.
- Memoria apologetica sull'ultima rivoluzione dell' Isola di Corsica,* 1760. — (Semble un résumé de la Giustificazione). Autre édition en 1763.
- Pratica delli Capi ribelli Corsi giustiziati nel Palazzo Criminale* (7 maggio 1746). — Extrait des Archives de Gènes et annoté par de Caraffa et Lucciana frères ; B. S. S. H. C. 1885.
- ROSTINI. — *Mémoires.* — Pub. et trad. par Letteron, 1882. (B. S. S. H. C.). — Le titre exact est : *Memorie delle rivol. di Corsica.* L'abbé Rostini (1710-1773) a été Trésorier-payeur général de Paoli. Son récit va de 1729 à 1741. Il avait réuni en outre deux volumes de documents qui n'ont pas été retrouvés.
- PICCIONI (Camille). — *L'ordre de Malte et la Corse.* — Paris, 1916. (Au sujet des tractations intermittentes qui eurent lieu notamment de 1746 à 1755 entre certains Corses et l'Ordre de Malte). Documents jusqu'alors inédits du Ministère des Affaires étrangères.
- MORETTI. — *Corse. La Constitution de J.-J. Rousseau,* Th. 1910.
- ROSSI (Abbé Ambrogio). — *Osservazioni storiche sopra la Corsica.* — 17 livres publiés dans le texte italien par l'abbé Letteron. B. S. S. H. C. 1898). — Bien que l'ouvrage de Rossi soit un exposé de l'histoire corse depuis les origines, c'est

surtout pour le xvin^e siècle et le début du xix^e qu'il constitue une remarquable source de renseignements. Rossi relate en effet pour cette période des événements dont il a été contemporain lui-même, ou dont il a recueilli le récit de témoins contemporains.

GARELLI. — *Les institutions démocratiques de la Corse jusqu'à la conquête française*. — Th. Paris, 1906.

II^e. GOUVERNEMENT DU ROI THÉODORE

Histoire des révolutions de l'isle de Corse et de l'élévation de Théodore I^{er} sur le trône de cet état. — Anonyme. — La Haye 1738 — Ce livre est écrit en Français, mais il existe une traduction italienne de 1739. — Il semble avoir été inspiré par Théodore lui-même.

VARNHAGEN. — *Théodore I^{er}, roi de Corse*. Trad. de l'allemand par P. Farinole. — Bastia 1894. — (Extrait des « Monuments biographiques » du Comte Varnhagen Von Ense, publiés de 1824 à 1830.

JOLLIVET. — *Un roi Corse au xvin^e siècle*.

A. LE GLAY. — *Théodore de Neuhoff, roi de Corse*. — Monaco, 1907.

III^e. GOUVERNEMENT DE PAOLI

Documents sur la Corse au xvin^e siècle. — Bibliothèque Nationale, Fonds italien, n^o 858.

Notés historiques sur la Corse. — B. N., Fonds français, n^o 8965.

Pièces sur l'histoire de la Corse. — B. N., Fonds français. N^o 13-424.

FONTANA. — *La constitution du Généralat du Général Paoli en Corse*. — Th. 1907. —

Lettres de Paoli. — Publ. par le Docteur Perelli. — B. S. S. H. C. — 1881-1899.

Lettres de Paoli. — Publ. par De Morati Gentile (même bul. 1900).

BOSWELL (L'écuyer Jacques) — *Relations de l'isle de Corse*. — *Journal d'un voyage dans cette Isle et mémoires de Pas-*

- cal Paoli*. — (Ces prétendus mémoires sont en réalité une sorte d'interview). — Trad. de l'anglais par Du Bois. — La Haye, 1769. — Cet ouvrage a eu une quantité considérable d'éditions en plusieurs langues. — Boswell, son auteur, est venu en Corse en septembre 1765.
- ARRIGHI (A.). — *Histoire de Pascal Paoli ou la dernière guerre de l'indépendance (1755-1807)*. — Paris, 1845.
- GIAMARCHI (abbé Fr. Maria). — *Vita politica di Pasquale Paoli*.
- DE BUTTAFOCO (Comte de). — *Fragments pour servir à l'histoire de Corse de 1764 à 1769*. — Bastia, 1859 (On y trouve des lettres de Buttafoco père, à J.-J. Rousseau). — L'ouvrage a pour but de justifier Buttafoco père (Mathieu Buttafoco) des reproches que lui avaient adressés certains Corses de l'entourage de Paoli d'avoir trahi les intentions de celui-ci dans les tractations avec Choiseul qui ont précédé l'annexion de l'île à la Couronne.
- P. MARINI. *La Consulte de Caccia et l'élection de Pascal Paoli (1755)*. — B.S.S.H.C., 1913.
- GUELFUCCI (*Le P. Bonfiglio*). — *Memorie per servire alla storia delle Rivoluzioni di Corsica del 1729 al 1764*. — Publ. par Ollagnier et Lucciana. — Bastia 1882.
- Carteggio fra Pasquale Paoli (et le duc de Choiseul)*. — Publ. par l'abbé Letteron, 1886.

IV. LA CORSE SOUS LA MONARCHIE FRANÇAISE

- Correspondance de Monsieur Jadart. — Commissaire des guerres en Corse avec le Comte de Marbœuf. — 1767-1769*. (Publ. par Campocasso. — B.S.S.H.C. 1882-1889).
- DE LENCHÈRES (*Chevalier de*). — *Journal des Campagnes de 1763 à 1769*. — (Publ. B.S.S.H.C. 1889).
- Mémoires historiques sur la Corse par un officier du régiment de Picardie, 1774*. (Publ. par De Caraffa, Bastia 1889). L'auteur venu en 1774 avec son régiment est resté trois ans en Corse. Ses mémoires débutent par une lettre justificative de M. de Cursay, et une autre de M. de Chauvelin sur les événements de 1747.

Ouvrage précité de Rossi.

Deux députations des Etats de Corse à la Cour de France (1775-1785). — Pub. par Letteron 1912.

BELLIN. — *Description géographique et historique de l'Isle de Corse pour joindre aux cartes et plans de cette Isle par le sieur Bellin, Ingénieur de la Marine.* — Paris, 1769. — (L'exemplaire que nous avons consulté et qui appartient à Mme Ilari, porte l'ex-libris : Bigot de Préameneu) La partie historique de cet ouvrage est empreinte d'un vif parti-pris de dénigrement du peuple cors.

GAUDIN (l'abbé). — *Voyage en Corse, et notes sur l'amélioration de cette isle.* — 1787.

V°. LA CORSE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

GUÉRIN (Charles). — *La Corse aux Etats-Généraux de 1789.* — Ajaccio, 1864.

Documents pour servir à l'histoire de la Corse pendant la Révolution française. — Pub. B.S.S.H.C., 1890 à 1894.

Correspondance du Comité supérieur siégeant à Bastia, (mars-septembre 1790). — Pub. par Letteron, même bull. 1894-1897.

VI°. LE ROYAUME ANGLO-CORSE

Vie et lettres de Sir Gilbert Elliot, vice-roi de la Corse. — Pub. par S. de Caraffa. — Bastia 1899.

Correspondance de Sir G. Elliot avec le Gouvernement anglais. — Pub. et trad. par de Caraffa. — B.S.S.H.C. 1894-97.

RIBAULT DE LANGARDIÈRE. — *Etude sur le code Anglo-Corse.* Bastia, 1863.

JOLLIVET. — *Le royaume Anglo-Corse (1794-1797)* — Paris, 1896.

D. — XIX Siècle

I°. CORRESPONDANCE — MÉMOIRES MŒURS — COUTUMES

Lettres de Napoléon I^{er} concernant la Corse, de 1796 à 1815. — B.S.S.H.C. — 1912.

MIOT DE MELITTO. — *Mémoires*. — 1858.

Voyages dans les Départements de la France. — Départements du Liamone et du Golo, par les Citoyens Lavallée et Brion père et fils. — Paris, an X.

Statistique du Département du Golo par le citoyen Pietry, préfet. — Pub. par ordre du Ministère de l'Intérieur. — Paris an X.

G. FEYDEL. — *Mœurs et coutumes des Corses.* — Paris, an X. (La première édition date de plus de 3 ans avant 1799).

P. POMPEL. — *Etat actuel de la Corse, Caractères et mœurs des habitants.* — Paris 1821. — (Ce livre, inspiré par le Général Sebastiani, est une réponse au livre de Feydel).

VOLNEY. — *Etat physique de la Corse*, 1821. — (Dans les œuvres complètes, t. VI).

BON DE BEAUMONT. — *Observations sur la Corse.* — Paris, 1824. — L'auteur a été sous-préfet de Calvi, de 1820 à 1822.

BENSON ROBERT. — *Sketches of Corsica or a journal written during a visit to that island in 1823 with an outline of its history and specimens of language and poetry of the people.* — London, 1825.

ROBIQUET, M. F. — *Recherches. — Historiques et statistiques sur la Corse.* — Paris, 1825.

VALERY. — *Voyage en Corse, à l'île d'Elbe et en Sardaigne.* — Paris, 1837.

BLANCHI. — *La Corse.* — Rapport sur son état économique et moral en 1838. — Paris, 1841.

ARRIGHI (A.) — *Considérations sur les moyens d'améliorer l'état moral de la Corse et sur la véritable cause des homicides qui s'y commettent.* — 1848.

SORBIER. — *Esquisse de l'histoire et des mœurs de la Corse.* — Caen, 1848.

BALLAND. — *Compte-rendu d'une mission en Corse.* — Rapport au Ministre de l'Intérieur. — 1852.

HERNOUX. — *Rapport présenté à M. le Ministre de la Police Gé-*

nérale par la Commission instituée pour rechercher les moyens d'éteindre le banditisme en Corse. — 1853.

CHANAL. — *Voyage en Corse.*

GREGOROVIVS (Dr F.). — *Corstca.* — Voyage en Corse. L'auteur est un allemand, et très francophobe. La 1^{re} édition allemande est de 1851 (Stuttgart). Il y a une série d'éditions italiennes, dont la dernière est de l'italien Marchi (Rome 1912). Une édition française a été donnée par P. Lucciana et pub. B.S.S.H.C. — Bastia, 1884. — L'ouvrage contient des voceri.

MÉRIMEE. (Prosper). — *Notes d'un voyage en Corse.* — 1860. — Contient aussi des voceri

NICOLAO. — *Mémoire sur l'administration de la Corse.* — Broch. 1866. (C'est une peinture de mœurs électorales, avec plusieurs descriptions de fraudes, qui sont l'origine de vendette).

CAMPBELL (Miss). — *Notes on the island of Corsica.* — London 1868.

SAINT GERMAIN (Léonard de). — *Itinéraire descriptif de la Corse.* — Paris, 1869.

BENNETT (Dr James Henry). — *La Corse et la Sardaigne.* — Paris. 1876.

BONAPARTE (Prince Rolland). — *Une excursion en Corse.* — 1891

JUDET (E.). — *La question Corse.* — Paris, 1884.

BOURDE (Paul). — *En Corse.* — L'esprit de clan ; les mœurs politiques, les vendette, le banditisme. — Paris, 1887.

DEMOLINS. — *Les Français d'aujourd'hui.* — Chap. IV. — Le type Corse.

BIGOT ET ESCARD. — *Les mœurs rurales en Corse.* — 1890.

COLONNA DE CESARI ROCCA. — La vendetta dans l'histoire.

HAUSER (H.). — *Corse. Maux et remèdes.* — Revue politique et parlementaire — 1909. T. 61.

SUSINI (Charles de). — *La Corse et les Corses.* — Opinions et documents. — Paris, 1912.

QUANTIN (A.). — *La Corse*. — La nature, les hommes, le présent, l'avenir. — Paris, 1914. (Contient aussi un chapitre sur les dialectes corses, qui semble avoir ajouté peu de choses aux renseignements tirés d'Ortoli, de Gregorovius et de Mattei. — *Proverbes, locutions*, précédés d'une étude sur le dialecte de cette île. — *Maltei*. — Paris, 1867).

II. ÉTUDES SUR LA CRIMINALITÉ EN CORSE ET LA RÉPRESSION PÉNALE

LACERNE (H.). — Les forçats sous le rapport physiologique, moral et intellectuel, observés au bagne de Toulon. — Paris, 1841.

GERMOND DE LAVIGNE. — *Le banditisme en Corse*. — 1871.

MORAS (Procureur général à Bastia). — *La criminalité en Corse*. — Broch. Bastia 1886.

BOURNET (Dr.) *La criminalité en Corse*. — Lyon 1887.

BOURNET (Dr.). — *Une mission en Corse*. (Notes d'anthropologie criminelle) — 1887.

KOCHER (Dr.). — *Études sur le bandit corse Rocchini*. Lyon 1888.

PAOLI (Dr B.). — *Notes sur Rocchini et quelques causes de la criminalité en Corse*. — Lyon, 1888.

FALLOT (Dr.). — *Recherches sur l'indice céphalique de la population corse*. — 1889.

Riflessioni sul ristabilimento del giuri in Corsica. — Broch. 1832. — Anonyme.

PATORNI (F. M.). — *La Corse*. — Documents historiques, législatifs et judiciaires (1768 à 1842). — Paris, 1842.

DUFRESNE. — *De la répression pénale en Corse*. — Broch. Bastia, 1847.

III. VOCERI, LAMENTI, BALLATE, CONTES POPULAIRES

TOMMASEO (Nicolo). — *Conti popolari Toscani, Illirici, Greci*. — (4 volumes dont le 1^{er} sur la Corse). — Venezia 1841.

Saggio di versi italiani e di conti popolari corsi. — Bastia 1843.

ORTOLI (Frédéric). — *Les voceri de l'île de Corse.* — 1887.

MARCAGGI (J.-B.). — *Les chants de la mort et de la vendetta de la Corse.* — Paris, 1898.

ORTOLI (F.). — *Contes populaires de la Corse.* — Paris, 1883.
(forme le t. XVI de la collection : Littératures populaires de toutes les nations).

A ces auteurs, il faut ajouter notamment ceux que nous avons déjà cités plus haut : Robert Benson, Robiquet, Grégorovius, dont les ouvrages contiennent plusieurs voceri.

IV^e. ROMANS LOCAUX RELATIFS A LA VENGEANCE PRIVÉE

Ils sont innombrables. Citons principalement :

VIALE (S.). — *Le vœu de Pietro Cirneo et le remords, ou la dernière vengeance.* — Trad. de l'italien par Arena et Capelle. — Bastia, 1837.

PASTORET (le comte A. de). — *Claire Catalanzi.* — Paris, 1838.
(L'auteur semble avoir voyagé en Corse en 1836 et avoir étudié les coutumes de très près).

BALZAC (Honoré de). — *La vendetta.* (Le point de départ de cette nouvelle est une histoire de pace rompue, mais à part ce trait, l'observation des coutumes corse est à peu près nulle).

MÉRIMÉE (Prosper). — Ses deux nouvelles, *Colomba* et *Matteo Falcone*. L'une et l'autre contiennent une série de traits de mœurs bien observés. On sait d'ailleurs que toutes deux ont pour base des événements qui ont réellement eu lieu, et dont la tradition est encore aujourd'hui vivace.

ARRIGHI. — *La veuve d'Arbellara.* — Roman historique, mœurs corses Bastia. Fabiani, 1856.

MARCAGGI (J.-B.). — *Fleuve de sang.* — Histoire d'une vendetta corse. — Paris, 1898, etc.

V^e. REVUES CORSES — JOURNAUX

Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de la Corse, 1883-1918. — Collection complète.

Les Annales de la Corse, par le Dr Antoine MATTEI. — Collection complète, 1877-1879.

Le Journal de Bastia, — *Journal de la Corse*, passim. — *Bastia-Journal*, passim. — *Le Colombo d'Ajaccio*. — *La jeune Corse*, d'Ajaccio, passim.

TROISIÈME PARTIE

Sources documentaires du Droit Corse Origines — Études Critiques.

I^{re} Section : Sources directes

I^r. DOCUMENTS GÉNÉRAUX POUR LA CORSE

GRAEVII (Joannis-Georgii). *A. Thesaurus antiquitatum et historiarum Sicilinae, etc., Sardiniae, Corsicae, et Adjacentium.* — *Philippi Caverii gedonensis. — Sardinia et Corsica antiquae, etc.*

Statuts accordés par le Duc de Milan en 1468. (insérés dans la *Storia di Corsica de Limperani*, reproduits par Gregorj dans l'appendice de son édition de la Chronique de Filippini et par le B. S. S. H. C. 1884).

Statuti civili et criminali dell'Isola di Corsica. — Genova 1571. — (Ce recueil, très rare, est à la bibliothèque de Bastia.)

Statuti civili et criminali dell'Isola di Corsica. — Genova 1602. — (Reproduit avec des additions le précédent, mais importantes de textes modificatifs promulgués depuis 1571).

Autre édition des Statuts, en 1694.

Statuti civili e criminali dell'Isola di Corsica con addizioni inedite e con un introduzione. — Pub. par Carlo Gregorj, Lione 1843. — L'introduction est une étude très importante des sources du Droit corse. Rappelons d'autre part que Gregory a donné une édition italienne des Chroniqueurs corses.

- BANCHERO, *Annales*. — Il a été podestat de Bastia, Pub. B.S. S.H.C. 1887. — (Les premiers documents remontent à 1260, les derniers sont de 1648).
- MORATI. — *Prattica manuale del dottor Pietro Morati di Muro*. Pub. par M. de Caraffa. Bastia 1885. — C'est un manuel à l'usage des hommes de loi, qui renferme une quantité de documents, de renseignements juridiques et de formules de procédure. Il contient 6 livres : 1° Organisation administrative et judiciaire de la Corse sous la domination génoise ; 2° Procédure civile ; 3° Causes et tribunaux ecclésiastiques ; 4° Procédure criminelle ; 5° Formules des actes de procédures civile et criminelle ; 6° Règles et formules relatives à l'exercice du notariat. L'ouvrage a été commencé en 1702 et achevé en 1715. L'auteur, né en 1635 et mort après 1720, avait été ordonné prêtre. Il est même devenu Vicaire Général de l'Archevêché de Mariana. Il exerçait en même temps la profession d'homme de loi.
- PINELLO (Felice). — *Annotazioni particolari per il Governo di Corsica* (en 1722). B. S. S. H. C. 1887. — L'auteur a été ensuite Gouverneur de Corse)
- Capitoli de la Consulte de Caccia* dans : *La Consulte de Caccia*, par le R. P. Marini, 1913 (ouvrage précité).
- Procès-verbal de l'Assemblée de la Consulte générale de la nation corse, tenue à Bastia le 1^{er} sept. 1770 et jours suivants*. — Bastia, 1781.
- Procès-verbaux des Etats de Corse de l'Assemblée générale 1770-1785*. Publ. par A. de Morati, 1897. — Bastia.
- MERVILLE (F. V. de). — *Recueil de jugements rendus par de Merville, Prévôt général de l'île de Corse*. — Bastia 1779.
- Code Corse*. — *Recueil des décrets et lois sous l'ancien Régime*. — 15 vol. pub. chez Batini à Bastia.
- Collection des décrets et lois, pour faire suite au Code Corse publié par ordre du Département en 1791*, chez Batini, Bastia. 12 vol.
- SERVAL. — *Traduction des statuts civils de l'île de Corse, faite sur un exemplaire italien*. Bastia 1694.
- Procès-verbaux des séances du Parlement anglo-corse en 1795* pub. par l'abbé Letteron. — Bastia 1891.

Statuti civili dell' Isola di Corsica. — Bastia. 1822. — Le recueil comprend à la suite des statuts civils de Corse sous la domination gènoise, le texte de la Constitution du Royaume anglo-corse.

Recueil des arrêtés de Miot de Melitto. — ^s Registre manuscrit. — Arch. départ. de la Corse.

Proclamations et arrêtés de Morand et de Berthier, dispersés dans plusieurs dossiers qu'on peut identifier : Série M. Papiers de Berthier (Arch. départ. de la Corse).

Recueil des actes administratifs. — Période 1869-72. — (Arch. départ. de la Corse.)

Recueil des actes administratifs. — Période 1869-72. — (Arch. départ. de la Corse.)

Un dossier intitulé : Proclamations politiques 1814. — Arch. — Actes y relatifs 1848. — Arch. départ. de la Corse).

Registre des arrêtés préfectoraux de Corse. — Période 1807-1815 et 1847-49. — (Arch. départ. de la Corse).

Lois et décrets relatifs à la Corse, dans les Codes français et les journaux officiels.

II. DOCUMENTS SPÉCIAUX A UNE VILLE OU UNE RÉGION

I. Libri Rossi : A. — Bastia

Libro rosso. — Il s'agit du Libro rosso de Bastia. Comme tous les libri rossi, il renferme des documents d'une application générale à toutes les parties de la Corse, et d'autres qui sont spéciaux à Bastia. Ce libro rosso est le plus volumineux de tous, ce qui s'explique par l'importance de Bastia, centre du Gouvernement gènois dans l'île. Les documents contenus dans ce recueil vont de 1573 à 1730 inclus. Pub. dans B.S.S.H.C. Bastia de 1890 à 1898. A ce Libro rosso fait suite en quelque sorte :

Raccolta dei capitoli stati publicati in Corsica accordati in vari tempi dalla Ser. Rep. di Genova ai Popoli di quel Regno i quali incominciano l'anno 1730 sin all'anno 1751 fatti transcrivere dal Signor Antonio Buttafoco, Capitano al servizio di S. M. Cristianissima nel Regimento Real Corso. — Manuscrit inédit de la bibliothèque de Bastia. Contrairement

aux indications du titre, le recueil se termine par un acte du 11 sept. 1752 (suivi d'un tarif non daté).

B. — Ajaccio

Libro rosso d'Ajaccio. — Fragments importants publiés par Gregorj à la suite de son édition des Statuti Criminali di Corsica, Lyon 1843. L'original qui figurait aux archives de la ville d'Ajaccio a été perdu à la fin du XVIII^e siècle, puis retrouvé et perdu à nouveau au cours du XIX^e siècle. Gregorj s'est servi pour sa publication d'une copie figurant dans la bibliothèque du Duc Pozzo di Borgo.

C. — Calvi

Copia autentica del Libro rosso della Comunità di Calvi fatta nel 1728 sopra un'altra copia del 1610 conservata dal sindaco di detta città.

Le manuscrit que nous avons consulté est une troisième copie, faite sur celle de 1728 qui appartenait à la famille Giubega. Cette troisième copie a été écrite par l'abbé Letteron qui avait l'intention de la publier. Nous devons sa communication à l'amabilité de M. Ambrosi. L'original du Libro rosso de Calvi a également disparu.

II^e. STATUTS DES SEIGNEURIES

Statuts des Seigneuries appartenant aux Gentili. — Pub. par Letteron B. S. S. H. C. Bastia 1881.

III^e STATUTS DE BONIFACIO

Cartulaire A ; de Bonifacio. — La découverte toute récente de ce manuscrit de la plus haute importance est due à M. Graziani, Archiviste départemental de la Corse. Il est constitué par 76 feuilles de vélin, reliés dans une couverture en bois, vêtue de cuir. Les quatre premières pages sont couvertes au recto de signatures de commissaires de Bonifacio, alliées à des dates qui vont de 1571 à 1603. Les 32 premières pages qui suivent (écriture du XV^e siècle, avec les abréviations et sigles d'usage, des titres en couleur rouge et des lettrines, comportant des dessins de plantes,

d'animaux ou têtes humaines caricaturales), contiennent les règles pour l'élection du podestat, et des statuts criminels extrêmement curieux. Les statuts refondus par Marzolaccio au xvii^e siècle (V. infra), ont dû certainement s'en inspirer, mais Marzolaccio a apporté des simplifications et des modifications considérables. Le texte de cette partie est en latin. Le reste de l'ouvrage, écrit en italien, contient notamment des délibérations communales d'ordre divers et des statuts particuliers à différentes corporations. Une quantité notable de textes sont datés. La date la plus ancienne est 1371, la plus récente, 1482. Nous appellerons ce cartulaire, cartulaire A. pour le distinguer du suivant que nous désignerons par le signe B. Le cartulaire A. fait maintenant partie des Archives de la Corse.

Cartulaire B. de Bonifacio. — Manuscrit également inédit et inconnu jusqu'à ce jour. Il figure aux Archives de Bonifacio où nous l'avons consulté. Il est inscrit sous le titre fantaisiste « *Lettre B., n° 1 bis. Deux cahiers sans couverture et sans date de délibérations des députés des habitants de Bonifacio* ». A noter qu'on ne trouve qu'un cahier. L'un des deux a donc été perdu. Ce cahier se compose de 73 feuillets de papier épais. Les pages qui furent originellement initiales ont été arrachées, car celles qui sont aujourd'hui les premières ne contiennent que la fin d'une relation, paraissant appartenir à des annales de la République de Gênes. L'écriture des pages suivantes, tant que dure le texte latin, est du xv^e siècle. Ce texte latin paraît le même que celui du cartulaire A. (v. supra). Parmi les dates que nous avons relevées, figure celle de 1378. Dans une seconde partie on trouve successivement des délibérations en italien (1398-1498), puis un passage en latin intitulé *De potestacia castri Bonifacij*. Viennent ensuite des *conventiones*, et enfin toute une série de décisions émanant de l'Office de Saint Georges au xv^e siècle. Cette seconde partie semble, en beaucoup de points, contenir des textes différents du cartulaire A. Il n'en serait donc pas une simple copie.

Statuti civili e criminali del Comune di Bonifacio riformati e compilati del Nob. Gio. Battista Marzolaccio d'ordine del Senato Serenissimo. — Imprimés à Gênes en 1625. Les statuts sont suivis des *Conventiones* de 1321 entre la commune de Gênes et celle de Bonifacio. Ils ont été publiés à nouveau en 1884 par l'abbé Letteron (Bastia).

III°. CEPPI OU REGISTRES DE NOTAIRES

SOUS LE RÉGIME GÉNOIS (MANUSCRITS INÉDITS)

Quatre ceppi du Notaire Quananzone de Murota (Actes allant de juillet 1583 à fin 1597. — Bibliothèque Ilari.)

Trois ceppi du Notaire Lorenzo dal Sollagio (près de Mariana) allant de juin 1594, à septembre 1598. (Bibliothèque Ilari.)

Un ceppo du notaire Padovantonio Leca, d'Ajaccio (Arch. départ. de la Corse.) Le ceppo va de 1676 à 1679.

Un ceppo du notaire J.-B. Orsini de Lento (1717-1720). — Arch. départ. de la Corse.

Une série de ceppi ont été versés aux Arch. départ. après notre départ de Corse, par le Parquet Général de Bastia.

IV°. ARCHIVES

I°. *Archives Départementales de la Corse*

A. — Série C. — Fonds du Civile Governatore

Les documents vont de 1498 (quelques-uns mêmes sont plus anciens), jusqu'à 1768 vraisemblablement. L'inventaire imprimé ne va que jusque vers 1630, mais les pièces sont néanmoins classées jusque vers 1750 et nous en avons opéré le dépouillement jusqu'à cette date. Cette partie des archives constitue la Série C. Le nombre des documents relatifs aux paci ou ayant rapport avec la vengeance privée à quel que point de vue est de 550 environ.

B. — Ceppi des notaires

C. — Ordonnances royales. — Sentences du Conseil supérieur

D. — Registres et dossiers relatifs à l'administration
de Miot de Melitto, de Morand, de Berthier, etc.II°. *Archives de l'Évêché d'Ajaccio*III°. *Archives de la ville d'Ajaccio*IV°. *Archives de la ville de Bonifacio*

I^{re}. *Archives de la ville de Calvi*

Nous n'avons pu consulter nous-mêmes ces dernières archives, mais nous avons obtenu à leur égard d'utiles renseignements grâce à la courtoise obligeance de M. Serveilles, principal du Collège, de M. le chanoine Ricci, archiprêtre et de M. Rossi, chef de Bureau, hon. du Gouvernement Gl. de l'Algérie, dernier descendant de la famille Giubega, qui possédait elle-même de très importants documents.

II^e Section — Origines immédiates du Droit Corse (1)

A. — Renseignements généraux et recueils d'ensemble

PERTILE. *Storia del diritto italiano*. — Milan, 1892, vol. V.

CICCAGLIONE. — *Manuale di Storia del diritto italiano*. — Milan 1901

Historiae Patriae Monumenta. — *Leges Municipales* 1838.

MURATORI (L. A.) — *Antiquitates italicæ mediæ ævi 1738-1742*.

B. — Origines Pisanes

BONAINI (Prof. Francesco). — *Statuti inediti della città di Pisa*. — Firenze, 1854.

C. — Origines Gênoises

MURATORI. — *Rerum italicarum scriptores*. — Raccolta degli storici italiani dal cinquecento al mille cinquecento. A. Galli, *Commentarii de rebus genuensium*, etc., t. xxiii, parte I.

Historiae Patriae Monumenta. — *Leges genuenses*, t. xviii.

Historiae Patriae Monumenta. — *Liber jurium reipublicæ genuensis*, 1854. — (Une partie se trouve en ms. aux archives du Ministère des Affaires étrangères.)

Criminalium jurum Civitatis Genuæ. — Libri quatuor, etc. — Genuæ apud J. Favonem 1626. (Bibliothèque de Bastia, M. 12.2.7)

(1) Cf. aussi la V^e partie de cette Bibl. (Droit comparé).

III^e Section — Études sur le droit Corse

DUPIN (Aimé). — *Observations sur la législation criminelle*, 1821.
Réflexions sur le rétablissement du jury en Corse (Anonyme),
 Bastia, avril 1832. — Broch. Il y a deux éditions, l'une en
 langue italienne, l'autre en français.

GREGORJ. — *Coup d'œil sur l'ancienne législation corse*. — Trad.
 de l'italien par Garnier Dubourgneuf, Paris 1844. C'est la
 traduction française de l'introduction hist. de Gregorj aux
 Statuti civili e criminali di Corsica.

DE MONTERA. — *De la législation et de l'organisation corse sous
 le gouvernement du Général Paoli*. — Broch. Bastia, 1858.

CALMETTES. — *Etudes historiques sur l'administration de la jus-
 tice en Corse, depuis les temps anciens jusqu'à nos jours*. —
 Bastia 1859.

DE MORATI. — *Etudes historiques sur les institutions criminel-
 les de la Corse, sous la domination génoise pendant le Gou-
 vernement du général Paoli et sous l'ancien régime*. — Bas-
 tia, 1869.

DÈ CASABIANCA. — *Aperçu sur la législation civile et criminelle
 de la Corse sous l'ancien régime*. — Broch. Bastia, 1862.

*Lettere italiane sopra la Corsica in rapporto allo spirito di le-
 gislazione che dovrebbe animare quel Regno per renderlo
 felice*. — (Attribué à l'abbé Del Turco.) — Lausanne, 1770.

BECOT. — *Administration de la justice en Corse (1816 à 1863)*.
 — Bastia, 1864.

TOMMASI. — *Thèse, Administration de la Corse sous la domi-
 nation génoise*. — Paris, 1912.

FONTANA (Jean). — *Thèse, Essai sur l'histoire du droit privé en
 Corse*. — Paris, 1905.

JEANVROT (Victor). — *La législation spéciale de la Corse et les
 arrêts Miot*. Revue critique de Juris. et Légis., t. 45, p.
 659.

QUATRIÈME PARTIE

Documents sur le rôle de l'Église en Corse
relativement à la Vendetta et aux Paci

Constitutioni e Decreti fatti e publicati primo sinodo Nebbienti, l'anno 1614, par Mgr Giuliano Castagnola, évêque du Nebbio. — Pise, 1625.

Constitutioni e Decreti Sinodali fatti e publicati nel primo Sinodo diocesano, l'anno 1657 a di 15 maggio, par Mgr Carlo Fabrizio Giustiniano, Evêque de Mariana-Livourne, 1665.

Relazione delle prima visita pastorale di Mgr Marliani, Vescovo di Mariana ed Accia (en 1646), pub. B.S.S.H.C. — 1896.

Visita della diocesi di Mariana et Accia fatta nell' anno 1740, per deputazione dell' Illmo e Revmo Mgr Agostino Saluzzo, Vescovo. — Pub. B.S.S.H.C. 1890.

Regestum tertium Documentorum Ecclesiae Sagonensis n° III — Registre, ms. inédit. La première pièce est de 1692.

Regestum Edictorum. — Reg. ms. inédit. — Etiquette moderne ext. Evêché de Sagone, Ordonnance épiscopale. Evêques NN. SS. P. M. Mario Giustiniani 1730, Paolo Mario Mariotti 1745, Joseph-Marie Massoni 1752, Mathieu Guaszo 1773. Il y a également des « editti » de Mgr Martio Marini, Evêque de Sagone en 1659. Le dernier acte est de Mgr Matteo Guasco, Evêque de Sagone et daté de 1779.

Registro secondo de ordinationis e patenti di confessioni 1727 li 17 maggio. — Reg. ms. inédit. (Une inscription intérieure fait connaître que l'établissement de ce registre est dû à l'Evêque P. M. Giustiniani.)

Un registre sans titre autre qu'une inscription moderne « *Dispenses matrimoniales* » va de 1772 à 1790. — Rég. ms. inédit.

Registro terzo delle dispense. Evêché de Sagone. Mgr. Giustiniani. La première pièce date de 1725. Reg. ms. inédit.

Regestum I. Sancte Visitationis. — Reg. ms. inédit, établi sous l'épiscopat de Mgr Giustiniani, Evêque de Sagone. Le premier acte est de 1727, mais on rapporte dans le cours du registre des textes de relations faites au Saint-Siège à des dates très antérieures. (Cours du xvii^e siècle.)

Regestum secundum Sanctae Visitationis. — Rég. ms. inédit. —

A l'intérieur : « 1730, articuli seu capitula super quibus examinandi sunt parochi, benedicendi et alij prout videbitur in sancta visitatione. » Suivent les articles d'interrogation, puis les réponses pour chaque paroisse ou bénéfice. Episcopat de *Mgr Giustiniani* à Sagone.

Sans titre extérieur. Sur la première page intérieure : « *Registro di documenti autentici per li archivij del Vescovo.* — Reg. ms. inédit, contenant des extraits d'actes notariaux très divers : testaments, transactions entre clercs, indulgences et deux catalogues des évêques de Sagone dont l'un a été annoté par Mgr de la Foata. La plupart des actes vont de 1728 à 1729; mais quelques-uns ont été rapportés, qui datent du siècle précédent. A l'intérieur du registre est une feuille volante intitulée « *Inventario de ceppi, libri e scritture spettanti al Ven. Seminario della diocesi di Nebbio, etc.* » du 3 janvier 1791. St-Florent.

Registro... detti editti, visita e sinodo 1727-17 maggio, dell' Illmo Rév^{mo} Mgr Pietro-Maria Giustiniani, Ves^o de Sagone. Des actes très antérieurs à 1727 y sont reproduits. (L'un est de 1574.)

Synodicon secundum Sagoneuse. — Reg. ms. inédit. Etiquette moderne : second synode. Evêché de Sagone, 1728. — P.M. *Giustiniani*, Evêque. Mais ce registre contient des constitutions synodales et des édits d'antépiscopats antérieurs ou postérieurs. — Constitution de *Mgr Gutseppe Giordano* 1602. — de *Mgr Matteo Guasco*, 3 juin 1780. Tous évêques de Sagone.)

(Sans titre autre que celui d'une étiquette moderne). — 1753, Diocèse de Sagone, *Mgr J.-M. Massoni*, évêque.

Visites pastorales. — Reg. ms. (1)

Catalogus Ecclesiasticorum diocesis. — Marianensis et Acciensis 1743. — Pub. B.S.S.H.C. 1890.

Missions de Saint Léonard de Port-Maurice en Corse pendant l'année 1744. — Pub. B.S.S.H.C. 1829. — Tiré du *Diario delle missioni di San Leonardo*, ouvrage qui forme le cinquième volume des œuvres de Saint Léonard, intitulées « *Opere di S. Leonardo de Porto Maurizio, missionario*

(1) Les douze registres ci-dessus appartiennent avec d'autres à la bibliothèque personnelle de Mgr Simeone, Evêque actuel d'Ajaccio.

- apostolico, minore riformata del Retiro di S. Bonaventure.
— In Roma-Venise 1869.
- Panorama de la Corse ou hist. abrégée de cette île*, par M. l'abbé de Lempis 1844, Paris (déjà cité). *Première partie, histoire générale. A. Corse.*
- Notice sur les prêtres, clercs et frères défunts de la Congrégation de la Mission.* — 1^{re} Série : *Compagnons de Saint-Vincent.* — Paris, 1881.
- ABELLY (Evêque de Rodez). — *La vie de Saint Vincent de Paul.* — Paris 1891.
- BARTOLI. — *Dell' historia della Compagnia di Giesù.* — *L'Italia prima parte dell'Europa.* — 1673.
- CORDARA. — *Historia Societatis Jesu-Pars sexta complectens res gentes sub Mutio Vitellesche.* — *Domus prior* (depuis l'année 1616.) — Rome 1750.
- ORLANDINI. — *Historia Societatis Jesu.*
- RENUCCI (F. O.). — *Détails historiques sur les monuments religieux de l'ancien Di du Goto, détruits depuis 30 ans ou qui ont reçu une autre destination.* — Pub. B.S.S.H.C. 1887 — (Renseignements, entre autres, sur les Prêtres Missionnaires à Bastia.)
- Journal de la Maison de Vico-Juillet 1840. Année 1841-1842.* — *Mémoire des faits les plus remarquables concernant la Maison de Vico depuis le 10 juillet 1840.* (Nous devons la communication de ce ms. inédit à l'amabilité de M. le Chanoine Aubert, supérieur du Grand Séminaire d'Ajaccio. Ce journal a été rédigé par le R. P. Sermoria qui, en 1840, était supérieur local de la Maison de Vico, Congrégation des Oblats de Marie). — Le ms. se compose de 40 feuillets dont 31 écrits. Il se termine brusquement au milieu d'une phrase faisant allusion à une maladie qui avait atteint le rédacteur.
- ORTOLAN (Le R. P.). — *Histoire de l'Ordre des Oblats de Marie.* — Cent ans d'apostolat dans les deux émispères. Les Oblats de Marie Immaculée durant le premier siècle de leur existence, 1914. — (Donne d'intéressants détails sur la vendetta et les paci entre 1836 et 1840, d'après des documents figurant aux archives de la Congrégation.)
- FOATA (Mgr de la), Evêque d'Ajaccio. — *Recherches et notes diverses sur l'histoire de l'Eglise en Corse.* — Pub. B.S.S.H.C.

CINQUIÈME PARTIE

Droit comparé (1)

I. LÉGISLATION ET COUTUMES RELATIVES
A LA VENDETTA EN DES PAYS DIVERS

VESNITCH (M.R.). — *Die blutrache bei den Südslaven*. — In *Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft*, viii et ix.

HIS (H.). — *Das Strafrecht der Friesen in Mittelalter*. — Leipzig, 1901.

GLOTZ (G.). — *La solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce*. — Paris 1904.

KOVALEWSKI (Maxime). — *Coutume contemporaine et loi ancienne. (Droit coutumier Ossetien, éclairé par l'histoire comparée.)* — Paris, 1893.

DARESTE (R.). — *Le code babylonien d'Hammourabi*. — *Journal des savants* 1902.

KOHLER und PIESEN. — *Aus dem Babylonischen Rechtsleben*.

KOHLER. — *Hammurabi's gesetz*.

D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — *La civilisation des Celtes et celle de l'épopée homérique*. (T. vi du Cours de littérat. celtique. — Paris 1895-99.

D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — *Etudes sur le Droit celtique*: (T. vii du Cours de littérat. celtique, 1895-99.

STEPHEN (James Fitzjames). — *A general view of the criminal law of England*, London 1890.

POLLOCK (F.), MAITLAND (F.W.). — *The history of english laws, before the time of Edward I.* — II, 237 et s. — Cambridge. 1896.

(1) Nous n'avons pas la prétention de donner d'une façon même, approchée un exposé complet de la littérature en droit comparé. Elle est en effet considérable.

- VINOGRADOV. — *Geschlecht und Verwandtschaft im allnorwegischen Recht.* — Z. f. Social-u. Wirtschaftsgesch, vii (1899), P. 1 et s.
- AMIRA. — *Das allnorwegische Vollstreckungsverfahren* (1874).
- KOHLER. — *Die Lehre von der Blütrache.* — Wurtzbourg 1884.
- POST. — *Die Geschlechtsgenossenschaft der Urzeit und die Entstehung der Ehe.* — Oldenbourg 1875.
- POST. — *Grundriss der ethnologischen jurisprudenzen.* — Oldenbourg 1894-95.
- HIS (Dr Rudolf). — *Gelobter und gebotener Friede in deutschen Mittelalter.* — In Zeitschrift der Savigny Stiftung für Rechtsgeschichte. — Weimar 1902.
- STEINMETZ (S.R.). — *Ethnologische Studien zur ersten Entwicklung der Strafe, etc.* — Leiden, 1894.
- CATTIER. — *Evolution du droit pénal germanique en Hainaut.* — Th. Bruxelles. 1902.
- DEFAGOZ (E.). — *De la paix du sang, ou paix à partie... dans les anciennes coutumes belges.* (Bull. acad. royale de Belgique, 2^e série, xxii, 1866.)
- ESPINAS. — *Les guerres familiales dans la commune de Douai au XIII^e siècle et XIV^e. Les trêves et les paix.* (Nouv. revue historique de droit français et étranger. — T. xxiii, 1899, deux articles.)
- GIRY. — *Histoire de la Ville de Saint-Omer.*
- DUBOIS (Pierre). — *Les asseurements au XIII^e siècle dans les villes du Nord.* — Recherches sur le droit de vengeance. — Paris, 1900.
- PETIT-DUTAILLIS (Ch.). — *Documents nouveaux sur les mœurs populaires et le droit de vengeance dans les Pays-Bas au XV^e siècle.* — Paris, 1908.

II^e: COUTUMES ET LÉGISLATIONS RELATIVES
A LA VENDETTA AYANT PU EXERCER UNE ACTION
SUR LES COUTUMES CORSES

A. — Législation Lombarde et Droit Populaire Germanique

DEL GIUDICE. — *La Vendetta nel diritto longobardo.* Studi di storia e diritto 1889; p. 246 et s.

ÖSENBRUGGEN. — *Das Strafrecht der Longobarden*, 1863.

F. SCHUPFER. — *La famiglia presso i Longobardi*. Archivio giuridico, 1868.

BRUNNER (Henrich) — *Deutsche Rechtsgeschichte.* — Leipzig. — 1906. Vol. I, p. 110 par. 13; 221 par. 22; 223, par. 23.

BRUNNER (H.). — *Abspaltungen der Friedlosigkeit.* — Forschungen zur Gesch. d. deutschen u. franz. Rechts. — 1894, p. 444.

BRUNNER (H.). — *Sippe u. Wergeld.* — Zeitschrift für Rechtsgeschichte III, I et s.

THONISSEN. — *L'organisation judiciaire, le droit pénal et la procédure pénale de la loi salique.* — Bruxelles, 1882.

MAURER (K.). — *Über angelsächsische Rechtsverhältnisse.* — Das Fehde und Wergeldswesen. Kru III 26 et s.

DAHN. — *Fehdegang u. Rechtsgang der Germanen.* — Bausteine. 2 Reihe 1880; p. 76 et s.

B. — Législations et coutumes Sardes

MAMELLI DE' MAMELLI. — *Le Costituzione di Eleonora o Carta de Logù.* — Roma 1805.

BESTA et GUARNERIO. — *La Carte de Logù.* Sassari, 1905.

Statuti di Sassari. — Édités par la Società storica sarda Cagliari.

Archivio storico sardo. — Pub. sous la direction du Prof. Solmi, est à consulter pour tout ce qui concerne l'ancienne législation sarde.

C. — Coutumes Preislamiques, Arabes, Berbères

- CAETANI. — *Annali dell' Islam*. (Milan). — T. I, II et s.
- CAUSSIN DE PERCEVAL. — *Essai sur l'histoire des Arabes*. — Paris, Didot 1847.
- DOUGHTY. — *Travels in Arabia deserta*. — Cambridge 1888.
- GOLDZIHNER. — *Muruwwa und Din*. — *Muhammedanische Studien*.
- BURCKHARDT. — *Notes of Bedouins and Wahabys*. — Collected during his travels in the East. — London 1830.
- WELLHAUSEN. — *Muhamed's Gemeindeordnung von Medina*. -- In Skiesen und Vorarbeiten. — Viertes Hef. II
- WELEHAUSEN. — *Medina vor dem Islam*. — Skiesen und Vorarbeiten.
- WAQIDI (Wellhausen trad.). — *Mehamed in Medina*. — Das ist Waqidi's Kitab al Maghazi in verkurzter deutsche Wiedergabe. 1882.
- IBN HISCHAM. — *Das Leben Mehamed's*, ed. Wüstenfeld. — Göttingen 1859-1860.
- AHLWARDT. — *The Divans six ancient Arabic poets*, London 1870.
- SLANE. — *Le diwan d'Inbulkaus* (1837).
- HANOTEAU-LETOURNEUX. — *La Kabylie et les coutumes Kabyles*.
- NALLINO. — *Sulla costituzione delle tribù arabe dell'islamismo*, in nuova Antologia. — V. 1893.
- PROCKSCH (Otto). — *Über die Blutache bei den vorislamischen Arabern und Mohammeds Stellung zu ihr*. — Leipzig, 1889. In Leipziger Studien aus dem Gebiete der Geschichte. V.4.
- ROBERTSON. — *Smith-The Religion of the Semites*. — 2^e édit.
- ROBERTSON. — *Kinship and marriages in early Arabia*. — London. 1907.
-

NOTICE COMPLÉMENTAIRE

Nous croyons devoir réunir ici quelques brèves indications qui peuvent être utiles pour les recherches historiques ou même seulement bibliographiques.

1°. NOTICE SOMMAIRE SUR LES CHRONIQUEURS

GIOVANNI DELLA GROSSA, né à Sartène, le 12 décembre 1388. —

Dabord notaire à Biguglia. En 1416, notaire de la Seigneurie de Cinarca. Plus tard il se rendit près de Vincetello d'Istria 1419. Il resta près de lui jusqu'en 1426 puis s'en sépara. Après avoir rempli diverses autres fonctions, il retourna auprès des Seigneurs de Cinarca, dont il devint le vicaire. Il fut aussi notaire chancelier de l'Office de St-Georges en Corse (1456). En 1464, il vit encore.

MONTEGGIAN (Pier'Antonio), né à Vescovato. Fut délégué à Gènes par les Nobles Douze en 1520. — Vit encore en 1525.

CECCALDI (Marc Antonio, né à Vescovato vers 1521 (plus âgé de 8 ans seulement que Filippini. Fut fait prisonnier par les Français lors de l'expédition de ceux-ci en Corse, mais en fut bien traité et resta avec eux en bonnes relations. Il ne craignit même pas le cas échéant de garder son franc parler avec Jourdan des Ursins (Giordano Orsino). Il mourut à Gènes en 1560 lors d'une ambassade qu'il accomplissait pour les Corses, afin d'obtenir notamment de la Seigneurie la réduction des tailles. Il est particulièrement l'historien de la guerre des Français en Corse sous Henri II.

FILIPPINI, né à Vescovato, en 1529, vivait encore au moment de la première édition de son ouvrage en 1594.

PIETRO CYRNEO. — 1447-1506.

Des chroniques corses, il convient de rapprocher :

AGOSTINS GIUSTINIANO, à cause de la très importante description qu'il a faite de la Corse de son temps. Né à Gènes en 1470, il est nommé en septembre 1514, évêque du Nebbio. Il fut dans la suite chapelain du roi de France François I^{er} près duquel il resta cinq ans. A cette époque, il est également professeur à l'Université de Paris. Rentré à Gènes, il est mêlé aux dissensions suscitées par la faction des Adorni. En 1521, il revient dans son diocèse du Nebbio. Après une nouvelle absence qu'il fit de Corse, il mourut en 1536 dans un naufrage, en revenant dans l'île. Il a traduit plusieurs livres sacrés et a écrit outre le *Dialogo nominato Corsica*, des *Castigatissimi annali delle Republica de Genovà*, imprimés en 1537.

II^e. NOTICE SUR ROSSI

AMBROGIO ROSSI est né le 18 avril 1754. Sa famille était l'une des plus considérables d'Ajaccio. Plusieurs de ses parents, s'étaient engagés au service de la France et étaient devenus officiers, un peu après l'expédition de Maillebois en Corse. A cette famille appartenait la fameuse Bianca Colonna Rossi qui fut l'âme du parti Français dans l'île pendant longtemps. En 1770, A. Rossi prit l'habit de capucin dans le couvent de San Repardt, mais il abandonna dans la suite, la vie claustrale. Vers 1820, lorsqu'il mourut, il commençait le 18^e volume de ses *Osservazioni*. Il fit don de son manuscrit à la Bibliothèque royale à Paris. L'ouvrage était dédié à S. M. Louis XVIII. Le manuscrit se trouve aujourd'hui à la B. N. fond. ital. nos 840 à 856. Sous le Consulat et l'Empire, l'amitié qui le liait à la famille Bonaparte lui permit de faire des recherches à loisir dans l'*Archivio segreto* de Gènes. Le livre I de son ouvrage contient une importante bibliographie corse avec des observations critiques. Il avait réuni un nombre prodigieux de documents. Nous nous sommes inquiétés de savoir ce que ceux-ci avaient pu devenir, et nous sommes adressés à ce sujet à l'amabilité de M. le Chanoine Rossi d'Ajaccio, l'un des derniers descendants de la famille, croyons-nous. Il n'a pu malheureusement nous donner aucune indication précise à cet égard.

III^e CATALOGUES BIBLIOGRAPHIQUES, INVENTAIRES D'ARCHIVES UTILES A CONSULTER

Catalogue des auteurs et des ouvrages les plus connus sur la Corse avec quelques observations sur chacun d'eux. P. A. Aurelli Ms. de 70 pages (Bibliothèque d'Ajaccio). Une note sans origine nous apprend qu'Aurelli était un capucin lettré, mort en 1819.

Une bibliographie Corse inscrite par Grégory en tête de son édition des chroniques de Filippini.

Bibliographie Corse très importante dans, les *Annales de la Corse* du Docteur Mattei.

BONAPARTE (Prince Roland). — *Une excursion en Corse*. La 2^e partie comporte une bibliographie importante.

CAMPI (Louis). — *La bibliothèque d'Ajaccio, notice hist. et bibliograph.* 1895.

C. BOSC. — *Ville d'Ajaccio. — Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790. — Ajaccio* 1896.

Les catalogues de la bibliothèque d'Ajaccio parmi lesquels notamment le catalogue imprimé dit *Catalogue Tourangean* et le catalogue manuscrit du *Fonds Campi*.

MANSION. — *La Corse scientifique. — Biographie régionale* — B.S.S.H.C. 1912. — Important, mais en cours de publication.

Catalogue de la Bibliothèque de Bastia et notamment : 1^o Catalogue Corse spécial; 2^o Catalogue alphabétique.

Inventaire des Archives Dles de la Corse antérieures à 1790. — Série C. — Fonds du Civile Governatore. — Le 1^{er} volume seul a paru. — 1906.

Inventaire des archives Dles de la Corse. — Ordonnances royales. Sentences du Conseil supérieur et juridictions royales.

MOLLARD. — *Rapport sur les bibliothèques de Gènes. Inventaire des manuscrits relatifs à la Corse. — Ext. des Arch. des missions scientifiques et littéraires* 1878. (Nous n'avons pu malheureusement aller travailler dans les bibliothèques de Gènes. Nous avons essayé d'y suppléer en quelque mesure

en nous adressant à la grande amabilité de M. Colonna de Césari Rocca et du R. P. Marini, moine bénédictin, qui l'un et l'autre ont pratiqué pendant de longues années les Archives génoises.

SACY (Sylvestre de). -- *Rapport sur les recherches faites dans les archives des Gouvernements de Gènes et autres dépôts publics de Gènes.* — Ext. des Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

LECOY DE LA MARCHE. -- *Rapport sur une mission en Italie et à Marseille* (Septembre 1873). — Archives des Missions scientifiques.

ADDENDA ET CORRIGENDA

A. — A la liste des personnes qui ont bien voulu très courtoisement se mettre à notre disposition pour faciliter nos recherches, qu'il nous soit permis d'ajouter le nom de M. Vincent de Peretti, chef de Division à la Préfecture.

B. — Nous adressons aussi nos remerciements à M. le Professeur Ereole, Professeur d'Histoire du Droit à l'Université de Sassari, qui a bien voulu nous donner un certain nombre d'utiles renseignements à propos de la Sardaigne. Citons ici notamment son opinion au sujet de l'effet libératoire des paci dans cette île : « Il genene puo dirsi che anche in Sardegna la pace solennemente stipulata tra offensori ed offesi aveva la forza di diminuire la pena non mai quella di attribuire la impunità chi avesso commesso un reato ».

C. — Les pièces que nous avons publiées aux annexes sont placées par ordre chronologique. Exceptionnellement et par erreur le traité de Canavaggia (1720) ne se trouve pas à sa place. Le lecteur rectifiera de lui-même cette disposition erronée.

Vu, le 2 octobre 1919,

Le président de la thèse,

ED. LAMBERT.

Vu :

Le doyen,

L. JOSSERAND.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 8 octobre 1919,

Le Recteur de l'Académie.

Pour le recteur : Le doyen de la Faculté de Droit délégué,

L. JOSSERAND.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	9
INTRODUCTION	21
Section I. — <i>L'étude de la vendetta est au premier chef une question de Droit.</i>	
A) La vendetta est une guerre privée entre groupes familiaux et son but a un caractère juridique	23
B) La violation du Droit et ses réparations ont en matière de vendetta un caractère collectif	28
C) Les violations du Droit qu'entraîne la vendetta, et les réparations qu'elle recherche ne sont pas en principe d'ordre matériel	29
D) La vendetta n'est pas une faculté, mais une obligation	31
E) Satisfactions juridiques par voie amiable	31
F) Persistance du droit de vendetta après l'apparition de l'Etat	32
Section II. — <i>La vendetta n'est pas spéciale à la Corse. — Coup d'œil sur le Droit comparé.</i>	
33	
Section III. — <i>Conditions historiques de l'apparition de la vendetta en Corse et du Droit répressif qui lui a été opposé.</i>	
40	
A) Aperçu général de l'histoire des Corses	41
B) Esquisse générale des origines qui peuvent être attribuées aux coutumes Corses de la vendetta et au droit répressif qui concerne la vengeance privée	58
Section IV. — <i>Plan de cette étude.</i>	
79	

PREMIÈRE PARTIE

LA VENDETTA ET LES TRAITÉS DE PAIX AVANT
L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

LIVRE I

LE DROIT DE LA VENDETTA

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le droit de la vendetta du XV^e siècle au XIX^e siècle</i>	87
A. — <i>Conceptions générales qui sont à la base de la vendetta</i>	88
Compensation. — Compensation des offenses faites à l'honneur du groupe familial. — Compensation du sang par le sang. — Vengeance transversale. — Vengeance héréditaire. — Vengeance éternelle.	88
B. — <i>Règles de la Vendetta. — Rites. — Etendue. — Organisation. — Causes particulières. — Formes</i>	96
1 ^o <i>Les Rites. — a) Cheveux et barbe non taillés. — b) Retraite préliminaire. — c) Suppression des funérailles. — d) Veillée funèbre. — Voceri. — e) La chemise sanglante. — f) Serment de vengeance. — g) Déclaration di guardasi</i>	96
2 ^o <i>Etendue et organisation de la Vendetta. — a) Etendue quant aux personnes à qui s'impose le debito del sangue. — b) Etendue de la vendetta quant aux personnes qui y sont exposées. — Vendetta transversale. — c) Organisation de la vendetta. — Ordre d'appel. — Mesures de guerre. — Immunité des non-combattants et des étrangers</i>	103
C. — <i>Causes particulières de la vendetta</i>	108
a) <i>Le Rimbocco</i>	108
b) <i>Les offenses à l'honneur des femmes. — L'attacar et ses principales formes</i>	112
c) <i>La mauvaise justice du gouvernement génois</i>	119
D. — <i>Formes spéciales de la vengeance privée. — La vendetta judiciaire</i>	121
E. — <i>Le Clan et la vendetta</i>	124
F. — <i>Le caractère corse formé par le milieu social</i>	127

LIVRE II

L'ETAT CONTRE LA VENDETTA

INTRODUCTION	133
CHAPITRE II. — <i>L'Organisation d'Etat corso-génoise et les sources de Droit répressif</i>	134
Section I. — <i>Exposé sommaire de l'Organisation d'Etat dans ses rapports avec la répression</i>	134
Section II. — <i>Les sources du droit répressif de la vendetta</i>	140
I. — <i>Les statuts</i>	141
A. <i>Statuti di Corsica</i>	141
B. <i>Statuts des villes. Bonifacio, Calvi, Saint-Florent</i> . ..	144
C. <i>Statuts des Seigneuries</i>	147
II. — <i>La législation directe de Gênes. — Libri Rossi.</i> — <i>Bastia, Ajaccio, Calvi</i>	148
CHAPITRE III. — <i>Le Droit répressif de la Vendetta et son application</i>	152
Section I. — <i>Le système juridique de répression</i>	152
A. <i>La responsabilité individuelle</i>	153
1 ^o <i>Cas de capture. — a. violences, meurtres, délits divers non spéciaux à la vendetta, mais souvent inspirés par elle</i>	154
— <i>b. Crimes et délits particuliers à la vendetta. — Le Rimbecco. — L'attacar. — Vendetta transversale et sotto pace. — La rupture de pace</i>	156
2 ^o <i>Cas de non capture du coupable</i>	159
B. <i>La responsabilité collective</i>	160
1 ^o <i>Responsabilité des parents. a) Sanction contre les femmes de la famille pour délit de mauvaise intention en cas de vendetta</i>	160
b) <i>Sanction contre les épouses, les fils et les parents au premier degré du banni, pour vendetta</i> . ..	161
c) <i>Obligation des parents de faire embarquer le banni et sanctions qu'elle comporte</i>	162
d) <i>Obligation des parents d'empêcher le banni de rompre le ban</i>	162
e) <i>Obligation des parents de contribuer à l'entretien des leurs, condamnés aux galères, et de payer les frais de poursuite</i>	162
f) <i>Obligation d'assurer le maintien de la paix</i> . ..	

— Otages pris parmi les parents, Amendes pour rupture de pace.....	163
g) Cautions imposées aux parents.....	164
h) Sanctions collectives par leur répercussion indirecte sur la famille. — Confiscation des biens.....	165
i) Suite du paragraphe précédent : Destruction des récoltes et stérilisation de la terre. — Arrachage des arbres. — La maison rasée.....	
2° Responsabilité de la capella et de la piève.....	168
3° Responsabilité des voisins	169
Section II. — <i>Les moyens de police et les procédés préventifs.</i>	
A. <i>Moyens de police</i>	170
1° Les <i>Commisariati</i> et les garnisaires.....	171
2° Récompense aux bandits qui abandonnent l'île.....	173
3° La double prime au meurtre ou à la capture des bandits	174
B. <i>Moyens préventifs</i>	177
1° Interdiction de port d'armes	177
2° Les frèyes imposées.....	179
Section III. — <i>Appréciation sur la justice génoise</i>	
I. — <i>Ce qui peut être dit au bénéfice de Gènes.</i>	185
a) Temps de l'Office de Saint-Georges.....	185
b) Temps de la Seigneurie.....	186
II. — <i>Ce qui reste à la charge de l'administration génoise</i>	188
A. <i>Faiblesse de la répression</i>	188
a) Clientèle	18
b) Abus des grâces	189
c) Abus des sauf-conduits.....	189
d) Mauvais recrutement des <i>Sbirri</i> et <i>Famegli</i> ..	191
e) Vénéralité des officiers de justice.....	191
B. <i>Faiblesse du droit répressif</i>	192
C. <i>Mauvaise procédure criminelle. — Procédure ex informata conscientia. — Ordonnance de non procedatur</i>	194

LIVRE III

LES PACI ET LES PACERI

CHAPITRE IV. — <i>Les paci et leurs effets</i>	199
Section I. — <i>Qui peut conclure la paix</i>	200
Section II. — <i>Clauses essentielles des traités de paix</i>	204
I. — <i>Aspect général du compromesso et de la sentenza</i>	204
Le compromesso	204
La sentenza	208
II — <i>Clauses principales</i>	209
A. <i>Clauses principales du compromesso</i>	209
1 ^o <i>Clauses de pardon</i>	209
2 ^o <i>Mention des rites qui accompagnent la clause de pace. — Le bacio in bocca</i>	209
3 ^o <i>Serment</i>	210
4 ^o <i>Garanties accessoires du traité : a) solidarité des parents; b) Clause pénale; c) Cautions</i>	211
5 ^o <i>Renonciations à toutes actions en justice, plaintes, dommages-intérêts</i>	212
6 ^o <i>Supplication aux autorités pour obtenir la remise à l'offenseur de la peine publique encourue</i>	214
B. <i>Clauses principales de la sentenza</i>	215
1 ^o <i>Clause comportant le versement d'indemnités pécuniaires. — Rareté de cette clause. — Portée de la règle : le sang ne se vend pas</i>	215
2 ^o <i>La clause de bannissement</i>	220
3 ^o <i>La clause matrimoniale et la clause de dot</i>	222
Section III. — <i>Effet principal de la pace et conditions légales de sa validité</i>	233
a) <i>Le principe de l'effet libératoire à l'égard de la peine publique</i>	233
b) <i>Les conditions légales de l'application du principe : Premier but; deuxième but de ces conditions</i>	240
CHAPITRE V. — <i>Les Paceri et les Arbitratori</i>	245
Section I. — <i>Les paceri privés</i>	245
Conditions pour être pacere. — <i>Les arbitratori</i> . — Caractère particulier de certains arbitres. — Garantie et responsabilité des paceri et des arbitres. — La marque coutumière d'infamie contre le romoitore di pace : la destruction de la maison et l'écorçage des arbres.....	246

Section II. — <i>Les paceri magistrats</i>	254
A. Les origines de l'institution en Corse.....	254
B. Les pouvoirs des pacificateurs	256
C. Le mode de nomination	258
D. Appréciation sur l'institution	260

LIVRE IV

LES INFLUENCES NATIONALES ET EXTÉRIEURES AU XVIII^e SIÈCLE

CHAPITRE VI. — <i>La médiation étrangère et les gouvernements nationaux</i>	265
Section I. — <i>Schéma historique des événements essentiels</i> ...	267
1 ^o Première révolte et intervention autrichienne. —	267
2 ^o Deuxième révolte et première intervention française en accord avec l'Autriche.....	268
3 ^o Troisième révolte et nouvelles interventions françaises	270
Section II. — <i>Influence exercée sur la législation de la République par des révoltes insulaires et les interventions étrangères qui en sont le contre-coup</i>	273
Section III. — <i>L'œuvre des gouvernements nationaux</i>	277
I. — <i>La législation corse jusqu'à Paoli</i> . a) Blessures et meurtres. — b) Rupture de paix. — c) Vendetta transversale. — d) Rimbecco et atteintes à l'honneur de la femme. — e) Responsabilité collective des parents; des pièves. f) Paci.	278
II. — <i>La législation du gouvernement de Paoli</i>	284
A. Le droit répressif de la vendetta sous le Généralat de Paoli. — La colonna d'infamia.....	287
Responsabilité individuelle: 1 ^o Homicides. —	
2 ^o Rimbecco. — 3 ^o Attacar.....	288
Responsabilité collective : 1 ^o Parents. — Infamie; Confiscation des biens; Maison rasée; Arbres coupés. Le sel semé sur la terre dévastée	
2 ^o Communes et Pièves.....	289
B. Les moyens de pacification. Trois sortes de magistrats pacificateurs: <i>Paceri</i> ; <i>Amichevoli-Compositori</i> ; <i>Arbitri criminali</i> . — Rôle de chacune de ces catégories de pacificateurs. — Disparition dans la législation paolinienne de l'effet libérateur des paci. — Création des junte d'observation. Leur	

rôle: empêcher la naissance de la vendetta en donnant par une justice instantanée satisfaction à la partie offensée. — Caractère national du droit répressif de Paoli au regard de la vendetta. — Appréciation sur l'œuvre du Général.....	291
CHAPITRE VII. — L'œuvre de la Monarchie.....	298
Coup d'œil retrospectif sur son œuvre sous Henri II. — Son œuvre après l'annexion de 1768. — Les deux manières de Marbœuf	298
A. <i>Droit répressif de la vendetta.</i> Caractère de la législation royale.....	302
1 ^o Influence corso-génoise et paolinienne. — La question de la responsabilité collective.....	303
2 ^o Influence française	306
3 ^o Institutions originales. La législation pénale sur l'absence	306
B. <i>L'organisation répressive et les moyens préventifs de la vendetta</i>	309
1 ^o Organisation répressive. Tribunaux ordinaires. — Juntas. Prévôts.....	309
2 ^o Moyens préventifs.	311
a) Interdiction du port d'armes.....	311
b) Législation relative aux pasteurs.....	311
c) Pacification préventie et organisée. Rôle de paci- ceri attribué aux membres des juntas.....	312
d) Paci. — Inexistence de l'effet libérateur des paci	314
CHAPITRE VIII — Le royaume anglo-corse.....	316
Le retour de Paoli en Corse en 1790. — Enthousiasme des habitants. — Mauvais effet produit dans l'île par certaines mesures révolutionnaires. — Les ambitions de l'Angleterre. — Rupture de Paoli avec la Convention. — La Corse se sépare de la France. — Le royaume anglo-corse. — Sa législation.	316
<i>Organisation répressive:</i> Le jury et l'esprit de clan. — Les cours martiales.	320
<i>Droit répressif de la vendetta:</i> Son inexistence.....	321
<i>Pacification:</i> Les paci. — La question de l'effet libérateur. — Cet effet légal ne paraît pas reconnu dans la législation anglo-corse. — A-t-il existé des lois contre les <i>rompitori di pace</i> . La réponse doit être probablement négative.....	322

DEUXIÈME PARTIE

LA VENGEANCE PRIVÉE ET LES PACI A L'EPOQUE
CONTEMPORAINE

LIVRE I

LA VENDETTA ET SA RÉPRESSION DANS LES
TEMPS MODERNES

CHAPITRE IX. — <i>La survie des coutumes de vendetta</i>	329
Section I. — <i>Les sources de renseignements</i>	329
Section II. — <i>Exposé des règles de la vendetta</i>	333
A. <i>Les Rites</i>	333
1° <i>Rites préliminaires du groupe qui prend l'offen-</i> <i>sive</i>	333
a) <i>Déclaration de guerre</i>	333
b) <i>Gestes rituels</i>	335
2° <i>Rites conséculifs ou postérieurs à la mort de la</i> <i>victime, en usage dans la famille de celle-ci</i>	336
a) <i>Les chants de veillée de mort</i>	336
b) <i>Rites de deuil particuliers. Les cheveux ar-</i> <i>rachés</i>	338
c) <i>La chemise sanglante</i>	339
d) <i>La maison fermée et teinte en deuil</i>	340
e) <i>La barbe longue</i>	341
B. <i>Etendue et organisation de la vendetta</i>	341
a) <i>Etendue quant aux personnes chargées de</i> <i>l'exécution. — Ordre d'appel</i>	341
b) <i>Etendue quant aux personnes qui sont ex-</i> <i>posées à la vendetta. — Vendetta transversale</i>	344
c) <i>Organisation de la vendetta. — Conseil de</i> <i>guerre. — Mobilisation. — Fortifications. —</i> <i>Les belligérants. — Les non-combattants. —</i> <i>Les neutres. — Signes auxquels se reconnait</i> <i>la situation de non-combattant. — Conséquen-</i> <i>ces de cette situation</i>	345
C. <i>Causes particulières de la vendetta</i>	352
1. <i>Les offenses</i>	353
a) <i>Acte de violence; b) propos ou gestes inju-</i> <i>rieux; c) destruction de récoltes; d) offen-</i>	

ses relatives à l'honneur des femmes; e) Le rimbecco; f) les actes de tyrannie locale et les décisions de justice arbitraire.....	353
Section III. — <i>Formes de la vendetta</i> : La forme judiciaire..	360
Section IV. — <i>Le principe fondamental de la vendetta moderne</i> .	364
CHAPITRE X. — <i>La répression de la vendetta</i>	367
I ^{re} Section. — <i>Historique</i>	368
A. La Révolution. — Cahiers de doléances de 1789. — Les doléances, sur le système répressif.....	368
B. Les premières années de la Révolution.....	371
C. La première mission de Miot.....	373
D. La deuxième mission de Miot. — Le Consulat et l'Empire	374
E. La Restauration	378
F. Gouvernement de Juillet	381
G. Deuxième Empire	382
H. La Troisième République	384
II ^e Section. — <i>Le principe de la responsabilité solidaire dans la répression de la vendetta. — Le système de Miot, de Berthier et de Morand</i>	387
I ^{re} Responsabilité des communes et de leurs représentants	388
a) Obligation des maires de signaler les inimitiés..	388
b) Obligation de dénoncer et arrêter les coupables	389
c) Obligation de prévenir et empêcher les crimes..	393
2 ^{re} Responsabilité du parti et de la famille.....	394
a) Mesures répressives contre la famille et les membres du parti du coupable.....	394
b) Obligation de la famille ou du parti de garantir la paix. — Cautions de plein droit pour le maintien de la paix. — Cautions accessoires aux promesses di non offendersi.....	398
3 ^{re} Responsabilité des témoins d'actes de vendetta....	401

LIVRE II

LE DROIT DES PACI SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS
DE LA RÉVOLUTION A NOS JOURS

INTRODUCTION

Persistance de l'ancien droit corse	407
CHAPITRE XI. — <i>Les paceri modernes et leur rôle</i>	413
I ^{re} Section. — Historique. <i>Paceri privés ordinaires et paceri privés d'origine officielle.</i> — Miot. — Morand. — Berthier. — La Restauration. — <i>Le Deuxième Empire.</i> — <i>La Troisième République</i>	415
II ^e Section. — <i>Rôle juridique et pouvoirs des paceri</i> : Négociateurs; Médiateurs; Arbitres; Garants de la paco	425
A. <i>Rôle d'arbitrage</i>	426
B. <i>Rôle de garantie</i>	428
CHAPITRE XII. — <i>L'effet libératoire des paceri modernes</i>	434
A. <i>Première période du XIX^e siècle. Demie légalité de l'effet libératoire des paceri</i>	434
B. <i>Deuxième période. Effet libératoire de la paco, obtenus par des moyens conventionnels.</i> — Les acquittements par suite de traités de paix	446
CHAPITRE XIII. — <i>Les paceri contemporaines</i>	452
Section I. — <i>L'instrument de paco</i>	454
1 ^{re} Division. — <i>Conditions de forme</i>	454
2 ^e Division. — <i>Conditions de fonds</i>	458
A. <i>Abandon de droits inhérents à la guerre</i>	458
a) <i>Clause de pardon</i>	458
b) <i>Abandon du droit aux violences, aux injures, ou promesses di non offendersi</i>	460
c) <i>Abandon du droit de poursuites criminelles ou civiles</i>	461
d) <i>Clause de désarmement</i>	462
B. <i>Clauses comportant l'attribution de droits compensatoires des offenses reçues</i>	463
Discussion d'un texte de Feydel sur la portée du principe de compensation	464
1 ^{re} <i>Clause de bannissement</i>	468
a) <i>Phases historiques</i>	468
b) <i>Caractère des clauses de bannissement</i>	470

c) Analyse de ces clauses.....	471
2° Clause comportant la livraison à justice du meurtrier et sa soumission à la décision judiciaire	472
a) Clauses dont le but est la punition du coupable	473
b) Clauses dont le but est de libérer le coupable de toutes pénalités publiques..	474
c) Clauses dont le but est d'accepter l'arbitrage de l'autorité judiciaire	474
3° Clause pénale. — Son caractère mixte	479
4° Clauses compensatoires anciennes dont on ne trouve plus trace dans les traités modernes.	479
La clause matrimoniale. — La clause de dot.	480
5° Clauses compensatoires qui continuent à demeurer en principe étrangères au droit de paix	480
La clause indemnitaire.....	481
C. Clauses de garantie de sincérité et d'exécution du traité	481
1° Garanties morales	481
Le baiser de paix. — Le serment	481
2° Garanties d'ordre juridique.....	483
3° Garanties à la charge du pacere arbitre....	484
4° Garanties sous forme d'engagements comminatoires pris par les parties à l'encontre des rompitores de pace	484
5° Clauses pénales	486
6° Appel à la garantie des amis de la paix, de l'honneur etc... ..	486
Section II. — Cérémonies extérieures qui accompagnent et consacrent publiquement le traité	488
Cérémonies à l'Eglise.....	488
Repas pris en commun	489

TROISIÈME PARTIE

L'EGLISE PACIFICATRICE DES VENDETTES

CHAPITRE XIV. — <i>L'église et les paci.</i>	493
Ancienneté de l'influence de l'Eglise en Corse. — Les divers moyens employés par elle pour l'apaisement.....	494
A. <i>Les Missions</i>	496
Capucins; Récollets; Compagnie de Jésus; Prêtres de la Mission; Observantins; La Mission de Saint-Léonard; Oblats de Marie.....	498
B. <i>Organisation pacificatrice permanente</i>	513
Les visites pastorales, et apostoliques. — Les enquêtes épiscopales sur les cas d'inimitiés.....	513
C. <i>Mesures préventives contre la vendetta</i>	522
1° Les interdictions de port d'armes	522
a) Armes interdites aux clercs.....	523
b) Port d'armes interdit dans les églises.....	525
2° Action de l'Eglise sur les mœurs. — Mesures préventives au sujet des vendettes causées par l'atteinte à l'honneur des femmes. — Système employé du temps de Morand. — Influence persistante sur l'extinction du banditisme.....	527

CONCLUSION

Section I. — <i>Causes générales de la vendetta contemporaine</i> ..	536
1° <i>Survivance d'une organisation politique de la famille et conservation du clan</i>	536
2° <i>L'administration défectueuse</i>	546
L'importance des élections locales bien supérieure à ce qu'elle est sur le continent. — Situation du parti vaincu. — Instabilité des hauts Administrateurs du Département. — Les Préfets de 480 jours.....	546
3° <i>Carence partielle de la justice d'Etat. Coup d'œil historique sur la question au XIX^e siècle. — Les justices de paix. — Le problème du jury</i>	550
Section II. — <i>Examen de quelques moyens de nature à hâter l'extinction de la vendetta</i>	558
A. <i>Moyens tendant à meilleure administration</i>	559

TABLE DES MATIÈRES

699

1° Extension des attributions du Chef de Département	559
2° Limitation des causes d'infraction rurale.....	561
La question des bergers	561
3° Amélioration des moyens de police pour la répression de la vendetta.....	563
Tendance de la criminalité par vendetta à se transformer en criminalité de grand chemin.....	563
Moyens à envisager. Viabilité. — Police rurale. — — Projet de M. Clémenceau en 1918.....	565
B. Moyens tendant à meilleure justice et à meilleur droit	566
1° La question de la justice cantonale. Pouvoirs plus étendus à accorder aux Parquets généraux.	566
2° Le Rimbecco. — Nécessité d'un retour à l'ancienne législation sur cet acte dont les conséquences sont meurtrières	568
3° La question de la responsabilité collective de la famille en matière de vendetta. — Faut-il y revenir ?	569
a) La vendetta reste un crime collectif. — b) Les motifs du principe de la responsabilité individuelle sur le continent. — c) La responsabilité collective dans le droit de la guerre. — La vendetta est la guerre. — d) Bons résultats de la responsabilité collective en matière de vendetta au point de vue de la paix publique.	569
4° La question du point d'honneur. Pourquoi ne pas créer des juntas de conciliation et d'honneur?..	572
Les raisons d'estimer et d'apprécier le caractère corse	572

ANNEXES

Pièces nos Un à Quarante-huit	579
-------------------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE

A. — Division de la Bibliographie	647
B. — Bibliographie	649
C. — Notice complémentaire	679

TABLE DES MATIÈRES

NIORT - IMP. NOUVELLE - G. CLOUZOT

